

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°7 • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

Réception de Nouvel An pour les anciens députés



Les anciens députés réunis à la Chambre.

À l'occasion d'une réception de Nouvel An, plus de 40 membres de l'Association des Anciens Députés (AAD) se sont retrouvés à la Chambre des Députés le 17 janvier, autour du Président de l'AAD, M. Camille Dimmer, et du Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. «Nous pouvons être fiers de porter le

titre de 'Président d'honneur', 'député honoraire' ou 'ancien député' et il faut valoriser ce titre», a insisté M. Dimmer. M. Mosar de son côté a souligné l'importance du contact entre députés et anciens députés: «Il serait dommage de ne pas avoir recours à la précieuse expérience des anciens.» Fondée en 1982,

l'AAD compte actuellement plus de 80 membres.

À l'occasion de la réception à la Chambre des Députés, le Président Laurent Mosar et le Président de l'AAD Camille Dimmer ont remis un document aux membres de l'AAD en reconnaissance des services rendus à la cause publique.

Le poids des petits États dans l'Union



Échange de vues entre parlementaires slovènes et luxembourgeois.

Comment faire entendre sa voix si l'on fait partie des petits États membres de l'Union européenne? La participation des parlements nationaux à la prise de décisions européennes a constitué un des principaux sujets abordés à la fin janvier avec des représentants de l'Assemblée nationale de la République de Slovaquie. Son Président, M. Pavel Gantar, et le Président de la Chambre des Députés, M. Lau-

rent Mosar, se sont notamment exprimés en faveur d'un approfondissement des contacts entre les Parlements des pays concernés, notamment dans le cadre du contrôle de subsidiarité des projets législatifs européens.

Le processus d'élargissement de l'Union européenne a également été abordé au cours de l'entretien de la délégation slovène avec les membres du Bureau et les membres de la Com-

mission des Affaires étrangères et européennes. «Il faut laisser aux pays candidats la perspective européenne», a déclaré M. Pavel Gantar en se référant aux tendances qui souhaiteraient ralentir l'élargissement de l'Union. «Leur enlever cet espoir ne serait pas une décision sage», a conclu le Président du Parlement slovène. M. Gantar s'est montré confiant que la Croatie remplirait sous peu les critères d'adhésion et que la Serbie et la Macédoine «sont sur la bonne voie».

La Slovaquie, pays de l'ex-Yougoslavie, est devenue indépendante en 1991. Membre de l'Union européenne depuis 2004, elle a adopté l'euro en 2007 et a assuré la présidence du Conseil de l'Union en 2008. Au cours de sa visite de travail au Grand-Duché, la délégation slovène a également eu un échange de vues avec la Commission parlementaire du Développement durable.

18^e séance jeudi 16 décembre 2010
19^e séance mardi 25 janvier 2011

Remise du deuxième rapport du CET

Le Centre pour l'égalité de traitement (CET) vient de remettre son deuxième rapport annuel au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar.

Créé par la loi du 28 novembre 2006, le Centre «a pour objet de promouvoir, d'analyser et de surveiller l'égalité de traitement entre toutes les personnes, sans discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique, le sexe, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge».

Entre le 1^{er} novembre 2009 et le 31 décembre 2010, le CET a été saisi de 139 nouveaux cas. S'y ajoutent 18 dossiers non clôturés en 2009. Dans son rapport, le CET formule également des recommandations et donne son avis sur des projets de loi tel que par exemple celui qui a trait aux personnes handicapées. Au cours de l'année 2010, le CET a organisé un certain nombre de tables rondes qui étaient à chaque fois consacrées à différents motifs de discrimination.



(de gauche à droite) M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, M. Patrick de Rond, Président du CET, Mme Nathalie Morgenthaler, Chargée de direction, Mmes Anik Raskin et Netty Klein, membres du collège du CET.

Échange de vues sur la situation et l'intégration des immigrés

Lors de la visite des locaux de l'ASTI à Luxembourg-Eich, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a pu rencontrer, le 21 janvier, les membres du conseil d'administration de l'Association de soutien aux travailleurs immigrés et s'entretenir avec eux. La Présidente, Mme Laura Zuccoli a exposé les activités, services et projets de l'association, créée en 1979 pour un meilleur «vivre ensemble». De même, elle a attiré l'attention du premier citoyen du pays aux défis et soucis de l'ASTI.

Ainsi, Mme Zuccoli a évoqué

- le manque d'espace et de

moyens financiers pour le guichet «Info-Migrants»;

- les décisions et les paiements tardifs des conventions;

- la campagne d'inscription sur les listes électorales et la revendication d'une inscription d'office;

- l'absence de suites données à la loi d'intégration votée par la Chambre des Députés en décembre 2008.

Ensemble avec les responsables de l'ASTI, M. Laurent Mosar a évoqué les moyens à mettre en œuvre afin de remédier à ces problèmes.



Entrevue de M. Laurent Mosar avec Mme Laura Zuccoli, Présidente, et les responsables de l'ASTI.

DANS CE NUMÉRO

Bipartite patronat - mesures décidées	
- déclaration du Ministre et débat	p. 217
Soutien de la Chambre au peuple tunisien	p. 233
Problématique du suicide	p. 237
Sommaire des séances publiques n°s 18 et 19	p. 245
Sommaire des questions parlementaires	p. Q100

Visite à la Cour des Comptes européenne



Une délégation luxembourgeoise reçue à la Cour des Comptes européenne.

Une délégation de la Chambre des Députés du Luxembourg, conduite par son Président, M. Laurent Mosar, a été reçue le 18 janvier 2011 à la Cour des Comptes européenne (CdCE) par M. Vítor Caldeira, Président, et M. Henri Grethen, membre de la

Cour. La délégation a eu un échange de vues avec MM. Caldeira et Grethen concernant la toute dernière déclaration d'assurance de la Cour sur le budget de l'Union européenne, la question des déclarations nationales, ainsi que d'autres as-

pects liés à la gestion financière de l'UE.

Parmi les sujets abordés, la participation accrue des parlements nationaux aux travaux de l'UE, prévue par le Traité de Lisbonne, a fait l'objet d'un intérêt particulier.

Impressions d'un pays en évolution

Une délégation composée de membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a effectué une visite en Turquie du 11 au 14 janvier 2011. Invités par la Grande Assemblée nationale de Turquie, les députés Ben Fayot, Président de la commission, Xavier Bettel (DP), Nancy Arendt (CSV) et Félix Braz (dé-

gréng) ont rencontré à Istanbul et à Ankara des parlementaires turcs, des membres de la Représentation de l'Union européenne en Turquie, le Secrétaire d'État au Ministère des Affaires étrangères de la Turquie, M. Selim Yenel, ainsi que des représentants de différentes ONG et de la société civile.

«La Turquie d'aujourd'hui n'est pas comparable à celle d'il y a dix

ans: elle a évolué sur le plan économique, elle est membre du G-20 et elle pratique une politique des affaires étrangères active», a affirmé le Président de la délégation, M. Ben Fayot. En tant que démocratie laïque, le pays n'est pourtant pas sans problèmes: la question chypriote, les kurdes, la représentation des femmes dans les milieux politiques, les meurtres d'honneur et les mariages forcés sont quelques sujets qui ont été évoqués lors des entretiens.

Le sujet dominant a été l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Après cinq ans de négociations, une certaine frustration se fait sentir du côté turc. Un grand nombre de chapitres restent clos et la Turquie voudrait aboutir à des résultats concrets dans certains domaines comme la sécurité énergétique ou l'abolition de l'obligation de visa. De par sa situation géostratégique, la Turquie serait un apport important pour l'Union européenne, ont souligné les interlocuteurs du parlement et du gouvernement turcs.



Les députés luxembourgeois ont rencontré leurs homologues turcs.

Pour un dialogue soutenu avec la Commission européenne

32 avis motivés - dont quatre émanant du Luxembourg -, 211 avis en tout sur des propositions législatives européennes: les parlements nationaux ont fortement accru leur participation dans la prise de décisions au niveau européen. «Il est important pour la Commission européenne de savoir ce que pensent les citoyens nationaux de la politique européenne.» Tel a été le constat dressé par M. Maroš Šefčovič, Vice-Président de la Commission européenne en charge des relations interinstitutionnelles et de l'administration lorsqu'il fut reçu, en date du 28 janvier 2011, par le Président ainsi que les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes de la Chambre des Députés.

«La nouvelle pratique du dialogue doit encore se mettre en place, mais la Commission souhaite donner à chaque parlement une réponse dans les trois mois suite à la réception de doléances», a expliqué M. Šefčovič.

La politique du siège des institutions européennes a également été abordée. «Nous sommes très satisfaits de notre collaboration avec les autorités gouvernemen-

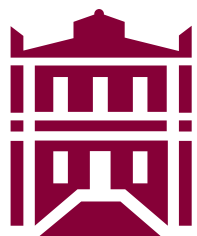
tales luxembourgeoises», a affirmé M. Maroš Šefčovič, soulignant que 11.000 agents européens travaillent au Luxembourg, dont plus de 4.000 pour la seule Commission européenne. Deux importants projets sont en cours dont l'aménagement du bâtiment Jean Monnet 2 et la construction d'une nouvelle école européenne à Bertrange/Mamer, où une solution pour le transport scolaire se dessine.

Les représentants de la Chambre ont encore demandé le point de vue du Vice-président de la Commission européenne sur la situation en Hongrie. M. Šefčovič a confirmé que la Commission a réagi en demandant des explications au Gouvernement hongrois sur plusieurs dossiers (médias, impôt de crise et questions d'ordre constitutionnel).

L'adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'Homme et le rapport Marty dénonçant un trafic d'organes au Kosovo et en Albanie ont également été évoqués au cours de l'échange de vues avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes.



(de gauche à droite) M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, M. Maroš Šefčovič, Vice-Président de la Commission européenne, M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes.



NOUVELLES LOIS

TVA

6183 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée et portant transposition

- de l'article 3 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;

- de la directive 2009/69/CE du Conseil du 25 juin 2009 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne la fraude fiscale liée aux importations;

- de la directive 2009/162/UE du Conseil du 22 décembre 2009 modi-

fiant diverses dispositions de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée;

- de la directive 2010/66/UE du Conseil portant modification de la directive 2008/9/CE définissant les modalités du remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée, prévu par la directive 2006/112/CE, en faveur des assujettis qui ne sont pas établis dans l'État membre du remboursement, mais dans un autre État membre

Le présent projet de loi a pour objet la transposition en droit luxembourgeois

- de l'article 3 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne

le lieu des prestations de services;

- de la directive 2009/69/CE du Conseil du 25 juin 2009 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne la fraude fiscale liée aux importations;

- de la directive 2009/162/UE du Conseil du 22 décembre 2009 modifiant diverses dispositions de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée, et

- de la directive 2010/66/UE du Conseil portant modification de la directive 2008/9/CE définissant les modalités du remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée, prévu par la directive 2006/112/CE, en faveur des assujettis qui ne sont pas établis dans l'État membre du rem-

boursement, mais dans un autre État membre.

Vu que la transposition en droit national tant de la directive 2009/69/CE que de la directive 2009/162/UE nécessite une modification de l'article 46 de la loi TVA, article qui établit une exonération de la TVA pour certaines importations définitives de biens, les mesures de transposition des deux directives en question ont été reprises dans un seul article, à savoir l'article II du présent projet de loi. L'objet de l'article II est de ne transposer en droit national que les seules dispositions contraignantes des directives susmentionnées.

Accessoirement, le projet de loi vise à mieux aligner certains articles modifiés de la loi TVA sur les dispositions correspondantes de la directive 2006/112/CE.



Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 31.08.2010
Rapporteur: M. Norbert Hauptert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):
20.10.2010 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements
08.12.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.12.2010
Loi du 17 décembre 2010
Mémorial A 2010, n°227, p. 3670

Chômage des jeunes

6208 - Projet de loi modifiant la loi du 11 novembre 2009:

1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes;

2. modifiant certaines dispositions du Code du travail

Le présent projet de loi se limite à un article unique pour prolonger pour une durée de douze mois les mesures spécifiques prévues par la loi du 11 novembre 2009 concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes, ainsi que pour adapter les articles 13 et 14 de cette loi à la situation nouvelle due à la prolongation envisagée.

La prolongation des mesures permettra à l'ADEM de garantir aux jeunes sous contrat un suivi personnalisé, un encadrement spécifique et si nécessaire une orientation ou une réorientation vers des formations continues ou/et complémentaires. Cette prise en charge par l'ADEM est d'autant plus importante pour les bénéficiaires d'un CAE, étant donné que ce dernier ne débouche normalement pas sur un engagement, vu que l'accès au secteur public reste régi par ses propres règles.

La prolongation des mesures par le projet de loi garde son caractère temporaire. Tout comme pour la loi du 11 novembre 2009, les dispositions modificatives du présent projet de loi seront mentionnées dans le Code du travail en notes de bas de page des articles temporairement modifiés, sans toucher aux dispositions antérieures, qui sont maintenues.

Salaire social minimum

6222 - Projet de loi modifiant les articles L.222-4 et L.222-9 du Code du Travail

Aux termes de l'article L-222-2 du Code du Travail, le niveau du salaire social minimum est fixé par la loi sur base d'un rap-

port biennuel sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus.

Sur base de ce rapport, le projet a pour objet le relèvement du salaire social minimum au 1^{er} janvier 2011 à raison de 1,9 pour cent, ce qui aura pour effet de refixer les montants applicables comme suit:

	Montant actuel		Montant proposé		Augmentation
	(n.i. 100)	(n.i. 719,84)	(n.i. 100)	(n.i. 719,84)	
SSM mensuel	234,91	1.724,81	244,16	1.757,56	32,75
SSM qualifié mensuel	287,53	2.069,77	292,99	2.109,07	39,3
SSM horaire	1,35786	9,97	1,41133	10,1593	0,19
SSM qualifié horaire	1,66202	11,9639	1,6931	12,1912	0,23

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 18.11.2010
Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Lucien Lux):
29.11.2010 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
06.12.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.12.2010
Loi du 17 décembre 2010
Mémorial A 2010, n°236, p. 3909

Transparence

6228 - Proposition de modification de l'article 167 du Règlement de la Chambre des Députés

Si le principe même du registre prévu à l'article 167 reste inchangé et oblige les députés à déclarer, outre leur profession, leurs autres activités ou fonctions rémunérées, à l'exclusion donc des activités bénévoles, et leurs soutiens financiers, en espèces, en personnel ou en matériel en de-

hors des moyens fournis par la Chambre, c'est la publicité du registre qui change, et ceci dans un souci accru de transparence. Si le registre a toujours été public, il sera dorénavant publié sur le site Internet de la Chambre www.chd.lu, et ce sur la page personnelle de chaque député. La consultation auprès du service de la comptabilité de l'administration parlementaire sera bien évidemment toujours possible et il sera désormais permis à l'administration de fournir une copie des déclarations, ce qui était exclu par le texte de 2003.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 13.10.2010
Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Lucien Lux):
29.11.2010 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
06.12.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.12.2010
Loi du 17 décembre 2010
Mémorial A 2010, n°236, p. 3910

Propositions de loi

6221 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi

La procédure relative aux propositions de loi avait fait l'objet d'une refonte au cours de la dernière législature (voir doc. parl. 5864) et prévoyait les étapes suivantes:

1. Décision sur la recevabilité par la Chambre suite à une proposition de la Conférence des présidents.

2. Dans un délai de six mois, la proposition de loi devait figurer à l'ordre du jour d'une réunion de commission et d'une séance publique.

3. Après la présentation en séance publique, la Chambre devait se prononcer par un vote sur la poursuite de la procédure législative. En cas de vote positif, la proposition de loi entrait dans la procédure législative classique (examen en commission, avis du Conseil d'État et des chambres professionnelles concernées). En cas de vote négatif, la proposition de loi était classée sans suite, c'est-à-dire retirée du rôle.

Or, suite à l'entrée en vigueur de cette nouvelle procédure, des discussions ont eu

lieu sur la nature du vote sur la poursuite de la procédure législative prévu à l'article 62 du Règlement. Dans un courrier du 14 avril 2010, le Conseil d'État a notamment critiqué l'absence de son avis lors de ce vote. Suite à une entrevue entre le Président de la Chambre des Députés et le Président du Conseil d'État, il a été retenu que la Haute Corporation se déclare d'accord d'aviser toute proposition de loi qui lui sera soumise. Dans un courrier du 3 août 2010, le Président du Conseil d'État «confirme l'engagement du Conseil d'État à procéder dorénavant à l'examen systématique de ces propositions dans un délai raisonnable, permettant ainsi à la Chambre des Députés de se prononcer en connaissance de cause sur l'opportunité de celles-ci».

Ainsi, la problématique qui avait entraîné la dernière modification de la procédure relative aux propositions de loi n'existe plus. Il y a un consensus au sein des différents groupes et sensibilités afin de rapprocher le plus possible la procédure des propositions de loi de celle des projets de loi et une volonté certaine d'évacuer les propositions de loi dans des délais raisonnables. La présente proposition de modification concrétise ces intentions.

Dépôt par MM. François Bausch, Xavier Bettel, Lucien Lux, Laurent Mosar et Jean-Louis Schiltz, Députés, le 14.12.2010
Rapporteur: M. Gast Gibéryen

Travaux de la Commission du Règlement (Président: M. Gast Gibéryen):
11.01.2011 Désignation d'un rapporteur
Examen de la proposition de modification du Règlement
20.01.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 25.01.2011

Administration parlementaire

6229 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

L'objet de la présente modification est de remplacer le terme «greffe» par «administration parlementaire». La dénomination «greffe» vient d'une époque où l'adminis-

tration avait la charge essentielle de noter, de reproduire ou de résumer les débats des organes de la Chambre. Cette activité fait bien évidemment toujours partie des attributions de l'administration, mais le rôle d'une administration parlementaire moderne va bien au-delà et s'apparente plutôt à celui d'un «service provider» pour l'institution «Chambre» et les 60 députés qui la composent.

Dépôt par MM. François Bausch, Xavier Bettel, Lucien Lux, Laurent Mosar et Jean-Louis Schiltz, Députés, le 14.12.2010
Rapporteur: M. Gast Gibéryen

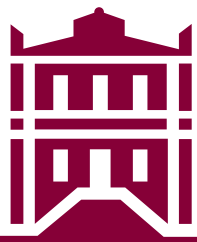
Travaux de la Commission du Règlement (Président: M. Gast Gibéryen):
11.01.2011 Désignation d'un rapporteur
Examen de la proposition de modification du Règlement
20.01.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 25.01.2011

Dépôt par MM. François Bausch, Xavier Bettel, Lucien Lux, Laurent Mosar et Jean-Louis Schiltz, Députés, le 18.11.2010
Rapporteur: M. Gast Gibéryen

Travaux de la Commission du Règlement (Président: M. Gast Gibéryen):
18.11.2010 Désignation d'un rapporteur
Examen de la proposition de modification du Règlement
11.01.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 25.01.2011



Sommaire

1. Ordre du jour

- M. le Président, Mme Lydie Mutsch, M. le Président
- M. François Bausch, M. Xavier Bettel, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann, M. Jean-Louis Schiltz, M. Ben Fayot
- M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale
- M. Fernand Kartheiser

2. 6222 - Projet de loi modifiant les articles L.222-4 et L.222-9 du Code du Travail

- Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Roger Negri
- Discussion générale: M. Ali Kaes, M. Fernand Etgen, M. Lucien Lux, M. Félix Braz, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann
- M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration (M. André Hoffmann pose une question)
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

3. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz

- M. Félix Braz

4. 6196 - Projet de loi portant réforme du système de soins de santé et modifiant:

1. le Code de la Sécurité sociale;
 2. la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers (suite)
- Rapport complémentaire de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Lydie Mutsch
 - Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Félix Braz
 - Vote sur l'annulation du premier vote constitutionnel du 14 décembre 2010 (adoptée)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - M. le Président
 - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale, M. Jean-Louis Schiltz, M. Félix Braz

5. 6208 - Projet de loi modifiant la loi du 11 novembre 2009:

1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes;
 2. modifiant certaines dispositions du Code du Travail
- Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Roger Negri
 - Discussion générale: M. Léon Gloden, M. André Bauler, M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann
 - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. 6170 - Projet de loi concernant les organismes de placement collectif et

- portant transposition de la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) (refonte);
- portant modification:
 - de la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
 - de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

- de l'article 156 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel
- Discussion générale: M. Claude Meisch, M. Roger Negri, M. Jacques-Yves Henckes
- M. Luc Frieden, Ministre des Finances
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 6183 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée et portant transposition

- de l'article 3 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;
- de la directive 2009/69/CE du Conseil du 25 juin 2009 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne la fraude fiscale liée aux importations;
- de la directive 2009/162/UE du Conseil du 22 décembre 2009 modifiant diverses dispositions de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée;
- de la directive 2010/66/UE du Conseil portant modification de la directive 2008/9/CE définissant les modalités du remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée, prévu par la directive 2006/112/CE, en faveur des assujettis qui ne sont pas établis dans l'État membre du remboursement, mais dans un autre État membre

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Hauptert

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. Questions parlementaires

- Article 80(5) du Règlement de la Chambre des Députés

Question n°2458 du 9 avril 2008 de M. Xavier Bettel relative à l'engagement budgétaire pris par le Ministre du Trésor et du Budget dans le cadre de l'acquisition de terres du Grand-Duc près du Château de Colmar-Berg, adressée à M. le Ministre des Finances

- M. Xavier Bettel - M. Luc Frieden, Ministre des Finances

Question n°664 de M. François Bausch du 20 mai 2010 relative aux recettes et dépenses engendrées pour le budget d'État par l'application d'une tranche indiciaire, adressée à M. le Ministre des Finances

- M. François Bausch - M. Luc Frieden, Ministre des Finances

Question n°925 de M. Xavier Bettel du 28 septembre 2010 relative au paquet de mesures d'économies, adressée à M. le Ministre des Finances

- M. Xavier Bettel - M. Luc Frieden, Ministre des Finances

9. Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre des Finances, relative aux mesures décidées lors de la bipartite du 15 décembre 2010

- Déclaration: M. Luc Frieden, Ministre des Finances
- Débat: M. François Bausch, M. Claude Meisch, M. Lucien Lux, M. Jean-Louis Schiltz, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann

10. Discours de fin d'année de M. le Président

- M. le Président
- M. Xavier Bettel, au nom des groupes et sensibilités politiques
- M. Luc Frieden, au nom du Gouvernement

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Nicolas Schmit et Marco Schank, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Ordre du jour

Wéi en Dënschdeg scho vun der DP an och vun deene Gréngen ugekënnegt ginn ass, wëlle si den Artikel 80, Alinea 5 vum Chambersreglement geltend maachen. Fënnf Question-parlementairen, wou den Délai de réponse ofgelaf ass a se bis haut nach keng Äntwert kritt hunn, sollen haut de Mëtteg mëndlech vum Minister beäntwert ginn. Ech proposéieren, d'parlamentaresch Froen nom Projet de loi 6222 ze evakuéieren.

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Wat ass mat eisen?

► **M. le Président.**- Jo, déi Froen, déi nach net beäntwert sinn, kommen herno drun.

► **Une voix.**- Sinn déi betraffe Ministeren do?

(Interruptions)

► **M. le Président.**- D'Madame Mutsch freet d'Wuert zum Ordre du jour.

► **Mme Lydie Mutsch (LSAP).**- Merci, Här President. Ech géif gär am Numm vun der Santéskommissioun eng Ännerung vum Ordre du jour froen. Mir si gëschter um Enn vun dëser Sitzung zesummekomm, well mer matgedeelt kritt hatten, dass sech eng Erreur matérielle an eise Gesetzesprojet iwwert d'Gesondheitsreform ageschlach huet.

► **Une voix.**- Ah!

► **Une autre voix.**- Aha!

► **Mme Lydie Mutsch (LSAP).**- A mir géifen duerfir froen, fir eng Ännerung vum Ordre du jour ze maachen, fir kënnen do-rober zrëckzekommen. Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Wann d'Chamber domadder averstanen ass, géif ech virschloen, de Projet de loi als drëtten Punkt op den Ordre du jour vun haut de Mëtteg ze huelen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Et ass hei...

(Brouhaha)

Ech géif lech wann ech gelift bieden, déi lescht Sitzung vum Joer e bësse roueg ze sinn, datt mer och alleguerten eis wichteg Projeten duerchréien. Den Här Bausch freet nach d'Wuert zum Ordre du jour.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, ech froen d'Wuert zum Ordre du jour, well ech am Numm vu menger Fraktioun verlaangen, datt haut de Mëtteg entweder de Premierminister oder de Finanzminister an d'Parlament soll kommen, fir hei eng Deklaratioun ze maachen zu deem Ofkommen, wat gëschter gemaach ginn ass mat de Patronatsorganisatiounen.

Gëschter sinn zéng Punkten anscheinend do négociéiert ginn. Dovu sinn der eng ganz Rei, déi en zolitten Impakt op de Statsbudget vum nächste Joer hunn. An ech muss soen, Här President, selten hunn ech erlieft, datt e Parlament esou fir domm verkaaft gëtt,...

► **Une voix.**- Richtig!

► **M. François Bausch (déi gréng).**- ...wéi d'Lëtzebuerger Parlament hei verkaaft ginn ass vun dëser Regierung an deem dote Kontext!

Mir hunn déi lescht Woch hei e Budget diskutéiert, wou bei den Dépensen einfach d'Wourecht net an den Dépensen dra-stoung, wéi ech lech et virausgesot hat. Ech hätt et just net fir méiglech gehalt, datt se sech géifen trauen, et wierklech och nach duerchezéien. A mir sinn hei als Parlament wierklech, wierklech un der Nues erëmgefouert ginn. Ech mengen, et gëtt och kee Parlament op dëser Welt, wou wahrscheinlech dat dote méiglech wier.

Ech mengen, datt et wierklech brandnoutwendeg wier, datt d'Regierung sech haut de Mëtteg an dat Parlament heihinner veräntwerte kéim, fir eis wierklech ze soen, wéi se de Finanzement dovunner wëllt maachen, vun deene Mesuren do d'nächst Joer, an op wat fir enge Budgetsposten datt déi sech wäerten erëmfannen. Et kann net sinn, datt mir hei déi eng Woch e Budget diskutéieren an dann op der Dépensésäit einfach en Deel vu Saachen net dran ass. Dat ass wierklech net akzeptabel.

Et kënnt derbäi, datt bei där ganzer Geschicht vun der Cotisatioun - dee berühmten Taux bei der Assurance sociale - mer och dës Woch nach iwwer e Projet diskutéiert hunn, wou am Kader vun der Debatt en Taux an der Diskussioun war, dee Minister, dee selwer hei nach confirméiert huet, all Deputéierte sech dorop beruff hunn, an och deen zënter gëschter Owend net méi gëllt.

Also, ech mengen, dat ass eng Aart a Weis, fir mam Parlament ëmzegoen! Fir eis op alle Fall ass dat net akzeptabel. An ech mengen, dat dierft och net enger Majoritéitsfraktioun gefalen, well dat do huet eigentlech näischt méi dermat ze dinn, souguer mam Inhalt vum Projet. Et ass einfach souguer eleng d'Aart a Weis, wéi hei mam Parlament verfuert gëtt, déi net ze akzeptéieren ass.

Duerfir, wéi gesot, mir hätte gär, datt de Mëtteg entweder de Finanzminister oder de Premierminister hei an d'Parlament kënnt, fir am Detail ze erklären, wéi de Finanzament vun deene Saache soll oflafen, datt mer doropshin hei kënnen eng Debatt mindestens driwwer féieren.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Den Här Bettel freet dozou, zu deemselwechte Punkt, d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ka mengem Fraktiounskolleeg... pardon!

► **Plusieurs voix.** - Aaahhh!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - ...mengem Fraktiounschef...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Du këns herno bei eis.

(**Interruption**)

► **M. Xavier Bettel (DP).** - ...mengem Fraktiounschef-Kolleeg hei, dem Här Bausch, Noper vun eiser Fraktioun, Recht ginn. D'lescht... Kommt, mir huelen den Historique! Virun zwou Woche kréie mer hei e Steierpak presentéiert, wou se sech schon net eens sinn. Do kréie mer erkläert, dass d'Steiererhéijung déi eenzeg Méiglechkeet ass. Hei kréie mer gesot, dass fir d'Kompetitivitéit d'Steiererhéijungen net solle sinn. De Lëtzebuerger weess net méi, wou en drun ass.

Deen Zeenario, dee mer déi lescht Méint haten, wou mer zwou Parteien hunn, déi dat eent an dat anert soen, wou de Lëtzebuerger Bierger net weess, a wéi eng Richtung dass et geet, geet monter weider. An ech mengen, dass et e Minimum ass, dass eng Chamber net duerch d'Press informéiert gëtt - wat déi lescht Zäit awer d'Gewonnecht ginn ass vun dëser Regierung -, mä dass dës Chamber hire Prärogative gerecht gëtt. An dat heescht, dass d'Regierung sech op d'mannst Zäit hält, fir eis ze informéieren.

Gëschter Owend hate mer eng Drénglechkeetssitzung vun der Santéskommissioun, well bäckléiert Aarbecht gemaach ginn ass. Mä wann awer mam Patronat zesummen Accordé fonnt ginn, a wann ech just d'Zeitung liesen, et gesäit jo esou aus, wéi wann et op jidde Fall 65 Milliounen op d'mannst Euroen...

► **Une voix.** - 85.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - ...85 Milliounen am Spill wäeren. Ech weess net, wéi dës Regierung... Oder manner erakommen oder méi erausginn; et si 85 Milliounen. Dass ee mer dann erkläert, dass dat keen Impakt op de Budget hat, kann ech mer net virstellen. Also, de Minimum ass, Här President, dass de Statsminister oder de Finanzminister sech Zäit huelen, fir och eng Kéier hei zu Lëtzebuerg Politik ze maachen an eis ze soen, wéi dat hei soll weidergoe mat deene Mesuren, déi sech gëschter ugekënnegt hunn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Den Här Gibéryen, wann ech gelift, och zu deem Punkt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech ka mech nëmmen de Wiederer vu mengen zwee Virriedner uschléis-

sen. Ech mengen, et ass schonn traureg fir d'Parlament, wann et iwwert d'Press gewuer gëtt, wat d'Regierung décidéiert, well mer parallel derzou hei an der Chamber Budgetsdebatten haten. Et ass jo net gëschter vum Himmel gefall komm.

Wa mer Gesetzer hei stëmmen, a souguer deeselwechten Dag, wou mer dat Gesetz stëmmen, gëtt am Fong den Taux, wann ech un d'Onfallrent denken, deeselwechten Dag vun der Regierung aneschtens accordéiert, wéi deen, dee gëschter Mëtteg nach heibannen an der Diskussioun war. An et huet emol kee gëschter Mëtteg vun der Regierung oder Majoritéit an deem Débat gesot, datt eppes um Taux vun der Assurance accident géif änneren!

Ech mengen, do gesäit een, wéi orientierungslos dës Regierung ass. Do gëtt einfach nëmme vun der Hand an de Mond gelieft. Wat moies geschitt, dat weess een deen Dag vidrun nach net, a wat mëttes geschitt, dat weess moies nach keen. Esou kann et net sinn.

D'Fro stellt sech, ob mer eis dat als Parlament gefale loosse. An duerfir ënnerstëtze mer och déi Proposition - mir hunn haut gutt Zäit -, datt ee vun der Regierung kënnt an dann hei dem Parlament déi Deklaratioun mécht, wat dann elo gëschter mam Patronat ausgehandelt ginn ass, a wéi d'Regierung gedenkt dat ze finanzéieren, a wat fir eng Répercussioune dat op d'Budgete vun 2011 an '12 huet.

A wann ech d'Wuert hunn, Här President, wéll ech och nach en anere Punkt unhänken. Haut a muer fannen zu Bréissel Debatte statt a priori iwwert d'Stabilitéit vum Euro. Do hunn ech festgestallt, datt an deenen anere Parlamentar am Virfeld vun deem Sommet Debatte waren. Ech stellen hei fest, datt an deene leschten Deeg déi Proposition vun den „Euro-Bonden“, wat dem Statsminister Jean-Claude Juncker seng Proposition ass, hei als eng Lëtzebuerger Proposition dobausse virgestallt gëtt.

Ech ka mech net erënneren, datt hei dës Parlament enger Regierung oder engem Statsminister Feu vert ginn huet, fir am Numm vu Lëtzebuerg esou eng Proposition ze maachen. Dach, datt an der Finanzkommissioun vun dëser Chamber déi Proposition op den Dësch geluecht ginn ass, diskutéiert ginn ass a vun der Finanzkommissioun en Accord getraff ginn ass.

Also, hei ass erëm en Alleingang op europäeschem Niveau, wou net nëmmen dës Parlament, mä d'ganz Land quasi virun e Fait accompli gestallt gëtt, einfach engagéiert gëtt. Dat kënnen mer eis, mengen ech, och net gefale loosse.

Et ass natierlech elo haut esou, datt de Statsminister an den Ausseminister, mengen ech, zu Bréissel sinn. Wahrscheinlech och de Finanzminister; ech weess et net. Duerfir ass et wahrscheinlech schwéier, fir datt se haut kënnen an d'Parlament kommen. Dat versti mer dann och. Mä mir sinn awer Demandeur, datt dann zumindest esou séier wéi méiglech d'Finanzkommissioun doriwuer informéiert gëtt, wat haut a muer zu Bréissel diskutéiert an décidéiert ginn ass.

► **M. le Président.** - Sou! Elo kritt nach den Här André Hoffmann d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Ech bleiwen awer hei.

Ech schléisse mech selbstverständlech de Virriedner un. Wat do geschitt, dat widerspricht tatsächlech, mengen ech, alle Gepflogenheeten a Prinzipie vun enger parlamentarescher Demokratie. Dat ass net akzeptabel. An dat ass och net nëmmen eng Fro vum Budget oder vun eenzelen niewesächleche Posten am Budget.

Well dat, wat mer aus der Press matkritt hunn, dat weist drop hin, dass et hei ëm prinzipiell Orientéierung geet, du genre wat nach virun net allze laanger Zäit hei bestridde ginn ass, du genre wann et zu enger Upassung vum Mindestloun kënnt, da muss mir dat iwwer aner Mëttelen, dat heescht iwwer Steiermëttelen oder iwwer Cotisatiounsverloschter kompenséieren. Dat ass eng politesch Orientatioun. Dat ass net eng Niewesächlechkeet. Dat ass eng prinzipiell Orientatioun. Op déi Aart a Weis kënnen mir hei zu Lëtzebuerg net als Parlament kredibel bleiwen,

wa mer dat einfach esou gewäerde loosse.

Vu dass den Här Gibéryen zu Recht, mengen ech, och déi Fro vun eise Positionen um europäesche Plang ugeschwat huet, also d'Positione vun eiser Regierung, wéll ech och nach eng Kéier dorop hiweisen, dass dat sech net nëmmen op de Sommet bezitt, deen elo kënnt, sondern dass dat sech op dee ganze Kader vun där sougenannter ekonomescher Gouvernance bezitt, wou d'Gefor besteet. D'Gewerkschaften hu sech gëschter zu Recht dozou ausgedréckt. Ech hat bei der Aussepolitik, aussepolitescher Debatt dozou Stellung geholl, ech hat dat als eenzege Punkt gewielt mat menge wéinege Minutten an där Karikatur vu parlamentarescher Demokratie hei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(**Interruption**)

► **Une voix.** - Oh, do géif ech mer elo Suerge maachen, wann den Här Kartheiser...

► **M. le Président.** - Här Hoffmann, fuert virun, wann ech gelift!

(**Interruption et hilarité**)

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Och do ass d'Tendenz, dass déi national Parla-
menter net méi dat Matsproochrecht behalen, wat se eigentlech no eise verfassungsméissege Prinzipie missten hunn. An och do geet et ëm prinzipiell Ausriichtungen, an net ëm iergendwellech niewesächlech Décisionen. Prinzipiell Ausriichtungen, déi eis ganz sozial, ekonomesch, souguer kulturell Evolutioun an Europa beaflossen.

Also, ech ënnerstëtzen déi Proposition, déi hei elo emol jiddefalls gemaach ginn ass, zu där net akzeptabeler Aart a Weis vun der Bipartite mam Patronat.

► **M. le Président.** - Sou! D'Wuert kritt elo den Här Jean-Louis Schiltz.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt eigentlech haut näischt soen, well ech keng Stëmm hunn...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Merci, Här Bettel!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech hunn och keng Stëmm!

(**Interruption et hilarité**)

Dir provoziert mech!

(**Hilarité**)

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Ech wollt hei soen, datt mer elo hei an der leschter Sitzung vum Joer sinn an datt dat jo verschidden Excitatioune vläicht erkläert, mä et muss een awer dann och, wann een d'Form kuckt, wéi dat hei virbruecht gëtt, eng Rei Saache soen.

Et ass hilänglichst bekannt, datt haut europäesche Sommet ass, an et ass hilänglichst bekannt, datt de Chef vum Eurogroup a lëtzebuergesche Premier do eng Roll ze spillen huet. Also, heihinner ze kommen an ze froen, de Premier soll haut hei untrieden, entsprécht a mengen Aen net deene Gepflogenheeten, déi mer ëmmer hei haten, nämlech dahingehend, datt deen, deen eminent wicteg Obligatioune am Ausland huet, an dat sinn der hei an deem Fall, datt hei gefrot gëtt, datt deen hei soll untrieden.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech hunn dat net gesot. Ech hu gesot...

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Ech fannen et nach méi... Ech hunn net vun lech geschwat, Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ah, dann ass et gutt.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Ech fannen et nach méi cocasse, datt hei de Finanzminister erabestallt gëtt, well jo all Mënsch weess, deen den Ordre du jour gekuckt huet, datt deen an enger Stonn hei ass. Dat heescht, mir brauchen en also net hei ze nötegen, fir heihinner ze kommen. An ech sinn iwwerzeegt, datt en a) seng Froe beäntwert hei, an ech sinn och iwwerzeegt, datt en, wann aner Froe sollte bestoen, selbstverständlech dozou wäert Stellung huelen. Ech hunn en nach keng Kéier gesinn hei an der Chamber refuséieren,

op eng Fro ze äntwerten. Dat sinn déi zwou éischt Saachen.

Dat Drëtt, wat ech wéll soen, dat ass, datt, wa gesot gëtt, mir géifen hei net diskutéieren am Virfeld vum Sommet, da wéll ech awer drun erënneren, datt am Kader vum Budget e ganz laangen Deel vun den Ausféierung vum Finanzminister sech prezis op déi europäesch Situatioun an op d'Finanzelementer, déi mat d'arselwechter ze dinn hunn, bezunn hunn. An ech hu fir meng Fraktioun d'lescht Woch hei Stellung geholl zu den „Euro-Bonden“. An et konnt jiddwereen opgrond vun deenen Aussoe vum Finanzminister hei am Virfeld Stellung huelen. Et huet also eng Debatt hei stattfonnt. Wa Leit sech net artikuliert hunn zu den „Euro-Bonden“, da kënnen mir net derfir.

Här President, ofschléissend wéll ech och nach zousätzlech derbäisoen, datt, wa geschwat gëtt, et soll hei vun der Gouvernance économique geschwat ginn, dann huet de Finanzminister och d'lescht Woch hei vun där Gouvernance économique geschwat. An ech erënneren drun, datt d'Chamber eng Motioun verabschit huet, déi den Här Thiel - Här Bettel, Thiel he, Thiel - ...

(**Interruption**)

...d'lescht Woch virgedroen huet, wou Gouvernance-Elementer dra sinn, déi mat der nationaler Souveränitéit ze dinn hunn, déi mam europäesche Semester ze dinn hunn, déi mat den automatesche Sanktioune ze dinn hunn, wa sech net un d'Saache gehale gëtt.

Ech verstinn, datt d'Oppositioun hei freet, datt weider diskutéiert gëtt, mä fir ze soen, et wär hei net an deene leschte Wochen an Deeg diskutéiert ginn, dat trëfft net zou.

Här President, wat den Ordre du jour ubelaangt, géif ech proposéieren, datt déi Question-parlementaire als Lescht kéimen.

► **M. le Président.** - Sou! Elo kritt emol nach fir d'Alleréisch den Här Fayot d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech wollt zwou Saachen zu deem Débat soen, besonnesch iwwert d'Preparatioun vum Sommet européen. Ech wéll déi Leit, déi net an der aussen- an europapolitescher Kommissioun sinn, doriwuer informéieren, dass gëschter Mëtteg an där Kommissioun den Ausseminister eng Stonn laang iwwert d'Preparatioun vum Sommet européen geschwat huet, a besonnesch och iwwert déi Problemer, déi mat de Problemer vum Euro zesummenhängen.

Dat war eng ganz ausféierlech Informatioun iwwert déi Sitzung vum Conseil Affaires générales, dee jo de Sommet preparéiert, wou also och Indicatione vum Ausseminister komm sinn iwwert dat, wat soll am Traité geännert ginn, fir dass e permanente Mechanismus, fir d'Stabilitéit vum Euro ze assuréieren, um Conseil européen fonnt gëtt. Dat ass dat eent.

An dat anert, ech hunn den Här Hoffmann elo just héieren hei soen, d'national Parla-
menter géifen - wéi soll ech soen? - hir Befugnisser beschnidde kréien duerch Europa. Do wéll ech soen, dass, zum Beispill wat d'Gouvernance financière ugeet, all déi nei Reglementatioune, déi eben och vun der Kommissioun kommen, dass mer säit dem Traité vu Lissabon e Mechanismus hunn, wou d'national Parla-
menter innerhalb vun acht Wochen, nodeem dass Texter vun der Europäescher Kommissioun un d'national Parla-
menter wéi och un d'Europaparlament ginn, dass dann déi national Parla-
menter kënnen do hiert Wuert matschwätzen.

Déi Texter, déi ginn un déi verschidde Fachkommissiounen hei an der Chamber, ënner anerem och un d'Finanzkommissioun. An ech ka mer jo virstellen, dass, vu d'Wictegkeet, déi d'Finanzkommissioun deene Finanzregulatioune zouschreift, dass déi Finanzkommissioun sech doroberhi selbstverständlech domat befaasst huet.

Et gëtt also Mechanismen, dat wéll ech hei ganz kloer soen, wou d'parlamentaresch Demokratie, d'Demokratie vun den nationale Parla-
menter sech och an Europafroe kann ausdrécken. Mir hunn dat éischters, als europapolitesch Kommissioun gemaach



vis-à-vis vun der Preparatioun vum Sommet, a mir maachen da gewéinlech och, nodeem dass e Sommet war, Sitzungen, fir ze gesinn, wat dobäi erauskomm ass. An och an där gängeger europäescher Législatioun huele mer eis Responsabilitéit.

Dat wëll ech hei soen, well et kann een net einfach esou am Raum stoe loosson, wat hei gesot ginn ass.

Merci!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Elo kritt den Här Minister Mars Di Bartolomeo d'Wuert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Merci, Här President.

Éischtens ass de Premier zënter gëschter Owend a bis muer ze Bréssel. E kéint also keng besser Excuse hunn, wéi eis um Sommet ze representéieren.

Zweetens kënn mä Kolleg, de Luc Frieden, am Nomëtten hei nach an d'Chamber an e wäert sech kenge Froen entzëien.

Drëtens, de Gros vun deene Moosnamen, déi gëschter proposéiert gi sinn, hu keen Impakt op de Budget vun 2011, eng Rei wäerten en Impakt hunn op de Budget 2012, an eng Rei wäerten net en direkte budgetären Impakt hunn.

Véiertens sinn ech aus där Réunioun, där Bipartite respektiv där Entrevue tëschent Regierung an der UEL fortgaang, virun der Zäit, wou Konkursiounen konnte gezu ginn, fir hei an d'Chamber ze kommen, fir den Ajustement an och den Eenheetstaux bei der Assurance accident ze verteidegen. Wéi ech also hei an der Chamber war, sinn déi Debatten oder déi Diskussiounen tëschent UEL an der Regierung net ofgeschloss gewiescht. Wéi ech fortgaang sinn, waren nach Diskussiounen iwwert déi Proposition, déi gëschter op den Dësch komm ass vum Taux de cotisation vun der Assurance accident.

Fënneftens ass den Taux vun der Assurance accident net an deem Gesetz festgehalen. Wéi d'Gesetz opgestallt ginn ass, ass den Taux d'équilibre, den theoretischen Taux d'équilibre op 1,25% festgehalen ginn. Ech wëll och soen, dass et net d'Aufgab vun der Chamber oder vun der Regierung ass, fir deen Taux ze fixéieren, mä dass et eleng ënnert d'Kompetenz vun dem Comité directeur vun der Assurance accident fält, eng Patronatsversicherung, wou also och an deem Fall de Comité directeur ka fräi entscheiden, wéi en den Taux festsetzt. Do, wou d'Chamber an d'Regierung kompetent waren, dat ass de Prinzip respektiv d'Verankerung vum Taux de cotisation unique am Gesetz festgehalen. All déi aner Saache sinn an der Kompetenz vum Comité directeur vun der Assurance accident.

Sechstens sinn ech der Meinung, dass d'Chamber all Recht huet, fir Informatiounen ze kréien. An d'Regierung wäert, soufern dat Impakt op de Budget vun deem Joer huet, selbstverständlech Ried an Äntwert stoen, a selbstverständlech och zu all deenen anere Punkten. Mä dass de Premier net hei ka sinn, versteet wuel jiddweneen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och. Vlächcht awer ganz kuerz, well ech mengen, mir musse virukommen, an et ass jo esou, dass de Finanzminister herno an d'Chamber kënn. Hie kann dann in extenso op all déi Froen äntwerten, déi och virun hei opgeworf gi sinn. Vlächcht ganz kuerz, Här Bausch.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, éischtens, ech hunn net gesot, onbedéngt de Premierminister misst hei sëtzen. Ech hu gesot, entweder de Premier oder de Finanzminister, éischtens.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Richtig.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Jo, genau. D'Regierung soll hei Ried an Äntwert stoe kommen. An et ass awer der Chamber hiert absolut Recht, fir d'Regierung ze convoquéieren, zemoools wann et em Saache geet, déi zum Beispill dann de Budget betreffen, déi mer d'lescht Woch ofgestëmmt hunn.

Den Här Di Bartolomeo seet hei, de Gros vun de Mesuren hätt wahrscheinlech keen

Impakt op d'Joer 2011. Mä ganz sécher huet mindestens eng dovunner en Impakt op d'Joer 2011. An ech wëll lech soen, wéi mer d'Debatten an der Finanzkommission ronderëm de Budget an och hei an der Pleniëre gefouert hunn, hunn ech déi Froen un de Finanzminister gestallt. Ech hu gesot: „Kënn Dir mer garantéieren oder kënn Dir mer soen, dass dat, wat do négociéiert gëtt, keen Impakt huet op de Budget vun 2011?“ Ech hu keng Äntwert dorobber kritt. Ech hu keng Äntwert dorobber kritt, an dat ass net akzeptabel!

Et ass net akzeptabel, dass am Parlament iwwer e Budget diskutéiert gëtt, wou d'Zuelen, déi am Budget stinn, net der Realitéit entsprechen, wéi se herno wäerten an de Verhandlungen derbäi erauskommen. Dat ass fir e Parlament net akzeptabel.

(**Interruption**)

An duerfir mengen ech och, dass d'Regierung gutt berode gewiescht wier, fir direkt, mindestens gëschter Owend, wéi se gesot hunn, wat aus deem Accord do erauskomm ass, selwer ze soen: „Mir wäerten elo selbstverständlech emol direkt an d'Parlament goen, fir do eng Deklaratioun ze maachen a mam Parlament doriwuer ze diskutéieren.“

Et ass awer net normal, dass dat Parlament... dass mir mussen als Opposition hei op d'Tribün heihinnerkommen, fir Koméidi ze schloen, fir dass iwwerhaupt hei ee sech beméit, fir Ried an Äntwert ze stoen. Déi Punkten, déi mer haut um Ordre du jour hunn, wou de Finanzminister hei ass, déi hu wierklech weder de loin nach de près iergendeppes ze di mat deem, wat gëschter Owend diskutéiert ginn ass.

Ech gi jo net dervun aus, dass mer am Kader vun deene Projet-de-loien déi dote Froe sollen diskutéieren. Donc hätte mir gär, dass e separate Punkt op den Ordre du jour haut kënn mat enger Definitioun vun engem Modell vu Riedezäit, déi mer och kréien, fir dass mer kënnen separat iwwert deen Accord vu gëschter Owend hei diskutéieren. Dat ass de Wonsch!

An ech mengen, dass dat näischt ze vill verlaangt ass an dass et och näischt dermat ze dinn huet, dass mir wëilten hei Zodi schloen, well et déi lescht Sitzung um Enn vum Joer ass. Ech mengen, wann een e bëssen éierlech ass, och als Majoritéit, da weess een, dass an all Parlament dat heite fir zimlech vill Roserei bei de Parlamentarier normalerweis misst suergen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Den Här Bettel, wann ech gelift.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, vun eiser Säit och. Ech ka mech nach erënnere, Här President, wéi den Här Statsminister gesot huet, dass e gären d'Fraktionschefen alleguerten invitéiert, fir iwwert d'Tripartite ze informéieren. Ech sinn averstanen, d'Tripartite ass vlächcht gescheitert, mä et ass net, well zwou Bipartite sinn, dass d'Fraktionschefen ni méi iergendeng Informatioun kritt hunn iwwert d'Verhandlungen.

An d'Fraktiounskolleege mussen éierlechkeetshalber soen, dass den Här Statsminister gesot hat, e géif gäre kucken d'Fraktiounen bei den Tripartiten a bei den Négociatiounen mat anzebannen.

► **Une voix.**- D'Parlament.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Jo, mä en hat d'Fraktionschefen invitéiert, eemol. An dat ass do stoe bliwwen.

Ech insistéieren och, Här President, wann haut de Finanzminister kënn, dass mer e Punkt op dem Ordre du jour hunn, dass mer net sollen duerno um hallwer siwen oder um aacht Auer dat maachen, mä dass, wéi dat virgesinn ass, no de Froen och... D'Question-parlementaire solle jo deen drëtten Punkt um Ordre du jour sinn, hat Der virdu gesot, dass sollt och esou bleiwen, an dass dann de Minister eis awer och Ried an Äntwert steet, an dass mer och eng Zäit kréien, fir kënnen déi Froen ze exposéieren.

Hie soll ufänken eis de Plang ze presentéieren, a mir solle kënnen Froe stellen an och Äntwerten dorop kréien.

► **M. le Président.**- Den Här Schiltz, wann ech gelift.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här President, wat déi zweet Serie vun den Aussoe vun de Kollege Bausch a Bettel ubelaangt, kann ech, wat de Fong ubelaangt, mat enger Maßgab domadder d'accord sinn. Ech hätt mech am Toun net esou ausgedréckt, mä wat de Fong ubelaangt, dass mer hei sollen eng Debatt doriwuer féieren. Ech mengen, ech hat lech virun net de Contraire gesot. An ech hunn och d'Gefill, dass déi zweet Editioun vun den Aussoen net méi genau déi nämlecht wor wéi déi éischt Editioun.

(**Interruption**)

Ma dat sief emol dohinnergestallt.

Ech mengen, dass de Minister Di Bartolomeo an ech selwer, an ech mengen, dass de Kolleg Lux och domadder d'accord ass, gesot hunn, dass mer dat sollen hei haut diskutéieren. An da maache mer dat. Ech hu gesot: „Jo, mat enger Maßgab.“ Den Här Bausch huet gesot, dass déi Mesur vu gëschter en Impakt op de Budget hunn. Dat wäerte mer vum Finanzminister héieren. Dat war meng eenzeg Maßgab.

► **M. le Président.**- Gutt! Ech mengen, mir sinn eis jo dann doriwuer eens, dass, wann de Finanzminister elo an d'Chamber kënn, en doriwuer eng Deklaratioun mécht. A mir sinn och alleguerten domadder averstanen, dass dann all Fraktioun dozou ka Stellung huelen.

Ech hunn awer nach virun e Wonsch vum Här Schiltz hei, dee proposéiert hat, all d'Froen um Enn vun der Sitzung ze huelen. Dat géif dee Moment heeschen, dass déi Debatt sech da jo och géif un d'Question-parlementaire uschleissen. Dat heescht, mir géifen dann alles zum Schluss vun der Sitzung maachen.

Ass dat an der Rei?

(**Assentiment**)

Gutt. Da wier dat domadder akzeptéiert.

Den Här Kartheiser, wann ech gelift.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, ech wollt och nach kuerz zum Ordre du jour schwätzen. Ech hat eng Question urgente gestallt an Hisiicht, fir den Här Krecké de Mëtten heihinner ze invitéieren. Et geet eigentlech a méi engem wäite Sënn och em de Respekt, deen d'Regierung den Deputéieren entgéintbréngt.

Mir wëssen, dass mer elo am Dezember sinn, am Februar hu mer Recensement. Ech hat eng Question parlementaire gestallt iwwert dee Recensement - dat ass jo also elo ganz geschwënn -, an deem Sënn, ob déi Sproochen, déi an deem Recensement benotzt sinn, déi dräi administrativ Sprooche vum Land sinn an ob se gläichberechtigt behandelt ginn.

Mir hunn elo festgestallt iwwert d'Chambre des Salariés, dass déi Questionnairen, déi zirkuléieren, nëmmen op Franséisch si respektiv een nëmmen op Franséisch an op Däitsch, a kee vun deenen op Lëtzebuergesch. Duerfir wollt ech awer froen, dass den Här Minister Krecké dozou Stellung hëlt, an ech géif lech bieden, och dat haut op den Ordre du jour ze setzen.

Villmoools Merci.

(**Interruption**)

► **M. le Président.**- Also, ech wëll dem Här Kartheiser hei äntwerten. Dat do ass e bëssen eng gelunge Prozedur. Här Kartheiser, Dir hutt d'Recht, eng Question urgente ze stellen, mä et ass nach ëmmer dem President säi Recht, fir déi Urgence unzëerkennen oder net. An et ass net un lech, hei ze decidéieren, an och net um Plenum, op enger Urgence vun enger Question parlementaire. Dat wëll ech lech awer elo emol nach soen.

Elo komme mer zum éischte Punkt vum eise Ordre du jour vun haut de Mëtteg, nämlech de Projet de loi 6222 iwwert de Mindestloun. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: déi Häre Kaes, Etgen, Lux, Braz, Gibéryen an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

2. 6222 - Projet de loi modifiant les articles L.222-4 et L.222-9 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

► **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no dem Ajustement vun de Pensiounen, dee mer gëschter gestëmmt hunn, komme mer haut zu der Upassung vum soziale Mindestloun, deen der Lounentwécklung aus de Joren 2008 an 2009 Rechnung dréit.

Déi lescht Upassung vum soziale Mindestloun un d'Lounentwécklung ass virun zwee Joer den 1. Januar 2009 erfollegt. Bei dëser Adaptatioun waren d'Léin vun de Joren 2006 an 2007 als Bemessungsgrundlag benotzt ginn. De soziale Mindestloun ass deemools ëm 2% eropgesat ginn, fir esou de Retard, deen en op d'Lounentwécklung hat, auszgläichen. 34.139 Leit hunn deemools dervu profitéiert: 17.811 Fraen a 16.328 Männer.

Laut Gesetz muss d'Regierung dem Parlament all zwee Joer e Rapport virleeden, deen d'Lounentwécklung am Privatsouwee am öffentleche Secteur ënnert d'Lupp hëlt an och déi wirtschaftlech Situatioun vum Land während där Period analyséiert. No 2008 ass et dëst Joer nees un esou enger Evaluatioun. Dee betreffende Rapport ass am Kader vum Gesetz vun haut den 18. November 2010 vum Aarbechtsminister Nicolas Schmit an der Chamber deponéiert ginn.

D'Lounentwécklung gëtt no enger bestëmmter Method gerechent, déi zréckgeet op d'Gesetz vum 24. Abrëll 1991 an duerch d'Gesetz vum 23. Dezember 1994 emgéännert gouf. Déi éischt Adaptatioun, gerechent no där neier Method, ass deemno den 1. Januar 1995 a Kraaft getrueden. Opgrond vun deem ugeschwate Rapport kann d'Regierung dem Parlament da virschloen, d'sozial Mindestléin un déi allgemeng Lounentwécklung unzepassen.

Här President, fir d'Adaptatioun vum Mindestloun aus dem Gesetz vun haut ginn deemno d'Léin vun de Joren 2008 an 2009 als Bemessungsgrundlag geholl. Hei géllt et ze bedenken, dass während deenen zwee Joer eis Wirtschaft staark ënnert där weltwäiter Wirtschafts- a Finanzkris gelidden huet, an duerfir och d'Salarien nëmme moderat ëm 1,9% an d'Luucht gaange sinn.

Èm dës 1,9% gëtt de soziale Mindestloun dann ab dem 1. Januar 2011 erhéicht. Zum Verglach ass 2009 de soziale Mindestloun ëm 2% eropgaang, 2007 waren et der 1,9%, 2005 2% an 2003 3,5%.

An d'Berechnung vum soziale Mindestloun fléisst folgend Hauptparameter: Et ginn all Salarié vum 20 bis 65 Joer bis zu engem Siwefache vum Mindestloun a Rechnung gesat, woubäi 20% vun deenen niddregste Léin a 5% vun deenen héchste Léint ewechfalen. Doraus gëtt dann de Moyenn-Stonneloun op den Index 100 fir dat respektiv Joer berechent, an doraus dann d'Joresaugmentatioun gerechent.

Här President, ech muss leider feststellen, dass de Prozentsaz vu Leit, déi de soziale Mindestloun, souwuel Temps plein wéi Temps partiel zesummegezielt, kréien, iwwert déi lescht Jore geklommen ass. Virun zéng Joer hunn d'Mindestlounbezieler 11% vun der schaffender Bevëlkerung ausgemaach. Tëscht 2008 an 2009 ass hire Prozentsaz da séier vun 11,2 op 15,2 geklommen. Haut maache si 15,4% vun de Salariéen aus.

De Krees vu Leit, déi trotz enger fester Schaff riskéieren, ëmmer méi schwéier iwwert d'Ronnen ze kommen, gëtt och hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi grouss. Èmsou méi néideg bleift d'automatesch Upassung vun de Léin un d'Liewenskäschten an déi regelméisseg Upassung vum Mindestloun un d'Lounentwécklung.

Här President, ech wëll och betounen, dass nach ëmmer eng relativ grouss Inegalitéit

tëschent der Unzuel vu Fraen, déi de Mindestloun bezéien, a Männer am gläiche Fall besteet. De Prozentsaz vun de Fraen, déi de Mindestloun kréien, läit bei 20,4% vun de Fraen um Aarbechtsmaart. An absoluten Zuele sinn dat 24.950 Persounen, woubäi déi meescht - 63% - an der Hotel- a Restauratiounsbranche schaffen. De Prozentsaz vun de Männer läit just bei 12,2% vun all de Männer um Aarbechtsmaart. Dat sinn 23.103 Leit, woubäi hei déi meescht - 45,1% - an der Landwirtschaft an am Wäibau schaffen.

Am Ganzen also 48.350 (veuillez lire: 48.053) Leit, déi hei zu Lëtzebuerg op den 31. März 2010 de Mindestloun kruten; deemno 15,4% vun der aktiver schaffender Bevölkerung. Zousätzlech ass et och nach esou, dass dës Frae vill méi oft enger Deelzäitarbecht noginn. Nëmme 72% schaffen à plein temps vun de Fraen, woubäi hir männlech Kollegegen zu 88% ganz schaffen.

Och wa generell den Alter vun de Mindestlounbezéier an deene leschten 20 Joer ëm dräi Joer an der Moyenne eropgaangen ass - e läit bei 38 Joer am Joer 2009 -, esou ass et leider esou, dass virun allem jonk Leit de Mindestloun kréien. Dat ass natierlech drop zrëckzuführen, dass si ganz am Ufank vun hirer professioneller Carrière stinn an nach keng Berufserfahrung sammelen konnten. Wéi et och dës Joer am Rapport vum Familljeministère „Nationaler Bericht zur Situation der Jugend in Luxemburg“ nozeliesen ass.

Här President, de Projet, iwwert dee mer haut ofstëmme, dréckt de politesche Wille vun der Regierung aus, eng retroaktiv Upassung vum soziale Mindestloun vun 1,9% anzeféieren an esou de Réckstand op d'Lounentwécklung vun de Joren 2008 an 2009 opzehuelen an auszegläichen.

Deemno geet de Mindestloun fir 48.350 Persounen ab dem 1. Januar 2011 ëm 1,9% an d'Luucht. Konkret heescht dat, dass den net qualifizéierte Mindestloun vun 1.724,81 op 1.757,56 Euro eropgesat gëtt. Dës entsprécht enger Augmentatioun vun 32,75 Euro an heescht, dass den net qualifizéierte Mindestloun vun 9,97 op 10,15 Euro eropgesat gëtt.

De qualifizéierte Mindestloun geet vum 1. Januar 2011 vun 2.069,77 op 2.109,07 Euro erop. Dat ass eng Hausse vun 39,3 Euro. Dat heescht, dass de qualifizéierte Mindestloun vun 11,96 op 12,19 Euro eropgeet.

De Käschtepunkt vun der Mindestlounerhéijung läit bei ongeféier 18,5 Milliounen Euro. Derbäi kommen nach 4,46 Milliounen Euro fir d'Sozialbäitrag - d'Cotisations sociales an esou weider -, wat dann e Gesamtkäschtepunkt fir d'Lëtzebuurger Industrien ausmécht vun ëm déi 23 Milliounen Euro. 1,59 Milliounen Euro ginn heibäi och zu Laaschte vum Fonds pour l'Emploi.

Här President, an dësem Gesetz gëtt et, ausser der Erhéijung vum soziale Mindestloun, deen ënnert dem Artikel 1 steet, fir de Code du Travail vum Artikel 222-9 ze adaptéieren, och nach en Artikel 2, deen den Artikel 222-4 vum Code du Travail a Conformitéit setzt mat den Artikelen 65 a 66 vum Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwert d'Reform vun der Formation professionnelle.

De qualifizéierte Mindestloun kréien deemno och d'Leit, déi eng professionell Qualifikatioun kënnen virweisen. Bei den CATP - Certificat d'aptitude technique et professionnelle - kënnst elo och en DAP - Diplôme d'aptitude professionnelle - derbäi. Déi Leit, déi en CCM - Certificat de capacité manuelle - hunn, an duerch dësse Projet de loi och déi, déi en CCP - Certificat de capacité professionnelle - hunn, ginn als Salaréi qualifizéiert ugesinn, nodeems se eng praktesch Erfahrung vun zwee Joer an engem Beruff ausgeübt hunn.

Här President, ech kommen zum Schluss. An dësen Zäite gëllt et ganz besonnesch, eis sozial Errungenschaften ze sécheren, zu deene ganz kloer d'Upassung vum soziale Mindestloun un d'Lounentwécklung gehéiert. Dës Eropsetze garantéiert de Leit

jo net just e kleng Plus an der Pai, mä erhéicht och d'Kafkraaft an dréit esou an engem gewëssene Mooss dozou bäi, d'Wirtschaft mat unzuekerbelen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur Roger Negri. Als éischte Riedner ass den Här Ali Kaes agedroen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Ali Kaes (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass méttlerweil eng Traditioun, dass mer eis all zwee Joer treffen, fir iwwer eng Upassung vum Mindestloun ze diskutéieren an och ze decidéieren. Ech wëll och gläich dem Rapporteur, dem honorabelen Här Roger Negri, villmools Merci soe fir säin ausféierleche méndlechen a schrëftleche Rapport.

Ech wëll och net méi op de Mechanismus fir d'Festleeë vum Mindestloun zrëckkommen. Ech mengen, den Här Negri huet dat a sengem Rapport ausféierlech dokumentéiert. Ech géif just gären eng Kéier un d'Finalitéit vum Mindestloun erënneren. An engem Rapport vum 13.12.2000 iwwert d'Emännerung vum Gesetz vum 12. März '73 iwwert de Mindestloun huet den deemolege Rapporteur, den Här Marcel Glesener, drop higewisen, dass de Mindestloun kee sozialt Redistributiounsinstrument ass, mä villméi en Instrument, dat de reelle Mindestwäert vun der Aarbecht festleet.

De Mindestloun reflektéiert d'Evolutioun vun der Produktivitéit vun der Wirtschaft a garantéiert eng objektiv Rémuneratioun vun der Aarbecht. De Mindestloun ass ouni Zweifel e wichtege Garant fir d'sozial Kohäsioun an onsem Land, well en eng gerecht an équilibréiert Participatioun vun de Salaréien, déi um Ufank vun der Gehälterkala stinn, un der Evolutioun vun der Wirtschaft garantéiert.

Esou eng Erhéijung hëlleft enger ganzer Rei vu Lounempfinger hei am Land, déi net duerch e Kollektivvertrag vun enger kontinuierlecher Lounpolitik profitéieren respektiv den Avantage vun automatesch järelechen Upassungen hunn, déi hinnen a sech dann eng regelméisseg Entwécklung vum Akommes garantéieren an hir Kafkraaft stärken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ouni e soziale Mindestloun géifen an engem Land wéi Lëtzebuerg, dat bal nëmme an der Grenze besteet a wou d'Aarbechtslosegkeet an de Grenzregione grouss ass, aus der Nout eraus Leit fir e Salaréi schaffen, deen et net erlaabt, anstänneg ze liewen, wat zu engem enorme sozialen „dumping“ an eisem Land géif féieren.

Datt hei am Land bal 50.000 Leit um Mindestloun schaffen, beweist, dass awer eng ganz Rei vu Patronen nëmme dat bezuelen, wat se vum Gesetz hier mussen bezuelen. Géif et also kee Mindestloun ginn, da géife vill vun dësen Leit riskéieren, entscheidend manner an hirer Pait zu hunn. An eis Economie géif domadder wäertvoll Kafkraaft verléieren, well dës Leit hir Suen, déi Leit, déi um Mindestloun schaffen, bekanntlech net fir Vakanzen ausginn, mä virun allem fir dat Elementaarst, wat se brauchen, fir ze liewen. An ech mengen, dat kafe se och fir d'Éischt an eiser Economie.

Ouni dës automatesch Lounupassung géif sech déi prekär Situatioun, an där sech vill Mindestlounempfinger befannen, sécherlech nach weider verschlechteren, an domadder déi sozial Kohäsioun vun eisem Land op d'Spill setzen. D'sozial Kohäsioun, de soziale Fridde sinn awer mat déi wichtegste Aspekter vun der Kompetitivitéit vun dësem Land. Ech mengen, dat soll ee wierklech net vergiessen.

Här President, aus all deene Grënn ënnerstëtzt d'CSV-Fraktioun deen heite Projet. An ech ginn och domadder d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun. Also, Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Ali Kaes Merci. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, vir-

wech och vu menger Säit dem Rapporteur, dem Kollege Roger Negri, een oprichtege Merci fir säi präzise schrëftlechen an och méndleche Rapport. Dës Rapport ass eng wäertvoll Dokumentatioun iwwert d'Evolutioun vum Mindestloun u sech an awer och iwwert d'Mindestlounbezéier. Et ass richtig ze soen, dass d'Erhéijung vum Mindestloun konform mat der Strategie vu Lissabon ass an och mat der EU-Strategie zu Gonschte vum Emploi.

Bedauere wëll ech awer an dësem Kontext, dass mer et an Europa, an deem gewënschte sozialen Europa net fäerdeg bréngen, dass all Salaréi ee Recht op ee Mindestloun huet, deen der nationaler Situatioun ugepasst ass. Wa mer ee Bléck op déi Lëtzebuurger Zuele werfen, kënnst een net derlaanscht, fir ze soen, leider, géif ech soen, fir ze bedauern, dass et nach ëmmer méi Frae wéi Männer gëtt, déi de Mindestloun bezéien. Frappéiert huet mech och besonnesch, dass de relativen Undeel vun de Mindestlounbezéier an den Nordkantone mat am héchsten ass.

Här President, an den Ae vun der Demokratescher Partei soll de Mindestloun ënner anerem folgenden Ziler gerecht ginn: Leeschtung an Aarbecht mussen sech lounen; jiddwereen, dee schafft, muss ee Recht op een deente Loun hunn; mir wëllen, dass déi Leit, déi schaffen, net an Aarmut mussen liewen; an de Mindestloun soll de Goût, fir ze schaffen, incitéieren.

Dat gouf och an engem gemeinsame Communiqué vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers kritiséiert. Een RMG-Bezéier, deen an enger Communauté domestique leeft, kritt mat 1.880 Euro de Mount méi wéi een, dee fir de Mindestloun schafft an nëmme 1.757 Euro kritt; also 123 Euro de Mount manner.

Ech mengen, dass et dofir och emol un der Zäit ass, méi genee ze kucken, wéi d'Wieselswierkung tëscht Mindestloun, RMG a Chômage ass, an dat besonnesch virum Hannergrond vun ëmmer méi Aarbechtsloser, déi keng adequat oder einfach iwwerhaupt keng Ausbildung hunn. Mir mussen duerfir gutt oppassen, dass d'Uklamme vum Coût salarial am ënneschte Lounberäich sech net ëmmer méi negativ op den Emploi peu qualifizéiert auswierkt, bezéiungsweis déi Leit souguer penaliséiert.

D'Iddi vun engem Salaire social minimum Formation, déi de Professor Lionel Fontagne opgeworf hat, hat de Mérite, op genau dës Problem opmierksam gemaach ze hunn. Leider ass dës Iddi ni am Fong duerchdiskutéiert ginn, bezéiungsweis iwwer alternativ Pisten diskutéiert ginn. D'DP ass op alle Fall Demandeur, dass mir eis där Problematik, besonnesch och virum Hannergrond vun der Reform vun der ADEM an dem Wonsch vun enger aktivéierender Aarbechtsmaartpolitik, sollen unhuelen.

Här President, och wa mir net all Avisé vun de Berufschamberen hunn, wëllt dat net heeschen, dass all Mënsch mat dësem Lounajustement d'accord ass. D'Patronatsorganisatiounen bekloer sech, dass dës Erhéijung kombinéiert mam Erfale vun enger Indexbranche d'Kompetitivitéit vun eise Betriber am Verglach mat der auslännescher Konkurrenz ze vill belaauscht.

Als Demokratesch Partei hu mir Versteesdemech fir dës Bedenken. Am Kontext vun der Kris war eise Modell jo een aneren: éischts, eng Indexbranche aussetzen; zweetens, de Wuerekuerf am Sënn vun engem nohaltegen Index nei definéieren; drëtts, ee klere Jo zur Mindestlounerhéijung. Dës Modell ass sozial méi équilibréiert wéi der Regierung hir Décisiounen, well nëmme déi ënnescht Léin wuessen. De Stat spuert. Mir kréien d'Inflatioun gebremst. Mir gi méi kompetitiv. Dat ass gutt fir eis Wirtschaft an d'Aarbechtsplazen. Mir kréien nei Kafkraaft an neie Wirtschaftswuesstum.

Ech kommen net derlaanscht, e puer Wuert iwwert d'Indexfro ze verléieren. Wéi d'Erhéijung vum Mindestloun, ass den Index ee wichtegt Instrument zum Erhale vun der Kafkraaft vun de Leit. Eng Kafkraaft, déi an deene leschte Jore stark gelidden huet. An d'DP huet et oft genuch ugeprangert. Mä a Krisenzäiten ass den In-

dex och en Instrument, dat Aarbechtsplazen a Gefor bréngt respektiv verhënnert, dass neier geschafte ginn.

An dësem Sënn ass d'Indexfro eben net nëmme eng Fro vu Kafkraaft, mä a Krisenzäiten ass et och eng Fro vu Solidaritéit. Solidaritéit mat deene Leit, déi eng Aarbecht sichen. Solidaritéit mat deene Leit, deenen hir Aarbechtsplaz um Spill steet.

Här President, d'DP ass d'accord, fir d'Mindestloun ze erhéien. Si ass awer net d'accord mat der Politik vun der Regierung, fir näischt op der Fro vum Index ze maachen a fir d'Belaaschtung vun de Leit an de Betriber eropzesetzen. Duerfir wëll ech dës Vote net als Ennerstëtzung vun der Regierungspolitik ugesinn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Etgen. Als nächste Riedner ass den Här Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen, léif Kollegegen, ech wollt fir d'Éischt och eisem fläissegem a gewëssenhaften Dauerrapporteur Roger Negri Merci soe fir d'Aarbechten och zu dësem Projet de loi a wollt mech schonn direkt erfreet weisen iwwert de Konsens, deen ech denken, dass mer haut wäerte kréien, fir à l'unanimité dee Vote hei virzehuelen.

Ech mengen, dass ass vun dësem Parlament an natierlech och vun der Regierung, well schlussendlech huet si de Projet abruucht, e gutt Zeechen no baussen, dass mer an engem Moment, wou eng gewësse Spuerlogik herrscht, eng gewësse Logik herrscht, fir sech alles, wat mer hei decidéieren, wat Geld kascht, sief et fir de Stat oder sief et fir d'Betriber, zwee-, dräi- a véiermol ze iwwerleeën, dass mer hei e kloert Zeeche setze fir déi Augmentatioun vum Mindestloun, déi sech ergëtt aus der Entwécklung vun deene leschten zwee Joer, dass mer déi virhuelen.

Dat ass eng voluntaristesche politesch Décisioun, déi hei geholl gëtt. A si gëtt och geholl ënnert dem Drock - dat ass jo elo och vu mengem Virriedner hei gesot ginn -, deen an deene leschte Woche ganz hefteg war vum Patronat. Dat hu mer jo och eescht ze huelen an doriwir hu mer jo och nozedenken, wat vun där Säit gesot gëtt. E ganz groussen Drock, engersäits déi Augmentatioun iwwerhaupt net virzehuelen, duerno an enger leschter Phase nach ze proposéieren, se da weinstens och wéi den Ajustement ze halbéieren.

Alles dat wäerte mer haut net maachen. A mir setzen dofir een Zeechen, wéi ech gesot hunn, wat zum sozialen Ausgleich an zum soziale Fridde hei an dësem Land och ganz wesentlech bäidréit.

Ech denken, dass een awer och bei deem Montant vun 1.757, esou héich wéi deen och ass, an ech hu mer de Moien nach eng Kéier d'Mindestloun an eenzelnen anere Länner ugekuckt, fir zum Beispill festzustellen, dass a Frankräich de Mindestloun - de SMIC - bei 1.321 läit, dass en an Holland bei 1.382 läit an dass en a Portugal, ech weess an ech kommen nach dozou, ënner ganz anere Gegebenheete bei 450 Euro de Mount läit.

An ech erënneren och nach eng Kéier drun, dass sech an Däitschland leider Gottes mat Erfolleg säit enger gudder Zäit gewiert gëtt, fir an d'Richtung vun engem Mindestloun ze goen, mat alle Schwierigkeiten, déi dat sozial an Däitschland ervirriff, a mat alle Schwierigkeiten, déi dat och ökonomesch bedeit an der Aart a Weis, wéi Däitschland sech opstellt an hirem Export an an deenen eenzelne Secteuren, wou et wierklech bal ëm eng Strategie vu bëllege Lounkäschte geet, déi dat provozéiert.

Ech wëll dofir soen, dass ee sech mat der Fro muss ausenanersetzen: Ass dat also e Frein à la compétitivité, deen héije Mindestloun, dee mer hunn? Ech hu mer dofir aus deene leschte Stonnen, aus deene leschten Deeg zwou, dräi Zuelen ugekuckt, zum Beispill déi Analys, déi gemaach ginn ass vun der iwwerregionaler Wirtschaftskammer zu Tréier, déi eng Analys gemaach huet vun de Kleng- a Mëttelentrepreisen, Handwierksentreprisen, wou et jo där Leit, déi op dem Mindestloun schaffen, méi gëtt.



Déi hunn eng Analys gemaach iwwert déi lescht puer Joer, fir feststellen, dass, wann een Tréier, d'Saarland, d'Moselle a Frankräich a Lëtzebuerg matenee vergläicht an der Groussregioun, mer do insgesamt gesinn, dass mer an der ganzer Regioun praktesch eng Stagnatioun vun der Schafung vun Aarbechtsplazen hunn an och eng Stagnatioun vun der Schafung vun neien Entreprises hunn, déi kommen. Ech mengen, do ass eng Augmentatioun vun 0,1% bei den Entreprises, déi derbäikommen.

An den absolut Éischten un der Spëtzt vun der Kreatioun vun neien Entreprises a vun den Aarbechtsplazen ass Lëtzebuerg. Mir hunn an deene leschte Joren eng Augmentatioun vun den Entreprises an deene Beräicher do vu 5,1% gehat, och an der Kris! Mir haten eng Augmentatioun vun de Beschäftigtenzuelen an deenen Entreprises do vu plus 3,1% a vun de Léierbouwen, Léiermeedercher, Auszubildende vu plus 2,8%. Verglach an anere Regiounen souguer mat engem Réckgang vun Aarbechtsplazen, engem Réckgang vun Auszubildenden. Dat weist also net drop hin, dass trotz allem deen héije Mindestloun derzou féiert, dass hei eng Détérioratioun feststellen ass vun deem, wat um Niveau vun der Kompetitivitéit geschitt.

An net méi spéit wéi gëschter ass och déi dach awer relativ wichteg a bekannte Prognos-Studié erauskomm iwwert d'Standwertwäerter vun deenen eenzelne Länner. Do ginn iwwer honnert Länner analyséiert. An och do stellen ech nëmme fest, dass Lëtzebuerg an deem leschte Joer no vir gaangen ass, vun der 15. Plaz weltwäit op déi 12. Plaz an d'Luucht gaangen ass, säi Wäert vu 6,2% op 6,7% augmentéiert huet.

Wat also drop hiweist, dass bei all deem, wat mer hei maachen, och um Niveau vun Mindestloun, dach awer eis Kompetitivitéit bei allem, wat noutwendeg ass, och op eenzelne Gebidder ze maachen - an dat wäerte mer herno jo an der Debatt mat der Regierung iwwert den Accord vun der Bipartite vu gëschter nach ze diskutéieren kréien -, wat do ze maache bleift.

Ech wollt eng aner Suerg ausdrécken. Dat ass déi: d'Zounahm vun de Mindestlounempfänger hei an deem Land. Dat mécht engem, wann een déi Zuele kuckt, dach awer och e bësse Suergen. An ech wëll nëmme eng Zuel soen, déi dat awer dokumentéiert.

Am Joer 2000, dat ass nach net laang hier, hate mer 24.000 ronn Persounen, déi um Mindestloun verdéngt hunn, a mir leien am Joer 2010 bei 48.000. Dat heescht, mir hunn dat verduebelt. Verduebelt! Elo sot Der mer zu Recht, dass d'Zuel vun de Beschäftigten insgesamt och an d'Luucht gaangen ass. Mä si huet sech awer net verduebelt, si ass nëmme ëm 50% an d'Luucht gaangen, net ëm 100%, wéi dat bei dem Mindestloun ass.

Mir hunn also hei schonn eng Schéier, déi sech mécht an déi engem Gedanke mécht. Dat huet natierlech dermat ze dinn, dass mer a ville vun deene Beräicher do déi grouss Schwierigkeiten hunn, fir zu Kollektivverträge ze kommen. Dee Refus a ville Secteure vun de Patronatsorganisatiounen a vun de Betriber, fir sech mat de Leit un en Dësch ze setzen an dozou ze kommen, fir eng kontinuierlech Kollektivvertragspolitik ze maachen, dee mécht natierlech schonn e gewëssene Schued um Niveau vun deem, wat de sozialen Ausgleich am Land bedeit a wat d'Méiglechkeete vun deene Leit do mat sech bréngen.

Da wollt ech eng lescht Bemierkung maachen. 1.757 Euro verglach mat deenen Zuelen aus anere Länner, déi ech lech genannt hunn, ass en héije Mindestloun. An ech mengen, dat ass sécherlech an deem Verglach, wa mer deen huelen - a mir vergläichen eis jo do net mat Rumänien oder mat Algerien, mä mir vergläichen eis mat Frankräich a mir vergläichen eis mat der Belsch a mat Holland -, en héije Mindestloun.

Mä et muss een awer och gläichzäiteg soen, dass d'Liewenskäschten hei an deem Land do zu engem gudden Deel anerer si wéi déi, déi mer op ville Plazen do begéinen. An ech wëll nëmme ee Chiffer soen, deen engem dach awer ze denke gëtt, dass jiddwereen heibanne sech

et emol eng Kéier misst iwwerleeën. Mir sinn et jo alleguerten, wéi mer hei sinn, net gewinnt, mat 1.757 Euro de Mount ze liewen! Ech wéisst gären, wéi Eenzelner vun eis dat géife fäerdeg bréngen!

Vill hei am Land kloer jo op engem ganz héijen Niveau. An ech géif mer heiansdo wënsche bei de Manifestatiounen, déi hei virun der Dier stattfannen, besonnesch wann ech un eng denken, déi viru kuerzem hei war, dass emol eng Kéier d'Mindestlounbezéier, déi 48.000, géifen heihinner manifestéieren kommen an déi Richteg, déi, déi wierklech an der Suerg all Dag stinn, fir hiren Euro een-, zwee-, dräi-, véiermol ëmzedréien, dass déi dat géife maachen.

Dat ass jo zu Lëtzebuerg éischter op engem ganz héijen Niveau, wou geklot a manifestéiert gëtt. Ech wëll awer soen, wann ech bei 1.757 Euro gesinn, dass de Wäert - ech hu mer dat de Moien nach eng Kéier ugekuckt -, de Prix moyen vum Appartement am Moment hei an der Stad, fir dat Beispill ze huelen, bei 1.116 Euro de Mount läit, wann ech mer also virstellen déi 1.116 Euro mat enger ganzer Rei vun Niewekäschten, déi jiddwereen nach ze droen huet, da sinn déi 1.757 schonn net méi dat, wat heiansdo gemaach gëtt, dass dat bal d'Paradäis hei zu Lëtzebuerg wär.

Ech mengen, dann ass dat och nach ëmmer e Mindestloun, deen et erlaabt, dezent ze liewen, mä wou een awer wierklech ganz gutt muss oppassen, wat ee mat sengem Geld ufänkt. An dann ass een net mat Zoossissen ugestréckt; wéi mer dat gewinnt sinn hei zu Lëtzebuerg ze soen.

Déi puer Remarquen also gemaach, wëll ech soen, dass d'LSAP-Fraktioun dese Projet als e kloere politesche Geste weist, fir kloerzemaachen, dass mer och an Zäite vu Kris oder Après-crise bereet sinn, derfir ze suergen, dass et deenen, déi et am mannschten hei am Land hunn an esou virun, e bësse besser soll goen, awer net ze vergiessen, dass nach vill ze maache bleift.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Lux. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech wëll och fir déi gréng Fraktioun als Eischt dem Rapporteur, dem Här Negri, Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Bericht. Ech wëll och meng Kolleegin, d'Viviane Loschetter, entschëllegen, déi leider a Fron ass haut an déi mech gebieden huet, hir Ried virzedroen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 1. Januar 2011 gëtt e Retard vun 1,9% beim Akommes vun de Mindestlounbezéier nogeholl. An duerch de Fait, dass Lëtzebuerg eent vun de Länner an der EU ass, dat iwwerhaupt e geregelte Mindestloun huet, kënnen mir domadder, mat dëser Mesure och fir e Stéck Loungerechteket vun alle Salariéen, déi bei eis am Land schaffen, suergen.

Trotzdem muss mer feststellen, dass och e geregelte Mindestloun net duergeet, fir enger gewëssener Marginaliséierung vun de Mindestlounbezéier definitiv a konsequent kënnen entgéintzewierken. Mir muss feststellen, dass, obwuel sech duerch d'Analysen, déi zënter dem Aféiere vum geregelte Mindestloun am Joer '86 gemaach gi sinn, awer gewësse Schwankunge bemierkbar maachen, d'Mindestlounbezéier sech haaptsächlech nach ëmmer an deeneselwechte Kategorien erëmfannen, ob dat beim Salariat ass oder och, wat déi professionell Zonung, déi sozio-professionell Zonung an engem Secteur betrëfft.

Ech géif gären hei am Numm vun der grénger Fraktioun e puer Reflexiounen maachen zu der Fro, wien de Mindestloun kritt. Wou an a wéi enge Secteure kritt een de Mindestloun? An zu neie Weeër, iwwert déi mir eis hei am Land an och hei am Haus, gutt berode wieren, Gedanken ze maachen an der nächster Zukunft.

Et muss ee fir d'Éischt soen, dass zu Lëtzebuerg praktesch 16% vun de Salariéen am Privatsektor fir e Mindestloun schaffen an dass déi Zuel do d'Tendenz huet, méi héich ze goen, dass also all sechste Salaire, deen am Privatsektor ausbezuelt gëtt - Tendenz steigend - e Mindestloun ass. Et

ass also kee marginale Faktor, et ass keng Randerscheinung. Et betrëfft all sechste Salaire - Tendenz steigend - am Privatsektor.

Mir hunn och zu Lëtzebuerg um Aarbechtsmarché ongeféier een Drëttel Fraen an zwee Drëttel Männer. Wat schonns e relativ schlechte Wäert ass un der Fraebe-deelegung am Verglach mat dem europäesche Kontext. A vun alle Salariéen am Privatsektor kritt ee Mann vun aacht de Mindestloun, wou ronn bei de Männer 80% eng Plein-temps-Tache hunn.

Anescht ass et bei de Fraen. Do ass et esou, dass eng Fra vu fénnef, déi am Privatsektor schafft, de Mindestloun kritt; also wesentlech méi, an dass ronn 70%, also manner wéi bei de Männer, vun de Fraen eng Plein-temps-Tache hunn, an déi aner, aus wéi engen Ursachen och ëmmer, ganz oft eng Deelzäit-Mindestlounpai kréien.

Dat ass och e soziale Problem. Wann ee weess, dass praktesch ee Mariage vun zwee gescheet gëtt, dass d'Kanner zu ronn 98% bei de Mammae wunnen a si och dann den Haaptfamilljenährer sinn, da weess een, dass dat net einfach ass, fir dat mat engem Mindestloun kënnen ze bewältegen.

Wann een och nach weess, dass déi Aarbechtsplazen, wou d'Mindestloun ausbezuelt ginn, an aller Regel net grad déi sinn, déi déi beschte Konditiounen bidden, fir Famill a Beruff ënner een Hutt ze bréngen, ob dat am Commerce ass, Déngschtleeschtungssektor, Hôtellerie, Nettoyage an anerer nach, da kann ee sech ausmolen, dass dat Situatiounen sinn, déi schwierig sinn.

► **M. le Président.** - Här Braz, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Neen, ech schwätzen haut zum Mindestloun a féiere mam Här Kartheiser keng Diskussiounen iwwer Fraen haut!

► **M. le Président.** - Dat war kloer. Da fuert virun, Här Braz!

(Interruptions)

► **Une voix.** - Très bien, Här Braz!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Eng aner Grupp vu Mindestlounbezéier sinn oft déi Jugendlech ënner 30 Joer, an oft - ëmmer méi oft - nach méi jonk Leit. Ech erënnere lech drun, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass mir hei am Land zënter enger Zäitchen tëschent 15% an 20% - doriwwer streiden d'Optimiste mat de Pessimisten - vun all eise Schoulofänger hunn, déi ouni Qualifikatioun d'Schoul verloossen. D'PISA-Etüd huet eis nach d'lescht Woch gewisen, dass mer eis an där doter Saach net kënnen berouegen oder zréckleeën, mä dass och do den Trend net positiv ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis eegen Aarbechtswelt besteet aus engem Fénneftel vu jonke Mënschen, déi mer, wéi gesot, onqualifizéiert aus eise Schoule goe loossen. Et huet een heiansdo d'Gefill, mir géifen eis net all d'Gedanken doriwwer maachen, well Solutiounen hu mer nach ëmmer net genuch fonnt. Dat heescht, dass all fénneft Kand no der Schoulzäit mat engem schlechten Départ an d'Ve professionnelle start an dass et dee schlechten Départ och an de Joren duerno alles anescht wéi ophëlt, mä dass et éischter dee schlechten Départ, deen et huet, eng ganz laang Rei Jore viru sech dréckt, bis et definitiv e gewëssene Sockel erreecht huet, wou d'Liewe sech fir déi jonk Leit ännert.

Ech wëll an deem Kontext haut och bewusst net agoen op eng detailléiert soziokulturell Analys vun de Mindestlounbezéier, déi mer um Aarbechtsmarché erëmfannen, oft an extremen oder zumindest prekäre Situatiounen: CAE, CIE, CIE-EP, 80% dann och nach mam Salaire social minimum. Ech wëll just kuerz an Erënnung ruffen an eng Parallell zéien zu den Analysen a Statistiken iwwer Familljen a Kanner, déi dem Aarmutrisiko ausgesat ginn. Dat si praktesch déiselwecht Zuelen.

A praktesch all Secteuren, déi méi vum Mindestloun concernéiert sinn, praktesch all déi Secteure si Secteuren, wou kierperlech Aarbecht am Vierdergrond steet, Secteuren, wou de Facteur Aarbecht eng wichteg Roll spillt, wou also aarbechtsintensiv Betriber sinn.

Ech wéilt och eng Remarque maachen, Här President, zu rezente Positionen, déi vun de Patronatschambere gemaach gi sinn. Natierlech ass e klengen oder e Mëttelbetrib net erfreet doriwwer, wa mir haut hei am Haus decidéieren, de Mindestloun ze adaptéieren. Och wann dat e Retard entre guillemets „nëmme“ ass vun 1,9%, dann ass dat awer fir eng Rei vu Betriber eng gréisser Adaptatioun, och Belaaschtung, well si proportional gesi vill Aarbechtskräften hunn - also aarbechtsintensiv Betriber sinn - an dann natierlech och iwwerproportional oft e Mindestloun mussen ausbezuelen. Fir déi gëtt et natierlech en Effort, dee se mat de Recettë vum Betrib mussen bestreiden, dat versti mir ganz gutt!

Obwuel mir eis awer hei deene Kritiken net uschléissen, well mir mengen, dass dee Mindestloun soll ugepasst ginn, a mir eis dofir och dës Kéier net an der Logik vun de Berufskummere bewege kënnen! Mir soe ganz däitlech, dass et wichteg a noutwendeg ass, sech hei am Haus deemnächst seriö Gedanken doriwwer ze maachen, eng méi équilibréiert Verdeelung vum Coût salarial an der Aarbechtswelt hinze kréien an och d'Répercussiounen, d'Gesamtrépercussiounen op d'Ekonomie net aus den Aen ze verléieren.

Wa mir an Zukunft un engem System festhalen, wou haaptsächlech de Facteur Aarbecht finanziell belascht gëtt beim Finanzement vun de soziale Systemer, da risikéiere mer éischters, effektiv - mat oder ouni Diskussiounen iwwert de Mindestloun - d'Kreatioun an d'Bäibehale vun den Aarbechtsplazen net onbedéngt ze ënnerstëtzen, jo souguer éischter de Contraire ze bewierken. Dat solle mer net wëllen.

Zweetens: Kleng a Mëttelbetriber si seriö benodelegt par rapport zu kapitalintensive Betriber, déi proportional zu hirem Geschäftsergebnis natierlech manner Personalkäschten hunn a sech nach - par rapport zu hirem Resultat - manner um Finanzement vum Sozialstat bedeelegen.

Mir kënnen och an Zukunft net ausschliesselech iwwert d'Berechnung vun de Cotisations sociales um Facteur Aarbecht eise Sozialstat erhalen, op jiddwer Fall net, wa mer wëllen déi fir eis esou wichteg Cohésion sociale weider fleegen an och onbedéngt ausbauen, well mir sinn net iwwerzeegt, dass d'Cohésion sociale zu Lëtzebuerg à l'épreuve de tout ass oder kéint sinn, wann d'Belaaschtungen nach méi grouss géife ginn, wéi se an deene leschten zwee Joer an och am Moment waren a sinn.

Mir verrieden och als Gréng, dass et haut noutwendeg ass, iwwer Lounniewekäschten ze diskutéieren, iwwer eng nei, méi équilibréiert Participatioun un a Redistributioun vun de soziale Leeschtungen, wou net nëmme oder net haaptsächlech de Facteur Aarbecht zu der finanzieller Ofsicherung vun eisem soziale Sécherungssystem bäidréit.

Mir sinn als Gréng der Iwwerzeegung, Här President, dass nei, dass aner Weeër, wéi zum Beispill eng Wäertschätzungsabgab oder Ökosteieren, wichtig Piste sinn, fir an Zukunft eise Sozialstat ze moderniséieren an doduerch och laangfristeg ofzesécheren, wat am Intérêt ass vun enger sozialer Politik zu Lëtzebuerg. Mir mengen och, dass et, wann een dee Wee géif goen, zu enger Entlaaschtung vu klengen a Mëttelbetriber, déi aarbechtsintensiv sinn, kéint kommen, wat eng Reduktioun vun de Lounniewekäschten géif mat sech bréngen, wat an deenen Zäite mat Sécherheet keng falsch Pist wier.

Dës Bemierkung gemaach, dierfe mer net vergiessen, dass de Mindestloun aus der Sicht vun deem, deen e kritt, e Mindestloun ass, e soziale Mindestloun ass! Et ass dat, wat e Mënsch minimal brauch, fir hei am Land kënnen un tant soit peu digne ment ze iwwerliewen. Wien drun zweifelt, soll sech selwer eng Kéier beméien, eng mënschwerdeeg Wunneng zu Lëtzebuerg ze fannen, déi net méi wéi een Drëttel vum Mindestloun géif kaschten, mat de Chargen, dat wieren dann ongeféier 600 Euro. Dat ass net einfach, haut nach



eng Wunneng fir dee Präis ze fannen, fir net ze soen, praktesch onméiglech an den allermeeschste Fäll.

Eng monoparental Famill mat engem Kand huet trotz deem zousätzleche Sozialakommes wéi Kannergeld en plus vum Mindestloun bäi Wäitem net déi Chancen, déi se misst hunn, an huet et schwéier, aus der Marginalitéit erauszekommen, wa se bis eng Kéier drageroden ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et wier nach sécher villes ze soen. De Prinzip vum Mindestloun a sengen automateschen Adaptatiounen ass net déi eenzeg, mä mat Sécherheet ass dat eng wichteg Komponent, fir alle schaffende Leit ze hëlfe, an der Gesellschaft kënnen mat virunzekommen an hiert Liewen ze gestalten.

déi gréng ënnerstëtzen dofir dës Prinzip, a mir wäerten och dës Projet de loi stëmmen, an d'Madame Loschetter seet Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Braz. Elo kritt d'Wuert den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus dem Kolleg Roger Negri Merci soe fir säi gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass och selbstverständlech, datt d'ADR wäert dësem Projet zoustëmmen, well et ass eng Traditioun scho quasi hei am Haus ginn, an dat ass och gutt, datt d'Mindestlounerhéijung eestëmmeg hei am Parlament gestëmmt gëtt.

Déi Erhéijung hei ass déiselwecht, déi mer gëschter bei de Pensiounen a Renten hate vun 1,9%, wat am Fong de Réckstand ass vun der Lounentwécklung aus de Joren 2008 an 2009, déi am Secteur stattfonnt huet.

Wann een déi Chiffere kuckt, déi elo de Mindestloun an d'Luucht geet, da geet e fir en Onqualifizéierte vun 1.724,81 op 1.757,56, also ëm 32,75 Euro brutto de Mount an d'Luucht. Fir de qualifizéierte Mindestloun geet en op 2.109 Euro de Mount an d'Luucht, oder 39,3 Euro d'Stonn (veuillez lire: de Mount), wou de Mindestloun an d'Luucht geet. Wann een dat op d'Stonn kucke geet, da geet den normale Mindestloun op 10,15 Euro an d'Luucht, oder et mécht eng Augmentatioun aus vun 0,1893 Euro. Beim qualifizéierte Mindestloun mécht dat eng Augmentatioun op d'Stonn vun 0,2273 Euro aus.

Et ass also net esou dramatesch, wann ee kuckt, wat d'Leit do als Augmentatioun an der Stonn kréien. Et ass awer wichteg, datt déi Augmentatioun gemaach gëtt, an ech mengen, de Kolleg Lux huet déi Chiffere schonn eng Kéier hei vir genannt. Ech wëll se awer nach eng Kéier nennen, well dat awer wichteg ass, datt een hei zu Lëtzebuerg feststellt, datt am Laf vun zéng Joer am Fong d'Zuel vun de Mindestlounbezieier sech vu 24.000 op 48.000 verduebelt huet. Prozentual zu de Beschäftegten ass dat zwar keng Verdueblung, do geet et erop vun 11% op eppes 15% vun de Beschäftegten hei zu Lëtzebuerg, déi Mindestlounbezieier sinn.

Et gëtt ëmmer an der Vergaangenheet gesot, datt een dovu kann ausgoen, datt et och ongeféier nach eng selwecht Zuel gëtt, déi 20% bis 30% iwwert dem Mindestloun läit. Also et ass net, datt ee ka soen, mir hunn der elo 48.000, déi Mindestlounbezieier sinn, an de Rescht, dat si Groussverdänger; also och do gëtt et nach ganz vill Leit, déi dann ebe just iwwert dem Mindestloun leien.

Firwat ass et wichteg, datt mer de Mindestloun hunn? Ech mengen emol, engersäits ass et wichteg, well mer - an dat ass och schonn hei gesot ginn - net an alle Branchë Kollektivverträg hunn, an déi Leit hei, déi de Mindestloun hunn, dat si grosso modo déi Leit, déi net ënner Kollektivverträg falen. Wa mir net géifen de soziale Mindestloun upassen, da krite den Leit an der Regel keng Augmentatioun. Hei ass et och wichteg, datt mer - grad vis-à-vis vun dësem Leit - den Index hunn. Well do kréie se hir Kafkraaft och ausgeglach. Also ass et virun allem wichteg fir déi Leit,

déi ënner kenge Kollektivverträg leien, datt mer e Mindestloun hunn an en Index hunn.

Wann een d'Fro vum Index diskutéiert, da kéint een doriwuer diskutéieren, wann een an alle Branchë Kollektivverträg hätt. Mä da muss ee wëssen, datt dee soziale Friden, dee mer iwwer Jorzéngten hei am Land duerch den automateschen Index haten, datt mer dee géifen ëmwandelen an eng Sträitkultur tëschent de Gewerkschaften an de Patronë queesch duerch d'Land. Well wa mer an déi aner Länner kucke ginn, wou et den automateschen Index net gëtt, mir brauchen nëmme bei eis däitsch Noperen elo ze kucken, wéi do d'Revendicatiounen am Abléck sinn, déi erëm op 4%, 5% eropginn. Dat heescht, déi mussen elo laang streiden, fir eppes ze maachen, wat mir hei automatesch maachen, awer net méi maachen an der Regel, wéi dat an den Nopeschlänner de Fall ass.

Et ass also wichteg, datt mer de Mindestloun augmentéiere genauou gutt wéi den Index. Et ass natierlech kloer, datt et fir d'Betriber eng Belaaschtung ass, eng zousätzlech Belaaschtung. Fir déi Betriber, déi elo net an engem internationale Konkurrenzkampf oder an engem Konkurrenzkampf vun der Groussregioun stinn, déi also reng national aktiv sinn: Déi kënnen dat jo géigesäiteg kompenséieren.

De Verglach kann also just gemaach ginn, wat d'Konkurrenzfähigkeit ubelaangt, wann een dat mat den Nopeschlänner mécht: An do hunn och eis franséisch an eis belsch Nopere Mindestloun. Wann een déi Mindestloun och kuckt, déi si wuel net esou héich wéi eis, mä wann ee se awer kuckt, wat se d'Betriber kaschten, well do d'Charges sociales an d'Charges patronales vill méi héich si wéi hei zu Lëtzebuerg, da gëtt et keng grouss Differenze méi tëschent Frankräich, Lëtzebuerg an der Belsch. D'Differenz, déi bleift bestoe vis-à-vis vun Däitschland.

Mä ech mengen, op där anerer Säit muss een awer och wëssen, wann et eis Betriber méi kascht, esou ass et awer och grad, géif ech mengen, déi dote Branche vu Betriber, déi vun der Augmentatioun vum Mindestloun ka profitéieren. Well dat dote si jo déi Leit mam Mindestloun, déi net, wéi vill anerer, iergendwéi am Ausland op der Côte oder soss enzwousch en Appartement oder eng Villa hunn, an et sinn och net déi dote Leit, déi e puermol d'Joer an d'Vakanz fueren. Mä déi dote Leit, déi ginn am Prinzip och all Euro hei zu Lëtzebuerg aus.

Déi hunn net méi Geld, och mat enger Augmentatioun elo vun an déi 30 Euro, fir kënnen an d'Vakanzen ze fueren oder grouss Vakanzen ze maachen. Dat heescht hei, datt eisen Handel, eise Commerce, d'Handwierk och vun där doter Augmentatioun direkt profitéieren. Dat Geld bleift an der Regel eiser nationaler Ekonomie reservéiert.

Här President, ech mengen, an deene leschten Deeg ass relativ vill op europäeschem Niveau geschwat ginn am Kader vun der Stabilitéit vum Euro - wann een d'international Press verfolgegt, ass vill dovu geschwat ginn -, datt, fir den Euro méi ofzesécheren, een och misst - déi einzel Staten - méi Souveränitätsrechter an Europa ofginn. Et ass geschwat gi vun der Gouvernance économique, et gëtt geschwat - wann ee virun allem eisen däitschen Nopere gëschter nogelauschtert huet -, datt ee misst versichen, dann awer och, wann ee wëllt an déi Richtung goen, gläich Steieren ze maachen. Et ass vun enger gläicher Gewerbesteier geschwat ginn, et ass vun enger gläicher TVA geschwat ginn, et gëtt vu gläichem Antrëtsalter an d'Pensiounen geschwat.

Alles dat sinn Themen, déi, wann een haut d'international Press kuckt, am Kader vun der Stabilitéit vum Euro ëmmer erëm mat vir diskutéiert ginn. Obschonn ech mengen, datt et kloer ass fir eis als Partei, datt mir keng weider Souveränitätsrechter wëllen un Europa ofginn. A wann, dann hätte mir och gären doriwuer e Referendum hei zu Lëtzebuerg!

Mä wouvu kee geschwat huet an deenen Debatten an deene leschte Wochen am Kader vun der europäescher Stabilitéit vis-à-vis vum Euro, dat ass iwwer sozial Mindestnormen. An all deenen Texter, wou

een an der internationaler Press schwätzt, gëtt vun allem geschwat, wat misst harmoniséiert ginn an Europa, awer net vu soziale Mindestnormen. Ech mengen, do kéinten eis Regierung an eise Statsminister och emol eng Kéier eng Virreideroll spillen, wann ee géif soen: Mir kënnen nëmme an déi dote Richtung goen, wann och sozial Mindestnormen hei an Europa agefouert ginn.

Ech erënneren drun, wann een Eurostat kuckt, gëtt et am Abléck 20 Staten an der Europäescher Unioun, déi e Mindestloun hunn. Wou zwar riseg Differenze leien: Ech mengen, Bulgarien läit mat 122,7 Euro de Mount am wäitsten ënnen. Sou datt et och kloer ass: Wann een europäesch Mindeststandarde festleet, da kann dat net e Mindestloun en chiffres absolut sinn, deen do festgeluecht gëtt, mä et kann nëmme eng Base, wéi een an all Land e Mindestloun berechent, ginn, déi een um europäeschen Niveau festleet a wou dann eben déi ekonomesch an demographesch an all déi national Date mussen Afloss kréien, fir datt eben all Land e Mindestloun zum Beispill kritt an der Europäescher Unioun, dee wuel differenziert ass, mä deen awer deenen nationale Gegebenheiten ugepasst wier.

Dat wier zum Beispill ee Punkt, wou een Europa erëm géif de Leit méi no bréngen. An net, wann een op där anerer Säit hiigeet an et mécht ee Propositionen, wou am Fong d'Leit ëmmer méi d'Gefill kréien an och de Bewäis kréien, datt Europa herno op d'Käschte vun de Leit geet, op d'Käschte vun der Sozialpolitik geet!

Wann et - ech hunn et d'lescht Woch hei bei menger Budgetsinterventioun virgelies, wou den däitsche Finanzminister am Fong deen Dag am „Lëtzeburger Wort“ geschriwwen huet, datt hien der Meinung wier, et dierft nëmme méi een europäesche Budget ginn - keng national Budgete méi gëtt, a wann op europäeschem Niveau géif alles festgeluecht ginn, wat d'Steierpolitik géif ubelaangen, wann dat d'Tendenz ass an Europa, da kréie mer sécherlech kee soziale Mindestloun an Europa, mä da krite mer Hartz IV a ganz Europa. An dat wëlle mer doudsécher net!

Duerfir plädéiere mir d'fir, datt eis Regierung, wa se an esou Négociatiounen erageet, sech op de Fändel schreift - an zwar op deen éischte Fändel schreift -, datt ee fir d'Éischt muss sozial Mindestnormen hei an Europa aféieren, fir datt och eis sozial Gesetzgebung hei zu Lëtzebuerg net ëmmer méi ënner europäeschen Drock kennt. Europa dierft net eng Gefor fir eise Sozialsystem sinn, mä Europa muss et fäerdeg bréngen, datt och déi aner Länner een héije sozialen Niveau kréien. Dann ass Europa derwäert, gelieft ze ginn!

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, et ass selbstverständlech, an Dir wësst et, dass ech mat där Upassung vun deem Mindestloun averstane sinn. 1.750 Euro brutto, net netto, brutto, a vi rausgesat, et huet een eng Vollzäitaarbeitsplaz, a mir wëssen, dass dat nach laang net fir jiddwereen de Fall ass! Awer bleiwe mer emol bei deenen 1.750 Euro de Mount: Geet dat dann elo wierklech d'fir, fir hei zu Lëtzebuerg anstänneg ze liewen? Ech soen: ze liewen, net ze iwwerliewen, ze liewen! A wéi ze liewen? Wéi soll een dat dann entscheeden?

Gro ass all Theorie an näischt geet iwwer eegen Erfahrung. Ech maachen Iech e konkrete Virschlag: Mir huelen eis sechs Méint Zäit. Déi sechs Méint kritt jiddweree vun eis de Mindestloun, also nach dee vun enger voller Aarbechtszäit vun 1.750 Euro de Mount, den net qualifizéierten, den net qualifizéierten!

(Interruptions)

D'Regierung huele mer gär mat an d'Experiment.

(Interruption)

Nach léiwer huele mer den Här Michel Wurth a seng Kollege mat an d'Experiment.

(Interruption)

A selbstverständlech ginn all aner Revenuen a Reserven a Patrimoine blockéiert. An da liewe mer also wéi 50.000 - ech misst elo ënnerscheeden tëschent qualifizéiert..., mä insgesamt wéi 50.000, à peu près -, wéi 50.000 Leit hei zu Lëtzebuerg liewe mer sechs Méint. An da kucke mer, wéi mer eens ginn: wéi a wou mer eng mënschewierdeg Wunneng fannen, gegebenfalls fir eis Famill. Et muss een och direkt soen, wa mer mam Ausland vergläichen, mam Nopeschland: Eleng d'Präisser vun de Wunnenge ginn d'fir, fir dass deen Ënnerscheid do schonn opgefress ass par rapport zu Frankräich an der Belsch.

Mir kucken, wéi mer eis gesond ernähre mat biologeschen Nahrungsmittelen. Mir kucken, ob mer nach eng kleng Vakanz kréien, ausserhalb vum bëllegste Massentourismus. Vlächht heiansdo awer och nach an den Theater oder an de Kino goen, e puer Bicher eis kënnen leeschten.

A virun allem eise Kanner, wa mer der hunn, net nëmme esou vill bidden, dass se sech dobausse bei hire Kolleeginnen a Kolleegen net brauchen ze schommen, sondern dass mer hinnen esou en Ëmfeld kënnen garantéieren, dass se sech wierklech kënnen entwéckelen, vu klengem un, ënner esou Konditiounen, wéi zum Beispill d'Unicef se an hire Rapporten, och nach an deem leschten, virschléit: en eegent Zëmmer mat Bicher, mat sportlechen a kulturellen Aktivitéiten; dat alles, wat e Kand bräicht, fir sech kënnen eenegermoosse gläichwäerteg mat deenen aneren ze entwéckelen.

An no deene sechs Méint, Här President, da komme mer heihinner zrëck an dann decidéiere mer nach eng Kéier iwwert d'Héicht vum Mindestloun. An déi, déi da fannen - nach ëmmer -, dat géif gutt d'fir, déi forcéiere mer natierlech net, drop ze verzichten, mat dem Experiment weiderzefueren.

Ech soen Iech alleguerten am Virus Merci fir Är Bedeelegung un deem Experiment.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech natierlech och dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport. Ech wëll awer och all deenen anere Riedner soen, datt mer eng digne Diskussioun hei gefouert hunn iwwer e Sujet, deen effektiv 50.000 Leit - wéi dat virdu gesot ginn ass - ugeet, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen oder zumindest hei zu Lëtzebuerg schafffen.

A grad an engem Moment, wou mer aus der Kris erauskommen, hoffentlech, ass et wichteg, e Signal ze ginn, datt mer effektiv net déi vergiessen, déi ëmmer à la marge musse liewen - wéi dat hei richteg gesot ginn ass vu praktesch jiddwerengem -, déi mussen all Euro dräimol ëmdreien, ier se en eventuell kënnen ausginn. An ech ka mech nëmme félicitéieren, datt all Fraktioun hannert deem Projet hei steet.

All Theorie, déi seet, de Mindestloun, dee mécht d'Aarbechtsplaz futti, dat ass eng Theorie, déi gëtt et natierlech an allen Ekonomiesbicher, déi geschriwwen si vun deenen, déi och gesot hunn, d'Finanzmäert géife sech selwer reguléieren. Mir kennen d'Resultat! Déi Theorie, déi weist sech als net stéckhalteg.

Well, éischters emol, an all deene Länner, wou keng Mindestloun waren an der agefouert gi sinn, do ass deen Débat och esou gefouert ginn. Ech denken zum Beispill un England. No der Thatcher-Ära a beim Tony Blair, wou de Mindestloun agefouert ginn ass, do ass genau déi Diskussioun gefouert ginn: De Mindestloun ass entweder ze héich oder iwwerhaapt de Prinzip vum Mindestloun, dee mécht Aarbechtsplaz futti. Kee konnt beweisen, datt dat de Fall ass!

Och hei zu Lëtzebuerg - et ass virdu gesot ginn - ass et esou, datt zwar de Mindestloun hei zu Lëtzebuerg méi héich ass wéi bei den Nopeschlänner, mä mir awer och dat Land sinn, dat an deene leschte Méint oder an deem leschte Joer, trotz Kris, säit Oktober 2009 op Oktober 2010 et fäerdeg bruecht huet, nach 8.000 Aarbechtsplazen ze schafen!



An dovun eng ganz Rei, komescherweises, Aarbechtsplazen, déi, loosse mer dat soen, Transfertaarbeitsplaze sinn, wou Entreprisé sech hei zu Lëtzebuerg instaléiert hunn, well se fannen, datt d'Émfeld, also och d'Lounëmfeld hei zu Lëtzebuerg méi favorabel ass wéi an den Nopeschlänner. Et ass also net richtig ze soen, datt de Mindestloun oder d'Erhéijung vum Mindestloun eng Zort „automateschen Jobkiller“ ass. Dat ass falsch!

Den zweete Punkt, deen ech hei wëll soen, dat ass, natierlech mussen mer oppassen, fir ons Coûts salariaux ënner Kontroll ze halen. An ee vun onse groussen Avantagen, déi mer bis ewell haten an och mussen behalen, dat sinn d'Lounniewekäschten. Mir maachen eigentlech d'Differenz ëmmer erëm nei iwwert d'Lounniewekäschten. An dat mécht och, datt dat, wat d'Leit herno an der Täschen hunn, méi héich ass wéi dat, wat se an anere Länner fir ähnlech Salären an der Täschen behalen.

Vu datt jo am Dufank vun dëser Sëtzung vill iwwert déi Diskussiounen an deen Accord mat den Employeuren geschwat ginn ass, kann ech just soen, datt eng Mesure vun deem Paquet natierlech drop erausziilt, déi Lounniewekäschte weider geréng ze halen. Weider geréng ze halen, an dat ass u sech iwwert de Wee vun der Mutuelle ze probéieren, datt mer déi Käschten, déi Lounniewekäschten op engem esou nidrege wéi méiglechen Niveau kënnen halen.

Mir wëssen alleguerten, déi Mutuelle ass u sech an engem Beräich, am Gesondheetsberäich - de Gesondheitsminister sëtzt hei - iwwert de Statut unique kréiert ginn a finanzéiert jo eng Rei vu Prestatiounen, déi am Krankheetsfall op ons zoukommen.

Ech sinn iwwerrascht, wa gesot gëtt, mir müssen d'Cotisations sociales duerch aner Saachen ersetzen, fir net - do och erëm, wéi dat bemierkt ginn ass - d'Lounniewekäschte weider steigen ze loosse. Mir sinn eent vun deene Länner, déi schonn e groussen Deel vun de Sozialdépendenzen net eleng iwwert d'Cotisations sociales finanzéieren. Méi wéi en Drëttel vun onse Cotisations sociales, Här Braz, déi gi finanzéiert iwwer Steiersuen, dat heescht iwwer all Zort aner Recetten, déi mer maachen.

Ech wëll näischt soen iwwert d'Kollektivvertrag, wat dat géif heeschen, wa mer kee Mindestloun hätten; wa mer de Mindestloun ni géifen upassen, wat dat géif heesche fir déi 50.000 Leit. Dat heescht, mir hätten eng Schéier an dësem Land, déi sech ëmmer méi grouss géif opmaachen tëschen deenen, déi protegéiert wieren, tëschen deenen, déi e Kollektivvertrag hätten, an tëschen deenen, déi eigentlech näischt hätten, déi ganz op sech eleng ugewise wieren.

An déi Schéier, déi ass inakzeptabel! Déi ass inakzeptabel an deene ville Länner, wou déi Schéier amgang ass ëmmer méi grouss opzegoen. Si ass natierlech émsou méi inakzeptabel an engem Land wéi Lëtzebuerg, dat - wéi Kolleegen och gesot hunn - vun der Cohésion sociale leeft, wou onse ganzen Zesammenhalt an dësem Land, vun onser Gesellschaft, och eng Saach ass vun der Cohésion sociale.

Mir wëllen hei an deem Land net de Problem vum „working poor“! A mir wëssen, datt de Mindestloun de Leit net eng „Largesse“ duerstelt an hinnen net offréiert - wéi den Här Hoffmann dat op seng ganz schéi bildlech Sprooch duergeleucht huet -, net erlaabt, op grousssem Fouss ze liewen.

Den „Seuil de pauvreté“ - ech rode jiddwerengem, déi interessant Aarbecht vum Statec ze liesen iwwer „Cohésion sociale et travail“ -, den „Seuil de pauvreté“ an dësem Land läit realisteschweis bei 1.588 Euro fir eng Persoun. Dat heescht, dee läit just e bëssen ënnert dem Mindestloun. Mir wëssen also, datt et do ganz enk ass fir all Eenzelen, dee mat deene Suen, mat deene Revenuë muss eens ginn an dignement an dësem Land ka liewen.

An et ass ouni Zweifel, datt ee Problem an dat Ganz voll eraspillt - den Här Lux huet et gesot, anerer hunn et gesot -, dat ass de Präis vun Logement hei zu Lëtzebuerg. Och do an deem Rapport geet kloer ervir, datt praktesch 80% vun de Ménagë soen, datt fir si de Poids, d'Charge vum Lo-

gement, entweder iwwer Loyer oder iwwer Remboursement, eng Charge importante, eng schwéier Charge an hirem Familiëbudget ass.

Elo stellt lech all emol vir, wat fir eng Charge dat ass fir e Mindestlounbezéier; fir e Mindestlounbezéier, besonnesch deen och nach Kanner huet.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Däerf ech dem Minister eng Fro stellen?

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- An do mussen mer setzen. Do ass e Punkt do, wat d'Logementspolitik... an ech freeë mech och drop, datt den Här Schank, de Minister fir Logement, amgang ass nozedenken, wéi mer déi Offer... well dee Problem kréie mer nëmmen ënner Kontroll, wa mer d'Offer vu Logementer hei zu Lëtzebuerg drastesch eropsetzen.

E leschte Punkt, deen ech wollt soen...

► **M. le Président.**- Entschëllegt, Här Minister. Erlaabt Der, datt den Här Hoffmann lech eng Fro stellt?

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Jo, d'accord. Als mäi fréiere Professer däerf e mer ëmmer eng Fro stellen.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Soss kann ech no lech schwätzen, dat ass mer egal.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Stellt Är Fro, Här Hoffmann!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Grad zum Logement, éierlech gesot, ech gleewen net drun, dass mer de Problem vum Logement nëmmen iwwer eng Politique de l'offre geléist kréien. Grad bei deene Leit, vun deene mer elo schwätzen, mengen ech, dass et wierklech muss e ganz staarken Hoff ginn a Richtung vu méi soziale Wunnengsbau. Ech hunn ëmmer hei avancéiert, an ech mengen, dat wier net iwwerdriwwen, et missten 10% sinn.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Dat ass eng Fro vun der Offer.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Meng Fro ass, als Aarbechtsminister - net zoustänneg fir de Logement, mä als Aarbechtsminister -, ob Dir lech an Ärer Regierung vläicht wëllt derfir asetzen, dass mer an deem dote Beräich, virun allem am Beräich soziale Mietwunnengsbau - kënnen mer net de Gemengen iwwerloosen, well mer feststellen, dass dat net fonctionnéiert -, dass mer do wierklech en Hoff maachen? Well et ass nëmmen op déi doten Aart a Weis, mengen ech, wou mer déi dote Populatioun, wou mer där kënnen hëllef, fir mënschewierdeg Wunnenge kënnen ze kréien.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Ech si mat lech d'accord, Här Hoffmann, mä Dir musst mer elo explizéieren, wann Der sot, mir misste méi sozial Mietwunnengen op de Marché bréngen, ob dat net eng Fro ass vun der Offer? Dat heescht, mir müssen d'Offer vu Logementer augmentéieren. Dat heescht, mir müssen och d'Offer vu Sozialwunnengen eropsetzen, fir datt effektiv...

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Et sinn awer net déi dote Leit, déi d'Präisser an d'Luucht driewen! Verstitt Der?

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Dat ass net de Punkt. Dat ass net de Punkt, mä bon.

Ech wollt hei zum Schluss op ee Punkt agoen, an dat ass dee Mythos oder déi Afär, déi ëmmer elo an d'Welt gesat gëtt - an ech war och enges Moies extrem schockéiert, wéi ech dat um Radio héieren hunn -, wou eigentlech gesot gëtt, net „work pays“, mä d'Näischtmaache bezilt sech. A bei enger Interventioun ass dat jo och mentionnéiert ginn, datt mer hei an engem System wieren, wou den RMG méi komfortabel wier wéi de Salaire social minimum. Dat heescht, u sech hätt en Intérêt, éischer op den RMG ze zielen, wéi op de Mindestloun.

Ech mengen, éischters, ass dat eng Approche, déi e bëssen un d'Grenze kënn vun der Décence, well déi Leit, déi am RMG sinn - ech wëll net soen, datt et net

och do Problemer gëtt -, mä déi sinn och net an enger absolut favorabler a glécklecher Situatioun.

Mä sécher ass et wichteg, sécher ass et wichteg, datt Aarbecht sech bezuelt mécht. Et kann net esou sinn, datt de Choix esou wier, datt een net bräicht ze schaffen an eigentlech besser dru wier, wann een net géif schaffen. An déi Vergläicher, déi do ugstellt ginn, an déi besonnesch do um Radio och vun enger Persoun ugstellt gi sinn, déi och elo, mengen ech, hei zitéiert goufen, déi jo...

(Interruption)

...oder an der Zeitung, peu importe...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Et stoung am „Wort“!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Déi soen, déi vergläichen...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Et stoung am „Wort“, da muss et jo awer richtig sinn.

► **Une voix.**- Da lauschtert no!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Wann ech gelift, mir sinn hei an enger seriöer...

► **M. le Président.**- Här Bettel, lauschtert dem Här Minister no!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Déi vergläichen e bëssen Äppel mat Biren! Hei gëtt gesot, en Adulte, dee schafft, dee vergläiche mer elo mat enger Koppel, déi effektiv RMG-Bezéier ass. An da fanne mer eraus, datt effektiv, nom aktuelle Stand vum Salaire social minimum, nodeem... ier mer en da gehéicht hunn, deen een 1.724 Euro verdéngt an deen aneren, dee verdéngt als Adulte ouni Kand mat RMG 1.228 Euro.

Dat heescht, mir vergläichen en Adulte am RMG an en Adulte, deen e Salaire social minimum huet. An da stelle mer fest, datt d'Differenz vun deem, dee schafft, 496 an eppes Euro ass. Et ass also net esou, datt deen, deen am RMG wier, besser dru wier wéi deen, dee schafft!

Wann een also elo vergläicht - an et kann een ëmmer nëmme Situation sociale mat Situation sociale vergläichen, dat muss ee maachen -, dass also, wann een Adulte mat engem Kand schafft, dee kritt säi Mindestloun an e kritt duerno... Deen den RMG, dann hu mer nach ëmmer eng Differenz vu 402 Euro. Wat vergiess ginn ass ze soen, dat ass, datt och déi Leit, déi am Salaire social minimum sinn a Kanner hunn, e Complément kréien, wou souguer 30% vun hirem Salaire immuniséiert gëtt an ausgeglach gëtt.

Dat heescht natierlech, wann een e Single vergläicht mat engem, deen dräi Kanner huet, deen am RMG ass, da muss deen natierlech mat dräi Kanner am RMG méi kréie wéi de Single, well soss géif et jo wierklech iwwerhaapt net opgoen. Oder mir driewen eng Famill an d'total Précaritéit an an d'total Aarmut. Mä ënnert deene gläiche Bedéngunge vun engem Ménage, vun engem Stot, ass deen, dee schafft, ëmmer besser drun. An dat ass wichteg!

De leschte Punkt ass, mir müssen natierlech probéieren, besonnesch déi Leit, eng Rei vu Leit, déi am RMG sinn, op den Aarbechtsmaart zrëckzebréngen. Dat ass net einfach. Mä mir müssen dat probéieren. An duerfir ass dee ganze Komplex vum RMG, vum Mindestloun och eng Saach vu Formatioun, vun Investissement an d'Leit, fir ze probéieren, de Leit nei Weeër opzemaachen um Aarbechtsmaart.

Och do kann ech soen, dat, wat mer gëschter gemaach hu mat de Patronen, fir ze soen, mir wëlle méi an d'Leit investéieren, mir wëllen d'Betriber derzou bréngen, méi an d'Formatioun auszeginn; an et ass daitlech an där Réunioun gesot ginn, datt et besonnesch drëm geet, an deene klunge Betriber, an deene Betriber, wou ganz vill Niddreglounbezéier sinn, wou ganz vill Mindestlounbezéier sinn, och an d'Mënschen, och an d'Leit ze investéieren; an datt mer do grad déi Leit, déi Betriber och accompagnéieren a pousséieren, datt se an hir Leit investéieren.

Mä dat lescht Wuert ass: Wéi vill Leit schaffen dann am RMG? Et gëtt ëmmer vergiess, datt ee ka ganz gutt RMGist sinn, den RMG bezéien an absolut schaffen. Et

ass net esou, datt een am RMG doheem sëtzt a sech et gutt goe léisst. Dat ass falsch!

1.217 Leit waren an enger Mesure d'insertion, hu geschafft, haten e Stage an enger Entreprise, waren also occupéiert, waren also net einfach doheem an hunn all Mount den RMG kritt. An natierlech ass dat déi richtig Approche. Natierlech mussen mer déi Approche mat der ADEM, wéi virdru gesot ginn ass, pousséieren.

Mir mussen grad déi Populatioun, déi déi schwächst hei zu Lëtzebuerg ass, mat där mer müssen ons ofginn, wou vill Leit drëner sinn, déi entweder wäit vum Aarbechtsmaart ewech sinn, duerch gesondheetlech oder aner Ursaachen, oder ganz einfach, well se net forméiert sinn an de Besoinë vun deem Aarbechtsmaart entsprechen. Mir müssen déi Leit ënnerstëtzen an alles maachen derfir, datt mer e Maximum an eng Aarbecht kréien.

An den RMG ass e Wee dozou. Et ass e Wee dozou, datt d'Leit net an d'absolut Aarmut, an d'absolut Exklusivoun ofdriewen; gradesou wéi de Salaire social minimum de Leit muss zumindest e Minimum garantéieren, fir esou wäit wéi méiglech - an ech weess, datt dat à la limite ass - en dignet Liewen, e würdeg Liewen ze garantéieren.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Aarbechtsminister. Domadder wier d'Diskussioun iwwert de Projet ofgeschloss, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6222 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Weiler (par M. Raymond Weydert), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch et Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

3. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz

Här Braz?

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Kuerz d'Wuert, Här President, fir den Dépôt vun enger Motioun.

► **M. le Président.**- Jo, dann huet Dir direkt d'Wuert!

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- Merci, Här President. Mir hunn haut de Moien an der Commission des Affaires étrangères, a Präsenz vum Arméiminister, d'Verlängerung vum Mandat diskutéiert vum der Lëtzebuerger Arméi am Kader vum der ISAF-Mission an Afghanistan. Déi Diskussioun ass och konsequentiv zu enger Visite vum der Commission des Affaires étrangères op der Plaz bei de Lëtzebuerger Zaldoten.

Mir hunn déi Diskussioun ronderëm d'Verlängerung vum Mandat, déi den 1. Februar 2011 soll a Kraaft treden, gefouert, a mir hunn als Gréng eng Motioun preparéiert, Här President, wou mer wëlle kloermaachen, wat an deem Kontext d'Sichtweis sollt sinn, an där mer eis positionéieren, fir enger Mandatsverlängerung zoustëmme.

Mir hunn, fir den „dépôt formel“ kënnen ze maachen, selbstverständlech fënnf Ënnerschrëften drop. Wann d'Motioun am Januar zréck an d'Kommissioun kënn, schwätzt awer näischt dergéint, wa se kéint konsensfäeg sinn, dass se da vun all de Fraktiounen gemeinsam déposéiert gëtt.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la participation de soldats luxembourgeois à la mission de stabilisation de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité/International Security Assistance Force - FIAS/ISAF en Afghanistan sous commandement de l'OTAN depuis 2003 et sur base des résolutions 1386 (2001) et suivantes du Conseil de Sécurité des Nations Unies;

- considérant que la mission de la section luxembourgeoise est de contribuer au sein d'un peloton belge à la sécurisation du camp FIAS/ISAF et à la surveillance du périmètre intérieur de l'aéroport international de Kaboul (KAIA);

- considérant que le premier détachement FIAS/ISAF LU 1, composé de 9 militaires, est parti en juillet 2003 et que l'armée luxembourgeoise en est au 23^e détachement FIAS/ISAF;

- considérant que la durée d'engagement d'un détachement luxembourgeois est de quatre mois;

- considérant que 48 nations contribuent avec plus de 130.000 soldats à la FIAS/ISAF;

- considérant que la conférence de Londres de janvier 2010, la conférence de Kaboul de juillet 2010 et le sommet de l'OTAN de novembre 2010 ont redéfini les stratégies politiques, civiles et militaires pour l'Afghanistan;

- considérant que lors de ces conférences et sommet il a été décidé de renforcer l'effort de reconstruction civile, d'encourager le processus politique de réconciliation et de réintégration (confirmé par la jirga de la paix de juin 2010), d'éviter les victimes civiles, de renforcer les troupes FIAS/ISAF ainsi que les forces de sécurité afghanes et de transférer d'ici à la fin 2014 la responsabilité de la sécurité de l'ensemble du pays aux forces afghanes;

- considérant que la Chambre des Députés est étroitement associée à cette prise de décision et que sa Commission des Affaires étrangères a pu, à plusieurs reprises, se rendre compte sur place des activités du contingent luxembourgeois;

- estimant que si des progrès ont pu être réalisés dans de nombreuses provinces afghanes, la situation dans certaines provinces reste très difficile neuf ans après le début de l'engagement de la communauté internationale;

- considérant que les récentes études de sécurité réalisées par les Nations Unies attestent d'une recrudescence de la violence;

- considérant que les progrès politiques restent faibles et que la gouvernance des pouvoirs afghans est loin de répondre aux exigences d'une bonne gouvernance;

- considérant que la pauvreté, le manque de travail et le désœuvrement restent les sources du conflit de la société afghane;

- estimant que la situation en Afghanistan ne peut pas être réglée par les seuls moyens militaires;

- soulignant que la protection des populations civiles doit bénéficier d'une priorité absolue;

- estimant que sans une nette amélioration des efforts de reconstruction civile, politique et économique tout progrès militaire restera sans effet durable;

- soulignant que la stabilisation militaire est nécessaire à la reconstruction civile;

- considérant que l'Afghanistan ne pourra être stabilisé qu'à condition de renforcer les institutions étatiques (politiques, administratives, policières, judiciaires et militaires), le respect des droits humains, les infrastructures primaires (éducation, santé, eau, agriculture, énergie, transports) et les perspectives économiques;

- considérant que le niveau de la corruption et du trafic d'intérêts reste préoccupant en Afghanistan;

- considérant que la mission européenne EUPOL n'est pas considérée comme un succès;

- considérant que cette stabilisation ne s'effectuera pas sans une présence prolongée de la communauté internationale;

- considérant qu'il faut envisager que cette présence de la communauté internationale ira bien au-delà de la date du retrait des forces militaires internationales prévu pour 2014;

invite le Gouvernement

- à agir au niveau international en faveur d'une feuille de route définissant les critères et la chronologie d'un retrait concerté et responsable des forces militaires internationales hors de l'Afghanistan;

- à agir au niveau international en faveur de l'établissement d'un plan de reconstruction civile de la communauté internationale destiné à stabiliser l'Afghanistan par le développement de la société afghane;

- à participer avec des capacités civiles, policières, judiciaires et financières à l'effort prolongé de reconstruction civile et de participation au développement d'un État central qui a seul l'autorité de police et judiciaire;

- à encourager les efforts de réconciliation et de réintégration en Afghanistan tout en veillant à défendre le respect des droits de la personne humaine en général et des droits des femmes en particulier ainsi que les principes généraux d'un État de droit;

- à tenir la Chambre des Députés régulièrement informée de toute évolution de la situation.

(s.) Félix Braz, Claude Adam, Camille Gira, Jean Huss, Viviane Loschetter.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Braz. Mir kommen dann elo, wéi annoncéiert, op de Projet de loi 6196 iwwert d'Gesondheitsreform zréck. Wéi eis gëschter matgedeelt ginn ass, hate sech nach weider Erreurs matérielles an den Text, dee mer en Dënschdeg gestëmmt hunn, ageschlach. D'Gesondheitskommissioun huet an enger Sëtzung vu gëschter e Rapport complémentäire ugeholl, an deem alleguerten déi Erreurs matérielles verbessert gi sinn. Ech géif dann dozou elo der Madame Rapportrice, der Madame Lydia Mutsch, d'Wuert ginn.

4. 6196 - Projet de loi portant réforme du système de soins de santé et modifiant:

1. le Code de la Sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers (suite)

Rapport complémentaire de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

► **Mme Lydia Mutsch** (LSAP), rapportrice.- Merci, Här President. Esou wéi Dir elo ganz richtig gesot hutt, si mir gëschter am Laf vum Dag driwwer informéiert ginn, dass eng Erreur de renvoi sech an d'Gesetz erageschlach hat. Mir sinn dunn zesummekomm als Kommissioun. Et geet em den Artikel 15. Mir hunn als Kommissioun e Rapport complémentäire gemaach zum Projet, deen och jiddwerengem virläit.

Et geet dorëm, dass den Text korrigéiert gouf. An eis Proposition ass déi, dass dee korrigéierten Text, wann d'Chamber do-

madder d'accord ass, kann zum Vote gestallt ginn haut, an dee Vote géif dann och dee Vote vu gëschter remplacéieren.

Den Artikel 15 a senger redresséierter Formel läit eis och vir, en ass Partie intégrante vum deem nei redigéierte Rapport, an ech géif lech proposéieren, Här Chamberspräsident, déi dote Prozedur, déi zwar keng gewéinlech ass, awer eng korrekt Prozedur, fir déi Prozedur ze applizéieren, dass mer en neie Vote kënnen virhuelen.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Rapportrice. Dozou freet d'Wuert den Här Xavier Bettel.

Discussion générale

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Här President, d'Rapportrice sot elo just, de Vote vu gëschter, ech hoffen, dass et de Vote vu virgëschter ass, net dass dee gëschter och nach falsch war, mä ech wëll just soen: Den Här Minister Di Bartolomeo huet eis gëschter eng ganz Moralpriedegt gehal, wéi gutt seng Partei wier a wéi schlecht mir wieren; ech kennen an der Geschicht vum Parlament net vill Gesetzer, déi just 48 Stonne gutt waren.

► **M. le Président.**- Den Här Braz huet d'Wuert.

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- Här President, wann deen Text zum Vote kënn, wäerte mir selbstverständlech nach eng Kéier dergéintstëmme, well mir stëmme net iwwer eng Prozedur haut of, mä iwwer en Text, zu deem mer eis Zoustëmmung net ginn haten. Mir wäerten och duerfir nach eng Kéier, och zwee Deeg drop, mat Nee stëmme.

Ech wëll awer och nach eng Kéier soen, Här President, zwou Remarquen. Déi éischt ass: Mir kommen net derlaanscht, d'Remarque ze maachen, dass dat fir eis awer och d'Resultat vum enger Aarbecht ass, déi ze séier ofgeschloss, probéiert ginn ass hinzekriegen. Mir waren der Meinung während der ganzer Debatte vum Gesetz, dass ee sech méi Zäit sollt huelen. Dat hei ass déi Zort Feeler, déi opdaucht, wann d'Leit hei am Haus an och am Ministère musse Schratt hale mat deem, wat gesot gëtt, an et huet ee sech net genuch Zäit dofir ginn, dann entstinn esou Feeler. Et ass déi inévitable Konsequenz dovun. A wann et nach ee weidere Beleg gebraucht hätt, dass mer eis besser e bëssen hätte méi Zäit sollen huelen, dann ass et dat heiten.

An déi lescht Remarque, Här President: Ech si mat de Kollege vum der grénger Fraktioun nach ëmmer der Meinung, dass dat, wat mer haut maachen, dat praktescht Annulléiere vun engem Gesetz vu virun zwee Deeg an d'Ersetzen duerch en neit Gesetz, net onproblematesch ass. An ech loosse de Statsrot da seng Meinung heizou soen. Ech sinn net honnertprozenteg dovunner iwwerzeegt, dass mer hei eppes maachen, wat verfassungsrechtlech wierklech sattlefest ass.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Braz. Wa soss keng Wuertmeldung méi ass...

Wéi d'Madame Rapportrice eis et elo gesot huet, handelt et sech bei den Ännerungen em dräi Referenzen, bei den Tireten 1 à 4, bei der Entrée en vigueur am Artikel 15.

Et ass ze liesen: à l'article 1 point 7 amplaz vu point 8; an dann à l'article 1 point 44 amplaz vu point 46, an an deemselwechten Tiret Alinea 8 amplaz vun Alinea 7. De verbesserten Text steet am Document parlementaire.

Dowéinst wëll ech elo fir d'Éischt d'Chamber froen, mat engem Vote deen éischte Vote vum leschten Dënschdeg iwwert dëst Gesetz ze annulléieren.

Wien ass domadder d'accord, datt mer de Vote iwwert d'Gesetz vum leschten Dënschdeg annulléieren?

(Assentiment)

Ech géif proposéieren, dat maache mer à main levée.

Vote sur l'annulation du premier vote constitutionnel du 14 décembre 2010

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder wier den éischte Vote dann annulléiert. Mir stëmme dann elo iwwert de ganzen Text, y inclus...

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Här President, ech hunn e klenge Problem. Kënnen mir iwwer Main levée en Text, e Vote, dee mer geholl hunn, hei annulléieren? Wier net e Vote électronique, also e Vote nominal gefrot? Den Text ass gestëmmt an huet...

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Ech hu kee Problem domat. Da maache mir e Vote électronique, wann dat hei gefrot ass, mä...

(Brouhaha général)

Wann ech gelift, ech géif lech bieden, opzepass! Wann eng Fraktioun e Vote électronique freet, da gëtt et e Vote électronique. Mir maachen also elo e Vote électronique...

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Här President, wann den Här Lux elo insistéiert, mir solle kee Vote huelen, dann huele mer kee Vote, an ech hoffen, dass d'Gerichter net op eng Kéier soen, dass deen Text net a Kraaft ass.

► **Une voix.**- Géi an d'Vakanz!

► **M. le Président.**- Här Bettel, frot Dir dann de Vote électronique?

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Neen, ech froe kee Vote électronique.

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Gutt, Dir frot kee Vote électronique, dann ass et an der Rei.

Mir stëmme dann elo iwwert de ganzen Text, y inclus déi nei Ofännerungen, of a wäerten dem Conseil d'État des Ännerungen schrëftlech matdeelen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6196 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmme, 20 Nee-Stëmme an 1 Enthaltung.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Félix Eischen), Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel).

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. André Bauler), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner (par M. Xavier Bettel);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Ech ginn net méi dovun aus, datt een nach wëllt seng Enthaltung begrënnen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Ech wollt lech drop hiweisen, datt de Vote vun haut dee vun en Dënschdeg ersetzt.

Léif Kollegen a Kolleginnen, ech wëll dann awer och nach a mengem perséinlechen Numm bemerken, datt eis als Chamber nëmme dru ka geleeë sinn, eng optimal parlamentaresch Aarbecht ofzeliwweren. Dëst geléngt eis awer nëmme, wa mir och vu Säite vun der Regierung eng maximal Ënnerstützung kriegen.

Fir esou Périptéie wéi déi haut de Mëtteg an Zukunft ze évitéieren, géif ech e waarmen Appel un d'Regierung an hir Servicer



riichten, fir datt mir am Ufank vum neie Joer an engem gemeinsamen Effort solle kucken, fir derfir ze suergen, am Virfeld a virum Vote vun de Projet-de-loien all Feerquellen auszuschalten. An deem Sënn hunn ech elo eng Réunioun mat der zoustänneger Ministerin ugefrot.

Dat gesot...

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President!

► **M. le Président.**- Här Minister?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Här President, selbstverständlech ënnerstëtzen ech déi Invitatiounen, déi Dir un d'Regierung gemaach hutt, wëll ech awer bei dëser Geleeënheet soen, dass et bis haut net evident ass, wou déi Erreur matérielle hierkomm ass. Well, Dir sollt wëssen, dass deen Text, dee vum Conseil d'État aviséiert ginn ass, dee richtegen Text ass, an dass bei der Compilatioun vun den Texter, fir hei ofzestëmmen, déi Erreur matérielle entstanen ass.

Ech wëll, wa mir sollten en Deel vu Responsabilitéit do derbäi hunn, déi assuméieren, wëll der Chamber och ee ganz häerzleche Merci soe fir hir Attitud, déi et erméiglecht, dat Gesetz plangméisseg a Kraaft ze setzen, wëll awer déi Reprochen, déi de President a Richtung Regierung gemaach huet, ganz staark nuancéieren.

Merci!

► **M. le Président.**- Ech wëll just dem Här Minister äntwerten, datt et net fir d'Éischt leider Gottes ass, datt mer an de leschte Wochen a Méint mat Erreur-matériellem a Gesetzesprojete befaasst sinn. Duerfir hunn ech jo och betount, Här Minister, mir sollen zesummen - Dir hutt mer net nolauschtert -, zesumme kucken, datt mer an Zukunft esou Feelerquellen...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Ech si ganz domat d'accord.

► **M. le Président.**- ...évitéieren.

Den Här Schiltz huet d'Wuert.

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Här President, ech mengen, hei gëtt esou gemaach, wéi wann déi eng géife Feeler maachen a sech iren, an déi aner ni géifen e Feeler maachen. Ech fannen dat e bësse komesch, muss ech éierlech soen.

(Interruption)

Ech wëll lech nämlech soen, datt mer a multiple Sitzungen iwwert de Summer während dräi Méint - während dräi Méint! - en Text gestëmmt hunn iwwert de Blanchiment, wou ech mat responsabel si fir den Text, den Här Roth ass mat responsabel, den Här Bettel war federführend bei der DP, den Här Braz bei deene Gréngen: Mir hunn an deem Text, Här President, zwee Artikelen 13 gestëmmt, wëll ech lech emol soen!

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Dir confirméiert, Här Schiltz, wat ech gesot hunn. Et ass net fir d'Éischt gewiescht, datt mer an de leschte Méint Problemer haten, an duerfir solle mer zesumme kucken,...

► **Une voix.**- Très bien!

(Interruption)

► **M. le Président.**- ...wéi mer eis verbessern.

► **Une voix.**- Très bien!

(Interruption)

► **M. le Président.**- Als nächste Punkt...

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Also, dat doten, Här President, dat ass awer net ze akzeptéieren. Mir kréien d'Schold hei, dass d'Majoritéit schlecht schafft.

► **M. le Président.**- Neen, Här Bettel, dat ass jo elo...

(Brouhaha général)

Ech géif elo... Elo kritt nach ganz schnell den Här Braz d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel** (DP).- D'Regierungs-krankheet ass ustiechend!

► **M. le Président.**- Den Här Braz kritt d'Wuert an da fuere mer virun.

(Interruption)

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- Ech wëll dem Här Schiltz...

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Hei, wann ech gelift!

► **M. Félix Braz** (déi gréng).- Ech wëll dem Här Schiltz seng Ausso just bestätegen. Och dat do Beispill ass e gutt Beispill gewiescht, wat geschitt, wann een ënner Zäitdrock Projeten hei erabréngt, wann ee vu vireran Deadliné setzt. Dat war de Fall beim SantésGesetz; dat war, Här Schiltz, de Fall bei deem Gesetz, wat Der do genannt hutt. Dat ass exakt deeselwechten Zeenario. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. A wa mer lous wieren, géife mer eppes draus léieren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Gutt, dann hu mer...

► **M. Jean-Louis Schiltz** (CSV).- Et ass exakt genau, Här Braz, Dir hutt et net gemierkt an ech hunn et och net gemierkt. Dat wollt ech eigentlech soen.

► **M. le Président.**- Domadder ass dee Punkt ofgeschloss. Mir kommen elo als nächste Punkt bei de Projet de loi 6208 iwwert den Emploi des jeunes. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Gloden, Bauler, Adam, Gibéryen an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

5. 6208 - Projet de loi modifiant la loi du 11 novembre 2009:

1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes;

2. modifiant certaines dispositions du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

► **M. Roger Negri** (LSAP), *rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Verlängerung vun de Beschäftigungsmesuren...

(Brouhaha général)

D'Verlängerung vun de Beschäftigungsmesurë bis Enn 2011 fir jonk diploméiert an net diploméiert Leit ass den Objet vun deem Gesetz. A bal allen europäesche Gesellschaften huet sech den Iwwergang vu Schoul op Berufsliewe fir vill jonk Leit an deene leschte Jorzéngte verschwéiert an et ass oft begleet vun Unsécherheet. Och wa Lëtzebuerg...

► **M. Ben Fayot** (LSAP).- Här President, ech héieren näischt. Ech héieren de Riedner net schwätzen.

► **M. le Président.**- Här Negri, fuert virun!

► **M. Roger Negri** (LSAP), *rapporteur.*- Och wa Lëtzebuerg um internationale Vergläich laang éischer gutt ofgeschnidden huet, sou ass de Problem vum Jugendchômage zënter dem Enn vun den 90er Joren och hei am Land eng eescht ze huelend Realitéit.

(Interruption)

► **Une voix.**- Héiert Der elo eppes, Här Fayot?

► **M. Roger Negri** (LSAP), *rapporteur.*- D'Regierung huet méi wéi eemol agegraff a probéiert duerch verschidden Initiativen, notament Stagen a spezifesch Formatiounen, deene Jonken a virun allem deenen, déi keng Aarbecht oder just eng minimal Ausbildung hunn, de Start an d'Beruffsliewen ze erliichteren.

Duerch eise grenziwwerschreidenden an transnationalen Aarbechtsmaart, dee logescherweis eng grouss Konkurrenz mat sech bréngt, ass et heizuland besonnesch fir

jonk Leit ouni Ausbildung schwéier, eng Aarbechtsplaz ze fannen.

Déi lescht Regierung huet doropshin am Dezember 2006 e Gesetz gestëmmt, dat zwou Moosnamen agefouert huet. Éischtes, eng dovunner riicht sech un den öffentliche Secteur, den CAE - Contrat d'Appui Emploi -, an déi zweet, déi aner, un de Privatsecteur, CIE - Contrat d'Initiation Emploi. Duerch eng Rei finanziell Avantage sollten esou de Stat, d'Gemengen an d'Betriber encouragéiert ginn, jonk Leit ënner 30 Joer an ouni Ausbildung e Stage an am beschte Fall eng fest Ustellung ze bidden.

Am Dezember 2006 louch d'Aarbechtslosegkeet vun deene Jonken ënner 30 Joer bei 33%. Ee Joer drop bei 29,4%. Hei muss een zwar och bedenken, dass de Chômage am grouse Ganze während deem Joer e bëssen erofgaangen ass. Mä déi agefouert Moosnamen hunn awer Enn 2007 428 Jonker d'Méiglechkeet ginn, éischt berufflech Erfahrungen ze sammelen.

Mat der weltwäiter Wirtschafts- a Finanzkris huet sech während de Joren 2008 an 2009 d'Situatioun op eisem Aarbechtsmaart dramatesch zougespézt an d'Aarbechtslosenzuele sinn op historesch Chiffere geklommen. Dës negativ Entwécklung huet natierlech och Auswierkungen op d'Aarbechtslosegkeet vun deene Jonken ënner 30 Joer. Si huet am September 2008 en Drëttel vum Gesamtchômage ausgemaach. Dat waren 2.865 Persounen. Ee Joer drop ware schonn 3.970 jonk Leit op der Sich no enger Schaff. Gréisstendeels sinn zwar virun allem Leit ouni Ausbildung oder Leit, déi just déi néng schoufflichteg Joren hunn, vun der Aarbechtslosegkeet betraff. Déi maache bal d'Halschent vun allen Aarbechtslosen aus.

Mä an Zäit vun engem Joer huet sech awer och en neie bis dohin onbekannte Phänomeen hei zu Lëtzebuerg entwéckelt. D'Zuel vu Leit mat Uni oder anerem Héichscholofschloss huet vu September 2008 bis op September 2009 ëm 904 Persounen zougeholl. Fir deem neie Phänomeen konsequent entgéintzewierken, huet eisen Aarbechtsminister Nicolas Schmit d'lescht Joer am Hierscht e Gesetz deponéiert, dat déi existéierend Moosnam CAE an CIE och opmécht fir Leit mat engem Diplom.

Dobäi ass eng nei Moosnam geschaf ginn, nämlech de Contrat d'Initiation Emploi-Expérience pratique CIE-EP oder Praktikum genannt. Dës leschte Kontrakt ass speziell fir jonk diploméiert Leit geduecht a soll hinnen d'Beruffserfahrung a verschiddene Betriber liwweren, déi hirem Diplom déi néideg Plus-value gëtt. Sou solle si sech bei der wirtschaftlecher Relance méi séier um Aarbechtsmaart integréieren kennen. Dës Moosname sinn den 11. November d'lescht Joer a Kraaft getrueden.

Och wa vill iwwert d'Erweiterung vun de bestehende Moosnamen a besonnesch iwwert den neien CIE-EP geschwat gouf, sou blouf den erwaarte Succès relativ laang aus. Et ass e Büro an d'Liewe geruff ginn, deen déi jonk Leit perséinlech an och iwwer virtuell, dat heescht Internetsite - den aneloplus (veuillez lire: point).lu -, guidéiert. Déi Jonk kruten esou d'Méiglechkeet, hire Liewenslaf op eng Internetplattform ze setzen an iwwert dës Mechanismus d'Offere vun de Patronen ze consultéieren. Dës Plattform gëtt vun engem Guichet unique gériert, dee sech zesummesetzt aus ADEM, CEDIES, SNJ a CPOS.

Enn Dezember 2009, dat heescht, sechs Wochen nodeems d'Gesetz a Kraaft getrueden ass, hunn 187 Jonker vun engem CAE a 430 vun engem CIE, dovunner 22 vun engem CIE-EP, profitéiert. Dräi Méint méi spéit awer hat d'Zuel vun den CIE-EPiste sech méi wéi verdreifacht a louch bei 78. Am Oktober dëst Joer hunn 223 Leit vun engem CAE an 809 vun engem CIE, dovunner 122 vun engem CIE-EP profitéiert.

Och wann d'Aarbechtslosegkeet vun de jonke Leit hei zu Lëtzebuerg par rapport zu 2009 relativ stabil bliwwen ass - et waren am Hierscht, September 2009, fir genau ze sinn, 3.970 Leit ënner 30 Joer aarbechtslos an 2010 waren et der 3.912 -, sou gëtt dat awer keen Ulass, fir sech elo op deene Lorbeeren do auszerouen. Sécher verzeechent eis Wirtschaft säit enger Zäit éischt positiv Signaler. Mä mir müssen

awer och berücksichtegen, dass ëmmer nach vill ze vill Betriber op Kuerzaarbecht mussen zréckgräifen an duerfir keng nei Leit astellen.

Am leschte Konjunkturcomité vum 24. November 2010 hunn nach 64 Betriber eng Demande op Kuerzaarbecht gestallt. Dovunner sinn der 42 als favorabel aviséiert ginn. Och wann dës Zuele lues a lues erofginn, sou si mer nach ëmmer wäit ewech vun deene vu virun der Kris. Tëschtent Januar an August 2008 huet sech de Maximum vun Demanden nämlech op dräi pro Mount belaf.

Här President, d'Verlängerung vun zwielef Méint bis Enn 2011 vun deenen am November 2009 agefouerte Moosnamen, déi deen hei virleiende Projet de loi virgesäit, ass deemno net aus der Loft gegruff, mä éischer virsiichteg an noutwendeg. Et muss ee kloer soen, dass d'Moosname vun 2009 zu engem groussen Deel dozou bäigedroen hunn, 500 Jonker méi um Aarbechtsmaart ze integréieren wéi par rapport zu 2009.

Et ass och wichteg ze soen, dass d'Verlängerung vun dëse Moosnamen op kee Fall virgesäit, bëlleg Aarbechtskräften op de Maart ze kréien, mä ganz am Géigendeel. D'Betriber sollen encouragéiert ginn, jonke Leit eng Chance ze bidden, professionell Erfahrung ze sammelen a sech esou en attraktive Profil ze kréieren, deen um Aarbechtsmaart och gesicht gëtt. D'Haaptzil vun all deene Moosnamen ass a bleift ganz kloer d'Ofschlësse vun engem definitiven Aarbechtskontrakt - engem CDI.

D'Verlängerung vun de Moosname soll, wéi gesot, bis Enn 2011 lafen. Dat heescht, si ass zäitlech begrenzt. Wann d'Situatioun um Aarbechtsmaart sech also d'nächst Joer berouegt a verbessert, ginn d'Moosnamen no 2011 net méi verlängert.

Duerfir gi se och net - wéi vum Statsrot a sengem Avis gefuerdert - an de Code du Travail ageschriwwen, mä bliwwen, wéi et elo schonn de Fall ass, just als Note de bas de page drastoen. De Statsrot huet ausserdem kritiséiert, dass keng Evaluatioun vun de Moosname gemaach ginn ass, an huet drop higewisen, dass een dëst schonn a sengem Avis vum Projet de loi vum leschte Joer erëmfanne kann. En huet dat och du scho geschriwwen.

Esou eng Evaluatioun ass awer am Moment net réalisierbar, well déi Mescht vun de Kontrakter nach lafen a well se jo eng maximal Dauer, wéi Der wësst, vu 24 Méint kënnen hunn. Esou kann een elo net kloer soen, wéi vill Jonker definitiv agestallt konnte ginn duerch dës Mesuren. Eng éischt Evaluatioun kann awer deemno schonn am Laf vum Joer 2011 gemaach ginn.

Här President, als Konklusioun: An eiser moderner Gesellschaft gehéiert den Astieg an d'Aarbechtswelt zu engem ganz entscheidende Punkt am Liewe vu jonke Leit. Eng Aarbecht hunn, heescht net nëmme, finanziell onofhängeg ze sinn, mä ass och verbonne mat Unerkennung an der Gesellschaft, perséinlecher Positionéierung a Selbststännegkeet.

Eng Aarbecht hunn, bedeit och sozial Integratioun a Participatioun um alldeegleche gesellschaftleche Liewen. De Wee no der Schoul an d'Aarbechtslosegkeet kann also wäitreechend Folge fir déi gesamt Liewenssituatioun vun de Jonken hunn. Den erhoffte Start an en anert Liewe gëtt duerch de Rutsch an d'Aarbechtslosegkeet séier zum perséinleche Problem an demoraliséiert an découragéiert de Jonken.

Et läit an eiser Responsabilitéit, derfir ze suergen, d'Mëttelen zur Verfügung ze stellen, fir eiser Jugend all Méiglechkeeten ze ginn, sech duerch eng fest a sécher Aarbecht ze verwierklechen an hiert Liewen eegestänneg gestalten ze kënnen.

Domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- An ech soen dem Här Rapporteur Roger Negri Merci. Als

éischte Riedner ass den Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt e Merci dem Här Negri fir säi schréfflechen a mëndleche Rapport. 14.703 Persoune waren um Enn vum Mount Oktober op der Sich no enger Aarbecht. Dat entsprécht engem Chômage-taux vu 6,1%. Zu deene 14.703 Persoune gehéieren 2.469 jonk Leit tëschent 16 a 26 Joer. Dat mécht 16,8% vun allen Aarbeitslosen aus.

Ech fannen, dat sinn der nawell vill, ganz vill, ze vill. D'Majoritéit vun dese Jonken, dat sinn 1.257 Jugendlecher, hunn e Secondeaire-technique- oder e Secondeaire-classique-Ofschloss. Direkt duerno kommen déi jonk ouni Ofschloss, dat sinn der 971. Dat bedeit virun allem, datt mer zu Lëtzebuerg eng Diskrepanz hunn tëschent engersäits der Offer, déi héich Qualifikatiounen voraussetzt, an anerersäits der Demande, déi des Qualifikatiounen net onbedéngt ubidde kann.

De Chômage-Problem ass also an éischer Linn e Bildungsproblem. Hei goufe schonns vill interessant Etüde gemaach, wéi zum Beispill déi vun der OECD „Education at a glance“ oder op Franséisch „Regard sur l'éducation“.

De Chômage-Problem ass dann och fir déi jonk e Problem vun der Integratioun an d'Aarbeitswelt. E Beruff muss fonnt ginn an erliefert ginn, an do spillt d'Expérience hautdésdags eng wesentlech Roll. A Krisenzäiten ass et besonnesch schwéier, déi éischt Berufsexpérience ze fannen.

An der Zäit ware speziell déi Jugendlech mat kenger oder weineger Ausbildung be-
trafft. Déi éischt Mesurë fir des Jugendlech goufe vum deemolegen Aarbeitsminister François Biltgen an d'Weeër geleet. D'Gesetz vum 22. Dezember 2006 gesäit dofir zwee Instrumenter vir, déi déi net diploméiert Jugendlecher betreffen: de Contrat d'Initiation à l'Emploi an de Contrat d'Appui Emploi. Deen éischte soll dozou dengen, deene Jonken eng reell Aarbeitsplatzperspektiv ze ginn, an deen zweete soll dem Jonken eng zousätzlech Ausbildung ginn.

Duerch déi berühmte Kris hunn och Jugendlech mat Diplomer Schwierigkeiten, hautdésdags eng Aarbecht ze fannen. Duerfir hu mer d'lescht Joer an November an deemem Haus d'Gesetz iwwert d'Mesures temporaires pour l'emploi des jeunes gestëmmt. Duerch dëst Gesetz hu mer de Contrat d'Initiation à l'Emploi an de Contrat d'Appui Emploi op déi jonk Leit mat Diplomer ausgeweit an de Contrat d'Initiation à l'Emploi-EP agefouert.

Deemools hunn ech op dëser Tribün gesot, datt d'Ofkierzung fir des Kontrakter - CIE, CAE an CIE-EP - wéi d'Ofkierzung fir Vitaminne klénge géifen an dat och hir Fonction wier: Vitaminne fir Jugendlech, datt se fit gemaach gi fir den Aarbeitsmarché.

Wa mer haut also d'Verlängerung vun dese Mesurë bis zum 31. Dezember 2011 stëmme sollen, stellt sech d'Fro, ob mer déi falsch Vitaminne verschriwwen hunn. D'Antwort ass kloer: neen. A sengem Rapport geet de Rapporteur op d'Evolutionen vun der Zuel vun den ofgeschlossene Kontrakter an - ech wëll déi hei elo net méi ré-
pétéieren.

Här President, et ass kloer, d'Vitamine hunn net versot, mä op där anerer Säit hu se d'Krankheet Jugendarbeitslosigkeit nach net geheelt. Duerfir ass et wichteg, datt mer d'Ordonnance - fir am medezinesche Jargon ze bleiwen - verlängeren. Besonnesch am internationale Joer vun der Jugend wier et dat falsch Signal, fir des Mesuren net ze verlängeren. Och sinn nach eng ganz Rei Betriber virsiichteg an hire Rekrutementen. D'Verlängerung vun dese Mesuren erlaabt et, datt déi Jugendlech awer eng Formation an eng Expérience professionnelle beim Stat oder am Privatsektor kréien an esou eng reell Perspektiv op eng Aarbeitsplatz hunn.

Dëst Gesetz ass an där keng Fin en soi sinn. Duerfir hunn d'Regierung an d'Commission du Travail et de l'Emploi et net dem Statsrot seng Recommendationen sui-
véiert, fir des Mesuren an de Code du Travail ze integréieren. Et sinn temporär a keng definitiv Mesuren.

Iwwert déi juristesche Iwwerleeungen erass ass dëst och e staarke Message no bausen. Fir eis ass d'Jugendarbeitslosigkeit keng fatal Donnée, mat där mer lieue wëllen oder kënnen. Un der Politik ass et, déi néideg Mesuren ze huelen, fir datt d'nächst Joer em des Zäit keng weider Pro-
longatioun vun deemem Gesetz muss gestëmmt ginn.

D'Gesetz iwwert d'Formation professionnelle vum 19. Dezember 2008 ass sécherlech e richtige Schratt an des Richtung. De Jugendleche soll a sengem Choix vun den Etüden och méi zillorientéiert un de reelle Bedürfnissen vun Aarbeitsmarché orientéiert ginn. Et ass och ganz wichteg, datt ee mam Patronat an de Betriber Hand an Hand schafft. Finalement, d'Reform vun der ADEM wäert och hoffentlech derzou féieren, datt d'Jugendlech méi schnell an den Aarbeitsmarché integréiert ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschten a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Leon Gloden. Als nächste Riedner ass den Här Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert!

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, méi wéi een, deen eng Aarbecht sicht, oder e jonke Mënsch kennt, deen eng Aarbecht sicht, seet engem, wéi eleng een dosteet, wann een op den Aarbeitsmaart kënn.

Ech selwer hunn an de leschte Wochen a Méint eng Rei Jonker begéint, déi mech ugeschwat a gefrot hunn, ob ech net wéisst, wou si eng Aarbeitsplatz kéinte fannen. A véier vu fénnef Fäll si meng bescheide Beméiungen, fir hinnen ze hëllefen, souguer gegléckt. Net dass ech eng Aarbeitsplatz u sech geschaf hätt, mä well ech mer verhal hat, wien zurzäit a wat fir engem Beräich eng Platz opstoen hätt a wat fir eng Formatioun dofir verlaangt ass.

Et ass souguer echt, dass ech fréier Élève begéint hunn, déi méttlerweil e klenge Betriber leeden, déi eng Aarbeitskraaft gesicht hunn, an deenen ech dann ee vu menge jonken Ex-Élève recommandéiert hunn, well déi mer reng zoufällig begéint waren a mer gesot hunn, dass si nach keng Platz fonnt hätten. Dat huet mer duebel Freed gemaach an et huet mech och zwou Saache geléiert.

Éischtens, déi jonk di sech dacks schwéier, wa se en Diplomer hunn, sech zurechtzefannen, wa si sech no der Schoul op d'Sich no enger Platz maachen. Si gesinn dann dacks vu lauter Beem kee Bësch méi a si iwwersinn Opportunitéiten, op déi se net opmierksam gemaach goufen. Dat léiert eis, wéi wichteg d'Roll vun Aarbeitsplatzverméittler ass, a wéi flexibel an engagiert een an där Roll muss sinn. Et léiert eis och, wéi wichteg de perséinleche Besuch zu dem jonke Mënsch muss sinn, an dass een e perséinlech begleeden, jo souguer coache muss, fir en op déi richteg Pisten ze setzen.

Zweetens, et léiert mech doriwwer erass, dass vill Betriber sech guer net un d'ADEM richten a léiwer selwer iwwert divers Kontrakter Leit fir hir oppe Plaze sichen. Do spillen da Relatiounen dacks eng net onwiesentlech Roll, an deen, deen ee kennt, deen ee kennt, deen huet meeschtens déi beschten Trémp an der Hand.

Dat ass net ëmmer ganz gerecht, mä et ass d'Wierklechkeet um Lëtzebuerg Aarbeitsmaart. An dat do weist, wéi wichteg d'Reform vun der ADEM ass. De Minister huet éischt Akzenter gesat, andeems en d'Personal opgestockt a Leit engagiert huet, déi sech mat Kompetenz an Dynamik un de Problem erumaache sollen. Déi nächst Méint wäerte weisen, ob des reng Personalopstockungen déi gewënschten Effeten hunn.

Wéi mer d'lescht Joer de Gesetzesprojet 6068 diskutéiert hunn, gouf vun der DP ënnerstrach, dass en engem Noutplang entsprécht. Duerfir sollt en an der Zäit begrenzt sinn an als Zil hunn, géint déi kon-

junkturell bedéngt a staark geklomme Jugendarbeitslosigkeit virzegoen. D'Demokratesch Partei huet zu deemem Projet Jo gesot, well en eben en exzeptionelle Charakter huet.

Den CIE mat praktescher Expérience sollt deene jonken Diplomierten e Praktikum offréieren, fir se esou méi liicht op den Aarbeitsmaart ze féieren, fir do e Kontrakt op onbegrenzten Zäit ze kréien.

Mir hunn deemools drop opmierksam gemaach, dass d'Jugendarbeitslosigkeit Froen iwwer eise Schoulsystem an iwwer eis Gesellschaft am Allgemengen opwerft. Mir hu festgestallt, dass nach ganz vill bei der beruflecher Orientéierung an eise Lycéeën ze maachen ass. Déi professionell Orientéierung muss méi fréi an eise Schoulen ufänken. A si muss an déi Pedagogik, an d'pedagogesch Logik vun den Enseignantent affléissen.

E grouse Problem ass nach ëmmer d'Zuel vun den Décrocheurs scolaires, déi ouni nennenswäert Qualifikatiounen op den Aarbeitsmaart kommen an dann am beschte Fall an enger Beschäftigungsmoosnam landen. Wéi et em den Niveau vun eise Bildungssystem bestallt ass, krute mer d'lescht Woch unhand vun der PISA-Etüd schwaarz op wäiss virguleucht. De schlächenden Néiergank vun eise Bildungssystem gouf eis mat deene Resultater ugekënnegt.

Mir stinn haut virun engem Koup vu bildungspolitesche Schierbelen. Eise Schoulsystem ass nach ëmmer net an der Lag, der Heterogenitéit vun der Schoulpopulatioun Rechnung ze droen. Vu Chancéglichheit a Chancégerechtigkeit kann ëmmer nach keng Ried sinn.

Mir als Demokratesch Partei sinn déi éischt, déi an der Schoul e soziale Lift gesinn, deen alle Kanner soll dëselwecht Chancë bidden. Mir als Demokratesch Partei sinn och déi éischt, déi deene Kanner, déi aus manner gutt bemëttelte Verhältnissen kommen, eng Schoul wëlle bidden, déi hinnen echt Perspektive fir d'Liewen offréiert. A mir als Demokratesch Partei sinn déi éischt, déi op d'Freiförderung beim Liesen an an de Sproche setzen. Well wat een a fréie Joren net léiert, dat riskéiert en Nodeel fir de Rescht vu sengem Liewen ze ginn. D'Konsequenze vun enger verfeelter Schoulpolitik mussen nämlech späitstens herno vun der Aarbeitsmaartpolitik opgefaange ginn.

An der Schoulpolitik fält de Bilan, PISA beweist et, vun der LSAP ganz schlecht aus. An der Aarbeitsmaartpolitik ass et nach e bëssen ze fréi, fir eng Zensur auszustellen. Et soll een dem Här Schmit eng Chance ginn. Och wann et zurzäit alles wéi net gutt um Aarbeitsmaart ausgesäit.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Madame Presidentin, d'lescht Woch bei de Budgetsdebatte goufe mer hei vun LSAP-Säit gedoen, dass a puncto... gleewe gedoen, pardon, dass a puncto Emploi alles a Botter wär. Et géifen, an dat stëmmt jo och, Aarbeitsplaze geschafe ginn. Dat ass awer nëmme déi eng Säit vun der Medail. Op där anerer Säit klëmmt de Chômage zënter Joren op eng erschreckend Manéier. Mir si mat méttlerweil méi wéi 15.000 Chômeuren, ouni d'Leit aus de Beschäftigungsinitiative matzerechnen, op engem Rekordniveau ukomm.

Gläichzäitig gouf vun LSAP-Säit ënnerstrach, dass de Problem vun Chômage bei deene Jonken op hir Inadequatioun fir d'Plazen um Aarbeitsmaart zréckzeféiere wär. Do freet ee sech: Ma wien huet dann zënter sechs Joer d'Responsabilitéit am Éducatiounsministère? Wien huet dann dat schlecht Ofschneide bei PISA ze verantwer-
ten? Wien dréit dann d'Veantwortung fir deen héijen Taux vun Décrocheurs scolaires?

Madame Presidentin, un éischer Platz géllt et, den niddrege Bildungsniveau vu villen Aarbeitslosen ze behiewen. Dat si ronn 40% vun de Jonken ënner 26 Joer am Oktober 2010 gewiescht. Dat entsprécht bal 1.000 Jonken. An dat sinn der 1.000 ze vill. Vill vun hinne schleefe sech à la fin du compte a fréiem Alter duerch den Aarbeitsmaart vun Échec zu Échec. A wat si méi laang an dëser Logik vu Mësserfolg sinn a bleiwen, wat et méi schwéier gëtt, si ze motivéieren a si laangfristeg ënnerdaach ze bréngen.

Esou gesinn ass de Chômage en individuellen Drama, grad fir déi jonk, déi frësch op den Aarbeitsmaart kommen. Duerfir brauch et Initiativen, déi si opfänken a si net an enger Situatioun beloussen, an där si riskéieren, lues mä sécher zum Laangzäitchômeur ze ginn.

Madame Presidentin, widderhuele mer nach eng kéier, dass d'Demokratesch Partei zënter Jore fir eng Aarbeitsagentur antrëtt, déi e bessere Service fir d'Betriber ubitt, déi Leit astelle wëllen, déi eng Schaff sichen. Et hapert och an deem Sënn, dass d'Leit, déi a Beschäftigungsmoosname sinn, och net ëmmer beschtens weiderverméttelt schéngen ze ginn. Well wéi erkläert ee sech soss, dass d'Busentrepreneuren, fir déi ze nennen, engem soen, dass si kaum e Chômeur, dee beim Forum pour l'emploi op engem Bummelbus gefuer ass, fir hir Novabussen oder kleng Schoulbusse verméttelt kruten. Do muss ee sech wierklech Froe stellen.

Zënter Jore weise mir als Demokratesch Partei dorop hin, dass aus der ADEM eng Aarbeits- a Weidbildungsagentur soll ginn, wou den Haaptakzent op der Weidbildung an der geziilter Orientéierung vun Chômeur läit. An zënter Jore gi mer net midd ze ënnersträchen, dass d'ADEM, fir all dësen Eerausforderunge wierksam begéinen ze kënnen, flexibel an hirer Begleedung muss sinn. An den Här Minister huet dat och an der Kommissioun ënnerstrach an ugekënnegt.

Aus der administrativer Gestiou vun Chômage muss eng Aktivéierung vun de Chômeuren ginn. D'Plazverméittler mussen also déi erfuerdert Méttel an Zäit hunn, fir en Netz vu Kontakter mat den Entrepreneuren an deenen hire Personalservicer ausbauen. Och dat ass eng Fuerderung, déi d'DP virun de Wahle kloer formuléiert hat, a wou et haut nach ëmmer net gräifbar ass, wéi d'Regierung dat a Musek ëmsetze wëllt.

Mir brauchen - et ass elo d'Éinescht uegklongen - eng nei Kultur an der Begleedung vun Chômeur, deen, soubal e sech ageschriwwen huet, gefuerdert a gefördert muss ginn, deem seng Begleeder à la fois Beroder, Coach a Verméttler sinn. Enn Oktober waren 223 Jonker an engem CAE, 809 an engem CIE, dovunner 122 an engem CIE-EP. Am Januar waren 200 an engem CAE a 504 an engem CIE. Dat entsprécht enger Croissance vun eppes méi wéi 328 Persounen.

Als DP verlaange mir, dass am Beräich vun der Jugendarbeitslosigkeit am Laf vun der kommende Joer - et ass scho virdu gesot ginn - eng Evaluatioun vun de Moosnamen gemaach gëtt, déi geholl goufen.

D'Jugendarbeitslosigkeit ass par rapport zum Joer 2009 liicht eropgaange mat bal 2.500 Jonker am Alter ënner 26 Joer. Et muss een awer wëssen, dass 40% vun de Jonken am Chômage - ech hunn et elo d'Éinescht gesot - en niddrege Bildungsniveau hunn, also ganz weineg qualifizéiert sinn. Wann een dann nach déi derbärechent, déi héchstens eng Deuxième oder Douzième hunn, da sinn et wäit iwwer 50%.

Am Bulletin de l'emploi vun der ADEM kann een déi Statistike gären noliesen. Iwwregens wier et net vu Muttwëll - et ass dat eng Suggestioun -, wann des Statistike verfeinert géife ginn an deem Sënn, dass een déi jonk, déi eng Onzième/Trézième beziungswies Troisième/Première hunn, separat oplëscht.

D'Gesetz vum 11. November 2009 an d'Moosnamen, déi domadder verbonne sinn, hunn et erlaabt, fir 500 jonk Leit méi op den Aarbeitsmaart ze bréngen par rapport zu 2009. Mir begrëissen, dass des Moosnamen deelweis gegraff hunn, sinn awer der Meinung, dass si nëmme en Noutbeholf an engem Kriszenario sinn. Hei gëtt mam Scheckheft operéiert, ouni dass de Problem un der Wurzel ugepaakt gëtt.

De Problem läit, an d'Statistike weisen dat, zu engem Deel un eise Schoulsystem selwer. D'Schüler aus dem Préparatoire kréien et ëmmer méi schwéier, fir um Aarbeitsmaart Fouss ze faassen, well se kaum den Uspréich, déi do verlaangt ginn, gerecht ginn. Dat setzt virus, dass mir esou séier wéi méiglech ëmdenken a kucken, wéi mer des jonk Mënsche méi fit



maachen, fir dass si eng Plaz fannen. Honnerte vun hinne riskéiere soss an de Chômage ze geroden.

Madame Presidentin, kommt mir kucken iwwert d'Grenz! An der Nei-Belsch weise se eis de Wee. Do bilde se op theoreteschem Plang ganz schwach Schüler esou praktesch wéi méiglech aus, fir dass si als Hëllefskräften am Handwerk, am Bauwesen oder zum Beispill am Ëmweltberäich ënnerdaach kommen. Mir brauchen duerfir eng Reform, déi hiren Numm och verëngt.

D'Handwerk zu Lëtzebuerg kann nëmmen opgewäert ginn, wa mer erëm vir ufänken, nämlech am Alter vun zwielef, 13 Joer. Direkt no der Septième. Do musse grad eis Septième-préparatoire-s-Schüler direkt nom siventen Schouljoer op eng méi manuell ausgeriichte Schinn gesat ginn. An der Nei-Belsch hu se ewell mat 16 Joer eng zolidd handwierklech Ausbildung. An déi Léierbouwe bezéiungsweis Léiermeedercher kënnen eppes, am Géigesaz zu ville vun eise Préparatoireschüler, déi villfach mat 16 Joer nach ëmmer net wëssen, wat si wëlle ginn.

Duerfir musse mer also ewell op Septième ufänke mat Atelierien, mat Flicht- a Wahlfachjee no Kënnen a Wëllen. Eigentlech kucken der vill no, wéi mer eis mat eise Schüler verrennen. Mir musse also an den Alter vun zwielef bis 16 Joer investéieren. Duerno ass et dacks ze spët. An et gëtt vill méi deier, wa mer déi Schüler erëm musse mat 18 oder 20 Joer an eng École de la deuxième oder de la troisième chance schécken.

Et geet also net duer - wéi dat de Moment geschitt -, mat der bal krampfhafter Fixéierung op d'Kompetenzlogik, déi jo quasi als Allheilmittel vun der LSAP-Schoulmintsch duergestallt gëtt, vun deene wiesentleche Problemer ofzelenken. An dat sinn d'Inhalter!

Wat wëlle mer? Wat musse mer dese Kanner eigentlech bäibréngen? Wa mer op Septième am Préparatoire ufänken, méi ugewannt Rechnen ze ënnerriichten, am beschten an Atelier ganz praktesch, da kréie mer déi schwach Schüler och vläicht nees méi licht an eng Léierplaz eran. Am Moment seet bal all Patron: „Dee kann net rechnen, also ass en näischt fir mech.“ Et ass jo effektiv esou, dass een am Liewe virun allem muss rechnen kënnen, a mer musse dat Fach am Préparatoire opwäerten.

Et heescht also, och a grad an der Schoul den Hiewel unzesetzen, fir dass de Schoulsystem net duerch eng weltfriem Ausbildung potenziell Chômeure produzéiert.

Als Demokratesch Partei si mir net bereet, déi am virleienden Text opgefouert Moosnam ze verlängeren. Mir wëllen eng aner Aarbechtsmaartpolitik. Mir sti fir eng aktivierend Aarbechtsmaartpolitik. Eng Aarbechtsmaartpolitik, déi als Zil huet, deen eenzelnen Demandeur d'emploi individuell ze betrieien an ze guidéieren. Eng Aarbechtsmaartpolitik, déi vun enger Aarbechts- a Weiterbildungsgesellschaft vill méi proaktiv wéi bis elo gefördert gëtt. Eng Aarbechtsmaartpolitik ouni Blankoscheck fir Beschäftigungsmoosnamen, deenen hire Sënn an Zweck, nämlech d'Leit nees fit fir den éischten Aarbechtsmaart ze maachen, deelweis méi wéi zweifelhaft ass.

D'Zil muss et sinn a bleiwen, dass déi Jonk direkt um Aarbechtsmaart den Trëtt fannen. Moosname wéi déi, déi mer haut verlängere sollen, si gutt am Krisemoment. Duerfir hu mer se matzen am Krisenzeenario matgedroen. Mä à la fin du compte si se nëmmen eng Noutléisung, e Palliatif, wéi ech dat d'lescht Joer schonn hei beoutont hat, eng Plooschter op en hëlzent Been.

Aarbechtsmaartpolitik ass Schoulpolitik an ëmgedrëit. Duerfir musse mer et fäerdeg bréngen, eis Jonk esou ze forméieren, dass Moosname wéi déi heiten iwwerflësseg ginn, dass eis Jonk gutt genuch preparéiert sinn, fir um Aarbechtsmaart ze bestoen. Mir gesi fir de Moment weder eng Bildungspolitik, déi deesen Ziler gerecht gëtt, nach eng Aarbechtsmaartpolitik, déi eise Virstellungen entsprecht.

Duerfir wäert d'Demokratesch Partei dese Projet net stëmmen. Ofschléissend, Madame Presidentin, wëll ech dem Rapporteur, dem honorabele Kollege Ro-

ger Negri, Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Bauler de Merci. An ech ginn als nächstem Riedner dem honorabelen Här Adam d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5611 reloaded, extended ass erëm um Ordre du jour. An de Fait, dass ech hei schwätzen an net d'Madame Loschetter ass just drop zrëckzeféieren, dass d'Madame Loschetter zwar scho präsent ass hei, mä hir Stëmm mécht net mat, an duerfir däerf ech dann d'Resultat vun hirer Aarbecht lech hei virdroen.

Mir verlängeren also haut eng Verlängerung, déi mer, wa mer éierlech sinn, net dem Minister Schmit ze verdanken hunn, mä sengem Virgänger, dem CSV-Aarbechtsminister Biltgen. Enn Dezember 2006 huet déi al an nei Regierung den CIE an CAE agefouert. Am November 2009, praktesch als éischt Aktioun vun neien LSAP-Aarbechtsminister, sinn dunn den CIE an CAE - ouni eng zouverlässeg Evaluatioun - verlängert ginn. Mä dat ass nach net duergaangen. Et ass nach eng nei Measure - den CIE-EP - agefouert ginn. Well d'Finanzkris war agetratt, eng Wirtschaftskris stoung virun der Dier, an et ass gefaart ginn, dass déi nei a jonk Diploméiert keng Aarbechtsplaz géife fannen.

Well gefaart ginn ass, dass de Jugendchômage géif drastesch an d'Luucht goen, sollt des Measure just fir ee Joer agesat ginn. Parallell ass e Site um Internet geschafe ginn, fir des Mesuren ze promouvéieren an ze ënnerstëtzen.

Mir hunn d'lescht Joer schonn hei gesot, dass des Mesuren net wäitsichteg duerduecht woren, dass se net de Jugendchômage géife bekämpfen, mä héchstens eng Rei vu Jugendlecher géifen an der Zäit begrenzt beschäftegen. Anerer dierfte fir en Dumping-Salaire déi Aarbecht maachen, déi se wahrscheinlech och gemaach hätten, wann de Patron des Measure net gehat hätt, mä dann awer zu engem anere Salaire.

Den Här Kaes huet och vidru beim Projet de loi 6222 gesot, wann et kee Mindestloun géif ginn, da géife vill Patronen nach manner bezuele wéi de Mindestloun. An ech mengen, déi Iwwerleung misst hei och richtig sinn. Mir hunn des Verlängerung vun de Mesuren an d'Aféierung vun CIE-EP d'lescht Joer net gestëmmt mat der Hoffnung, dass den neien Aarbechtsminister a säin nei besaten Aarbechtsministère d'Zäit géifen notzen, fir en zolitten, stabilen a wäitsichteg Programm opzestellen. Ee Programm, fir dem Jugendchômage entgéintzewierken; ee Programm, fir d'Beschäftigung vun allen, mä virun allem vun de Jugendlechen ze förderen duerch gutt duerduechten a gutt élaboréiert Mesuren. Ee Programm, deen notamment a Kollaboratioun mat dem Aarbechtsminister senge concernéierte Kolleegen aus der Regierung hätt missen ausgeschafft ginn.

Schliesslech misst des Regierung jo, niewent dem Bankeretten, eng Prioritéit hunn, an dat heescht, eise Leit a virun allem deene Jonken eng Aarbecht schafen, respektiv deenen, déi eng Aarbecht hunn, d'Sécherheet ginn, des Aarbecht och ze halen.

Eigentlech hätt ech och haut d'Ried vun der Madame Loschetter vum leschte Joer kënnen virdroen, well an engem Joer huet sech näischt geännert. Näischt am Ministère an näischt Signifikatives um Aarbechtsmaart.

Vum Dezember 2009 bis September 2010 hu mer d'Zuelen. Si si schonn haut erwähnt ginn. D'CAE si vun 173 op 209 eropgaangen, d'CIÉE vun 378 op 751. Am neien CIE-EP hu mer 106 Leit. Wat ons opfällt, ass, dass sech virun allem d'Zuel vun den Dumping-Kontrakter am Privatsektor bal verduebelt huet. Den öffentleche Sektor gebraucht séier wéineg seng eege Mesuren, fir jonk Leit anzuschaffen.

Jo, sécher, dat ass berechtigt, et wëllt een dem Jugendleche jo net eppes virmaachen an him Hoffnungen maachen, herno eng Plaz am öffentleche Sektor ze kréien, wann do keng Plaz ass! Mä datselwecht

Argument zielt - sauf preuve du contraire - och fir den CIE am Privatsektor.

Wéi ee Patron stellt ee fest an, deen en eigentlech net brauch? Mir schaffen also mam CIE an dem CIE-EP à très court terme. De Jugendlechen ass beschäftegt, ka sech Erfahrung verschafen, dat a säi CV aschreiwelen. Dat ass alles richtig. Mä de Jugendleche kritt keng Aarbechtsplaz. Héchstens eng bëlleg Beschäftigungsplaz.

Datt de Patron op des Mesuren zrëckgräift, kann een him am Fong net veriwuelen. Hie kritt d'ëscht op engem gëllene Plateau zerwéiert. Besser nach, hie konnt seng Wonschlechts eraginn. An där ass Rechnung gedroe ginn. D'ëscht wor an der Press ze liesen. De President vun der FEDIL freet sech, dass den Aarbechtsminister op seng Doléancen agaangen ass.

Wann de Stat op des Manéier bëlleg an temporär Aarbechtskraaft schafft, entsteet och natierlech eng Demande. An déi Demande gëtt erëm geholl, fir d'Mesure ze justifiéieren.

Wéi gesäit dann d'Wonschlechts vun deene Jugendlechen aus? Ma si ass eigentlech net grouss. Ee jonke Mensch hätt gären eng adequat Aarbechtsplaz, déi senger Qualifikatioun entsprécht, beschtefalls eng CDI oder zumindest eng reell Chance, eng Aussicht op en CDI.

Wat de Jugendleche wëllt, ass eescht geholl ze ginn, an net am Numm vun der Produktivitéit oder der Bekämpfung vun der Kris déi Kategorie an der Gesellschaft mussen ze spillen, mat deenen ee ka liichtfankeg ëmgoen.

Hei gëllt an éischer Stell - an de Kollege André Bauler vun der Demokratescher Partei huet dat och schonn ugeschwat -, hei gëllt an éischer Stell d'Erausfuorderung un eise Bildungssystem. An et ass net nëmmen zënter der véierter PISA-Etüd fir eis gewosst, dass mer als Gesellschaft, als Regierung, als Éducatiounsministère op deem Plang ganz grouss Defiziter hunn. Mir hu vill ze vill Jonker, déi eng schlecht Formation hunn, a mir hu vill ze vill mann Jonker, déi eng extrem gutt Formation hunn. An dat bréngt natierlech Problemer um Aarbechtsmaart mat sech.

Mir hunn e Problem vun „early school leavers“. Deen ass zu Lëtzebuerg grouss. Dat ass problematesch vun Ufank un. Mir hunn awer och e Problem, en allgemenge Problem vun Orientatioun bei eis an de Schoulen. Dat gëllt net nëmmen fir déi Jonk, déi d'Schoul ofbriechen, mä dat gëllt souguer fir déi Jonk, déi en Ofschloss kréien, e Secondairesofschloss. Mir hu vun deene Jonken, déi esou een Ofschloss hunn a weider studéieren ginn, een Drëttel, deen no een, zwee Joer ophält mat Studéieren. Een aneren Drëttel hält no een, zwee Joer op a fängt een anere Studium un. A just en Drëttel vun eise Secondairesofgänger studéieren dat fäerdeg, wat se ugefaangen hunn.

Dat ass ee graven Defizit fir eise Bildungssystem. An et ass op deem Gebitt, wou mer musse schaffen, wa mer eis Jonk wëlle berufflech Perspektive ginn.

De Mangel u beruffleche Perspektive fir déi Jonk op der Aarbechtswelt, dee kritiséiere mir net nëmmen eleng, dat ass och eppes, wou de Statsrot sech beklot iwwert de Mangel u Respekt virum Jugendlechen, wat den Aarbechtsmaart betrëfft.

De Statsrot huet d'lescht Joer eng Evaluatioun vun 2006 u vermësst a vermësst och d'ëscht Joer erëm all Form vun Evaluatioun. Souwuel wat de 5611 wéi de 6068 betrëfft. Och de Statsrot seet, déi Evaluatioun wier eis wichteg gewiescht, fir d'Opportunitéit vun de Mesurë vun 2009 kënnen anzuschätzen.

A wéi kënnen mer d'Opportunitéit vun där Verlängerung haut aschätzen? Ass d'Zil erreecht? Wat ass iwwerhaupt d'Zil vun dese Mesuren a vun deser Verlängerung? Beschtefalls ass et, verschidde jonk Menschen eng Zäit laang ze beschäftegen zu engem Bommepreis fir de Patron. Wann dat d'Zil ass, dann okay, da sot dat kloer oder schreift des Mesuren an d'Gesetz iwwert d'Beschäftigungsinitiativen! Mä sot net, d'ëscht Gesetz géif den Nowéie vun der Kris entgéintwierken am Kontext vun der Jugendbeschäftigung!

Datt dee jonke Mensch net mat allem Respekt vun deem Dossier behandelt gëtt, weisen och de feelende Suivi um Terrain op der Aarbechtsplaz an déi feelend Offer - quantitativ a qualitativ - u Weiterbildung, déi jo en Deel vum Kontrakt ass. De Comité permanent du travail et de l'emploi sollt eng Evaluatioun no sechs Méint maachen. Och déi feelt!

Mir ralliéieren eis un d'Skepsis vum Statsrot, wann en dem Projet de loi net richtig ofhëlt, dass des Verlängerung eng reell Plus-value fir de Jugendlechen duerstellt. Et ass e Gesetz, wat zimlech kloer leider beweist, dass deesen Aarbechtsminister an des Regierung net vill méi unbedingden hunn, fir dee jonke Mensch a säi Projet de vie wouerzehuelen, wéi temporär Mesuren.

Mir fannen dat net nëmmen schued, mä och à moyen terme geféierlech, geféierlech fir de gesellschaftlechen Zesammenhalt, geféierlech fir d'Cohésion sociale, an duerfir wäerte mir deser Verlängerung och net zoustëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Adam och Merci. Ech géif dann als nächstem Riedner dem honorabelen Här Gibéryen d'Wuert ginn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Madame Presidentin. Ech ka mech ganz kuerzfaassen. Ech wëll dem Kollege Roger Negri Merci soe fir säi Rapport. Mir hunn als ADR 2009 deemem Projet zougestëmmt, well mer en deemools als e wichtege Projet ugesinn hunn, virun allem, wat eis jonk Chômeuren ubelaangt, déi aus der Schoul komm sinn. Ech mengen, dass de Projet elo verlängert gëtt, ass eng Moosnam, déi mir och kënnen ënnerstëtzen, quitte dass mer hoffen, dass am Kader vun der Reform vun der ADEM mer méi déif gräifend Reforme wäerte maachen, virun allem wat de Jugendchômage ubelaangt.

Ech mengen, de Statsrot huet verlaangt, dass sollt eng Evaluatioun gemaach ginn. An der Kommissioun ass gesot ginn, déi Evaluatioun wier nach net méiglech, fir ze maachen, vu dass déi Verträge, déi vun no 2009 ugelaf sinn, dass déi am Prinzip nach net ofgeschloss wieren an et duerfir ze fréi wier.

Mir hunn am Fong du just eng Grafik kritt, déi dokumentéiert, dass vum September 2009 bis September 2010 d'Zuel vun deene Verträge sech - kéint ee praktesch soen - verdräifacht huet. Dat ass also en Zeechen, dass awer déi Moosnam gegräff huet, wa mer haut awer bal 7 bis 800 Leit hu vis-à-vis vu vläicht knapps 200 virun zwee Joer, déi an där Moosnam dra sinn.

Duerfir schéngt et eis, bis mer eng grondleeënd Reform vun der ADEM hunn, awer wichteg, mat deser Measure weiderzefueren.

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Gibéryen Merci. An ech géif dann als nächstem an als leschtem Riedner dem honorabelen Här Hoffmann d'Wuert ginn.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Madame Presidentin, am Ënnerscheid zum Här Gibéryen stëmmen ech dat Gesetz net. Sou wéi d'lescht Joer och net. Et ass och an deem enge Joer net besser ginn. Et ass nach ëmmer datselwecht. An ech bleiwen och nach ëmmer derbäi. Ech wëll net nach eng Kéier meng Ried widderhuele vum leschte Joer, net nach eng Kéier meng Amendementer presentéieren, déi ech deemools virgeluecht hunn an déi ofgelehnt gi sinn. Ech bleiwen awer derbäi.

Prinzipiell geet dat hei an déi Richtung, dass mir prekär Aarbechtsplaze favoriséieren mat engem Loun ëmmer ënnert der Qualifikatioun, ëmmer ënnert der Qualifikatioun, wäit ënnert der Qualifikatioun, egal em wat fir en Niveau vu Qualifikatioun dass et sech handelt, als Cadeauen un d'Entreprises, déi keng Verflichtung hunn, fir dann herno déi Leit och anzustellen.

Wat besonnesch inakzeptabel an deem Gesetz war a wat natierlech net geännert ass, vu dass mer jo nëmme verlängeren, dat ass, dass grad bei den CAEn - also bei den CIEen ass et scho schlëmm genuch -, mä bei den CAEn, dat heescht also deene Kontrakter, déi öffentlech Verwaltungen oder parastaatlechen Institutionen an Associatioune betreffen, vun deenen ee jo misst unhuelen, dass se eigentlech hir Verantwortung missten huele fir eng positiv Beschäftigungspolitik mat Kreatioun vu festen, normalen Aarbechtsplazen, dass déi vun esou Kontrakter CAE kënnen profitieren, andeem se zwee Joer laang net nëmme wäit ënnert der Qualifikatioun bezuelen, sondern dann och nach, wa se dann astellen - ech hunn dat lescht Joer hei u Beispiller illustréiert -, dass se dann och nach e Boni maachen.

Am Fong geholl kann ee soen, déi Entreprises, sief et privater, sief et öffentlecher oder hallef öffentlecher, déi d'Leit direkt astellen, déi ginn am Fong geholl penalisiert par rapport zu deenen aneren. Dat kann dach net sinn! Deene misste mer jo dann am Fong geholl e Boni ginn oder e Cadeau maachen, wa se direkt astellen, am plaz an deem dote Fall, wa se vu prekären Aarbechtsplaze profitieren. Grad zu där Bestëmmung hat d'lescht Joer schonn de Conseil d'État geschriwwen: «Il est difficile de faire plus.»

Mir hunn och nach ëmmer keng Evaluatioun. Ech verstinn, dass een Zäit brauch fir eng Evaluatioun. Mir waarden also drop, dass déi kënn.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Et geet drëm, d'Fro ze stellen, wat een dann elo iwwerhaupt evaluéiert herno. An ech wëll drun erënneren, dass déi Mesur virun deem Gesetz, déi awer schonn en ähnleche Charakter haten, an eng ähnlech Logik gaange sinn, déi sinn eng Kéier evaluéiert gi relativ ausféierlech vum CEPS. An déi sinn zu wéi enger Schlussfolgerung komm?

Déi sinn zur Schlussfolgerung komm, dass zwar effektiv eng Rei vu jonk Leit agestallt gi sinn, mä dass awer op där anerer Säit déi jonk Leit opgrond vun dese Mesuren, déi um Enn net agestallt gi sinn, dass déi dann um Aarbechtsmaart manner Chancen haten, wéi wa se vun där Mesur net profitiert hätten. Well se stigmatiséiert waren oder aus wéi enge Grënn och ëmmer.

Also, ech bleiwe bei menger Haltung vum leschte Joer. Mir furen an der Fro vum Chômage ëmmer weider mat deeneselwechte Rezept, ëmmer eng Politique de l'offre vis-à-vis vun dem Patronat. Ëmmer mat deemeselwechte Resultat: De Chômage geet weider an d'Luucht.

Mir missten eis wierklech eng Kéier Gedanke maachen, fir eng aner Richtung an déi ganz Aarbechtsplazpolitik eranzekriegen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert den Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Här President, natierlech hu mir ons déi Fro jo och alleguer gestallt. Et ass jo net esou, dass mer blannlängs gesot hunn, mir verlängeren déi Mesuren, ouni eng Analys ze maachen, ob et effektiv utile wier, fir se ze verlängeren oder eventuell se net ze verlängeren. Dat ass jo ganz kloer, dass mer dat net einfach esou an d'Blann era gemaach hunn.

Ech sinn eigentlech iwwerrascht, dass a verschiddenen Discours mer nach net aus der Kris sinn, wa mer zum Beispill iwwert den Index schwätzen; wa mer awer dann iwwer Mesur schwätzen, déi drop achséiert sinn, fir den Emploi ze ënnerstetzen, well ganz oft jonk Leit net en Accès kriegen op den Aarbechtsmaart, well d'Betriber hésitéieren anzustellen, dann op eemol, da si mer wäit ewech vun der Kris.

Et muss ee sech also eemol konsequent sinn, ob mer elo nach an der Kris si fir déi eng Saach oder fir déi aner.

Ceci dit, wëll ech elo hei net en Discours iwwert d'ADEM halen. Ech apprécieren ëmmer ganz staark, wann den Här Bauler eigentlech aus mengem Projet de loi, dee mer jo och viru kuerzem déposiert hunn an deen ech jo och presentéiert hunn an der Kommissioun, grouss Deeler do zitéiert. Natierlech sinn dat déi richteg Pisten, an ech garantieren him och, dass iwwert déi Zuel vu méi Leit an der ADEM net nëmme méi Leit an der ADEM employéiert wäerte ginn, mä besonnesch, dass un de Prozeduren, un den Approchen eppes changéiert. Soss hu mer nämlech net gutt geschafft.

Do sinn ech absolut mat lech d'accord, an ech mengen, wann Der de Projet gelies hutt, an Dir schéngt e jo gelies ze hunn, well Dir zitéiert jo indirekt doraus, da wäert dat lech och opfalen.

Dat Zweet ass, ech wëll elo net eng Bildungsdebatte hei ufänken. Natierlech brauche mer e Bildungssystem, deen et mécht, dass manner jonk Leit, an zwar praktesch 40%, aus der Schoul kommen an en Niveau inférieure, dat heescht eigentlech keng zolidd Ausbildung, keng zolidd Qualifikatioun hunn. Dat ass eng Erausforderung, et ass eng Erausforderung fir ons d'Land. Et ass eng Erausforderung fir ons Gesellschaft.

Mir kennen ons Gesellschaft, déi net einfach ass, a wann ee wierklech an den Detail kucke geet, wéi vill Jonker, vu wou se kommen an esou weider, da mierkt een och déi Diversitéit an déi Heterogenitéit, déi och bei deene Jonken ass an déi natierlech ganz oft eng Barrière duerstellt fir si, fir an den Emploi ze kommen.

Mä erlaabt mir hei och eemol e Bild ze maachen, wéi den Här Hoffmann virun, an ze soen: Setzt lech emol an d'Plaz vun engem Jonken, dee keng Plaz fënnt, well d'Patroné momentan net wëllen een durablement astellen, well se soen: „Bon, d'Situatioun ass net esou, dass ech absolut kann dee Risque huelen, een definitiv anzustellen.“ An esou weider. Setzt lech an d'Plaz vun deene ville Jonken, déi zouen Diere fannen an net en Emploi fannen. Well da wiert Der frau, alleguerten, wann Der no sechs Méint géift erëmkommen a soen: „Ben, mir hate Mesuren, déi ons geholfen hunn, am Berufsliewen ze démaréieren. Mir hate d'Méiglechkeet, fir ons eng Expérience professionnelle ze maachen, a mir hunn iwwert déi Expérience professionnelle ons kënnen am Berufsliewen um Aarbechtsmaart besser positionéieren an och definitiv an eng Aarbechtsplaz kommen.“

Dat ass d'Realitéit, an dat ass dat, firwat mer ons entschloss hunn, déi Mesuren hei ze verlängeren, well mer nach op engem extrem fragilen Aarbechtsmaart sinn a well natierlech mer net kënnen d'Employeuren obligéieren, e Jonken anzustellen. Mir brauchen also e Coup de pouce, eng Ënnerstëtzung, fir dass jonk Leit an en Emploi kommen a sech do eng éischt Expérience maachen.

Dobäi muss ech soen, dass mer net déi Aarbecht bradéieren. Et ass net esou, dass déi jonk fir näischt schaffe ginn. Mir hunn do ganz kloer... De Seuil ass de Mindestloun a geet bis 1,5-mol de Mindestloun. Wou et och kloer ass, dass déi Mesuren nëmmen da Sënn maachen, wa se heeschen, besonnesch beim CAE a beim CIE, wann déi jonk Leit eng Formatioun, en Tutor kriegen, dee se accompagnéiert, deen hinnen och déi Expérience, déi professionell Expérience vervollstännegt oder stäerkt, déi se brauchen an déi hinnen et dann och erlaabt, besser sech um Aarbechtsmaart erëmzefannen.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - De Mindestloun fir en Universitaire!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - 1,5!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Jo, fir en Universitaire!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Bon! Dat heescht, dass mer natierlech déi Mesuren, déi mer elo verlängeren, net einfach

esou am Raum loossen. Mir loosse se net am Raum, well mer probéieren, d'Formatioun, d'Ënnerstëtzung, de Suivi vun deene Jonken ze verbessern. Mir verbessere se duerch zwou Saachen: éischtens, besonnesch beim CAE, dee jo net d'Erfollegstory vläicht direkt ass - ech kommen nach dorobber zrëck -, dass dee Jonken elo vum Januar un e fixe Programm kritt mat fënnf Moduller, wou en nieft senger Aarbecht, wou e schafft, och nach ausserhalb an engem CNFPC eng Formatioun a verschiddene Gebidder - Informatik, Sproochen, Redaktioun an esou weider - kritt.

Et ass also net esou méi, dass mer dee jonken CAE an d'Landschaft schécken an en emol een oder zwee Joer vergiessen. Hei gétt also e Modul opgebaut mat den CNFPCen, fir déi jonk an engem CAE absolut ze suivéieren an och periodesch mat him eng Evaluatioun ze maachen, wou en drun ass. Den Objektiv ass jo net, d'Leit onbedéngt an de Mesuren ze loossen. Den Objektiv ass, esou wäit wéi méiglech an esou schnell wéi méiglech déi jonk eventuell aus enger Mesur erauszehuelen a se an en definitiven Emploi ze bréngen. Dat ass den Objektiv.

Dofir brauche mer - an do sinn ech ganz mat lech d'accord -, dofir brauche mer natierlech eng ADEM, déi d'Moyenen huet, déi d'Ressourcen huet, déi dee Suivi mécht, déi dee Jonken och suivéiert, déi och kann zu engem gewëssene Moment e Bilan mat dem Jonke maachen, wou en drun ass. Dat ass aktiv Politik. Un där huet et e bësse gehapert, dass ginn ech zou. Mir hu probéiert an deem vergaangene Joer, dass ze verbesseren. Mir wäerten dat elo an deem Joer ganz kloer en place setzen. A mir kënnen an e puer Méint de Bilan maachen hei oder an der Kommissioun, an ech wäert lech dann och eng Rei vun Donnéeën an deem Sënn kënnen weisen.

E wichtige Punkt ass d'Orientation scolaire, ass ouni Zweifel d'Orientation professionnelle. Och do si mer amgang ze bougéieren. Mir sinn zesumme mam Educatiounsministère elo praktesch amgang e Service unique opzemaachen vum Orientation scolaire, dee souwuel d'Orientation professionnelle vun der ADEM wéi déi verschidde Servicer, y compris ALJ, zesummebréngt an enger Maison de l'orientation, déi zum Beispill kann an den ADEME fonctionnéieren, do wou ADEME fonctionnéieren, respektiv an deenen Haiser, wou d'ALJ am Land präsent ass, dass mer déi jonk wierklech kënnen beroden an esou fréi wéi méiglech beroden. Do sinn ech d'accord: Mir mussen deene Jonken esou fréi wéi méiglech och eng Orientéierung fir hiert zukünftegt Berufsliewe ginn.

Elo, déi lescht Fro ass déi vun der Evaluatioun. Natierlech brauche mer Evaluatioun. Ech sinn deen éischten, dee seet, dass een net soll an d'Land era Politik maachen, dass een, wann ee Mesuren hëlt, da muss een à peu près wëssen, mat engem gewëssene Grad vun..., mat enger Marge d'erreur - ech mengen, dass ass schwéier ze évitieren -, wou mer histéieren. A mir hunn och Evaluatioun kritt.

Et ass net esou, dass mer absolut keng Evaluatioun kritt hätten. D'ailleurs, d'Cour des Comptes, déi lech jo och Rapporten mécht, déi huet e Rapport geschriwwen, deen ass viru kuerzem erauskomm, wou se eng Rei Saachen iwwerhëlt, wat d'Mesuren ubelaangt, a wou se aus dem CEPS-Rapport vum Februar 2010 zitéiert, wat den Impakt vun de Mesur war.

An do geet awer kloer ervir, dass dee Jonken, deen aus enger Mesur kënn, absolut besser Chancen huet um Aarbechtsmaart, wann een de Bilan mécht no sechs Méint, wéi dee Jonken, deen net an enger Mesur war. An deen Écart ass méi grouss beim CIE wéi beim CAE, mä souguer beim CAE ass en net négligeable.

Dorop opbauend muss mer elo kucken, dass effektiv, duerch e bessere Suivi vun der ADEM, duerch déi komplementär Formatioun, déi mer deene Jonke mussen ginn, déi Mesuren effektiv eng „success story“ um Aarbechtsmaart ginn. Mä et wier elo dat falscht Signal, ze soen: „Bon, d'Kris ass eriwuer, elo débrouilléiert lech alleguer, gitt kucken, dass Der eng Aarbechtsplaz fannt, an da wäert dat scho klappen.“ Dat ass net eng seriö proaktiv Aarbechtsmaartpolitik.

Mir mussen déi jonk ënnerstetzen, mir mussen et fäerdeg bréngen, och déi, déi méi schwach sinn, an eng Aarbechtsplaz ze bréngen. A besonnesch déi méi Schwach, déi leien eis natierlech um Häerz. Mir hunn eng Rei vu jonke Leit tëschent 16 an 20 Joer, déi an der ADEM ageschriwwen sinn an déi effektiv en Niveau inférieure, déi iwwerhaupt keng Qualifikatioun hunn. Mir hunn elo vun dem Januar un eng Politik, dass mat deene Jonken obligatoresch an dräi Méint muss e Projet professionnel gebaut ginn. Dass se mussen accompagnéiert ginn, fir esou e Projet professionnel ze développieren.

Mir wäerten no dräi Méint deen éischte Bilan zéien, wéi wäit dat ons gelongen ass. Déi jonk tëschent 16 an 20 Joer ouni Qualifikatioun, fir an dräi Méint deenen eng Propositioun ze maachen, fir se net am Däischteren ze loossen an net hinnen d'Impressioun ze ginn, dass si schonn an der Gesellschaft ofgeschriwwen sinn. Mir nennen dat Coup de pouce jeunes, besonnesch fir déi jonk, déi am schwächste sinn.

Iwwert den CAE hunn ech scho geschwat. Ech kann lech also an deenen nächste Wochen, wann Der dat wëllt, an der Chamberskommissioun och déi éischt Evaluatioun ginn iwwer CIE an CAE. Ech mengen, ech wäert lech elo net hei bombardéieren mat Chifferen, mä mir kënnen also an der Kommissioun iwwert déi éischt Chiffere vun Evaluatioun ganz sécher weider diskutieren.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Aarbechtsminister Nicolas Schmit. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6208 ass ugeholl mat 43 Jo-Stëmmen, géint 17 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marcel Oberweis), Lucien Weiler (par M. Raymond Weydert), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner (par M. Xavier Bettel);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6170 iwwert d'Organismes de placement collectif. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Meisch, den Här Negri an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorebelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

6. 6170 - Projet de loi concernant les organismes de placement collectif et

- portant transposition de la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) (refonte);

- portant modification:

- de la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

- de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

- de l'article 156 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Lucien Thiel** (CSV), rapporteur. - Merci, Hâr President. Kolleegeinnen a Kolleegeen, wéi ech virun e puer Deeg e Journalist um Radio héieren hu vun den „U.C.I.Ten“ schwätzen, do ass mer bewusst ginn, wéi wéineg mir eigentlech iwwert dat Geschäft wëssen, dat entretemps zum Haaptpillier vun eiser Finanzplaz ginn ass. An déi Finanzplaz dréit bekanntlech hirersäits e gudden Dréttel zu eise nationalen Akommes bäi. Wat jo net grad näischt ass!

Wann elo schon d'Journalisten, déi jo vu Beruffs wegen alles wësse missten, d'Waffe virun där komplexer Finanzwelt strecken, kann ee sech lichter virstellen, datt den einfache Bierger näischt mat den OPCen, den OPCVMen, den FCPen, den SICAVen, den SIFen an den FISen um Hutt huet, egal wéi vill déi och nach zu sengem Wuelstand bäidroen.

D'Fongenindustrie, wéi mir eis ugewinnt hunn dee Finanzberäich ze nennen, an deem sech den Handel mat Investmentfongen ofspilt, dat si bei eis am Ablack 3.650 Organismes de placement collectif, ofgekierzt OPC, mat enger 11.500 Énnerfongen, déi iwwer 2.100 Milliarden Euro hei zu Lëtzebuerg verwalten. Alles Suen, déi vu Spuerer uechtert d'Welt an deene verschiddensten Zorte vu Fongen ugeleucht an da vun hei aus iwwert dee ganze Globus gestreet ginn.

Dat sinn awer nieft deenen implizéierte Banken och 400 spezialiséiert Firmaen, déi énnert dem Sammelbegrëff Autres professionnels du secteur financier - erëm eng Kéier ofgekierzt heesche se dann PSF - rangéieren an déi gutt a gär erëm em déi 8.000 Leit vun deenen insgesamt 42.000 am Finanzsecteur beschäftegen, an dat ouni déi sougenannte PSF de support, mat deenen nach eng Kéier esou vill Leit hiert Brout verdéngen.

Mä dat sinn och nach op d'mannst zéng Milliounen Kierperschaftssteieren - obwuel d'Fonge jo direkt keng Steier, déi Steier net brauchen ze bezuelen - an dat si virun allem 600 Milliounen Euro, déi a Form vun Taxe d'abonnement dëst Joer beim Finanzminister erakommen. Eng Steier, déi jo elo virun allem iwwert d'Fongen erakënn, nodeems mir jo d'Holdingen hu missen ofschafen, fir déi d'Taxe d'abonnement sengerzäit agefouert gi war.

Wann ee wëllt en Ausländer impressionéieren, deen nach ëmmer mengt, bei eis géife sech nëmme Steierstrépperten an aner Finanzgauner erëmdreien, da geet et duer, datt een him énnert d'Nues reift, datt Lëtzebuerg deen zweetgréisste Fongestanduert weltwäit ass a souguer dee gréissten iwwerhaupt, wann een nëmme dat grenziwwerschreidend Geschäft considéréiert, vun deem mir eis ëmmerhin entre-temps 85% énnert den Nol gerappt hunn.

A wann een deemselwechten Ausländer dann och nach seet, datt dee Succès, de Succès vun deene Fongen, glat a guer näischt mam Bankgeheimnis ze dinn huet, da versteet deen d'Welt iwwerhaupt net méi.

Et sollt een awer dann ophalen, den Nol weider anzeklappen an net och nach explizéieren, wéi et dozou komm ass. Et ass net ëmmer gutt, wann ee sech ze vill an d'Kaarte kucke léisst! Dir verstitt elo gläich, firwat.

Et ass nämlech eenzeg an eleng dem Émstand ze verdanken, datt op Bedreiwe vun e puer Spezialisten op der Plaz 1988 Lëtzebuerg als éischt EU-Land déi Direktiv a säin nationaalt Recht ëmgesat an domat dee Prozess lassgetrueden huet, deen eis zu deem gemaach huet, wat mir haut sinn: nämlech den onbestridene Champion vun der Fongenindustrie.

Säit där mémorabler Transpositioun virun 22 Joer wësse mir, wat et heescht „first mover“ ze sinn. A wat dat alles mat sech bréngen kann, wann een deen Éischt an op ass! Duerfir dierft et dann och net verwoneren, wa mir weiderhin op déi Roll vum „first mover“ aus sinn, wéi dat zum Beispill och mat dësem Gesetz wäert de Fall sinn.

Hâr President, déi Direktiv, déi mir 1988 als Éischt an Europa ëmgesat hunn an dank där d'Veermaartung vun de Fonge vun enger eenzeger Plaz aus queesch duerch Europa méiglech ginn ass, huet offiziell UCITs I geheescht. Haut solle mer d'UCITs IV ëmsetzen, wat schonn eleng en Zeechen derfir ass, datt sech an der Tëschenzäit Etliches gedoen huet an deem dote Beräich an datt de gemeinsame Maart fir d'Investmentfonge säithier Schrëtt fir Schrëtt ausgebaut ginn ass.

D'Direktiv UCITs IV ass d'Resultat vun acht Joer Gediskutéiers a Gedebattéiers an den EU-Kreesser, déi nach eng Schëpp weider op den Erfolg vun de Fongen an Europa einfach dropleeë wëllen. Émmerhin hat deenen hire Volume - dee Volume vun de Fongen, vun deenen an de Fonge verwalte Suen - sech a knapps enger Dose Jore verfënnfacht.

D'Bréisseler Kommissioun hat 2006 an engem Wäissbuch d'Quintessenz vun deenen Iwwerleeunge vun deenen acht Joer néiergeschriwwen an eng Rëtsch Virschléi gemaach, fir d'Konditiounen an d'Émfeld vun der Fongenindustrie nach ze verbesseren.

Si war deemools zu der Konklusioun komm, datt virun allem iwwer véier Piste misst virgaange ginn:

Et misst, éischtens, mat der Zerstückelung vun deem europäesche Fongegeschäft opereraamt ginn, eng Zerstückelung, déi sennvoll Economies d'échelle onméiglech mécht, wat dann als Resultat huet, datt d'Fongenindustrie an Europa a puncto Käschten an och a puncto Effikassitéit einfach net mat hirem gréisste Konkurrent, nämlech dem Weltmaartleader Amerika mathale kann.

Zweetens misst een dofir dee gemeinsame Fongemaart zum Beispill duerch Fusiounen nach méi matenee verschmelzen an et esou fäerdeg bréngen, datt och no deeneselwechte Spillregelen iwwerall gespilt géif ginn.

Drëttens misst nach weider un der Protektioun vum Investisseur geschafft ginn, deen ëmmer erëm d'Victime vun entweder oncapabelen oder awer skrupellose Finanzjongleuren à la Madoff gëtt, déi nëmme drop aus sinn, mat de Leit hirer Geiregkeet räich ze ginn, egal wéi aarm hir Klienten dobäi ginn!

A schliesslech, véiertens, missten d'UCITs-Direktiven I bis III, also déi virdru waren, an deem Sënn iwwerschafft ginn an duerch eng nei Direktiv ersat ginn, eben déi UCITs-IV-Direktiv, iwwert déi mer haut schwätzen.

Am Juli d'lescht Joer war et dann esou wäit. D'Direktiv UCITs IV war gebak a sollt bannent zwee Joer vun den EU-Länner un d'Rulle bruecht ginn. Si raumt an enger Rei vu Punkte mat verschiddenen Handicapen op, déi d'Fongenindustrie bis dohin behënnert hat an déi hir am Wee stoungen, wann et ëm Zesummeschlëss a grenziwwerschreidend Extensioun goug.

D'Direktiv an hir Lëtzebuergër Ëmsetzung, déi ëmmerhin 120 Säiten déck ass, léisst sech hirersäits a siwe Punkte resuméieren, vun deenen der allerdéngs nëmme sechs an der Direktiv selwer stinn an dee siwenten éischter eng Aart Lëtzebuergër Hausmaacher Kascht ass.

Éischtens gëtt et an Zukunft net nëmme den europäesche Pass fir d'Fonge selwer - dat hu mer schon 1988 agefouert -, mä och fir déi, déi déi Fonge géréieren a se verdreien. Dat heescht, et geet duer, datt een an engem EU-Land den Agrément vun der zoustänneger Instanz huet - bei eis ass dat bekanntlech d'CSSF -, fir sech egal wou an Europa mat Fongen ofzeginn.

Beispill: En italesche Fongegestonnaire kann ouni Weideres elo e Lëtzebuergër Fong europawäit verdreien, wéi ëmgekéiert e Lëtzebuergër Gestonnaire en italesche Fong queesch duerch d'EU un de Mann respektiv un d'Fra bréngen kann.

Zweetens gëtt d'Autorisatiounsprozedur, fir e Fong opzeleeën an en europawäit ze vermaarten, vereinfacht. Et geet duer, datt de Gestonnaire senger Opsicht doheem seng Absicht matdeelt, datt hien op e bestëmmte Maart wëllt goen, do wëllt aktiv ginn. Hie kritt da gréng Luucht am Zilland, nodeems d'Kontrollinstanz do vun hirer Schwësterorganisatioun, hei bei eis am Heemechtsland, einfach per E-Mail - also och do huet d'modern Zäit Anzuch gehalten - an d'Bild gesat ginn ass.

Drëttens gëtt, fir d'Fusiounen tëschent den Opérateuren ze erliichter an op déi Aart a Weis eben där sougenannter Economies d'échelle erauszeklappen, eng vereinfacht Autorisatiounsprozedur bei Fusiounsträg agefouert, déi och zum Beispill virgesäit, datt et duergeet, wann een dräi Véirel vun den Investeuren mat esou enger Fusioun op senger Säit huet, also wann déi mat d'accord sinn.

Véiertens wäert vun elo un de Prinzip vum „Master-Feeder-Fund“ och fir d'OPCVMen, also d'Organismes de placement collectif en valeurs mobilières, gëllen, vun deenen hei ëmmer Rieds geet. Deen „Master-Feeder-Fund“-Konzept ass eng Kombinatioun vu méi Fongen, bei där déi eng, wéi den Numm et seet, en Haaptfong fidderen. Do gëtt da keen Énnerscheed gemaach, ob déi Combine sech am nationale Kader oder grenziwwerschreidend ofspilt.

Fënneftens gëtt dee Prospekt, deen 2001 vun der UCITs-II-Direktiv agefouert gi war an deen aus enger Hällewull Klenggedrëcktem besteet, elo duerch en neie Modell ersat, deen heescht dann „KII“ - laacht elo net, et wëllt heeschen: Key Investor Information -, mat deem de Client an einfachen a verständleche Wierder iwwert d'Natur vum Fong, iwwert deem seng Risiken, seng Käschten an och seng Kursentwécklung, dat heescht am Fachjargon seng Performance an d'Bild gesat gëtt.

Natierlech muss déi KII oder Key II, wéi ee wëllt, an d'Sproche vun all deene Länner iwwersat ginn, wou de Fong ugebuede gëtt.

Sechstens läit et wuel op der Hand, datt bei esou vill Verflechtungen tëschent deenen eenzelen Nationalmäert d'Zesummenaarbecht vun den Opsichtsorganen muss optimal sinn. Duerfir gesäit d'Direktiv eng nach méi intensiv Kooperatioun tëschent deenen Instanze vir, déi jo awer - dat soll een och net verstoppen - schon zimlech enk haut mateneen zesummeschaffen.

A siwintens, an domat si mer bei der Hausmaacher Ajoute an dësem Ëmsetzungsgesetz ukomm, ginn eng Rei steierlech Dispositiounen virgesinn, déi sech nëmme op eist Land bezéien. Engersäits ginn all déi fiskalesch Mesuren an dat neit Gesetz iwwerholl, déi schonn am alen Ëmsetzungsgesetz vun 2002 stoungen. Well dëst Gesetz léist jo elo dat aalt of.

Anerersäits ginn och bei den „Master-Feeder-Funds“ d'Realisatiounsgewënner, déi ufalen, wann ee seng Fongenundeeler verkeeft, genesou vun der Steier verschont wéi déi auslännesch Fongen, déi vun engem Lëtzebuergër géréiert ginn. Dat eben, fir d'duebel Besteuerung ze évitéieren.

A schliesslech ginn déi nei Indexfongen, am Fachjargon ETF - also „exchange traded funds“ - genannt, vun der Taxe d'abonnement befreit. Eng Décisioun, déi de Budgetsrapporteur vun zejoert freet, besonnesch freet, well hien deemools gemengt hat, mat esou enger Exonératioun kéint een dëst neit Geschäft nawell bei eis un d'Rulle kréien.

Hâr President, Kolleegeinnen a Kolleegeen, de Statsrot a mat etlecher Verspéidung och d'Chambre de Commerce hunn den Ëmsetzungsprojet analyséiert a kommentéiert a sinn zu enger Rei méi detailléierte Virschléi komm, deenen d'Finanzkommissioun dann och gréisstendeels Rechnung gedroen huet.

Just ee Punkt am Avis vum Statsrot war méi problematesch, well hie mat der Menace vun enger Opposition formelle verbonne war. Ausléiser war alt erëm eng Kéier de legislative Stellwäert an d'Kompetenz vun enger Kontrollinstanz, an dësem Fall also vun der CSSF, déi hir Origine am angelsächschesche Recht huet an déi sech schwéier mat eise laténgesche Recht ënner een Hutt bréngen léisst.

Mir hu schonn hei op dëser Plaz méi dacks iwwert de Problem geschwat, bei deem ee beileiwen dem Statsrot a senger legalistescher Approche kee Virwurf maache kann. Ech bleiwen derbäi, datt mir dofir ee fir alle Mol missten deenen Iwwerwachungs-gremien, ob et elo d'CSSF ass, ILR oder wéi se all heeschen, en ugemeessene Rechtsstatus ginn - firwat net an der Verfassung? Well nëmme esou wäerte mir et fäerdeg bréngen, datt dat éiweg Gestreits iwwert deene Kontrollinstanzen hir Kompetenzen endlech ophéiert.

D'Finanzkommissioun huet dës Kéier kuerze Prozess gemaach als Reaktioun op de Statsrot a si huet deen ëmstriddene Punkt - et goug drëm, ob eng bestëmmten Dispositioun an e Reglement vun der CSSF oder an d'Gesetz selwer gehéiert - einfach ewechgelooss, quitte datt ee spéider an engem anere Gesetz erëm drop zrëckkënn. De Statsrot war och domat d'accord.

Iwwerregens, esou eng Nobesserungsgeleeënheet wäert sech dann och geschwé bidden, well scho steet eng nei, eng weider Direktiv virun der Dier, déi virun e puer Woche vum EU-Conseil a vum Europaparlament ofgeseent ginn ass an déi eng net manner grouss Bedeutung fir eist Land wäert hu wéi d'UCITs IV.

A well jiddweree weess, datt mir och bei där Direktiv - et geet ëm den EU-Pass fir d'Gestonnairé vun den Hedgefongen, deene berühmten - der Finanzplaz et schëlleg sinn, nees eis Roll als „first mover“ ze spillen, wäert déi Ëmsetzung ganz geschwënn op eis Chamber zoukommen.

Wien den Text vun dësem Gesetz iwwert d'Ëmsetzung vun der UCITs-IV-Direktiv opmierksam liest, dee wäert sech allerdéngs froen, firwat déi Hetz huet misse sinn, wou dach déi Direktiv eréischt den 1. Juli dat anert Joer a Kraaft trëtt. Dat Lescht stëmmt wuel, mä et dierf een net vergiessen, datt d'Gestonnairé an all déi aner Opérateuren sech an hir Systemer nach mussen op déi nei Dispositiounen ëmstellen, wat natierlech seng Zäit brauch. Mä, wat nach méi wichteg ass, mengen ech, ass: Doduerch, datt mir alt erëm eng Kéier d'Nues vir hunn, gi mir e kloert Signal un d'Mäert. E Signal, datt mir d'Nummer eent sinn an datt mir och wëlles hunn, dat weider ze bleiwen.

Et kéint een elo nach des Laangen an des Breeden doriwuer philosophéieren, wat UCITs IV dann elo eise Land an och senger Finanzplaz Besonnesches bréngt. Mä ech mengen, dat eriwwegt sech, wann ee bedenkt, wat fir eng Spëtzepositioun mir am Fongebereich ze verdeedegen hunn a wat domat bei dëser Direktiv fir eist Land um Spill steet.

Gewëss bréngt déi nach méi grouss Overture vun eise Fongebereich, dee mir bis elo net fir näischt och alt emol probéiert hunn hanner Wands ze halen a géint d'Konkurrenz ofzeschotten, deen een oder anere Risque fir eise Fongestanduert mat sech. Schliesslech ersetze mir mat dësem Gesetz souzosen eng kleng Dier duerch eng Scheierpaart, duerch déi de Konkurrenzwand dann e bësse méi rau wäert bloesen.

Wann een awer op där anerer Säit der Prognos vun den Experte gleewe kann, déi mengen, duerch dës Direktiv géif de Volume vum Fongegeschäft ëm iwwer 40%

an Europa an d'Luucht, da misst dat eis éischer berouegen, well do misst dann och fir den Nummer eent an Europa, an dat si mir jo bekanntlech, nach Etleches u Geschäfte dra sinn. Also, Raison de plus deemno, fir schnell ze handelen. An dat wëlle mir jo och haut maachen.

Ier ech et vergiessen: UCITs steet iwwrengs fir „Undertaking for Collective Investment in Transferable securities“. Mä dat kann een och direkt erëm vergiessen. Fir eis sinn a bleiwen et d'Fongen, an dat hofentlech nach laang.

An duerno, mengen ech, wonnert et lech net, wann ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deemem Projet ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem honorable Rapporteur Lucien Thiel. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Claude Meisch (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi de Rapporteur Lucien Thiel et gesot huet, gëtt mat dëser Direktiv UCITs IV en europäesche Pass fir d'Sociétés de gestion vu sougenannten OPCVMen, den Organismes de placement collectif en valeurs mobilières agefouert. Hien huet dat doten an eng Geschicht gesat, eng Geschicht, déi 1985 ugaangen ass, wou den éischte Pass fir europäesch Fonge geschaf gouf, deen eigentlech de Grondsteen och war fir déi lëtzebuergesch Fongenindustrie.

Mir hunn dat deemoools gemaach, wat mer och an anere Punkten zënterdeem gemaach hunn a wat mer jo och probéieren hei ze maachen: nämlech den „first mover“ ze sinn, deen, dee fir d'Éischt eng performant a kompetitiv Légitimation an engem Domän vun der Finanzindustrie en place setzt, dee Vertraue soll schafen, virun allem un d'Acteure vun der internationaler Finanzindustrie, déi solle wëssen, wat zu Lëtzebuerg an deem doten Domän geschitt; déi solle wësse mat Zäit och, wat fir eng Aktivitéit se wéi an op wat fir eng Aart a Weis kënnen zu Lëtzebuerg usiedelen an hei kënnen dévelloppéieren.

Dëse Projet de loi, deen dann d'Direktiv UCITs IV ëmsetzt, dréit enner aneren - an de Rapporteur huet et gesot - zu enger Vereinfachung bäi vun enger ganzer Rei vu Prozeduren, enner anerem och, wann et ëm Fusioune vun OPCVMen geet. E schaaft eigentlech eng nei Effikasitéit fir d'Gestionnaire vun de Fongen. An, mengen ech, wat och ganz wichteg ass, en dréit zu engem Plus vun Informatiounen an och vun Transparenz bäi, wat grad no deem, wat mer virun zwee Joer erlieft hunn, ee vun deene groussen Atoute muss si vun der Finanzplaz Lëtzebuerg, fir d'Garantien ze ginn, datt dat, wat mer hei maachen, korrekt ass, datt dat stabil ass, datt dat Geld, wat hei géréiert gëtt, vu kompetente Leit a kompetente Strukturen géréiert gëtt. Duerfir sinn Transparenz an Informatioun eben och vu ganz, ganz grousser Bedeutung.

Ech brauch net méi nach emol drop anzegoen - de Lucien Thiel huet et gemaach: D'Bedeutung vun der Fongenindustrie ass explodéiert an deene leschte Joren. Wa mer 1990 nach 805 Fongen haten zu Lëtzebuerg mat 1.727 Kompartimenter an 72 Milliounen Euro, déi doranner géréiert gi sinn, da sinn et am Oktober 2010 3.645 Fonge gewiescht mat net manner wéi 12.814 Kompartimenter an 2.107,5 Milliarden Euro vu Verméigen, déi do géréiert ginn, hei op der Plaz Lëtzebuerg.

Domadder ass e ganz zolidd Standbeen am Laf vun deene leschten 20 Joer vun eiser Finanzplaz entstanen, e Standbeen, wat haut mat den Haaptpillen vun eiser Finanzplaz ginn ass, nieft dem „private banking“, a wat sécherlech derzou bäidréit, datt dat, wat mer vläicht fäerten, wat am „private banking“ sech aneschters géif dévelloppéieren déi nächst Joren, datt dat awer och duerch en Ausbau vun der Fongenindustrie zu Lëtzebuerg kéint kompenzéiert ginn.

Ech wëll lech weider Zuelen erspieren, wat dat doten en termes vum Emploi heescht, wat dat doten en termes vu Steierrecetten heescht, a verweisen do op déi interessant Ausféierunge vu mengem Virriedner, deem ech wëll Merci soen, och fir säi gesamte schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Wann et ëm d'Zukunft vun der Fongenindustrie zu Lëtzebuerg geet, dann ass dat heiten e wichtige Schrëtt, an et ass eben och wichteg, datt mer hei nees erëm eng Kéier deen Éischte sinn, deen dës Direktiv mat Zäiten ëmgesat huet. Mir mussen also eis Légitimation schnell un déi international Entwécklung upassen. Ech mengen do sécherlech déi europäesch, mä och déi international Entwécklung upassen. Mir mussen eis Légitimation awer och kloer halen, mir musse se liesbar halen, mir musse se transparent halen, an an deem Sënn ass et gutt, datt mer dee Schrëtt hei gemaach hunn.

Ech wëll awer och nach eng Kéier op ee méi e kriteschen Toun vun der Chambre de Commerce verweisen, deen et eigentlech bedauert, datt déi véier Actes d'exécution vun der Direktiv, déi viru kuerzem och geholl goufen, hei net mat ëmgesat goufen an datt dat dann zu engem spéideren Zäitpunkt wäert gemaach ginn. Hätte mer et an engem Worf gemaach, wär et sécherlech zu engem Plus vun der Lieserlechkeet vun deem Text do herno och komm.

Fir d'Zukunft vun der Fongenindustrie auszebauen, ass dat dote wichteg. Et geet awer sécherlech net duer. Mir mussen nach méi schnell, wéi mer dat bis ewell maachen, och op d'Kommunikatioun setzen. Mir mussen d'Avantagë vun der Fongenindustrie vum Standuert Lëtzebuerg fir d'Fongenindustrie weider no baussen droen uechtert d'Welt; mir musse Réseaux schafen, opbauen, respektiv op bestehend Réseaux och zrëckgräifen, fir déi Argumenter, déi stark Argumenter, déi mer hunn, fir weider Fongegeschäfte kënnen op Lëtzebuerg unzezeien, nach méi bekannt ze maachen.

Sécherlech e ganz positivt Beispill ass d'Ouverture vun där Agence vun der ALFI zu Hongkong. Do géif et nach aner Méiglechkeete ginn. Wéi ass et mat ähnlechen Agencen an de BRIC-Staten? Wat mécht de lëtzebuergesche Stat, fir d'Fongenindustrie doranner ze ennerstetzen, nach méi präsent ze sinn op Zukunftsmarchéen a Länner, déi sech nach ganz staark wäerten dévelloppéieren?

Mä et geet net nëmme duer, drun ze denken, fir nei Büroen doruechter opzemaachen. Vlächcht sollte mer och kucken, déi bestehend Strukturen, déi mer hunn, zum Beispill Trade and Investment Offices, déi jo bestinn uechtert d'Welt, fir déi och nach méi staark heieran anzebannen.

Eng aner wichteg Fro, wann et ëm d'Zukunft geet, ass sécherlech och déi vun der Ëmsetzung vun där nächster Direktiv, de Lucien Thiel huet et gesot, nämlech där vun den Hedgefongen, wou mer natierlech och do musse probéieren, nees schnell ze sinn, awer och gutt ze sinn, well dat jo wierklech och momentan een Domän ass, deen zwar vill an der Kritik stoung international, mä doduerch awer och a Bewegung komm ass, a Lëtzebuerg do éischer um Rand just bis ewell betraff war an aktiv war. Mä well international am Hedgefongebereich vill a Bewegung ass, kënnen mer do vlächcht déi eng oder déi aner Kaart spillen, wa mer eis richtig uleeën.

Chancë kënnen och eventuell opgezeechent ginn duerch dat Wäissbuch, wat d'Europäesch Kommissioun d'nächst Joer wëllt iwwert d'Pensionsfonge virleeën. Do géllt et och erëm eng Kéier fir Lëtzebuerg, aktiv a proaktiv ze sinn, fir mat Zäiten an dem Wäissbuch erauszeliessen, jo, a wat fir eng Richtung kann d'Entwécklung goen, a wou kënnen mer haut schonn déi néideg Jalonë setzen, fir dann, wann eng Kéier nächst Direktive kommen, fir datt mer dann do richtig opgestallt sinn.

Datselwech géllt eigentlech och fir d'Direktiv vun den „Alternative Investment Fund Managers“, déi mer och musse schnell ëmsetzen, fir och an deem Domän präsent ze sinn, an do ganz besonnesch och ze kucken, datt mer de Succès vun

UCITs dann och op déi alternativ Fonge kënnen iwwerdroen. Och do ass et wichteg, an engem ganz spezifeschen Deel vun der Fongenindustrie, dee sécherlech och dem Image vun der Lëtzebuerg Finanzplaz nëmme ka guttdinn, datt mer op Promotioun an op Kommunikatioun setzen, fir och an deem doten Deel Kompetenzen op Lëtzebuerg unzezeien, spréich an deem Fall Gestionnairen, Fonge-Gestionnairen op Lëtzebuerg kënnen unzezeien.

Lëtzebuerg, an ech mengen, datt dat d'Politik zum Deel war, awer och d'Fongenindustrie, d'Finanzplaz selwer war laang Zäit kritesch par rapport zu der UCITs-IV-Direktiv, huet net nëmme Chancen dra gesinn, huet och Risiken dra gesinn. Ech mengen awer, datt et wichteg ass, datt mer international net als Bremser dostinn, datt mer international eis net nëmme zoumaachen, datt mer international kucken, datt mer éischer dat Ganz gesinn a kucken, wat fir eng Plaz datt mir am ganzen europäesche Marché kënnen spillen a kënnen anhuelen, a wéi dee gesamteuropäesche Marché sech kann entwéckelen. Do musse mer dann einfach eis och mat Zäiten heiansdo ëmstellen, och wann dat esou munches wäert fir eis änneren. Et wär schued, wa Lëtzebuerg Brems wär; Lëtzebuerg muss Motor sinn, och an deem doten Domän.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem Rapporteur, dem Lucien Thiel, Merci soe fir seng exzellente Rapporten. Dëse Projet de loi ass vu grousser Bedeutung fir d'Lëtzebuerg Fongenindustrie an domadder fir eis Finanzplaz am Allgemengen.

Bei der Domiciliatioun vun den Investmentfongen - OPCVMen - ass eis Finanzplaz laut Luxembourg for Finance weltwäit zu Lëtzebuerg Nummer 1, an dat mat engem komfortabele Virsprong, a gehéiert mat dem Vote vun haut an der Chamber an deem Domän och zu de sougenannten - wéi et elo scho gesot ginn ass - „first mover“, op Lëtzebuergesche gesot: „Deen Éischten ass vir.“

Dat neit Regelwierk UCITs IV, wat duerch dëse Projet de loi an nationaalt Recht ëmgesat gëtt, bitt genuch Chancen, fir eis Leaderpositioun an deem Beräich weider ze festegen. D'Fongenindustrie ass, wéi gewosst, niewent dem „private banking“ dat zweet Standbeen vun eiser Finanzplaz. Dëst Standbeen géllt et elo weider auszebauen, zumools wann ee weess, dass dat klassescht Bankegeschäft - fir et emol virsiichteg auszedrücken - am Moment e bëssen op der Plaz trëppelt. Käschtereduktions- an Ëmstrukturierungsmoosnamen hunn dozou gefouert, dass d'Zwëscherresultater bei de Banken Enn September 2010 alles anescht wéi brillant sinn. Den Trend weist am Moment leider kloer no ennen. Vill Sozialpläng sinn a Verhandlungen.

Här President, de Kompromëss, deen d'lescht Woch op EU-Niveau ausgehandelt gouf am Beräich vum Bankgeheimnis, gëtt eis eng gewësse Verschnaufpau an hält eis zumindest emol eng Zäit aus der internationaler an der europäescher Schosslinn. Am Endeffekt bedeit dëse Kompromëss awer eng weider Opweechung vum Bankgeheimnis.

De Bankesecteur ass amgang sech ëmstrukturéieren, an et ass net gewosst, ob déi klassesch Bankaktivitéiten erëm den Niveau vu virun der Finanz- a Wirtschaftskris erreche wäerten.

Eise Budgetsrapporteur Alex Bodry huet a sengem schrëftlechen a mëndleche Rapport schonns drop higewisen, dass momentan de gréissten Hoffnungsschimmer am Bankesecteur vun der Fongenindustrie kënn.

Dës dynamesch Entwécklung am Fongesecteur gëtt duerch d'Uwuesse vun der Taxe d'abonnement bestätegt. Am Total waren et ronn 600 Milliounen Euro Taxe d'abonnement fir 2010. Dat ass e Plus vu 25% par rapport zu 2009. Laut den Zuele

vun der CSSF huet de globale Patrimoine - 2.107 Milliarden Euro - vun de Fongen Enn Oktober 2010 quasi erëm den historresche Rekordniveau vun 2007 erreecht.

Här President, duerch dës EU-Direktiv ginn d'Investitiounsprodukter am Beräich vun den OPCVMen weider diversifizéiert, den Handel mat deemem Typ vun Investitiouns-fonge gëtt weider liberaliséiert a virun allem och vereinfacht.

D'Finanzkris huet eis geléiert, wéi wichteg et ass, dass d'Investisseuren de Produkt och wierklech verstinn, an dee se wëllen hunn ze investéieren an en connaissance de cause hir Entscheedungen ze treffen. Duerch méi verständlech a vereinfacht Informatiounen wäert den Investisseur an Zukunft d'Investitiounspolitik vum Fong besser novollzéie kënnen.

D'Aféierung vun engem europäesche Pass fir Gesellschaften, déi Fonge géréieren, eng schnell an einfach Notifikationsprozedur, fir d'Fongen an aneren EU-Memberstaaten ze kommerzialiséieren, grenzüwwerschreidend Fusionsméiglechkeete fir d'Fongen: Alles dat sinn Erneuerungen, déi éischens d'Kommerzialisatioun vun de Fongen EU-wäit vereinfachen a stimuléieren wäerten an zweetens och eng Käschtereduktioun mat sech brénge wäerten.

Duerch seng international gutt Reputatioun a qualitativ héichwäerteg Expertise ass de Lëtzebuerg Fongesecteur gutt placéiert, fir optimal vun diesen neien Opportunitéiten profitéieren ze kënnen.

D'Chambre de Commerce weist awer och an hirem Avis op e gewëssene Risiko hin, deen duerch d'Aféierung vun engem EU-Pass fir Gesellschaften, déi Fonge géréieren, besteet. Mëttel- bis langfristeg besteet e gewëssene Delokalisationsrisiko. Et ass duerchaus méiglech, dass Gesellschaften sech an aneren europäesche Finanzplazen, déi eng méi niddreg Käschterstruktur opzeweisen hunn, niddlerloossen a vun do aus hir Lëtzebuerg Fonge géréieren.

Duerfir lancéiert d'Chambre de Commerce an hirem Avis och en Appel un d'Fongenindustrie - ech zitieren: «La Chambre de Commerce en appelle à l'industrie des fonds pour maintenir l'excellence des spécialistes à un degré élevé de compétitivité intellectuelle de façon à continuer à attirer des professionnels à Luxembourg et à y maintenir une partie importante de la chaîne de valeur ajoutée.»

Här President, dëse Projet de loi gesäit niewent der Ëmsetzung vun der UCITs-IV-Direktiv och nach eng Rei aner Change-menter vir, nottamment e gewëssene Typ vu Fongen, déi sougenannten „exchange traded funds“ - ETF -, vun der Taxe d'abonnement ze befreien. Doduerch soll d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg verbessert ginn.

D'CSSF muss an deem Kontext awer ganz genau oppassen, wéi eng Zorten ETFen zu Lëtzebuerg zougelooos ginn! Well „swap“-baséiert synthetesch ETFen sech als héich komplex erweisen an och gewësse Risikoe beinhalten.

Mam heitege Vote brénge mir et fäerdeg, dat ganzt UCITs-IV-Regelwierk laang virum virgeschriwwenen Délai ëmzesetzen. Soumat huet dee ganze Fongesecteur Rechtssécherheet, Droit commun, a ka sech deemno laang genuch virun der Mise en vigueur den 1. Juli 2011 fir deen neie Créneau hei opstellen.

Domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Roger Negri. Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. Och mäi Merci zuéischt un de Rapporteur fir säin exzellente mëndlechen a schrëftleche Bericht iwwert d'UCITsen, d'„Undertakings for Collective Investment in Transferable securities“.

Mir wëssen allegueren, datt d'europäesche Fongen an der Moyenne e Volume hunn, dee fënnef- bis sechsmol méi kleng ass wéi d'Moyenne vun den amerikanesche Fongen. Si sinn doduerjer manner rentabel.



Déi nei Reglementatioun wäert et erlaben, fir eng etlech Économies d'échelle ze maachen, fir also d'Zuel vun den Investmentfongen ze reduzéieren, awer de Volume ze augmentéieren.

A Frankräich ass zum Beispill ausgerechent ginn, datt eleng fir déi franséisch Fonge pro Joer iwwert dee Wee 600 Milliounen Euro un administrative Käschte kéint gespuert ginn. Dat ass also eng wesentlech Verbesserung vun der Situatioun, speziell fir déi international Produkter, fir déi Fongen, déi international verkaaft ginn, well et ass fir déi, wou dës Direktiv - dës UCITs IV - haaptsächlech en Avantage bitt.

Et muss een also och festhalen, datt mer an dësem Gesetz elo an UCITs och eng etlech Verbesserungen an deem Sënn virgesinn hunn. Éischtens kënnen d'Sociétés de gestion an och d'Produkter selwer, dat heescht d'Fongen, elo fräi an Europa verkaaft ginn.

Et ass eng Verbesserung och virgesi vun der Informatioun vun den Investisseuren iwwert den „Key Investor Document“, dat soll méi einfach, méi lieserlech sinn an och präzis Informatioun ginn, fir datt deen, deen an esou e Fong investéiert, och da ganz gutt a kloer gesäit, wou et higeet. Dat ass jo oft kritiséiert ginn, speziell elo wéi d'Kris wor, datt eng etlech Leit geduecht hunn, si wieren do schlecht informéiert ginn. Doduerjer, datt een elo en eenheetlecht Dokument huet, ass dat eleite manifestement eng Verbesserung, well esou en internationale Pass, wéi mer deen elo fir d'Investmentfongen hei virgesinn, geet sonner Zweifel awer an déi richteg Richtung.

Wann UCITs IV Realitéit gëtt, da gesäit een, datt verschidden, no de Sondagen, déi gemaach gi sinn, 81% vun de Fonge géifen op Lëtzebuerg kommen a 15% an Irland, 4% géifen an aner Länner goen. Elo muss mir hei hoffen, datt, well mir déi Éischt sinn a mir also d'Nues vir hunn, mer also och wäerten dovunner profitéieren an datt och duerch déi nei Gesetzgebung d'Lëtzebuurger Finanzplaz gestärkt gëtt, datt mer och doduerjer hei fir ganz vill Aarbechtsplazen, fir gutt gesond Statsfinanze kënnen bäidroen. Et ass also e ganz wichteg Gesetz.

Duerfir wollt ech och den Accord vun der ADR zu dësem Gesetzesprojekt bréngen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. Elo kritt d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Här President, ech géif gärden all de Kollege Merci soe fir déi grouss Ënnerstëtzung, déi dësse Projet heibanne fénn, a virun allem och dem Rapporteur, dem Här Lucien Thiel, fir säi Rapport. Ech mengen, et ass richteg, datt an Zäiten och vu schwieriger wirtschaftlecher Situatioun mer déi Secteuren ënnerstëtzen, déi d'Kris relativ gutt iwwerstanen hunn, an déi Secteuren, déi zu eisem Land passen. An den Dénegschtleeschungssecteur ass nun eemol een, deen an engem klengen Land weider ka vläicht méi licht ausgebaut gi wéi aner Secteuren, well d'Gegebenheete geographescher an anerer Natur eben esou sinn, wéi se zu Lëtzebuerg sinn.

Dës Direktiv UCITs IV ass e ganz positive Schrëtt, eng nei Chance fir Lëtzebuerg. Et ass eng Chance fir Lëtzebuerg, well mer an dësem Beräich, wou mer den Nummer 2 an der Welt sinn hanner Amerika, den Nummer 1 an Europa, déi Leadershippositioun wëllen halen. Et ass eng gutt Direktiv, well se am Fong eng Vereinfachung vun der ganzer Dokumentatioun am Fongebereich, am reglementéierte Fongebereich mat sech zitt, e bessere Schutz vum Investisseur virgesäit, an och eng Käschterreduktioun am Fong duerch dës Reduktioun kennt. Duerfir, mengen ech, ass et e gudden Text.

Mä virun allem sinn ech natierlech ganz frou, an ech mengen, mir kënnen zesumme stolz drop sinn, datt Lëtzebuerg hei erëm eng Käier dat éischt Land ass, wat dës Direktiv ëmsetzt. Domadder hale mer déi Leadershippositioun, déi mer scho fir de Moment an der Welt hunn.

An duerfir sinn ech och ganz d'accord nottamment mat deem, wat den Här Meisch hei gesot huet, datt mer mussen weider Ef-

fortë maache bei der Promotioun an der Kommunikatioun. Mä déi hu mer an deene leschte Méint gemaach. Déi muss ee verstärkt nach maachen.

Ech hu gesi bei menge kierzleche Reese fir d'Promotioun virun allem vun de Fongen a Latäinamerika oder an Asien, datt den Numm UCITs verbonne mat Lëtzebuerg schon extrem bekannt ass. Mir sinn zum Beispill zu Hongkong bäi Wäitem den Nummer 1 vun de grenziwwerschreidende Fonge virun Irland. An dat sinn esou vill Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg.

Et geet hei drëm, weider Aarbechtsplazen ze schafen a weider Steiereinnahmen duerch déi Aktivitéiten ze kréien. Duerfir maache mer och e Büro zu Abu Dhabi op. Duerfir suerge mer och derfir, datt déi „Trade and Investment Offices“, déi Lëtzebuerg huet, verstärkt och fir d'Finanzindustrie Reklamm maachen.

Déi Kommunikatioun geet also weider an och déi Promotiounsvisiten. D'Kommunikatioun, déi domat zesummenhängt, wäerte mer och verstärkt am nächsten an iwwernächste Joer weider maachen, besonnesch, well et drëm geet, och nei Marchéen nach derbäizekréien. Et geet net nëmmen duer, datt mer eis erklären an eisen direkten Nopeschlänner; dat ass vläicht méi wichteg an der Activité de banque privée. Mä bei der Fongenindustrie si mer an engem weltwäite Business. An an enger globaler Welt muss een och global präsent sinn.

Et ass gutt, datt dëst Gesetz haut gestëmmt gëtt, datt mer dat éischt Land sinn, wat déi Direktiv ëmsetzt. An ech wëll hei soen, datt mer och bei der Direktiv iwwer alternativ Investmentfonge wäerten déi Éischt sinn, déi dat maachen. Dat kann een nach net ganz direkt maachen, well déi Direktiv ass nach net a Kraaft. UCITs trëtt elo den 1. Januar a Kraaft. Mä soubal och déi Direktiv formell a Kraaft ass, wäerte mer och do mat engem Projet de loi kommen, verbonne mat enger Rei vun noutwendege steierlechen Arrangementen, fir fir déi Asset Manageren, déi ganz gutt Angeboter gemaach kréien, notamment an aneren europäesche Länner, och zu Lëtzebuerg ze kucken, d'Rahmebedéngungen esou ze gestalten, datt se och op Lëtzebuerg als eng méiglech Adress kommen.

Dorunner schaffe mer. Mir brauchen do eng Rei Spezialregelunge fir héich qualifizéiert Spezialisten, déi mer an deem dote Beräich brauchen, an dat maache mer! An deem Sënn e grouse Merci un d'Chamber fir hir effikass a schnell Aarbechten.

Erlaabt mer - une fois n'est pas coutume -, och hei am Numm vun der Regierung dem Statsrot Merci ze soen. Well dee Projet de loi war wierklech e ganz décke Projet de loi, an de Statsrot huet och hei an enger ganz kuerzer Zäit en héich technesche Projet de loi aviséiert. Dat ass gutt fir d'wirtschaftlech Entwécklung vun dësem Land.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Finanzminister. Domadder wäere mer um Enn vun der Diskussioun. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6170 ass ugehall mat 59 Jo-Stëmmen, géint 1 Enthaltung.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger

Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner (par M. Xavier Bettel);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Wëllt deejéinegen, dee sech enthalen huet, seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6183 iwwer eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'TVA. D'Riedezeit ass nom Basismodell festgeloecht. Et huet sech bis elo just geschrivven den Här Meisch. Elo huet d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Norbert Hauptert. Här Hauptert, Dir hutt d'Wuert.

7. 6183 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée et portant transposition

- de l'article 3 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;

- de la directive 2009/69/CE du Conseil du 25 juin 2009 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne la fraude fiscale liée aux importations;

- de la directive 2009/162/UE du Conseil du 22 décembre 2009 modifiant diverses dispositions de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée;

- de la directive 2010/66/UE du Conseil portant modification de la directive 2008/9/CE définissant les modalités du remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée, prévu par la directive 2006/112/CE, en faveur des assujettis qui ne sont pas établis dans l'État membre du remboursement

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Norbert Hauptert (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegen, wann een de leschte Rapporteur virun der Chrëschtvakanz ass, da sinn d'Erwaardungen un ee ganz grouss, an zwar déi, dass ee ganz kuerz soll sinn.

(Hilarité)

Ech wäert wéi gewéinlech Är Erwaardungen net hei enttäuschen. Erlaabt mer awer, kuerz op déi Haaptprinzipië vun der Ännerung vun dësem Projet anzegoen.

De Projet, dee gesäit vir d'Transpositioun vu véier Direktiven an eis national Gesetzgebung, véier europäesch Direktiven, déi eng Ännerung vun dem Gesetz vun 1979 iwwert d'TVA bedéngen. Un éischer Stell hu mer d'Transpositioun vun der Direktiv 2008/8 iwwert den Uert, an deem verschidden Dénegschtleeschunge prestéiert ginn, an domat iwwert den Uert, wou se am Fong geholl der TVA ënnerworf sinn a wou d'TVA muss bezuelt ginn.

D'Modifikatioun, déi den 1. Januar 2011, dat heescht den 1. Januar, deen elo hei gläich an d'Land steet, déi also da soll a Kraaft trieden, betrëfft virun allem déi kulturell, artistesch, sportlech, wëssenschaftlech, éducativ an Ënnerhalungsaktivitéiten, déi un eng Persoun prestéiert ginn - eng Persoun, déi och der TVA ënnerworf ass -, an dat ass wichteg, fir dat ze ënnersträichen. Bis elo gouf d'TVA op deenen Aktivitéiten an Dénegschtleeschungen do erhuewen, wou déi Aktivitéite stattfonnt hunn. Vum 1. Januar u solle se do der TVA ënnerworf ginn, wou den Empfänger vun deenen Dénegschtleeschungen - wann en also och der TVA ënnerworf ass -, wou deen etabléiert ass.

Als Zweet hu mer d'Transpositioun vun der Direktiv 2009/69 iwwert de gemeinsame System, wat d'Bekämpfung vun dem Steuerbedruch op den Importatiounen ubelaangt, Importatiounen, déi zu intercommunautären Transferten Ulass ginn hunn an doduerch zu enger Exonératioun vun der TVA am Importland gefouert hunn. Bis elo war et esou, dass all Land déi Importatiounen no sengem eegene Gutdünke behandelt huet, wat zu deene berühmten „fraudes carousel“ gefouert huet, déi d'Länner vun der EU eng Onmass vu Steuerhannerzëunge kascht hunn. Dës Direktiv preziséiert d'Konditiounen, déi vum Importateur erfëllt mussen ginn, fir dass esou eng Exonératioun vun der TVA am Importland geschéie kann. Doduerch sollen d'Méiglechkeete vun der Steuerhannerzëunge a Grenze gehale ginn.

Als Drëtt fanne mer d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2009/162, déi punktuell Adaptatiounen vum TVA-Gesetz mat sech bréngt, déi awer déi grouss Prinzipië vun eiser Gesetzgebung iwwert d'TVA net beréiert. Viséiert ass de Regime vun der Liwwerung an dem Import vun dem elektresche Strom an dem Naturgas iwwer all Netzer a Systemer, an d'Liwwerunge vu Keelt an Hëtzt ginn och där Gesetzgebung bäigefügt.

Als Lescht hu mer d'Direktiv 2010/66 iwwert d'Modalitéite vun dem Zréckbezuelt vum der TVA u Persounen, déi net an deem Land wunnen, an deem d'TVA zréckbezuelt soll ginn, awer an engem anere Land vun der Europäescher Unioun. Dës Direktiv soll de Stéchdatum, bis zu deem eng Demande fir d'Zréckbezuelt vum der TVA agereecht muss ginn, vum 30. September 2010 op den 31. März 2011 verlängeren. Des Weidere gesäit de Projet de loi verschidden Upassung vum TVA-Gesetz vir, Upassung, déi eng virausgaangen Transpositioun vun Direktive concernéieren an déi sech aus der Praxis vun der aldeglecher Applikatioun vun dem Gesetz imposéiert hunn.

Déi verschidde Beruffschamberen hunn hiren Avis zu dësem Projet ofginn a sech och mam Projet averstane gesot. De Statsrot huet besonnesch d'Punkte kritiséiert, déi d'Konditiounen an d'Limité vun den Exonératiounen op verschidden Importatiounen iwwer Règlement grand-ducal wëlle regelen. De Statsrot war der Meinung, dëst wier net prezis genuch, besonnesch am Zesummenhang mat dem Artikel 101 vun eiser Constitutioun an der Jurisprudenz vun der Cour constitutionnelle iwwert d'Steieren. Doropshin hu mer, esou wéi de Statsrot et proposéiert huet, déi Dispositiounen, déi d'Regierung iwwer e Règlement grand-ducal wollt huelen, an d'Gesetz mat iwwerholl.

De Statsrot hat awer een Alinea vun där Dispositioun vergiess matzedeelen. Mir hunn et an der Kommissioun festgestallt a mir hunn dem Statsrot dat matgedeelt, an de Statsrot war d'accord, dass et sech do ëm eng „erreur matérielle“ géif handelen an dass mer dat kéinten an den Text mat afügen, ouni dass de Projet erëm sollt bei de Statsrot zréckgoen. Dat hu mer gemaach.

D'Chamberskommissioun huet och mäi Rapport esou ugehall, mat deenen Ännerungen, déi do virgesi waren. Ech hunn, wou mer awer de Rapport kritt hunn, festgestallt, dass am Text, esou wéi am Rapport virgesinn, och zwee Renvoien net ge-

stëmmt hunn. Do huet d'Verwaltung mech drop opmierksam gemaach. Mir hunn och déi Renvoïé geännert, well et sech och ëm eng „erreur matérielle“ handelt. Den Text, esou, wéi en awer hei läit, dréit deem nach net Rechnung. Deen Text, deen awer an d'Drëckerei gaangen ass, deen dréit deenen Ännerunge Rechnung.

Ech wollt dat hei ernimmen. D'Finanzkommissioun huet mä Rapport esou, wéi ech e virgeluecht hunn, unanimement ugeholl a si schléit vir, den Text esou, wéi en da mat deene kleng Modifikatiounen hei virgeluecht gëtt, ze stëmmen.

Ech bréngen heimat den Accord vun eiser Fraktioun an ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Rapporteur Norbert Hauptert. E war esou kloer, datt den Här Meisch net méi brauch zousätzlech Explikatiounen ze ginn. Och de Finanzminister brauch dat net ze maachen. Sou datt mer direkt elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6183 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Raymond Weydert), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner (par M. Xavier Bettel);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

8. Questions parlementaires

- Article 80(5) du Règlement de la Chambre des Députés

Da komme mer elo zu de Question-parlementairen, bei deenen den Délai de réponse ofgelaf ass. Den Auteur huet wéi ëmmer zwou Minutten, fir seng Fro ze stellen, an de Minister huet véier Minutten, fir dorobber ze äntworten. Als Éischt hu mer d'Fro N°2458 vum Här Xavier Bettel un de Finanzminister iwwert de Kaf vun groussherzoglechen Terrainen duerch de Stat. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°2458 du 9 avril 2008 de M. Xavier Bettel relative à l'engagement budgétaire pris par le Ministre du Trésor et du Budget dans le cadre de l'acquisition de terres du Grand-Duc près du Château de Colmar-Berg, adressée à M. le Ministre des Finances

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, wéi gesot, déi Fro ass vum 9. Abrëll 2008...

► **Une voix.**- Dat wësse mer elo!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- ...a war am Fong un den Här Statsminister adresséiert, deen deemools och Finanzminister war, iwwer eng Décisioun, déi den heitege Finanzminister Luc Frieden geholl huet. Firwat? Et war nämlech am Dezember 2007, wou den Här Statsminister eis matgedeelt hat iwwert déi ganz Situatioun mam Gréngewald, an dass do och transparent sollt gehandelt ginn an dass do näischt sollt verstoppt ginn.

Et ass du mat Iwwerraschung festgestallt ginn, de 7. Abrëll 2008 an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, dass de Ministre du Trésor et du Budget, den deemolege Minister, deen déi Kompetenzen hat, den Här Frieden, am Fong en Engagement budgétaire fir Terrainen zu Colmer-Bierg am Dezember 2007 fir e Montant vu 6,1 Milliounen Euro engagéiert hätt. Deemools, wann den Här Statsminister eis e puer Woche virdru seet, dass e gäre ganz transparent geschaff hätt an dass e gären all Informatiounen der Chamber matgedeelt hätt, war et e bësse surprenant, dass op där anerer Säit säi Budgetminister vun deemools, den Här Frieden, mam Haff en Deal fonnt hätt fir esou vill Suen, also fir 6,1 Milliounen Euro.

Dowéinst war deemools d'Opportunitéit vun der Fro, Här President. Ech verstinn, dass se e bësse penibel war, well wann een eis seet, dass ee gären transparent an engem Dossier ass an op där anerer Säit awer handelt, an een dann duerch Source journalistique am Fong gewuer gëtt, wat den deemolege Budgetminister Frieden, haut Finanzminister, dem deemolege Finanzminister Juncker net un Informatioun ginn hätt, oder net...

Dowéinst, meng Fro, Här President, war deemools, ob de Statsminister, deen och Finanzminister deemools war, bei senger Deklaratioun bei eis an der Chamber vum Budgetminister a vum Trésorminister Frieden Bescheid wouss iwwert den Achat vum Bësch zu Colmer-Bierg, a wann dat net de Fall war: Wéini ass de Statsminister deemools da vum Budgets- an Trésorminister Frieden informéiert ginn iwwert deen Achat?

Wéi gesot, Här President, ech fannen et just schued, dass een elo bis 2010 - Chrëschttag 2010, dat heescht bal 2011 - muss waarden, fir eng Fro vum 9. Abrëll 2008.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bettel, an de Finanzminister kritt d'Wuert, fir op déi Fro ze äntworten.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Här President, ech weess net, ob et opportun ass, datt d'Regierung d'Chamber informéiert iwwer Gespréicher, déi tëschent dem Statsminister an dem Statschef iwwer verschidde Saache lafen. Dat ass net Usus, ech géif dat also virausschécken.

Dat Zweet, dat ass, datt an deem Moment, den 19. Dezember 2007, also virun dräi Joer, wéi de Statsminister hei geschwat huet, de Statsminister net wouss, datt en Engagement budgétaire géif op deen Exercice gemaach ginn am Zesammenhang mat der Acquisitioun vun deem Bësch, well deen zu deem Zäitpunkt och net zoustänneg war fir d'Domäne vum Stat, mä ech war zoustänneg als Trésorminister fir d'Domäne vum Stat.

Selbstverständlech war de Statsminister au courant vu Gespréicher, déi ronderëm déi Acquisitioun gelaf sinn - mä dat sinn eben déi Zorte Gespréicher, déi net an d'Öffentlechkeet gehéieren -, mä am Moment, wou en d'Chamber iwwert dee generale Saz, deen den Här Bettel hei zitëiert huet, war en net au courant vun engem Engagement budgétaire. Déi Transaktioun ass och eréischt duerno décidéiert an ofgeschloss ginn an ass vun der Regierung deemools als Ganzt selbstverständlech diskutéiert ginn, an d'Chamber huet sech och duerno iwwert déi Fro jo am Detail ausgeschwat.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Finanzminister. Da kéime mer elo zu der Fro N°664 vum Här François Bausch, och un de Finanzminister, iwwert den Impakt vum

Index op de Statsbudget. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°664 de M. François Bausch du 20 mai 2010 relative aux recettes et dépenses engendrées pour le budget d'État par l'application d'une tranche indiciaire, adressée à M. le Ministre des Finances

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Fro, meng zwou Froen, déi sinn eigentlech denkbar einfach, mä d'Äntwert schéngt denkbar komplizéiert gewiescht ze sinn. Wéi gesot, ech hat se den 20. Mee dëst Joer gestallt, an zwar geet et do an där éischter Fro drëms, fir gewuer ze gi vum Finanzminister, wann eng Indextranche erfält, wéi vill dat ausmécht um Käschtepunkt, supplémentäire Käschtepunkt fir de Stat, well jo evidenterweis d'Salairé vun de Fonctionnaire beim Stat an den Employéé vum Stat dann ëm 2,5% an d'Luucht ginn - wéi vill dat am Chiffer ausmécht.

Déi zweet Fro, dat war, wéi vill op där anerer Säit Recette-supplémentairen erakomme fir de Stat, well jo dann natierlech am Privatsecteur och d'Salären ëm 2,5% an d'Luucht ginn an deementspriedend den Impôt sur le revenu um dem nationalen Niveau esou vill Prozent eropgeet. Et kann een och, en Deel kënnt jo vun de Statsbeamten och erëm mat zréck..., wéi vill dat ausmécht vun zousätzleche Recetten, neie Recetté vum Stat, déi erakomme bei dem Impôt sur le salaire oder Impôt sur le revenu um nationalen Niveau duerch eng Indextranche.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bausch. Den Här Finanzminister kritt d'Wuert, fir op déi Fro ze äntworten.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Här President, et ass esou, datt eng Augmentatioun vun enger Indextranche um Niveau vun de Rémunératiounen vun de Statsbeamten de Stat ronn 45 Milliounen brutto kascht. Do kommen derbäi ronn zwielf Milliounen fir d'Rémunératiounen vun de Leit am konventionéierte Secteur, déi net juristesch Statsbeamte sinn, mä deenen hir Gehälter awer och vum Stat bezuelt ginn. Da kënnt een op 57 Milliounen. Dat si ronn Chifferen. Wann een dann ausrechent, en Taux moyen d'imposition vun eppes 20%, da kann ee soen, datt tëschent zéng a 15 Milliounen Steiereinnahmen zousätzlech da si par rapport zu de Bruttorevenuen, déi ech zitëiert hunn.

► **M. le Président.**- Merci dem...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- ...also déi zéng bis 15 Milliounen, ass dat gesamt gerechent? Gesamt?

(Assentiment)

Okay.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Finanzminister. Da kéime mer elo zu der drëtter a leschter Fro...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Dat ka jo bal net sinn, Här President, dat ka jo bal net sinn!

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Neen, Recettes d'impôt net nëmme vun de Fonctionnaires...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Net nëmme vun de Fonctionnaires, mä d'Salariéen.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Neen, neen.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Dat ass d'Fro, dat ass d'Fro!

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Vun allen ass natierlech d'Recette... Dir hutt gefrot: bei de Stats...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Dat war awer meng Fro!

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Neen, Är Fro war bezunn op d'Statsbeamten!

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Neen, neen, neen, neen, neen, neen!

► **Plusieurs voix.**- Neen!

► **M. François Bausch (déi gréng).**- «À combien se chiffrent les recettes supplémentaires qui s'ensuivent de l'application d'une tranche indiciaire au niveau de l'impôt sur le revenu à l'échelle nationale?»

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Vun en alleguer.

► **Une voix.**- Wéi wëllt en dat dann erausfannen?

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Ma mat enger Rechnung, mat enger Rechnung!

► **Une voix.**- Et muss een nosichen a rechnen!

(Interruptions)

► **M. le Président.**- Jo hei, wann ech gelift, loosst elo de Finanzminister dorobber äntworten!

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Ech kann lech dat net ausweneg soen, well ech net d'Masse salariale hunn, dat hänkt jo of vun der Masse salariale, déi ëm 2,5%..., also ech muss de Minister froen, vläicht weess de Minister vun der Sécurité sociale ausweneg d'Masse salariale, an da rechent een dorobber 2,5%, an dann...

Mä do ass den Taux d'imposition natierlech ganz anescht, do ass en natierlech vill méi niddreg, well 40% vun de Ménagé bezeue jo no eisem Steiersystem keng Steieren,...

(Interruptions)

...esou datt do den Taux d'imposition héchstwahrscheinlech an der Moyenne bei 10% bis 15% zu Lëtzebuerg nëmme läit, well mir mat deen niddregste Steiersaz en moyenne hunn, esou datt déi Zomm - Gesamtbudget, elo geet dat alles e bëssen...

De Gesamtbudget: Da musse mer och eng ganz aner Rechnung am Ufank ufänken. De Gesamtbudget gëtt duerch eng Indextranche natierlech substanzuell méi bealaascht wéi just nëmme duerch d'Augmentatioun vun de Paien. Eng Gesamtindextranche beim Budget ass grosso modo 150 Milliounen brutto, an netto 100 Milliounen, esou datt dat héchstwahrscheinlech déi 50 Milliounen sinn. Dat sinn alles ronn Chifferen, déi dann d'Steiermass ausmaachen, souwuel Secteur public wéi Secteur privé. Mä ech géif dat mam Minister vun der Sécurité sociale kucken, d'Masse salariale, wa mer déi dann hunn, da reche mer dee Chiffer no. Mä déi aner Chiffere waren déi bezu just op d'Rémunératiounen vun de Statsbeamten.

► **M. le Président.**- Merci dem Finanzminister. Elo kéime mer zu der drëtter a leschter Fro fir de Mëtter, nämlech d'Fro N°925 vum Här Xavier Bettel och un de Finanzminister iwwert de Krisepak. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°925 de M. Xavier Bettel du 28 septembre 2010 relative au paquet de mesures d'économies, adressée à M. le Ministre des Finances

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, ech soen lech Merci. Déi heite Fro ass vum 28. September 2010, dat heescht, si huet keng zwéi Joer. Mä ech constatéieren: Et ass och nees de Finanzminister, deen elo fir d'Drëtt hei eng Fro net an den Délaie beäntwert huet. Ech mengen, et wier jo gutt - an de Virsätz, déi si jo elo gläich ze huelen, Här Minister -, wann Der dann d'nächst Joer d'Reglement géift respektéieren vun eiser Chamber: bannent dem Mount, deen lech virgesinn ass, oder op d'mannst eisem President Bescheid soen, fir eng Äntwert ze kréien.

Här President, déi Fro war nämlech, well deemools huet een den Här Frieden héiere lénks a riets vum Här Bodry a vum Här Lux - also, net gebeetscht ze ginn, mä awer haart kritiséiert ze ginn,...

(Interruption)

...dass d'Mesuren, déi d'Sozialistescher Aarbechterpartei géif proposéieren, einfach vill besser wiere wéi déi vun der Regierung.

An deemools hunn ech mer dann d'Fro gestallt am September 2010, einfach, ob déi Mesuren, déi vun de Sozialisten, vun der Lëtzebuenger Sozialistescher Aarbechterpartei, verschidde wiere vun deene vun der Regierung. Well et huet ee jo iwwer Communiqué just diskutéiert iwwert d'Kritik vun deem engen a vun deem aneren.

Mä deemools, Här Frieden, krut Dir d'Kritik gemaach, dass déi Mesuren, déi d'Regierung hätt, net esou gutt wiere wéi déi vun der LSAP. Duerfir d'Fro, Här Minister: Wat



sinn deemools d'Mesurë vun der LSAP gewiescht? Woren dat net déiselwecht wéi déi vun der Regierung?

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bettel. An d'Wuert kritt den Här Finanzminister.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Ech wollt dem Här Bettel zwou Remarqué maachen. Fir d'Éischt hunn ech am Fong deen englesche Genre vum „question time“ ganz gären. Duerfir, fannen ech, ass et flott, wann een iwwer esou Froe ka live diskutéieren. An heiansdo ass dat fir den Débat démocratique besser wéi schrëftlech ze äntwerten.

(Interruption)

Zweetens, Dir kënnt mir awer net undoen, datt ech äntwerten, wat d'LSAP proposéiert. Ech si Member vun der Regierung, a par ailleurs sinn ech Member vun der CSV. An ech sinn also net à même, lech ze soen, wat d'LSAP am Detail sech virgestallt huet.

Ech kann lech just soen, datt keng Partei d'Regierung offiziell saisiert huet mat engem Programm vu Spuermoosnamen, déi d'Regierung soll berechnen. Mir hu selbsterständlech gelies, wat déi eng oder déi aner an der Press gesot hunn. Mä d'Regierung ass vu kenger Partei offiziell saisiert ginn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Finanzminister. Da géife mer elo zu der Erklärung vum Finanzminister Luc Frieden kommen iwwer déi Mesuren, déi gëschter am Kontext vun der Bipartite...

(Interruption et brouhaha)

...mat dem Patronat diskutéiert an och décidéiert gi sinn. Den Här Finanzminister huet d'Wuert.

9. Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre des Finances, relative aux mesures décidées lors de la bipartite du 15 décembre 2010

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, mir hunn an deene leschte Woche versicht, mat deene respektive Sozialpartner en Accord ze fannen, fir - esou wéi ech a menger Budgetried gesot hunn - Rou ze hunn, Rou ze hunn net einfach esou fir d'Freed un der Rou, mä fir kënnen ouni Sträit, dat heescht mat politescher, sozialer an ekonomescher Stabilitéit, d'Zukunft vun deem Land an och eng Rei méi déif gräifend Reformen ze maachen. Et passt net zu eisem Land, wann een dat mam Sträit, mat Streik, mat Stroossendemonstratioun mécht. Dat kann heiansdo sinn. Mä dat ass net d'Aart a Weis, wéi mer d'Zukunft vun deem Land wëlle preparéieren.

An deem Kontext hu mer virun e puer Wochen en Accord fonnt mat de Gewerkschaften. A mir hunn duerno och Gespréicher gefouert mat dem Patronat. Et war leider net méiglech, wéi Der wësst, an engem Dräiergespréich iwwer eng Rei sozial an ekonomesch Strukturformen ze schwätzen, wat ech schonn a menger Budgetried ausdrécklech bedauert hunn.

An den Diskussioun mam Patronat ass et eis virun allem drop ukomm, d'fir ze sueren, datt duerch eng Rei vun Entscheedungen, déi mer getraff hunn, datt déi net zu enger zousätzlecher Belaaschtung vun de Betriber solle féieren, an datt mer wollte kucken, datt d'Betriber par rapport zum Ausland a puncto Käschten och konkurrenzfähig géife bleiwen, zugläich awer och op eng Rei vu Suerge vun de Betriber agoen, insbesondere am Beräich vun dem Traitement vun enger Rei vun Dossieren.

Duerfir hate mer an deenen Négociatiounen, déi mer an deene leschte Woche mam Patronat gefouert hunn, an zwou Sitzungen, déi médiatiséiert gi sinn, mä och an eenzelne Gespréicher mat méi klengen Gruppen, versicht, souwuel finanziell wéi net finanziell Aspekter mat dem Patronat ze diskutéieren. Woubäi fir d'Regierung d'Beschreibung Patronat eng ass, déi am Fong net dat alles richteg erëmgëtt. Fir eis ass d'Patronat d'Betriber. D'Betriber sinn déi, déi Aarbechtsplaze schafen. An eis Suerg ass, datt Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg och weider kënnen geschafe ginn.

An dofir och brauch et wéi gesot eng Rei Reformen, déi mer mussen a Rou kënnen och am nächsten an am iwwernächste Joer diskutéieren. Reformen, déi duerch d'Kris natierlech vläicht méi wichteg gi si wéi virdrun.

Mir hunn also gëschter versicht an där Réunioun, wou eng ganz Rei Vertrieeder vu verschiddene Betriber, verschiddene Betriebsarten mat der Regierung zesummekomme sinn, esou wéi se an der Union des entreprises regroupéiert sinn, hu mer eng Rei Piste weider diskutéiert, déi mer ugefaangen haten an déi all Kéiers zum Zil haten, d'Lounniewekäschten zu Lëtzebuerg op engem niddregen Niveau ze halen. Dat war en Atout vu Lëtzebuerg. Dat soll och en Atout vu Lëtzebuerg bleiwen.

Ech erënneren och drun, datt mer, fir d'Käschten net ze erhéien, och net d'Steiere vun de Betriber erhéicht hunn, well dat hätt kënnen en negativen Impakt op d'Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg hunn.

Am Sënn vu Moosnamen, déi och am Intérêt vun de Leit wäeren, hu mer mam Patronat gekuckt, fir datt se géife weider Berufsausbildung maachen. An d'fir hu mer gesot, well mer wëssen, datt dat d'Betriber natierlech och Sue kascht, datt mer déi Participatioun, déi de Stat haut un der Berufsausbildung huet, vu 14,5 op 25% héien. De geneeë Käschtpunkt vun där Moosnam hänkt natierlech dovun of, wéi vill Betriber wéi vill Leit forméieren. Dat ass d'Formatioun vu Jonken, mä och d'Formation continue. Dat ass also eng staark Ënnerstützung fir d'Betriber, déi och e Bäitrag maachen zur Allgemengheet. A mir mengen, datt dee Käschtpunkt kéint maximal 20 Milliounen Euro sinn. Mir bezuelen och elo esou Moosnamen, mä an Zukunft géife mer déi also méi bezuelen.

Mir hu gekuckt, fir datt keng ze grouss Méibelaaschtung op de Betriber wär, insbesondere och deene Betriber, déi Leit hu mat Mindestloun, wat ganz oft kleng Betriber oder Industriebetriber sinn, déi an engem staarke Konkurrenzfeld operéieren. A mir hunn d'fir gesot, datt mer géife kucken, en Instrument ze fannen, fir hir Belaaschtung ze reduzéieren.

Dir wësst, datt am Kader vun dem Statut unique eng Mutualitéit an d'Liewe geruff ginn ass, déi e bëssen ausbalancéiert déi ënnerschiddlech Situatiounen vu verschiddene Betriber a verschiddene Situatiounen. An d'fir hu mer dann décidéiert, datt mer géifen déi Méikäschten, déi entsti bei der Mindestlounerhéijung, eenegermoossen neutraliséieren duerch d'Iwwerweisung vun engem Betrag vu ronn 25 Milliounen un déi Mutualitéit.

Mir hunn och erëm eng Kéier an der Perspektiv fir de Loun,...

(Interruption)

...fir d'Käschten; dat ass eng Operatioun, déi mer nëmme bei dëser Mindestlounerhéijung maachen, déi kee Charakter vu Précédent huet. Mir hunn décidéiert, datt mer bei der..., dat heescht also fir dës Mindestlounerhéijung maache mer dat weiderführend. Mä mir maachen et net bei där nächster Mindestlounerhéijung.

Bei der Unfallversécherung hu mer gesot,...

(Interruption)

Dat maache mer elo emol während dëser Legislativperiod.

(Interruption)

Bei der Unfallversécherung maache mer et esou, datt mer deen Taux unique, deen d'Chamber gëschter gestëmmt huet, wou de Prinzip vum Taux unique am Gesetz steet, mä net den Taux, well dee gëtt selwer vun de Sozialpartner fixéiert, datt mer soen, deen Taux unique, dee kann ëm 0,1% méi niddreg sinn, wéi e fir de Moment ass. A mir kompenséieren also déi Differenz vun deem 0,1% Kontributioun un d'Assurance accident duerch eng Kontributioun vum Stat an d'Assurance accident. Deen 0,1%, dat sinn 20 Milliounen. Déi maache mer fir d'Exercicë begrenzt op d'Exercicen 2011 an 2012.

Als Finanzminister wëll ech lech soen, datt déi Moosnamen do keen Impakt op de Budget vun 2011 hunn, mat Ausnahm vun der Moosnam vun der Formation profes-

sionnelle. Mat anere Wieder ass et d'Intentioun vun der Regierung, déi Saachen do am Budget 2012 ze maachen an am Budget 2012 selbsterständlech dann och 2011 mat ofzedecken. Dat si jo keng Suen, déi un eng gewësse Persoun elo ginn. Déi gi jo an en Dëppen abezuelt. An deem enge Fall an d'Assurance accident an an deem anere Fall an Mutualitéit. An déi Sue ginn also iwwer de Budget 2012 bezuelt.

Bei der Formation professionnelle ass et anescht. Well do schécken d'Betriber eis jo eng Rechnung, fir dat emol esou auszudecken, wa se Formation professionnelle maachen, an en fonction vun deene Leit, déi se dann ausbilden, kréie se dann déi 25% Participatioun vum Stat iwwerweisen. Dat muss ee selbsterständlech maachen, wann déi Formatioun och gemaach gëtt. D'Betriber bezuelen och an Zukunft déi aner 75% selwer. Dat heescht, d'Betriber maachen och hei e ganz groussen Effort selwer fir d'Ausbildung vun de Leit, fir d'Weiterbildung vun de Leit. An ech mengen nach ëmmer, datt dat eng extrem wichteg Moosnam ass fir d'Zukunft vun eiser Gesellschaft, vun eise Betriber.

Mir hunn dann an där Diskussioun och d'Suerge vun de Betriber héieren, déi och zum Deel eis Suerge sinn, datt et soll zu kenger Méibelaaschtung vun de Betriber a vun den Lounniewekäschten an domat och vun de Leit an deenen nächste Jore kommen am Beräich vun de Pensiouns- a Krankekeesen. Duerfir hu mer gemengt, datt mer kéinten och aus der Regierungssicht soen, datt mer net d'Intentioun hätte vu Regierungssäit, an deenen nächste Joren, also an dëser Legislativperiod, Cotisationserhéijungen ze maachen, datt mer mussen op aner Weeër goen, wa finanziell Problemer an deenen nächste Jore sech géifen erweisen. Dat Engagement leeft während der ganzer Legislativperiod.

Gradesou wéi mer formell nach eng Kéier confirméiert hunn, datt mer net drun denken, en Déplafonnement vun de Cotisations am Beräich vun de Pensiounen ze maachen, sou wéi mer och jo iwwerengkeen Déplafonnement vun de Cotisations maachen am Beräich vun de Krankekeesen - oder der Gesondheitskeess, wéi den Här Di Bartolomeo dat jo proposéiert huet ëmzënnern, wat jo am Gesetz esou heescht, mä ech sinn awer nach ëmmer an där aler Terminologie. Entschëllegt, Här Minister!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Dir sidd jo elo erëm gesond!

(Hilarité)

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Duerfir hu mer also och dat do nach eng Kéier confirméiert.

Confirméiert hu mer dann och, datt mer, sou wéi dat och virgesi war, e Bilan vun dem Statut unique maachen, an datt mer dann och musse kucken, all déi Konsequenzen, och finanziell Ausgläicher an aner Moosnamen, déi doranner virgesi waren, d'Kontroll am Krankheitsfall, all déi Problematiken hu mer nach eng Kéier am Detail mam Patronat diskutéiert. Dat muss hei am Land an am Ausland konsequent kontrolléiert ginn. D'Regierung huet dat Engagement nach eng Kéier geholl.

Mir wëllen och déi Kommissioun, déi zoustänneg ass fir d'Kompetitivitéit, chargéiere mat enger Zort Monitoring vun der Formatioun vun de Präisser. A mir hu gesot, datt mer géifen der Chamber de Wonsch iwwerbréngen, datt déi Gesetzer, déi vun der Regierung abruucht gi sinn am Beräich Kommodo-Inkommodo gradesou wéi déi am Beräich vun der Urbanisatioun PAP/PAG, géife konstruktiv esou schnell wéi méiglech mat der Chamber vurbrecht ginn. Do si jo eng ganz Rei Viraarbechte geschitt. Mir hunn doriwuer d'Patronat informéiert a mir hu gesot, mir géifen dëser Chamber de Wonsch ausdrécken, datt déi Gesetzer kéinte bis de Summer zur Ofstëmmung kommen.

Ech muss nämlech nach eng Kéier do preziséieren, net fir lech, mä fir d'Leit dobaussen, datt, wann déi Gesetzer zur Ofstëmmung kommen, domadder besonnesch bei der Urbanisatioun d'Délaie quasi ëm d'Halschent kënnen reduzéiert ginn. Ech mengen, dat wär e positive Schrëtt, datt och kéint d'Ekonomie méi séier, datt mer kéinte méi bauen. An domadder kënnen

mer dann och d'Offer vun de Wunnengen zu Lëtzebuerg verbesseren.

D'Betriber mussen och schnell eng Äntwert kréien. Duerfir si mer bereet, e Guichet unique ze schafen. Och do si ganz vill Aarbechte jo schonn um Lafen. An datt dann innerhalb vu präzisen Délaien och Äntwerte kommen, ob den Dossier komplett ass, an och eng Äntwert, op eng koordinéiert Aart a Weis tëschent deenen eenzelne Ministèren, wéi d'Äntwert vun dem Stat dann ass. Och do sinn d'Aarbechte wäit amgaange voire ofgeschloss, sou datt mer och do konnten am Detail soen, wéi mer eis datt géifen an deenen nächste Jore virstellen.

Dat sinn an engem graffen, sécherlech net komplette Résumé déi Diskussiounen, déi mer gëschter mat de Betriber zu Lëtzebuerg gefouert hunn. Mir si frou, datt sämtlech Betriber - an, wéi gesot, d'Betriber si jo ganz ënnerschiddlecher Aart -, déi an der UEL vertruede sinn, Déngschtleeschtungs-, Industrie-, Handwerksbetriber, Commercebetriber, datt se allegueren eestëmmege ouni Nuancen dësen Accord wollten, och fir kënnen mat der Regierung d'nächst Joer iwwer eng Rei fundamental Reformen a Rou ze diskutéieren.

Mir hoffen an der Regierung, datt dat mat alle soziale Partner op eng konstruktiv Aart a Weis d'nächst Joer méiglech ass, no dësen Accorden.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Finanzminister. Ech géif dann elo froen, wien dozou wëllt Stellung huelen.

Den Här Bausch kritt d'Wuert.

Débat

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss soen, ech sinn iwwerrascht gewiescht iwwer déi éischt Sätz vum Finanzminister, well e seet, datt eigentlech déi Bipartité gefouert gi wieren, well leider an enger Tripartité iwwer sozial an ekonomesch - wéi en et genannt huet - Strukturformen, déi d'Regierung wëlles hätt ze maachen, net méi hätt kënnen diskutéiert ginn.

Ech stelle mer d'Fro, wann ech gesinn, wat d'Regierung alles proposéiert huet, wou dann do déi sougenannte sozial an ekonomesch Strukturformen sinn. Well dat, wat mer bis elo ofgestëmmt hunn, dat ass jo awer beim beschte Wëllen, dat kann ee jo awer net als sozial an ekonomesch Strukturformen beschreiwen.

Mir hunn eng Rei Steiererhéijungen décidéiert. Et ass liicht gefréckelt ginn un eenzelne Mesuren, mä wou den Impakt op de Budget awer äusserst geréng ass. Mä ansonsten, déi grouss Strukturformen, iwwer déi ass d'Regierung sech net eens ginn, selwer ënnereneen, a konnt och menger Meenung no d'fir kaum mat de Sozialpartner doriwuer diskutéieren, well an der Regierung selwer en totale Réss an total Meenungsverschiddenheeten op deene Froe waren.

Duerfir kann et och net esou sinn, datt menger Usicht no oder eiser Usicht no dat heiten eng Kompensatioun sollt sinn an iergendenger Form fir Strukturformen oder en Deel, déi da mat deenen enger oder op där anerer Säit gemaach gi sinn. Et ass éischter ze gesinn an engem Sënn, datt, wa mer dat emol alles géifen zesummerechnen, wat bis elo op där enger Säit duerch Steiererhéijungen erakéint respektiv duerch verschidde kleng Mesurë mer dann eventuell aspieren, wann ech kucken, wat mer hei erëm ausginn; mir kommen ëmmer méi no derbäi, datt mer effektiv als Eenzegt, wat mer wierklech da gemaach hunn, d'Steiererhéijunge wäerten zréckbehale, niewent dem Strecke vun öffentlechen Investitiionsausgaben an niewent Konjunkturfekter, déi och d'nächst Joer derbäi sinn.

Mä, wat mech awer besonnesch stéiert oder wat eis besonnesch stéiert, dat ass, datt mer hei nodréiglech no de Budgetsdebatten Saache virgeluecht kréien, déi awer e ganz klengen Afloss op de Budget



2011 hunn. Et kann een elo natierlech hei soen, déi 25 Milliounen, déi bezuele mer net 2011 aus, mä eréischt 2012. Mä et ginn awer 2012 réckwierkend op d'Joer 2011 25 Milliounen bezuelt. Donc de facto ass dat just eng reng kontabel Operatioun. Si sinn awer ze kontabiliséieren op d'Joer 2011. Si kompenséieren en Deel vun der Mindestlounerhéijung vum Joer 2011, déi d'nächst Joer den 1. Januar virgeholl gëtt. Elo kann een dat hei dréien a kéieren, wéi ee wëllt, an et kann een och Artificë maachen: Dat ass e Fait.

An eigentlech ass et fir e Parlament net akzeptabel - nach eng kéier soen ech dat -, datt esou Décisiounen wéi dat dote geholl ginn eréischt nodeem d'Budgetsdebatten ofgeschloss sinn, an d'Décisiounen eigentlech do vum Parlament all getraff gi sinn.

(Interruption)

Wann ech déi Mesure do kucken, fir bei där ze bleiwen, déi 25 Milliounen, déi dann elo an d'Patronatsmutualitéit gestach ginn, a wann ech da kucken, wat fir een Zil jo eigentlech domat soll verfollegt ginn, nämlech de Mindestloun zum Beispill ze kompenséieren, do kann ee sech d'Fro stellen, wat dat soll.

Well, wann een déi 25 Milliounen an déi Mutualitéitskeess do gëtt, da wëllt dat jo awer nach laang net heeschen, datt an der Praxis grad zum Beispill déi Betriber, wou wierklech ee weess, datt déi am meeschte Problemer kënnen kréien, zum Beispill e klengen Handwierksbetrib, duerch eng Erhéijung, well dee vill manner Spillraum huet bei enger Erhéijung vum Mindestloun, wéi e groussen oder e Mëttelbetrib, ob deen och wierklech dovunner profitéiert.

Well wien herno Suen aus der Mutualitéit kritt, dat hänkt jo net dovun of, wat do draläit oder drabezuelt gëtt, mä dat hänkt dovun of, wéi vill Leit da krank ginn a wou huet misse Lohnfortzahlung gemaach ginn an esou weider. Dat kënnen à la limite ganz aner Entreprisë sinn, déi vun deene Sue profitéieren, wéi déijéineg, déi hei viséiert ginn, datt se sollen dovun profitéieren.

Duerfir hu mir och eis Zweifel, datt eigentlech dat doten déi richteg Mesure ass. Et ass och esou, datt et erëm eng kéier guer net selektiv ass. Wéi gesot, et ka jiddwereen hei dovunner profitéieren.

Wéi gesot, et hätt ee kënnen nach novollzéien, datt ee sech Suerge mécht iwwer Handwierksbetriber oder den Horca-Secteur, dee vill méi séier kann, wéi gesot, a Schwierigkeete kommen. Mir hunn déi gréissten Zweifel, datt dat hei de Fall ass.

Ee Punkt, wou mer eigentlech kéinten domat d'accord sinn, dat ass d'Beruffsausbildung. Ech menge schon, datt dat e wichtegen Aspekt ass, an dee Prozentsaz, fir do eropzuegoen op 25% bei de Statsausgaben, wann dat derzou bäidréit... Mä et muss een zwar och emol eng kéier do e Bilan driwwer zéien, wat et herno bruecht huet, datt méi Beruffsausbildung gemaach gëtt. Dat ass sécherlech en Aspekt, wou ee kéint domadder d'accord sinn.

Da stéiert eis awer och ganz kloer, datt eng Ofmaachung hei getraff gëtt mat de Patronatsorganisationen, wat d'Cotisations ubelaangt vun der Krankekeess an och virun allem bei de Pensionskeese bis 2014. Et stéiert eis dorunner, datt eigentlech hei enger Diskussioun virgegraff gëtt, déi jo eréischt soll stattfannen. Laut deem, wat ech awer am Kapp hunn an no deem, wat de Sozialversécherungsminister eis och gesot huet, soll d'Debatt iwwert de Rentensystem an d'zukünfteg Ofsécherung vum Rentensystem jo eréischt elo ufänken am Fréijoer. Hei gräife mer awer eigentlech schon zu engem Deel där Debatt vir, wa mer haut schonn...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- ...21%, déi mer brauchen, a mir hu 24% u Cotisations, dat heescht, mir hunn elo schonn en Delta vun 3% plus. Dann ass et relativ einfach,...

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Mir

hunn...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- ... sech ze engagéieren,...

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Dat ass...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- ... fir stabil bei de Cotisations ze bleiwe bis 2014.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Här Di Bartolomeo, Här Di Bartolomeo, dat ass net richteg!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Dach!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Mir hunn haut eng Situatioun bei de Cotisations - wann ee kuckt, wéi d'Situatioun haut ass -, déi ganz kloer ass: datt een eigentlech souguer d'Cotisations kéint erofsetzen...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Ah, voilà!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Mir kucke jo awer..., mä ech huele jo awer un, ech huele jo awer un...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- ... erofsetzen.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Ech huele jo awer un, datt mer d'Pensionswiesen net kucken op Basis vun der Diskussioun, wéi et steet mam Pensionswiesen an deenen nächsten dräi, véier Joer, mä méi laangfristeg,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Jo.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- ...an da kann et duerchwegs och sinn, datt ee muss kënnen iwwert d'Cotisations kuerzfristeg decidéieren, wann ee laangfristeg eppes wëllt ofsécheren. Dat wësse mer haut jo alles nach guer net! Ech kann net verstoen,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Bah!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- ... wou mer haut kënnen...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Bah!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Jo dach!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Bof!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Ben, also...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Och, dat ass wäit gesicht!

► **M. Jean-Louis Schiltz** (*CSV*).- Mä wëllt Dir se eropsetzen?

(Interruptions)

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Här Schiltz! Här Schiltz, ech hunn elo grad hei gesot, datt mer e Pabeier virgeluecht hunn, wou mer mengen, wat alleguerten déi Beräicher sinn, wou ee muss kënnen driwwer schwätzen, an ech wär frou gewiescht, wa mer hätte kënnen a Rou zsummen doriwwer schwätzen, iwwer all déi Elementer, wann et drop ukënnt a wann net virgegraff gëtt. Duerfir huet et elo kee Wäert, datt Der mir hei d'Fro stellt: „Wëllt Dir se erhéien, d'Cotisations?“ Ech weess dat net! Vläch,...

(Interruption)

...vläch och net. Dat hänkt dovun of vun der... Jo, mä hei gëtt awer festgeluecht, datt emol d'office fir een Deel vun de Leit se emol net gehéicht ginn! Dat ass emol e Fakt, dee mer hei geschaf hunn! Dat ass e Fakt, dee mer hei geschaf hunn...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- ... fir se all. Net nëmme fir d'Betriber, och fir d'Salariéen.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Ma gesitt Der, elo sot Dir eis schonn e weidert Element, elo héiere mer da schonn, datt et

fir...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Ma dat ass eng Evidenz! Dat ass scho gesot ginn. Den Här Frieden huet dat...

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Ma gutt,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- ... virdu gesot...

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- ... wann Dir dat schonn alles wësst, wann Dir dat schonn alles wësst, ier d'Diskussioun an d'Analys gemaach ass,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Ma, den Här Frieden huet lech dat...

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- ... tant mieux fir lech!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- ... elo virun zwou Minutte gesot!

► **M. le Président**.- Här Minister, loosst awer elo emol den Här Bausch ausschwätzen, wann ech gelift.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Oh, Här President, wësst Der, ech sinn dat gewinnt bei engem Minister, deen e bessen an de Stress gerode war déi lescht Méint, datt en e bësse méi opgedréit ass an datt en hei e bësse senger Frustratioun wëllt lassginn. Dat stéiert mech praktesch bal net.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Ha, ha! Oh Mamm, oh Mamm...

(Interruptions)

Déi géif ech aneschtens ofloosse wéi un lech!

(Interruption et hilarité)

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Also wësst Der, mir geet et exzellent! Mir geet et exzellent! Ech sinn héchstens frustréiert iwwert de Fait effektiv, datt d'Parlament hei un der Nues ronderëmgefouert gëtt. Dat ass richtig! Dozou stinn ech och...

(Interruption)

...an dat mécht mech zimlech rosen.

(Interruptions)

Da kommen ech op deen Aspekt vun de Guichet-uniquen. Natierlech ass dat eng super Saach! Dat ass eng Fuerderung, déi huet schonn - hei - esou e laange Baart. Mä elo héieren ech dann, datt jo anscheinend do d'Regierung dann emol eppes Konkretes kéint proposéieren. Ech hoffen, datt dann dee Minister, deen duerfir zoustänneg ass, der Chamber elo eng kéier relativ séier wäert Opklärung ginn, wéi dee Guichet unique da soll ausgesinn a wéi e soll an der Praxis fonctionnéieren. Ech fäerten awer ganz, datt hei séier eppes op de Pabeier geschriwwen ginn ass an emol behaupt gëtt, datt do scho villes gelaf wär, an an der Praxis nach net schrecklech vill!

Effektiv ass dat een Aspekt, deen extrem wichteg ass, wa mer iwwert d'Verkierzung vun de Verwaltungsweeër schwätzen. Ech géif bal behaupten, datt et ee ganz zentralen ass, datt et vill méi wichteg nach ass, wéi iwwert déi Gesetzgebungen ze schwätzen, niewent dem Fait, datt een d'Verwaltungsopleef insgesamt misst kontrolléieren. Well énnert dem Stréch si mir der Meenung, datt ganz vill a ganz oft net onbedéngt emol d'Gesetzter de Schwachpunkt sinn, mä d'Verwaltungsopleef an d'Organisatioun vun der Verwaltung eischter wéi d'Gesetzter selwer.

Mä wéi gesot, Här President, mir bleiwe bei eiser Meenung, datt hei d'Parlament un der Nues ronderëmgefouert ginn ass an datt hei vill Saachen decidéiert gi sinn iwwert d'Käpp ewech vum Parlament, datt hei ouni Debatt einfach Saache festgehale gi sinn. Mä dat schéngt jo de Stil ze si vun deser Regierung. Dat schéngt jo och de Stil ze sinn, esou wäert et weidergoen. Ech sinn dann emol gespaant: Ech hu jo elo erëm eng kéier hei um Schluss héieren, datt dat doten anscheinend jo dann elo nach nëmme e Konsens ass en attendant, datt am Kader da vun enger neier Relance vun der Tripartite déi sougenannte Strukturformen nei sollen ugepaakt ginn. Mir waarden da mat Spannung drop, wéi déi sollen ausgesinn am Laf vum nächste Joer.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Bausch. Elo kritt d'Wuert den Här Claude Meisch.

► **M. Claude Meisch** (*DP*).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gradesou wéi den Här Bausch wëll ech fir d'Alleréisch emol bedauern, datt et hei em eng Tripartite, eh, em eng Bipartite gaangen ass, déi jo noutwendeg war oder déi als Auswee genotzt ginn ass, well d'Tripartite, de gestanene Lëtzebuurger Modell, jo hei versot huet, gescheitert ass virun engem hallwe Joer.

Ech hunn d'lescht Woch hei erkläert, firwat dat menger Meenung no de Fall war: well mer eng Regierung haten, déi ouni kloer Zilsetzung an déi Tripartite gaangen ass, well mer eng Regierung haten, déi ouni kloer Proposen an déi Zilsetzung gaangen ass, eng Regierung haten, déi et net fäerdeg bruecht huet, Partner, Sozialpartner, Patronat, Gewerkschaften ze iwwerzeegen vun deem, wat se wollt, an eng Regierung haten, déi jo net preparéiert war, fir an déi Tripartite ze goen. Datt déi Regierung net preparéiert war, fir an déi Tripartite ze goen, dat huet de Finanzminister awer elo grad hei der Chamber an der Öffentlechkeet hei am Land nach eng kéier dokumentéiert. Well wann op d'Fro,...

(Interruptions)

...well wann op d'Fro, Här President, wéi vill, wat d'Auswirkung vum Aussetze vun enger Indextranche op d'Statsfinanzen, op de Statsbudget wär, wann do de Finanzminister seet: „Dat muss ech emol rechne loosse“...

► **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*.- Neen, neen!

► **M. Claude Meisch** (*DP*).- ...an elo hu mir, elo hu mir hei...

(Brouhaha)

► **Une voix**.- Elo gëtt et awer Zäit, Här Meisch!

► **M. Claude Meisch** (*DP*).- Elo hu mir hei sechs Méint laang...

(Interruptions)

► **Une voix**.- Elo gëtt et awer Zäit, allez hopp...

► **M. Claude Meisch** (*DP*).- ...sechs Méint laang iwwert den Index diskutéiert, sechs Méint laang hu mer hei iwwert den Index diskutéiert, an de Finanzminister, dee kann emol nach net op déi dote Fro äntwerten! Dat ass awer wierklech de beschte Bewäis,...

(Interruptions)

...dat ass wierklech dee beschte Bewäis, wéi datt do d'Regierung net preparéiert an déi Tripartite gaangen ass.

► **M. le Président**.- Erlaabt Der, Här Meisch, datt den Här Finanzminister lech eng Fro stellt?

► **M. Claude Meisch** (*DP*).- Selbstverständlech.

► **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*.- Här President, ech wëll nach eng kéier soen, wann den Här Meisch et da falsch héieren huet: Eng Indextranche kascht de Statsbudget brutto 150 Milliounen. Ech wëll just, datt dee Chiffer ganz kloer ass. Ech konnt virdrun net par rapport zur Masse salariale eng prezis Äntwert ginn, well ech déi Chifferen net hei hunn. Mä wat eng Indextranche de Statsbudget kascht, dat weess ech als Finanzminister!

► **M. Claude Meisch** (*DP*).- Dat schéngt da mëttlerweil gekläert ze sinn. Et huet virdrun awer...

(Interruptions diverses)

Neen, därff ech vläch, därff ech vläch...

► **M. le Président**.- Sou, ech hätt elo gär, datt Der géift dem Här Meisch emol nolauschten.

► **M. Claude Meisch** (*DP*).- Jo.

► **Une voix**.- Ma e soll dem Här Frieden nolauschten!

► **M. Claude Meisch** (*DP*).- Mir haten nom Scheitern vun der Tripartite..., nom Scheitern vum Lëtzebuurger Modell - an ob en nach eng kéier réaniméiert ka ginn, dat mussen déi nächst Méint a virun allem dat nächst Joer weisen - ass de Modell vun

de Bipartité komm. Et ass en Arrangement mat de Gewerkschafte fonnt ginn, deen eigentlech jo keen Arrangement war, well do gesot ginn ass, datt déi Indexbranche da fällt, wou gemengt ginn ass, datt se souwisou géif falen, nämlech den 1. Oktober, net éischter an net méi spéit.

Dat huet also keng Inzidenz op d'Lounkäschen, op d'Entwécklung vun de Lounkäsche gehat. Et war och en Arrangement, dee sécherlech och d'Gewerkschaften arrangéiert huet. An dunn ass laang gesicht ginn, fir dann iergendwéi de Betriber dat dote kënnen ze kompenséieren.

Ech wëll hei fir d'Alleréisch nach eng Kéier ganz kloer soen, datt an den Ae vun der Demokratescher Partei dat doten net de Lëtzebuurger Modell ass, wéi mir e kann hunn, wéi en eis duerch d'Stolkris geféiert huet, wéi en eis duerch schwierig Zäiten zënter der Stolkris geféiert huet, an datt mer eigentlech och net kënnen d'accord si mat där ganzer Prozedur.

Wou mer eigentlech och net kënnen d'accord sinn, dat ass, wéi hei d'Parlament behandelt ginn ass. Et ass am Ufank vun der Tripartite gesot ginn, d'Parlament soll mat agebonne ginn. Souguer vun esou munch Majoritéitsfraktiounen ass genau déi Propos do komm. Do ass proposéiert ginn - an eemol ass et dann och gemaach ginn -, datt mer bei de Premierminister, bei de Finanzminister, bei de Wirtschaftsminister geruff gi sinn als Parteipresidenten, als Fraktiounspresidenten. Mir hunn eng Rei vun Informatiounen kritt. Een eenzegt Mol! Mir hunn et...

(Interruption)

Ma Här Schiltz, wat reegt Der lech dann esou op hei?

► **Une voix.**- E reegt sech dach net op, en ass d'Rou selwer!

► **M. Claude Meisch (DP).**- Mir hunn...

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Dir hutt keng Propos gemaach!

► **M. Claude Meisch (DP).**- Et ass déi Tripartite, déi gescheitert ass. Dunn ass d'Bipartite komm. D'Parlament huet näischt méi héieren. D'Parlament huet e Budget gestëmmt, d'Parlament huet gëschter nach e Gesetz hei gestëmmt, wat eigentlech awer..., wou parallel dozou nach d'Exekutioun vun deem Gesetz dann tëschent dem Patronat an der Regierung diskutéiert ginn ass an am Detail ausgefeilt ginn ass. Mat där doter Aart a Weis, fir mam Parlament ëmzegoen, kënnen mer eis jo eigentlech heibannen alleguerten - ech mengen, och Dir, Här Schiltz - net d'accord erklären, wa mer eis selwer nach wëllen eescht huelen!

De Jean-Claude Juncker huet gëschter no deem Accord do gesot, d'Kompetitivitéit géif verbessert ginn. Nun, och dat ka jo net sinn! Well virun allem ass et jo emol esou, datt duerch déi Décisiounen vun der leschter Woch hei d'Kompetitivitéit vun de Betriber däitlech erfoget: duerch Steier-erhéijungen, duerch méi héich Lounkäschen, duerch déi Lentour administrative, déi mer kennen.

Dat ass eng däitlech Belaaschtung, eng däitlech zousätzlech Belaaschtung, déi déi heite Majoritéit fir d'Alleréisch emol op d'Betriber zoukomme léisst. Wann elo en Deel vun där Belaaschtung do duerch deen Arrangement vu gëschter zréckgeholl gëtt, dann ass déi Belaaschtung an dat Zréckhuele vu Kompetitivitéit eigentlech vläicht manner staark wéi initialement gemaach, mä et ass nach net esou, datt et elo de Lëtzebuurger Betriber besser geet wéi virun.

Wat gëtt dann eigentlech hei gemaach? Et gi Kompensatiounen uegebued fir dat, wat d'Betriber elo un zousätzlech Laaschte misste schëlleren. Mä déi Kompensatiounen, déi komme jo vun iergendzousch hier. Ech hunn a mengem Physikkours ëmmer geléiert «rien ne se perd, rien ne se crée», an ech mengen och, datt dat fir d'Budgets- a Finanzpolitik misst gëllen.

Wou kënn dat Geld do hier? Nun, et kënn aus dem Statsbudget, et sinn d'Steierzueler, d'Steierzueler vun haut an och d'Steierzueler vu muer - well en Deel dovunner wäert jo wahrscheinlech dann och d'nächst oder d'iwwernächst Joer an déi Joren duerno iwwer Emprunté mussen

finanzéiert ginn -, déi duerfir mussen opkommen. Well iergendee muss dat, déi 65 Milliounen d'Joer, déi elo un d'Betriber ginn, jo awer finalement bezuelen, an et sinn d'Steierzueler, wat zum Deel jo awer och erëm eng Kéier d'Betriber si respektiv d'Privatpersounen, déi do dat, wat deen een aus der Täsche erausgeholl kritt, deen aneren an där anerer Täsche nees direkt eragestach kritt.

Mä op jiddwer Fall hu mer esou keng däitlech Problemer geléist. An do hätt ech eng Fro un den Här Frieden, well ech hunn dat virun net richtig verstane. Et ass gesot ginn, de Statsbudget ass 2011 net be- laascht duerch déi Mesuren - wat een nach misst diskutéieren, ob dat da richtig ass oder net, ob d'Dépenses, déi eigentlech 2011 missten ufalen, ob déi dann net missten iwwert de Budget 2011 och lafen. Mä wann et esou ass, datt déi 65 Milliounen do dann iwwert de Statsbudget 2012 finanzéiert ginn, dann heescht dat jo awer, datt mer eigentlech 65 Milliounen fir zwee Exercicer mussen iwwer 2012 finanzéieren, also den Exercice 2011 an den Exercice 2012: Da si mer bei enger Méibelaaschtung vun dem Budget 2012 vun 130 Milliounen, an dat an engem Zeenario, wou mer wëssen, datt mer och 2012 grousse Spuerforté mussen maachen.

Wann ech kucken, wat fir eng Spuerforten datt dës Regierung gemaach huet bei deem Budget, deen elo opgestallt ginn ass, vun deene 34 Milliounen, da sinn ech emol gespaant, wéi d'Regierung et wäert fäerdeg bréngen, déi doten 130 Milliounen plus dat, wat souwisou initialement noutwendeg gewiescht wär, dann 2012 ze kompenséieren. Also ech gesinn hei op jiddwer Fall net méi duerch.

Net méi richtig duerch gesinn ech eigentlech och net méi, wann et elo op eemol heescht: „D'Simplification administrative, dat maache mer elo ganz schnell“, dat kréie mer zënter Joren ze héieren.

(Interruptions diverses)

Mir hunn et virun der Kris ze héiere kritt, mir kréien et elo ze héieren...

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, nach e bësselchen opzepasst!

► **M. Claude Meisch (DP).**- Mä do schéngt et mer éischter esou ze sinn, wéi mat dem Arrangement tëschent der Regierung an de Gewerkschaften:...

(Interruption)

Do ass eppes ofgemaach ginn, wat wahrscheinlech souwisou ouni Weideres méiglech wär, nämlech fir déi entsprechend Gesetzesprojeten an der éischter Halschent 2011 ze stëmmen. Si si jo schonn am Parlament, si sinn zum Deel diskutéiert, de Statsrot huet se zum Deel aviséiert, si sinn an der Prozedur dran. Nun, et gëtt keng Hexerei.

Ech mengen, den Här Schiltz wollt mer eng Fro stellen, Här President.

► **M. le Président.**- Ech hat zwar net d'Impressioun, mä mir kënnen awer froen, ob en lech wëllt eng stellen.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Ech hat awer d'Impressioun, en hätt eng Frechheet a meng Richtung hei lancéiert!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här President, Är Impressioun täuscht lech net, ech wollt dem Här Meisch keng Fro stellen.

► **M. le Président.**- Da fuert virun, Här Meisch!

► **M. Claude Meisch (DP).**- Da maachen ech dat och ganz gären. Mä mir si skeptesch, datt déi Gesetze, déi elo an der Pipeline sinn, datt déi wierklech de grouse Schrëtt wären, fir d'Durée vu gewëssene Prozeduren ze halbieren. Ech géif haut gäre mat esou munchem heibannen eng Wett maachen, wéi mer dann an e puer Joer déi dote Gesetze, déi elo an der Pipeline sinn, wäerte stëmmen. Ech kann lech eng ganz Rei vu Beispiller opzielen, wou et net nëmme um Gesetz läit, an ech weess als Buergermeeschter, vu wat ech do schwätzen. Et sinn der nach heibannen, déi et mat Sécherheet géife wëssen an déi net d'Vertrauen hunn, datt déi doten zwee Gesetze et vill méi einfach wäerte maachen.

Mä finalement ass et esou, datt hei d'Steierlaascht doduerch éischter wäert

eropgoen - nees erëm eng Kéier - déi nächst Joren, well hei scho Geld verdeelt gëtt, wat haut net do ass, wat muer net do ass; iwwermuer muss et also iergendzousch hierkommen am Joer 2012. Mä et gëtt hei net ee Problem mat deem Arrangement do, net ee Problem am Fong geléist. Et ass net een eenzege vun de strukturellen Defiziter, déi mer zënter Joer an Dag hei zu Lëtzebuerg diskutéieren, deen hei am Fong ugaange gëtt!

Et ass net een eenzege dovunner! Mir maachen näischt géint d'Croissance vun de Lounkäschen. Mir maachen näischt géint d'Inflatioun hei am Land. Mir maachen näischt géint déi steigend Gesondheetskäschen hei am Land. Mir maachen näischt géint de strukturelle Chômage...

(Interruption)

...hei am Land. Net ee vun deenen doten an anere Problemer gëtt mat deem Arrangement do geléist, mä et gëtt hei eigentlech kleng Reförmercher geholl, déi zu Laaschte vun de Steierzueler vun haut a vu muer sinn.

Ech hunn an der „Revue“ - dat ass eng Zäitschrëft, déi kënnt all Woch eraus, déi kennt Der -, do huet de Wirtschaftsminister, deen ech vermessen an där Debatt do an och an där Verhandlung vu gëschter - mä dat huet vläicht domadder ze dinn, datt d'LSAP em souwisou gesot hat, en dierft do net verhandelen, well si géife souwisou näischt akzeptéieren, wat dobäi géif erauskommen, woubäi, wann ech elo kucken, wat dobäi erauskënnt, muss ech der LSAP awer net Onrecht ginn, mä si schéngen hir Meenung do geännert ze hunn... De Wirtschaftsminister huet deen éischten Interview ginn, zënterdeem e gesot hat, en hätt eigentlech d'Flemm, fir an der Regierung virunzefueren, a wann ech en do därer zitieren, e seet: „Die Krise...“

► **M. le Président.**- Här Meisch, Dir misst awer lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Jo, jo, jo!

(Interruptions)

Also ech mengen awer, datt mer hei mat Bipartite an Tripartite a ville Prozeduren sinn, déi net esou festgeschriwwen sinn: Ech wäert nach e puer Sekonnen elo kënnen hei an Usproch huelen!

(Interruptions)

De Jeannot Krecké, de Jeannot Krecké, eise Wirtschaftsminister, gëtt do am Titel zitier: „Die Krise ist noch nicht überwunden und die Strukturdefizite sind geblieben.“ Dat gëllt virun der Bipartite, wéi deen Interview do gi ginn ass, an dat steet och nach no der Bipartite, wou deen Interview do gedréckt ginn ass.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Meisch. Elo kritt d'Wuert den Här Lucien Lux.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt soen, dass mer - an do ginn ech dem Här Bausch an anere Recht, déi vermësst hunn, dass mer eis eng prezis Method ginn hunn fir déi Accorden an der Bipartite, mä net nëmme deenen, mir hunn och dee vum 29. September hei net diskutéiert - an Zukunft sollte mer versichen... Ech mengen, datt ass den Interêt vun eis alleguer an och vun der Regierung, well si huet näischt ze verstoppen, ganz am Géigendeel: Et gëtt net vill Regierungen an der EU, déi et fäerdeg bréngen, endéans vun dräi Méint, fir mat de Gewerkschaften engersäits a mat dem Patronat anersäits Accorden ze fannen. Doriwwer solle mer eis u sech glécklech schätzen an zefridde sinn.

(Hilarité et interruption)

Ech weess net, ob heibanne virun allem d'DP léiwer hätt, dass mer dobausse grousse sozial Konflikter hätten, dass mer Streiken hätten, dass mer Manifestatiounen hätten...

(Interruptions)

► **Une voix.**- Léist d'Problemer vun deem Land, dat hätte mer léiwer!

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ass dat dat, wat Dir léiwer hutt...

► **Une voix.**- Jo, léist d'Problemer! Et kommen der nach.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ass dat dat, wat Dir léiwer hutt, wéi dass eng...

► **Une voix.**- Dir gitt Geld aus, dat kënnt Der!

► **Une autre voix.**- Déi nächst Generatioun kritt emol kee Bus méi fir an d'Stad, dat interesséiert se...

► **Une troisième voix.**- Och wann e gratis wier!

(Interruption)

► **M. le Président.**- Also ech hätt elo emol gär, Dir géift dem Här Lux nolauschteren!

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ech muss soen, et gouf Momenter, wou déi liberal Partei an de 70er Joren, déi mat un der Wéi stoung vun der Tripartite, sech glécklech geschat huet,...

(Interruptions diverses)

...Accordé mat de Sozialpartner fonnt ze hunn. Dir sidd ganz déif gefall, Dir sidd ganz déif gefall, dass Der lech haut aus niedere parteipolitesche Grënn driwwer freet,...

► **Une voix.**- Jo, jo!

► **Une autre voix.**- ...huet d'LSAP deemools u Léisunge matgeschafft, u Léisungen!

► **Une troisième voix.**- ...d'LSAP hat méi wéi 13 Sëtzer...

(Interruptions diverses)

► **Une voix.**- Awer ganz seriö!

► **Une autre voix.**- Neen, deemools net, Här Spautz.

(Interruptions)

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ech wëll zu deenen zwee Accordé soen, Här Spautz, ech wëll zu deenen zwee Accordé soen, dass et virun allem wichteg war, dass se kohärent matenee kënnen an deenen nächste Méint a Joren ëmgasat ginn. Ech wëll soen, dass dat e Kompromëss ass, wou net jiddweree sech honnertprozenteg dran erëmfënnt, mä wou et wesentlech ass, dass mer et fäerdeg bruecht hunn, et a wesentleche Punkten - souwuel fir d'wirtschaftleche Entwécklung vun deem Land wéi fir d'sozial Kohäsioun vun deem Land - fäerdeg bruecht hunn, déi Accorden do ze treffen.

De soziale Modell, Här Meisch - an Dir hutt dat an deene leschte puer Wochen e puermol gesot -, de soziale Modell Lëtzebuerg ass net dout. De soziale Modell Lëtzebuerg louch an deem Joer op der Intensivstatioun, mä déi zwee Accorden do ginn d'Méiglechkeet, an dat ass en Appel, dee mer un d'Regierung rüchten, fir alles ze maachen - an d'Sozialpartner hu sech dat jo virgeholl, dat hu mer haut nach a gëschter nach héieren -, fir am Januar erëm zu enger „Method Tripartite“ zréckzekommen. Dat ass eng fundamentale Tromp fir eist Land an deene leschten 30 Joer gewiescht.

Dat wäert och eng Tromp an deenen nächste Joren a Jorzénge sinn, wa mer et fäerdeg bréngen, fir deen Ausgleich - wat eng schwierig Gratwanderung ass - tëschent wirtschaftlecher Kompetitivitéit engersäits a sozialer Kohäsioun anersäits fäerdeg ze bréngen. Dat ass virun allem eng ganz schwierig Gratwanderung fir eng Regierung, wa se virun esou diametral géigeniwwerstoenden Analysen, Diagnosen an heiansdo och Virschléi steet, wéi se dat an deem Joer stoung. An trotz allem huet se et fäerdeg bruecht, fir déi zwou Bipartiten zu engem gudden Enn ze féieren. Dat ass fir d'Regierung e Bon Point, dee mer de Mëtteg hei wëlle festhalen!

Zu den Inhalter wëll ech e puer ganz kuerz Bemierkunge maachen. Et war eis Suerg - a mir hunn dat nach an deene leschten Deeg och op deser Tribün hei artikuliert -, als LSAP war et eis Suerg, dass mer souwuel bei der Indexfro wéi och bei der Fro vum Mindestloun net an e System vun dauerhafter Kompenséierung a vun engem Précédent géifen erarutschen, deen en onnéidegen an och onméiglechen Drock souwuel op den Index wéi och op zukünfteg Mindestlounerhéijunge géif maachen.



Ech wëll bei der Fro vum Index soen, dass d'Patronatsorganisatiounen jo säit Méint der Meenung sinn, éischtens, dass en ordre principal den Index am beschten ofgeschaf wär, dass se duerno op eemol gedeckelt Indextranché mam Mindestloun proposéiert hunn, dass se duerno e Moratoire vun zwee Joer proposéiert hunn. An dass schlussendlech, an dat war e wesentleche Punkt fir eis, och déi Iddi, déi Enn Oktober an der éischter Réunioun Bipartite mat de Patronen zur Diskussioun stoung, fir eng Form ze fannen, am Steiersystem eng Form ze fannen, fir déi Indextranchen ze kompenséieren iwwer staatlech bezuschusste Steiererlichterungen oder Steuerbonussen - egal wat fir ee Wee dass een do fonnt huet -, ech mengen, dass déi Iddi fale gelooss ginn ass an dass dat och gutt esou ass, dass se fale gelooss ginn ass! An dass mer eis elo beschränken op dat, wat den Accord vum 29. September ass, den Accord mat de Gewerkschaften, deen eppes ganz Prezises seet.

E seet eppes ganz Prezises fir d'Indextranche vum nächste Joer, wa se dann erfält, an e seet och eppes ganz Prezises iwwert d'Method, déi mer duerno uwennen. Ech hunn dat d'lescht Woch schonn hei gesot, och op déi Awänn, déi den Här Bausch hat am Zesummenhang mat de Pétrolspräisser am Wuerekerf, dass mer eis do eng Method ginn hunn, fir mat de Sozialpartner ze diskutéieren, wann eng Tranchéspirale entsteet - ënner anerem och aus dem Grond vu Pétrolspräisser, déi eis géife fortlafen, mä awer och aus anere méigleche Grënn, déi kéinten entstoën -, a fir dann och effektiv ze kucken, wéi mer dorobber reagéieren.

Ech mengen, dass déi Kompensatiounslösig, dass déi vum Dësch ass. An ech mengen, dat ass fir eis e gudder Punkt, dass mer net an déi Richtung gaange sinn, mä bei der Method vum dem Bipartiteaccord mat de Gewerkschaften bleiwen.

Déi zweet Saach ass déi vum dem Mindestloun, an ech wëll hei soen: Dat ass e Kompromëss, dee virun allem zréckbehält, dass dat keen dauerhaften Zoustand huet fir zukünftige Mindestlounerhéijungen. Mir hu virun hei diskutéiert, well mer de Mëtteg par hasard och iwwert de Mindestloun geschwat hunn, dass mer alleguerten - an ech hunn och de Minister esou verstane - der Meenung sinn, dass och dee Mindestloun, deen a priori héich erschénkt par rapport zu den Nopeschlänner, dass dat kee Frein à la compétitivité ass. All Zuelen, och an der Entwécklung vun den Aarbechtsplazen an deenen dote Beräicher, weisen dat.

Ech hunn dat an e puer Zuelen de Mëtteg hei gesot, a wat fir engem Mooss mer och an deene Beräicher, déi Lounniddregberäicher sinn, Aarbechtsplazen an deene leschte Méint - och an der Kris - geschaf hunn. Dass d'Patronat déi ganz Zäit proposéiert huet, fir déi Mindestlounerhéijung net ze maachen, an der Meenung ass, dass de Mindestloun haut schonn ze héich ass, dat wësse mer, dass se zum Schluss proposéiert hunn, déi och ze halbéieren, grad esou wéi den Ajustement: Och dat ass net zréckbehale ginn. Mir hunn de Mëtteg hei eestëmmege decidéiert, de Mindestloun ëm 1,9% ze erhéien.

An ech wëll just soen, dass d'Patronat bis zum Schluss - an dat war eng laang Diskussioun bis zum Schluss - proposéiert huet, fir esou enger Kompensatioun en durabelen, e Caractère pérenne ze ginn, dat heescht, och fir d'Zukunft d'Mindestlounerhéijungen iwwert dee Wee ze maachen. Et ass also, mengen ech, wichteg fir eis, dass mer hei ganz kloermaachen, dass mer dat an engem Logik vu Sortie de crise hei eng Kéier fir déi Mindestlounerhéijung, déi elo de Mëtteg decidéiert ginn ass, maachen. Mat deem Kompromëss kënnen mer liewen, well et kloer ass fir jiddwer Partner, dass bei der nächster Mindestlounerhéijung esou eng Diskussioun net nach eng Kéier dierf ugoen.

Mir sinn also mat deem Kompromëss och wéinst deene Propositionen, déi dra sinn a puncto Guichet unique... Dat ass hei scho gesot ginn, do kann een effektiv

soen: Endlech huele mer eis dat elo vir, fir bei dem Aménagement communal enger-säits a beim Kommodo-Inkommodo aner-säits dee Guichet unique ze schafen. Ech sinn do mam Här Meisch ganz d'accord, dass dat héich Zäit gëtt, fir dat ze maachen, an dass een iwwer eng Form vu Guichet unique en uerdentlechen Dispatching ka maachen, deen et erlaabt, dass déi Zäittrafferen do kënnen méi kleng gemaach ginn.

Ech wëll e leschte politesche Kommentar maachen am Zesummenhang mat der Fro, d'Cotisations sociales net weider ze erhéien bis 2014. Et géif ze wäit féieren, fir ze kucken, ob dat - an de Sozialminister huet dat virdu scho betount - néideg ass, weder an der Pensiounsversicherung nach an der Gesondheetskeess iwwerhaupt esou eng Erhéijung an deenen nächsten dräi, véier Joer ze maachen. Mir mengen, dass dat opgrond vun deenen Décisiounen, déi mer geholl hunn an deene leschten Deeg, an där Situatioun, déi mer an der Rentekeess virfannen, net néideg ass.

Ech wëll awer och ganz kloer heibanne soen, well gëschter eng Bipartite war mam Patronat, dass, wa gesot gëtt, et gëtt keng Augmentatioun fir d'Cotisations sociales, da gëllt dat - esou hunn ech et verstanen -, da gëllt dat net eleng fir d'Betribler. Da gëllt dat fir déi dräi Partner! Da gëllt dat och fir d'Salariéen, fir d'Assuréeen, an et gëllt och fir de Stat!

Ech mengen, mir hunn eis also hei eng Marschout ginn, déi prezis ass. Et hätt een driwwer kënnen streiden. Do huet den Här Bausch net ganz Onrecht, fir ze soen: „Hätt een dat net kënnen am Koup vun der gesamter Reform vun de Pensiounen diskutéieren?“ Mä d'Evenementer hunn heiansdo hir eegen Agenda. Mä ech mengen, dat ass e Punkt, wou mer mengen - besonnesch an der Pensiounskeess -, dass dat net noutwendeg ass.

A vläicht gëtt dat jo d'Geleeënheet - ech weess net, ob dat an der Bipartite gëschter diskutéiert ginn ass -, am Rahmen och vun där Pensiounsdiskussioun iwwer aner Modèles de financement, zum Beispill Gesondheetsfong, bei der Fro vu gesondheetschiedleche Produiten an esou virun, iwwer esou Methoden, iwwer esou Saachen ze diskutéieren. Vläch gëtt dat hei en Drock, fir endlech och esou eng Diskussioun konkret unzefänken an och konkret ëmzesetzen, déi, mengen ech, heibanne vu ville Fraktiounen - hunn ech d'Geffill gehat an deene leschte Joren - och ënnerstëtzt gëtt.

E leschte Saz, Dir zwee Häre Ministeren, e leschte Saz fir ze soen: Mir hunn zwou Bipartiten elo hannerun eis, mir freeën eis iwwert déi zwee Accorden, well se dem Sozialmodell d'Geleeënheet ginn, och hei zu Lëtzebuerg weider ze gedeien. Mä maacht alles, dass mer am nächste Joer erëm ënner enger verännerter, verbesserter, vläch méi schlanker Method erëm zu enger Method Tripartite kommen!

► **M. le Président.**- Här Lux, den Här Bausch wëllt lech nach eng Fro stellen.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Gären.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här Lux, Dir hutt virdu gesot am Ufank, wou Der mam Här Meisch e bësse gestriden hutt hei, ob hien da léiwer gehat hätt, datt et hei zu sozialen Onrouen a Konflikter komm wär an esou weider. Dir hutt e bessen den Androck vermëttelt, wéi wann elo déi zwou Bipartitesdécisiounen, déi getrennt geholl gi sinn, matenee kéinte liewen. Dat heescht, wa jiddwereen domadder kéint liewen.

Ech hunn awer hei e Communiqué zum Beispill viru mer vum LCGB, dee schreift: „Der LCGB...“, den LCGB schwätzt vun engem mitigierte Resultat mat zweifelhaften Elementer an der Bipartite. D'Salarié misste fir d'Kris bezuelen, d'Betribler géifen awer nach vum Stat finanziell ënnerstëtzt ginn a Cadeaue gemaach kréien an esou weider.

(**Interruption**)

Also ech mengen, dat widdersprécht awer där Philosophie, wou Der virdu wollt hei wäismaachen, wéi wa mer elo duerch déi zwee Bipartitesaccorden hei eppes virleien hätten, wat elo jiddweree géif terribel ze fridde stellen. Ech mengen, dat doten deit awer éischer op Konflikt hin, wann ech dat liesen.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Da géif sech nach d'Fro stellen, ob den LCGB an der Lag ass, fir eleng op der Gewerkschaftsfront grouss Konflikter hei vum Stapel ze loossen. Dat wär eng Fro, déi misst een dann nach emol diskutéieren.

► **Une voix.**- Fuedert se net eraus!

(**Interruptions**)

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Mä déi aner Bemierkung, déi ech wëll maachen, dat ass:...

► **Une voix.**- Den Här Spautz ass elo nees erakomm.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ech hat gëschter Owend d'Geleeënheet, mam President vum OGB-L iwwert déi Resultater ze schwätzen. Ech hunn deen och de Moien um Radio héiere se live kommentéieren an ech hat éischer d'Geffill, dass e gesot huet, dat heite gëtt e Ganzt an esou virun, mat deem mer kënnen liewen. Ech hale mech also éischer un dat, wat vun där Säit gesot gëtt.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Sou, elo kritt d'Wuert den Här Jean-Louis Schiltz.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- ...Wéi ass dat, dass den Här Schiltz ëmmer als Leschte bei den Debatte schwätzt?

► **Plusieurs voix.**- En ass net dee Leschten.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Jo, neen, mä d'lescht Woch...

► **Une voix.**- Et ass den Här Gibéryen...

(**Interruptions**)

► **M. le Président.**- Här Bettel, elo kënnst nach den Här Gibéryen an den Här Hoffmann.

► **Une voix.**- Ah!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här Bettel, et ass ëmmer eng Steigerung!

(**Hilarité**)

An den Här Hoffmann mécht de Schluss.

(**Interruptions diverses**)

► **Une voix.**- Dee kënnst nach hannendrun.

(**Hilarité**)

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Et ass net grad an allen Aspekter eng Steigerung hei, mä bon!

Här President, ech wollt am Numm vu menger Fraktioun deen zweeten Deel vum Accord, deen elo gëschter do fonnt ginn ass, als deen zweeten Deel vum Spigel dee mécht, datt Bi- a Bi- zesummegehéieren, begréissen. Deen Accord gëschter féiert zu enger globaler Offiederung vun de Käschten, déi op de Betribler leien. Dat ass fir mech den Haaptenseignement, deen ech aus deem Accord do zéien. Et ass drëm gaangen, och par rapport zum internationalen Ëmfeld, fir déi Käschten, déi am neie Joer op de Betribler wäerte leien, ofzefiedere, fir datt déi Betribler konkurrenzféeg bleiwen an - wie weess - op verschiddene Punkten och nach méi konkurrenzféeg ginn.

An deem Sënn ass deen Accord hei e Schrëtt an déi richteg Richtung, well all déi Gelder, déi de Stat erakritt, all déi Gelder, déi zu Recht agesat ginn, fir Sozialpolitiken ze konzepéieren an ëmzesetzen, mussen fir d'Éischt alt emol verdéngt ginn. Duerfir ass et och wichteg, datt déi Käschten do och virum Hannergrond vum internationalen Ëmfeld konnt ofgefiedert ginn.

Duerfir ass dat hei e Schrëtt an déi richteg Richtung, genau wéi dee Budget, dee mer d'lescht Woch gestëmmt hunn, e Schrëtt an déi richteg Richtung ass, genau wéi deen éischten Deel vun der Bipartite mat deem zweeten Deel hei den Ensembl ausmécht, dee mech zur Konkursioun féiert, datt deen Accord, deen d'Sozialpartner elo fonnt hunn, op eng gewësse Manéier, déi nei ass, dee Schrëtt an déi richteg Richtung duerstellt, dee mer hei brauchen.

Et ass natierlech esou, datt, wa meng Virriedner soen: „Et sinn net heimadder all Problemer geléist“, datt dat dann evident ass. Ech mengen, datt deen Accord vu gëschter jo och ni d'Ambitioun an d'Pré-tentioun hat - fir deen Accord -, datt deen

elo op eemol einfach esou géif all Problemer hei am Land léisen. Mir hunn nach wie vor als Fraktioun d'Zil virun Ae vum Budgetséquilibré um Horizont 2014. Mir hunn nach wie vor virun Aen déi global Konkurrenzféegkeet vun de Betribler - alles huet eppes mat deem aneren ze dinn - a mir hunn nach wie vor virun Aen déi staark sozial Komponent vum Budget, op déi de Finanzminister d'lescht Woch zu Recht hingewisen huet.

An et ass evident, datt, wa mer wëllen an dat Strukturellt goen a wa mer wëlle soen: „Mir hu strukturell flächendeckend Reformen hei gemaach“, da geet dat do alles eleng net duer, mä dat sinn alles Schrëtt an déi richteg Richtung, genau wéi déi Gesondheetsreform, déi mer gëschter gestëmmt hu respektiv haut erëm gestëmmt hunn, och e Schrëtt an déi richteg Richtung ass.

Deen Accord strooft och all déi Ligen, déi gemengt hunn - oder gehofft hunn, fir Verschiddener -, d'Sozialpartner hei am Land wäeren net méi fäeg, sech ze rappen an sech openeen zou ze bewegen. Ech weess, datt et Verschiddenen heibanne léiwer gewiescht wär, wann et um Schluss vum Joer nach eng Kéier gutt geklaakt hätt. Dann hätte se nämlech an dem Schluss-vum-Joer-Interview kënnen soen: „Gesitt Der, déi bréngen näischt fäerdeg, gesitt Der, déi bewege sech net openeen zou!“

Et sinn der jo eng ganz Rei, déi sech vill Méi ginn hunn, fir datt dat net sollt stattfannen. Et huet awer elo stattfont! Duerfir...

(**Interruptions diverses**)

Duerfir ass och ënner Bewäis gestallt, datt d'Sozialpartner fäeg sinn, sech nach op d'mannst usazweis an d'Haut vun deem aneren eranzesetzen, a fäeg sinn, eppes ze änneren, a fäeg sinn, Schrëtt ze maachen, déi deenen Ziler, déi mer eis gesat hunn, méi no kommen.

Ech wëll net am Detail op déi verschidde Mesuren agoen, sief et Weiterbildung, Mutualitéit, Assurance accident, Cotisations ou aner Elementer, de Minister huet dat am Detail gemaach. Ech wëll just hei menger Verwonderung Ausdruck ginn, wann ech héieren, datt ee vu menge Virriedner seet, hei wär strictelement guer näischt Strukturellt dran. Elo järe mer säit Joren alleguerten hei no Simplification administrative.

(**Interruptions**)

Elo hu mer, elo hu mer...

► **Une voix.**- ...näischt gemaach!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Elo hu mer...

(**Interruptions**)

► **Une voix.**- ...de Guichet unique steet scho 15 Joer an Ärem Wahlprogramm dran!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Elo hu mer...

► **La même voix.**- Mä dat ass jo näischt Neies.

(**Interruption**)

Géif e fonctionnéieren, da géif ech lech soen: „Bravo!“

► **M. le Président.**- Ech géif lech bidden, dem Här Schiltz nozelauschteren!

(**Interruption**)

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Mir järe alleguerten, Här President, säit Jore kollektiv no där Simplification administrative. Elo hu mer en neien Accord virleien, deen op de Wee vu Guichet-unique geet. Mir hunn en Accord virleien, dee kloer d'Zilsetzung virgëtt, fir an der Kommodo-Législatioun eppes ze änneren, fir op de PAGen an op de PAPen eppes ze änneren.

Wann an deem Accord den Engagement geholl gëtt, fir an der Urbanisatioun eppes ze änneren, wann an deem Accord den Engagement geholl gëtt, fir am Kommodo eppes ze änneren, an dat op engem Zil-Horizont vu sechs Méint, dann ass dat eng strukturell Reform, an da geet et net, wéi hei d'DP dat gemaach huet, fir ze soen, et wär iwwerhaupt kee strukturellen Usaz an deem dran, wat hei decidéiert ginn ass. Ech kéint och nach aner Beispiller hei bréngen.



Mir stinn um Schluss vum Joer mat deenen Elementer, déi ech opgezeechent hunn: Budget, Bipartiten, déi eng plus déi aner, déi dozou féieren, datt mer d'neit Joer kënnen ufänke virun engem Hannergrond vu sozialem Fridden, virun engem Hannergrond, deen d'ekonomesch Entwécklung weider méiglech mécht, virun engem Hannergrond och vu politescher Stabilitéit. Alles dat ass eppes, wat mir begrëssen, an duerfir sti mir och voll a ganz hannert deem Accord hei.

Ech verstinn net - an dat ass meng lescht Remarque -, wéi ee kann hei iwwert deem Accord hierfalen, andeem ee seet, wéi schlecht deem Accord fir d'Betriber wär. Ech verstinn net, Här Meisch, datt Dir kennt soen, deem Accord hei wär näischt fir d'Betriber,...

► **M. Claude Meisch (DP)**.- Neen, neen, dat...

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV)**.- ...wäre näischt fir d'Kompetitivitéit,...

(Interruptions diverses)

Wéi domm mussen déi da sinn, fir deem Accord hei ze akzeptéieren,...

► **M. Claude Meisch (DP)**.- Ech hunn datt net gesot!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV)**.- ...wann näischt Positives dran ass?

► **M. Claude Meisch (DP)**.- Ech hu just gesot, datt ënnert dem Stréch näischt fir se dobäi erauskënnt!

(Interruptions)

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV)**.- Et ass esou, datt et natierlech de Fall ass, datt...

(Interruption)

...et ass natierlech esou, datt, wann et de Fall ass, datt méintlaang diskutéiert gëtt, datt diskutéiert gëtt an enger Tripartite, och diskutéiert gëtt mam Parlament - ech war an där Sitzung derbäi, déi Der ugeschwat hutt, wou mer beim Premier waren: Ech hu keng Propos vun lech do héieren! Dat erkläert och vläicht, firwat keng Sitzunge méi duerno stattfonnt hunn.

(Interruptions diverses)

Et ass awer elo esou, et ass awer esou...

► **Une voix**.- Dir lauschtert net no!

(Interruptions)

► **Une voix**.- Wéi vill hutt Dir der bruecht, Här Schiltz?

► **Une autre voix**.- Dir hutt gespruddelt vu Proposen!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV)**.- Ech hunn der d'lescht Woch hei gemaach, ech hunn der d'virlescht Woch...

► **Une voix**.- Wéi vill hutt Der der beim Här Juncker gemaach? Guer näischt!

► **Une autre voix**.- Schummt lech!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV)**.- Ech hunn der d'virlescht Woch...

► **Une voix**.- ...beim Här Juncker guer näischt!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV)**.- ...hei gemaach. Et ass richtig, datt d'Betriber net vu Freed an d'Luucht gespronge sinn, wou se erauskomm si gëschter aus der Bipartite, mä si hunn hiren Accord ginn. Duerfir ass et falsch, fir ze soen, et wär näischt an deem Accord dran, wat géif de Betriber zeguttkommen, soss hätte se nämlech net den Accord ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Claude Meisch (DP)**.- Se kréien der elo mënnen zrou op de Bak amplaz dräi, duerfir si se frou.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Schiltz, an elo kritt d'Wuert den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, am Fong ass déi Diskussioun hei, déi mer féieren, dat sinn d'Konsequenzen. Et ass d'Resultat vun dem Échec vun der Tripartite dëst Joer am Fréijoer. Ech brauch net méi drop anzegoen, wat d'Ursaache vun deem Échec sinn.

Mir wëssen, datt mer duerno eng Bipartite krute mat de Gewerkschaften, wou en Accord fonnt ginn ass, deen aus zwee Punkte bestoung. Engersäits ass gesot ginn, datt déi nächst Indexbranche net kéint virum

1. Oktober 2011 erfalen, an déi zweet Measure, déi geholl ginn ass: Et ass gesot ginn, datt déi 0,8% Krisesteier, datt déi sech géif op 2011 limitéieren, an net 2012.

Wat elo déi zwou Moosnamen, déi do op Drock vun de Gewerkschaften duerchgesat si ginn, ubelaangt, wësse mer an der Zwëschenzäit, datt souwiso virum 1. Oktober 2011 keng Indexbranche erfält, also war do de Widerstand an de Kampf net allze vill déck. De Statec huet eis gesot, datt et wahrscheinlech Dezember géif ginn, wa se géif ausbezuelt ginn. Wat d'Krisesteier ubelaangt, vun deenen 0,8%, wou d'Gewerkschaften versprach kritt hunn, dat géif nëmme fir 2011 gëllen, hu mer d'lescht Woch e Gesetz hei gestëmmt, do steet 2011 an 2012 dran. Esou wäit zu deenen zwou Errungenschaften vun de Gewerkschaften mat hirer Bipartite mat der Regierung.

Et war kloer fir eis, datt een als Regierung - an dat war e grouse Feeler, an duerfir muss se och elo bezuelen, fir dee Feeler - net esou ka mam Patronat ëmsprangen. Och ëmgedrëit wier et net gaangen, wann d'Regierung eng Bipartite mat dem Patronat gemaach hätt a si hätt d'Gewerkschaften iwwert d'Press informéiert, wat do erauskomm ass. Et war kloer, datt hei wierklech e grouse Feeler gemaach ginn ass vun der Regierung, fir eesäiteg Décisionen ze huelen, an déi zweet Säit, déi am Fong fir d'Finanzéierung vun deene Moosnamen muss opkommen, datt déi datt iwwert d'Press gewuer ginn ass.

Et war also kloer, datt d'Patronat och géif hei d'Hand ophalen an duerfir verlaangen, datt se och en Ausgläich, eng Kompensatioun kriterien. Wa mer elo d'Resultat kucken, da stelle mer am Fong... Wann ee kuckt, wat d'Zil war vun der Tripartite: Dat war jo am Fong fir ee wesentleche Punkt, fir d'Statsfinanzen an den Équiliber ze bréngen, fir déi ze sanéieren. An vun all deene Moosnamen, déi d'Regierung am Ufank hat, ass eng no där anerer fale gelooss ginn, an elo zum Schluss gëtt och nach ausgedeelt, esou datt am Fong mer och erëm an deen ale Schema vun den Tripartiten zrëckgefall sinn.

Dat heescht, wann d'Sozialpartner sech an der Vergaangenheet net eens gi sinn, dann huet d'Regierung d'Scheckheft geholl an et ass bezuelt ginn, fir déi zwou Säiten ze fridden ze stellen. Dës Kéier war d'Absicht, wéi et ugaangen ass, just de Contraire. Mä d'Resultat ass awer elo datselwecht bliwwen, wéi et virun de Fall war: Et gëtt erëm verdeelt.

Ech wëll och elo net hei weider op déi eenzel Punkten agoen. Dat hei sollt jo am Fong méi eng Informatioun si vun der Regierung un eis, a Froen, fir datt jiddwereen den Dossier genau versteet.

Ech mengen, den Här Minister huet eis gesot, datt, wat d'Berufsausbildung ubelaangt, d'Regierung gewëllt ass, hir Participatioun vu 15,5 op 25% ze erhéien. An dat wier e Käschtepunkt vun 20 Milliounen d'Joer - ginn ech dovun aus. Well dat war virun ni esou sécher, op wat datt dee Käschtepunkt sech beleeft: 20 Milliounen d'Joer, datt dat gëtt.

Dat Zweet ass de Mindestloun. De Mindestloun gëtt kompenséiert mat 25 Milliounen, an dat ass limitéiert op dës Legislaturperiode, wann ech dat richtig verstanen hunn. Et muss een allerdéngs wëssen, datt am Laf vun dëser Legislaturperiode, 2013, och nach eng Kéier eng Mindestlounerhéijung kënn.

Ass déi hei scho mat berücksichtegt? Ass d'Patronat mat där heiter Moosnam, vu datt jo déi 25 Milliounen iwwert déi ganz Legislaturperiode lafen, ass d'Patronat och domat averstanen, datt doduerch 2013 de Mindestloun och nach eng Kéier, wéi dat normal ass, ugepasst gëtt, ouni datt dat muss zousätzlech kompenséiert ginn? Oder ass déi Fro, ass dat esou de Fall?

Dat heescht also - de Minister wënt jo -, d'Patronat ass also mat där Augmentatioun vun 2013 d'accord ouni zousätzlech Kompensatioun. Da kann een dat jo awer emol festhalen hei.

(Hilarité)

Et ass och, Här President, interessant an där Fro do vum Sozialen...

(Interruption)

Neen, d'Regierung huet dat elo hei agestanen; ech mengen, dann ass et awer wichteg, datt mer dat festhalen.

Et ass natierlech och beim Mindestloun ganz interessant, well ech hat am Kapp - ech ka mech awer iren, Här President -, datt bei de Budgetsdebatten de Kolleg Lux hei am Numm vun der LSAP gesot huet, si wiere mat kenge Kompensatiounen averstanen, souwuel wat de Mindestloun oder den Index ubelaangt. Ech war zwar hei, mä ech mengen, en hat et gesot.

(Brouhaha général)

An en hat..., an ech mengen, an ech mengen, en hat och mir...

(Interruption)

...en hat och mir gesot, d'Sozialiste wieren eng Partei, net wéi ech ëmmer géif soen, déi géif ëmfalen, mä si wieren eng standhaft Partei, déi net géif ëmfalen.

Bon, si steet also elo nach poulriicht hanner hiren zwou Meenungen,...

(Hilarité générale)

...eng Kéier, datt kompenséiert net däreft ginn, an eng aner Kéier, datt et eng gutt Iddi ass an hir Zoustëmmung fënnt,...

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.-...datt kompenséiert gëtt. Dat Ganzt kascht, wéi gesot, 25 Milliounen an et ass limitéiert op dës Legislaturperiode.

(Interruption)

D'Unfallversicherung, do gëtt d'Cotisation vun 0,1%, déi ofgedeckt gëtt, vum Stat iwwerholl. An dat sinn dann 20 Milliounen fir d'Joren 2011 an 2012. An dann ass gesot ginn, d'Sozialbäitrag, déi géifen an dëser Legislaturperiode net méi an d'Luucht goen.

Ech wëll emol net iwwert d'Pensiounen schwätzen, wou ech och der Meinung sinn, datt mer keng Augmentatioun brauchen, mä datt mer do aner Léisunge fanne sollen. Mä ech sinn awer iwwerzeugt, datt, wann d'Krankekesen- oder d'Gesondheetskeess-Cotisioune sech bis 2014 net méi bewegen, dann ass mat deem heiten automatesch gëschter decidéiert ginn, datt d'Participatioun vun den Assurées an deenen nächste Joren erop wäert goen, well dat ass...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale**.- Neen! Ganz kloer: neen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Also, Här President, ech géif awer och gare soen, datt mer dat awer och sollte festhalen hei.

(Brouhaha général)

Also, mir hunn awer elo schonn...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale**.- Dat kënn Der roueg festhalen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.-...zwou ganz wichteg Aussoe kritt. Also, de Gesondheetsminister war...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale**.- Dat kënn Der roueg festhalen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- ...ganz kloer. Also den Här Budgetminister a Finanzminister huet gesot...

► **Une voix**.- D'Eegebedeelegung geet net méi weider erop.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- En huet gesot, d'Cotisation geet net an d'Luucht. An den Här Gesondheetsminister a Sozialminister seet, d'Participatioun...

► **Une voix**.- Mir schafen d'Medikamenten of.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- ...geet net méi an d'Luucht.

(Interruptions)

Also, et ass schonn emol gutt ze wëssen, datt weder d'Participatiounen nach d'Cotisioune virum 2014 eng Kéier wäerten an d'Luucht goen.

Här President, de Guichet unique. Ech war iwwerrascht ze héieren, datt d'Regierung en Accord getraff huet, datt mer elo e Guichet unique géifen aféieren.

(Hilarité générale)

Dat war emol eppes Neies. Dat muss och emol erëm eng Kéier gesot ginn. An ech war méi iwwerrascht, well de 17. November 2008 - de 17. November 2008! -, dat sinn elo eppes méi wéi zwee Joer hier, du war nämlech eng risegrouss Pressekonferenz hei am Land organiséiert ginn, direkt vun zwee Ministeren, vum Här Wiseler a vum Här Krecké, déi hunn nämlech näischt aneschtens do virgestallt,...

(Interruptions)

...Här President, wéi de Guichet unique!

► **Une voix**.- Et waren der nach méi!

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- De Guichet unique ass do virgestallt ginn. Elo weess ech erëm net, ob ech dat deemools falsch héieren hunn. Ob dat elo esou war oder net. Well eppes, wat scho virum zwee Joer agefouert ginn ass, wéi kann dat dann elo gëschter decidéiert ginn, datt dat elo agefouert gëtt? Entweder et ass virum zwee Joer agefouert ginn...

► **Une voix**.- Mä dat war deemools nach keng Strukturreform.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Ah, voilà jo, jo. Also, fir unzefänken...

► **Une voix**.- Här Gibéryen, Dir hutt dat falsch verstanen. Dat war de Guichet unique...

(Brouhaha général)

Dat war de Guichet unique virtuel, dee virgestallt ginn ass.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Gelift?

► **La même voix**.- Dat war de Guichet unique virtuel, dee virgestallt ginn ass.

(Hilarité générale et brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Jiddwereen, jiddweree soll säi Guichet unique hei kréien am Land. Dat ass an der Rei. Well da si mer nämlech, da si mer nämlech genau erëm do, wou mer waren a wou mer virdu waren. Jiddweree mécht erëm, wéi e wëllt, wann Dir fäerdeg sidd.

Här President, ech wëll op de finanzielle Volet zrëckkommen. Fir d'Berufsausbildung 20 Milliounen d'Joer - véier Joer sinn 80 Milliounen -; fir d'Augmentatioun vum Mindestloun 25 Milliounen op dës Legislaturperiode limitéiert - 4x25 gëtt 100 Milliounen -; fir d'Unfallversicherung 20 Milliounen limitéiert op 2011 an 12 si 40 Milliounen. Dann ass dat do am Fong e Pak vun 220 Milliounen, dee gëschter decidéiert ginn ass.

Ech wollt dat just hei an Erënnerung rufen, datt also hei gëschter 220 Milliounen engagéiert gi sinn. An da kréie mer gesot, dat hätt awer keng Répercussiounen op de Statsbudget. An dat ass schonn erëm eng vun deene fantastesche Saachen, déi déi heite Regierung faerdeg bréngt. Si féiert all zwee Joer en niee Guichet unique an. Elo ka se och nach 220 Milliounen ausginn, ouni datt dat de Statsbudget mierkt.

(Hilarité)

Här President, also et ass formidabel, wéi déi Regierung hei fonctionnéiert. An duerfir brauch et engem och keng Angscht ze si fir d'Zukunft vun dësem Land.

(Hilarité)

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Ech halen op jidde Fall fest, datt an där enger Bipartite d'Gewerkschaften duerchgesat hunn, datt den Index den 1. Oktober net virum 1. Oktober d'nächst Joer erfält, deen am Dezember d'nächst Joer erfält; an datt d'Krisesteier vun 0,8 2011 an, wéi mer et awer am Gesetz gemaach hunn, 2012 och erfält; an datt mer op där anerer Säit hei elo ons fir 220 Milliounen als Stat engagéiert hunn, ouni datt d'Parlament virun informéiert ginn ass. Elo si mer zumindest informéiert.

An ech ginn och dovun aus, datt mer dann och am Detail wäerten an deenen nächste Deeg a Wochen an deenen zoustännege Kommissiounen ons kënnen mat deene Problemer hei befaassen.

Ech soen lech Merci a wënschen lech schéi Chrëschtdeeg.



(Hilarité générale)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. Elo kritt d'Wuert nach den Här Hoffmann.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Et gëtt manner witzeg.

Här President, et ass selbstverständlich, dass ee par rapport zu deene Mesuren, och no der Informatioun vum Finanzminister, héchstens eng éischt provisoersch Appréciatioun ka maachen, quitte dass een da spéider drop zrëckkënn. Och, wann den Dossier e bësse méi vollstänneg ass, feelt et hei jo awer nach u ville prezisen Donnéeën.

Eng éischt Appréciatioun iwwert d'Prozedur brauch een net ze maachen, well déi ass scho gemaach ginn. Dat ass einfach eng Katastroph, wéi an dësem Fall beispillsweis - ech kommen nach drop zrëck -, während mir hei iwwert d'Unfallversicherung diskutéieren a vun engem Taux ausginn, niewendrun op enger anerer Plaz en aneren Taux schonn accordéiert gëtt. Et ass eigentlech e Mépris par rapport zum Parlament.

► **Une voix.**- Très bien!

(Interruption)

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- De Mëtteg - do sinn ech awer sécher, Här Gibéryen -, de Mëtteg huet den Här Lux - elo leeft e fort -, de Mëtteg huet den Här Lux an der Diskussioun iwwert de Mindestloun eis hei Chiffres à l'appui bewisen, an ech hunn em och Recht ginn, dass eis Ekonomie kee Kompetitivitéitsproblem huet. Zumannst net, wat d'Käschte betrëfft, wat d'Lounkäschte betrëfft.

Zwou Stonnen duerno muss mer déi - wéi vill, Här Gibéryen? - 220 Milliounen fir déi nächst Joren, déi muss mer begrënne mat engem gréisseren Kompetitivitéitsproblem vun eiser Ekonomie.

Ech froe mech: Wat muss d'Regierung eigentlech nach maachen, fir dass den Här Michel Wurth eng Kéier seet, eis Ekonomie wär kompetitiv genuch? Well et ass jo selbstverständlich, dass déi aner Länner an deem Kompetitivitéitskrich do net ophalen. Déi fuere jo och selbstverständlich weider. Dat heescht, wa mir net dozou kommen, innerhalb vun der Europäescher Unioun eng Kéier do ze stoppe mat deem Kompetitivitéitskrich, da weess ech net, wou mer landen. Da lande mer eng Kéier do, dass d'Betriber iwwerhaapt keng Steiere méi bezuelen, an natierlech um soziale Plang lande mer dann och do, dass keng Léin méi ausbezuelt ginn.

(Interruptions)

D'Mutualitéit, d'Mutualitéitskeess kritt, d'Mutualitéit, pardon, kritt 25 Milliounen, wann ech richteg verstanen hunn. Dat soll da kompenséieren, fir dass d'Betriber, déi vill Leit hu mat dem Mindestloun, iwwert d'Ronne kommen. Dat Mannst, wat een dozou muss soen, dat ass, dass mer awer nach herno gären Informatiounen hätten, wéi dat da prezis leeft. Wat mer awer elo scho wëssen: Et ass e Cadeau vu 25 Milliounen fir d'Patronat.

Ech mengen, mir mussen einfach emol dovun ewechkommen - vläicht och e Rot un d'DP -, mir mussen einfach emol dovun ewechkommen, fir Léin, och Mindestléin, ëmmer nëmmen als Käschten ze gesinn. Mindestléin sinn en Akommes, Akommes ass eng Demande, a grad déi Betriber, déi vill Leit beschäftege mat dem Mindestloun, dat sinn zu engem ganz groussen Deel och déi, déi op eng Demande hei um Bannemaart ugewise sinn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Wann déi de Mindestloun ëmmer nëmme wellen erofsetzen, ëmmer nëmmen als Käschtpunkt betruachten, da schéisse se sech an den eegene Fouss.

Wat mer net haut héieren hunn, wat ech awer an der Press gelies hunn, dat ass, dass am Zesummenhang mat där Mutualitéit och erëm dee schreckleche Begrëff vum Absentéismus opgedaucht ass. Dee Begrëff eleng ass schonn onerträglich,

well e bedeit, dass mer sämtlech Leit, déi krank ginn, ënner e Generalverdacht stellen: Si hätte keng Grënn, fir krank ze ginn.

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Dir stellt och d'Patronen ënner Generalverdacht!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Ech?

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Dir!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Zum Beispill? Wann Der mer meng Zäit net...

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Et ass alles Här Wurth! D'Patronë sinn all Här Wurth!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Wann ech méi Zäit hätt, Här Clement, da géif ech lech...

► **M. le Président.**- Här Hoffmann, profitéiert!

(Hilarité générale)

► **Une voix.**- Dir hutt der net oft esou vill wéi haut!

► **Une autre voix.**- Profitéiert elo dovun!

► **M. le Président.**- Dat kënn esou bal net méi erëm, dass Der zéng Minutten hei kritt!

► **Une voix.**- Dat war déi Bescht fir haut!

► **Une autre voix.**- Déi war net schlecht!

► **Une troisième voix.**- Jo, fir eng Kéier!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Also, ech ginn nach ëmmer vun der Hoffnung aus, dass mer déi Karikatur vun Demokratie...

(Interruption)

...hei am Parlament eng Kéier änneren!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här Clement, ech si mer wuel bewosst - ech hunn dat zwar hei vläicht..., ech weess net, ob ech et hei scho gesot hunn, ech hunn et op anere Plaze gesot -, ech verwiesselen net meng Coiffeuse, mä Schränner, „mäin“, entschëllegt deen Ausdrock, mä Bäcker, mä Metzler verwiesselen ech net mam Här Mittal,...

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Jo, mä da sot et och méi nuancéiert an Are Rieden!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- ...fir deen den Här Wurth steet. Mä ech gebrauchegen eigentlech... - Dir hutt Recht -, am Fong geholl dierft ech net ëmmer Patronat soen, sondern am Fong geholl misst ech ëmmer éischer Aktionäre soen.

(Hilarité)

Well et sinn déi, déi eigentlech vun deem, wat mir hei als Cadeau maachen, am meeschte profitéieren.

► **Une voix.**- Da maacht dat och, da maacht dat och!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Sou, déi Differenzéierung, déi sollt Der dann also och wann ech gelift zur Kenntnis huelen.

(Interruption)

Nach eng Kéier zu der Unfallversicherung, wat d'Prozedur betrëfft, dat ass wierklech onerträglich. Mir decidéieren hei zwar net den Taux, effektiv, mir decidéieren hei e Gesetz, mir stëmmen e Gesetz, mir ginn aus vun engem Taux, deen hei vu jiddwengem um Pult widderholl ginn ass, a niewendrun, an engem anere Sall, decidéiert d'Regierung zesumme mam Patronat, dass dat net méi den Taux ass, sondern dass et en aneren ass! Dat als Éischt!

Dat Zweet: Firwat hu mer deen eenheetlechen Taux agefouert? Mir hunn den eenheetlechen Taux agefouert, virun allem, fir deenen - dat war d'Begrënnung offiziell -, fir méi Gerechtegheet ze schafen a fir virun allem deenen Handwerksbetriber, wou ganz oft méi en Unfallrisiko besteet, fir deenen ze hëllef. A wat maache mer elo? Elo fuere mer mat der Géisskan, well dat, wat mer elo hei maachen als Erofsetzung, dat profitéiert jiddwengem! Dat profitéiert also och de Banken, dat heescht also, déi keen, eigentlech kee Problem, och net e Problem...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- ... mat dem Mindestloun hunn.

Dann déi Fro vun de Cotisationserhéijungen. Den Här Bausch huet Recht: Wann Der engersäits sot, mir bräichte souwiesou an den nächste Jore keng Cotisationserhéijung, dann hätt Der mam Patronat keen Accord brauchen ze huelen, dann hätt Der si kënnen informéieren. Dann hätt iwwerhaapt näischt an der Press brauchen ze stoen.

Hei setzt Der en Zeechen! Hei setzt Der en Zeechen, an den Här Gibéryen huet d'Fro scho vun den Eegebedeellungen opgeworf, mä prinzipiell setzt Der en Zeechen! Prinzipiell setzt Der d'Zeechen: Un d'Cotisioune gi mer net erun, well mer dem Patronat - pardon, net Patronat -, well mer den Aktionäre wellen entgéintkommen. Duerfir setze mer d'Cotisioune haaptsächlech...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- ... an den Assuréeen! Déi bezuelen och Cotisioune, bis op Weideres!

(Interruption)

Dat heescht: Cotisationserhéijungen, dat ass kee Selbstzweck. Oder sidd Dir der Meenung, dass dat e Selbstzweck ass? Wann een den Assurée ka Cotisationserhéijungen erspueren, soll een hinne se och erspueren. An dem Stat! Oder sidd Der anerer Meenung?

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Ech sinn der Meenung, Här Di Bartolomeo, an dat hunn ech lech virgëschter schonn eng Kéier gesot, dass Cotisationserhéijungen - souguer beim Salariat, also déi vum Salarié - méi gerecht sinn...

► **Une voix.**- A wa mer se net brauchen?

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- ... wéi Eegebedeellungen. Mir hunn awer hei am Zesummenhang vun der Gesondheitsreform massiv, massiv Eegebedeellung an der Héicht vun 20 Milliounen, zwar net hei am Kader vum Gesetz, mä Dir hutt déi an engem anere Kader festgesat.

(Interruptions)

Dat treëft d'Leit mat klengem Akommes däitlech méi haart wéi déi kleng, wéi déi relativ bescheide Cotisioune, well déi op d'mannst jo nach vum Revenu ofhänkt an d'Eegebedeellung net.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Mir hunn déi niddregst Eegebedeellung op der Welt. Just esou niewebäl!

► **Plusieurs voix.**- Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Och den 1. Januar nach!

► **Une voix.**- Dat ass richteg, et gëtt vill Länner op der Welt, wou...

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Mir hunn déi niddregst Cotisioune op der Welt. Mir hunn déi niddregst Steiere fir eis Betriber op der Welt, an awer muss mer natierlech permanent nach déi Kompetitivitéit erhéijen!

► **Une voix.**- Dat do war elo net wouer.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Dee Punkt an deem Pak, esou wäit, wéi mer e bis elo kennen, deem een eng gewisse positiv Bedeitung kann ofgewannen, dat ass nach vläicht dee vun der Formatioun, obwuel een awer och do eigentlech ka soen: Am Fong geholl hunn d'Betriber jo selwer Intérêt drun, Formatioun ze maachen. Wa se Formatioun maachen, dann ass dat an der Regel jo och, fir hir Produktivitéit ze erhéijen, dat heescht, et läit souwiesou an hirem eegenen Intérêt.

Ofgesinn dovunner sinn ech der Meenung, dass een d'Fro och nach da muss stellen - an do wäre jo dann och Informatiounen nach vläicht ze liwweren -, fir wien déi Formatioun gemaach gëtt, wéi cibléiert - am Zesummenhang vun den Diskussiounen, déi mer de Mëtteg och iwwert de Mindestloun haten -, wéi cibléiert se gemaach gëtt fir déi Leit, déi wierklech esou eng Formatioun am meeschte brauchen.

An enger Zeitung, déi awer der CSV net net nosteet, steet als Titel vun deem, wat an der Bipartite decidéiert ginn ass: «Des compensations à la pelle». Mat der Schëpp! Mat der Schëpp fir d'Patronat, ondifferenziéiert, mat der Schëpp, implizit fir déi, déi et am mannste brauchen!

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Wëllt den Här Finanzminister nach eng Kéier dozou Stellung huelen? Net?

(Négation)

Da géif ech proposéieren, dass mer domadder d'Diskussioun géifen ofschléissen.

10. Discours de fin d'année de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, mir sinn elo um Enn vun eiser leschter öffentlecher Sitzung virun de Feierdeeg ukomm, a wéi dat esou Tradition ass, erlaabt mer, kuerz op e puer wichteg Evenementer vun dësem Joer anzegoen an e kuerzen Ausbléck op dat neit Joer ze maachen.

Fir d'Éischt emol wëll ech e puer Zuelen nennen:

Mir haten 48 öffentleche Sitzungen, déi an iwwer 500 Kommissiounssitzunge preparéiert goufen. Dëst Joer goufe 85 Gesetzesprojete gestëmmt, et goufe 14 Aktualitéitsstonden, zéng Orientéierungsdebatten, méi wéi 730 parlamentaresch Ufroen a 25 Question-urgenten.

Des Weidere sinn am Kader vun der Europaprezedur vun der Chamber an dëser Sessioung zéng Dossiere vun der Europäescher Kommissioun op d'Subsidaritéit kontrolléiert ginn. Dräimol huet d'Chamber eng Resolutioun gestëmmt, fir en Avis motivé un d'Europäesch Kommissioun ze schécken. Eng Kéier ass den Avis vun der parlamentarescher Kommissioun fir nohalteng Entwécklung komm, zweemol vun der Landwirtschaftskommissioun. Sujete waren zum Beispill dat europäesch Schinnennetz oder och nach déi europäesch Léiglatioun fir d'Landwirtschaft. Et ass hei all Kéiers gekuckt ginn, dass der spezifischer Situation vun eisem Land Rechnung gedroe gëtt.

Dës Exercicer hunn eis awer och bewisen, dass déi Prozeduren, déi mer eis ginn hunn, et erlaben, déi aacht Wochen Délai, déi vun Europa virgeschriwwen sinn, ze respektéieren.

Do dernieft huet d'Chamber awer och nach véier Avis-politiquen op Bréssel geschéckt. Sujete waren hei ënner anerem d'OGMen oder nach d'Kontroll vun de Budgete vun den Eurolänner. All dës Avisé weisen, dass d'Chamberskommissiounen d'Propositione vun der Europäescher Unioun genau ënnert d'Lupp geholl hunn.

Ech wëll dann haut och vun der Geleeënheet profitéieren, fir meng Zefriddenheet auszedrécken iwwert d'Aart a Weis wéi d'Chamber, d'Deputéierten awer och d'Mataarbechter vun dësem Haus de Lissabonner Vertrag ëmgesat a mat Liewen erfüllt hunn. Duerfir vun dëser Plaz aus e grouse Merci. Besonnesch frou sinn ech, dass europapolitesch Themen ëmmer méi de Wee, net nëmmen an d'Kommissiounen, mä awer och an de Plenum fannen.

Léif Kolleginnen a Kollegen, mir hu virun e puer Deeg hei de Steierpak gestëmmt an och de Budget fir dat nächst Joer. Lëtzebuerg steet momentan am Verglach mat anere Länner net esou schlecht do. Ech hunn dann och an den Debatten iwwert d'Finanzen esou munch positiv Téin héieren, déi op eng méi positiv Entwécklung, och vun eiser Wirtschaft, hindeiten.

All dës méi positiv Elementer sollen eis awer net vergiesse loosse, dass nach laang net alles perfekt an eisem Land ass an dass mir och nach net definitiv d'Sortie de crise gepackt hunn.

Ech bliwen duerfir iwwerzeegt, dass mer net derlaanscht kommen, fir déi noutwendeg Strukturreform virzehuelen. En éischte wichtige Schrëtt hu mer dës Woch gemaach mat der Gesondheitsreform, an ech hoffen, dass mer an deenen nächste Méint d'Reform vum Pensiounssystem an Ugrëff kënnen huelen.

Erlaabt mer awer nach ee Punkt opzegräifen aus de leschte Budgetsdebatten, dee mir och als President vun dësem Haus besonnesch richteg a wichteg erschénkt: Mir mussen eis als Parlament méi oft mam Budget am Joer befaassen, an et geet net méi duer, dass mer dat just während enger Woch um Enn vum Joer maachen. Mir kréien d'Geleeënheet am Kader vum „Europäesche Semester“. An dëst ver-



laangt allerdéngs souwuel op der Säit vun der Regierung wéi vun der Chamber méi Kontroll an Disziplin.

Ech mengen och, datt mir hei sécherlech e gewëssenen Nohuelbedarf am Haus hunn, wann ech emol kucken, wéi oft an eisen Nopeschparlamentarier iwwert de Budget debattéiert gëtt. Ech kann déi Iddi also nëmmen ënnerstëtzen, déi vu quasi alle Riedner am Kader vun de Budgetsdebatten ëmmer erëm widderholl ginn ass.

Wann ech vum „Europäesche Semester“ schwätzen, sinn ech dann och bei der Europäescher Unioun, déi sech am Moment an enger kruzialer Phas vun hirer Existenz befënn. Mir mussen eis alleguer zesumme Gedanke maachen iwwert déi zukünfteg politesch Ausrichtung vun Europa a seng Bedeutung an der Welt, wou d’Gewichtungen amgaange sinn, sech ze verschieben.

Dëst konnte mer erëm virun e puer Deeg beim Klima-Sommet zu Cancún feststellen, wou et leider net d’Europäescher Unioun war, déi déi Leaderroll gëspillt huet, mä déi vun de Pays-émergenten e bëssen an den Eck gedréckt ginn ass. Et muss ee leider ëmmer erëm feststellen, datt dës Unioun et net fäerdeg bréngt a verschidene Beräicher, mat enger Stëmm ze schwätzen.

Derbäi kënnt, datt et iwwert déi zukünfteg politesch Ausrichtung am Moment an der Europäescher Unioun leider kee Konsens schéngt ze ginn.

Ganz besonnesch de Rettungsschierm an domat enk verbonnen d’Zukunft vum Euro stinn zur Diskussioun. Europa ass sech net eens, wat déi richteg Richtung ass. Ech wëll hei an haut net op déi verschidden Optione agoen, iwwert déi am Moment heftig debattéiert gëtt.

Allerdéngs schéngt mir eppes kloer ze sinn, an dat wëll ech haut awer nach eng Kéier ënnersträichen: Datt et fir mech keen eegenen nationale Wee méi gëtt an datt et net méi an déi Zäit hei passt, sech op national Standpunkter a Positionen ze verengen. Déi Welt hei wiest zesummen; d’Krisen- an d’Katastrophepreventioun souwuel a Saache Finanzen wéi Klima packe mer nëmme mat enger maximaler Kooperatioun.

An zu enger Kooperatioun gehéiert natierlech och d’Solidaritéit tëschent deene verschiddene Memberlänner vun der Europäescher Unioun fir d’Éischt, awer och d’Solidaritéit mat deene Länner ausserhalb vun der Unioun, deenen et vill méi schlecht geet.

Ech weess, datt et fir jiddweree vun eis net ëmmer einfach ass, al agesiessen Denkschemen a Fro ze stellen, mä mir mussen eis bewusst sinn, datt eist Land net dat

bleiwe kann, wat et elo ass, wa mir déi vill a besonnesch nei Erausforderungen, déi an deenen nächste Jore op eis dann zoukommen, wëlle packen.

Derbäi kënnt, datt an de leschte Jore eis Bevölkerungsstruktur sech staark verännert huet an dës Tendenz an deenen nächste Jore a Jorzéngte wäert viruoen.

Als klengt Land gëtt et ëmmer méi schwéier, am internationalen Ëmfeld gehéiert ze ginn, wéi mir dat jo och besonnesch an de leschte Méint am Kontext vun de Kritiken un eiser Finanzplaz erlieft hunn. Duerfir ass et ëmsou méi wichteg, datt mir iwwert d’Europäescher Unioun versichen, Afloss ze huelen, wat allerdéngs virusetzt, datt mir Europa an den Euro net als e Problem, mä als eng Léisung fir Problemer gesinn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll op dës Plaz nach op en anere Phenomeen agoen, deen ech schonn d’lescht Joer a menger Ofschlossried thematiséiert hunn an dee mer Suerge mécht, an zwar dee vun der Akzeptanz beim Bierger vun den Décisiounen, déi vun der Politik geholl ginn.

„Stuttgart 21“ oder d’Protester géint d’Castor-Transporter an Däitschland sinn hei zwee aktuell a konkret Beispiller vun enger gemeinsamer Entwécklung, och wann d’Ursaachen op den éischte Bléck verschidde sinn. Hei ass amgaangen eng ausserparlamentaresch Protestkultur ze entstoen, déi sech géint eleng an eesäiteg emfonnen Décisiounen vun der Politik richt. Ech nennen et eng ëmmer méi grouss Distanz, déi sech tëschent dem Bierger an der Politik opmécht an déi dem Bierger d’Gefill gëtt, datt déi douewen - an dozou gehéieren d’Regierungen an d’Parlamentarier an éischter Linn - net méi op déi doënne, den normale Bierger, lauschteren.

Och wa mir sécherlech hei am Land nach esou Phenomeener wéi an Däitschland Gott sei Dank net kennen, esou dierf een d’Aen zwar trotzdeem net dovir zoumaachen, datt och ëmmer méi Bierger an dësem Land amgaange sinn, sech vun der Politik ofzewenden, well se d’Gefill hunn, datt se dach net méi nogelauschert kréien.

Ech wëll duerfir och haut um Enn vum Joer un eis allegueren en Appel riichten, fir ze iwwerleeën, wéi mer dee Gruef, dee sech och hei am Land tëschent der Politik an der Bevölkerung opmécht, erëm esou schnell wéi méiglech zougesecht kréien. An duerfir ass et wichteg, datt mir eis hannerfroen, wéi iwwer politesch Debatten hei am Haus eraus mir och dem Bierger déi Décisiounen méi no kënnen bréngen, an dëst vläicht och méi am Virfeld vun Ofstëmmungen. Hei si mir allegueren gefuerdert.

dert: d’Regierung, d’Chamber, awer och d’Gemengeverantwortlech. Ech wier frou, wa mer vun deene besënnlechen Deeg géife profitéieren, fir eis all zesummen och heiriwwer e puer Gedanken ze maachen.

D’Leit dobausse si besuergt iwwert d’Situatioun am Land an hir eegen Zukunft. Ech hunn duerfir staark begréisst, datt an de Budgetsdebatten de Sozialstat vun deene meeschte Riedner ugeschwat ginn ass, a war duerfir och besonnesch frou, datt deen een oder deen anere vun lech op d’Problematik vun der Kannerarmut agaangen ass. Ëmmer méi Leit, besonnesch méi jonk Leit, falen duerch déi sozial Netzer a geroden an Aarmut.

Wéi ech virgëschter Owend am Foyer vun der Caritas war, fir mer en aktuell Bild vun der Situatioun, besonnesch elo am Wanter, ze maachen, war ech erëm schockéiert, wéi vill Leit hei am Land keen Daach iwwert dem Kapp hunn a wéi vill jonk Mënschen heiren sinn. An dat ass jo just d’Spétt vum Äisbiereg.

Aarmut a ganz besonnesch d’Kannerarmut kann an dierf een net nëmmen u materiellen, mä muss een och um soziale Plang moossen. Hei mécht mir besonnesch Suerge, datt ëmmer méi Kanner a Jugendlecher haut an dësem Land keen Accès méi u sportlech, kulturell an aner Aktivitéiten hunn an hir Fräizäit ganz eleng an exklusiv virun engem Computer oder engem elektronesch Spill verbréngen, mat allen negativen Konsequenzen, déi dat op hir Entwécklung huet. Och dat ass eng Realitéit hei zu Lëtzebuerg, virun där mer d’Aen net sollen zoumaachen. Och do si mir allegueren gefuerdert.

Och déi lescht Resultater, déi eis Schüler an de PISA-Tester erreicht hunn, gi leider net zu allze vill groussem Optimismus Ulass. Hei si sécherlech nach ganz vill Efforten ze maachen, fir d’Konkurrenz ganz besonnesch mat aneren europäeschen Nopeschlänner opzehuelen. D’Politik ass weider gefuerdert, hei de richtige Kader en place ze setzen, an deem d’Enseignanten an d’Schüler déi beschtméiglech Leeschtungen errechen.

Allerdéngs kann d’Politik net alles, an duerfir ass et wichteg, datt d’Enseignanten, d’Schüler an hir Elteren heiansdo hir Astellung par rapport zu der Schoul hannerfroen. Mir sinn eis sécherlech allegueren eens, wéi wichteg e performante Schoulsystem fir déi weider Entwécklung vun eisem Land ass. Nëmme gutt forméiert jonk Mënsche wäerten eisem Land a senger Wirtschaft et erlaben, sech esou opzestellen, datt se och an enger globaliséierter an domadder der Konkurrenz wesentlech méi ausgesatener Welt bestoe kënnen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, no dëse méi kriteschen Iwwerleeungen erlaabt mir awer, mat engem méi positive Punkt ofzeschlëssen, nämlech deem, datt mir den 30. November d’Schlëssele vun eisem neie Gebai kritt hunn,...

► **Plusieurs voix.**- Ah!

► **M. le Président.**- ...wat mir mat eisem Noper, dem Institut Luxembourgeois de Régulation, wäerten deelen. No e puer techneschen Aménagementen an Embaumarbechte kënnen d’Servicer, déi elo a gelounte Gebaier hei an der Stad ënnerbruecht sinn, hoffentlech dann am spéide Fréijoer an dat Haus plënnere, wou och d’Fraktiounen déi nei Versammlungsraum wäerte benotze kënnen. Domadder dierften dann och déi Plazproblemer, déi ganz besonnesch an de leschte Jore akut waren, endlech fir eng gutt Zäit geléist ginn.

Mir haten 2010 e chargéiert Joer, an et ass vill a gutt Aarbecht geleescht ginn. Duerfir wëll ech op dës Plaz net mëssen, fir allen Deputéierten, mä och de Mataarbechter aus dësem Haus an aus de Fraktiounen, gradesou wéi der parlamentarescher Presse grouse Merci auszeschwätzen.

Fir 2011 wënschen ech lech elo scho schéin a besënnlech Feierdeeg an e glécklecht neit Joer a virun allem eng gutt Gesondheet. Meng beschte Wënsch riichte sech natierlech och un d’Membere vun der Regierung a vun deenen aneren Institutionen, un d’Mataarbechter vun der Parlamentsverwaltung a vun de Fraktiounen, un déi parlamentaresch Presse an och d’Sécherheetspersonal vun der Chamber.

An all deene Leit, déi eis nolauschteren oder nokucken, wënschen ech schéi Chrëschtdeeg an alles Guddes fir dat neit Joer.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Den Här Bettel huet d’Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Merci, Här President. Ech hunn haut d’Vertraue vu menge Fraktiounschefekollegee kritt, fir am Numm vun deenen aneren 59 Kolleginnen a Kollegen lech Merci ze soe fir dëst Joer, wat mer ënner Ärer Presidentschaft hei geschafft hunn.

Dir hutt et haut nach eng Kéier bewisen, wéi Der op eng neutral Aart a Weis enger Fuerderung vun der Oppositioun Recht ginn hutt. Ech mengen, et ass net an all Land, wou ee kann als Oppositioun och vun engem Chamberspräsident Rechter unerkannt kréien. An duerfir wëll ech lech a mengem perséinlechen Numm an am Numm och vun de Kollegen heibanne Merci soen.

Ech mengen, et ass wichteg, dass mer hei Debatten hunn, an dass och de Minister direkt komm ass. Dat ass e Respekt vis-à-vis vun enger Institution, an ech wëll och dowéinst der Regierung selbstverständlech... Elo ass dee Moment, wou een net dat seet, wat een trennt, mä wat een eenegt. An ech mengen, mir sinn eis allegueren...

(**Interruption**)

...hei eens, dass dat d’Wuel vun eisem Land a vu senger Bierger ass. An och wa mer verschidden Aart a Weisen hunn, fir dat auszedrécken an hei ze dévloppéieren, ass dat eis Volonté commune.

Dowéinst lech, dem Greffe, de Fraktiounsmataarbechter a selbstverständlech dem Pouvoir exécutif och eis bescht Wënsch fir dat neit Joer, virun allem eng gutt Gesondheet, well, wann déi net do ass, da geet de Rescht och net!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci. Den Här Finanzminister Luc Frieden huet d’Wuert.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Här President, ech géif gären am Numm vun der Regierung Merci soe fir déi léif Wënsch vun lech a vun de Fraktiounen un d’Adress vun der Regierung.

2010 war effektiv en haart Joer, wou et vill politesch Debatte gouf, vill Auseinandersetzungen, oft Sträit. Ech hoffen awer, datt mer allegueren realiséieren, datt mer et fäerdeg bréngen, och nom Sträit, ëmmer erëm a grad hei an dësem Haus, wat jo awer d’Émanatioun ass vun de Leit, déi hei am Land wunnen, datt mer eis dann op engem gewëssene Moment zesummefannen, fir eng Décisioun ze huelen, an datt déi och vun deenen, déi se net geholl hunn, duerno mat respektéiert gëtt.

Ech géif gären am Numm vun der Regierung Merci soe fir déi Zesummenaarbecht, déi mer dëst Joer haten, an de Wonsch natierlech ausdrécken, datt déi Zesummenaarbecht an deem nächste Joer nach ka besser ginn. Et kann een ëmmer Saachen, déi net perfekt gelaf sinn, verbesseren. Dat ass eise Wëllen an eise Wonsch fir d’nächst Joer.

An deem Sënn géif ech lech allegueren, onofhängeg vun Ärer politescher Meinung, déi an der Demokratie och noutwendeg ass an hirer Villfalt, alles Guddes, schéi Feierdeeg, schéin Chrëschtdeeg an e glécklecht neit Joer elo scho wënschen.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Finanzminister.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir de 25., 26. a 27. Januar. Ech wënschen lech all eng gutt Heemrees. Passt op, well et ass net ganz evident.

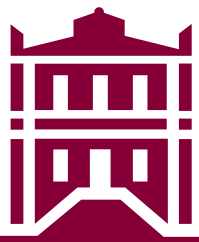
D’Sitzung ass opgehuewen.

(**Fin de la séance publique à 19.54 heures**)

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

- An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
-
- An der Gemeng Conter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
-
- An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
-
- An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
-
- Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
-
- An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
-
- An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
-
- Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nospelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
-
- An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
-
- Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
-
- Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*



Sommaire

1. Déclaration du Gouvernement sur les propos d'un membre du Gouvernement dans le cadre d'une enquête policière

- *Déclaration: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État*
- *Débat: M. Xavier Bettel (à qui M. Jean-Claude Juncker répond, dépose une résolution), M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann*
- *M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État (M. Xavier Bettel pose une question)*
- *M. Xavier Bettel (parole après ministre), M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, M. François Bausch (parole après ministre), M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Gast Gibéryen (parole après ministre), M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État (répond à M. Gast Gibéryen et intervient au sujet de la résolution 1)*
- *Vote sur la résolution 1 (rejetée)*

2. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

- *M. le Président*

3. Communications

- *M. le Président*

4. Changement de dénomination de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne

- *M. le Président*

5. Ordre du jour

- *M. le Président*

6. Heure de questions au Gouvernement

Question n°95 du 25 janvier 2011 de M. Ali Kaes relative à la participation personnelle en cas d'admission en policlinique dans un hôpital, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

et

Question n°96 du 25 janvier 2011 de M. Félix Braz relative à la participation de 2,5 € à charge des assurés pour le passage en «policliniques», adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- *M. Ali Kaes, M. Félix Braz - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*

Question n°97 du 25 janvier 2011 de M. Ben Scheuer relative au récent braquage informatique du marché des échanges de quota CO₂, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Ben Scheuer - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°98 du 21 janvier 2011 de M. Eugène Berger relative à la situation de l'Administration de la Navigation aérienne, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Eugène Berger - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°99 du 25 janvier 2011 de M. Roger Negri relative aux travaux préparatifs liés à la mise en place d'un tram léger dans la ville de Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Roger Negri - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°100 du 25 janvier 2011 de M. Fernand Kartheiser relative aux récentes prises de position des professeurs de français, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- *M. Fernand Kartheiser - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*

Question n°101 du 21 janvier 2011 de M. André Bauler relative à la construction de nouveaux bâtiments pour les besoins de l'Administration de la Nature et des Forêts à Diekirch, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. André Bauler - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Question n°102 du 24 janvier 2011 de M. Fernand Etgen relative à la construction d'un nouveau hangar pour les besoins de Luxembourg Air Rescue, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- *M. Fernand Etgen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

7. Motion de M. Ben Fayot concernant la liberté d'expression et d'information dans l'UE

et

Résolution de M. Ben Fayot relative au soutien de la Chambre des Députés au peuple tunisien

- *Dépôt et exposé d'une motion et d'une résolution: M. Ben Fayot*
- *Discussion générale: M. Fernand Kartheiser, Mme Lydie Polfer, M. Félix Braz, M. André Hoffmann, M. Lucien Thiel*
- *M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères*
- *Vote sur la motion (adoptée)*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

8. Motion de M. Félix Braz concernant la prolongation de la mission en Afghanistan

- *Exposé: M. Félix Braz*
- *Discussion générale: Mme Lydie Polfer, M. Ben Fayot, M. Fernand Kartheiser, M. Jean-Louis Schiltz, M. André Hoffmann*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense*
- *Vote sur la motion (adoptée)*

9. Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et Télécommunications

- *M. le Président*
- *Vote secret*

10. 6221 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi

6228 - Proposition de modification de l'article 167 du Règlement de la Chambre des Députés

6229 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

- *Rapports de la Commission du Règlement: M. Gast Gibéryen*
- *Discussion générale: M. André Hoffmann*
- *Votes sur les propositions de modification du Règlement (adoptées)*

11. Heure d'actualité du groupe DP au sujet de la problématique du suicide au Luxembourg

- *Exposé: M. André Bauler*
- *Débat: M. Mill Majerus, M. Ben Scheuer, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*
- *M. André Hoffmann (parole après ministre), M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*

12. Heure d'actualité du groupe déi gréng au sujet de la protection des enfants contre la maltraitance et les abus sexuels

- *Exposé: Mme Viviane Loschetter (dépôt d'une motion et d'une demande de mise en place d'une commission spéciale)*
- *Débat: Mme Nancy Arendt, M. Eugène Berger, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Kartheiser*
- *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
- *Motion 1 et demande de mise en place d'une commission spéciale: M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Vote sur la demande de mise en place d'une commission spéciale (rejetée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.02 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Ech ginn dem Här Statsminister Jean-Claude Juncker d'Wuert fir eng Deklaratioun iwwert d'Aussoe vun engem Member vun der Regierung am Zesammenhang mat enger Enquête policière. Ech ginn dem Här Statsminister d'Wuert.

1. Déclaration du Gouvernement sur les propos d'un membre du Gouvernement dans le cadre d'une enquête policière

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kollegen, zwou Fraktiounen aus Ärem Haus - déi vun der Demokratescher Partei an déi vun de Gréngen - hu gëschter d'Regierung respektiv de Statsminister opgefuert, Stellung ze huelen zu deem Polizeirapport iwwert d'Vernehmung vum Fils vum Minister Schmit, Vernehmung, déi an der vun der Police autoriséierter Präsenz

vum Minister de 15. Dezember vum leschte Joer stattfonnt huet.

D'Ufro vun deenen zwou Fraktiounen ass absolut berechtigt. Gradesou wéi et richtig war, dass déi Polizeiagentin, déi d'Vernehmung virgeholl huet, ee Rapport iwwert déiselwecht un hir Hierarchie adresséiert huet. D'Polizeibeamtin verdéngt dofir Luef a keng Kritik. Hätt se dee Rapport net geschriwwen, dann hätten se Kritik verdéngt.

De Minister Schmit huet säi Fils op de Policebüro begleet, well e wollt wëssen, wat him géif virgeworf ginn. Et kann een ee Papp verstoen, dass e wëllt wëssen, wat sengem 18-jährege Jong virgeworf gëtt. Jiddwereen heibannen a jiddwereen do-

bausse muss zouginn, dass en och esou hätten kënnen handelen.

Bei der Vernehmung ass daitlech ginn, dass de Fils Schmit wéinst Amtsbeleidigung op de Policebüro bestallt ginn ass. De Minister huet, wéi e Kenntnis kritt huet vun den Aussoe vu sengem Fils, der Polizei géigeniwwer sengem Fils direkt gesot, dass en des Aussoen op kee Fall hätten dierfe maachen, an en huet en an aller Form fir déi Aussoe gemässregelt.

De Minister Schmit, deen ech a mäi Büro bestallt hat, fir Stellung zum entre-temps vum Innenminister veröffentlechte Polizeirapport ze huelen, hätt et gäre gesinn, wann dëst och am Polizeirapport figuréiert hätten, deen esou méi komplett gewiescht

wier. De Minister mengt och, nodeems en héieren hat, wat sengem Fils virgehale géif ginn, et wier besser gewiescht, en hätt de Polizeibüro du verlooss, anstatt der weider Vernehmung bäizewunnen.

De Minister huet op meng Fro hin och erkläert, en hätt sech net derzou hiräissen dierfe loossen, d'Moyenen, déi bei der Interpellatioun vu sengem Fils a vun deem senge Kolleegen den 12. Dezember agesat goufen, als disproportionéiert ze bezeechenen. Déi vum Minister monéiert Disproportion an d'Beschëllegung vun der Amtsbeileidung hunn effektiv direkt näischt mateneen ze dinn.

Och mengt de Minister, säin Hiwäis op eng méiglech Klo géint d'Police vun den involvéierte Jugendleche wéinst Rassismus wier net néideg gewiescht. D'Klo wier jo an alle Fäll net duerch hien, mä duerch déi implizéiert Jugendleche geschitt, sou dass deen Hiwäis, deen net hätt misse sinn, net als Drohung vum Minister géint d'Polizeibeamtin, déi Protokoll gefouert huet, ka gesi ginn. De Minister Schmit huet iwwerengens nach um Policebüro sengem Fils recommandéiert, op eng Klo wéinst Rassismus ze verzichten.

De Minister Schmit huet mir géigeniwwer erkläert, dass seng Remarque, dass bei der Interpellatioun vu sengem Fils a senge Kolleegen Moyenen agesat goufen, déi hien zu Onrecht als disproportionéiert qualifizéiert huet, dass des Moyene sech géife schlecht mat de Spuerstrenge vum Stat verdroen, zu Onrecht am Polizeirapport mat enger vum Minister esou net gemachte Absichtserklärung gleichesat gi wier, hie géif sech am Regierungsrot géint all Erhéijung vun de Polizeieffektiver asetzen. Souwiso ass den Aarbechtsminister dofir net zustänneg. Dofir zustänneg sinn de Finanzminister an déi zoust Regierung.

Als Immigrationsminister brauch den Här Schmit d'Polizei, an als Immigrationsminister weess en och, an dat huet en dacks zum Ausdrock bruecht, d'Aarbecht vun der Police ze schätzen.

Ech kann hei bezeien, dass den Immigrationsminister oft bei mir virstelleg ginn ass, fir fir eng Verstärkung vun de Polizeieffektiver a senger Qualitéit als Immigrationsminister ze plädieren.

Här President, ofschléissend dräi Remarquen: De Minister gétt zou, dass en am Gespréich mat der Polizistin, déi d'Venehmung vu sengem Fils gefouert huet, Saache gesot huet, déi net onbedéngt hätte gesot misse ginn an déi net onbedéngt eppes mat der Saach ze dinn haten. An d'Saach, em déi et gaangen ass, war Amtsbeileidung, déi sengem Fils virgeworf ginn ass. De Minister bedauert dat zu déifst.

Zweetens, a kengem Moment huet de Minister een individuellen Drock op d'Agentin ausgeübt, déi Protokoll gefouert huet. Mä de Minister Schmit entschëllegt sech derfir, dass seng Aussoe bei der Polizistin d'Gefill hannerlooss hunn, hie wär méi als Minister wéi als Papp opgetrueden.

Drëttens, d'Polizistin huet hir Aarbecht korrekt gemaach, wéi d'Polizei insgesamt hir Aarbecht korrekt mécht. Et geet am Polizeirapport ledeglech em eng Interpretationsdifferenz iwwert déi reell Étendue vum Minister sengen Aussoen.

De Minister Schmit genéisst mäi Vertrauen.

► **M. le Président.** - Ech ginn dem Här Statsminister Akt vu senger Deklaratioun. An elo hunn d'Fraktiounen oder déi verschidde politesch Sensibilitäten d'Méiglechkeet, Stellung ze huelen.

Wie freet d'Wuert?

Den Här Bettel.

Débat

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären! Ech hu Verständnis derfir, Här President, dass een an der Regierung zesummenhält, och a méi schwierigen Zäiten. Ech hunn awer absolut kee Verständnis derfir, wann desen Zesummenhalt op d'Käschte vun der Kredibilitéit vun der ganzer Politik geet.

Här Juncker, no Ärer Deklaratioun hei wonert et mech net, wann d'Leit de Glawen un d'Politik verléieren. Wann d'Politik selwer den Uschäi gétt, si kéint an desem

Land maachen, wat se wëllt, spéitstens dann ass all Kredibilitéit vis-à-vis vum Bierger fort. Déi ganz Politik muss elo hei déi Zopp ausläffelen, déi Eenzelner hei verbrach hunn. An d'Haltung vun där ganzer Regierung, der CSV/LSAP-Majoritéit mécht et nach méi schlëmm. De Bierger verléiert d'Vetrauen a seng Politiker. Dat schuet der Politik, dat schuet der Demokratie, dat schuet eisem Land!

Wat ass deen Dag geschitt, Här President? Ech war net do. Ech kréie just matgedeelt, dass dem Här Schmit säi Fils op e Policebüro convoquéiert gétt, nodeem eng Amtsbeileidung do war. Déi eng soen, dat wier eng Bagatelle. Ech muss soen, dann hätte mer keng Texter hei an der Chamber, déi esou Akte géife réprimandieren, wann et nëmmen eng Bagatelle wier, eng Lappalie, engem... An ech wëll elo déi Wieder net zitieren, déi iwwert d'Medië gaange sinn, déi dem Här Schmit säi Fils soll gesot hunn.

Ech fannen et keng Bagatelle. Ech fannen et keng Bagatelle, wann een esou Wieder benotzt, an - esou wéi den Här Statsminister et hei gesot huet - eng Beamtin hir Aarbecht korrekt gemaach huet.

Den Här Statsminister huet eppes gesot, wat och gëschter den Här Policeminister gesot huet. Den Här Halsdorf sot, e géif hanner senge Leit stoen. A seng Leit hunn hir Aarbecht gemaach. Firwat misst een dann eng Minutt drun zweifelen iwwert dat, wat an enger Polizeibeamtin hirem Rapport steet?

An, Här President, de Rapport hu mer jo kritt, hunn ech a menger Question parlementaire matgedeelt kritt. An do sinn e puer Saachen. An dat, wat den Här Schmit och eng Kéier gesot huet, steet och dran: „Daraufhin fragte Herr Minister Schmit, er wüsste um die Polizeiarbeit hierzulande aus beruflichen Gründen Bescheid und würde sich aus diesem Grunde fragen, wieso Amtierende sich mit solchen Lappalien abgeben würden.“

Jo, dat ass dat Éischt, wat den Här Schmit och - pardon, net dat Éischt -, dat Zweet, wat den Här Schmit an engem Communiqué dunne akzeptéiert huet. Mä hannert deem Saz sinn nach eng ganz Retsch vun aner Reprochen, déi komm sinn.

Wat ass du geschitt? Den Här Schmit ass op de Policebüro komm, an den Här Statsminister sot et selwer, den Här Schmit hätt besser gehat, deen Dag éischten vläicht iwwerhaupt net op de Policebüro ze goen a vläicht eng aner Persoun dohinner ze schécken, oder op jidde Fall, nodeem e gesot krut, wat d'Reprochë wäeren, déi säi Fils provoziert hätt, Äre Rot suivéiert hätt, Här Statsminister, a wier du senger Wee gaangen.

Kann ee mir erklären, firwat eng Beamtin eng Geschicht géif erfannen? Wann een heibanne mer ka soen, dass eng Beamtin iergendeen Interêt huet, e Rapport ze schreiben a Geschichten ze erfannen, dee Culot wëll ech awer hei gesinn! Déi Beamtin huet bestëmmt net erfant!

An da gétt elo gesot: „Den Här Schmit këmmert sech net em de Budget.“ Dir hutt et selwer gesot, Här Statsminister, d'Regierung décidéiert zesummen. An do sëtzt den Här Schmit nieft Äre Kolleegen Ministerinnen a Ministere mat un engem Dësch. Ech ka mer jo kaum virstellen, dass eng Beamtin dat esou kloer am Rapport dräschreift, dass e Minister sech géif perséinlech asetzen, fir dass e Corps keng Leit méi géif bäikréien, an dat géif erfannen! Ech ka mer dat net virstellen!

An dass Der da sot, den Här Schmit gräift oft op d'Police zréck an Immigrationsfroen: Stellt lech emol dee Vertrauensbroch vir, deen et hei an där Situatioun gétt, mat engem Corps, deen all Dag muss mat engem Immigrationsminister schaffen, wou se selwer net méi wëssen, wat se him dierfe soen an net kënnen soen, well deemno dat, wat se soen, se duerno gesot kréien, dass dat net wouer ass, an dass dann Ausso géint Ausso ass, well den Här Minister Schmit dat ni gesot hätt. Wou ass do d'Vetrauensrelatioun tëschen engem Corps an engem Minister?

Ass et eng banal Affär vun Amtsbeileidung, sou wéi den Här Bodry schreift? Den Här Bodry schreift, et wier eng banal Affär vun Amtsbeileidung, déi elo eng Statsaffär gétt. D'CSJ hätt vläicht besser, sech em dem Colonel Ries seng Aussoe géigen

iwwer vun den CSV-Kolleege Schiltz an Halsdorf ze këmmere. Do hätte se d'Hänn voll ze dinn. Dat schreift mer hei op... - et ass dem Här Bodry säi Facebook-Statut, deen Der och elo nach kënn liesen -, den Här Bodry seet dat, als President vun engem Koalitionspartner! Also, Här Halsdorf, Här Schiltz, ech géif dat moyennement appréciieren, dass een op eng Kéier seet: „Hei, dat doten ass eng Lappalie“, virun allem, wou Der jo selwer eens sidd - a mengen Aen -, dass et hei net em eng Lappalie geet.

Éischt Saach ass dann, dass do déi Faité sinn, Här President. Dat ass en éischten Akt. Den éischten Akt, deem ech vollt Vertraue schenken! Ech ka mer net virstellen, dass eng Beamtin e Rapport schreift, wann do näischt gesot ginn ass. Au contraire - an Dir hutt et och gesot -, déi Beamtin huet mat Courage hir Aarbecht gemaach! Well ganz vill Leit hätten och d'Tendenz vläicht gehat, ze soen: „Och, soll ech dann do eppes maachen? Riskieren ech do näischt?“ Neen, déi Beamtin huet gesot: „Sou, wéi den Här Schmit sech hei bei mir beholl huet, dat geet net!“ An dofir huet se dee Rapport weiderginn un hir Direktioun, an deen ass jo du weidergaangen un de Minister. Deen huet mer dat och gëschter an enger Question parlementaire beäntwert.

Do kann ee sech dann d'Fro stellen: Wat ass dann elo geschitt vun deem Moment, wou den Här Halsdorf dee Rapport kritt huet, bis haut? Et ass elo e Mount vergaangen: Ass do gekuckt ginn, nach weider Informatiounen ze kréien? Dovunner hunn ech awer keng Info kritt. An da si verschidde Leit, déi mer soen: „Jo, mä am léifsten hätt ee jo déi ganz Affär ënnert den Teppesch gekiert. Mä bon, wann de ‚Feierkrop‘ dat geschriwwen huet, an Dir duerno nach eng Question parlementaire gestallt hutt, da muss ee jo elo iergendepes äntweren.“ Da gétt alt gesot, et wier deemools gekuckt ginn.

Mä wat wier da weidergaangen? Wat wier weidergaangen? Well mir sinn eis jo eens: Déi Beamtin, déi de Rapport geschriwwen huet, wouss jo pertinemment, dass se eng Kéier géif mat deem Rapport konfrontéiert ginn. Si wouss jo, dass dee Rapport géif un de Regionaldirekter goen, dass en duerno géif un de Generaldirekter goen, an dass doudsécher de Generaldirekter déi waarm Gromper do awer esou séier wéi méiglech gären un de Minister weidergëtt. An dass de Minister da muss kucken, wat en domadder mécht!

Da lauschteren ech och dem Här Bodry no gëschter, dee seet, et wier eng Privataffär. Jo, e Papp, dee säi Fils begleet op e Policebüro, dat ass e Recht! Ech verstinn, dass e Papp op e Policebüro geet, fir sengem Fils ze hëllefen, wéi e kann. Mä de Papp Schmit hält op, wann e gesot kritt, wat geschitt ass, an da seet: „Ech huelen dat zur Kenntnis, an da muss mäi Fils domadder um Gericht eens ginn oder e kritt en Afekot.“ Mä de Papp Schmit... - an ech muss lech nach drun erënneren, et ass jo net nëmmen de Papp Schmit, dee geschwat huet, et ass och de Bierger Schmit, et ass den Ekonomist Schmit, dunn ass och erëm eng Kéier de Minister Schmit erauskomm -, an elo komme mer zu den zweete Saachen: dem Här Schmit seng Versiounen.

Den Här Schmit huet, direkt no menger Question parlementaire an nodeems en dunn och vun der Press kontaktéiert ginn ass, eng Prise de position geholl den 18. Januar 2011. 2011 seet de Minister: «Selon l'article de presse auquel il est renvoyé, j'aurais exercé une pression sur un agent de police. Je conteste vigoureusement cette affirmation.» E seet och: «Je n'ai d'ailleurs pas non plus connaissance d'un tel rapport.» An dann, déi eenzeg Indikatioun iwwert de Fait - well deen och schonn e bèsse public war -, wou en dann zréckkënn, ass: «Je me suis posé à haute voix la question si les événements justifiaient l'investissement en temps et en moyens humains y consacré.» Dat ass dat, wat ech virun zitieret hunn!

Mä do kënn nach eng ganz Retsch vun aner Saachen, déi gesot gi sinn. Den Här Schmit seet och: «Je n'ai par contre à aucun moment tenté d'exercer une quelconque pression sur l'agent de police que je n'ai évidemment pas tenté d'empêcher de procéder comme elle l'entendait.»

D'Polizistin seet awer: „Eng éischte Kéier krut ech gesot: ‚Wéist Der, wat dat bedeit, eng Plainte?‘“

Den Här Statsminister seet hei, de Fils wier do kompetent gewiescht, fir eng Plainte ze maachen, an net de Papp. On joue sur les mots! Well ech héieren néierens hei an deem Rapport, dass de Fils iergendeng Kéier gesot hätt, e géif eng Plainte pour propos racistes maachen, Här Statsminister! Hei kënn kloer aus dem Rapport eraus, dass de Papp Schmit, de Minister Schmit, de Bierger Schmit, den Ekonomist Schmit dat gefrot huet.

An - oh, Här Statsminister -, also et steet jo..., also et ass jo och nach en zweete Beamten, deen derbäi war. Da steet do nämlech: „Amtierender machte den Beamten darauf aufmerksam, dass Herr Minister Schmit vorhabe, Klage gegen den Amtierenden einzureichen, woraufhin ihm auch vom Beamten erklärt wurde, dass dies sein Recht sei,...“ - dat ass dann en zweete Beamten - „...Amtierende sich jedoch nichts vorzuwerfen hätten. Zu diesem Zeitpunkt tat Herr Schmit dies dann jedoch mit einer abwertenden Handgeste ab.“ Ech liese just, wat do steet, Här Statsminister.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - An ech soen, wéi et war.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ah, Dir woort do?

(Hilarité)

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Neen.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ah!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Neen, neen, neen, neen, neen!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Well et hätt een d'Gefill gehat, Dir wéist da méi. Ech soen lech just: Hei si Beamten! Wann Dir sot, dass dat doten net stëmmt, Här Statsminister, wat déi Beamten do geschriwwen hunn...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Jo, mä zu deem Punkt wëll ech direkt eppes soen.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech lauschteren lech no.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech hunn e laangt Gespréich - méi wéi eent - mam Minister Schmit gefouert an dofir weess ech, dass déi dräi Jugendlecher, déi sech der Polizei géintiwwer onméiglech beholl hunn, op de Polizeikommissariat gaange sinn no hirer Interpellatioun, fir do wëllen eng Plainte wéinst Rassismus ze maachen. Et ass op déi Plainte, wou de Minister Schmit sech an deem Vernehmungsgespréich mat sengem Fils beruff huet, an et ass déi Plainte, déi den Här Minister Schmit gebieden huet säi Jong, net ze maachen. Et ass also keng Plainte duerch de Minister, mä de Versuch, deen déi dräi Jugendleche gemaach haten, fir d'Plainte bei der Polizei ze maachen. Dofir wollt ech lech dat just als kleng Informatioun derzweeschent ginn, fir dass mer net iwwer Saache schwätzen, iwwert déi...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Mä dann, Här Statsminister,...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - ...mer eis eens wieren, wa mer eis nolauschtere géifen.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Dann, Här Statsminister, stëmmt jo net dat, wat d'Beamtin da geschriwwen huet: „Als Amtierende auf diese Forderung nicht einging, erklärte Herr Minister Schmit, dass, wenn Amtierende nicht von der Protokollierung absehen würden, wir mit einer Klage wegen rassistischer Äußerungen zu rechnen hätten.“ Ass dat de Minister Schmit oder de Schmit Junior, deen dat seet?

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Et referéiert sech op déi Plainte, déi déi dräi Jugendleche wollte maachen.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Jo, wou de Papp awer menacéiert huet, dass se géife maachen. Dat heescht, et war de Porteparole vun deenen dräi Jugendlechen deen Dag um Policebüro.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - De Papp huet an der Vernehmung selwer säi Jong opgefuerdert, Ofstand ze huele vu senger Intention, Plainte ze féieren.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Sous condition, Här Statsminister, dass déi Plainte net géif gemaach ginn! Mä bon! Ech soe just hei, et gëtt verschidde Versiounen. Déi éischt Versioun, wéi gesot, Här President, ass déi vum 18. Januar, wou den Här Schmit sech näischt virzwerfen huet. Dat huet en iwwert de Maître Rodesch zoukomme gelooss. Dunn - kuerz drop - kënnt op engem RTL-Interview, et wier „fehl am Platz“ gewiescht, fir verschidden Aussoen, déi e gemaach huet. Dat heescht, et kënnt ee schonn e bësse méi no zu deem, wat op eng Kéier net méi incontestabel war, zu deem, wat dobaussen ee richteg dunn op eng Kéier gewuer gi war. Du schlussendlech, Här President, si mer gewuer ginn, wat hei geschitt ass a wat an deem Rapport do steet.

Ech muss lech soen, Här Statsminister, ech hunn et och scho virdru gesot, dass e Papp mat op de Policebüro geet, ass e Réflexe paternel, wou ee sech seet - obwuel ee vu kleng Bouwe schwätzt, ech mengen, et ass ee volljäreg, dat ass de Code, deen dat och virgesäit, mä bon -, dass e Papp matgeet, do kann een... also, ech wëll dat net elo als Argumentaire hei benotzen. E Papp ka matgoen, eng Mamm ka matgoen. Mä e Papp, egal wéi ee Papp, ausser, en hätt Muecht, hätt net esou eppes gesot, wéi dat, wat hei an deem Rapport steet!

Här President, ech hu mat de Kollegen och aus deenen anere Fraktiounen a vun der Opposition geschwat: Mir sinn zur Meinung komm, dass hei e Vertrauensbroch ass, e Vertrauensbroch éischters vun engem Minister vis-à-vis vun engem Corps, e Vertrauensbroch vun der Politik vis-à-vis vum Bierger. Wa mir haut hei soen, dass dat, wat den Här Schmit gemaach huet, eng Lappalie ass, dann ass dat e Fräischäin fir all Infractionen, déi déi nächst Méint geschéien, ob Excès de vitesse oder Amtsbeleidigung. Et kann net sinn, dass mir hei einfach soen, sou wéi Dir et maacht: „Ech hu vollt Vertrauen an den Här Schmit an den Här Schmit soll roueg weiderfueren.“ Ech akzeptéieren dat net, well dat doten ass en Diskredit fir eis ganz Politik.

An ze soen, et wier eng Privatsaach! Et war eng Privatsaach déi fënnf éischt Minuten. An Dir liest et selwer, Här Statsminister: Den Här Schmit iergert sech, dass et 90 Minuten gedauert huet. Mä si soen et allegueren: Et hätt emol keng Véirelstonn gedauert, wann den Här Schmit net esou eng opgefouert hätt! Dat steet och am Rapport! Dann haalt op ze soen, et wier eng Privataffär gewiescht! Hei ass e Minister, dee vun enger Position abuséiert huet, deen Drock gemaach huet op d'Beamten. Dat kënnt kloer eraus aus dem Rapport.

Dowéinst hunn den Här Bausch, den Här Gibéryen an ech selwer - a wann nach aner Deputéierten dat wëlle mat ënnerschriewen - hei eng Resolution ënnerschriewen, wou mir decidéieren, also des Resolution zum Vote stellen, dass mer de Statsminister..., «qu'au vu de ce qui précède, le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration a manqué à ses devoirs qui lui sont conférés par la fonction qu'il occupe en tant que membre du Gouvernement; qu'elle ne se voit plus en mesure d'exprimer sa confiance à ce membre du Gouvernement grand-ducal et qu'elle invite par conséquent le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration à démissionner».

Mir hu keen anere Choix, Här Statsminister!

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant que le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration a accompagné en date du 16 décembre 2010 son fils au commissariat de la Police grand-ducale pour un interrogatoire dans une affaire d'outrage à un agent de la Police grand-ducale;

- relevant la prise de position écrite du Ministre du 18 janvier 2011 dans laquelle il déclare: «Je n'ai aucun moment tenté d'exercer une quelconque pression sur l'agent de police...» et «Je me suis posé à haute voix la question si les événements justifiaient l'investissement en temps et en moyens humains y consacré»;

- considérant son interview sur les ondes de radio RTL en date du 20 janvier 2011 dans laquelle il maintient qu'il n'aurait à aucun moment exercé une quelconque pression sur des agents de la Police grand-ducale, tout en admettant que ses propos tenus au commissariat de la Police grand-ducale auraient été «quelque peu déplacés»;

- considérant la publication du rapport de la Police grand-ducale en date du 24 janvier 2011 par le Ministre de l'Intérieur;

- soulignant que ce rapport de la Police grand-ducale confirme les accusations graves portées à l'encontre du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration en maintenant que «Als Amtierende auf diese Forderung nicht einging, erklärte Herr Minister Schmit, dass, wenn Amtierende nicht von der Protokollrichtung absehen würden, wir mit einer Klage wegen rassistischer Äußerungen zu rechnen hätten. Des Weiteren stützte Herr Minister Schmit diese ‚Drohung‘ noch mit der Aussage, dass Amtierende sich doch wohl bewusst sei, was das für die Polizei heißen würde [...] Hieraufhin antwortete Herr Minister Schmit dann, dass, wenn es wirklich zu diesem Protokoll kommen würde, er höchstpersönlich dafür sorgen würde, dass die Polizei in Luxemburg keinen einzigen Beamten mehr bekommen wird, wenn eine Verstärkung der Einheiten ins Auge gefasst würde. Herr Minister Schmit erklärte, dass er mit verantwortlich sei für das ‚Budget‘, welches der Verwaltung zugesprochen wird, und dass er nach dieser Situation nicht mehr für die Polizei stimmen würde.»;

- considérant les déclarations du Ministre de l'Intérieur sur RTL Télévision en date du 24 janvier 2011 dans lesquelles il ne conteste pas le contenu du rapport de police et déclare au contraire que les agents de la Police grand-ducale auraient «fait leur travail de façon consciencieuse»;

- constatant qu'il en découle que le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration a intentionnellement et à maintes reprises, enduit en erreur l'opinion publique;

- notant qu'il s'ensuit que le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration a abusé de son pouvoir en tant que membre du Gouvernement à des fins personnelles;

décide

- qu'au vu de ce qui précède, le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration a manqué à ses devoirs qui lui sont conférés par la fonction qu'il occupe en tant que membre du Gouvernement;

- qu'elle ne se voit plus en mesure d'exprimer sa confiance à ce membre du Gouvernement grand-ducal et qu'elle invite par conséquent le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration à démissionner.

(s.) Xavier Bettel, François Bausch, Gast Gibéryen.

(La résolution n'ayant porté que trois signatures lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par MM. Félix Braz et Claude Meisch.)

Et sinn dräi Ënnerschrëften drop. Wann aner Leit, Vertrieeder vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei oder vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei oder den Här Hoffmann dat wëllen ënnerschriewen, et sinn nach zwou Ënnerschrëften op.

Mä, wéi gesot, Här President, hei geet et net ëm e Kampf blo géint rout, schwaarz géint gréng, ADR géint LSAP, hei geet et wierklech ëm d'Kredibilitéit vun der Lëtzebuerger Politik.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. Elo hat d'Wuert gefrot den Här François Bausch.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt am Volleksmond oft gesot, dass e Politiker oder e Mandataire, wann e bis e Mandat huet, eng Personne publique wier an eigentlech ëmmer am Amt stéing, ëmmer eng öffentlech Persoun wier. Dat ass net déi Meenung, déi mir deelen.

Mir mengen, dass duerchweegs eng öffentlech Persoun och e Recht huet op e Privatliwien, e Recht kann hunn, säi Privatliwien ze verteidegen, derfir anzetrieden. Mä dass dat, wat esou schwierig ass an där Situatioun -, dass en déi Saachen och ëmmer gutt auserenehält. An do gëtt et der jo vu verschiddenen Sorten.

Et gëtt Politiker, déi bréngen et fäerdeg, dat ni auserenezhalen. Déi wëlle jo och da selwer, dass se ëmmer als Personne publique betruucht ginn, brauche sech och menger Meenung no deem net ze wonneren, wann deementspriedend iwwer se geschriwwen gëtt oder geschwat gëtt. Et gëtt anerer, déi gi ganz diskret domadder ëm, vun deenen hirem Privatliwien weess ee quasiment guer näischt.

Mä eppes ass awer op alle Fall kloer: Wat wichteg ass, dat ass, dass een déi zwou Saache vuneneen trennt. A fir eis ass et och elo net... Elo kann een do seng Meenung hunn doriwwer, wéi ee wëllt, ob dat elo richteg oder falsch war, dass den Här Schmit mat sengem Fils als Privatpersoun op de Policebüro gaang ass, fir deen do ze verteidegen.

Ech sinn der Meenung, wann en et fäerdeg bruecht hätt, als Privatpersoun dohinner ze goen - wéi gesot, da kann een nach eng Meenung do hunn, ob dat gutt war oder schlecht war -, dass dat u sech näischt Verwerfliches ass, absolut net, dass dat eigentlech eng normal Saach ass. De Problem entsteet eréischt doriwwer, doranner, wann deejéinegen, deen dat mécht, an der gudder Intention, relativ séier d'Saachen duerjernegehait a sech selwer eigentlech aus dem Privatliwien eraus hëlt am Gespréich an e sech als déi öffentlech Persoun dohinnerstellt an och esou an de Raum stellt an an d'Fenster stellt: Dann hu mer e Problem!

Da gëtt et d'Privatpersoun Nicolas Schmit net méi, onofhängeg dovunner, wat de Fait hannendrun ass, ob et säi Fils betrëfft oder soss ee vu senger Famill betrëfft. Vun deem Moment un, wou den Här Schmit um Policebüro gesot huet, ech... - wat en och ëmmer dann am Detail gesot huet; am Rapport kënnen mer jo..., et ass jo iwwereng net nëmmen eng esou eng Ausso dran, et sinn der jo méi dran, wat een do ka liesen -, dann ass en net méi d'Privatpersoun Nicolas Schmit, dann ass en den Nicolas Schmit als Minister, a senger Fonctioun steet en do.

Sou leed wéi et mer och deet, wann ech déi Ausso liesen, déi do gemaach gi sinn, huet en dat a senger Fonctioun dee Moment gemaach. An da muss een natierlech och soen, da gëtt een och dorobber jugéiert. Da gëtt ee jugéiert, iwwerhaupt net méi - an dat ass och absolut berechtigt, dass een dann esou jugéiert gëtt -, net méi jugéiert op de Fait, deen hannendru steet, oder ëm d'Affär, ëm déi et geet, mä reng, dass een et fäerdeg bruecht huet, seng privat Situatioun ze vermësche mat där öffentlecher, respektiv seng öffentlech Muechtfonctioun, déi een huet, ze versichen anzesetze fir Privatinteressen, egal wéi mineur dass ee se och vläicht an der Öffentlechkeet kann diskutéieren.

Dat ass deen eigentleche Problem, mat deem mer hei befaasst sinn an deen awer ganz grave ass. Dat muss ee soen, wéi et ass. Wann een dat mécht, da bezweckt een eppes domadder. An an deem heite Fall huet ee bezweckt, dass een natierlech méiglechst genuch Drock wollt opbauen op déi betreffend Beamten hei, fir dass déi entweder de Rapport guer net schreift oder e méi favorabel schreift - wat och ëmmer -, mä op alle Fall net esou, wéi e geschriwwen ass.

Elo kann een natierlech driwwer diskutéieren, laang a breet, ob dat elo, wat dat bewierkt huet. Fait ass hei, dass déi Beamten sech hei net ënner Drock setze gelooss huet an dass se dee Rapport geschriwwen huet. Mä et hätt awer och gradesou gutt kënnen sinn, dass se dem Drock noginn hätt

an dass se gesot hätt: Ech kréien Angscht bannendran. Wat geschitt elo effektiv? Deen huet vläicht Méiglechkeeten, fir duerno dann iwwer seng Muechtposition, déi en huet an enger Regierung, derfir ze suergen, dass et mir an Zukunft vläicht manner gutt ergeet a menger Carrière an esou weider. Duerfir hu mer jo och an der Fonction publique... grad an deenen dote Fonctiounen sinn déi Leit protegéiert duerch hire Statut, zum Beispill.

Dat ass elo hei net geschitt, mä et hätt awer och kënnen geschéien. Wann et geschitt wier, wann den Drock gewierkt hätt, da wier dee Protokoll hei net, da wier dee Rapport net erstallt ginn. Da wier dat alles klasséiert ginn, da wier näischt geschitt.

Da muss ee sech d'Fro stellen: Ass dat normal, ass dat richteg? Ass et richteg par rapport zu deem, wat den normale Bierger, wéi deen dat muss erfannen (veuillez lire: erfueren) oder erdulden, je nodeem, wat em geschitt? Et muss een natierlech soen: neen! An dat ass och déi Fro, déi sech hei stellt. Déi Fro, déi sech hei stellt, dat ass: Dat, wat do passéiert ass - wéi gesot, onofhängeg vum Fait, deen hannendru steet -, dat ass ganz kloer, dass hei ee Politiker säi Mandat wollt benotzen, fir an enger privater Affär ze intervenéieren zu senger Gonschten. Dat ass de Fait.

An, bis auf Weiteres, hu mer dat net demtéiert kritt. De betraffene Minister huet zwar an deene leschten Deeg vill communiquéiert, mä en huet net vill communiquéiert, wat mech iwwerzeegt huet. Am Ufank scho guer net! Well am Ufank, mengen ech, dass en éischer communiquéiert huet, fir ze soen, fir et einfach wëlle vum Dësch ze wëschen an esou: Dat wier jo kee Problem.

Iwwereng, den Här Haldorf huet eis gëschter erkläert, dass e mam Här Schmit ofgeschwat hätt, dass hien direkt d'accord gewiescht wier, fir dat alles ze publizéieren, an dass se sech ofgeschwat hätten. Et huet awer emol zwee Deeg gedauert, ier dat Gespréich stattfonnt huet! Wann dat alles esou an deem Kader ofgelaf wier, mat esou vill Reue vun Ufank un, wéi dat hei beschriwwen gëtt, dann hätt et jo guer net brauchen heizou ze kommen, zu där ganzer Geschicht, esou wéi se sech développéiert huet.

Ech mengen, dass ee sech muss bewosst sinn, wann ee vum Wieler deen héijen Opdrag kritt, fir am Exécutif vum Stat ze sinn an ee säin Eed ofleet, da muss een op alle Fall eppes ganz kloer beherrschen, dass ass, dass ee wierklech et fäerdeg bréngt, eng Trennung ze maachen tëschent Privatinteressen, egal wat fir eng datt et sinn, an dem Mandat, wat een ausübt. Alles aneschtens, mengen ech, werft soss kee ganz gutt Licht op d'Politik.

An eigentlech, au vu vun deem, wat mer bis elo héieren hunn, stellt sech fir eis Fraktioun nëmmen déi Fro, esou wéi se och haut an där gréisster Lëtzebuerger Dageszeitung zu Recht, menger Meenung no, opgeworf ginn ass. Et gëtt d'Variant A an et gëtt d'Variant B.

D'Variant A ass: Alles, wat do am Rapport steet, stëmmt bis op dee leschte Punkt. An da bleift just eppes, da misst dee betreffende Minister, misst deen demissionéieren. An et gëtt d'Variant B: Et stëmmt net esou, wéi et dosteet; et stëmmt nëmmen deelweis, et ass deelweis falsch erëmginn. Da bleift nach ëmmer eng Entschëllung ze maache vum Minister; da muss d'Polizeibeamten mindestens awer gradesou gerügt ginn. Well da wier dat jo och net richteg. An et gëtt keng aner Variant der-tëschen! Et gëtt d'Variant A an et gëtt d'Variant B.

Bis auf Weiteres hu mir hei näischt héieren, wat net fir d'Variant A géif spillen. Mir hu keen Dementi richteg héiere par rapport zu deem, wat an deem Rapport dosteet. An duerfir menge mir och, dass een hei d'Vertrauensfro muss stellen!

Mir hunn als gréng Fraktioun awer och nach zwee aner Punkten, déi elo un deem Dossier hei unhängeg sinn, wou mer awer och fannen, dass dat misst gekläert ginn. Dat éischt ass, dass dee Rapport an der Öffentlechkeet war, ier d'Décioun geholl ginn ass, fir en ze publizéieren. Dat war jo esou: D'Press hat dee Rapport moies; souwäit ech weess, ass awer eréischt mëttes decidéiert ginn, fir en ze publizéieren.



Dat ass e Fait. Dat ass, fannen ech, net normal. A mir wëllen och do kengem eppes ënnerstellen, mä eis interesséiert awer och, wéi dat konnt passéieren.

An deem zweete Punkt ass, dat ass, den Här Schmit huet gesot an engem gewëssene Moment, et wieren... en huet gesot, d'Beamten hätte sech rassistesche verhale par rapport zu de Jugendlechen. Mir wësst gär, ob dat esou war oder ob dat net esou war, ob dat stëmmt oder net stëmmt.

(Interruption)

Jo, Här Statsminister, och dat, wann dat esou géif stëmmen... et muss jo ee Recht hunn, wann en dat seet, et muss jo een... et gétt jo... Et ware jo genuch Leit derbäi, da muss jo ee wëssen, ob dat esou war oder net. Mä et kann een net... dat si jo Behauptungen, wann een déi opstellt, dat ass jo net iergendeng Behauptung. Wann ech soen, do huet ee Rassismus bedriwwen mat engem Bierger aus dem Land, ob et e Jugendlechen ass oder egal wat fir een et ass, dat ass net iergendeng Behauptung, dat ass eng ganz grave Behauptung!

Da muss ee kënne soen, entweder et war esou oder et war net esou. Wann et esou war, da muss een där Saach nogoen. Wann et net esou war, dann ass dat e weidere Problem, wann dat erfondt war. Mä ech mengen, mir hätten och gär déi zwee Punkte gekläert.

Mä wéi gesot, doriwwer eraus gesinn, wat den éischte Punkt ubelaangt, mengen ech, ass et fir eis kloer. Duerfir hu mer och déi Motioun (veuillez lire: Résolutioun) mat ënnerschriwwen. Mir wëllen déi och duerfir hei matdroen. A mir mengen, datt hei missten d'Konsequenze gezu ginn. Et geet hei wierklech ëm d'Kredibilitéit vun eisen Institutionen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bausch. D'Wuert kritt elo den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, sécherlech géife mer haut de Mëtten heibanne léiwer iwwer aner Punkte schwätzen, déi um Ordre du jour sinn, wéi deem heite Punkt, deem elo kuerzfristeg huet missen op den Ordre du jour gesat ginn.

Kloer ass, datt e Minister déiselwecht Rechter huet wéi all Bierger. En huet awer net méi Rechter wéi all Bierger. Kloer ass, datt e Papp, wa säi Jong, och souguer wann e groussjäreg ass, Problemer huet, an enger Situatioun ass, déi sécherlech net fir deem einfach ass, datt e Papp da sengem Jong Bäistand leescht, ass dat Normalste vun der Welt.

Normal ass et net méi, wann de Papp net méi als Papp, mä als Minister optrëtt an als Minister dat zum Ausdrock bréngt, wat aus deem Rapport vun där Beamtin ervirgeet. E Rapport, dee gëschter Mëtteg public ginn ass; an de Kolleg Bausch huet et elo grad ugeschnidden.

Och dat werft eng Rei vu Froen op, wann deem zoustännege Minister dee Rapport schonn de 24. Dezember d'lescht Joer zougestallt krut. Ee Rapport administratif, deem an der Regel intern ass an an der Regel och net da public gemaach gétt, et sief, wéi an deem Fall, datt eng öffentlech Persoun, e Minister dran implizéiert ass. Dann d'äerf ee sech awer d'Fro stellen, an dann ass se och berechtigt, datt de Rapport misst public gemaach ginn.

Verwonnerlech ass awer, datt d'Regierung oder den zoustännege Minister dee Rapport eréischt public gemaach huet, nodeems e public war! Dat heescht, d'Press hat e gëschter Moien, en ass gëschter Moie vun der Press public gemaach ginn, a gëschter Mëtten ass e vum Minister public gemaach ginn. Doriwwer kann een diskutéieren esou vill wéi ee wëllt. Et ass op jidde Fall eng gelungen Affär, wann ee Minister e Rapport iwwer ee Mount huet an e mécht en eréischt nodeems e public an der Press ass public.

Zum Rapport huet den Här Minister Schmit den 18. Januar iwwer e Member vum Statsrot, den Här Rodesch, deem den Affekt ass, eng Prise de position veröffentlicht, an där kloer steet: „J'aurais exercé une pression sur un agent de police.“ An da gétt geschriwwen: „Je conteste

vigoureusement cette affirmation.“ An enne steet och nach: „J'ai par contre à aucun moment tenté d'exercer une quelconque pression sur l'agent de police.“

Dat war eng éischt Reaktioun vum Minister op de Rapport, deem erauskomm ass, wou de Minister am Fong alles ofgestriden huet, wat bis dohin veröffentlecht gi war. An et muss een dann awer, wann een de Rapport liest, där Beamtin félicitéieren, datt déi hirer Fonctioun, hirem Statut entsprechend de Rapport gemaach huet, esou wéi si et fir richtig fonnt huet, an de Rapport och an hir Direktioun weiderginn huet. E Rapport, dee vu kengem bis haut elo a Fro gestallt ginn ass.

An et muss ee sech d'Fro stellen, wa mer, wéi d'Regierung dat wëll huet, en neie Bewäertungssystem hunn, wéi an Zukunft d'Fonctionnaire nach de Courage hunn, fir esou Rapporten eventuell ze maachen, wa se duerno iwwer hir Aarbecht bewäert ginn, déi se gemaach hunn. Dat just esou entre parenthèses dertëschent gesot.

Här President, dee Rapport vun der Beamtin ass haut an och déi lescht Deeg vu kengem, weder vum Statsminister nach vum Här Schmit selwer nach vum zoustännege Minister, dee sech viru seng Polizei gestallt huet, a Fro gestallt ginn. Also kënne mer dervun ausgoen, datt dat, wat an deem Rapport do steet, stëmmt.

A wa mer da kucken, wat an deem Rapport do steet, wou dann eben déi Diskusioun war iwwer déi Drohung, déi och elo grad schonn hei ugeschnidde ginn ass, wou dann den Här Schmit seet: „Hierauf hin antwortete Herr Minister Schmit dann, dass, wenn es wirklich zu diesem Protokoll kommen würde, er höchstpersönlich dafür sorgen würde, dass die Polizei in Luxemburg keinen einzigen Beamten mehr bekommen wird, wenn eine Verstärkung der Einheiten ins Auge gefasst würde. Herr Minister Schmit erklärte, dass er mit verantwortlich sei für das Budget, welches der Verwaltung zugesprochen wird, und dass er nach dieser Situation nicht mehr für die Polizei stimmen würde.“

Dat gétt also net contestéiert, weder vum Premierminister nach vum zoustännege Minister, vu kengem vun der Regierung. Also ass dat, wat hei an deem Rapport steet, Fakt, oder et muss ee soen, et géif net stëmmen. A wann dat Fakt ass, dann ass wierklech en Abus do vun der Fonctioun vum Minister gemaach ginn. Dat war dann net méi de Papp, well dat do huet näischt mat engem Papp ze dinn. Dat huet mat der Fonctioun vum Minister ze dinn.

Dann ass en Abus vun der Fonctioun gemaach ginn, an da muss d'Regierung an och den Här Statsminister sech d'Fro stellen, ob d'Regierung sech hanner esou en Abus stellt a sech dann, aus eiser Siicht, zum Kompliz vun där Situatioun do mécht. Wann d'Regierung sech hannert dat dote stellt, dann ass et net méi de Minister Schmit eleng, deem dat dote verschëllt huet, mä dann ass d'ganz Regierung jo dermat averstan a si stellt sech hannendrun.

Si mécht sech domadder zum Kompliz. An et muss ee sech dann d'Fro stellen: Ass dat doten an der Lëtzebuurger Regierung eng Normalitéit? Ass dat eng Normalitéit, datt d'Ministeren esou en Abus vun hirer Fonctioun maachen an d'Regierung stellt sech da geschlossen iwwer hire Statsminister hannert dee Minister? Dat léisst déif blécken, wann dat sollt esou de Fall sinn!

Et muss ee sech iwwerhaapt d'Fro stellen, wéi esou datt den Här Minister Schmit net selwer higaangen ass an en huet sech entschëllegt. Et éiert de Statsminister, wann e sech viru säi Minister stellt, mä et hätt een och kënne erwaarden, datt de Minister, amplaz datt en an der éischer Reaktioun alles dementéiert huet an dunn e bëssen erkläert huet, en hätt sech vläicht am Toun vergraff, an da kréie mer de Rapport, deem awer eng ganz kloer Sprooch schwätzt, a mer kréien e Rapport, dee vu kengem contestéiert gétt, spéitstens dunn hätt ech mer erwaardt, datt de Minister Schmit heihinner komm wier an en hätt sech virum ganze Land a virum allem vis-à-vis vun deene Beamten do entschëllegt.

Mä kee Wuert vun Entschëllegung. De Statsminister huet dat hei a sengem Numm gemaach. Mä d'Regierung duerch

de Statsminister huet sech och hannert den Här Minister Schmit an deser Fro gestallt, wat no eiser Opfaassung an engem demokratesche Stat net tragbar ass. Wann dat doten an iergendwéi engem aneren demokratesche Stat virkomm wier, dann hätt den Här Minister Schmit bannent 24 Stonne selwer demissionéiert an en hätt déi Laascht weder op senger Partei nach op der Regierung nach op enger Koalitioun oder nach op der Politik insgesamt leie gelooss.

Well hei dréit de Schued net den Här Schmit eleng, mä un zweeter Stell d'Regierung, d'Koalitiounspartner, déi jo da wäerten herno him hei mussen de Réck stäipen, an d'Politik insgesamt. Et ass net tragbar, datt e Minister a senger Fonctioun esou een Abus vun der Fonctioun mécht, wéi dat hei geschitt ass! A kengem anere Land géif dat toleréiert ginn!

Just hei zu Lëtzebuerg gétt dat doten toleréiert! Op jidde Fall a kengem aneren demokratesche Stat - ech wëll déi Nuance mat drabrénge - géif dat doten toleréiert ginn. An enger Banannerepublik, do ass et d'Regel. An enger Demokratie d'äerf et emol net d'Ausnahm sinn.

Hei gétt dat elo praktizéiert. An domadder muss ee sech dann d'Fro stellen: Wéi esou ass eng Regierung... Eng CSV/LSAP, firwat mussen déi sech an esou engem Fall hei géigesäiteg de Réck stäipen? Firwat muss hei d'CSV engem LSAP-Minister de Kapp aus der Schléng zéien? Hunn déi aner och vläicht Lächchen am Keller leien?

(Hilarité)

Muss hei vläicht eng Hand déi aner wäschen? Et ass nach net esou laang hier, ech mengen haut huet nach een... d'Presidentin vun der Jeunesse socialiste gesot, d'CSV hätt besser iwwer den Här Schiltz a senger Fonctioun als fréieren Arméiminister ze schwätzen, wéi elo iwwer den Här Schmit.

Gétt hei net vläicht elo e Kouhandel gemaach esou - ënnert dem Lëtzebuurger System, eng Hand wäscht déi aner -, just datt se hei net propper ginn, allen zwou méi knascht ginn. Ass dat de Fall?

Op jiddwer Fall, dat heiten ass en däischtere Moment fir d'Lëtzebuurger Politik! An déi Leit, déi Regierungsmemberen, déi Parteien, déi hei engem Minister hëllef de Kapp aus der Schléng ze zéien, déi mussen wëssen, datt dat hir Responsabilitéit ass, wann d'Glawwierdegkeet vun der Politik verluer geet.

Op dat dote Verhale vun engem Minister gétt et nëmme eng Äntwert - déi wier kloer gewiescht, déi wier propper, déi wier korrekt gewiescht -, dat wier, wann den Här Minister Schmit selwer seng Demission agereecht hätt an dat heiten iwwerhaapt net zougelooos hätt! Fir eis ass et selbstverständlech, datt mir déi Motioun (veuillez lire: Résolutioun) - déi hu mer mat ënnerschriwwen - matdroen an och wäerten hei stëmmen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. Den Här Hoffmann hat nach d'Wuert gefrot.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, meng Positioun fällt e bësse méi nuancéiert aus, wéi déi virdrun. Engersäits wëll ech onmëssverständlech ënnersträichen, dass Machtmëssbrauch ënner allen Emstänn ze vermeiden, ze verhënneren an ze kritiséieren ass!

Ech si selbstverständlech och domat d'accord, dass ee sech bei Fäll vu Machtmëssbrauch net kann erausriede mat engem Réckzuch op seng privat Situatioun, well et ass, wann net rechtlech, dann awer gewëssermooose moralesch oder politesch esou, dass, wann ee Minister ass, oder eng aner politesch Fonctioun huet, een ëmmer och an där politesch Fonctioun wouergeholl gétt. An ech mengen och, dass een zwar e psychologiescht Verständnis kann hu par rapport zu enger Reaktioun wéi déi vum Minister, mä dass dat awer selbstverständlech net kann heeschen, se wier do duerch automatesch politesch akzeptabel.

Mäi Problem besteet awer doranner, dass ech konfrontéiert si mat kontradiktoreche Versiounen. Et ass zwar hei gesot ginn, de Rapport vun där Beamtin, dee wier vu kengem contestéiert ginn. Ech stellen op där aner Säit awer fest - an dat ass keng Bewäertung an och keng Zoustëmmung -, dass dem Minister seng Deklaratiounen

net mat deem Rapport iwwerenerstëmmen. Dat heescht, mir sinn also, ob mer et wëllen oder net, mat zwou verschidde Versiounen, wat sech dann do op deem Polizeibüro ofgespillt hätt, konfrontéiert.

An ech sinn net an der Lag, ech sinn net an der Lag, ech kann net en onbegrenzend Vertrauen einfach esou hunn, blann, weder an e Minister nach an eng Polizeibeamtin. Blann Vertrauen, hunn ech gesot! Dat heescht, wann ech mat zwou Versiounen konfrontéiert sinn, déi sech widder-sprechen, an ech sinn net an der Lag, ze verifizéieren, wou d'Wourecht läit, da fällt et mer schwéier, eng Positioun ze ergräife par rapport zu där enger oder par rapport zu där aner Versioun.

Ech wësst och gären, wat virdu geschitt war. Ech wësst nawell gären, wouranner déi Amtsbeidegung, wou alles ugaange wier, wouraus déi Amtsbeidegung bestanen hätt. An ech wësst gären, ob déi Amtsbeidegung zréckzeféiere wier - wéi ech esou dorëmmer verlauschteren, mä wat ech och natierlech net weess -, ob déi zréckzeféiere wier op angeblech - ech betounen: angeblech - rassistesche Aussoe vu Polizeibeamten.

An ech fannen et schonns e bësschen erstaunlech, dass mer zwar konfrontéiert si mat engem Rapport iwwer dat, wat um Polizeibüro soll geschitt sinn, dass mer awer e Rapport iwwer dat, wat op der Strooss geschitt ass, esou e Rapport net hunn, also net wëssen, wat do geschitt ass! Ech fannen awer, wann een hei wëllt eng Positioun ergräifen, eng eendeiteg oder eesäiteg Positioun, da misst een eigentlech wëssen, wat där Situatioun um Polizeibüro virausgaangen ass.

Nach eng Kéier, dat heescht net, dass een d'Verhale vum Minister rechtfertigt, mä dat heescht awer ganz einfach, dass een iwwer méi Donnéeë misst verfügen, fir kënne eng däitlech Positioun anzehuelen.

Ech wëll awer nach eppes soen. Et ass virdu gesot gi vum Här Bettel, hei geet et net ëm blo a rout a schwaarz an esou weider an esou fort. Ech soen lech awer och ganz éierlech, wéi ech de Communiqué vun der Chrëschtlech-Sozialer Jugend gelies hunn, kum ech awer net derlaanscht, mech ze froen, ob hei net eng Revanche géif ausgespillt gi géint ee Minister, dee Positiounen ageholl huet, déi vläicht dem Koalitiounspartner net esou gefall hunn.

A wann den Här Bausch seet, zu Recht, et gétt hei zwou Varianten - dat ass richtig, et gétt zwou Varianten -, de Problem ass awer nach eng Kéier, ech kann net entscheeden, ob ech der Variant A oder der Variant B soll zoustëmmen, well et mer ganz einfach en enger Rei vun Donnéeë feelt. Duerfir...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här Hoffmann, och wann den Här Schmit... hie bräicht nëmme d'Variant A ze dementéieren, da géife mer alles zréckzéien.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dat ass net fir ze laachen.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Neen, neen, dat ass natierlech net fir ze laachen. Ech stellen awer just fest, bis elo leien ëmmer nach nëmme zwou Versiounen vir, an net eng.

► **Une voix.**- Den Här Halsdorf huet awer...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Da frot hien!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- A mir wëssen net iwwer d'Virgeschicht, wat do a Wierklechkeet geschitt ass.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Da frot hien!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Zu der Résolutioun. Wann an där Résolutioun stéing, mir géifen d'Verhale vum Minister désapprouvéieren, wann dat esou wier, wéi et am Rapport géif stoen, da kënnt ech déi Résolutioun matdroen. De Récktrëtt ze verlaangen opgrond vun Informatiounen, déi mir net durginn, dat kann ech net mat mengem Gewësse vereinbaren!

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoff-

mann. Da kritt nach eng Kéier d'Wuert den Här Statsminister.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, léif Kollege, mir wësse jo alleguer, dass dat heiten eng Debatt ass, déi fir keen, deen dorunner deelhält, agréabel ass.

Ech wollt nach e puer Bemierkunge maachen. Ech si gebiede ginn, hei Stellung ze huelen zu deem Gesamtvirgank. Dat hunn ech gemaach an enger fir mech erstaunlech nuancëreicher Sprooch. Ech stelle fest, dass am Prinzip hei Riedebäitrag gehale gi sinn, déi a kengerlee Hisiicht aginn op dat, wat ech a mengem Bäitrag hei gesot hunn!

Well ech hunn an deem Bäitrag gesot, net - duerfir brauch den Här Bettel mer dat och net ze äntwerten -, ech hunn net gesot, dass Amtsbeidegung eng Lappalie oder eng Bagatelle wier. Ech hu gesot, dass et korrekt wier vun där Polizeigent, dee Rapport ze maachen. Sou wéi ech allgemeng der Meenung sinn, dass d'Polizei insgesamt hei am Land hir Aarbecht korrekt mécht.

Fir aus där Ausso d'Vermutung ofzeleeden - wéi Einzelner dat gemaach hunn -, elo hätte mer hei e quasi systematesche Vertrauensbroch tëschent der Polizei an der Regierung, ass schonn, wéi ech fannen, ee staarkt Stéck.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, ass, dass ech, nodeems ech mat dem Minister geschwat hunn, hei virgedroen hunn - an aus der Aart a Weis, wéi ech et virgedroen hunn, kënnt Dir jo emol dovunner ausgoen, dass de Minister mat deem, wat ech gesot hunn, obschonn ech him et net virgeluecht hunn, averstane wier -, dass ech an deene Gespréicher den Androck gewonnen hunn, dass de Minister der Meenung war, dass hien eng Rei Saache falsch gemaach huet, an ech hunn dat hei gesot.

Ech hunn hei gesot, de Minister géif och mengen, et wier net gutt gewiescht, dass, nodeem kloergestallt war, dass et em Amtsbeidegung an em soss näischt géif goen, et wier besser gewiescht, de Minister hätt dunn de Policebüro verlooss a säi Jong eleng gewärde gelooss.

Ech hunn hei gesot, de Minister géif mengen, et wier net indiquéiert gewiescht, d'Disproportion vun deenen zum Asaz gelaangene Polizeimoyenen ze monéieren. E géif mengen, dat wier eng Bemierkung gewiescht, déi e besser net gemaach hätt.

An ech hunn hei virgedroen, de Minister Schmit huet mir géintwuer erkläert - ech ka jo nëmmen dovu schwätzen -, seng Remarque, déi en effektiv gemaach huet, dass bei der Interpellation vu sengem Fils a senge Kollegen déi agesate Moyene sech géife schlecht mat de Spuerustrengunge vum Stat verdreien, déi Remarque, dass dat disproportionéiert Asetze vu Polizeimoyenen, dat de Minister Schmit kritiséiert huet, dass dat am Widersproch géif stoen, huet de Minister gesot, zu de Spuerustrengungen, déi de Stat mécht, dass déi Remarque - hunn ech gesot - zu Onrecht am Polizeirapport mat enger vum Minister esou net gemaachener Absichtserklärung gläichgesat gi wier, hie géif sech am Regierungsrot géint all Erhéijung vun de Polizeieffektiver asetzen.

Ech soen hei, dass de Minister net gesot huet, bei deem, wat e mir géintwuer erkläert huet, net um Policebüro gesot huet, hie géif géint de Budget vun der Polizei votéieren. Ech ka mer och net virstellen, dass e Minister dat géif soen, well iwwert de Budget vun der Polizei gétt net am Regierungsrot ofgestëmmt. Mä onofhängeg dovun...

(Interruption)

Gelift?

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dat weess d'Polizistin bestëmmt net.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Jo, jo, neen. Ech wëll mech doriwwer och net verbreedere. Mä op jidde Fall kann e Minister dat

an där Form net gesot hunn, well dee weess, dass et net esou ass. Mä dorops ginn ech net an.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dat heescht, et ass falsch?

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Ech wëll hei just soen, dass de Minister mir géintwuer erkläert huet, an där Form hätt en déi Absichtserklärung ni gemaach. En hätt just op d'Disproportion vun de Moyenen higewisen, déi zum Asaz komm wieren. An e wiert sech dergéint, dass dat gläichgesat gétt mat enger Absichtserklärung senger-säits, fir géint d'Effektiver vun der Polizei am Regierungsrot virzegoen.

De Minister, soen ech, entschëllegt sech derfir, dass seng Aussoe bei der Polizistin d'Gefill hannerlooss hunn, dat hie méi als Minister wéi als Papp opgetruede wier. Ech wëll hei soen: Wat ech hei gesot hunn, ass, dass de Minister Feeler zougëtt, dass de Minister seet mir géintwuer, en hätt net dermat gedroht, e géif am Regierungsrot géint d'Erhéijung vun den Effektiver vun der Polizei virgoen. An en entschëllegt sech derfir, dass bei der Polizistin d'Gefill entstane wier, wéi wann e méi als Minister wéi als Papp gehandelt hätt.

Franchement, fir dann hei op d'Tribün ze kommen, wéi och dräi Riedner dat gemaach hunn, fir iwwerhaupt net zur Kenntnis ze huelen, wat ech gesot hunn, esou ze maachen, wéi wa mer hei einfach den Duerchmarsch géife probéieren, dat fannen ech eng Aart a Weis, fir op dat ze reagéieren, wat ech hei - ech widderhuelen et nach eng Kéier - nuancërich gesot hunn, déi deem, wat ech gesot hunn, absolut net entsprécht.

Iwwert déi politesch Hannergedanke vun deenen engen a vun deenen anere wëll ech iwwerhaupt net mech hei ausdrécken, well fir mech ass dat heite keng Affär vu Parteipolitik. Et ass e Virgang, deen Opklärung verdéngt. Dofir sinn ech de Fraktiounen dankbar, wa se dat verlaangen. Mä ech hätt och gär, dass mer nogelauschtert gétt, wann ech mech zu där Saach erklären.

► **M. le Président.**- Den Här Bettel, wann ech gelift.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, ech huelen dann zur Kenntnis, dass den Här Juncker sech am Nimm vum Här Schmit dann entschëllegt, well ech waarden nach ëmmer, dass den Här Schmit et och vläicht eng Kéier selwer géif maache vis-à-vis vun där Beamtin, well en am Ufank, wéi gesot, näischt virzwerfen hat, dunn e bësse virzwerfen hat, an elo am Fong selwer den Här Statsminister eis méi seet, wéi dat, wat erauskomm ass, dass en... A wann e mengt, dass e méi als Minister opgetruede wier, wéi als Papp, dat war jo virdrun net de Fall, dann awer dat, wann déi Impressioun komm wär, da géif e sech entschëllegen.

Ech wëll lech just soen, Här Statsminister, Dir vergiesst zwee Drëttel vum Rapport. Dir zitéiert den Ufank, wou en dat seet mat Lappalien et cetera, an Dir schwätzt herno zum Schluss, mä Dir vergiesst all déi Saachen. Dir sot just, den Här Schmit hätt lech gesot, en hätt dat net gesot. Dat heescht, dass de Rapport do vun där Beamtin net der Wourecht entsprécht. Dat sinn dann Är Wiederer.

► **M. le Président.**- Den Här Statsminister, wann ech gelift.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, ech hu gesot - an et kënnt mer wierklech op d'Wiederer un -, well ech hei net ze arbitréieren hunn tëschent enger Polizistin an engem vu menge Ministeren. Esou ee sinn ech net. An ech géif emol all Mënsch opfuere, sech e bëssen zesammenzehuelen, wann en esou hei iwwer Leit - déi oder déi - einfach hierzitt. Dat ass net korrekt, wëll ech lech just soen.

Ech hu gesot, et géif hei em eng Interpretationsdifferenz goen, em déi reell Étenue vun dem Minister sengen Aussoen. An ech hu gesot, de Minister hätt bei deem, wat e gesot huet, net eng Absichtserklärung ofginn, dass e géint de Budget vun der Polizei a géint d'Erhéijung vun den Effektiver vun der Polizei am Regierungsrot géif virgoen.

An ech hu gesot, de Minister géif sech derfir entschëllegen, dass seng Ausso bei der Polizistin d'Gefill hannerlooss hätt, en hätt méi als Minister gehandelt wéi als Papp. Franchement, méi wäit kënnt Der e Minister net dreiwien, deen hei zougëtt, dass en eng Rei vu Feeler gemaach huet.

Ech hu mat deem Minister geschwat. Ech hu Vertrauen an dee Minister. Dat ass eng Fro, déi ech kann apprécieieren opgrond vun deem, wat ech weess, an opgrond vun deem, wat ech héieren hunn. Dat ass meng Décisioun!

► **M. le Président.**- Den Här Bausch, wann ech gelift.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Jo, Här President, ech muss soen, ech fannen et net ganz glécklech, dass de Statsminister hei éischtens alles an en Dëppe geheit op eng Aart a Weis, déi ech dann och net...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Ech wollt awer och op aner Remarquë vun lech agoen.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Majo, da wier ech frou, wann Der dat da géift maachen. Mä op alle Fall, ech mengen nach ëmmer, dass, wann een dee Rapport do liest a kuckt, wat am Detail drasteet, et do awer en zolitte Widersproch gétt tëschent den Erklärungen, déi mer hei gemaach kréien, an deem, wat wierklech am Text steet.

Wéi gesot, an ausser et seet een eis, dass dee Rapport insgesamt, esou wéi e formuliert ass, well et steet op ganz... Et ass jo eng Steigerung, déi do geschitt ass. Et ass jo ugaenge mat Lappalien an et huet géendegt mam Budget. An egal wéi et elo gesot ginn ass, och wann Der deen Abschnitt liest, wou dat steet iwwert de Budget, do stinn nach fënnf Zeile virdrun.

Also, do gesäit een einfach eraus, dass an där Diskussioun déi Persoun, déi do souz, entweder mat der Intention d'office dohinnegeangen ass, wat ech jo net wëll ënnerstellen, fir, wéi gesot, a senger Fonction am opzotrieden, oder mindestens awer am lafende Gespréich ganz kloer dat sech gedréit huet.

An et deet mer schrecklech leed, Här Statsminister, dat ass awer eng Approche, déi einfach net geet. An do geet et och net duer, fir ze soen herno: „Deen do Saz, deen hunn ech net esou gemengt.“ Ech hu gesot: Et stinn eng ganz Rei Saache virdrun, déi si mindestens gradesou grave, fannen ech, wéi déi Fonction agesat ginn ass a wéi Drock gemaach ginn ass.

Dat ass eng Approche, déi ass net akzeptabel. An ech setze mech an d'Situatioun vun iergendengem normale Bierger. Mir si jo heibannen alleguer net iergendwellech Leit. Mir sinn hei... Mir missten eigentlech an där doter Hisiicht mam gudden Beispill virgoen. Dat ass jo dat, wat mindestens eis... firwat mer gewielt gi sinn; ginn ech emol dervun aus. An där do Hisiicht.

Mir hunn eis Feeler allegueren, wéi all Bierger och dobaussen der huet, jiddwieren op seng Aart a Weis. Mä mindestens, wann et em déi do Fro geet vu Muecht a mat der Muecht ëmgoen, misste mir extrem exemplaresch sinn. An et ass dat, wat et jo esou problematesch mécht, wat an deem Text steet, respektiv wat aus esou engem Verhalen erausgeet, wéi gesot, egal wat den Hannergrond dovunner ass.

Bis auf Weiteres, wéi gesot, huet dat eis awer net iwwerzeegt, wat Der do sot, déi hallef Entschëllegungen an deelweis Saachen ze nuancéieren, dat ännert näischt drun, dass de Rapport zu 90% eng ganz aner Philosophie och erëmgëtt, wéi dat verlaf ass. Respektiv wann een och den Oflaf kuckt, wat geschitt ass, vun deem éischtens Dag owes, wou an der Öffentlichkeet driwwer diskutéiert ginn ass, bis haut, an d'Verhale vum Här Schmit, huet dat eng aner Konnotation gehat, wéi se dat elo och um Schluss hat.

An duerfir, wéi gesot, si mer net iwwerzeegt. Mir mengen einfach, dass et awer em d'Kredibilitéit geet vun den Institutionen insgesamt. Méi wëlle mir hei net soen. Ech betounen dat nach eng Kéier: Méi wëlle mir hei net soen. An dat ass och deen eenzegen Objekt, firwat mir eng Motioun (veuillez lire: Résolution) wéi déi heite wäerte matstëmme.

► **M. le Président.**- Den Här Statsminister, wann ech gelift.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Ech wollt nach eng Kéier soen, dass deen eenzegen Hiweis, deen ech ginn hunn op déi Riede vun deene Fraktiounspriecher - mat Ausnahm vum Här Hoffmann -, dee war, dass ech fonnt hunn, dass net op dat reagiert ginn ass, wat ech a menger Erklärung hei gesot hunn. Manifestement ass dorop net reagiert ginn, well an där Erklärung hunn ech gesot, ech hätt dem Minister gesot, en hätt sollen déi Vernehmung verloossen, wéi kloer war, wourëm et gaang ass. An de Minister seet dat och.

Ech hunn dem Minister gesot, en hätt net solle soen, dass déi Moyenen disproportionéiert wieren, well dat huet mat deem eigentleche Virgang Amtsbeidegung näischt ze dinn. De Minister seet och, en hätt dat net solle soen.

An de Minister seet, en hätt déi Remarque, dass disproportionéiert Moyenen zum Asaz komm wieren, déi en an Zesammenhang gestallt huet mat de Spuerustrengunge beim Stat, net gesot als en Hiweis drop, dass e sech beim Budget fir d'Polizei géif negativ äusseren.

An en entschëllegt sech derfir, dass e bei der Polizistin e Gefill hannerlooss huet, wéi wann e méi als Minister wéi als Papp reagiert hätt.

Ech si wéi Dir der Meenung, dass een öffentlecht Amt, surtout dat vum Minister, vill Contraintë mat sech bréngt, an dass ee sech muss an dee Kostüm vu Contrainten all Dag nei kleeden, dass een Obligatiounen huet, déi anerer net hunn, an dass een - obschonn ech dat Wuert net ganz gären hunn - beispilgebend fir anerer muss sinn, obschonn d'Ministeren net als Moralapostelen doruechter ze reesen hunn, am Sënn, dass se aner Leit géifen opfuere zu bestëmmte Verhalensweisen.

Mä e Minister huet sech exemplaresch ze behuelen. A wann e Minister an enger bestëmmter Situatioun dat net op alle Pläng an an aller Minutt gemaach huet an herno zougëtt: „Dat war ee Feeler, dass ech dat gemaach hunn“, da géif ech lech emol bidden, dat an der Kategorie vum politeschen Anstand a vun de politesche Regreten...

(Brouhaha et interruption)

Ech hu jo awer hei eng Erklärung...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- No der drëtter Versioun op eng Kéier!

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Ech hunn hei eng Erklärung virgedroen, déi ech gefrot gi sinn an déi ech no Gespréicher, déi ech déi lescht Deeg mam Minister hat, esou formuliert hunn, dass däitlech gétt, wat meng Meenung ass an dass de Minister sech där Meenung ugeschloss huet.

Dir kënnt net esou maachen, wéi wa mer dat heite sang- und klanglos géifen op d'Säit drécken a maachen, wéi wann do näischt gewiescht wier.

Den Här Bausch hat nach aner Froe gestallt, wéi dat da mat deem Virwurf vum Rassismus wier. Ech kann lech déi Fro net beäntwerten. Dat kann ee wahrscheinlech de Vernehmungsprotokoller vun der Polizei an dem genaue Bericht iwwert d'Interpellation selwer enthuelen.

Ech weess awer net, ob d'Polizei d'Absicht huet oder soss een d'Absicht huet, fir esou Berichter public ze maachen. Ech hu mech scho schwéier domadder gedoen...

(Interruption)

Ech hu mech scho schwéier domadder gedoen, dese Rapport public ze maachen. Dat hunn ech dee leschte Freidegabend decidéiert an d'Ministeren doriwwer informéiert. An duerfir, déi Publikation duerch den Innenminister vum Rapport ass an deem Moment geschitt, wou den Innenminister seng Äntwert op déi Fro vum Här Bettel formuliert huet, an déi Fro ass fortgeschéckt ginn a parallell dozou ass dee Rapport och verschiddenen Online-Déngschter zoukomm. Dass dee Rapport op den Online-Déngschter war, doriwwer sinn ech informéiert ginn am Auto vun hei op Völklingen, nodeem mer decidéiert hate freides owes, dee Rapport géif public gemaach ginn, an nodeem méindes muer

res, ier ech fortgefuer sinn, dem Innenminister seng Äntwert finaliséiert ginn ass.

Duerfir sinn dat awer Froen, déi den Här Bausch - an ech verstinn, dass e se stellt - stellt, déi een net als Minister, als Regierung ka beäntweren, well dat si jo Elementer vun enger Procédure judiciaire, an do ass et awer nu wirklech net ubruecht, fir déi enner iergendenger Form ze publizéieren. Dat dierf d'Regierung ganz einfach net.

An ech wollt dem Här Bausch, bei aller Be- rechtegung vun senger Froen, just deen institutionellen Hiweis ginn: Ee Minister dierf précisément net maachen, wat him an de Kapp kënnt.

► **M. le Président.** - Jo, Här Gibéryen, awer ganz kuerz, well mir mussen och eng Kéier op en Enn vun dëser Diskussioun kommen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, ech si verwonnert, datt Der elo op eemol mengt, et misst ganz kuerz sinn.

► **M. le Président.** - Et ass scho ganz vill gesot ginn, Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech mengen, ech hunn datselwecht Recht wéi all Deputéierten heibannen, an duerfir loosse ech mer och net gären d'Zäit beschneiden, obschonn ech ganz kuerz wäert sinn.

Ech wëll nach just eng Kéier op ee Punkt agoen: Dat ass de Rapport.

Ech mengen, hei ass e Rapport gemaach gi vun enger vereedegter Beamtin. An d'Fro ass: Ass dee Rapport richtigeg oder gétt dee vun engem a Fro gestallt? An ech ginn dovun aus, datt bis elo nach keen dee Rapport a Fro gestallt huet.

Et huet een zwar elo gemengt, et géif ee verschidden Nuancen do eraushéieren. Mä ech ginn dovun aus, datt dee Rapport net a Fro gestallt gétt, oder d'Regierung soll dat kloer soen, datt se dee Rapport géif a Fro stellen.

Dat ass fir mech dee wesentleche Punkt. Den Innenminister huet sech hanner seng Polizei an hannert d'Beamte gestallt, wat luewenswäert ass. An ech ginn domadder och dovun aus, datt e sech hannert dee Rapport stellt.

Wann dee Rapport stëmmt, da sinn d'Konklusiounen, déi sech dorausser erginn, déi sinn ze zéien. An do gétt et keng siwe Méiglechkeeten. Wann dat stëmmt, wat an deem Rapport steet, da bleift nëmmer eppes iwwreg, dat ass, datt den Här Minister Schmit demissionéiert. Eppes aneschters gétt et net, wann dat stëmmt, wat an deem Rapport do ass.

Et kann och net sinn, datt dann den Här Statsminister heihinner kënnt an am Numm vum Här Schmit sech zum Deel, oder hei oder e bëssen hei an e bëssen do entschëllegt. Dat zielt net!

Well da froen ech den Här Statsminister, ob hien da vun haut u fir all Bierger am Land, géint deen e Rapport geschriwwen gétt, an dee geet da bei den Här Statsminister a seet, et war net esou gemengt, heihinner kënnt an entschëllegt sech fir de Bierger, an dann ass d'Saach an der Rei. Dat geet net!

Hei ass e Minister, deen huet eppes gemaach. Dat ass an engem Rapport festgehalten. An et muss e sech och d'Fro stellen: Wat fir eng Suite kritt dee Rapport dann? Gétt dee Rapport dann elo mat der Deklaratioun de Mëtteg, ass deen och da vum Dësch? Ass dee verschwonnen? Komme keng Konsequenzen, administrativ?

Ech mengen, dat kann een net einfach esou iwwer eng Diskussioun vum Dësch wëschen. Dee Rapport ass do; en ass ganz prezis; en ass net contestéiert. Dat Een-zegt, wat feelt, dat ass, datt e Mënsch de Courage huet, dozou ze stoen a seng Konsequenzen ze zéien.

► **M. le Président.** - Här Statsminister, wann ech gelift.

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Ech entschëllege mech, Här President, fir nach eng Kéier d'Wuert ze huelen, mä ech wëll just widerhuelen, wat ech gesot hunn, nämlech dass mer et hei mat enger Interpretatiounsdivergenz iwwert déi reell Étendue

vun den Aussoen ze dinn hunn, déi de Minister op deem Polizeibüro gemaach huet.

De Minister selwer huet jo an engem längeren Text Stellung dozou geholl. Do ass jo seng Versioun vun den effektiven Ofleef nozeliesen. Ech stelle fest, dass et eng Interpretatiounsdivergenz gétt.

Duerfir halen ech déi Fuerderung, fir hei d'Demission vum Minister ze froen, fir net berechtigt. Ech hunn déi intim Convictioun, dass de Minister eng Rei Saachen als Feeler astuift, an ech gleewen dem Minister, dass dat, wat en um Polizeibüro gesot huet, net gläichzesetzen ass mat enger Absichtserklärung, dass hie géint eng Erhéijung vun den Effektiver vun der Polizei wär. Méi kann ech dozou net soen.

An duerfir, no deene Gespréicher, déi ech hat, halen ech d'Vetrauen an de Minister Schmit. Wann d'Politik esou lamentabel wier, wéi Einzelner se beschreiwen, nodeem all Mënsch weess, dass ech och scho Roserei hat wéinst dem Minister Schmit d'lescht Joer am Fréijoer; wann d'Politik esou lamentabel wier, wéi eenzel Leit dat duerstellen, dann hätt ech jo alles gemaach, fir dass de Minister Schmit d'Regierung misst verlossen. Dat maachen ech net, well ech der Meinung sinn, dass déi Erklärung, déi e mer ginn huet, fir mech hiräichend glaubwürdeg war, fir dass ech deem Minister mäi Vertraue kann erhalen.

Et ass fir de Statsminister vill méi einfach, ze soen, dee Minister huet eng Dommheet gemaach, entlooss! Da steet deen do wéi e Groussen a wéi en Dichtegen. Wann e sech awer heihinnerstellt an erklärt, wat seng Impressiounen sinn a wat seng Convictiounen sinn, dann ass deen a méi enger schwéierer Situatioun, wéi déi, déi hei eng Demission froen, well déi Opfuerderung no der Demission, déi liicht jo spontan ville Leit an, a vill Leit am Land wäerte sech froen: Wat geet de Juncker un, fir sech esou an d'Broscht ze geheien, fir de Minister Schmit ze verteidegen?

Ech verteidegen de Minister Schmit, well ech iwwerzeegt sinn, dass dat, wat e mir a mengem Büro gesot huet, richtig ass.

► **M. le Président.** - Sou, ech géif proposéieren, datt mer domadder um Enn vun dëser Diskussioun wäeren an dann zur Ofstëmmung iwwert d'Resolutioun kommen. Ech ginn dovun aus, datt de Vote électronique verlaangt ass. Mir stëmme dann also elo iwwert d'Resolutioun of.

Vote sur la résolution 1

De Vote fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Resolutioun ass verworf mat 39 Nee-Stëmme, géint 20 Jo-Stëmme.

Résultat définitif après redressement: la résolution est rejetée par 40 voix contre et 20 voix pour.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Félix Eischen), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Mill Majerus), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Clement), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Jean-Louis Schiltz), Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert (par M. Lucien Thiel) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

M. André Hoffmann.

2. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Op Ufro vun der Regierung huet d'Présidentekonferenz sech derfir ausgeschwat, de Projet de loi 5772 iwwert d'Organisation vum Elektrizitéitsmarché vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dat ass also esou decidéiert.

3. Communications

Ech hunn da folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Fir d'Éischt, datt d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Bureau déposéiert ass.

Folgend Projete goufen um Greffe vun der Chamber déposéiert:

De 15. Dezember vum Justizminister de Projet de loi 6230 iwwert d'Ëmsetzen an dat nationaalt Recht vum Statut de Rome vum Internationale Geriichtshaff; dann de Projet de loi 6231 iwwert d'Kooperatioun mam Internationale Geriichtshaff; den 22. Dezember vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6232 iwwert d'Schafe vun enger Agence pour le Développement de l'Emploi; an dann de Projet de loi 6234 iwwert de Compte épargne-temps; deeselwechten Dag vun der delegéierter Ministesch fir den öffentlechen Déngscht de Projet de loi 6233 iwwert den Compte épargne-temps am öffentlechen Déngscht; den 23. Dezember vum Ausseminister de Projet de loi 6235, eng Konventioun mat Moldawien iwwert d'Sécurité sociale; de 24. Dezember vum Verdedegungsminister de Projet de règlement grand-ducal 6236 iwwert déi lëtzebuergesch Bedeelegung bei der ISAF; de 5. Januar vum Justizminister de Projet de loi 6237 iwwert den Ennerhalt; den 13. Januar vun der Ministesch fir de Mëtzelstand de Projet de loi 6238 iwwert d'Chambre des Métiers; de 14. Januar vum Gesondheitsminister de Projet de règlement grand-ducal 6239 iwwert d'Fleeschkontrollen a schlussendlech den 20. Januar vun den Häre Bausch, Bettel, Lux, Schiltz a mir selwer den Ännerungsvorschlag 6240 vum Chambersreglement iwwert d'Enquête-parlementairen.

Communications du Président - séance publique du 25 janvier 2011

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi, les projets de règlements grand-ducaux et la proposition de modification du Règlement suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

6230 - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, approuvé par une loi du 14 août 2000 portant approbation du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, fait à Rome, le 17 juillet 1998

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 15.12.2010

6231 - Projet de loi réglementant les modalités de la coopération avec la Cour pénale internationale

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 15.12.2010

6232 - Projet de loi:

1. portant création de l'Agence pour le Développement de l'Emploi;

2. modifiant

- le Code du Travail;

- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

- la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

- la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;

3. abrogeant la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fon-

tionnement de l'Administration de l'Emploi et portant création d'une Commission nationale de l'Emploi

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 22.12.2010

6233 - Projet de loi portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la Fonction publique

Dépôt: Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 22.12.2010

6234 - Projet de loi portant introduction d'un compte épargne-temps pour les salariés de droit privé et modifiant:

1. le Code du Travail;

2. le Code de la Sécurité sociale;

3. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

4. la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions et rentes

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 22.12.2010

6235 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Moldavie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 14 juin 2010

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 23.12.2010

6236 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 9 mai 2003 concernant la participation du Luxembourg à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l'égide des Nations Unies

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 24.12.2010

6237 - Projet de loi relatif à la mise en application du règlement (CE) n°4/2009 du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires modifiant:

a) le Nouveau Code de procédure civile

b) la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 05.01.2011

6238 - Projet de loi portant organisation de la Chambre des Métiers

Dépôt: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, le 13.01.2011

6239 - Projet de règlement grand-ducal:

- portant application des articles 26 à 29 du règlement (CE) n°882/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004;

- fixant les montants des taxes visées à l'article 3 de la loi du 28 décembre 1992 réglant l'inspection des viandes et la surveillance des établissements dans lesquels sont traités ou entreposés des viandes ou des produits de viandes, et modifiant la loi du 29 août 1976 portant création de l'Administration des Services vétérinaires et déterminant les modalités de sa perception

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 14.01.2011

6240 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés sur les enquêtes parlementaires

Dépôt: M. Xavier Bettel, Député, M. François Bausch, Député, M. Laurent Mosar, Député, M. Jean-Louis Schiltz, Député, Monsieur Lucien Lux, Député, le 20.01.2011

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. Changement de dénomination de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne

Da wollt ech lech matdeelen, datt d'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne Euromed hiren Numm geännert huet an «Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée». D'Chambersdelegatioun huet domadder och hiren

Numm an «Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée» geännert.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

5. Ordre du jour

An hirer Réunion vum 20. Januar huet d'Präsidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer eng Froestonn un d'Regierung; duerno zwou Motioune vun der aussepolitischen Kommissioun; d'Nomination vum engem Réviseur d'entreprises fir d'Post; den Änderungsverschlach vum Chambersreglement 6221 iwwert d'Proposition-de-loien, nom Basismodell; den Änderungsverschlach 6228 vum Artikel 167 vum Chambersreglement, och nom Basismodell; den Änderungsverschlach 6229 vum Chambersreglement, nom Basismodell; duerno eng Aktualitéitsstonn vun der DP-Fraktioun iwwert de Selbstmord; an dann nach eng Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Schütze vu Kanner viru physeschen a sexuelle Mësshandlungen.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer de Projet de loi 6201 iwwert d'Kandidate fir den Enseignement postprimaire, nom Basismodell; duerno de Projet de loi 6215 iwwert d'Personal am Secondaire a Secondaire technique, nom Basismodell; dann eng Aktualitéitsstonn vun der DP-Fraktioun iwwert d'Chargés d'éducation; eng Aktualitéitsstonn vun der DP-Fraktioun iwwert d'Éducation morale et sociale am Enseignement fondamental; an de Projet de loi 6151 iwwert d'Laboratoire, och nom Basismodell.

En Donneschdeg um hallwer dräi hu mer de Projet de loi 5858, eng Ofännerung vun der Loi communale, nom Modell 2; de Projet de loi 6126, eng Ofännerung vum Code pénal, nom Basismodell; de Projet de loi 6104 iwwert d'Korruptioun, och nom Basismodell; an de Projet de loi 6149 iwwert d'Services de communication électronique an de Projet de loi 6180 iwwert d'Gestioun vun de Radiowellen zesummen an enger Diskussioun, nom Modell 1.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

6. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froer kommen ofwiessend vun der Majoritéit an der Oppositioun.

Als Éischt hu mer d'Fro N°95 vum Här Ali Kaes an d'Fro N°96 vum Här Félix Braz un de Gesondheitsminister an un de Sozialminister iwwert d'Égebedelegung an de Polikliniken. Da kritt fir d'Éischt elo d'Wuert den Här Ali Kaes.

- Question n°95 du 25 janvier 2011 de M. Ali Kaes relative à la participation personnelle en cas d'admission en policlinique dans un hôpital, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

► **M. Ali Kaes (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt, wéi den Här President dat elo scho gesot huet, eng Fro stellen un de Gesondheitsminister an de Minister vun der sozialer Sécherheet am Zesummenhang mat der Participation personnelle vun 2,5 Euro, déi ab dem 1. Januar dëst Joer gefrot gëtt am Kader, wann ee sech an der Poliklinik presentéiert; eng Participatioun, déi generell dobausse contestéiert ass an déi och vun de Gewerkschaften am Comité vun der Gesondheitskeess u sech vehement ofgelehnt ginn ass.

Derzou kënn, dat u sech déi Participatioun net zrëckzeféieren ass op en Akt, dee bezuelt gëtt, mä u sech just en Ticket ass, fir kënnen an d'Poliklinik eranzekommen, an deem Ticket muss gegebenfalls souguer da vun den Ambulanciere bezuelt ginn, wann dann déi concernéiert Persoun net méi à même ass, dat ze maachen. Esou, op jidde Fall, hunn ech et erugedroe kritt.

Doriwwer eraus ass et och esou, dat et net esou ass, wéi d'Gesondheitskeess et matgedeelt huet, dat een dat nëmme eng Kéier brauch ze bezuelen, mä dat ee gegebenfalls, wann een an der Poliklinik ass, 2,5 Euro bezuelt huet, an duerno dann an d'Röntge geet, uschléissend an eng Bluttanalys geet an ech weess net wat fir en Akt nach gesat kritt, an dann een dann all Kéiers a verschidde Kliniken 2,5 Euro gefrot kritt.

Dat ass awer manifestement eppes aneschters wéi dat, wat - mindestens mengem Wëssen no - festgehale ginn ass. Duerfir hätt ech e puer Froen un de Gesondheitsminister:

Déi éischt wier déi iwwert den déiwe Sënn emol iwwerhaupt vun deenen 2,5 Euro generell. Dann zweetens: ob och den Här Minister Kenntnis dervun huet, dat déi Participatioun do méi dacks wéi eng Kéier gefrot gëtt, jee nodeem, wéi vill Akten dat gesat ginn, an ob och op anere Plazen am Gesondheitssystem, notamment bei Dokterer oder bei aneren Interventiounen, och schonn déi 2,5 Euro géife gefrot ginn.

Merci.

► **M. le Président.**- Sou, et kritt elo d'Wuert den Här Félix Braz zum selwechte Sujet.

- Question n°96 du 25 janvier 2011 de M. Félix Braz relative à la participation de 2,5 € à charge des assurés pour le passage en «policliniques», adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Merci, Här President. Den Här Kaes huet schonn eng Rei Saache gesot. Ech wëll just nach e puer Froen hannendrunhänken ëm dat, wat mëttlerweil a Spidolskreesser den „Entrées-ticket“ fir an d'Spidol genannt gëtt, den „Entréesbilljee“ fir an d'Spidol. Déi nei Measure huet fir vill Duerjernee gesuergt, an et schéngt och, wéi wa se net an all de Spideeler d'selwecht géif praktizéiert an ugewannt ginn.

Et ass eng Note vun der CNS komm, déi och no de Regele vun der Konscht als Décision geholl ginn ass, déi am Prinzip seet: „bei all Passage“. Kuerz drop ass eng nei Note komm, wou een net weess, ob déi och an den zoustännege Gremie geholl ginn ass oder ob dat eng Initiativ war vun enger Persoun, fir ze preziséieren, wat mat där éischer Note gemengt wier. Mam Resultat, dass et elo nach ëmmer an de Spideeler e groussen Duerjernee gëtt an ënnerschiddlech Situatiounen gëtt.

Déi eng, déi froen effektiv bei all Passage an der Poliklinik en Entréesticket vun 2,5 Euro, a wann dat eben zweemol pro Dag oder dräimol pro Dag war, dass eng Persoun huet missen erëmkommen an zrëckgoen, da gëtt dat och zwee- oder dräimol percevéiert. Anerer, déi maachen dat anescht.

Dofir d'Fro, Här Minister: Wat wëllt Der ënnerhuelen, fir dass ganz séier eng eenzeg a kloer Linn am Alldag vun de Polikliniken funktionéiert? Wat maache mer mat deene Leit, déi schonn - le cas échéant - Fäll hatten, wou se an engem Dag zwee- oder dräimol hu misse bezuelen? Kréien déi nach hir Suen erëm? Drëtt a lescht Fro: Fannt Der den Opwand schlussendlech justifiéiert, deen an de Spideeler muss bedriwwen ginn, fir déi Suen anzedreiwien, le cas échéant Rechnungen ze schécken an déi Suen eranzekréien? Ob dat ënner dem Stréch wierklech eng sénnvoll Measure ass, oder ob um Niveau vun der CNS déi Measure do net besser hätt nach eng Kéier iwwerduecht ze ginn.

Dat sinn déi Froen, déi mir als Gréng nach wollten hannendrunhänken, an ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Braz. D'Wuert kritt elo den Här Gesondheits- a Sozialminister Mars Di Bartolomeo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Här

President, Dir Dammen an Dir Hären, den zwee Deputéiertekolleege Merci fir d'Fro, well et erlaabt, och Kloertext ze schwätzen.

Fir d'Éischt emol vläicht déi Participatioun an déi Rumm gestallt, wou se higeheiert: Mir hunn elo iwwert d'Gesondheitskeess am November bei dem Comité directeur an op där anerer Säit iwwert d'Gesondheitsreform beschloss, dass mer, fir de Budget vun der Gesondheitskeess an den Équilibre ze bréngen, net eesäiteg Solutiounen huelen, mä dass mer déi Participatiounen opdeelen op eng Rei vu Schélleren, an dass eigentlech jiddweree soll e Bäitrag leeschten iwwer eng modeste Cotisationserhéijung, iwwer eng Participatioun vun de Prestatairen, Dokterer, Spideeler an esou weider, an iwwer eng ugemessen, awer trotzdeem nach bescheide Participatioun vun den Assuréeen.

Ech wëll souwuel dem Här Kaes wéi och dem Här Braz soen, dass déi équilibréiert Verdeelung net jiddweregem geschmaacht huet, well et der och gi sinn, an net nëmme op Patronatsäit, déi der Meenung waren, dass ee ganz sollt op d'Cotisationserhéijung verzichten an dass ee vill méi eng staark Participatioun vun den Assurée sollt maachen. Ech sinn iwwerzeegt, den Här Kaes kennt och där Leit, déi där Meenung waren, an och där Verbänn, déi där Meenung waren.

Ech mengen, mir hunn eis dovun net beaflosse gelooss a mir hu fir den Équilibre gesuergt. An deem Équilibre ass eben déi Participatioun vun 2,5 Euro pro Konsultatioun an der oder bei der Entrée an d'Poliklinik vum Comité directeur den 10. November vun leschte Joer, also virun der Gesondheitsreform, festgehale ginn.

Et ass richtig, dass et Interpretatiounsschwierigkeete gouf, well et och verschidde Aart a Weise gouf an de Kliniken virun dëser Moosnam, wéi ee mat de Passage-policliniquen émgang ass. An do sinn et Kliniken ginn, déi bei de Passage-policliniquen e bësse méi bescheiden deklaréiert hunn, an et sinn aner Kliniken ginn, déi hunn all Akt, deen hannert der Poliklinik komm ass, nach eng Kéier als Passage-policlinique kontabiliséiert. Dat hat keen direkten Impakt fir den Assuré oder fir de Patient, mä dat ass awer an de Statistiken, fir de Budget auszuhandelen, mat de Krankeesse festgehale ginn.

Déi Participatioun vun 2,5 Euro ass also festgehale ginn éischtens, fir eng Bedeelegung vun Patient um Effort, fir de Budget an den Équilibre eranzubréngen, huet awer esou als Kollateraleffekt och de Verdéngscht, dass e bësse méi Transparenz an déi Ofrechnungen erakënn; huet och den Avantage, dass d'Poliklinik bei net wierklechen Urgencen d'selwecht behandelt gëtt wéi d'Maison médicale. Well wann ee mat méi engem klengen Bobo an d'Maison médicale erageet, bezilt ee seng Participatioun, a wann een an d'Poliklinik eragaangen ass, war näischt virgesinn.

Dat ännert awer näischt dorun, dass et am Ufank zu Schwierigkeete komm ass. Dofir huet d'Gesondheitskeess déi lescht Woch an enger Circulaire all d'Spideeler informéiert, dass déi Entrée an d'Poliklinik eng Kéier ze verrechnen ass, an net, wéi dat gemengt war, x-mol. Dat géllt ab sofort. An ech mengen, déi Leit, et sinn der net schrecklech vill, déi dann e puermol ofgerechent hunn, invitéieren ech och d'CNS, fir an deem dote Fall kloer Uweisungen ze ginn. Dat kann een iwwer verschidde Weeër maachen.

Ech sinn der Meenung, dass duerch eng falsch Interpretatioun keen därer geschiedt ginn. Als Konklusioun mengen ech: Jo, et kann een all Participatiounsmoosnam diskutéieren. Mir waren an dësem Rumm der Meenung, dass jiddweree eng kleng Participatioun soll bréngen, fir dat Grousst an den Équilibre ze bréngen. Ech sinn iwwerzeegt, dass, wann déi Präzisiounen do ukomm sinn, an ech mengen, déi sinn ukomm, déi Startschwierigkeete schnell iwwerwonnen sinn, an dass och, mengen ech, Weeër fonnt gi sinn, fir d'Spideeler bei der Ofrechnung net ze iwwerlaaschten.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gesondheitsminister. Elo komme mer zu der Fro N°97 vum Här Ben Scheuer un den Nohaltegkeetsminister iwwer en informa-

teschen Iwwerfall vum CO₂-Austauschsmarché. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°97 du 25 janvier 2011 de M. Ben Scheuer relative au récent braquage informatique du marché des échanges de quota CO₂, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

► **M. Ben Scheuer (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „d'Süddeutsche Zeitung“ huet den 21. Januar e groussen Artikel publizéiert mat dem Titel: „Schmutzige Geschäfte mit heißer Luft“. Hacker hu bannent e puer Deeg zwou Milliounen vun CO₂-Emissionszertifikater gestuel an och nees verkaaft. E Fall vu grousser Internetkriminalitéit, déi enorme finanzielle Schued ugeriicht huet. Et ware plus/minus 28 Milliounen Euro. E Fall, dee vill Froen opwerft. Doropshin ass vu Bréissel den Handel bis de 26. Januar blockéiert ginn.

Meng Froen un den Här Minister: Ass Lëtzebuerg concernéiert vun dësen Attacken? „D'Süddeutsche Zeitung“ schreift, dat 14 Länner an Europa d'Sécherheitsufoerderungen net géifen erfëllen. Ass Lëtzebuerg do derbäi? Wann dat net de Fall ass, wéi ass eise System géint d'Internetkriminalitéit geséichert? A wéi gesäit et aus mat engem eenheetlechen europäesche System?

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Scheuer. D'Wuert huet elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Als Äntwert op dem Här Scheuer seng Fro wëll ech effektiv soen, dat an deene leschte Méint eng ganz Rei vu Problemer an enger ganzer Rei europäesche Länner opgedaucht sinn op deem Marché vun CO₂, deen informatesch ofleef. Et ass e Marché, wou effektiv vill Suen am Spill sinn, vill CO₂-Quoten am Spill sinn, wou also d'Kriminalitéit interesséiert dru war, fir och hiren Deel dovunner erfrohuelen.

Et sinn och effektiv eng Rei Attacke gemaach ginn op eng Rei Länner. D'Kommissioun huet och doropshi reagéiert. Et ass och festgestallt ginn, dat eng Attack op de Lëtzebuerger System gemaach ginn ass. Esou eng massiv Attack par un „vulnerability scanner“, nennt een dat dann. Duerch déi Attack huet sech awer keng Faille an eisem System feststelle gelooss a si war ouni Konsequenz op eise System, deen also deenen Attacke standgehalen huet. Ech mengen, dat ass wichteg ze soen.

Momentan ass et och esou, dat a priori keng suspekt Transaktioun um Lëtzebuerger System konnt detektéiert ginn.

Mir hunn dann och déi Bourse zouge-maach, esou wéi all déi aner Länner d'lescht Woch - also den 19. - a sinn elo amgaangen ze kucken, wéi da fir déi nächst Deeg d'Reaktioun, d'Instruktiounen vun der Kommissioun wäerte ginn.

Wéi Der lech sécherlech kënnt erënneren, hate mer de leschte Mëttwoch och an der Chamberskommissioun du Développement durable eng Diskussioun iwwert dee Sujet. An zwar ass et do gaangen ëm d'Presentatioun vun der Kommunikatioun vun der Kommissioun, déi jo eng Kommunikatioun erageschéckt huet: „Vers une surveillance renforcée du marché relatif au système européen d'échange de quotas d'émission“, wou all déi Sécherheitsfroen, déi sech stellen - dat hei ass een, mä et sinn aner Tentative-de-frauden, notamment ronderëm d'TVA, déi geschitt sinn, ëm de sougenannten Hameçonnage, dee geschitt, mat Recyclage vu Quoten, déi eventuell schonn tentéiert gi sinn.

D'Kommissioun huet also eng Kommunikatioun do erausginn, fir ze kucken, wéi mer europäesch sollen op déi eenzel Phänomene reagéieren, dat souwuel, wat d'elektronesch Systemer ugeet wéi wat de legale System ugeet, dee méiglecherweis op deem engen oder op deem anere Punkt muss verbessert ginn.

Mir waarden also op déi definitiv Resultater vun den Etüden, déi d'Kommissioun gemaach huet. Ech stelle fest, dat bis auf Weiteres déi Attacken, déi op eise System gemaach gi sinn, net duerchkomm sinn, an eise System deem standgehalen huet.



Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Mir kommen elo zur Fro N°98 vum Här Eugène Berger, och un den Nohaltegkeetsminister, iwwert d'Administration de la Navigation aérienne. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°98 du 21 janvier 2011 de M. Eugène Berger relative à la situation de l'Administration de la Navigation aérienne, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Den Nohaltegkeetsminister ass erëm am Daurasaz, wéi ganz oft bei de Froestonnen. Mä wann een eben esou e Superminister ass, dann huet ee vill Departementer an da muss een dann heiansdo méi Froe stellen.

Gutt, ech kommen zu mengem Sujet. Ech beruffe mech do op e Communiqué vum Personal respektiv vun der Gewerkschaft vum Personal vun der Administration de la Navigation aérienne, déi do hirem Verdross Ausdrock ginn hunn, an awer relativ harsch do kommunizéiert hunn. Dee war virun e puer Deeg an der Press. Mir kennen deen alleguerten.

Ënner anerem gëtt do gesot, dass net genuch Personal do wier, fir d'Aarbecht uerdentlech ze maachen, och am Sënn vun der Sécherheet um Flughafen an an der Loft. Et gëtt och monéiert, dass Direktiven oder weinstens eng Direktiv nach net ëmgesat wieren, an een dowéinst och eventuell kéint riskéieren, dass bei eventuellen europäeschen Auditen, déi och d'Flughäfe mussen iwwer sech ergoe loosse, een do kéint eng Kéier dann an nächster Zukunft duerchfalen.

An deem Kontext wéilt ech also e puer Froe stellen: Kann de Minister déi Problemer bestätegen, déi do an deem Communiqué monéiert gi sinn? Da wéilt ech froen: Ass en Audit gemaach ginn, eventuell an de leschte Joren, fir ze kucken, wat de Besoin u Personal ass? A wann dee gemaach ginn ass, wat ass dann do als Konklusion erauskomm?

Gedenkt de Minister, ech hat gemengt, et wier och schon an der Press virun e puer Deeg ze héieren, dass en effektiv drun denkt, méi Personal anzustellen. Ass dat dann esou? Wivill Personal genau wéilt en astellen? An a wat fir engem Délai wéilt en dat maachen? An déi lescht Fro ass dann déi, mat där Direktiv, wéi dann do déi Saach sech huet, ob déi och an der nächster Zäit da géif ëmgesat ginn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Berger. D'Wuert kritt nach eng Kéier den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. D'Representatioun vum Personal huet effektiv d'lescht Woch e Communiqué erausginn a geet a sech vum Constat aus, dass d'Moyenë feelen, fir all deenen Obligatiounen, déi an deenen nächste Méint, an deenen nächste Joren op de Flughafen zoukommen, och kënne gerecht ze ginn.

Dat ass e Constat, deen ech deelen, well an deenen nächste Joren extrem vill Erausforderungen op eise Flughafen zoukommen, well eng ganz Rei vu Systemer en place muss gesat ginn, well eng ganz Rei nei Sécherheetsprinzipien och op eis zoukommen an deenen nächste Joren. An duerfir muss mer ganz sécher mat deene Leit, déi do sinn, mat zousätzlechen neie Leit eng ganz Rei Aarbechten an der nächster Zäit maachen.

Duerfir hunn ech den Direkter vun der ANA, den Direkter vun der DAC an e Responsabele vum Ministère virun enger ganzer Rei Méint ugestallt, fir e Plan d'action auszeschaffen. E Plan d'action, deen eis géif soen, wéi vill Leit an deenen eenzelne Servicer an deenen nächste Jore mussen rekrutéiert ginn, fir deenen Obligatiounen gerecht ze ginn, a fir och ze kucken, wou an op wat fir engem Domän anescht muss organiséiert gi respektiv eng Reorganisatioun noutwendeg ass. Ech hunn esou e Plan d'action virun enger Rei Deeg op mäi Büro kritt. Dee Plan d'action ass och, oder déi éischt Etapp vun deem Plan d'action ass och mat deenen eenzelne Betriber vun

der ANA duerchgeschwat ginn. Ech hunn elo eng definitiv Versioun um Büro leien. Wat elo muss geschéien, dat ass éischtens, dass déi selbstverständlech mam Personal nach eng Kéier muss duerchdiskutéiert ginn, a selbstverständlech och mam Ministère vun der Fonctioun publique nach eng Kéier muss duerchgekuckt ginn.

Ech kann elo haut och net genau soen, wéi vill Personal et bedeit an deenen nächste Joren, mä sécher ass, dass mer mussen eng Rei zousätzlech Personal rekrutéieren. Ech wëll derbäi soen, dass och säit kuerzem véier zousätzlech Leit iwwert den Numerus clausus accordéiert gi sinn, fir op de Flughafen eropzekommen. Dat schéngt mer och wichteg ze sinn, fir dat ze soen.

Da muss ech soen, dass dee Plan d'activité natierlech och sech an e puer Etappen opdeelt. Et ass esou, dass mer kuerzfristeg mussen handelen, well déi Certificatiounen da kommen. Do sinn der eng ganz Rei, déi virun der Dier stinn. Mir kënnen also net een, zwee, dräi, véier Joer waarden, éier mer elo reagéieren.

An et muss een och wëssen, dass wann zousätzlech Leit op de Flughafen solle kommen - an et mussen der kommen -, mer dann net onbedéngt vun haut op muer op dem Lëtzebuurger Marché déi Leit fannen, well dat relativ héich qualifizéiert Experte sinn an deelweis och eng laangfristeg Ausbildung vun zwee, dräi respektiv véier Joer heiansdo brauchen, éier se asazfäeg sinn.

Duerfir muss een, mengen ech, hei an e puer Etappen ëmgoen. Duerfir ass et kuerzfristeg noutwendeg, sécherlech Experten, deelweis auslännesch Experten, och anzustellen a laangfristeg ze kucken, wéi mer dat am Kader vun der Fonctioun publique kënnen an de Grëff kréien.

E Reproche, deen och gemaach gi war an deem Communiqué, dat war deen, dass mat enger Rei Iwwerstonne misst geschaff ginn. Dat ass och richtig. Momentan ginn eng ganz Rei Iwwerstonnen och noutwendegerweis un dem Flughafen gemaach, nottamt well ech mer och net ka virstellen, wéi déi Certificatiounen anescht kéinte gemaach gi wéi vun deene Leit, déi do laang Joren um Flughafen schaffen an déi eenzeg sinn, déi am Fong d'Expéienz hunn.

Mir haten eng ganz Rei Problemer, fir déi Iwwerstonnen och auszebezuelen, well se duerch eng laang administrativ Prozedur hu misse goen. Ech hoffen, dass dat einsteuweilen awer elo zur Satisfaktioun geschitt ass. An ech denken, dass op jidde Fall, wann dat nach net de Fall wär, an deenen nächsten Deeg misst déi Affär geregelt ginn.

Dann zu der Direktiv. Ech ginn dovunner aus, dass et sech hei elo ëm d'Direktiv vun de Lizenzen handelt. Eng Direktiv, déi mer hei an der Chamber ëmgesat hunn den 16. ... oder wat e Gesetz vum 16. August 2010 ass. Eng Direktiv, déi mer duerno iwwert d'Reglement den 12.11.2010 komplettéiert hunn an déi momentan amgaange ass och an d'Realitéit ëmgesat ze ginn. Esou dass déi eenzel Lizenzen och wäerten, esou wéi et am Règlement virgesinn ass, an deenen zäitlechen Etappen, déi do virgesi sinn, och kënnen ausgestallt ginn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Mir kommen dann elo zu der Fro N°99 vum Här Roger Negri, och nach eng Kéier un den Nohaltegkeetsminister, iwwert d'Bauaarbechten am Zesammenhang mam Tram. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°99 du 25 janvier 2011 de M. Roger Negri relative aux travaux préparatifs liés à la mise en place d'un tram léger dans la ville de Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer wëssen, ass de Projet vun engem Tram an der Stad aus finanzielle Prioritéitsgrënn op d'Joer 2014 no hanne geréckelt ginn. Dobäi sollen d'Aarbechte vun der Ëmweltverträglechkeetsstudie SUP dëst Joer, also am Joer 2011, fäerdeg ginn. D'Aarbechte ronderëm de Pont Adolphe mat enger paralleler provisorescher Bréck sollen och dëst Joer ulafen, wéi de leschte Freideg an engem „Woxx“-Artikel ze liese war.

Eng vun de grouse Froen ass ënner anere, wéi d'Aarbechten an der Avenue de la Liberté tëschent der Gare an der Paräisser Plaz realiséiert ginn a wéi et hei mat dem Geschäftsliewen a virun allem dem Iwwerliewe vun de Geschäfte virugeet.

En anere Problem ass, fir dass den Tram ka funktionéieren, dass do virun d'Realisatioun vun de Gare-périphérique geschitt ass. Houwald hu mer jo hei gestëmmt. Zéisseng a Kierchbiere, do ass et méi roueg ginn. Mam Stéchwuert Kierchbiere denkt een direkt dorun, dass d'Nordstrooss 2014 op de Kierchbiere ugeschloss soll ginn, ab em wéi vill méi grouss dann de Verkéierschaos am Contournement vun der Stad gëtt, wa weder Tram nach zousätzlech Park & Ride-Parking gebaut sinn.

D'Propos vun der Stater Union commerciale, fir erëm de Comité d'accompagnement ze reaktivéieren a mat den Interessengruppen, wéi de Geschäftsleit, den Dokteren, den Anrainen an anerer, eng participativ proaktiv Öffentlechkeetsaarbecht op Basis vun de rezente Erfahrungen aus anere Stied ze maachen, schéngt eis als LSAP méi wéi jee néideg, wa mer wierklech 2014 mam Bau vum Tram an der Stad ufänke wëllen. Woubäi och d'Fro vum Süd-Tram sech stellt.

Zum Schluss wëll ech den Nohaltegkeetsminister in globo froen, fir wéini mer mam Dépôt vum Projet de loi vum Tram hei an der Stad rechne kënnen.

Ech soen lech Merci fir Är Äntwerten.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Negri. D'Wuert kritt nach eng Kéier den Här Nohaltegkeetsminister.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Här President, op d'Fro vun den Aarbechten, déi elo momentan ronderëm den Tram gemaach ginn, wollt ech e puer Saache soen. Dir wësst, dass och wann an der leschter Erklärung zur Lag vun der Natioun de Projet vum Bau vum Tram op d'Joer 2014, ënner anerem aus finanzielle Grënn, zréckgesat ginn ass, et awer esou ass, dass eng Rei Aarbechte momentan och vun dem GIE duerchgefouert ginn.

Notamment sinn an där leschter Zäit Lever-topographique vun der Linn gemaach ginn an der Stad selwer - Lever-topographique um Site vun der Lentille, Investigation-géotechnique an Étude-vibrations -, ganz einfach fir ze kucken, wann esou en Tram géif dohinner kommen, wat dat dann och reell géif heeschen.

Dat sinn Etüden, déi einfach noutwendeg sinn, fir och déi Froen ze beäntweren, déi d'Chamber en fin de compte gestallt huet. Wat kascht dat Ganz? Ma wann een dat wëllt uerdentlech, propper ofschätzen, da muss een déi Basisdonnéeën do hunn, fir déi Ofschätzung och kënnen ze maachen.

Elo ass et esou, dass a priori momentan bis 2012 sécherlech déi Étude-APDen amgaange sinn, och momentan amgaange si weidergefouert ze ginn. A wou een elo nach muss kucken, wou ech net genau weess, wat fir een Délai dat hëlt, dat ass déi ganz Fro, déi sech stellt ronderëm déi Ëmweltautorisatiounen, wou Der, wéi Der wësst, jo eng Diskussioun dorëm gestallt hutt, wéi de Site vun der Lentille sech géif präféieren, fir de Centre de remisage dohinner ze setzen.

Dir wësst jo, dass eng Diskussioun och hei an eiser Kommissioun doriwwe gefouert ginn ass, dass de Règlement grand-ducal an deem Kontext muss frësch gemaach ginn. Ech kann also net genau momentan ofschätzen, wéi laang déi do Prozedur dauert, sou dass et elo schwéier ass, mech definitiv op Datumen ze fixéieren. Mä 2013, 2014 wäerte sécher d'Datumen sinn, wou mer kënne mam APD fäerdeg sinn a wou - wann all déi Etüden esou lafen, wéi mer denken, dass se lafen - déi Prozedur dann och ofgeschloss ass.

Wat d'Gare-périphérique ugeet, déi Fro hutt Der och gestallt, sou ass et esou, dass d'Gare um Houwald jo an enger éischer Phas autoriséiert ginn ass, well mer de 17. Dezember 2010 e Gesetz derfir kruten. Dat heescht, do kënnen d'Aarbechte parallel zum Ban de Gasperich lassgoen.

D'Gare vun Zéisseng, do sinn zwar Suen an deenen nächste Jore virgesinn. Do muss een awer och soen, dass fir déi Gare vun

Zéisseng, déi reduzéiert Zomm, déi do virgesinn ass, fir d'Quaien ze maachen, awer nach a préalable zesumme mat der Stad Lëtzebuerg eng ganz Rei Studië muss gemaach ginn, fir ze kucken, wat mer genau da sollen an enger transitoirescher Phas dohinner maachen. Dat ass nach net kloer. Dat ass nach net decidéiert. Do muss mer zesumme mat der Stad kucken, wat sënnavoll ass respektiv och, wat net sënnavoll ass.

Wat de Kierchbiere ugeet, do ass et ganz kloer, dass, wann een déi Streck, déi Zuchstreck, déi iwwert de Kierchbiere soll goen, elo an dëser Etapp net mécht, mer evidentereis um Kierchbiere an dëser Etapp dann och keng Gare brauchen, esou wéi se virgesi war, déi jo och dee Präis, dee se kascht huet, nëmme kascht huet, well et eng grouss Zuchgare war mat deem ganze Präis, dee se kascht. Also muss ee virgesinn, dass een eng transitoiresch Phas virgesäit souwisou, wou ee Parkingen, Opfangparkinge ka virgesinn, respektiv d'Transitioun tëschent engem Opfangparking op am Ufank e Bussystem an duerno en eventuellen Tram ka virgesinn, fir awer déi ganz grouss Zuel vu Leit, déi bei der Nordstrooss erauskommen, kënnen an de Grëff ze kréien.

Pont Adolphe, do hutt Der gesot, wat déi Délaie sinn. Pont Adolphe, wësst Der, dass dat net direkt eppes mam Tram ze dinn huet. Datt mer de Pont Adolphe och ouni Tram muss maachen, dat ass evident, mä ech ginn net midd, dass ze widderhuelen. Nach ass et esou, dass mer jo d'Gesetz vun der provisorescher Bréck hei an der Chamber déposéiert hunn an amgaange sinn ze waarden, bis mer den Avis vum Conseil d'État doriwwe kréien. Mir hunn dee Projet och esou déposéiert op Uroden hin, op Recommendation hi vun der Commission de l'exécution budgétaire, mat där mer eng laang Diskussioun doriwwe haten.

Wat de Comité d'accompagnement ugeet, deen u sech déi ganz Regeln, déi ganz Prozedur soll suivéieren, wou d'Leit implizéiert sinn, wou haaptsächlech awer och d'Commerçanté concernéiert sinn, haaptsächlech an der Neier Avenue zum Schluss concernéiert sinn, do ass et esou, dass eng éischt Sëtzung, wann ech gutt informéiert sinn, elo Métt Februar soll stattfannen, wou déi Aarbechte solle kënnen organiséiert ginn, an d'Leit, déi Informatiounen froen, dann och, esou wäit se momentan an eiser Dispositioun sinn, Informatiounen kënnen kréien. Och dat ass e Comité, deen tëschent der Stad Lëtzebuerg an dem Ministère zesumme mam GIE Tram wäert gemaach ginn.

Ech menge souwisou, dass déi ganz Aarbechten, déi eng extrem grouss Gène si fir déi Leit, déi do wunnen - mä all grouse Chantier ass sécherlech eng Gène fir Leit, déi Urainer sinn -, nëmme kënne gemaach ginn, wann eng ganz grouss Informatioun mat den Urainer ass. A wann och d'Méiglechkeete sinn, fir deenen engen an deenen anerem hir Doléance esou fréi wéi méiglech unzebréngen a mazeschwätzen iwwert déi Léisungen, déi ee fir déi Doléance ka bréngen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Mir kommen elo zu der Fro N°100 vum Här Fernand Kartheiser un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Stellungnahme vun de Franséischproffen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°100 du 25 janvier 2011 de M. Fernand Kartheiser relative aux récentes prises de position des professeurs de français, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Woch hunn d'Franséischproffen d'Fro opgeworf, ob et net nees un der Zäit wier, fir iwwert d'Afëiere vun engem Opnahme-Exame fir an de classesche Sekundarunterricht nozedenken. Hirer Meinung no géife vill Kanner zu Onrecht an de classesche Sekundarunter-

recht orientéiert ginn, wat jo och fir déi Kanner dacks ganz frustrant ass a sech nëmme kann negativ op si auswierken.

D'Franséischproffe si mat där Kritik net eleng. Vill Leit - Schoulmeeschteren, Profen an Elteren an och d'ADR - reprochéieren deem System, wéi en elo existéiert, e Mangel un Objektivitéit an Transparenz. Och héiert ee vun alle Säiten a virun allem och elo nees vun de Franséischproffen, datt den Niveau an de Schoulen nach permanent weider fält.

Mir wollten dofir d'Madame Minister Delvaux froen, wéi si sech zu de Commentaire vum de Franséischproffen iwwert d'Grondschoul stellt. A virun allem wollte mir si och froen, ob si vläicht mat engem Experiment d'accord wier, e bësschen an der Linn wéi dat, wat d'Franséischproffen elo gesot hunn. Et kéint ee sech zum Beispill virstellen, en Opnahme-Examen an e Passage-Examen, esou wéi se fréier existéiert hunn, nees op Prouf ze maachen.

Mir wéilte proposéieren, fir mat der Hëllef vu Schoulmeeschteren a Professeren, gären och där pensionéierter, op Basis vun de Prüfungsfroe vum Enn vun de 60er, Ufank vun de 70er Joren an no de Korrektionskritäre vun deemools - also op 60 Punkten, bei Grammairesfeeler minus dräi, bei Orthografiefeler minus zwee, bei Expressionsfeeler minus zwee oder minus eent, jee nodeem -, en Échantillon vu Schüler, déi 2012 nom véierten Zyklus an de Secondaire classique orientéiert gi sinn, engem Opnahme-Examen, deen awer net zielt, ze ënnerwerfen. Déi Schüler, soe mer emol eng 100 oder 200 Kanner, kéinten no engem rengen Zoufallsprinzip am ganze Land erausgesicht ginn.

Gläichzäiteg sollte mir dat och bei engem Échantillon vu Cinquièmeschüler probéieren, déi hir Klass gepackt hunn an op Quatrième kommen. Och si sollten, ouni datt dat géif offiziell zielen, de Passage-Examen nom Programm vu fréier am Däitschen, Franséischen an an der Mathematik maachen. Och déi Schüler sollten nom Zoufallsprinzip erausgesicht ginn.

Ech mengen - mir mengen -, d'Resultat vun esou engem Test géif eis ganz interessant Konklusionen iwwert den Niveau an eise Schoulen erlaben.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt elo d'Madame Erziehungsministesch.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech muss elo soen, dass ech e bësse perplex sinn. Mä den Här Kartheiser bréngt dat jo gudd fäerdeg, fir mech perplex ze maachen.

(Hilarité)

Also, ech hunn d'Fro net richteg matkritt. Also, ech wollt just hei zur Erklärung ginn, zur Deklaratioun, dass ech déi Stellungnahm oder dee Sondage vun der Association des professeurs de français iwwert d'Press zur Kenntnis geholl hunn, dass ech e ganze Koup Saachen doranner gelies hunn, dass mir amgaange sinn, an Ministère iwwert déi nei Procédure d'orientation Passage 6. Schouljoer op Septième ze consultéiere mat ville Leit.

Déi Proposition, déi den Här Kartheiser gemaach huet, fir do Sondagen ze maachen oder Tester mat verschiddene Schüler aus verschiddene Gruppen. Et wär jo interessant. Mir kéinte jo d'Franséischproffe froen, ob se da bereet sinn, esou en Exercice ze maachen. Dofir wär ech Iech dankbar, Här Kartheiser, wann Der mer dat géift schréiflech eraginn, wéi Der lech dat virstellt. An da kucke mer, ob mer fräiwëlleg Enseignantë fannen, déi bereet sinn, den Exercice ze maachen.

Ech weess, dass esou Saachen a Frankräich gemaach si ginn, wou se am Fong d'Froe vu virun 20 Joer mat de Schüler vun haut gemaach hunn. Do gesäit een einfach, dass d'Zäiten änneren, dass d'Schüler änneren an dass net déiselwecht Resultater erauskommen.

Also, ech mengen, do gëtt et an der Literatur jo ganz vill berühmten Zitater. De Socrates huet sech scho geiergert, dass seng Generatioun, déi Jonk manner géife kënne wéi déi virdrun. Also, déi Geschicht ass esou al wéi d'Geschicht vun der Bildung. A wann een ëmmer nei Saache vun de Kanner offreet, da muss ee sech natierlech net wonneren, dass ee muss iergendwann en Tri maachen. Dofir si mer jo an der Diskussioun mat deene villen Enseignanten, déi mat diskutéieren, wat da vun de Kanner vun haut a vu muer verlaangt gëtt. Dat ass, mengen ech, den Enjeu vun all de Reformen, wou iwwer 1.000 Leit an Aarbechtsgruppe sinn, fir doriwuer ze diskutéieren.

An ech mengen, all weider Proposition kéint jo interessant sinn, fir ze gesinn, ob dat eis weiderbréngt an der Diskussioun. Well eis Diskussioun geet jo drëm, an do wëll ech awer trotzdem d'Geleeënheet da benotzen, fir dat hei ze soen, den Enjeu vun de Reformen a vun der Diskussioun ronderëm d'Reformen, déi jo net ofgeschloss ass, dat ass jo fir ze soen, eis d'Fro ze stellen: Wat muss eis Generatioun deene Jugendleche matginn, fir muer, an der Gesellschaft vu muer mat Erfolleg sech kënnen derduerchzeschloen, déi Kompetenzen, dat Wëssen, wat se musse matuelen an d'Welt vum 21. Jorhonnert? Dat ass dee groussen Défi.

Eng allerlescht Remarque. Ech wollt just soen, dass, wéi den Opnahme-Examen ofgeschaf ginn ass - dat si jo elo awer eng Rei Joren hier -, si mat där neier Procédure d'orientation significativ vill manner Kanner an de Secondaire classique orientéiert gi wéi mam Opnahme-Examen. Dat ass awer, ech mengen, wann een déi Dokumenter kuckt, déi mer iwwert de Passage Primaire Postprimaire gemaach hunn, d'Procédure d'orientation haut, si mer nach ëmmer net um Niveau, um Prozentsaz vu Schüler, déi an de Classique orientéiert ginn, wéi se deemools beim Opnahme-Examen waren.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Erziehungsministesch. Da komme mer zu där nächster Fro, nämlech d'Fro N°101 vum Här André Bauler, och nach eng Kéier un den Nohaltegkeetsminister, iwwert de Bau vu Gebailechkeete fir d'Administration des Eaux et Forêts zu Dikrech. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°101 du 21 janvier 2011 de M. André Bauler relative à la construction des nouveaux bâtiments pour les besoins de l'Administration de la Nature et des Forêts à Diekirch, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President. Ech wollt eng Fro un den Här Nohaltegkeetsminister stellen. Zu Dikrech soll den neie Standuert vun der Administration de la Nature et des Forêts gebaut ginn. Am Kontext vun deem Chantier wollt ech den Här Minister Folgendes froen:

Sinn all Planungen am Zesammenhang mat deem Chantier ofgeschloss? Wéini sollen d'Aarbechten um Site selwer ulafen? A wéi laang solle se viraussichtlech daueren? Kann den Här Minister mer Detailler zum architektoneschen an energetesche Konzept vun deenen neie Gebaier oder vum neie Gebai ginn? A schlussendlech wollt ech wëssen, wéi vill Leit op deem neie Standuert eng Kéier solle schaffen.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bauler. An nach eng Kéier kritt den Här Nohaltegkeetsminister d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Op dem Här Bauler seng Froe gëtt et eng ganz Rei Saachen ze soen. Dat éischt, dat ass déi, datt ech léiwer gehat hätt, mir wäere scho mat deem Chantier vum Hôtel du Midi amgaange gewiescht. Mä zwou Saachen hu geännert.

Fir d'Éischt huet an der Planifikatioun geännert, datt eng Rei Administratiounen sollten dohinner kommen an am Nachhinein awer geduecht ginn ass, datt d'Administration, déi Administratioun, déi elo

dohinner kënnt, dat wär déi richteg, fir dohinner ze setzen, well se gréissteméisseg dat brauch, wat am Fong den Hôtel du Midi hiergëtt. A well et och sënnvoll ass, déi Dezentralisatioun mat enger grousser Administratioun wéi der Administration de la Nature et des Forêts ze maachen.

Et ass och esou, datt gekuckt ginn ass, datt en Nopeschhaus nach kaaft, zousätzlech kaaft ginn ass, sou datt et méiglech ass, och net nëmme d'Administratioun selwer, mä och de Service de l'arrondissement Centre-Est mat ze integréieren, sou datt mer e schéinen Ensemblé do zesumme kréien. Dat wär déi éischt Décisioun.

Déi zweet Décisioun, déi de Projet e wéineg méi laang dauere gelooss huet, mä déi ech net regrettéieren, dat ass, datt aus dem Projet Hôtel..., also aus deem Hôtel du Midi a sech ee vun deenen zwee Projete ginn ass, wou mer e Positiv-Energie-Projet wëllen doraus maachen. Dat heescht an anere Wieder, e Projet, dee méi Energie produzéiert, wéi en der am Fong selwer brauch. An de Stat huet gesot, datt mer zwee esou Projete probéieren. Dat hei ass een dovunner.

Dat huet awer fir eis verlaangt, datt déi ganz Studië ronderëm, fir eppes Sënnvolles erauszekréien, och vill méi laang gedauert hunn, wéi wa mer eppes Klasseches gebaut hätten. Ech hunn awer gemengt, et wär haaptsächlech fir esou eng Administratioun wéi d'Administration de la Nature et des Forêts och noutwendeg oder wichtig oder richteg, datt mer just fir déi Administratioun esou e Positiv-Energie-Projet géife maachen.

Wat heescht dat praktesch? Mä dat heescht, datt eng ganz Rei Installations solaires notament op den Daach kommen. Fir déi, déi eppes kennen: 40 KW op den Daach an 20 KW op d'Fassad. Installatioun vun „énergies thermiques“ och „sur la toiture de la cage d'ascenseur“, schreiwe mer hei, si mer hei, an datt och déi ganz Zertifikatioun vun der DGNB, dat heescht „Deutsches Gütesiegel für nachhaltiges Bauen“, soll gi ginn. Sou datt mer och assuréiert sinn, datt mer deene richteg Standarden hei Rechnung droen.

Et soll eng Konstruktioun ginn, déi bausse quasiment ganz aus Holz ass, déi da bannendran natierlech aus Bëton ass, aus Stabilitéitsfroen, mä awer och fir d'Wärmeéchangen ze garantéieren. An déi, well se no bei der Sauer ass, och d'Sauer deelweis fir de Refroidissement an de Chauffage, deemno wéi et ass, och ka mat zousätzlech gebrauchen.

Dat heescht, ech fannen, datt et hei e flott Konzept ass, wat mer hei probéieren. Well ech och mengen, datt de Stat do wierkelech eng Responsabilitéit huet, fir esou zukunftsweisend Projeten unzegoen.

Dir hutt gefrot, wéi vill Leit do sinn. 63, 68 Postes de travail fir d'ganz Direktioun plus zéng Postes de travail fir den Arrondissement Centre-Est sinn an deem Gebai virgesinn. 3.000 m² op véier Niveauen. 12.000 m³ sinn u sech do virgesinn. D'Sue sinn 2011 bis 2014 respektiv '15 an de Budgeten och virgesinn. Et wäert e Projet sinn, dee schätzungsweis, mä mir kënnen et nach net genau soen, well et en experimentelle Projet ass, ronn 10 Milliounen Euro wäert kaschten.

Den APS, deen ass elo fäerdeg. Dee läit mer momentan vir. Elo gëtt am APD am Joer 2011 geschafft. An dann hoffen ech, datt mer am Joer 2012, mä éischter zum Schluss vum Joer 2012 ukomme mam Bauen, e Bau, deen haut gerechert gëtt op zwee Joer. Ech avancéiere schrecklech ongär Datumen. Dir hutt mech se gefrot. Si sinn approximativ. Wann dat elo net genau klappt, kommt net 2012, 2013, fir ze froen. Dat wëllt elo net... Mir maachen dat Besch, mä dat do ass approximativ, wat ech haut ka soen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Mir kommen dann elo zur leschter Fro fir de Mëtteg, nämlech d'Fro N°102 vum Här Fernand Etgen, nach eng Kéier an da fir d'Lescht un den Nohaltegkeetsminister, iwwer eng Hal fir d'Air Rescue. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°102 du 24 janvier 2011 de M. Fernand Etgen relative à la construction d'un nouveau hangar**

pour les besoins de Luxembourg Air Rescue, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Luxembourg Air Rescue ass net méi aus dem Dispositif vun eise Rettungswiesen ewechzedenden. Leider sinn d'Aarbechtskonditiounen vun deene Servicer an d'Ënnerbréngung vun hire Fligere an Helikopteren alles anescht wéi gudd. Aus deem Grond huet d'Air Rescue decidéiert, een neien Hangar ze bauen. Dese Projet soll, mengen Informatiounen no, ronn acht Milliounen kaschten. An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Nohaltegkeetsminister stellen:

Ass vu Säite vum Stat aus virgesinn, fir de Bau vun deem Hangar, dee fir d'Erfülle vun der wäertvoller Missioun vun der Air Rescue immens wichtig ass, ze subventionéieren? Wa jo, em wéi ee Montant handelt et sech? Ass den Innenminister, dee jo bekanntlech zoustänneg ass fir d'Rettungswiesen, deem d'Rettungswiesen ënnersteet, scho bei Iech, Här Innenminister (veuillez lire: Nohaltegkeetsminister), virstelleg ginn, fir dese wichtige Projet ze ënnerstëtzen?

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Etgen. An dann de Mëtteg fir d'Lescht den Här Nohaltegkeetsminister.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Ech sinn u sech dann hei als Transportminister, deen an der Responsabilitéit d'lux-Airport huet, d'S.A. lux-Airport. An déi, em déi geet et hei, well déi mécht jo d'Gestioun vum Flughafen. D'Air Rescue wëllt effektiv en neit Gebai um Flughafen oprichten, well dat aalt al ass a si dofir en neit wëllen. Wat heescht dat? Dat heescht en Hangar an administrativ Gebaier.

Elo ass et effektiv esou, datt d'Air Rescue erugetrueden ass u lux-Airport, fir ze kucken, wéi wäit et méiglech wär, en Terrain zur Verfügung ze stellen. lux-Airport huet dorobber geäntwert, datt et méiglech wär, datt en Terrain do wär, deen disponibel wär, dee méiglech wär. Datt se och bereet wär, fir en Droit de superficie, nebst engem Locatiounspräis iwwer Droit de superficie deen Terrain zur Verfügung ze stellen. Asoufern ass eng Diskussioun amgaang. Deen Droit de superficie soll da ronn 30 Joer zur Verfügung..., deen Terrain soll iwwer Droit de superficie ronn 30 Joer zur Verfügung gestallt ginn.

Déi nächst Etapp ass elo, datt Pläng gemaach ginn. Ech weess, datt dat amgaangen ass, dat ass och gewise ginn. Well et ass natierlech evidenterweis esou, datt muss gekuckt ginn, ob, wann esou en Hangar géif dohinner kommen, dat natierlech och sämtleche Sécherheitsbestimmungen entsprécht oder net. An der Diskussioun iwwert déi Mise à disposition iwwer, enfin iwwert déi Locatioun iwwer Droit de superficie vum Terrain ass e Courrier, si Courrieren hin an hier gaangen, mä et ass awer och definitiv näischt ofgeschloss. An do brauche mer och nach eng Rei Autorisatiounen vun deenen zoustännegen Instanzen, éier esou ee Kontrakt kann ofgeschloss ginn.

Wat elo de Bau ugeet, dat ass sécherlech net de Sujet vu lux-Airport, déi net responsabel sinn an där doter Matière. Souwäit ech informéiert sinn, sinn och nach keng Diskussioun mam Intérieur iwwer esou en Dossier gelaf. Ech soen datt ënner der Surveillance vum Innenminister, deen heibanen ass.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Domadder wäere mer um Enn vun eiser Froestonn.

Mir kommen elo zu enger Rei vu Motiounen, déi aus der aussen- an europapolitescher Kommissioun kommen. Mir géifen ufänke mat enger Motioun iwwert d'Meenungsfräiheet an d'Informatiounsfräiheet an der Europäescher Unioun. Déi wäert virgedroe gi vum Här Ben Fayot. Den Här Fayot huet d'Wuert.



7. Motion de M. Ben Fayot concernant la liberté d'expression et d'information dans l'UE

et
Résolution de M. Ben Fayot relative au soutien de la Chambre des Députés au peuple tunisien

Exposé de la motion

► **M. Ben Fayot (LSAP), auteur.**- Här President, ech leeën heimat am Numm vun der aussen- an europapolitescher Kommission eng Motioun iwwert d'Meenungs- a Pressefräiheet an der Europäescher Unioun vir. Dës Motioun ass also eng Motioun fir eppes. Et ass net géint eng...

(Interruption)

Geet de Mikro net?

(Interruption)

► **M. le Président.**- De Mikro geet awer.

► **M. Ben Fayot (LSAP), auteur.**- Dëst ass keng Motioun, déi sech géint e Land oder eng Regierung ausdréckt. Et ass eng Motioun fir d'Pressefräiheet. Dës Fräiheet ass eng Partie vun europäesche Wäerter,...

► **Une voix.**- Geet et och méi haart?

► **M. Ben Fayot (LSAP), auteur.**- Ech kann awer net méi haart schwätzen.

► **Une voix.**- Neen, ech soen, den Toun geet net. Et ass eppes Technesch.

(Interruptions diverses)

► **M. Ben Fayot (LSAP), auteur.**- ...déi och a verschiddenen...

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!!!

► **M. Ben Fayot (LSAP), auteur.**- ...Texter festgehale sinn. Ech zitieren den Artikel 11 vun der Grundrechtcharta, d'Präambel vun dem Vertrag vun der Europäescher Unioun, d'Europäesch Mënscherechtskommissioun (veuillez lire: Mënscherechtskonventioun), där d'Europäesch Unioun jo wëllt bäitrieden. An dës Texter sinn natierlech vun all Regierung, egal vu wat fir enger Ideologie, egal vu wat fir engem Programm, strikt ze respektieren. An all dës Texter hunn natierlech och kee Wäert, wann net elo d'Memberlänner alleguerete sech strikt dorunner halen.

Déi ungaresch rechtskonservativ Regierung huet ufanks Januar en neit Mediëgesetz a Kraaft gesat, dat besonnesch an Ungarn selwer, also do, wou se Ungaresch kënnen verstoen, fir grouss Protester Ulass ginn huet. D'OSZE huet och am Dezember en déckt Dokument vun iwwer 50 Säiten erausginn, wou eng prezis Analys vun deem neie Mediëgesetz dran ass, déi verheerend ass. D'ungaresch Regierung verbitt sech an deem Gesetz iwwert d'Medien, iwwert dat Gesetz iwwert d'Medië Kritik aus dem Ausland.

Mä ech froen zum Beispill d'Lëtzebuurger Medien oder d'Presseleit, wéi se géifen op Folgendes reagieren: Wa se weinst politesch net équilibréiert Produktiounen oder Informatiounen vun engem Mediërot, an deem elauter Parteigänger vun enger dominanter Partei sëtzen, déi doranner fir néng Joer genannt gi sinn, zu Strofen tëschent 7.250 Euro a 700.000 Euro kéinte veruerteelt ginn? A wa se dergéint Recours aleeën, misste se entweder fir d'Éischt d'Informatiounen „verbesseren“ - tëschent Anführungszeichen - oder d'Stof bezuelen, éier se dese Recours iwwerhaupt kënnen abréngen.

D'Journaliste mussen och hir Sourcen uginn. De Mediërot kann all Dokumenter vun engem Medienorgan akucken an e kann Dekreter iwwert d'Medien erausginn an esou weider. Och den Internet gétt méi staark kontrolléiert. Et war also dofir net erstaunlech, dass de Lëtzebuurger Presse-rot den 23. Dezember géint dat neit Gesetz an engem Land vun der Europäescher Unioun protestéiert huet.

Den Ausseminister vu Lëtzebuerg huet den 22. Dezember d'Europäesch Kommissioun opgefuerdert, dat ungaresch Mediëgesetz ënnert d'Lupp ze huelen. D'Europäesch Kommissioun huet allerdéngs bis elo nëmme gepréift, huelen ech un, a bis elo och nach net condemnéiert. Ech huelen un, dass se fäert, se géif do mat engem Memberland Sträit kréien. Ech sinn awer der Meenung, dass d'Lëtzebuurger Cham-

ber ganz kloer soll soen, dass ons gemeinsam Wäerter, besonnesch um Gebitt vun der Pressefräiheet, vun der Meenungsfräiheet, och iwwer Froe vun europäescher Kompetenz eraus verlaangen, dass all Land vun der Europäescher Unioun sech un déi Fräiheeten hält. An dofir, mengen ech, solle mer dat och hei ganz kloer an där Motioun soen, déi ech virleeën.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 11 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne qui retient: «1. Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations et des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontières. 2. La liberté des médias et leur pluralisme sont respectés.»;

- considérant le Préambule du Traité sur l'Union européenne qui confirme «l'attachement (des États signataires) aux principes de la liberté, de la démocratie et du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et de l'État de droit»;

- considérant la volonté de l'Union d'adhérer à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales;

- rappelant que les fondements de l'Union européenne sont constitués par des valeurs communes que les États membres se sont engagés à respecter sans restriction aucune;

- considérant la loi sur les médias de la République de Hongrie, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2011, destinée à contrôler les médias de ce pays et à les sanctionner le cas échéant par de lourdes amendes;

- considérant qu'il y a des risques sérieux que cette loi ne restreigne la liberté des médias dans un État membre de l'UE;

invite le Gouvernement

- à s'opposer avec fermeté à toute dérive tendant à restreindre les libertés fondamentales dans les pays membres de l'Union ou cherchant à y adhérer;

- appelle au respect sans équivoque des droits inscrits dans la Charte des droits fondamentaux.

(s.) Ben Fayot, Félix Braz, Fernand Kartheiser, Lydie Polfer, Lucien Weiler.

Exposé de la résolution

Här President, wann Der erlaabt, wollt ech och nach kuerz soen, dass ons Kommissioun de leschte Méindeg eng Resolutioun iwwer Tunesien decidéiert huet, déi och vun alle Fraktiounen an der aussepolitische Kommissioun, all Sensibilitäten an der aussepolitische Kommissioun matgedroe gëtt, gradesou gutt wéi déi Motioun iwwer Ungarn.

Ech mengen, d'Resolutioun ass ganz einfach fir ze begréissen, dass an Tunesien en Émschwong komm ass, dass do e Regime, en diktatoriale Regime renverséiert ginn ass, an dass mer hoffen, dass an Tunesien geschwë Wahle kënnen stattfannen, wou d'Leit do kënnen hir eege Regierung bestëmmen. An dass se Stabilitéit a Fräiheet erëmkreien no deem laange Regime, dee se do hu missen erdroen. Voilà.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant le soulèvement populaire en Tunisie qui vient de renverser le régime du président Ben Ali;

- constatant que le peuple tunisien a rejeté massivement un régime qui a longtemps bafoué les droits de l'Homme et pratiqué des méthodes inhumaines contre les opposants;

- saluant la libération des prisonniers d'opinion et le retour de nombreux exilés;

- rappelant que la Tunisie est un pays proche de l'Europe, qu'elle a signé avec l'UE un accord d'association en 1995 et qu'elle entend développer ses relations avec l'UE;

- soulignant les excellentes relations bilatérales entre la Tunisie et le Grand-Duché de Luxembourg;

- soutient le peuple tunisien dans sa lutte pour la démocratie et le respect des droits de l'Homme;

- exprime le souhait que le peuple tunisien puisse s'exprimer rapidement dans des élections libres afin de retrouver la stabilité politique et la paix intérieure nécessaires pour le développement du pays et la prospérité de ses habitants;

- adresse au peuple tunisien l'expression de sa solidarité et de son amitié.

(s.) Ben Fayot, Félix Braz, Fernand Kartheiser, Lydie Polfer, Lucien Weiler.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Fayot fir déi Motioun an déi Resolutioun. Dann huet elo zu der Motioun, där éischter Motioun iwwert d'Pressefräiheet, den Här Kartheiser d'Wuert gefrot.

Discussion générale

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech villmools Merci. Ech wollt ausdrécklech dem Här Fayot Merci soe fir déi Texter, déi en eis presentéiert huet an déi d'ADR och matdréit. Ech wollt soen, dass d'ADR als éischt Partei hei am Land sech och opgereggt huet, wou déi Evolutioun an Ungarn war.

Mä mir soen awer och, et geet net duer, dass mer op d'Pressefräiheet an Ungarn kucken, wat richtig ass. Mir mussen och op d'Pressefräiheet hei zu Lëtzebuerg kucken. An do ass et wichteg, fir ze ernimmen, dass d'Schwësterpartei hei zu Lëtzebuerg vun där ungarischer Regierungspartei, dat ass hei d'CSV, och e Projet de loi viru kuerzem presentéiert huet, deem eiser Meenung no Aschnëtter an d'Fräiheet vun der Press zu Lëtzebuerg bréngt. Dat ass de Projet 6127.

Et gétt verschidde Forme vun Zensur, déi ee kann uwennen. Entweder et geet een deem ungarische Wee an et kontrolléiert een, wéi den Här Fayot dat elo ganz gutt erkläert huet. Oder et geet een an anere Wee, an dat ass deem, fir d'Press, d'Medien, d'Journalisten, aner Leit an deem Wiese vun der Publizitéit ze menacéiere mat enger Lawin vu Prozesser. Dat ass dee Wee, deem elo hei d'CSV am Projet de loi 6127 fir Lëtzebuerg virgeschloen huet, wou et drëm geet, wéi et am Gesetz steet, «le contenu des médias et de la publicité» gewësse Regele vun Zensur ze ënnerwerfen.

Dat heescht, wa mir eis haut hei ausschwätze fir d'Pressefräiheet an Ungarn, da soe mir als ADR, même combat Ungarn a Lëtzebuerg: Loosse mer eis wiere géint all Agréff vun der Fräiheet, géint d'Fräiheet vun der Press!

(Interruption)

Ech verstinn, dass d'CSV net rosen ass (veuillez lire: dass d'CSV rosen ass); si ass schold drun. A mir soen a mir maache méi wéi dat. Net nëmme, dass mer hei protestéieren, mä mir schreiwen un all national an international Gremien, déi sech mat der Pressefräiheet befaassen, fir si op déi Zoustänn hei zu Lëtzebuerg opmierksam ze maachen. Well och hei gétt et Gefore géint d'Fräiheet vun der Press. D'ADR geet op jidde Fall decidéiert dergéint vir.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. D'Madame Polfer hat d'Wuert gefrot fir deenen...

(Brouhaha)

...zu der Resolutioun an zu der Motioun.

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Merci, Här President. Jo, ganz kuerz. Dat sinn zwou Motiounen, déi mer an der Commission des Affaires étrangères beschwat hunn, wéi de President Fayot et och gesot huet, an déi mer natierlech ënnerstëtzen.

Ech wéilt och hei ënnersträchen, dass mer hei, wat déi Motioun iwwert d'Pressefräiheet ubelaangt, dass et natierlech eng allgemeng Motioun ass an dass et hei ëm de Prinzip vun der Pressefräiheet geet. Mir wëssen alleguer, dass de Moment an engem Land, eben duerch en neit Gesetz, wat do komm ass, sech verschidde Froe stellen. An déi gi jo och um europäesche Plang gepréift, souwäit ech d'Aktualitéit suivéiert hunn. Dat ass och richtig esou.

Mä ech begréissen et och, dass den Ausseminister ee vun deenen Éischte war, deem dat och lauthals, also ganz haart gesot

huet, dass e sech do géif Froe stellen. Ech mengen, mir mussen opmierksam sinn, wat dat Gesetz aus Ungarn ubelaangt, awer och all déi aner Situatiounen. Ech mengen, dat ass ganz einfach: De Prinzip muss ons dat wäert sinn. An deem, dee Fräiheet seet vun der Press, dee muss natierlech hannendrun och Responsabilitéit denken. Dat sinn zwou Saachen, déi matenee ginn.

Ech freeë mech also, dass mer déi Motioun hei, déi eng allgemeng Motioun ass iwwert d'Pressefräiheet, kënnen unhuelen.

Dann ee Wuert zu där Motioun (veuillez lire: Resolutioun) iwwer Tunesien, déi am Fong einfach eng allgemeng Unerkennung ass vun deem, wat d'tunesesch Vollek hei wierklech geleescht huet. Well et ass eng Leeschtung vun engem Vollek an et ass wierklech eng formidabel Hoffnung, déi hei opgeet. Well wann een awer wierklech duerch de ganz grouse Gaart kuckt, wat nach bis kuerz virun d'Deklaratiounen waren iwwer Tunesien!

Och vun der Lëtzebuurger Säit. De Premier war nach am Dezember beim President Ben Ali. De Minister vum Commerce extérieur wollt am Januar dohinner fueren an huet am Virfeld, e puer Deeg virun, mä net nëmme e puer Deeg ier de Regime gestierzt ginn ass, mä wéi d'Manifestatiounen schon amgaang waren, ass vum Ministère du Commerce extérieur nach e Communiqué erausgaang, wou dee wonnerbaren «climat macroéconomique» aus deem Land ënnerstrach gëtt a wéi gutt dat sech géif développéieren.

Ech mengen, dat misst eng Lektioun sinn, fir awer wierklech mat méi Virsicht un déi Saachen erunzegoen, an dass d'Wirtschaft, d'wirtschaftlech Bezéiungen net eleng ausschlaggebend kënnen sinn, wann een esou Länner beuerteelt.

Ech wëll drop hiweisen, dass et scho laang, iwwer laang Joren Zeeche ginn, dass dat Land hei wierklech ënner engem ganz strengen diktatoresche Regime geliift huet. Gewëss, ekonomesch sinn an hu mir och - an ech mengen, dat weist schon nëmme eleng eis national Luftfahrtgesellschaft - ganz enk Verbindunge mat deem Land, mä et muss een all déi Relatiounen awer och op de Wäert vun de Mënscherechter préiwen.

Dofir sinn ech frou, dass an nächster Zukunft - an ech hoffen, dass dat geschwënn ass - de Minister vum Commerce extérieur bei ons an d'Commission des Affaires étrangères kënnt, fir eng Kéier mat him eng eingehend Diskussioun doriwwer ze hunn. Well et kann net sinn, dass een Äusserunge mécht, fir ze soen, dat eent, dat sinn d'Mënscherechter, an dat anert, dat ass d'Ekonomie, an dat eent huet mat deem aneren näischt ze dinn! Well wann een esou denkt, dann därer ee sech net op eemol wonneren, dass Investissementer, déi an esou Länner gemaach gi sinn, op eemol awer komplett dohi sinn.

Ech hunn d'ailleurs gëschter Owend eng ganz interessant Ausso héiere vun der Presidentin vun dem fransésche Patronat, der Madame Parisot, déi gesot huet, dass verschidde grouss franséisch Gruppen - an elo weess ee jo, weess Gott wéi enk Frankräich mat Tunesien verbonne war -, dass e puer grouss franséisch Gruppen net an Tunesien gewéllt waren ze investéieren, well se eben op déi onméiglech Zoustänn um Niveau vun der Korruptioun higewisen hunn, a well dat ganz ville Leit bewosst war. Dofir, hei steet nach eng Diskussioun aus, eng interessant Diskussioun, an ech freeë mech, wéi gesot, an ech wier frou, wann déi esou schnell wéi méiglech kéint stattfannen.

Dat gesot, si mer natierlech mat där Motioun (veuillez lire: Resolutioun) hei d'accord.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Polfer. Elo kritt d'Wuert den Här Braz.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Merci, Här President. Och zu deenen zwou Motiounen, zu der éischter iwwer Ungarn: Et

ass eng Motioun, déi déi gréng an der Kommissioun ugereegt hunn aus zwee Grënn. Deen éischte Grond: well mer domadder och wollten eisem Ausseminister iwwert de Wee vum Parlament eis Zoustëmmung ausdrécken, well mer fonnt hunn, dass den Ausseminister an deem heiten Dossier fréi an och onmëssverständlech a richteg Positioun ageholl huet. Dat kann ee vu villen aneren net soen! An en ass jo och, well e sech aus der Fënster geluecht huet, vu Verschiddene kritiséiert ginn. Da fannen ech et net méi normal, dass d'Parlament sengem Minister de Réck stäipt, wann e sech op der internationaler Bühn fir eng richteg Saach asetzt. Och, wann dat net all Mënsch passt!

Mir halen dat neit ungarécht Pressegesetz och als Gréng fir eng Verletzung vun engem absolute Grondrecht. Mir sinn an Europa oft mat juristeschen Texter unenee gebonnen. Et gëtt awer och ganz allgemeng Wäerter, déi och dovun ofgesinn a juristeschen Texter niddergeschrëwwen sinn. A fir eis als gréng Fraktioun gehéiert d'Meenungs- an d'Pressefräiheet zu engem absolute Grondrecht an och zu engem Haaptelement vun deem, wat mer als Wertegemeinschaft vun der Europäescher Unioun kënne verstoën.

Dat ass e Wäert, dee sech net vum selwen astellt. Et ass e Wäert, do muss ee wëllen, dass deen zum Duerchbroch verhollef kritt. Dann dierf een och net nokucken, wa Verschiddener dee Grondwäert do mat Féiss trëppelen. Mir haten eis och vun der Kommissioun am Allgemengen an och vun der zoustänneger Kommissioun an där heiter Fro méi Asaz erwaart.

Iwwregens, och onofhängeg vun deem Fall vun deem ungaréchte Mediëgesetz gëtt et Grond genuch a Matière genuch fir déi zoustänneg Kommissioun, sech mam Thema vun der Meenungs- a besonnesch vun der Pressefräiheet an Europa méi offensiv ze beschäftegen. Mir fannen do, dass generell d'Kommissioun sech ze vill hannert Texter verstopt. Obwuel mir mengen, dass genuch Grondlag och an den Texter scho besteet, fir kënnen eng wesentlech méi proaktiv Aarbecht ze maachen als Kommissioun.

Mir bedauern, dass eng Rei Leit an der Kommissioun dat an de leschte Joren ëmmer nees refuséiert hunn. Vlächcht ass dat ungarécht Mediëgesetz fir eppes gutt, nämlech dofir, dass d'Kommissioun an Zukunft op dëser Fro, wann och spéit, mä dann awer hoffentlech e bësse méi aktiv an e bësse méi incisiv wäert op där doter Fro sinn.

Och um Niveau vum Europaparlament muss sech déi eenzel politesch Familljen d'Fro vun hirer Responsabilitéit stellen. D'Partei vum Premier Orbán ass an d'erselwechter Grupp Member wéi d'CSV. Mir bedauern et, dass och vun CSV-Säit eng Rei Nuancé gemaach gi sinn, wa Rieds gaangen ass ëm dat heite Gesetz. Do gi Saache verteidegt, erkläert, justifiéiert, wou se just bräichte condemnéiert ze ginn. Och dat ass eng Haltung, déi mer bedauern. Da komme mer net virun op de Borde vun der Unioun, wann am Zentrum vun der Unioun esou vill Verständnis opbruecht gëtt fir eng Entwécklung, déi an eisen Ae falsch ass.

Mä och hei zu Lëtzebuerg, mengen ech, si mer net perfekt an eiser Mediëgesetzgebung. Et gëtt scho laang de Wonsch, de berechtigte Wonsch vun enger Regelung vum Accès zu der Informatioun vun der Press. Do ass Lëtzebuerg net virbildlech. An obwuel mer et scho laang an Aussicht stellen - wann ech soen „mir“, da mengen ech domadder déi successiv Lëtzebuerg Regierung - , si mer op deem dote Punkt och nach net schrecklech wäit kommen. Wann een - zu Recht zwar - mam Fanger op Ungarn weist als Lëtzebuerg Land, soll een dofir awer och de Bléck an de Spiegel net vergiessen. Do gesäit een och nach Saachen, déi eigentlech net méi dierften an deem Spiegelbild mat dra sinn.

Här President, ech wëll och direkt nach kuerz op d'Motioun (veuillez lire: Résolution) iwwer Tunesien agoen. Si kënn natierlech spéit, déi Motioun (veuillez lire:

Résolution). Och Lëtzebuerg muss sech de Reproche maache loossen, wéi vill aner Länner och, ze vill complaisant vlächcht gewiescht ze sinn, ze laang nogekuckt ze hunn, vlächcht och ze laang ewechgekuckt ze hunn.

Tunesien weist awer och, dat Beispill elo vun Tunesien weist awer och, dass déi Strategie, fir Diktaturen ekonomesch ze hëllefen, fir den islamesche Mouvement am Maghreb ze endiguéieren, dass déi gescheitert ass. Et war awer Hëllef fir eng Diktatur! Och wann den Zweck, dee sollt verfollegt ginn, dee vum Endiguement vum Islamismus war, vum extremen Islamismus, sou muss een awer soen, dass déi doten Zort Pakt mat net demokratesche Regimer vlächcht kuerzfristeg ka fir Rou suergen, mëttelfristeg awer zum Scheitern veruerteelt ass, well en op enger Basis opgebaut ass, déi eng ass, déi mer eigentlech net dierfte wëllen.

Ech mengen och, dass déi Mëttel, déi déi Regimer an de leschte Jorzéngten zur Verfügung gestallt kritt hunn, schlussendlech nëmmen dozou gedéngt hunn, d'Demokratie ze ënnerdrécken. An dat huet nëmme funktionéiert bei deenen, déi sech och ënnerdrécke loossen: bei Leit, déi net esou radikal sinn. Bei deene ganz radikalen Elementer an deene Länner huet et net funktionéiert. En fait huet déi Strategie nëmmen dozou gefouert, dass déi, déi kéinte moderat Kräften och sinn - à des degrés divers -, schlussendlech ënnerdréckt gi sinn, an dass just nach op de radikale Borde politesch Spillraum vun deene geholl ginn ass, déi sech dann awer nawell trauen, radikal virzegoen. An déi moderat Kräfte sinn déi, déi ënnerdréckt gi sinn.

Déi Politik do huet net nëmmen an Tunesien, mä och an Ägypten, an Algerien an an anere Länner nach dozou gefouert, dass haut d'Haaptgefor déi ass - awer - vun den extremisteschen islamisteschen Kreesser. Dat ass e Bilan, wann een deen éierlech zitt, wou ee muss soen, dass et éischter en Échec ass - bääi Wäitem éischter en Échec ass - wéi e Succès.

D'Tunesier hu glécklecherweis..., an et kann een nëmmen den Hutt zéie virun der Leeschtung vun deem Vollek, déi ware méi schlau, méi couragéiert, déi hunn de Ben Ali verjot, an - hoffe mer zumindest - ouni an den Extremismus ze verfalen; et besteet eng Zäitfenster, wou et kéint klappen. Mä dat do ass och nach net an dréchenen Dicher. Hëllef kann een awer! An déi Kéier kéinten et och déi Richteg sinn, déi een ënnerstëtzt mat senger Hëllef.

Dofir mengen ech awer och, dass ee muss als Lëtzebuerg Land och eng kleng Introspektioun maachen - wéi anerer och - a sech generell am Kader vun eiser Wirtschaftspolitik d'Fro stellen, wat de richtigen Émgang ass mat Diktaturen, ob wierklech esou eng Politik vum Containment dee richteg Wee ass, an ob een net sech generell méi nuancéiert, méi detailléiert, och méi kritesch an och vlächcht méi couragéiert an all deene Froe misst behuelen, wann et drëms geet, fir Grondfroen vun Demokratie, vu Grondrechten an ekonomeschem Échange, deen ëmmer hëllefbräich ka sinn, fir déi alleguerten enner een Hutt ze bréngen. Mir hunn et bis elo nach net oft wierklech richteg gemaach. Mir kënnen et awer nach maachen, wa mer eng Rei Léieren zéien!

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Braz. Elo kritt d'Wuert den Här André Hoffmann.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, ech stëmmen selbstverständlech och déi zwou Motioune. Och wann et scho gesot ginn ass, wëll ech awer ganz kuerz och nach eng Kéier ennersträiche par rapport zu Ungarn, dass ee sech muss wënschen, dass d'Europäesch Unioun, un alleréischter Stell och d'Europäesch Kommissioun méi fest wéi bis elo a méi kohärent wéi bis elo an determinéiert par rapport zu esou Entwécklungen - ob et ëm Pressefräiheet geet oder ëm aner Aspekter vun demokratescher Entwécklung - reagéiert an och déi Mëttelen asetzt, déi d'Traitéen zur Verfügung stellen.

Ech mengen och, dass europäesch Parteen eng Verantwortung missten iwwerhuele par rapport zu hire Memberparteien, wann déi an eng Richtung ginn, déi dem

Respekt vun der Pressefräiheet oder den demokratesche Rechter net entsprécht. An Tunesien och!

Ech mengen och, dass mer spéit u si mat der Kritik un deem Regime, deen elo emol einstweile gestierzt ass, dass ee vill éischer - och vu Lëtzebuerg aus, och vun der Europäescher Unioun aus - hätt misse Positioun bezéie par rapport zu engem Regime, wou d'demokratesch Rechter an d'Mënscherechter net respektéiert ginn. An ech mengen och, dass ekonomesch Interessen esou Reaktiounen net dierfen am Wee stoen, am Géigendeel, dass een eigentlech ëmmer soll sensibel si fir demokratesch Bewegungen an esou Gesellschaften an alles Méigleches soll maachen, fir esou demokratesch Bewegungen och vun hei aus ze ënnerstëtzen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. Den Här Thiel huet d'Wuert.

► **M. Lucien Thiel (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Ech mengen, ech verwonneren lech net, wann ech lech soen, dass d'CSV-Fraktioun hannert deenen zwou Motioune hei - Résolutionen - steet. Et ass, géif ech scho bal gär soen, c'est l'évidence même, dass ee souwuel total fir d'Pressefräiheet antrëtt an net déi geréngste Restriktioun do toleréiert. A wat Tunesien ubelaangt, mengen ech, ass elo munch Richteg gesot ginn.

Also, ech ginn den Accord och vun der...

(**Interruption**)

► **Une voix.** - Dat ass net d'Thema!

► **M. Lucien Thiel (CSV).** - Ech schwätzen net dovunner. Ech mengen, Dir hutt hei e bësse Saache matenee vermëscht. Ech weess och e bëssen, wéi d'Pressefräiheet fonctionéiert, Här Kartheiser.

(**Interruption**)

Duerfir wëll ech elo net, duerfir wëll ech elo net hei...

► **Une voix.** - Dat kann ech him bezeien!

► **M. Lucien Thiel (CSV).** - Ech kann net op deen Niewekrichsschauplatz hei goen, deen Dir mat...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dat ass fir eis den Hauptkrichsschauplatz.

► **M. Lucien Thiel (CSV).** - Ech kann lech just soen, dass an der Press en zimlechen Duerjernee war duerch Är Pressekonferenz, a kee Mënsch verstanen huet, wat Der eigentlech wollt. Ech hunn et och nach net richteg verstanen.

(**Interruptions**)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ënnerschätzt eis Journalisten net, Här Thiel!

► **M. le Président.** - Sou, elo kritt d'Wuert den Här Ausseminister.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.** - Här President, léif Kollegeginnen a Kollegen, mir wëssen, an ech sinn och frou, dass et ugeschwat ginn ass, well Der jo eng Résolution maacht, dass bal honnert Leit hu missen hiert Liewe loossen an Tunesien, well se jo eigentlech den Deckel vun der Korruptioun a vun der Meenungsfräiheet sprengge wollten. An ech si mat all deenen d'accord, déi hoffen, dass Tunesien wierklech een neien Départ kritt an eng wierklech Demokratie eran. An d'Europäesch Unioun ass honnertprozenteng an hirer Roll, wa se voll do hannendrusteet. A Lëtzebuerg selbstverständlech, wéi den Här Braz dat och richteg hei gesot huet, muss hëllefen a kucke mat där neier Situatioun an Tunesien, dass mer do dat Richteg maachen.

Nun, Här President, Komerodinnen an... Här President,...

(**Hilarité générale**)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, entschëllegt!

► **M. le Président.** - Bleift beim Här President, Här Ausseminister!

(**Interruptions et hilarité**)

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.** - Här President, léif Kollegen, ech mengen, den Zoufall, deen huet et jo gewollt, dass praktesch gläichzäitig, wou d'Evolution an Tunesien stattfonnt huet, dass do och eben eng Angscht ëmgaangen ass, eng Suerg ëmgaangen ass an Ungarn, dass d'Prinzip vum der Meenungsfräiheet kéinte ge-

béit ginn, ageschränkt ginn duerch ee Gesetz, wat - wéi mer elo wëssen - zënter dem 1. Januar 2011 a Kraaft ass.

Ech sinn eigentlech ganz houfreg, muss ech soen, dass hei an dëser Chamber mer zesumme feststellen, dass dës Suerg vun alle politesch Säite gedroe gëtt, an dass mer et fäerdeg bréngen, e kloren an onzweidäitegen Text hei ze stëmmen a Form vun enger Motioun un d'Regierung.

Ech sinn och frou, ech ennersträichen dat och - Här Braz, ech mengen, et muss een dat soen -, dass all d'Lëtzebuerg Europadeputéierten deen Text bemängelt hunn, kritiséiert hunn. An dat, mengen ech, passt zum Gesicht op jidde Fall vun engem Lëtzebuerg Deputéierten am Europaparlament.

Et gëtt Momenter an der Politik, déi verlaangen, dass een direkt a mat däitleche Wieder reagéiert. Dir wësst, dass kuerz viru Chrëschttag nom Vote vum Mediëgesetz an Ungarn ech haart gesot hunn, wat ech gespuert hunn a wat ech gefillt hunn. Dass d'Pressefräiheet een hellege Prinzip vun den demokratesche Grondwäerter ass, ass jo onëmstridde fir all Demokrat. Dëst gëllt selbstverständlech och fir all Europäer.

Well den Artikel 11 - den Här Fayot huet en zitéiert -, dee garantéiert eigentlech dräi Saachen: d'Recht op fräi Meenungsbildung; d'Recht Informatiounen an Iddien ze kréien a se weiderzeginn ouni administrativ Aschränkungen, an - drëttens - de Pluralismus vun der Press.

Selbstverständlech muss een och ennersträichen, zielt fir d'Press de Respekt virum allgemenge Strofrecht. Zum Beispill a Saache Pädophilie, a Saachen Antisemitismus, a Saache Revisionismus - wat Der wëllt.

Nun, dës Grondwäerter si jo an éischer Plaz eigentlech net fir d'Medien do. Si si fir d'Bierger do, dass se sech eng fräi Meenung kënne bilden. Gëtt elo dobäi un de Schrauwe gedréit, déi als Zil hunn, d'öffentlech Meenungsbildung gläichschalte mat den Interesse vun enger Regierung oder duerch eng Opfuerderung, ausgewogen ze berichten, dat Ganzt mat drastesche Strofe verbonne vun enger Kommissioun, déi, wéi mer wëssen, op néng Joer vun der Regierung genannt gouf a just mat Regierungsparteivertrieeder zesumme gesat ass, dann ass den Dicks am Fong an d'Richtung eraus aus der Demokratie gestallt.

Här President, d'Press ass do, fir d'Politiker ze dérangéieren, e Prinzip, deen heiansdo viles vun där enger Säit a vun där anerer Säit ofverlaange kann, woubäi awer Ongerechtigkeiten, Feeler, Feelentwécklungen kënnen opgekläert ginn.

D'Glafwierdegkeet vun der Europäescher Unioun steet och um Spill. Dir wësst, de Fonds de commerce eigentlech vun der Europäescher Unioun sinn hir Wäerter. Dës Wäerter kënnen net agefuerdert ginn, wa mer mat China oder mat Russland, mat Kuba oder Saudi-Arabien schwätzen a gläichzäitig an der Europäescher Unioun, a Länner vun der Europäescher Unioun ginn esou Gesetzer, ginn esou Wäerter violéiert.

Ech hoffen zesumme mat der Chamber, dass d'EU-Kommissioun sech net eleng op eng juristesche technesch Analys limitéiert, mä dass se Ungarn hëllef, mat kloren Wieder, mat Uweisungen zréckzekommen op de Gescht vun de Grondwäerter, déi an der Europäescher Unioun musse verteidegt ginn.

Et dierf een net, Här President, léif Leit, blann oder daf sinn an dësem Moment. An Ungarn sinn zu dësem Moment d'Mediëfräiheet an d'Meenungsfräiheet net garantéiert. Europäesch Journalisten hu mer dat nach d'lescht Woch gesot, déi sur place waren. Si hu mer confirméiert, dass ee Klima vun Angscht an ee Klima vu Suspicioun sech breetgemaach hunn an deem Land. Dat muss erëm ganz, ganz séier ewech. An déi, déi sech derfir asetzen, esou wéi dës Chamber, maachen dat am Interessé an am Sënn vum europäesche Gedanken an am Interessé vum ungaréchte Vollek.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Ausseminister.

Da kéime mer elo zur Ofstëmmung iwwert déi Motioun fir d'Éischt iwwert d'Pressefräiheet. Ech mengen, do kënnen mer à main levée driwwer ofstëmmen.

Vote sur la motion

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Da géif ech lech Merci soen.

Da géife mer och iwwert d'Resolutioun iwwer Tunesien ofstëmmen.

Vote sur la résolution

Wien ass mat där Resolutioun d'accord?

Och dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Da géif ech lech Merci soen.

Elo kéime mer zu der Motioun vum Här Félix Braz iwwer Afghanistan. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

8. Motion de M. Félix Braz concernant la prolongation de la mission en Afghanistan

Exposé

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*), *auteur.*- Merci, Här President. Et ass eng Motioun, déi mer de 16. Dezember déposiert hunn. Dat war kuerz nodeem eng Delegatioun vum Parlament d'Geleeënheit hat, op Kabul ze goen. An och op der Plaz mat de Lëtzebuurger Zaldoten. Dir wësst, mir hunn néng Lëtzebuurger Zaldoten op der Plaz stationéiert am Kader vum belsche Peloton, an dat zënter Juli 2003. Et ass also méttlerweile den 23. Détachement, dee Lëtzebuerg bei den ISAF-Truppen huet. Et ass awer och am Kontext gewiescht vum der Verlängerung vum ebe just deem Mandat, wat och an dese Wochen elo effektiv gétt.

Et ass an de leschte Jore vill iwwert dat Mandat an déi Missioun diskutéiert ginn, notamment well de Bilan no acht Joer Präsenz vum den ISAF-Truppe mitigéiert ass. Et ass och vill driwwer diskutéiert ginn, well d'Akzeptanz op der Plaz mat der Zäit méi kleng ginn ass fir d'international Truppen. An et ass och vill driwwer diskutéiert ginn, well een en Datum gesicht huet, fir de militäresche Réckzuch aus Afghanistan ze organiséieren a fir d'Land den Afghanen zréckzeginn, politesch, awer och sécherheetspolitesch, sief et Polizei, sief et Arméi, sief et awer och juristesche Institutionen, déi am Land selwer kéinte fir Recht suergen.

En Deel vun deene Froen ass beäntwert ginn. Am Kader vum NATO-Sommet zu Lissabon am November 2010 ass en Datum genannt ginn - d'Joer 2014 -, fir de Réckzuch vum den Truppen ze maachen.

Et muss een och soen, dass elo an deene leschte puer Méint de Bilan sech amgaangen ass lichter ze verbesseren. Och wann en um Hannergrond vum engem dach düstere Joer 2010 insgesamt stattfonnt huet, sou dass ee sech och elo eng Rei Froe muss stellen am Kader vum der Lëtzebuurger Missioun an insgesamt vum der ISAF-Missioun. Dat ass engersäits awer nach ëmmer den Datum vum Réckzuch, a wann 2014 gesot gétt, da muss Lëtzebuerg sech jo awer och positionéieren, wéi mer eis par rapport zu dem doten Datum orientéieren.

Mir si jo awer bestëmmt net déi Alleslescht, déi aus deem Land erausginn, mä iergendwann eng Kéier virdrun am Kader vun där Gesamtstrategie. An dat ass eng Äntwert, déi mer gäre vun der Regierung hätten, wéi de militäresche Réckzuch vum der Lëtzebuurger Truppe sech par rapport zu dem Datum 2014 situéiert, well jo och aner Länner scho wesentlech méi fréi och mat engem deelweise Réckzuch wäerten ufänken, an och, wann déi den Datum vun 2014 als Hannergrond och benennen.

Dat Zweet, wat awer ganz wichteg ass, dat ass, et gétt aner Formen vum Engagement an deem Land; dat sinn déi, déi eiser Meenung no elo missten iwwerhandhuelen, an zwar sinn dat déi Engagementer, fir de Rechtsstat an Afghanistan hëllefen opzebauen. Mir hunn eng Missioun vum der Europäescher Unioun doënne, d'Eupol-Missioun. Mä et muss een och do soen, dass de Bilan, bis ewell, vun der Eupol-Missioun alles anescht wéi en zefridde stel-

lende Bilan ass. Et ass och kloer, dass op deem dote Punkt wesentlech méi Efforten nach muss geleescht ginn, fir d'Institutionen an och d'Polizei op der Plaz ze stärken a méi staark kënnen opzestellen.

Dat Zweet ass den Asaz vun zivile Kräften, vun zivilen Engagementer, fir an deem Land fir eng Rei Grondversuerungen tatsächlech viles kënnen ze errechen. Et ass evident, dass mam militäreschen Asaz, mat der militärescher Präsenz eleng dem Land net wierklech ka gehollef ginn. Et ka beschtefalls eng Stabiliséierung sinn; dat hannendru muss awer geschéien.

Mir mengen, wann déi Engagementer, déi mer an de leschte Jore militäresch agaange sinn, eescht gemengt waren, dass se am Intéret vum dem Land sollte sinn, da muss een éierlech soen, dass d'Europäesch Unioun, Lëtzebuerg, nach laang Joren an deem Land eigentlech misste präsent sinn, awer mat anere Moyenné wéi deene militäreschen.

Mat Moyenen, déi sech kënnen an d'Eupol-Missioun aglidderen, a mat Moyenen, déi am zivile Beräich sinn, well mer mengen, dass den Engagement, deen acht Joer laang der Weltgemeinschaft erkläert ginn ass, nëmme dann éierlech gemengt war, wa mer dem Land tatsächlech bei sengem Opbau hëllefen, an net nëmme et bei enger militärescher Stabiliséierung loossen, ouni demokrateschen Hannergrond, well vum demokratesche Standpunkt hier, och wann elo de President Karzai mam Parlament en Arrangement fonnt huet iwwert d'Asetzung vum Parlament, si mer trotzdeem no eisen demokratesche Standarden och do wäit ewech a Verbesserung sinn noutwendeg, och wéi gesot um Niveau vum de Liewensmänn vum de Leit.

Duerfir hätte mer gären, dass eis Regierung sech international derfir asetzt, dass déi Feuille de route prezisiéiert gétt an dass och de Lëtzebuurger Punkt an där Feuille de route vum militäresche Réckzuch prezis genannt gétt, an dass mer wëllen, dass eis Regierung international derfir œuvréiert, dass et och zu engem klaren zivile Rekonstruktionsplang kéint, dass dat net Gégestand ass vu méi oder wéineger schwammegen an zoufällegen Diskussiounen, mä dass et e ganz kloer Plang muss ginn, wéi dat Land zivil ka rekonstruéiert ginn.

Datselwech géllt natierlech och fir den Opbau vum den Institutionen, déi schlussendlech och net nëmme fir Uerdnung, mä och fir Recht a Sécherheet fir d'Leit suergen an och fir Liewensmänn, déi deene Leit no iwwer 30 Joer Krich endlech eng Perspektiv gi fir en anert a bessert Liewen.

Bien entendu wëlle mer awer och déi Fro opwerfe vum der Réconciliatioun, déi an deem Land do soll stattfannen. Dat ass jo eng vun de Pisten, déi ëmmer nees genannt gétt, d'Reintegratioun an Afghanistan an d'Reconciliatioun. Mä mir soen awer ganz kloer dat, wat eis och Leit op der Plaz zu Kabul gesot hunn, dass et engersäits sécher ass, dass déi Réconciliatioun am Land muss stattfanne mat sämtleche Kräften, mä dass et och eise Rôle ass, derfir ze suergen, dass déi Kräften an Afghanistan gestärkt ginn, déi verhënnere wëllen, dass déi Réconciliatioun dann awer nees um Réck vum deene stattfënn, déi schon oft, an ze vill oft an deene leschte Jorzéngten d'Affer ware vun de Krichszoustänn an Afghanistan: nämlech ganz oft Fraen, jonk Frae virun allem, déi als Éischt hir Grondrechter, déi se elo tant soit peu ufänken ze hunn, erëm géife beschnidde kréien, wann d'Reconciliatioun esou géif gemaach ginn, dass déi erëm dierfen a Fro gestallt ginn.

Dat sinn d'Prioritéite beim Opbau vum der Zivilgesellschaft, beim Opbau vum den Institutionen, awer och beim Opbau vum engem seriöse Plang fir eng zivil Rekonstruktionsplang. Do brauche mer formell Engagementer.

Wéi gesot, wa mer éierlech sinn, a wann déi Engagementer an de leschte Joren éierlech gemengt waren, da si mer nach laang an Afghanistan, hoffentlech mat anere Moyenen, an hoffentlech och mat Moyenné genuch, fir deem Land tatsächlech ze hëllefen. Mä den Arméiminister ass, wéi gesot, an eisen Aen och gefuerdert, op der éischer Fro méi prezis ze si wéi nëmme 2014 - Punkt.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Braz. Wie freet nach d'Wuert zu där Motioun?

D'Madame Polfer.

Discussion générale

► **Mme Lydie Polfer** (*DP*).- Här President, mir ginn natierlech eis Zoustëmmung zu deser Motioun. Ech wëll just drun erënneren, dass mer d'Joer, den 11. September ginn et zéng Joer, dass eben dat, wat am Ufank vum der Interventioun an Afghanistan stoung, dass dat elo zéng Joer sinn, an dass no zéng Joer effektiv een net ka soen, dass all déi Efforten, déi gemaach gi sinn, um militäresche Plang, um finanziellen, op der Rekonstruktionsplang wierklech hir Friichte scho gedroen hunn.

Duerfir kënnen mir nëmme dat ënnerstëtzen, wat den Här Braz elo hei just gesot huet. Wa mer wëllen dat Land, a mir mussen et, stabiliséieren, mä et war eng breet international Koalitioun, déi d'Amerikaner ënnerstëtzt huet, fir do ze intervenéieren no dem 11. September 2001, mir mussen elo an där nämlecher Force a Geschlossenheit derfir suergen, dass dat Land stabiliséiert gétt, an et kann nëmme durablement stabiliséiert ginn, wann déi Stabilitéit vu banne kéint.

Duerfir alles dat, ech wëll et net nach eng Kéier soen, mä alles dat, wat hei gesot ginn ass, eng Stabilisatioun vu banne vum der Gesellschaft heescht natierlech ekonomesch Stabilitéit, heescht rechtlech Stabilitéit, ass einfach Statsrechtlechkeit (veuillez lire: Rechtsstatlechkeit), an duerfir begrësse mer déi Motioun hei a mer ënnerstëtze se.

► **M. le Président.**- Den Här Fayot huet d'Wuert.

► **M. Ben Fayot** (*LSAP*).- Här President, de 16. Dezember huet d'aussepolitesch Kommissioun an hirer Sitzung eestëmmeg e positiven Avis zu der Verlängerung vum Engagement vu Lëtzebuerg an Afghanistan ginn. Ech wëll hei och soen, dass d'Regierung, besonnesch de Verdeedegungsminister, och ons gehollef huet bei der sougenannter Wahrheitsfindung, wann ech dat emol esou ka soen.

Mir waren als Delegatioun mat him op Kabul, fir och do a Gespréicher eng Partie Asichten ze kréien an dat, wat do amgaangen ass, an ech mengen, dat wat och ganz wäertvoll fir déi Memberen, déi mat waren, an ech mengen och, eng ganz Partie Saache vun deenen, déi een elo an der Motioun vum Här Braz erëmfënn, déi sinn och do vu Leit - ob dat Offizieller, mä och Leit, déi Analysten, déi do sinn - gesot ginn, an och Froen, déi opgeworf gi sinn.

Ech wëll soen, dass d'Lëtzebuurger Arméi jo bedeelegt ass un der Ofsécherung vum dem Flughafen vu Kabul. Kabul ass, fir déi, déi dat net solle wëssen, elo eng relativ sécher Géigend, wou d'afghanesch Arméi an d'afghanesch Police de sougenannte Gewaltmonopol hunn, dat heescht, d'Sécherung vun där Géigend maachen.

Ech wëll och soen, dass d'Präsenz vum de Lëtzebuurger Zaldoten do och vun de militäresche Chefen an och deenen aner Offiziellen als eng nätzlech Präsenz ugekuckt gétt an dass déi Lëtzebuurger Zaldoten do eng ganz gutt Aarbecht maachen.

Sécher, dat wëll ech och am Numm vu menger Fraktioun soen, sinn eng ganz Partie Froe sech ze stellen. Ech mengen, fundamental muss een ëmmer erëm zréckbehalen, wa mer Zaldoten an Afghanistan schécken, dann ass dat net aus iergendengem Imperialismus eras, dann ass et, fir de Mënschen an Afghanistan ze hëllefen, hiert eegent Schicksal kënnen ze bestëmmen.

Ech mengen, et muss ee wëssen, dass déi Leit do zwëschen Hummer an Amboss sinn. Dat heescht, si hunn engersäits friem Truppen an hirem Land an anerersäits hu se mat Strukturen ze di vun organisierter Kriminalitéit, vu Krichshären, vun Talibanen, natierlech och vun Islamisten, déi probéieren d'Muecht ze iwwerhuelen. D'Responsabilitéit ënnert dem Mandat vum der UNO vum de Länner, déi do am Kader vum der ISAF intervenéieren, ass jo, fir dat Land esou sécher ze gestalten, dass och direkt hannendru déi zivil Entwécklung, eng besser Gouvernance, eng wirtschaftlech Entwécklung, wirtschaftlech

Perspektiven an natierlech och gesellschaftspolitesch Fräiheeten, demokratesch Perspektiven do opginn.

Dat ass eigentlech de Sënn vun där Interventioun, an ech mengen, och aus där Ursaach huet d'Kommissioun des Kéier erëm eng Kéier eestëmmeg sech dozou bekannt, fir deen Engagement fir Lëtzebuerg mat deenen acht Zaldote plus engem Offizier do ze approuvéieren.

Dir wësst, no dem OMP-Gesetz gi mir en Avis, mä ech fannen et och gutt, dass mer des Kéier an der Plénière e puer Wuert doriwver gesot hunn, well souguer wann et eestëmmeg an der Kommissioun ass, ass dat no baussen net esou bekannt. An dofir fannen ech et nätzlech, dass een hei och no baussen der öffentlecher Meenung seet, dass mer ons selbstverständlech Froe stellen, mä dass mer an där Solidaritéit mat alleguerten deenen Nationen, déi am Kader vum dem UNO-Mandat do probéiere Sécherheet hierzustellen an och d'Entwécklung vum deem Land weiderzedreiwene, dass mer do an der Solidaritéit mat deene stinn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Fayot. Den Här Kartheiser, wann ech gelift.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Här President, villmoos Merci. Léif Kollegen, ech wollt och meng Interventioun mat engem duebele Merci ufänken. Merci un déi gréng Kollege fir des Resolutioun (veuillez lire: Motioun), déi mer kënnen matdroen. Merci awer och un all déi Zaldoten an hir Familjen, déi an Afghanistan sinn an déi do fir eist Land a fir Afghanistan e groussen a wichtegen Dénsgsch leeschten.

Mir wollten awer opmierksam maachen, trotzdem bei aller Ennerstëtzung, déi mer fir déi Iddi vun deene Gréngen hunn, dass do eng Kontradiktioun an hirer Positioun ass. Engersäits soe se an der Presidntekonferenz: „Mir verlängeren den Asaz bis 2014“, an op där anerer Säit stelle se hei e bëssen a Fro a fuerdere bal, dass d'Lëtzebuurger sech éischer zréckzéie wéi anerer.

Wat d'ADR ugeet, soe mir awer kloer: Mir sinn do an enger Solidaritéit an der Allianz opgrond vum engem Bündnisfall a mir därefer d'Lëtzebuurger Kredibilitéit och an der Aussen- a Sécherheitspolitik net do duerch op d'Spill setzen, dass mer elo ufänken hei Réckzuchgedanken ze entwéckelen, wann d'Situatioun op der Plaz dat nach net erlaabt.

Do muss een awer och derbäisoen, dass en Asaz wéi deen an Afghanistan nëmme ka verantwortet gi vun enger Regierung oder vun engem Parlament, wann en och kredibel ass. Mir gesinn awer, dass de Regime Karzai an Afghanistan an héijem Moos korrump ass, dass d'Progrèsen, wéi och aner Spriecher et scho gesot hunn, ganz modeste sinn, an dass mer awer och kloer muss soen, dass mer vun deene Leit, déi de Pouvoir an Afghanistan hunn, méi Progrèsen erwaarden, wéi dat am Ablack de Fall ass.

Den zivilen Opbau läit deene Gréngen um Häerz; eis och. Mä och do muss gesot ginn, dass et illusoresch a geféierlech ass, wéi eis gréng Kollegen dat hei behaupten, wa mer d'Zivilisten ouni militäresche Schutz an Afghanistan operéiere loossen. Dat ass natierlech eng ganz kriddelech Diskussioun, mä et ass esou, dass ëmmer erëm, wann Zivilisten eleng ouni militäresche Schutz operéieren, se Affer vun Attentater ginn. Mir kënnen net, wa mer den zivilen Opbau wierklech seriö wëlle bedreiwene, déi Leit Risiken aussetzen, Risike fir hiert Liewen, hir Gesondheet. Mä och do muss déi international Gemeinschaft militäresche Schutz leeschten.

An nach eng lescht Bemierkung, Här Minister. Dir als Minister vum der Défense, Dir engagéiert eis Zaldoten op Theater mat der Ennerstëtzung vum Parlament - dat wëll ech guer net a Fro stellen -, do, wou si awer och Geforen ausgesat sinn. Mir froen lech, Här Minister, fir wierklech derfir ze suergen als deenen hire Virgesetzten, dass alles gemaach gétt, fir se psycholo-

gesch op déi Missioun virzebereeden, an och fir dee Fall, dee mer hoffen, datt en ni antrëtt, wann hinne géif eppes geschéien, datt wierklech séier onbürokratesch deene Leit an hire Famillje géif gehollef ginn an all Hisiicht, och am Assurancerecht. Ech soen dat ëmmer erëm.

An et ass wichteg, Här Minister, datt Dir och hei géigeniwwer dem Public dat assu-riert. Wann engem eppes géif geschéien, da géif hei d'Regierung mat eiser Ënnerstëtzung alles maachen, fir deene séier an onbürokratesch ze hëllefen.

Villmools Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. Den Här Jean-Louis Schiltz, wann ech gelift.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt am Numm vun der CSV-Fraktioun déi Motioun hei ausdrécklech begréissen. Mir droen déi Motioun hei selbstverständlech mat. An ech wollt och eng Kéier vun der Geleehentheet profitéieren, fir ze soen, datt ech fannen, datt mer déi schwierig Debatt Afghanistan an deene leschte Joren ëmmer gefouert hunn, ouni eis a kleng Saachen ze verhedderen, mä andeem mer gekuckt hunn, wat e kleng Bündnispartner - well dat si mer an der NATO - kann dozou bäidroen, datt an Afghanistan d'Saache sech zum Besseren wend, an doriwwer eraus selbstverständlech och déi zivil an déi politesch Aspekter, déi an där Motioun hei op eng, wéi och mengen, exzellente Manéier zum Ausdrück bruecht gi virun engem extrem komplizierten Hintergrund.

All eenzelne Turet vun där Motioun huet et eigentlech a sech. Well et ass evident, datt, wann ee vu Feuilles de route schwätzt, vun engem concertéierten a responsabele Retrait, dann ass dat méi einfach gesot, wéi et gemaach ass. A wann een och kuckt, wat an anere Länner geschitt, dann ass dat do guer net esou einfach, fir déi Solidaritéit mat den Afghanen an déi Solidaritéit och ënnerenee weiderhin oprecht ze halen.

Déi zivil Rekonstruktioun ass en extrem komplizierten Ënnerfangen, och an Afghanistan. Wat net heescht, datt een et net soll maachen; au contraire. Den Akzent muss dorobber gesat ginn, well et ass nëmme iwwert dee Wee, wou et geet.

Datt mer à mesure vun eise Méiglechkeeten an deene verschiddenen Efforté solle participéieren, schéngt mer och evident ze sinn an ass eppes, wat mer scho länger Zäit maachen a wat een och verstärkt an der Zukunft soll weiderféieren.

Besonnenesch zefridde sinn ech driwwer, datt an där Motioun och den Effort vun der Réconciliatioun zum Ausdrück kennt, den Effort vun der Reintegratioun. Dir wësst, datt vill vun deenen internationale Partner, déi do woren, sech während Joren oder op d'mannst während Méint schwéiergedoen hunn, fir op dee Wee ze goen. Et war laang, a verschiddene Quartéieren op d'mannst, wou gesot ginn ass: „Eng Diskussioun, eng Réconciliatioun, eng Reintegratioun ass net méiglech.“

Mir mengen, datt dat méiglech wär, och wann dat vläicht ee vun deenen allerkomplizierteste vun deene ville komplizierten Aspekter ass, déi ech hei ugefouert hunn an déi an der Motioun zum Ausdrück kommen. Natierlech ass et esou, datt déi Réconciliatioun an déi Reintegratioun nëmme méiglech ass, wa sech och an de konstitutionelle Kader erabeweegt gëtt. Deen, dee wëllt an engem rechtsfräie Raum weider operéieren, do schéngt et mer extrem schwierig ze sinn. An duerfir sinn ech och frou, datt dat hei zum Ausdrück kennt.

D'CSV-Fraktioun wäert déi Motioun hei also matstëmme.

► **M. le Président.**- Den Här André Hoffmann, wann ech gelift.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, Dir wësst allegueren, dass mir vun Ufank u géint déi militäresch Interventioun an Afghanistan waren. Déi Begrënnungen, déi ugefouert gi si fir déi mili-

täresch Interventioun, déi hunn eis net iwwerzeegt. Dat ass awer dat mannst, wat ee ka soen.

Mir sinn nach wie vor och der Meenung, dass hei geostrategesch Interesse mindestens esou eng grouss Roll gespilt hu wéi dat, wat virgeschobe ginn ass, mënscherechlech Begrënnunge respektiv demokratesch Begrënnungen.

Mir stellen och fest, dass déi wierklech Problemer vun deem Land duerch déi militäresch Interventioun net geléist gi sinn. D'Konflikter am Land sinn net ofgebaut ginn. D'militäresch Interventioun huet ganz vill Affere och an der Zivilbevölkerung gefuerdert.

A mer stelle jo och fest, dass dat, wat als Zil genannt ginn ass, nämlech den Terrorismus ze bekämpfen, dass ee wierklech net ka soen, dat Zil, dat hätte mer duerch déi militäresch Interventioun do erreecht.

Ob een elo wierklech soll gleewen, dass am Joer 2014 dee militäresche Réckzuch ofgeschloss ass, dat weess ech nach net esou richtig. Do woen ech nach e bëssen drun ze zweifelen. Mä ech kann natierlech awer net géint eng Motioun stëmme, déi dee Réckzuch do freet; souguer steet jo net dran, bis 2014. Den Här Schiltz huet et esou interpretéiert; et kéint och gemengt sinn: direkt. Ëmsou manner kann ech géint déi Motioun stëmme.

Dat Eenzezt, wat mech stéiert, mä dat ännert awer näischt u mengem Vote. Wann am Turet x bei de Considéeranten op der zweeter Säit steet: „estimant que la situation en Afghanistan ne peut pas être réglée par les seuls moyens militaires“, misst menger Meenung no dosto: „ne peut pas être réglée par des moyens militaires“, an net „par les seuls“.

Mä dat ass awer elo net entscheidend. Entscheidend ass, wat hanne gefrot gëtt: de Réckzuch. An all méiglech Ustengungen, fir friddlech an zivil Léisungen ze fannen, fir an deem Land eng Entwécklung ze favoriséieren, déi an eng demokratesch Richtung geet an d'Mënscherechter respektéiert, dat kann ech also matdroen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt nach den Arméiminister Jean-Marie Halsdorf d'Wuert.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, des Motioun resuméiert ganz nuancéiert am Fong geholl eise globalen Engagement an Afghanistan. A wann een d'Grondstëmmung vun där Motioun kuckt, fënnt een doran déi Schlëselelementer, déi mussen derzou féieren, dass mer schnellstens eis Zilsetzung errechen, dat eng schnell Afghaniséierung ass vun deem Land. Oder eng schnell Démarche, fir de Mënschen hiert Land an hir Hand ze ginn, hiert Schicksal an hir Hand ze huelen, déi fënnt een hei ganz kloer an deser Motioun erëm. Et ass eng integriéiert Approche.

Déi international Communautéit - et sinn ëmmerhin 48 Natiounen, déi do sinn - huet sech en Zäitplang ginn. An dee soll och prezis sinn, mä e kann net méi prezis sinn, wéi dass en och effizient muss sinn. Duerfir muss ee kucken an esou engem komplexe Prozess - an et ass haut schon e puermol ugeschwat ginn -, wéi séier ee kann dee militäreschen Asaz am Fong geholl bëendegen, well et geet jo drëm, fir eng akzeptabel Sécherheet ze kréien a schnellstens den zivilen Opbau anzeleeden.

Well et muss esou sinn, dass liewensfäeg Institutiounen, dass am Fong geholl d'Kooperatioun esou funktionéiert, dass d'Wirtschaft nees dréit an dass eben dës Land ënner engem reconciliéierte Vollek am Fong geholl nees kann an eng Normalitéit erakommen.

Duerfir sinn ech frou, dass haut dee grouss Konsensus heibannen ass. Ech war gradesou frou, wéi mer am Dezember an der Chamberskommissioun eng unanime Positioun kritt hunn, oder Vote kann een och soen, fir ee weideren Asaz an Afghanistan. An Der kennt mer gleewen, des Motioun ass ganz kloer an der Linn vun dem Programm vun eiser Regierung.

Ech wäert och an Zukunft, wéi ech et bis elo ëmmer gemaach hunn, d'Chamber informéieren iwwert déi nächst Schrëtt, déi mer maachen, op e fräit Afghanistan hin.

Mir sinn eis bewosst, dass dat kee Prozess ass, deen ee séier ka maachen, mä e muss gutt gemaach ginn. Esou, dass herno d'Biergerinnen an d'Bierger vun deem Land am Fong geholl nees kënnen eng Konditioun kréien, e Liewe kréien, dat ee liewenswäert nennt.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Arméiminister. A well esou ee grouss Konsensus hei besteet, kënnen mer duerfir déi Motioun à main levée ofstëmme.

Vote sur la motion

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn.

Domadder wär déi Motioun dann ugeholl.

9. Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et Télécommunications

Mir kommen elo zur Nominatioun vun engem Réviseur d'entreprises fir d'Post, esou wéi den Artikel 22, Paragraph 3 vum Gesetz vum 10. August 1992 iwwert d'Schafung vun der Entreprise des Postes et Télécommunications et virgesäit. De Verwaltungsrot vun der Post huet d'Firma Ernst & Young als Réviseur d'entreprises fir d'Joren 2011, 2012 an 2013 virgeschloen.

Wéi üblech maache mir doriwwer e Vote secret duerch eise System vum Vote électronique. Ech erënnere lech drun, datt de Vote par procuratioun net erlaabt ass. Wien derfir ass, fir d'Mandat un d'Firma Ernst & Young fir dräi Joer ze ginn, stëmmt mat Jo, wien dergéint ass, stëmmt mat Neen.

Vote secret

De Vote fänkt un. Et gëtt also nëmme perséinlech Stëmme, kee Vote par procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

Domadder ass Ernst & Young mat 46 Jo-Stëmme an 1 Enthaltung als Réviseur d'entreprises fir d'Post designéiert ginn.

Mir kommen elo zu dräi Änderungsverschléi vun eise Chambersreglement, déi mer wäerten zesummen an enger Diskussioun behandelen. Dat sinn: den Änderungsverschlach 6221 vum Chambersreglement iwwert d'Propositions de loi; den Änderungsverschlach 6228 vum Artikel 167 vum Chambersreglement an den Änderungsverschlach 6229 vum Chambersreglement. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht, an d'Wuert huet elo de Rapporteur vun den Änderungsverschléi, den honorabelen Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

10. 6221 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi

6228 - Proposition de modification de l'article 167 du Règlement de la Chambre des Députés

6229 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

Rapports de la Commission du Règlement

► **M. Gast Gibéryen (ADR), rapporteur.**- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, d'Chamberreglements-kommissioun proposéiert, dräi Ännerungen un eise Reglement haut virzehuelen. Déi dräi Ännerungen, déi mer virhuelen, sinn allen dräi vun der Presidentekonferenz proposéiert ginn.

Déi éischt Ännerung huet am Fong mat der Prozedur ze dinn, déi mer bei de Proposition-de-loien hei an der Chamber hunn. D'Proposition-de-loien, déi bekanntlech vun den Deputéierten heibannen age-recht ginn.

Dir wësst, datt mer an der Vergaangenheet am Fong eng Situatioun haten, datt bei enger grousser Zuel vun de Proposition-de-loien, déi hei deponéiert si ginn, ni eng Suite war an datt déi Proposition-de-loien am Fong ni hei diskutéiert oder an der Poursuite oder an der Prozedur weiderge-laf sinn.

Dacks war d'Ursaach dovunner, well de Conseil d'État och keen Avis zu deene Proposition-de-loien ofginn huet. Duerfir ass an der leschter Legislaturperiod eng nei Prozedur proposéiert ginn. An an där Proposition war wesentlech ee Punkt aneschtens, an zwar huet d'Chamber no dem Dépôt vun enger Proposition de loi an engem Délai vu sechs Méint heibanne sech iwwer e Vote prononcéiert, wat fir eng Suite oder Poursuite législative déi Proposition de loi kréich. Wann d'Chamber Jo gestëmmt huet an enger Majoritéit, dann ass déi Proposition de loi den normale Wee virugaangen, a wa se mat Nee gestëmmt hätt, da wier déi Proposition de loi klasséiert gi sans suite.

Dës Prozedur huet op eng Rei vu Kritike gestouss, notament vum Conseil d'État, dee gesot huet, ma d'Chamber géif hei en éischte Vote schonn aus hirer Sicht huelen, ouni datt en Avis vum Conseil d'État géif virleien.

Obschonn d'Chamber et net als en éischte Vote gesinn huet, mä et nëmme e Vote quant à la procédure, war déi Meenungs-verschiddenheet awer do. Doropshin ass dann dunn eng Aussprooch komm tëschent dem President vun eiser Chamber an dem President vum Conseil d'État, wou am Fong déi héich Kierperschaft - de Statsrot - sech verpflichtet huet, an engem Courrier vum 3. August 2010, datt de Statsrot am Fong do den Engagement geholl huet, fir an Zukunft all Proposition-de-loien, déi déposéiert ginn, systematesch an engem Délai raisonnable ze aviséieren, fir datt d'Chamber da kéint a voller Kenntnis vun hirem Avis iwwert déi Proposition de loi hei diskutéieren.

Dat ass am Fong dee gréisste Reproche, deen an der Vergaangenheet do war. Dee wier domadder behuwe ginn. An dat huet dann derzou gefouert, datt mer elo higaange sinn an eist Reglement op Propositionen vun der Presidentekonferenz amendéiert hunn. Am Fong gi mer elo tëschent der Proposition de loi an dem Projet de loi en absolute Parallelismus; dat heescht, déi zwee lafen déiselwech Prozedur of. Ech brauch se net weider nach eng Kéier ze ernimmen.

Et ass just eng Fro, déi mer eis gestallt hunn. Eng Regierung, wann déi e Projet de loi hei déposéiert, dann ass en d'office recevabel. An hei ass eng Proposition de loi, déi muss awer nach op Propositionen vun der Presidentekonferenz vun der Chamber recevabel erkläert sinn. Mir waren eis awer eens, datt déi Recevabilitéit net ka si quant au fond, mä et kéint zum Beispill de Fall sinn, datt et eng Proposition de loi wier, déi net ënnert d'Kompetenz vun dësem Haus géif falen a wou d'Chamber da géif soen: Dat ass eng anere Pouvoir, zum Beispill dem Pouvoir exécutif seng Fonctioun an duerfir kann d'Chamber net an deem dote Fall légiféieren.

Et ass am Fong just dat eent Beispill, wou dat kéint sinn. Mä soss gëtt am Prinzip op Propositionen vun der Presidentekonferenz déi Proposition de loi hei als recevabel deklaréiert. Duerno gëtt se da gedréckt a se gëtt verdeelt. An d'Regierung kritt se dann, déi se da weiderleet un de Statsrot an un d'Chambres professionnelles, fir datt déi kënnen hiren Avis ginn.

D'Presidentekonferenz, déi renvoyéiert se wéi all anere Projet de loi un déi zoustänneg Kommissioun. Da bleift den Text bestoen, datt an enger Legislaturperiod eng Proposition de loi, déi net ugeholl ginn ass, net kann an darselwechter Legislaturperiod nach eng Kéier deponéiert ginn.

All Rapport, deen hei an d'Chamber kennt vun enger Proposition de loi, déi als Konsequenzen hätt, datt d'Statsfinanzen direkt oder indirekt géifen eropgoen, do muss dann och e Fichier derbäi sinn, wéi déi Proposition de loi sech géif finanzéieren.

All Deputéierten huet d'Recht, seng Proposition de loi zréckzezéien. An am Fall, wou een net méi Member hei an der Chamber ass, deen eng Proposition de loi huet, huet dann dee Groupe politique oder Groupe technique oder Sensibilité politique d'Recht, fir déi Proposition de loi vum Ordre du jour ze sträichen. Genausou verhält et sech, wa weder de Groupe politique, technique oder d'Sensibilité politique nach, den Deputéierten eng Kéier net méi hei an der Chamber wier, deen

den Dépôt vun der Proposition de loi huet. Da géif d'Chamber op Propositionen vun der Presidentkonferenz decidéieren, fir déi Proposition de loi vum Rôle ze sträichen.

Genausou hält et sech dann am Artikel 66 fest, datt eng Proposition de loi, wou schonn den éischte Vote hei an der Chamber gemaach ass, datt déi net méi ka vum Rôle gestrach ginn.

Dann hu mer nach d'Disposition transitoire drageschriwwen. Dir wësst, datt opgrond vun deenen Diskussiounen, déi mer am neie Reglement haten, déi lescht Proposition-de-loien net méi an där Prozedur duerchlafe gelooss gi sinn, mä déi sinn einfach zréckbehale ginn. Déi sinn also nach alleguer souwuel deponéiert wéi och recevabel erkläert, mä se sinn an der Prozedur net virugaangen. An alleguer déi Proposition-de-loien, déi also an deene leschte Méint hei an der Chamber déposéiert si ginn, déi falen elo d'office hei an déi nei Prozedur eran.

Wéi gesot, dat ass déi nei Proposition, déi am Reglement ass, wat d'Propositions de loi ugeet. Et ass also en absolute Parallelismus, kann ee praktesch soen, mat de Projets de loi. Et ass selbsterständlech, datt dann déi eenzel Kommissiounen an hire Sitzungen da wäerten déi Propositions de loi esou diskutéieren wéi e Projet de loi, wann d'Avisé vun de Chambres professionnelles oder vum Conseil d'État virleien.

Et ass och e Konsens an der Kommissioun gewiescht, datt déi eenzel Kommissiounen sollten dann och an engem Délai raisonnable déi Propositions de loi aviséieren, mat engem Rapport. Selbsterständlech kann dat och e Rapport sinn, deen a senger Majoritéit der Chamber proposéiert, déi Propositions de loi ze refuséieren. Mä et ass d'Iddi gewiescht, an do war e parteipolitesche Konsens, datt se bis zu engem Rapport genee wéi e Projet de loi géifen duerchgezu ginn an dann an engem Délai raisonnable hei an d'Chamber kommen.

Mir hoffen dann, datt mer eis géigesäiteg alleguer un dat, wat mer eis hei engagéiert hunn, halen. An dann, mengen ech, wier dat heiten eng wesentlech Opwärtung vum Parlament, wa mer déi Prozedur do an där Form, no Avisé vum Conseil d'État an de Chambres professionnelles, hei wéi e Projet de loi géifen an der Chamber duerchzéien.

Déi zwou nächst Ännerungen, Här President, dat sinn nëmme ganz klenger. Dat eent betrëfft den Artikel 167. Dir wësst, datt mer hei an der Chamber am Artikel 167 festgehalen hunn - fir eben d'Transparenz vun dem eenzelnen Deputéierten no baussen ze dokumentéieren -, datt all Deputéierten an engem Register deklaréiert, wat seng Aktivitéiten - nieft dem Mandat vum Deputéierten - sinn, déi rémunéiert sinn.

Bis elo war dee Register public, an et konnt een och hei an d'Chamber Asiicht huele kommen. Wat elo nei ass, dat ass, datt den „public“ selbsterständlech bleift, mä e gétt méi public, an zwar deementsprechend dowéinst, datt eben och dee Register um Internetsite vun der Chamber publizéiert gëtt. An zwar trëtt dat Reglement, wa mer dat haut stëmmen, muer an d'Rei, an d'Chamber ass och prett, de Greffe oder d'Verwaltung, fir eben dann och kënnen dat vu muer u public ze maachen.

Verschiede Kolleegen hunn d'Fro gestallt, wat genee géif ënner eng „Rémunération“ falen. De Kolleeg Lucien Weiler huet als Rapporteur, wéi deemools déi Bestëmmung an d'Reglement agefouert ginn ass, eng relativ detailléiert Erklärung ginn, wat dat bedeit. Ech wëll duerfir aus Zäitgrënn mer dat spueren. Dir kennt am Rapport déi Deklaratioun noliessen, déi deemools gemaach ginn ass, wat genee dodrënner fällt a wat domadder gemengt ass. Wéi gesot, nei ass elo, datt do dee Register vu muer un dann och um Internetsite vun der Chamber public gemaach gëtt.

Dann eng drëtt Ännerung am Reglement: Dat ass am Fong nëmme ee Wuert, dat geännert gëtt, an zwar gëtt am ganze Reglement dat Wuert „Greffe“ duerch „Administration parlementaire“ ersat. Dir wësst, datt d'Wuert „Greffe“ nach aus enger Zäit bestanen huet, wou hei d'Chamber nach net vill Fonctionnairen

hat. An dat waren dann am Sënn vum Wuert d'Greffieren, d'Schreiwier, déi am Fong dat festgehalen hunn, wat hei an der Chamber geschitt ass.

An der Zwëschenzäit ass d'Verwaltung vun der Chamber vill méi grouss ginn a virun allem vill méi villfältig ginn. An duerfir hu mer och en Organigramm bei deesen Text, bei dese Rapport bäigehaang, fir ze dokumentéieren, wéi villfältig d'Chamber ass. An duerfir, mengen ech, ass dat scho berechtigt, datt mer haut net méi vun engem „Greffe“ schwätzen, mä vun enger „Administration parlementaire“. Mir schwätze jo haut net méi vun eisem Greffier, mä vun engem Generalsekretär, deen d'Chamber huet. Dat wier also déi drëtt Ännerung, déi géif hei proposéiert ginn.

Ech wëll nach eng Kéier rappeléieren, datt sämtlech Propositionen, déi ech elo hei am Numm vun der Reglementscommission virgedroen hunn, an der Kommission och eestëmmeg ugeholl gi sinn.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Gast Gibéryen, dee ganz komplett war. Ech weess net, ob et nach noutwendeg ass, datt do zousätzlech... Dach, den Här Hoffmann huet awer nach eng zousätzlech Bemierkung ze maachen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Also ech fannen dat hei esou eng wichteg Ännerung vun eisem Reglement, dass et derwärt ass, e Wuert driwwer ze soen.

(Interruptions)

Souguer, wann een dobäi widerhëlt, wat scho gesot ginn ass. Et geet hei ëm eng prinzipiell Fro. Virdu sinn déi Propositions de loi jo a Wierklechkeet net seriö geholl ginn. Domadder ass a Fro gestallt d'Souveränitéit vun der Chamber, domadder ass a Fro gestallt dat wierklecht Initiativrecht vum Deputéierten. Dat ännere mer elo. An d'Reglement, wat elo esou formuléiert ass, dat ass an där Hisiicht ganz gutt.

Just géif ech awer deen Appel, deen den Här Gibéryen zwar schonn e bëssen ausgedréckt huet, nach eng Kéier ënnersträichen. Mir sollen awer dann och elo drop oppassen, dass an allen Instanzen, also och an de Chamberskommissiounen selwer, dat Reglement seriö geholl gëtt. Dat heescht also, dass déi Propositions de loi an de Kommissiounen an engem seriöen Délai dann och wierklech ënnersicht ginn; dass d'Avisé vun de concernéierte Berufschamberen ëmmer och an engem rasonnablen Délai gefrot ginn an natierlech an d'Diskussion affléissen.

An ech mengen, et wier net abwegeg, eis virzehuelen, dass mer no engem gewëssenen Délai probéieren eng Evaluatioun ze maachen. Dat kann d'Reglementscommission maachen oder iergendeen anere vun eise parlamentaresche Gremien, fir ze kucken, wéi dat an der Praxis leeft an ob et esou leeft, wéi mer et hei gewënscht hunn.

Nach méi kuerz zum Register vun den Nieweschäftegungen vun den Deputéierten, déi rémunéiert sinn. Et wier wuel ze vill gefrot - elo wäert en Opschrei kommen, ech weess et net -, wann een och d'Héicht vun de Rémunérationen kennt publizéieren. Dat ass awer da vläicht eréischt fir d'Zukunft.

Wat ech awer mengen, och wa mer dat net müssen an d'Reglement schreiwen. Mir wësse jo allegueren, dass zu Lëtzebuerg nach net jiddwereen Zougank zum Internet huet. Ech géif einfach derfir plädéieren, och wa mer et net an d'Reglement schreiwen, dass dat am gedréckten Chambersbericht och ofgedréckt gëtt, fir dass och déi Leit déi doten Informatioun kréien, déi net am Moment an der Lag sinn, fir se iwwer Internet ze kréien.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. Ech mengen, domadder wier nu wierklech alles iwwert déi verschidde Propositionen gesot.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés n°6221

Mir géifen dann elo zur Ofstëmmung kommen, fir d'Éischt iwwert den Ännerungsvorschlag vum Chambersreglement, deen den Nummer 6221 dréit.

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss, an d'Proposition ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Lucien Clement), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Félix Eischen), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Jean-Louis Schiltz), Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Thiel), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Christine Doerner);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés n°6228

Da kéime mer elo zur Ofstëmmung iwwert den Ännerungsvorschlag vum Chambersreglement, deen den Nummer 6228 dréit.

Hei fänkt d'Ofstëmmen un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss, an den Ännerungsvorschlag ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Marcel Oberweis), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Clement), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Jean-Louis Schiltz), Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Thiel), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés n°6229

Da kéime mer elo zur Ofstëmmung iwwert deen drëtt an leschten Ännerungsvorschlag vum Chambersreglement, deen den Nummer 6229 dréit.

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss, an deen drëtt Ännerungsvorschlag ass och ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Jean-Paul Schaaf), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Lucien Clement), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Jean-Louis Schiltz), Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Thiel), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Fir haut de Mëtteg huet d'DP-Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert de Selbstmord ugefrot. D'Riedezäit ass hei am Artikel 84, zweeten Alinea vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou; deenen anere Fraktiounen jeeweils fënnf Minutten; de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Majerus a Scheuer, d'Madame Loschetter an den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo den honorabelen Här André Bauler als Vertreter vun der DP-Fraktioun.

11. Heure d'actualité du groupe DP au sujet de la problématique du suicide au Luxembourg

Exposé

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Suicide ass en Akt vu Verzweifelung an Hëlleflosegkeet. Et ass d'Réplique op eng déif Hoffnunglosegkeet, déi den Doud als eenzegen Auswee gesäit. De Xavier Bettel hat 2007 déi luewenswärt Initiativ ergraff, de Sujet vum Suicide, am Kader vun enger Aktualitéitsstonn, öffentlech diskutéieren ze loosser. Bal véier Joer duerno stelle sech weiderhin Erausforderungen an der Preventioun vum Suicide.

Zurzeit gëtt et grouss Lacunen um Niveau vun der Suiciduforschung hei zu Lëtzebuerg. Et gëtt wéineg epidemiologesche Studien zu deem Phenomeen, esou wéi e sech heiheem presentéiert. Lacuné gëtt et och an der Betreierung vu Leit, déi schonn eng Tentative de suicide gemaach hunn, an an der Sensibiliséierung vun der Öffentlichkeit. De Phenomeen schéngt éischter tabuséiert ze ginn, och wann éischt Usätz vu Preventioun an deene leschte Joren ze verzechn sinn.

Wa Statistike keng genee Bestandsopnahm vum Problem kënnen zeechnen, ass et dach wichteg, drop hinzeweisen, datt an de leschte Jore méi a méi Fäll enregistriert goufen. D'Moyenne läit bei 70 Persounen d'Joer, d'Donkelziffere leie méi héich.

SOS-Détresse huet an deene leschte fënnf Joer bal 700 Uruff am Kontext vum Suicide



enregistréiert. D'Spezialiste ginn dovunner aus, datt et hei zu Lëtzebuerg tëschent 1.000 a 1.500 Suicideversich pro Joer gëtt. Et gëtt awer keng offiziell Statistik zu den Tentatives de suicide.

Här President, de Phenomeen vum Suicide bei Kanner ënner zéng Joer ass quasi inexistent zu Lëtzebuerg. Bei jonke Mënnsche bis 15 Joer ass e ganz seelen, dat heescht 22 Jonker tëschent 1967 an 2005. D'Experte soen awer, datt et vill méi Versich bei deene Jugendleche wéi bei den Erwuessene gëtt.

Wann ee franséische Studië gleewe wëllt, weise 5 bis 8% vun de Jugendlechen eng Tentative de suicide op, 25 bis 30% vun de Jonken ënner 18 Joer hu sech scho mat Suicidegedanke befaasst, an d'Halschent vun deenen, déi eng Tentative haten, hunn dës am Virfeld engem anere matgedeelt, an dräi Véirel vun de Fäll engem Frënd, enger Frëndin, wat eemol méi d'Noutwendegkeet weist, fir déi Jonk op d'Alarmsignaler an op d'Hëllefsméiglechkeeten hei am Land ze sensibiliséieren.

D'Suicideversich, déi meeschtens kee Suivi hunn, sinn am Schnëtt 30 Mol méi heefeg wéi d'Zuel vun de Suiciden, déi dramatesch endegen. Eng Rei Tentative viséieren net eigentlech de Suicide, mä sinn e verzweifelt Appel, fir sengem Ëmfeld op radikale Manéier matzedeelen, datt een Hëllef sicht.

Här President, Suicidepreventioun ass méiglech a si ass noutwendeg! Bei deene Jonke spillt d'Famill eng essenziell Roll am Vermëttel vum engem protektive Verhalen an der Ënnerstëtzung a beim Beschütze vun engem Kand. Wann et ëm d'Preventioun geet, ass den Enseignant och e wichtige Partner, well hien déi Jonk all Dag suiveiert a Malaisen identifizéiere kann.

Wéi kann een als Enseignant léieren, gutt Elteregesprécher ze féieren, déi méi op de Fong vu Problemer ginn? Wéi kann een d'Thema Suicide am Sproochen- oder am Moralunterrecht opgräifen? Suicidefäll bei ganz bekannte Leit, déi an der auslännescher Press thematiséiert ginn, kënnen zum Beispill en Ophänker sinn, fir an d'Thematik mat enger Klass eranzeklammen.

Eng aner Fro ass déi vun den „décrocheurs scolaires“: Wéi gi si opgefaang, virun allem an dësem Kontext? Wéi steet et ëm d'Gesondheetspromotioun an eise Schoulen? Muss een net och déi séilesch Problemer méi staark a Betruecht zéien, besonnesch bei Jonken, déi psychesch ënner Drock stinn a sech net ausschwätze kënnen? Hunn eis SPOSen iwwerhaupt genuch Zäit an eng Method, fir esou Fäll oder Schüler, déi eng Tentative haten, ze suiveieren? Wéi kann een d'Léierpersonal méi gezielt forméieren an abannen?

Mir gouf gesot, datt d'Suicidepreventioun keen Thema an der Grondausbildung vum Léierpersonal wier. Experte sote mer och, datt d'Suicideproblematik weider net an der Grondausbildung vun den Erzéier, de Sozialarbechter, de Psychologen, den Infirmiären, den Dokter an dem Fleegepersonal behandelt gëtt.

Et schéngt wierklech nëmmen e Sujet an der classescher Psychiatrie ze sinn. Duerfir muss de Sujet flächendeckend am Héichschoulberäich an déi betrafte Formatiounen agefouert ginn. D'Thema soll och interdisziplinäresch behandelt ginn.

(M. Gast Gibéryen prend la présidence.)

Fir datt mir héich qualitativ Servicer behalen, déi sech ëm d'psychesch Gesondheet këmmen a preventiv schaffen, dierf een och d'Formation continue zum Thema Suicidepreventioun vum Personal am médico-psychosoziale Beräich net vergiessen, gradesou wéineg wéi eng kontinuéierlech Supervisioun.

D'Enttabuiséiere vum Suicide bei deene Professionellen ass wichtig, wann et ëm Preventioun geet. D'Hemmschwell, fir driwwer ze schwätzen, fält, a suicidegefärdet Leit fille sech méi ugeholl.

Wat gëtt zu Lëtzebuerg ënnerholl, fir de Phenomeen vum Suicide ze verstoen?

Ginn d'HBSC-Studië genuch Informatiounen iwwert d'Ursaache vu Suicideversich bei de Jonken? Wéi steet et mat de Studië bei den Erwuessenen? A beim drëtten Alter, enger Alterskategorie, déi besonnesch betraff ass? Wier et net un der Zäit, eng ausféierlech Etüd iwwert de Suicide zu Lëtzebuerg an Opdrag ze ginn, ier een en nationale Strategieprogramm ausschafft?

Wéi ass zum Beispill d'Prise en charge vun enger Persoun, déi eng Tentative de suicide gemaach huet, nodeems se am Spidol medezinesch behandelt gouf? Gëtt all Persoun, déi an deem Fall ass, suiveiert? Dat geet bei enger einfacher Nofro un, bis hin zu enger zäitweileger Begleedung. Well et geet net duer ze soen, mir pompelen de Mo aus an dann ass et gutt! Dat war et! Zemoos, well verschidde Persounen an deene Méint duerno riskéieren, sech nees eng Kéier d'Liewen ze huelen. Et bedeit also eng psychesch Prise en charge um Niveau vun der Détresse ze maachen, an net nëmme vun der Pathologie.

Net all Persoun, déi an enger suizidaler Kris ass, brauch eng Hospitalisatioun. Eng aner pertinent Analys wier also, ob an den ambulante Servicer genügend Spillraum ass, fir och kuerzfristeg Terminer a Krisemomenter ze ginn? Wéi mir gesot gouf, ginn et nämlech a verschiddenen Institutiounen plus ou moins laang Waardezäiten. Wéi steet et also mat de Waardezäiten, ier dee suicidegefärdete Mënsch gehollef kritt?

Wéi ass et mat der Koordinatioun a mat den Iwwergäng tëschent de Servicer? Ech krut gesot, datt d'Betreiung vu Leit en détresse vill ze vill compartimentéiert wier. D'Team vun de Betreier muss awer onbedéngt Informatiounen zesummeféieren. D'Spezialisten hu mer och gesot, datt heizuland d'Kommunikatioun tëschent de Professionellen duerchaus misst verbessert ginn. Och d'Ministère kéinten hir Kommunikatioun verbesseren.

Am Kader vum „Nürnberg Bündnis gegen Depression“ gouf d'Koordinatioun tëschent de Professionelle gestärkt. D'ropshi sinn d'Suiciden ëm 20% erofgaang. D'Verbetterung vun der Kommunikatioun an der Kooperatioun ka bestëmmt och zu Lëtzebuerg zu enger verstärkter Suicidepreventioun bäidroen.

Wéi eng Ënnerstëtzung kréie Familljen, Frënn, Aarbechtskolleegen oder professionell a bënëvole Hëllefspersonen ugebueden, nodeems eng Persoun, déi hinnen nostoung, sech d'Liewe geholl huet? Gëtt et do eng Ulafstell? U wie kënnen sech déi deelweis traumatiséiert Leit wenden?

Et ginn etlech Berodungsstellen, mä vill Leit aus der Risikogrupp wëssen net, datt et se ginn. An ëmgedréit, mir hunn immens vill Hëlleforganisatiounen fir psychesch Kranker a fir Leit an enger Noutlag. Et sinn dës ganz spezialiséiert Organisations, mä si wëssen net ëmmer, wou si Persounen, déi en détresse sinn, weider orientéiere sollen.

Op eenzelne Plaze besteet, esou gouf mer gesot, eng „Méconnaissance“ vum System. Ee Beispill kann dës Problem illustréieren: Eng Persoun ass iwwerschëllt a wenn sech un de médico-psychosoziale Beräich. Do kann et awer sinn, datt et net zu engem Relais, zu enger Verbindung mat engem Service kënn, deen am Beräich vun der Bekämpfung vun Iwwerschëldung schafft. Déi iwwerschëlte Persoun bleift also weider an hirer Situatioun hänken, si kritt net wierksam gehollef a riskéiert ënner Ëmstänn an eng psychesch Kris mat Suiciderisiko ze geroden.

Wat kann een also konkret maachen, fir d'Transparenz vum médico-psychosozialen Hëllefssystem ze verbesseren? Wéi kann een erreechen, datt Leit, déi an Nout sinn, méi fréi eng adequat Hëllef bei der zoustänneger Institutioun fannen? An dann nach eng Fro: Wéini gëtt den Internetsite iwwert d'Suicidepreventioun zu Lëtzebuerg, deen am Juli 2010 online gesat sollt ginn, effektiv an d'Netz gesat?

Wéi kann een d'Qualitéit vun de Prestatiounen, déi an de Servicer a Spideeler gemaach ginn, evaluéieren? Standardiséiert Methoden, déi nëmme medezinesch Akte moossen an dernieft net de relationelle Volekucken, ginn der Komplexitéit vun der Problematik net gerecht. Déi betrafte Per-

sounen, déi an Détresse sinn, hunn dacks och Virschléi fir Behandlungsmethoden. Ginn déi och considéiert?

2009 huet de Minister beim lëtzebuergesche Kongress zum Thema Suicide a Psychotherapie ugekënnegt, datt hie sech fir d'Ëmsetzung vum Gesetzesprojet am Beräich vun der Psychotherapie engagéiert. Dofir sief och nach erlaabt ze froen, wou dee Projet am Moment drun ass. A bis spëtstens wéini gëtt déi national Strategie en faveur vun der mentaler Gesondheet vun deene Jonke festgehalten? Ass ee Plan national de prévention du suicide an der Ausaarbechtung?

Froen iwwer Froen, déi eemol méi ënnersträchen, datt et och a grad op eng Verbesserung vun der Sensibiliséierung vum Grand public ukënn. D'Politik ass gefuerdert, fir déi optimal Rahmbedéngungen ze schafen, fir datt déi néideg Moosnamen an der Suicidepreventioun vun den Acteuren um Terrain ëmgesat kënnen ginn.

Här President, zum Schluss wëll ech allen Acteuren, déi am Beräich vun der Preventioun a vun der Betreierung schaffen, mä Respekt a meng Unerkennung ausdrécken. Ech denken do besonnesch un de Centre d'information et de prévention an un SOS-Détresse, mat deenen ech am Virfeld konnt schwätzen an deenen ech Merci soe fir hir Bestandsopnahm an hir Analys. Och der Dokter Françoise Zenner, déi zwou Etüden iwwert d'Suicidepreventioun zu Lëtzebuerg duerchgefouert huet, soen ech Merci fir hir Rotschléi.

De Suicide ass e Problem, deen d'Politik opfuert, déi néideg Preventiounsprogrammer ze verfeinere bezéiungsweis ze erweidern, fir individuell Tragédië vermeiden ze hëllef. Mir alleguer mussen eis dëser Erausforderung stellen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci, Här Bauler. Als éischte Riedner ass den honorablen Här Mill Majerus agedroen. Här Majerus, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Mill Majerus (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, «Le suicide! Mais c'est la force de ceux qui n'en ont plus, c'est l'espoir de ceux qui ne croient plus, c'est le sublime courage des vaincus.» Mat dem Zitat vum Guy de Maupassant wëll ech eise Respekt soen, Respekt fir déi Leit, déi sech d'Liewen huelen an déi keen aneren Auswee méi gesinn, Respekt fir hir Familljen an hir Frënn, déi dacks dee Schrëtt net verstoe kënnen.

Ech wëll awer och e Merci lassginn. Et gëtt der vill an dësem Land, déi hëllef. Am europäesche Joer vum Bénévolat wëll ech zwee Servicer nennen, an deene Fräiwëlleger eng exemplaresch Aarbecht leeschten: engersäits de Groupe de support psychologique vun der Protection civile an anersäits dee scho genannte Service SOS-Détresse. Hei sti 45 qualifizéiert Bénévoles zur Dispositioun, an am Joer 2009 war dee Service 3.800 Stonne besat.

58.000 Suiciden an der EU. Déi Zuel ass an alle Länner méi héich wéi déi vun de Verkéiersdouden. D'Weltgesundheitsorganisatioun schätzt, dass all Dag 3.000 Leit duerch Suicide stierwen. Op ee Suicide kommen der OMS no iwwerengs 20 Suicideversich. All Experte si sech eens, dass hanner bal all Suicide eng grouss séilesch a sozial Nout steet, mat där dee Betreffenen net méi eens gëtt. Vun do aus si mir als responsabel Politiker gefuerdert.

De Problem vum Suicide ass komplex a multikausal. Dofir gëtt et och keng simpel Äntwerten. Am Numm vun der CSV-Fraktioun nennen ech sechs politesch Aktiounspisten, déi mir als wichtig ugesinn.

Éischtens: Psychesch Krankheete spillen eng grouss Roll. Verschidden Etüden no gëllt dat fir 90% vun deene Betreffenen. Vun do aus ënnerstëtze mer dem Gesundheitsminister seng Beméiungen ëm den Ausbau an d'Vernetzung vun der stationärer a besonnesch och der ambulanter Psychiatrie.

Zweetens: Leit, déi e Suicideversuch gemaach hunn, mussen ganz eescht geholl ginn. 75% vun deene Betreffene maachen innerhalb vun zwee Joer eng nei Tentative. Mir hunn zu Lëtzebuerg eng grouss Zuel vu Servicer, déi psychologesch Hëllef

ubidden. Mir wënschen, dass d'Regierung déi Angebote besser koordinéiert. Mir mengen, dass gezielt Effortten op zwee Pläng néideg sinn: d'psychotherapeutesch Behandlung vun depressive Leit an eng gutt psychologesch Betreierung an de Brennpunktinstitutiounen wéi de Centre pénitentiaire oder de Centre socio-éducatif de l'État.

Drëtzens: 60% bis 70% vun de betrafte Leit ginn innerhalb vun engem Mount vum Passage à l'acte bei den Dokter, an aller Regel hiren Hausdokter. Mir mengen, dass also eis Generalisten un éischer Plaz mussen sensibiliséiert a forméiert ginn. Datselwecht gëllt fir d'Psychologen an d'Therapeuten. Nieft hinne mussen och déi aner Multiplicateurs mat an d'Boot: Enseignanten, Educateurs, d'Personal aus eise Kliniken, Alters- a Fleegeheimer. D'Experte si sech eens: Déi meescht Suicidë gi préméditéiert a souguer dem Ëmfeld méi oder manner oppen annoncéiert. An där therapeutescher Allianz spillt d'Famill vun deene Betreffenen eng ganz wichteg Roll. Hir Disponibilitéit an hir Zouwenning si wesentlech.

Véiertens - sou wéi den honorablen André Bauler et gesot huet: Mir brauchen och hei zu Lëtzebuerg gutt Fuerschungsergebnisser. Well mir keng Insel sinn, misste mir hei mat auslänneschen Instituter enk zesummeschaffe kënnen.

Fënneftens: Beim Thema Suicide stinn an all de Länner d'Männer am Fokus. Tëschtent 2006 an 2009 hate mir zu Lëtzebuerg 299 Suiciden. 73% ware Männer. Laut den Experte gi Männer manner eens mat der Einsamkeit an dem Ausenannerbrieche vun hiren affektive Bezéiungen. Si gi sech manner dacks Hëllef sichen no bause wéi d'Fraen. Mir mengen, dass um Plang vun der Erzéiung hei eng Rei Pisten ze entwéckele sinn. Mir begrëssen d'Initiativ vun dem Chancéglichheitsministère, fir e Männerhaus hei zu Lëtzebuerg ze organiséieren.

Sechstens: Den 10. September als weltwäit de Suicidepreventiounsdag. Et sollt een esou Deeg benotzen, fir eis all ze sensibiliséieren. Et géifen dobäi e sëlliche wichteg Themen: d'Selbstwärtgefill vun eise Kanner an eise Jonken, den Ëmgank mat der Krankheet an der Fleegebedürftegkeet, de Stellewärt vun der Aarbecht, d'Preventioun vum Burnout, d'Kohäsioun an eisen Dierfer a Quartieren, de Respekt viru Leit mat enger anerer sexueller Orientéierung, d'Erzéiung zu de Wäerter an eiser pluraler Gesellschaft. All dat ass sécher och d'Zil vun de Journées nationales de prévention du suicide den 8., 9. an 10. Februar 2011.

Merci fir d'Opmierksamkeit.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci, Här Majerus. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den honorablen Här Scheuer. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Scheuer (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fënnel Minutte ginn duer, fir e puer Feststellungen a Remarques ze maachen. Als Éischt, wéi ech dës Interventioun preparéiert hunn, ass et mer bewosst ginn, wéi vill jonk Leit aus mengem Bekanntekrees sech ëmbruecht hunn. Ech sinn der elo knapps 30 an ech erënnere mech u siwe Kolleegen, déi als Jugendlech Suicide begaangen hunn. Dee Jéngste wor der eelef. Hien huet sech op enger Toilette erhaangen. Deen Eelste wor der 26. Hien huet sech och erhaangen. Ech hu si kennt. Vun deenen enge wouste ech, dass si perséinlech Problemer haten, vun deenen aneren net. Si ware fir mech „normal“, tëschent Gänseféischerchen.

D'Statistike soen, dass am Joer 2007 90 Persounen a Lëtzebuerg Suicide begaangen hunn an am Joer 2008 64. Et gëtt do derbäi eng Donkelziffer, déi net ze chiffréieren ass. D'WHO schätzt, dass all Joer eng Millioun Leit op der Welt Suicide beginn. Konklusioun: De Suicide ass net nëmmen heefeg, de Suicide begleet eis an eiser Gesellschaft quasi am Alldagsliewen.

Dir Dammen an Dir Hären, am Joer 2009 hate mer 49 Verkéiersdouden an am Joer 2010 39. Mir hunn also méi Suicidë wéi Affer am Verkéier. Iwwer all Verkéiersaffer gëtt geschriwwen, d'Ursaachen analyséiert a versicht ze behiewen. D'Affer vun engem Suicide gëtt tabuiséiert. Vläch wier et



awer och ze rette gewiescht, genausou wéi d'Verkéiersaffer.

Da kommen ech zu engem anere Punkt: Wier et net méi sënnavoll gewiescht, fir dës Diskussioun an der Chamber no den ugekënnegte Journées nationales de prévention du suicide vum Februar ze maachen? Et ass jo awer éischter esou, dass d'Politik vun de Fachleit op deem Gebitt léiere kann, wéi ëmgedréit.

Mä et ass scho beandrockend, wéi breet gefächert d'Interventioun sinn, aus wéi ville Beräicher d'Experte kommen, aus der Medezin, Pädagogik, Sozialwëssenschaften, Justiz a Psychologie. D'Problematik ass also breet gefächert. Op der Internetsäit vun der WHO gëtt opgeléicht, wéi komplex déi Problematik ass. Et spille psychologesch, biologesch, sozial, kulturell a familiär Ursache mat. Interessant ass awer déi Lëscht vun de Fachberäicher, déi laut WHO bei esou Seminäre concernéiert sinn: zum Beispill den Aarbechtsberäich, d'Police, d'Justiz, d'Relioun, d'Medien. Sinn déi och an der Abtei Neumünster vertrueden?

Bleift d'Fro, wat ee ka maachen. Esou Débaté wéi den hei haut an der Chamber kënnen sécher net vill Konkretes änneren. Déi kuerz Zäit geet sécher net duer, fir dass mir eis richtig mat dësem schwéieren Thema auserneeetzen. Dat Gutt un esou engem Débat hei an der Chamber ass awer, dass iwwerhaupt iwwert den Thema Suicide geschwat gëtt. Mir mussen ëmmer méi den Tabu ëm de Suicide brieche a jiddwerengem seng Opmierksamkeet schärfe fir deen heite Problem.

Dat ass deen éischte Schrëtt, fir iwwerhaupt kënnen eppes ze ënnerhuelen, fir preventiv ze schaffen, fir Hëllef ze ginn oder Hëllef siche kënnen ze goen. Onnéideg, nach emol ze betounen, dass mer weider Efforté mussen maachen a Saache Preventioun an Therapie.

Zum Schluss wollt ech nach eng Fro un de Minister stellen, an zwar, ob un engem Guide de bonne pratique - dat si Guideline - hei zu Lëtzebuerg geschafft gëtt, wéi dat schonn an Amerika de Fall ass.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci, Här Scheuer. Als nächste Riedner ass ageschriwwen déi honorabel Madame Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mäi Merci geet un den Här Bauler, well duerch seng Heure d'actualité ass et ons hei erlaabt, dat Thema emol unzeschwätze vum Suicide. Et ass net fir d'Éischt hei an dëser Chamber, an et ass och richtig, dass déi puer Minutten iwwerhaupt net duerginn. Mä vläicht - esou, wéi mäi Virriedner et och scho gesot huet - kann dat en éischt Wuert sinn, fir sech effektiv souwuel an deenen zoustännege Ministère wéi och an der Chamber mat deem Thema anescht auserneeetze wéi bis elo.

Wa Statistike wierklech op engem Punkt, an engem Thema ganz wéineg aussoen, dann ass et beim Thema Suicide, well mer alleguerie pertinence wëssen, dass déi Zuelen, déi mer an de Statistiken erëmfannen, bäi Wäitem net déi Zuele sinn, déi der Realitéit entsprechen. Wat awer stëmmt - an et ass och schonn hei ernimmt ginn, an ech denken, dass soll ech ënnersträichen -, dat ass, dass de Rapport téschent Männer a Frae praktesch eent zu fénnef ass: vill méi jonk Männer a Weis.

De Suicide ass och en Thema bei Jugendlechen. E geet kontinuëierlech an d'Luucht - zumindest och do erëm, wat déi offiziell Statistike matdeelen -, sief et hei am Land, sief et an Europa, a mir sinn hei zu Lëtzebuerg an der europäescher Moyenne och net esou gutt opgestallt.

De Suicide, virun allem dee bei de Jugendlechen, ass meeschtens kee punktuell Geschehen, mä et ass éischter e laange Prozess, deen d'Psychiateren an d'Fuerscher och an dräi Etappen andeelen: fir d'Éischt d'Suicidedeanken, duerno eng Suicidékennung an dann den Akt selwer. A

contrairement zu den Erwuessenen, déi oft eng prezis Ursach hunn, fir lues an e Burnout oder an eng Depressioun ze rëschen, ass et bei de Jugendlechen, wéi ech ebe gesot hunn, éischter e laange Prozess verbonne mat sélesche Problemer, verbonnen och heiansdo mat krankhaften Zoustänn. Et ass oft net visibel an och net erkennbar.

Et gëtt awer Warnzeeche fir dee laange Prozess, deen e Jugendleche bis zu engem Suicide féiere kann, an och Warnzeeche kënnen a sollen erkannt ginn. An do wëll ech erëm zrëckgräifen op e Buch, wat am Gesundheitsministère ausgeschafft ginn ass virun enger Rëtsch Joren: „Das Wohlbefinden der Jugendlichen in Luxemburg“. Genau dat dote Buch - an zwee Bänn, mengen ech, mëttlerweil - beschreift eng ganz Rëtsch vu Warnzeechen, andeem beschriwwen ginn ass, dass ons Jugendleche sech a ville verschidde Punkten eigentlech iwwerhaupt net esou wuel fillen. An dat, wann een deem e bëssen noegt, kann drop histoussen, wou e Jugendlechen heiansdo kann ukommen, wann em net am Ufank vläicht gehollef gëtt.

„Das Wohlbefinden der Jugendlichen in Luxemburg“ beschreift keng dramatesch Fall, mä beschreift eben e gewëssent Onwuelsinn, a verschidde Secteuren opgeléicht, wou Jugendlecher sech onwuel fillen. Mä och dës Beschreiwunge sinn en éischt Warnzeechen. Zum Beispill d'Onzufriedenheet vun de Jugendleche bei hirem Kierpergefill, wou si sech steigend dran eraschaffen. Duvunner ass et awer och esou, dass 20% vun de Jugendlechen Iwwergewicht hunn. ADHS bei Kanner a Jugendlechen, déi d'Gefor Dag fir Dag matmaachen, fir an der Schoul a ronderëm d'Schoul an d'Marginalitéit ze gerdn! All zéngt Kand zu Lëtzebuerg huet eng chronesch Krankheet. 23% vun de Kanner hunn Allergien, zum Deel chronesch Allergien. E Suicide geschitt ganz oft no sexuellem Mëssbrauch bei deene Jugendlechen a Kanner, déi net domadder eens ginn.

Och de Grëff zum Alkohol seet eppes aus zum Onwuelsinn, ass vläicht och eng éischt Etapp, déi ee sollt beuechten. Bei den 13-Jährege si 6% vun de Meedercher, 10% vun de Jongen, déi emol an der Woch op Alkohol zrëckgräifen. Net aus Genoss! Bei de 15-Jährege si mer bei de Jonge scho bei 30%, bei de Meedercher bei 20%, och net aus Genoss, mä aus anere Grënn! Dat sinn Indizien, dass et de Kanner a Jugendleche guer net esou gutt geet!

Dofir, effektiv, mir bräichten eng zilgerecht Preventioun. Déi ass ugesot, en Aktiounsplanng feelt dozou. Effektiv, wéi meng Virriedner et och scho gesot hunn, d'Politik ass gefuerdert! Dofir Merci, Här Bauler, dass mer dat konnten an e puer Sätz hei präisginn.

► **M. le Président.** - Merci, Madame Loschetter. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den honorabele Kollege, den Här Kartheiser. Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn nëmmen zwou Minutten, dofir och ganz séier e Merci un den Här Bauler, och e Merci fir all déi Leit, déi sech an der Suicidepreventioun, an der Hëllef och engagéieren.

Natierlech muss de Stat och derfir suergen, dass e psychiatreschen Appui an e psychologeschen Appui do ass, net nëmme fir d'Affer an hir Familljen, mä och fir déi Leit, déi hëllefen.

Här President, fir d'ADR ass et besonnesch wichteg, fir d'Familljen nees ze stäerken, speziell och, fir de Kanner an deene jonke Leit nees méi Halt ze ginn. De Schoulrhythmus sollt esou organiséiert ginn, dass iwwerall, wou dat nëmme méiglech ass, d'Famill soll kënnen zesummen zu Mëtteg iessen. Dann hunn déi Jugendleche all Dag eng Plaz, wou si gutt opgehewe sinn a wou si oppen iwwer hir Suerge kënnen schwätzen. Mir mussen ewechkomme vun der Kantins- a Schlüsselkannergesellschaft an zrëck op eng Gesellschaft goen, déi der Famill eng zentral Roll gëtt.

D'Kanner an déi Jugendleche brauchen nees méi reell Bezugspersonen, amplaz dacks nëmmen nach virtuell Bekanntschaften oder Frënn a kënschtleche Com-

puterwelten ze hunn. Sozial Isolatioun ass och e Grond, dee vill Leit an d'Verzweiflung drängt.

Mir mussen de Wäert vum Liewen ëmmer nees betounen. Amplaz den Doud, d'Euthanasie an d'Ofdreiwung ze vereinfachen, sollte mir eis zum Schutz vum Liewen als Grondwäert vun der Gesellschaft bekennen. Da weess och deen Eenzelnen nees, dass säi Liewen net nëmme fir hien, mä fir eis all onendlech wäertvoll ass. Dat gëllt och a besonnesch fir déi krank a behënnert Leit.

E gëtt awer eng Rei vu Beräicher an der Politik, wou de Stat kéint dem Selbstmord aktiv entgéintwierken: zum Beispill duerch eng konsequent a systematesch Aktioun géint d'Iwwerscheldung vun de Mënschen an de Stéit; duerch e méi verantwortungsvollen Émgank mam Gléckspill a mat engem groussen Engagement géint d'Spillsucht. D'ADR suggéiert, dass mir eis Léiglatioun an deem Beräich, besonnesch och bei der Opklärung iwwert d'Spillsucht, sollte verbessern. Duerch en Iwwerdenke vun der Drogepolitik, fir déi drogekrank Leit besser opzefänken an ze begleeden a wann ëmmer méiglech si och ze heelen, amplaz ze erméiglechen, dass et eng Drogekriminalitéit an eng Drogeprostitutioun gëtt.

Duerch eng Reform vum Scheedungsrecht, duerch speziell d'Situatioun vun de Papp - et ass jo scho gesot ginn, haaptsächlech d'Männer si betraff vum Suicide -, fir speziell d'Situatioun vun de Papp ze verbessern, besonnesch och am Hibleck op d'Non-représentation d'enfant. Vill Männer a Scheedungssituatiounen bréngen sech ëm, a besonnesch dann, wa si hir Kanner net méi gesinn. A wat d'Männerhaus ugeet, do wollt ech soen: Dat steet als Eenzeg bei der ADR am Wahlprogramm. Mir sinn natierlech fro, wann d'CSV sech bei eis inspiréiere kënn, well et ass nëmmen dann, wou d'CSV eng gutt Politik mécht.

Ech soen Iech Merci.

(Hilarité)

► **Une voix.** - Nëmme dann.

► **M. le Président.** - Merci, Här Kartheiser. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Hoffmann. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann** (déi Lénk). - D'lescht Woch huet sech zu Esch e Meedche vu Première, 18 Joer, d'Liewe geholl, aus deem Lycée, wou ech emol Schoul gehalten hunn. Iwwert d'Grënn gëtt et nëmme Vermutungen, de toute façon ass et ze spéit.

Wa mer hei eng philosophesch Diskussioun hätten, dann hätt ech natierlech e bëssen awer, a Contre-Position zum Här Kartheiser, och gesot: Suicide ass kee Verbräichen. Suicide ass och e Recht. Wann ee seet, Suicide ass e Recht, dann heescht dat natierlech net, dass een et verherlecht. Et däerf een awer och de Suicide net verdäiwelen. Et däerf een et weder verherlechen nach moraliséieren. Weder Tabu nach mediatéisch opbauschen.

Duerfir félicitéieren ech och dem Här Bauler, dass en op eng objektiv Aart a Weis d'Thema hei zur Sprooch bréngt, natierlech haaptsächlech mat dem Bléck op d'Preventioun.

Zur Preventioun: Ech mengen, dass all eis Institutiounen, net nëmmen d'Schoul, an et si jo och hei schonn anerer genannt ginn, och eis Verwaltungen, och eis Medeziner méi eng grouss Sensibilitéit mussen entwëckelen iwwer hire Fachberäich eraus fir d'Suergen, d'Problemer, d'Belaaschtung vun de Leit, déi se an eng hoffnungslos Situatioun kënnen driewen, sou dass se keen anert Mëttel méi wëssen, wéi sech d'Liewen ze huelen, aus dem Liewen ze flüchten - ob dat Jugendlecher sinn oder Erwuessener.

Dat gëllt natierlech och fir d'Privatwirtschaft, well och d'Situatioun op der Aarbechtsplaz, net nëmme Mobbing, sondern iwwerhaupt d'Aarbechtsbedéngunge féieren oft zu enger hoffnungsloser Situatioun a féieren dozou, dass d'Leit keen aneren Auswee méi wëssen, wéi sech d'Liewen ze huelen oder op d'mannst ze probéieren. Dir kennt déi Beispiller - an dat ass awer nëmmen en Deel vun der Realitéit - bei France Télécom.

An der Schoul mussen mer et thematiséieren, seet den Här Bauler zu Recht. Dat kann een op verschidde Manéiere maachen. Nach eng Kéier: net verherlechen, net verdäiwelen. Et kann een et a verschidde Fächer maachen. Et kann een et an der Formation morale et sociale maachen; et kann een et am Literaturunterricht maachen an doriwwe eraus. Et kann ee mat Texter, wou d'Thema behandelt gëtt; et kann ee mat Biographië vu Leit, déi sech d'Liewe geholl hunn, kann een et thematiséieren op eng vernünfteg Aart a Weis.

An dann nolauschteren. Et däerf een d'Problemer, egal wou, an der Schoul, an de Verwaltungen an esou weider, mat deenen ee konfrontéiert gëtt, déi däerf een net bagatelliséieren. Et muss een et seriö huelen. Et muss een et seriö huelen, wann een ouni ze laache seet: „Ech hunn es genuch, ech wëll net méi.“ Dat muss ee seriö huelen, an da muss ee probéieren, dorobber anzegoen.

An da muss een natierlech och wëssen, dass een, sief et d'Schoul, sief et d'Verwaltung, déi Problemer net eleng ka léisen. Da muss een natierlech wëssen, wéi eng Weeër dass et gëtt, och ausserhalb der Schoul, ausserhalb där Verwaltung, déi ee ka weisen a wou d'Jugendlecher kënnen Hëllef kriegen.

Wichtig ass och - an duerfir hunn ech och mat deem Beispill ugefaangen -, wichtig ass och, dass ee sech muss iwwerleeden: Wéi geet ee mat deene Leit ëm, wann et geschitt ass, déi mat där betreffender Persoun a Kontakt waren? Wéi geet een ëm mat der Famill? Wéi geet een ëm mat deene Jugendlechen, déi Frënn ware vun där Persoun? Wéi geet een ëm mat de Matschüler?

An et ass ganz oft nach esou, well een net weess, wéi een domat ëmgeet, mécht ee léiwere näischt, an dat ass awer net eigentlech d'Solutioun. An duerfir ass, mengen ech och, wéi den Här Bauler et gesot huet, eng Formatioun vun alle Leit, déi an esou Situatiounen kënnen kommen, déi kënnen konfrontéiert gi mat Leit an enger hoffnungsloser Situatioun, ass eng Formatioun onbedéngt noutwendeg.

► **M. le Président.** - Merci, Här Hoffmann. Domadder wiere mer um Enn vun den ageschriwwene Riedner. D'Wuert hätt dann d'Regierung. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Problematik vum Suicide ass eng ganz komplex, an duerfir gëtt et och bei där komplexer Problematik keng einfach Äntwerten, a virun allem gëtt et net een, deen d'Äntwerten huet. Duerfir ass et esou wichtig, fir dës Problematik zesummen unzepak, a virun allem - an dat ass och de Verdéngscht vun deene successiven Diskussiounen, déi mer an der Chamber haten - oppen, öffentlech unzegoen, well dee gréisste Problem an där heite Problematik ass, dass mer net genuch driwwer schwätzen.

Ech gehéieren och zu deenen, déi Reprochen net wëllen héieren, ausser deem Reproche, dass mer vläicht net genuch fir d'Visibilitéit vun deenen Hëllef maachen, déi et gëtt. Vläch den eenzege Rot, dee mer engem Mënsch kënnen ginn, deen an Détresse ass, ier en dee fatale Geste mécht, ass, e soll zumindest no deenen Hänn kucken, déi gerecht sinn, an där gëtt et eng Rei.

Et gëtt eng Rei vu ganz zougänglechen Adressen; fir virun allem déi éischt ze nennen, wou ech vun Ufank un d'Éier hat, derbäi ze sinn: SOS-Détresse, SOS-Suicide, wéi et sengerzäit nach geheescht huet. Ech begéine regelméisseg an deene verschidde Enceinté Kollegen a Frënn, déi deemools déi jonk Initiativ mat begleet hunn, déi Héichten an Déifte kann huet, mä déi haut, mengen ech, esou zolidd do-steet wéi ni virdrun.

Et kéint een d'Problematik einfach elo ewechwäschchen, andeem ee seet, an deene leschte Joren ass et um europäesche Plang, ass et och zu Lëtzebuerg zu engem lichte Réckgang bei de Statistike komm. Dat ass zwar Fakt, awer nëmmen dee visibele Fakt, well ech ëmmer ganz zolidd zécken, fir esou Statistiken als realisteschen unzeseginn, well déi Zuel vun deene Suiciden, vun deene mer ni eppes gewuer ginn, relativ héich ass.

Duerfir géif ech dovir warnen, virun allem, well ee bei der Problematik net nëmmen den effektiv vollzunnene Suicide muss considérieren, mä déi vill Fäll vu versichtem Suicide, ugekënnegtem Suicide, net eescht gemengtem Suicide an enger éischter Phas, mä deen awer ganz gär zu engem eescht gemengtem Suicide an enger zweeter Phas ka ginn.

De Suicide ass déi zweetheefegst Doudeursaach bei Jugendlechen a jonken Erwuessenen tëschent zéng a 24 Joer. Dat muss ee ganz staark interpelléieren. Interpelléiert muss een och si vun deenen nach offiziöse Statistiken, déi mer wäerten entdecken bei där neister Oplag vun der Etüd iwwert d'Wuelbefanne vun de Kanner, wou mer feststellen, dass bei de Jugendleche bis 15 Joer, bei enger Émfro, déi gemaach ginn ass, zouginn ass, dass bal 5% schonn eng Kéier probéiert hunn, sech d'Liewen ze huelen, an ëmmerhin awer nach 3,8% zouginn hunn, dat scho méi wéi eng Kéier probéiert ze hunn. Fir nach eng Kéier drun ze erënneren, do handelt et sech ëm Kanner bis 13 respektiv bis 15 Joer!

Dat muss interpelléieren, an dat huet och seng Ursachen, wou ee méi am Detail kann eragoen, wann een an déi nei Oplag vun der Etüd iwwert d'Wuelbefanne vun de Jugendleche wäert eraklammen. Mir wäerten déi Etüd zum Schluss vum Joer virleien hunn. Déi éischt Resultater, déi éischt interpretéiert Resultater kommen eran.

Ech wollt bei dëser Geleeënheet deene verschiddenen Intervenanten, dem Interpellant an all deenen oder bal all deenen, déi intervenéiert sinn, Merci soe fir hir nuancéiert a fir hir betraffe Stellungnahm.

Ech fannen, dass et ganz wichteg ass, dass d'Bedeitung vun deem Thema hei an dëser Enceinte dokumentéiert gëtt, an der Hoffnung, dass dat sech ausbreit. An alleguer déi Iwwerleeungen, déi meescht, déi allermeescht Iwwerleeunge kann ech ënnerschreiwien.

Ech fannen, dass et wichteg ass, dass mer objektiv op objektiv Fakten opbauen. Do si mer um Wee. Well mer eis och déi Strukturen amgang sinn ze ginn, déi mer dofir brauchen. Well Etüden, déi net op Fundamente opgebaut ginn an déi net herno zu Konklusionen an zu konkreten Aktiounen féieren, déi sinn zwar gutt gemaach, mä si bewierken awer an der Praxis relativ wéineng. Ech si ganz frou doriwwer, dass a ganz ville Beräicher de Vernetzungsgedanke säi Wee mécht.

Ech wëll drun erënneren, dass dee wichtige Gesetzesprojet, dee vum Marie-Josée Jacobs initiéiert ginn ass, dee vum ONE (Office national de l'Enfance), an déi dote Richtung erageet. Ech wëll drop hiweisen, dass mer um Wee sinn, multidisziplinär an zesummen zu enger Rei vu Ministère, dorënner d'Santé, d'Famille, d'Justice, d'Éducation nationale, zesumme wëllen d'Problematik vun der Santé mentale vun deene Jugendlechen ugoen. Net jiddweren a sengem Eck, dat hu mer iwwer laang Zäit genuch gemaach, mä zesummen. Dat ass net ëmmer esou evident, mä dat mécht säi Wee a ganz ville politesche Felder.

Da sinn ech och direkt bei der Vernetzungsinstitutiv fir d'Suicidepreventioun, wou, wann alles gutt geet, den 8., 9., 10. och dräi Ministère wäerte bei deene Journées nationales de prévention du suicide derbäi sinn an domat dokumentéieren, dass se wëllen deen doten Thema an hir Beräicher als eng vun de Prioritéiten eranhuelen.

Ech kéint elo laang Exkurse maachen iwwer all dat, wat mer gemaach hunn am Beräich vun der Psychiatrie, ob dat déi ins-

titutionell ass oder déi no bei de Leit, ob dat d'Kliniksstrukture fir Jugendlecher oder Tageskliniken a Réseaux sinn. Dat ass wichteg, dass mer dat gemaach hunn. Mä ech mengen, mat der Psychiatrisierung vun der Problematik geet et net duer. Et ass gutt, wann déi Strukturen do sinn. Mä et ass awer wichteg, wa mer se net brauchen, a wa virun allem Strukturen virun an handendru sinn. A wann déi bestehend Strukturen dat zu engem zentralen Thema am Alldag maachen, an net nëmmen eng Kéier oder zweemol d'Joer oder net nëmmen dann, wann eppes passéiert ass.

Ech hunn dee Fall, deen den André Hoffmann geschildert huet, och hautno matkritt, well meng Duechter op enger Première ass an darselwechter Schoul. A wann dat vu bausen an d'Famill erakënn, da gëtt eng Kéier kuerz doriwwer diskutéiert, an dann, nujee, jo, da kënnt een hei eran an et seet een: Jo, wat kënne mer duerno maachen? Mir stellen eis alleguer während enger gewëssener Zäit Froen, an da geet et erëm säin normale Wee.

Ech ka mech ganz gutt erënneren, wéi mer virun zwee Joer an aneren dramateschen Zesummenhäng déiselwecht Diskussioun gefouert hunn. Ech fannen, dass et extrem wichteg ass, fir déi Pionéier, déi mer op deem doten Terrain haten, ze stäerken.

Ech fannen, dass et extrem wichteg ass, dass mer kucken a gesinn, wat déi Vernetzungsinstitutiv zënter 2007 fir e Wee gemaach huet. A ganz klengem Krees opgebaut, duerch e puer Leit, déi dru gleefen hunn, gi mer dës Joer schonn an e ganz groussen Zentrum. Net nëmmen een Dag, mä zwee Deeg mat enger Einleitung, mat esou vill Leit aus deene verschiddenste Beräicher wéi nach ni. Et ass ganz encourageant, dass vill Leit, net nëmmen d'Fachleit, sech der Problematik unhuelen, mä déi vun deene verschiddenste Beräicher kommen an d'Problematik déif an d'Gesellschaft erabrénge.

Wéi gesot, dat, wat déi nächst Prioritéit ass vun eis, dat ass, fir zesumme mat eise Partner d'Santé mentale vun deene Jonken ze hannerfroen, ze analyséieren, wat mer vu Strukturen hunn. Well dat ass eng Lëtzebuerger Krankheet, dass mer zwar iwwerall ganz vill Strukturen hunn, mä dass déi Brécken tëschent deene Strukturen net ëmmer fonctionnéieren.

Iwwregens ass dat och eng vun deene Froen, wou d'Psychiatrieplattform, déi mer zënter 2006 hunn, sech dermat befaasst, dass, wann e Mënsch an eng vun de Strukturen erakënn, ob dat elo eng Berodungsstell ass oder ob dat méi eng schwéier Struktur ass, en eng Referenzperson huet, déi en duerch de System ka guidéieren.

Ganz oft kënnt et vir, dass et en eemolege Kontakt gëtt, an dann, wann et dann no enger gewëssener Zäit deen nächste Kontakt gëtt, da weess deen een nächst vun deem aneren. An da geet vill Wesse verluer. Mir sinn amgang, och tëschent eise Strukturen dee Vernetzungsgedanken eranzubringen, an net nëmmen an engem politesche Gebitt, mä eran an déi verschiddenste Beräicher, ob dat d'Famille ass, ob dat Gesondheet ass, ob dat d'Éducation nationale ass. An ech mengen, och, wa mer do net ëmmer esou séier virukommen, wéi mer eis dat wënschen, ass dat deen eenzeg richtige Wee.

Eng ganz Rei vu gudden Iwwerleeungen, déi de Mëtteg gefouert gi sinn, wäerte mer weiderdroen. Ech fannen, dass déi Diskussioun, déi mer virun engem décke Mount hei an der Chamber gefouert hunn iwwert de Vertrauensdokter, iwwert de Famillendokter, iwwert de Referenzdokter, dass dat genee an déi dote Richtung erageet. Dee Professionnel de santé, deen als Éischt d'Problemer vun enger Famill oder an enger Famill oder vun engem Familljemedember ka matkréien, dat ass de Pédiater, dat ass den Hausdokter. An ech mengen, duerfir ass et wichteg, fir vun deene Réseaux ze profitéieren, fir éischt Alarmsignaler matzekeréien.

Grad wéi et wichteg ass, fir déi gutt Initiativen, déi an deene leschte Jore gelaf sinn am Beräich vun der Santé scolaire, ze verstärken. Mir hunn do ganz vill mat deenen eenzelne Servicere zesumme geschafft. Och dat sinn Antenne mat de SPOSen, awer och mat deene Professionel-

len, déi all Dag mat de Kanner an de Klassen ze dinn hunn, fir Problemer ze detektéieren.

Mir sinn amgang, och un engem Wegweiser, un engem Guide ze schaffen, fir duerch déi Komplexitéit vun deenen eenzelne Servicere ze féieren, an dass d'Leit, déi et brauchen, déi se brauchen, och erëmfannen.

Ech wollt vun der Geleeënheet profitéieren, fir deene ville Leit, deene ville Bénévolen, awer och deene Professionellen, déi an dëser Thematik matschaffen, en häerzleche Merci ze soen. Ech ginn lech Rendez-vous den 8., 9. an den 10. Februar fir d'Journées nationales - déi fënneft an der Zwëschenzäit - vun der Prévention du suicide.

An ech wënsche mer, dass, wa mer konfrontéiert si mat der Problematik, mer net just Kenntnis dovun huelen, mä dass mer oppen a vill doriwwer schwätzen.

Merci dem Här Bauler an all deene Kollegen, déi de Mëtteg hei Stellung geholl hunn, dass se ee wichtige Bäitrag dozou geleescht hunn.

Merci!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gesondheitsminister. Den Här Hoffmann huet d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Ee Saz, dass ech dem Minister awer kann äntwerten. Et ass egal als Fro oder als après ministre. Dat ass egal.

Ech mengen, dass ee muss oppassen, dass een de Problem vun Suicide net ze vill an den Eck vun der Santé respektiv Santé mentale dréckt. Ech mengen, et muss een oppassen, dass een net den Androck vermëttelt, déi Leit, déi hätten eigentlech allegueren a Gesondheitsproblem. An duerfir kréie mer de Problem eleng um Niveau vu Santé scolaire oder esou net an de Grëff.

Et sinn oft - et ass e puermol gesot ginn - multifaktoriell Ursachen. An et ass en Drock, dee vun ënnerschiddleche Säite kënnt. An ech mengen, dass een och nëmmen interdisziplinär, multisektorieel un de Problem kann erugeen. Dat ass kee Virwurf, et ass just eng Feststellung.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Ech wëll den André Hoffmann och berouegen, dass dat, wat hie seet, absolut net a Kontradiktioun ass zum Begrëff vun der Santé mentale. D'Santé mentale ass net d'Maladie mentale, mä et ass...

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Jo, dat weess ech och.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Mä, neen. Ech wëll just soen, dass, laut der Definitioun vum Begrëff vun der geeschteger Gesondheet, dat an engem ganz positiven Ëmfeld ze gesinn ass an dat och der Definitioun vun der OMS entsprécht. Also, ech sinn honnertprozentig mat deem d'accord, wat den André Hoffmann gesot huet. Mä et dierf een dat net esou enk gesinn.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gesondheitsminister. Domadder wär dës Punkt ofgeschloss.

Mir kommen elo zu der Aktualitéitsstonn, déi d'Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Schütze vu Kanner viru physischen a sexueller Mësshandlungen ugefrot huet. D'Riedezäit ass och hei nom Artikel 84, Alinéa 2 vum Chambersreglement festgehale an gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Et hu sech bis elo schon ageschriwwen: d'Madame Nancy Kemp-Arendt, den Här Berger, d'Madame Claudia Dall'Agnol an den Här Fernand Kartheiser. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Viviane Loschetter als Vertrieederin vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

12. Heure d'actualité du groupe déi gréng au sujet de la protection des enfants contre la maltraitance et les abus sexuels

Exposé

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, tëscht dem 6. Abrëll an dem 16. Juli 2010 hunn 138 Persounen op „Hotline Cathol“ ugeruff. Dovunner, esou de Pressedossier vum Bistum, 138 Persounen, déi Kannermissbrauch beschriwwen hunn. 60% si Männer, a vun deenen 79%, déi sexuelle Mëssbrauch erlieft hunn. All hu se entweder sexuell, physisch an/oder psychesch Aggressiounen erlieft. Oft hu se net nëmmen eng vun dëse Violenzen erlieft, a meeschtens, mä net ausschliesslech vun engem Member vum Klerus.

114 vun dësen Dossiere sinn un de Parquet gaangen. D'Éducatiounsministesch an d'Familljeministesch kruten déi Dossieren, déi hire Ressort betreffen. Déi 138 Persounen hu bewisen, dass et e grouse Besoin gëtt bei den Affer. Mä et gëtt doriwwer eraus och e grouse Besoin, voire eng Verflüchtung, Kloeerheet ze schafen am Dossier Kannermissbrauch zu Lëtzebuerg. Et gëtt eng Verflüchtung fir d'Unerkennung vun engem Verbrüchen a Reparatioun un den Affer ze garantéieren. Et gëtt eng Verflüchtung, fir all Moyens ze organiséieren, fir esou kriminell Aktiounen ze verhënneren.

Ass dës eleng dem Bistum seng Aufgab? Ass et iwwerhaupt enger Institutioon hir Aufgab, fir selwer fir Kloeerheet ze suergen? Kann an esou engem Fall total Opklärung iwwerhaupt garantéiert ginn? Mir denken, dass et d'Aufgab vun de politeschen Instanzen ass, ze assuréieren, dass all Kannermissbrauchsfall opgekläert an unerkannt gëtt. Et ass un de politeschen Instanzen ze garantéieren, dass all Moyens assuréiert gëtt, fir dem Kannermissbrauch entgéintzewierken.

Fir den Dossier Kannermissbrauch transparent opzeschaffen, fuerdere mir als Gréng, dass dat Lëtzebuergesch Parlament sech och implizéiert. Et geet net duer, dass déi eenzel Fäll, déi iwwert déi kathoulesch Hotline erakommen, elo juristesche beschafft ginn. D'Envergere ass eng ganz aner Dimensioun. Ee Kand vu fënnef ass Affer vu sexuellem Mëssbrauch. Ee Kand vu fënnef, och hei zu Lëtzebuerg. Ee Kand vu fënnef gëtt sexuell missbraucht vun engem Erwuessenen, allermeeschtens aus sengem Bekanntekrees, an der Schoul, an der Maison relais, am Jugendhaus, am Sportsclub, an der Famill, an engem Heim, an der Kierch an esou weider.

Et ass un der Regierung, mä och un der Chamber, sech deem Thema unzehuelen. D'Regierung huet an onsen Aen d'Verantwortung, déi vergaange Kannermissbrauchsfall opzeklären an unzekerken a Moosnamen auszeschaffen, fir deem an Zukunft méi effikass entgéintzewierken. D'Chamber soll derfir suergen, dass den Dossier Kannermissbrauch och politesch verschafft an unerkannt gëtt. D'Chamber huet an onsen Aen och d'Aufgab, konkret preventiv Moosnamen ze proposéieren.

D'Unerkennung vum Mëssbrauch ass e groussen a wichtige Deel vun der Reparatioun; wann een iwwerhaupt dat Wuert Reparatioun gebrauch kann, well mer all pertinence wëssen, dass e Kand bal ëmmer e Liewe laang Séquell behält vun esou engem kriminellen Akt. Ons Gesellschaft brauch awer eng kloeer Regelen zum Thema Kannermissbrauch.

An ech erlabe mer hei, Här President, e puer politesch Denksteiss ze ginn. Et sinn der am Ganze siwen.

Éischtens, mir sinn der Meenung, dass an dësem Kontext e Besoin besteet, legislativ Mesuren auszeschaffe a bestehend Gesetze ze adaptéieren. Fir ons Gréng imposéiert sech d'Eropsetze vun der Verjährungsfrist. Et dierf net sinn, dass eng Victime, déi et endlech fäerdeg bréngt, sech ze outen, gesot kritt, dass et elo ze spéit ass an dass den Täter onbestrooft bleift. Den Täter muss kënnen zur juristeschen Verantwortung gezu ginn. En Täter muss fir seng Dot veruerteelt kënnen ginn.

Zweetens, zur Unerkennung gehéiert och e Schuedensersatz. Mir fuerderen dofir d'Schafe vun engem Entschiedungsfong, virun allem am Fall, wou den Täter net méi do ass oder net méi leeft.

Drittens, mir brauchen eng verdéiften Analys iwwer: Wien ass Täter a wien ass Affer? Wéi vill verschidde Profiler vum Täter oder vum Affer gëtt et? Wéi sinn d'Statist-

tiken dozou? Nëmmen esou kënne mer en optimale Mesurëpak asetzen, fir de sexuelle Mëssbrauch u Kanner an onser Gesellschaft méiglechst ze verhënneren. Dofir brauche mer awer finanziell Moyenen, fir notament mat enger Uni, mat der Uni Lëtzebuerg zum Beispill, a Kollaboratioun mat auslänneschen Instanzen dës fundéiert Resultater ervirzehiewen.

Véiertens, mir brauchen eng Instanz, déi sech och ëm d'Täteren këmmert. Firwat gëtt een iwwerhaapt Täter? Wien ass e potenzieller Täter? Wéi kann een der Gefor vum Récidiviste entgéintwierken?

Fënneftens, mir brauchen eng adequat Aus- a Weiterbildung fir all concernéiert Acteuren: Enseignanten, éducatiivt Personal, d'Police, Juristen, Riichter, sief et fir de Mëssbrauchverdacht kënnen anzuschätzen, sief et fir am Mëssbrauchfall kënnen professionell virzegoen.

Sechstens, mir brauchen erkenntlech an einfach accessibel Ulafstelle fir Kanner a Jugendlecher. Eng Plaz, wou all Kand weess, datt et sech ka mellen, wann him eppes geschitt oder wou et weess, datt et gelauschtert gëtt an eescht geholl gëtt. Dat muss eppes anescht sinn, soen ech emol, wéi e Kanner- a Jugendtelefon, eng Instanz, déi sécherlech faute de mieux vläicht ville Kanner a ville Jugendlecher gehollef huet, mä déi extrem limitéiert Moyenen awer huet. Dat ass och keng nei Fuerderung. De ganzen zoustänneg Secteur freet säit Joren eng besser Offer an deem Sënn.

Siwentens, mir brauchen eng besser Informatioun a Sensibiliséierung. Dat ass mat Sécherheet e Punkt, denken ech, wou d'Familljeminstesch mat mir d'accord ka sinn a wou si wäert matdeelen, datt geschwënn och an deem Sënn eppes wäert geschéien.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer hei d'Ministesch och opzefuerderen, Stellung ze huelen och zu deenen anere sechs Punkten, déi ech hei opgeworf hunn. Well et kann net sinn, datt zu Lëtzebuerg de Kannermissbrauchsskandal vum Bistum an duerno vum Parquet geregelt gëtt, an dat war et dann. D'Regierung an déi zoustänneg Ministere si gefuerdert.

Mir kënnen et net zouloossen, datt zu Lëtzebuerg am Dossier Opklärung vu Kannermissbrauchsfäll d'Politik Gottes Waasser iwwer Gottes Land lafe léisst! Mä och mir si gefuerdert hei an der Chamber, virun allem fir eng transparent, kloer an neutral Opklärung an Unerkennung vun de vergaangene Kannermissbrauchsfäll ze garantéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Mëssbrauchsskandal betrëfft net just d'kathoulesch Kierch, mä och aner Institutionen a Beräicher. An dofir denke mir, datt d'Chamber sech mat dru bedeelege soll, an datt mer dat net kënnen zum Beispill aneren Instanzen iwwerloossen.

Dofir freet déi gréng Fraktioun - an ech iwwerginn lech herno de Bréif, Här President - d'Asetze vun enger Spezialkommission um Niveau vun der Chamber. Mir sinn der Meenung, datt et wichteg ass, well dat Thema hei vill verschidde Kommissiounen heibanne betrëfft. Ech notéieren der just e puer: d'Juridiqueskommission, d'Familljekommission, d'Éducatiounskommission; voire souguer institutionell a konstitutionell Aspekter, déi misste berücksichtegt ginn.

Ech denken och, datt mir als Politiker eng Obligatioun hunn, ons drun ze bedeelegen, datt déi Verbrieche, déi gemaach gi sinn, och uerdentlech opgekläert ginn, an datt alles a Plaz gesat gëtt, fir dat méiglechst an Zukunft ze verhënneren. Mir wëssen, datt et elo eng Beoptraagt gëtt am Bistum, déi weider en Ouer huet fir nach Fäll, déi sech do kéinte mellen. Mir sinn awer dann och - wéi ech lech et gesot hunn - der Meenung, datt et net un deenen Institutionen ass, fir eben derfir ze suergen, oder fir eleng derfir ze suergen, datt déi Verbrieche, déi bei hinne geschéien, opgekläert ginn.

Mir sinn och der Meenung, datt eigentlech déi Problematik vum Skandal „Kannermissbrauch“, wat virun allem d'lescht Joer thematiséiert ginn ass, bis elo séier weénege hei an der Chamber thematiséiert

ginn ass an datt mer och dofir net konnter iwwer Konklusione schwätzen, déi sech eigentlech dorauer missten zéien.

Dann erënneren ech lech drun, datt ee Kand vu fënnef - och hei zu Lëtzebuerg - Affer vu sexuelle Violencen ass. Dofir denke mir, datt eng Spezialkommission déi appropriéiert Moosnam wier, fir sech hei an der Chamber där Saach unzuhuelen. Déi Spezialkommission soll als Aufgab hunn, en Débat d'orientation mat Rapport ze preparéieren, wou herno déi Konklusione draus ervirgehewe ginn, wou engersäits souwuel d'Chamber an anerersäits jo och dann d'Regierung sech kënnen en Aktiouns-, e Moosnameprogramm eraushuelen. Hei ass ons Demande, Här President.

(Mme Viviane Loschetter dépose une demande de mise en place d'une commission spéciale sur le phénomène des violences notamment sexuelles sur mineurs.)

An deem Zesammenhang, denke mir, brauche mer d'Schafe vun enger onofhängeger Ulafstell fir d'Affer. Mir denken och, datt dat zimlech séier misst geschéien, well et wichteg ass, datt mir hei an deem Land kënnen eng Ulafstell garantéieren, déi neutral ass, déi onofhängeg ass par rapport zu aneren Institutionen, déi vläicht kéinte vu Kannermissbrauch concernéiert sinn, eng Ulafstell, déi visibel ass an déi déi noutwendeg Diskretioun assuréiert. Dofir gi mir hei eng Motioun of, déi am Fong geholl d'Regierung opfuerdert, esou eng Ulafstell esou séier wéi méiglech ze schafen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *rappelant que la maltraitance des enfants et l'abus sexuel sur des mineurs est une violation inacceptable des droits de l'Homme;*

- *considérant qu'un enfant sur cinq est victime de violences sexuelles;*

- *considérant que la majorité des agressions et violences sexuelles sur mineurs sont commises au sein de la famille même du mineur ou ont lieu dans différents établissements, institutions et autres organes proches des jeunes: centres d'accueil, écoles, services d'animation sportive et de loisir;*

- *considérant qu'il n'incombe pas aux différentes institutions concernées de traiter de tels crimes commis dans leurs établissements;*

invite le Gouvernement

- *à mettre en place dans les meilleurs délais un Centre d'écoute pouvant garantir aux personnes victimes de violences sexuelles sur mineurs:*

- *la neutralité idéologique et religieuse,*

- *l'indépendance par rapport aux institutions qui pourraient être concernées,*

- *la visibilité nécessaire pour garantir l'accès à toute personne concernée,*

- *la discrétion qui s'impose.*

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox.

lech alleguerde soen ech Merci fir d'Nolauschteren a Merci, Här President.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Loschetter. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Nancy Kemp-Arendt agedroen. Madame Kemp, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, sexuelle Kannermissbrauch ass keng nei Zort vu sexueller Ausbeutung, mä gëtt et scho jorhonnertelaang. Allerdéngs ass et eréischt säit den 80er Joren, wou dëst Thema ëmmer méi an de Vierdergrond geréckelt ass. Et ass de Verdéngsch vum der Fraebewegung, datt et ëmmer méi zur Sprooch koum, well zu där Zäit betraffe Frae fir d'éischte Kéier an d'Öffentlechkeet gaange sinn a sech getraut hunn, ze berichten iwwer hir schrecklech Kannererliefnesser.

D'Vetraue vu Kanner mësbrauch, dat pregnéiert (veuillez lire: prägt) se hiert ganz Liewe laang. D'Vetraue vu Kanner ze mësbrauch an sech un hinnen ze vergoen, dat brennt sech nach vill méi déif an hir Zukunft an. Et léiert ee vläicht, domat ze liewen,...

► **Une voix.** - Neen!

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - ...grad esou wéi ee léiert, domat ze liewen, wann een e Mënsch verluer huet, mat deem ee schrecklech frou war, mä vergiessen deet een et ni! Et ass eent - fir eis - vun deenen allerschlimmste Vergoen, déi ee ka vergoen, well et klaut een de Kanner hir Onschold! Dovunner si mir an der CSV-Fraktioun iwwerzeegt.

Déi Aart a Weis, wéi een e Kand manipulativ iwwerlésch, well et no elterlecher Wäermt verlaangert oder well et säi Widerstand géint d'Sexualitéit mat sengem Täter, oft eng Respektpersoun, ausser Kraaft setzt, ass ee vun deenen aggressivsten Akten, fir d'Vetraue vun engem klengen Mënsch fir d'Éiwegkeet ze brieche.

D'Kanner verstinn net richtig, wat mat hinne geschitt, wann op eemol e gudd Bekannten, de Schoulmeeschter, den Noper vu vis-à-vis, den Trainer, den Dirigent, de Paschtouer, de Monni oder den eegene Papp, e Virbild, een, deen ëmmer esou fei mat hinnen ass, se op eemol méi oder anescht upaakt, wéi et hinnen angenehm ass. Si kënnen net méi gutt eendeiteg d'Grenz zéien, wou dat Erlaabtent ophält an dat Verbuedent ufänkt: well se dee Moment selwer net domadder eens ginn, well se gefale wëllen, well se net enttäusche wëllen, well se genéiert sinn, well se sech schummen, wat mat hinne geschitt. Eréischt Joren drop realiséiere se, wat wierklech mat hinne geschitt ass, a mierken, datt si selwer keng Schold droen, mä datt si eigentlech d'Affer sinn. Grad dofir dauert et esou schrecklech laang, bis datt se zouginn a sech trauen ze soen, wat lass war.

De sexuelle Mëssbrauch vu Kanner ass fir vill Leit nach en Tabuthema, seet déi däitsch Autorin Tania Jung an hirer Diplomaarbecht iwwer Kannermissbrauch an der Famill. Si bestätegt des Weideren, datt et net de Mëssbrauch u sech ass, deen deem Tabu ënnerläit, mä virun allem de Wëllen, fir driwwer ze schwätzen. Experten hunn ongeféier geschat, datt 80% vun alle Mëssbrauchsfäll an de Familljen oder am enken Émfeld passéieren, wat et och net méi einfach mécht, dëst no bausen ze droen!

Kannermissbrauch ass näischt, wat just an enger sozialer Schicht geschitt, an engem Kannerheim, an engem Museksveräin oder an enger Crèche oder an enger Schoul oder an engem Sportsveräin oder an enger Famill stattfënt. Kannermissbrauch ka sech iwwerall an eiser Gesellschaft ofspillen. An oft do, grad do, wou een et am mannste mengt, grad do, do kann et passéieren.

Géint Kannermissbrauch virzegoen ass an alleréischter Linn eng Aufgab vun der Politik. Op meng parlamentaresch Fro vum November iwwert de sexuelle Mëssbrauch bei de Kanner huet de Minister matgedeelt, datt et hei zu Lëtzebuerg tëschent 2000 an 2010 1.400 Strofdote mat engem sexueller Lien gëtt. 350 dovunner hunn eppes mat Kanner ze dinn: wuel verstanen 350 Kanner, déi nach keng 16 Joer hunn!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn der vill! Virun allem sinn et der ze vill, well mer jo all wëssen, wéi grouss d'Donkelziffer och hei an deem Beräich ass, gradesou wéi beim Thema virdrun. An der nämlecher Question parlementaire hunn ech de Minister gefrot, fir iwwer eng eventuell Verlängerung vun der Verjährungsfrist nozedenken, fir den Affer méi laang d'Méiglechkeet ze ginn, eng Plainte géint den Täter ze maachen, esou, wéi déi gréng Fraktioun dat och verlaangt. Momentan leeft déi Frist jo bei maximal 28 Joer hei zu Lëtzebuerg of.

A senger Äntwert huet de Minister geschriwwen, datt hien dat aus diverse Grënn als problematesch gesäit. Nichtsdestotrotz wollt ech trotzdem drop opmierksam maachen, datt zum Beispill de Code pénal a Frankräich fir esou sexuelle Mëssbräich 20 Joer no der Groussjäregkeet virgesäit, also 38 Joer, also zéng Joer méi laang wéi bei eis.

Här President, well grad eben esou Doten esou schwéier ze bewiese si fir déi betraffe Kanner, muss mer verstärkt iwwert d'Sensibilisatioucampagnen nodenken, fir den Affer Mutt ze maachen, fir sech ze trauen, no vir ze kommen. Eis Partei,

d'CSV, ass dovunner iwwerzeegt, datt et wichteg gëtt, dës Affer als Zeien ze kréien. Et ass oft nëmmen esou méiglech, den Täter ze kréien, wa méi wéi eng Victime sech traute, et ze mellen. Sou klammen d'Chancé vläicht, den Täter éischer ze entlarven.

Dofir sollen dës Sensibilisatioucampagnen och geziilt d'Matwësser vu sexuellem Mëssbrauch derzou bewegen, dësen an déi kompetent Autoritéiten ze dénoncéieren. Si sinn oft déi Eenzeg, déi iwwert de Mëssbrauch Bescheid wëssen a Schlimmeres verhënneren kënnen.

An deem Kontext begrëisse mir, d'CSV, datt am Kader vun dem Projet de loi 6138 eng Obligatioun fir Crimen ze dénoncéieren agefouert gëtt. Mir sinn dovunner iwwerzeegt, datt dëst sécherlech hëllefe kann, schwéier Sexualverbriecher éischer ze verfollegen oder ze verhënneren, well et de Matwësser eng Flicht gëtt, de Mëssbrauch ze dénoncéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen also kloer Weeër vun Interventioun a Preventioun opzeechnen, déi derzou bäidroen, esou Verbrieche ze verhënneren a fréizäitig ze bëendegen, fir gravéierend Konsequenzen ze minimiséieren. Mir mussen eis domadder beschäftegen an och d'Auswirkunge vun de Konsequenze vum Mëssbrauch diskutéieren. Et sollt een opzeechnen, wat esou en Trauma fir d'Affer bedeit, a Betraffenen eng adequat Hëllefstellung fir d'Veaarbechtung vum Trauma zoukomme loosse.

An et misst een och wëssen, mat Statistiken, wéi vill vun den Täter Wiederholungstäter sinn, well dat héiert ee jo och ëmmer erëm. De Justizminister Luc Frieden hat schonn 2006 a senger Äntwert op meng Question parlementaire iwwert d'Wiederholungstäter an d'Sexualverbriechen ugedeit, d'Sanktiounen ze verschärfen, an d'Méiglechkeet vun enger obligatorescher therapeutischer Behandlung...

► **M. le Président.** - Madame Arendt, Dir misst awer elo lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Jo, ech sinn och um Schluss elo. Verschärfte Sanktiounen gesäit iwwerregens och déi nei Proposition de directive vum Conseil vir, wou d'Europäesch Parlament an nächster Zukunft soll eng éischt Lecture maachen. De Gesetzesprojet 6047 iwwert d'Preventioun vun der Récidive geet och an deem Sënn an dës Richtung. Allerdéngs bleiwen ech der Meenung, datt hei wierklech muss opgepasst ginn, wat fir eng Therapien dëst sinn, ier een esou krank Mënschen erëm an d'Fräiheet léisst.

Här President, dir Dammen an Dir Hären, mir si wierklech dankbar fir dës Heure d'actualité, an ech soen och dem Viviane Loschetter villmools Merci. Well, wa mir hei an der Chamber iwwer esou Thema schwätzen, da schwätze mir mat eise Leit driwwer, da schreift d'Press driwwer. Mir maachen op e Problem opmierksam. Mir droen zur Enttabuiséierung bäi a mir bewegen d'Leit, d'Mënschen, iwwer hir Erfahrungen ze zielen.

An nëmmen esou si mer um richtege Wee, fir eppes ze bewegen. De Schutz vun de Kanner muss eng Prioritéit sinn, a mir mussen einfach wachsam sinn. Et ass net, wann een eppes ënnert den Teppich kiert, wéi een an esou Dossiere virukënt. Grad an esou Dossieren, wou et ëm dat Wichtigst geet, wat mer hunn: eis Kanner!

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Nancy Arendt Merci. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt wuel kaum en anere Sujet, bei deem d'Emotiounen esou héich kënnen goen, wéi deem vum sexuelle Mëssbrauch vu Kanner, well sexuelle Mëssbrauch vu Kanner gehéiert zu deem Abscheulechsten, wat et gëtt. Mir sollen awer hei an der Chamber



sachlech un déi Diskussioun erugeen. Dese Sujet daerf awer och net tabusiert ginn. Den Débat virun allem muss a voller Transparenz an am Respekt virun den Affer gefouert ginn. Affer, déi jo haaptsächlech jonk a ganz jonk Mënsche sinn oder waren an doduerch od besonnesch fragile waren. Ass dësen Débat hei zu Lëtzebuerg bis elo a voller Transparenz ofgelaf? D'Äntwert dorobber ass kloer fir mech: neen!

Här President, am Kontext vun enger Serie vu Skandalen, déi d'kathoulesch Kierch an de vergaangene Joren a Méint getraff huet, ass dese Sujet och op Lëtzebuerg iwwergesprongen. Mir sinn, wéi esou oft, och keng Insel. Och bei eis sinn innerhalb vun der Kierch oder duerch hir Würden-träger Kanner mëssbraucht ginn. D'kathoulesch Kierch huet eegen Hotline dofir ageriicht gehat, op där sech bis haut 138 Persoune solle gemellt hunn, vun deene sech der iwwer 100 iwwer sexuell Gewalt beklot hunn, déi hinnen ugedoe gi wier.

D'Fro stellt sech, ob dat déi effektiv a reell Zuel vu sexuellen Affer hei zu Lëtzebuerg ass. An engem Interview, deen d'Associatioun AHA publizéiert huet, seet den internationalen Expert Richard Sipe, dass een dovunner muss ausgoen, dass nëmme, esou seet den Expert, 10% vun den Affer iwwerall an de Länner op der Welt sech géifen am Endeffekt mellen.

Wat d'Hotline ubelaangt, wëll ech soen, dass d'Demokratesch Partei der Opfaassung bleift, dass dëst net d'Aufgab vun dem Bistum, der Kierch ass. D'Kierch ass jo doduerch, wat an hire Reie geschitt ass, op eng gewëssen Aart a Weis befaangen a si kann nëmme begrenzt zur Léisung vun dese Problemer an zur Opdeckung vun all de Fäll bäidroen.

Ech muss och soen, Här President, d'Vermischung vun de Fonctiounen, déi an deem Zesammenhang stattfonnt huet, fannen ech méi wéi onglécklech, fir net méi ze soen. Dat dréit och net zur allgemenger Transparenz bäi, an där dese Sujet hätt sollen traitéiert ginn. Zu Lëtzebuerg hu mer en eenzege Justizsystem an deem daerf net duerch e Parallelsystem a Fro gestallt ginn. An eisen Aen ass d'Justiz letztendlech déi Instanz, déi iwwert déi Dosiere vu Kannermissbrauch muss befaanen. Si muss se zougestallt kréien, si muss se traitéieren, an d'Täter mussen och herno viru Geriicht gestallt ginn.

D'DP ass der Opfaassung, dass duerch d'Initiativ vun der Kierch de Stat net vu senger Verantwortung entbonnen ass, fir d'Problematik vun Kannermissbrauch unzepaken. An duerfir ënnerstëtze mer och d'Schafung vun enger onofhängeger Kommissioun an enger Hotline, op där sech Affer vu Kannermissbrauch onofhängeg vun iergendenger Institutioun kënnen mellen.

Mä sech melle kënnen eleng geet net duer! Hei ass psychesche Schued entstan, hei si Liewe gebrach ginn, hei si Mënsche fir hiert Liewe laang gezeechent. An do geet et net einfach mat enger Entschëlleung duer, och wa se ganz éierlech gemengt ass. Hei muss och Hëllef, och Ënnerstëtzung ugebuede ginn. Hei muss och am Endeffekt bezuelt ginn, am duebele Sënn vun Wuert, fir all dee Schued, dee gemaach ginn ass. Am Ausland gëtt dat evaluéiert, an do ginn och dann den Affer Entschëddungen ausbezuelt. Dat muss och hei zu Lëtzebuerg elo an Ugrëff geholl ginn.

Et ass also nach ganz vill opzeschaffen hei zu Lëtzebuerg. Deen Dossier ass net ofgeschloss, a mir kënnen och nëmme déi Initiativ vun der grénger Fraktioun ënnerstëtzen, fir dass mer hei, um Niveau vun der Chamber, och eng Spezialkommissioun asetzen, fir eis mat deem Dossier ze befaassen. Ech mengen, dass ass sécherlech keng falsch Plaz, wa mer dat hei an eisem Haus maachen.

Här President, de Problem oder d'Gefor vu Mësshandlung vu Kanner ass a bleift aktuell, och wa mer elo eng Rei Initiative wëllen ënnerhuelen. A mir mussen och weiderhi virsiichteg bleiwen an all Efforten an d'Preventioun setzen. Och deene Pro-

positiounen, déi hei scho virdu gemaach gi si vun Viviane Loschetter - et huet eng Rei Punkten opgezielt -, kënnen mer am Fong geholl alleguerten zoustëmmen. Virun allem muss mer besonnesch och en Augenmerk hunn op déi Institutiounen, wou d'Kanner higinn, wou d'Kanner domadder ze dinn hunn: d'Schoul, d'Maisons relais, d'Crèchen, d'Kierchen, awer am Endeffekt och d'Familljen.

An, fir preventiv ze wierken, brauche mer sensibiliséiert a forméiert Personal, déi d'Zeeche vu Kannermisshandlung richteg kënnen ze deite wëssen. A mir brauche Kannerpsychologen zu Lëtzebuerg, déi wëssen, wéi een d'Kanner befreit oder sui-véiert. Mir mussen also och an deem Beräich hei zu Lëtzebuerg nach e gewëssen Know-how opbauen. D'Demokratesch Partei wäert also all Démarche vun der Regierung, déi an déi Richtung geet, och voll ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Eugène Berger. Als nächst Riednerin ass d'Madame Dall'Agnol agedroen. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Merci fir d'Wuert, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister, 32 Milliounen Euro wëllt den däitsche Ministère fir Bildung a Recherche a Projeten investéieren, déi d'Ausmooss, d'Ursaach an och d'Folge vun sexueller Mëssbrauch a Gewalt am Kanner- an am Jugendalter eruerschen.

Wann also e Land, an Zäiten, wou Budgete gekierzt ginn, esou vill Suen investéiert, da weist dat jo och, dass e Problem do ass, wou et wichteg ass en och ze eruerschen an ze begräifen. Et geet also drëms ze kucken, wéi Kannermissbrauch entsteet. A wa mer dat bis wëssen, da wësse mer och, wéi mer besser handele kënnen, fir en ze vermeiden.

Dacks gëtt an de Medië vun einzelnen, méi spektakuläre Fäll bericht, esou dass den Androck kéint entstoen, dass sexuelle Mëssbrauch duerch Friemer den heefegste Fall wier. Deem ass net esou, an dat gouf vu menge Virriedner och scho gesot.

De gréissten Deel vu sexueller Gewalt, dee fënnt an der Famill statt respektiv an deem soziale Raum, deen dem Affer am nooste steet: d'Schoul, Internater, Heemer, souguer am Sport. An et ass och ze bemierken, an dat gouf och scho vun der Madame Arendt hei gesot, dass een net soll esou maachen, wéi wa sexuell Iwwergrëff just an ezelne Famillje géife virkommen, mä et ass e Fait, dass dat an alle soziale Schichte virkënt.

Eng Roll spillen hei sécherlech och d'Medien, d'Medienerzéiung - mir hunn elo kuerz eréischt doriwwer hei geschwat -, an d'Gewalt an d'Pornographie, déi ëmmer méi verbreet sinn, op der Tële, um Handy, um Internet, déi droe ganz sécher net derzou bäi, dass d'Gesellschaft sech positiv entwéckelt.

Wéi déi Froestonn oder déi Aktualitéitsstonn hei ugefrot gouf, do ass och iwwer eng Commission indépendante, d'Fro duerno opgeworf ginn. Elo weess ech net, ech hunn der Madame Loschetter hir Demande, déi se elo hei ofginn huet, net gesinn; ech huele jo un, dass dat net dat nämlecht ass wéi déi Spezialkommissioun. Bon, ech äussere mech dann elo emol zu deem, wat fir d'Aktualitéitsstonn ugefrot gouf.

Eng Commission indépendante: jo, firwat net. Mä ech mengen, et muss awer virun allem dann am Virfeld gekläert ginn, wat sinn d'Missiounen vun där Kommissioun, wat ass den Handlungsspillraum, fir dass mer net, wéi dat scho méi dacks geschitt ass, och op anere Sujeten, erëm eng Kéier en Haifësch ouni Zänn kreéieren, fir dass elo emol einfach bildlech ze verdäitlechen.

Ech hunn uganks gesot, den däitsche Ministère, deen investéiert 32 Milliounen Euro an déi Fuerschung. Da weist dat och, wéi wichteg d'Kollekt eigentlech vun Donnéeën ass. An dat gëllt dann natierlech och fir Lëtzebuerg. Et gouf scho gesot, dass muss eruerscht ginn, wien ass Affer, wien ass Täter, opgedeelt no Geschlecht, no Alter. A virun allem och, a wat fir engem Verhältnis stoungen d'Affer zum Täter.

D'Schoul, bon, d'Schoul, mengen ech, spillt hei och, wéi bei allen oder bei bal alle Sujeten, eng ganz grous Roll. Wat ass d'Toleranzgrenz, wat ass eng normal Bezéiung vun engem Kand zu engem Erwuesenen? Dozou kann d'Schoul bäidroen, fir dass Jonker ebe wëssen, wéini muss ech „Stopp!“ ruffen a wat ass keng normal Bezéiung méi.

Wichtig a Saachen „maltraitance“ sinn awer ganz sécherlech och Organisationsiounen, wéi zum Beispill - ech nennen elo just eng - d'Eltereschoul mat hire Programmer souwéi och d'psychologesch Berodung, d'Begleetstellen an all déi aner verschidden Associatiounen, wou ech aus Zäitgrënn elo net kann opzielen. Ech sinn och der Meenung, dass all déi Initiative mussen weider ënnerstëtzt ginn an och ausgebaut ginn, mä vläicht awer och nach méi bekannt gemaach ginn no baussen.

An Däitschland leeft jo och eng Diskussioun iwwert déi sougenannte Sécherheitsverwahrung. Dat heescht: Wat geschitt mat engem Täter, wann e seng Strof ofgesiess huet, wann e vläicht och nach als ontherapierbar gëllt? Dat ass e ganz schwieregt Thema, wou ee sécherlech net kann an enger Aktualitéitsstonn a fënnf Minutten drop agoen. Ech mengen awer, dass dat Thema och fir Lëtzebuerg wichteg ass, an et och net oninteressant ass, déi Diskussiounen do ze verfollegen.

Eng lescht Fro gouf opgeworf, déi no der Prescriptioun. Festzehale gëtt emol, an dat hunn och meng Virriedner gesot, et ass eng gutt Saach, dass zënter dem Gesetz vum Oktober 2009, déi eréischt uleift, wann d'Affer 18 Joer huet, dass heescht d'Majoritéit erreicht huet.

An der Schwäiz, do huet e Referendum am November 2008 derzou gefouert, dass d'pädokriminell Dote guer net méi vjähre kënnen. D'Fro ass natierlech - och an anere Länner, an notament och an eisen Nopeschlänner gëtt se diskutéiert - och ganz kontrovers. An Däitschland sinn eng Rei Bundesländer fir eng Schwäizer Léisung. Allerdéngs mengt hir Bundesministerin, de Problem wier, dass no esou enger langer Zäit, ech schwätzen elo vu 40, 50 Joer, et ganz schwéier wier, nach Zeien ze fannen oder och déi genau Faiten ze retracéieren.

Wann een dat elo aus der Optik vun Affer kuckt, dass vläicht no Joren eréischt bereet ass a capabel ass, auszesoen, dann ass dat fir si, fir d'Affer, natierlech e mënschlecht Drama, wa se net vun der Gesellschaft als Affer unerkannt ginn, och wann déi Faiten do vläicht laang zrëckkleien.

An als Beispill - an dat gouf schon opgefouert - kann ee sécherlech un déi rezent Fall an der Kierch erënneren, wou d'Affer effektiv eréischt bereet waren, no Joren auszesoen, an och iwwerhaupt capabel waren, doriwwer ze schwätzen, wat an der Kannerzäit oder an der Jugendzäit an Heemer, Internater an esou weider geschitt ass. An dass se iwwerhaupt de Courage fonnt hunn, heiriwwer ze schwätzen, no esou langer Zäit, mengen ech, dass ass luewenswäert.

Bei der Diskussioun iwwert déi Verjähungsfrist prallen also zwou ganz verschidde Vuen openeen an d'Zäit geet och heifer net duer, fir seriö an och fundéiert eng Diskussioun mat pro a kontra eng Verjähungsfrist ze féieren. Mir sinn als Sozialisten allerdéngs der Meenung, dass se muss an och soll gefouert ginn, mä dann awer och objektiv a mat genuch Zäit.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Dall'Agnol. Elo kritt d'Wuert den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn héieren, dass hei eng Rei Leit esou maachen, als wieren d'Mëssbrauchsfäll elo e Charakteristikum vun der kathoulescher Kierch.

Ech wëll d'Madame Loschetter awer speziell emol drun erënneren, dass an där Zäit, wou dat haaptsächlech geschitt ass, déi gréng Parteien derfir plädéiert hunn, fir déi Sexualitéit och an de Gesetzer komplett ze liberaliséieren. Wat deemools, ufanks vun

de 70er Joren, vun deene Gréngen als Kuschelpedagogik verkaaft gouf, dass géife mer haut sexuelle Mëssbrauch nennen! Dir kënt emol vläicht d'Videopopnahme vun Daniel Cohn-Bendit an anere Grénge kucken an lech dann informéieren iwwert d'Geschicht vun Ärer Partei am Dossier Kannermissbrauch, Madame, ier Der hei iwwer anerer hierfaalt.

A fir eis, dass wëll ech och soen, wa mer iwwer Gewalt géint Kanner schwätzen, da fänkt bei eis d'Suerg ëm d'Sécherheet an d'Gesondheet vun de Kanner virun der Gebuert un, dann, wann d'Kand emfaange gëtt. An et geet net fir hei en Deel vun der Gewalt géint d'Kanner auszublenden, nämlech d'Ofdreiwungsgewalt. Fir eis ass et wichteg, dass d'Kanner virun der Gebuert geschützt sinn, wéi no der Gebuert.

Elo wëll ech awer och hei soen, dass mer opmierksam maachen op de Mëssbrauch mam Mëssbrauch. Besonnesch d'Pappen a Scheedungssituatiounen ginn dacks mat Virwërf vu Gewalt oder sexuellem Mëssbrauch konfrontéiert, déi vollkommen onbegrënt sinn - dat seet och eise Parquet; et ass elo net, well ech elo hei speziell och fir Männerrechter wëll anrieden, mä de Parquet seet dat och - a ganz aner Motiver hunn.

Ech erënnere mech un eng Mamm, déi aus enger Berodung bei enger landbekannter Fraenhëlleforganisatioun koom a mech duerno direkt ugeruff huet, fir mir ze erzielen, wat si do erzielt krut. Hir Gesprächspartnerin hat hir nämlech un d'Häerz geluecht: „Sot, Äre Mann wier un d'Kanner gaang, an e gesäit se ni méi!“

Ech wëll elo hei keng Kommentaren iwwert déi Moral maachen, déi do derhandert steet. Ech wëll just soen, loosse mer oppassen op de Mëssbrauch mam Mëssbrauch! Et ass net alles wouer, wat erzielt gëtt!

A wann och de sexuelle Mëssbrauch duerch Männer an de Medien thematiséiert gëtt - et gëtt jo ëmmer gesot, de Papp, de Monni, de Brudder -, a wat net thematiséiert gëtt, dass ass de sexuelle Mëssbrauch duerch d'Fraen, an dee gëtt et och! Dee gëtt och am Ausland diskutéiert. Just hei am Land maache mer, als géif et dat net ginn. D'Affer ginn domadder zweemol traumatiséiert, eng Kéier duerch de sexuelle Mëssbrauch an eng Kéier doduerch, dass keen hinne gleeft, well jo virausgesat gëtt, dass eng Fra net kann e sexuelle Mëssbrauch maachen. Dat ass och net wouer!

Jiddefalls mussen all déi Fäll, wou Gewalt a sexuelle Mëssbrauch vu Police a Justiz ganz genee ënnersicht ginn, wann néideg och verfollegt ginn. Dobäi muss awer an all Phas vun der Enquête op Objektivitéit a Wourecht Wäert geluecht ginn. Haut ass et esou, dass e Mann scho bal automatesch ënner Verdacht steet, fir seng Sexualitéit ze mëssbrauchen, well en eben e Mann ass. A mat esou sexistesche Viruerteeler muss mir opräumen!

Eng Schold muss ëmmer fir d'Éischt op eng glafwierdeg an iwwerzeegend Manéier bewise ginn. A Manipulatiounen, besonnesch a Scheedungssituatiounen, mussen ausgeschloss ginn. Et muss ëmmer gëllen: „in dubio pro reo“.

D'Verlängerung vun de Prescriptiounszäiten, fir nach doriwwer e Wuert ze soen, dass och net onproblematesch. Et muss ëmmer an engem Rechtsstat eng Beweisméiglechkeet ginn. An et muss och opgepasst ginn, wéi bewise gëtt. Mir erënnere eis, an Amerika gouf et laang Zäit déi Method vun der psychologescher Opdeckung vu sougenannte verdrängten Erënnerungen, bis domadder opgehale gouf. Honnerte vu Männer sinn onschëlleg an de Prisong komm. Op déi Manéier hoffe mer, dass mer hei am Land ni an esou eng Situatioun vun enger Hexejuegd kommen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Sou, domadder wier d'Diskussioun hei ofgeschloss. An elo kritt d'Regierung d'Wuert, d'Madame Familljeministesch Marie-Josée Jacobs.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif och wëllen der Madame Loschetter an alle



Riednerinnen a Riedner Merci soe fir hir Ausföerungen hei zu dem Thema vun der... Ech hunn et esou gelies, et wier eng Debatt iwwert d'Protektioun vun de Kanner géint d'Gewalt a sexuelle Mëssbrauch. Ech hat gemengt, et wier net exklusiv sexuelle Mëssbrauch. Mä dat ass awer net schlëm, wa mer elo doriwwer den Owend net geschwat hunn.

Ech si ganz gäre mat all deenen d'accord, déi hei gesot hunn, datt et dat schlëmmt Verbrüche wier vis-à-vis vu Kanner, wat géif gemaach ginn, an och mat der Madame Arendt, déi gesot huet, datt et eppes wier, wat ni géif heelen a wat éiweg an deene Kanner an an deene Leit géif doranner bleiwen.

Ech wëll awer op där anerer Säit och soen, datt mer zënter Joren hei zu Lëtzebuerg op verschidde Niveaue Preventioun gemaach hunn, Hëllef fir d'Affer an och d'Unerkennung vun de Symptomer. An ech wëll lech vläicht eng Broschür weisen, déi mer 1997 erausginn hunn - se ass nach ëmmer disponibel, wann Der se gären hätt -, wou zum Beispill Baiträg dra si vum Dokter Seligmann, vun dem Gisèle Medinger, dem Carine Weyer, dem Mill Majerus, dem Gilbert Pregno, a virun allem och vun der Madame Dokter Marie-Paule Molitor-Peffer, déi doranner d'Beispill beschriwwen huet vum klänge Mike.

E Jong, deen eigentlech vernoléisst gouf doheem - wat ganz dacks den Ufank vun esou Saachen ass - an deen dunn op eemol bei een Typ do komm ass, an dee war fein mat em, an deen ass mat em an de Kannerpark gaangen, an deen huet hei an do mat em gemaach. An d'Folge brauch ech lech net laang ze erklären.

Dir gesitt also, datt esou Saachen eppes sinn, wat sech jo op laang Zäit opbaut. Dat ass jo net eppes, wat vun haut op muer geschitt. Mä fir awer och domadder ze weisen, datt mer net gewaart hunn, bis elo déi doten Diskussioun ugaangen ass, fir eis do dergéint ze wieren.

Eng aner Broschür, déi mer ëm déi 2000 erausginn hunn, dat ass: „Les abus sexuels à enfants“, déi vun der deemoleger Commission consultative des droits de l'Homme, dem Comité ad hoc des droits des enfants erauskomm ass, wou et och ëm ganz vill Informatioun gaangen ass, a wou ech denken, datt och do opgrond vun deenen Diskussiounen den 1. Dezember 1999 eng Cellule d'intervention spécialisée multidisciplinaire mam Numm Info Viol-Violence sexuelle agesat gouf, an där verschidde A.S.B.L. en a Servicer an der Preventioun, an der Prise en charge stationnaire an och ambulante geschaff hunn, fir den Affer an och de Kanner ze hëllef, mä awer och de Familljen. Déi haten deemools eng zousätzlech Aufgab kritt, nämlech, fir och dem Léierpersonal, éducativem Personal, Gesondheetspersonal, och wann déi en Zweifel haten, ob esou eppes géif virleien, fir deenen dann och déi néideg Informatioun ze ginn. Et wor en Téléfon, dee fonctionnéiert hat.

Här President, et fält mir schwéier, ze schwätzen.

► **M. le Président.**- Ech géif lech wierklech bidden, nozelauchteren! Et ass e seriöse Sujet.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Wann esou haart geschwat gëtt, ass et wierklech schwéier, fir och ze schwätzen.

(Interruption)

Duerfir hunn ech mer och erlaabt, ze soen, datt et schwéier wier, well wann Dir et gewiescht wiert, hätt ech mech jo net getraut.

(Interruption)

Dir gleeft dat och net. Ech och net.

(Hilarité)

Mä ech denken, mir sinn elo hei derbäi, fir ze soen, mer hunn dem Service eng zousätzlech Aufgab ginn, ebe fir och deem Personal déi Hëllef ze ginn, fir eben ze erkennen, wann esou eppes géif virleien.

Leider ass dovunner net vill Gebrauch gemaach ginn. Et ass en Téléfon, dee vu méindes bis samschdes besat wor. Mä ech denken, datt dat och dohier komm ass, datt eng ganz Partie vun deenen Associatiounen, déi do dra woren, d'Leit direkt

dohinner gaange sinn. Ech denken do un den ALUPSE - d'Association luxembourgeoise pour la prévention des sévices à enfants -, de Planning familial, d'Psy-Jeunes vun der Croix-Rouge, de PAMO - de Projet d'action en milieu ouvert vum Kannerschlass - an och d'Fondatioun Pro Familia.

Mir hunn den Telefonsnummer gehat - an hunn en, mengen ech, och elo nach - vum Bobby, de Kanner- a Jugendtéléfon, Femmes en détresse, d'Meederchershaus, SOS-Détresse, Hëllef iwwer Téléfon, an all Aktivitéiten, ob Associatiounen...

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Hei, ech bidden lech wierklech opzepassen!

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Ech gi mech hei drun, fir datt ech esou an der Zäit sinn, Här President.

Ech wëll och soen, ech hätt lech gären dat alles virgelies, mä ech wëll dat awer lech net undinn. Ech mengen, ech kéim dann och net mat der Zäit aus. Mä Dir kennt am Aktivitéitsrapport vun dem Familljeministère an de Säiten 192 bis 221 nokucken, all déi Servicer, déi et gëtt, all déi Aktivitéiten, déi gemaach ginn am Interessi vu Kanner, déi an Détresse sinn, an hire Familljen. An ech denken och, datt dat eppes ass, wou ee gesäit, datt wierklech och villes hei zu Lëtzebuerg gemaach gëtt.

Datt een ëmmer ka soen, et misst nach méi gemaach ginn, et misst aneschters gemaach ginn, domadder sinn ech gären d'accord. Mä, wéi gesot, et ass awer net, datt mer hei elo géife bei null ufänken.

Wa mer iwwert d'Gewalt schwätzen, da wësse mer, datt et vill verschidde Zorte gëtt. An den Dokter Seligmann seet, eigentlech déi gréisste Gewalt, déi de Kanner ugedoe gëtt zu Lëtzebuerg, ass déi vun der Vernoléissegung: Kanner, no deenen net gekuckt gëtt; Kanner, déi näischt Uerdentlech ze iesse kréien an esou virun, an da selbstverständlech all kierperlech a physesch an affektiv Gewalt. Och wa kee Mënsch mat engem frou ass, dann ass dat och eng Gewalt, mat där et schwéier ass, grouss ze ginn. Da muss een net gebeetscht ginn an et muss een net aner Saachen erliewen, mä och dat ass eppes, wou een domadder jo net kann eens ginn. Selbstverständlech och de sexuelle Mëssbrauch.

A wann ech dann zu deene Punkte komme vun der Madame Loschetter, och vun där Plaz vun der onofhängeger Kommissioun oder där onofhängeger Plaz, déi misst geschaf ginn: Ech denken awer - et ass net de Mëtteg bis elo vu kengem hei gesot ginn -, mir hunn awer de Kannerrechtscomité. Dat ass en onofhängegt Organ, wat neutral ass a wat eng grouss Visibilitéit huet, duerch déi vill Öffentlechkeetsaarbecht, déi vun der Presidentin, der Madame Rodesch-Henges, hire Memberen a Mataarbechterinne gemaach gëtt. An ech mengen, dass zu Lëtzebuerg kee Kand a keng Familljen d'Madame Rodesch net géife kennen. Si sinn do fir d'Kanner, si sinn do fir d'Familljen, mä awer och fir all déi Leit - an d'Madame Kemp-Arendt hat elo grad gefrot -, och wa Problemer si fir Leit, déi wëllen Informatiounen hunn, déi sech och kennen do melle goen.

Duerfir géif ech wierklech mengen, datt déi Motioun, déi doriwwer komm ass, datt dat awer eppes wier, wou mer eis solle gutt iwwerleeën, ob dat de richtige Wee ass, erëm en neit Organ ze schafen. Mir sinn hei an engem klänge Land. An du muss ëmmer erëm déiselwecht Leit huelen, fir dach erëm esou Servicer ze besetzen. Duerfir mengen ech, datt dat eppes wier, wat mer net unbedéngt géife brauchen.

► **M. le Président.**- Madame Minister, erlaabt Der, datt d'Madame Loschetter lech eng Fro stellt?

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Selbstverständlech.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Merci, Madame Ministesch. Mir haten d'Chance, de Moien de ganze Comité vum Ombudsrecht fir Kanner an der zoustänneger Familljekommissioun empfanke ze kennen. An ech ginn lech Recht, datt vläicht dat do Gremium kéint dat richteg onofhängegt Gremium sinn. Aller-

déngs hunn déi Leit selwer gesot, datt se sech eigentlech sehnen no enger einfach accessibeler a visibeler Ulafstell. Esou hat ech et a menger Ried gesot, well si sech awer e bëssen onvisibel emfannen, do, wou se sinn.

Ech schwätze vun enger Ulafstell. Ech schwätzen net, datt vläicht jiddwereen d'Madame Rodesch kennt. Hei geet et jo drëms, datt Kanner a Jugendlecher wëssen, wou se sollen direkt kënnen higoen. Wou se kënnen higoen.

Duerfir meng Fro un lech: Mengt Dir net, datt d'Visibilitéit an d'Accessibilitéit fir Kanner a Jugendlecher vum Ombudscomité fir d'Recht vun de Kanner eigentlech këinten - an deen heite Kontext wär e gudden Ulass - verbessert ginn, wéi do, wou se de Moment sinn?

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Also, wann et hei ëm d'Lokalitéit dovunner geet, a wa mer domadder dee Problem géife geléist kréien, da mengen ech, da wier dat awer eppes, wou mer nach missten eng Äntwert dorobber fannen, ouni erëm en neit Gremium ze schafen, wou mer dann och erëm müssen d'Lokalitéite fannen, déi méi visibel sinn.

Mä ech mengen awer op där anerer Säit, de Succès an och d'Demande vun deenen, déi u si gestallt ginn, sougutt vun de Kanner wéi och vun anere Leit, beweisen awer, datt si eng grouss Visibilitéit hunn, an datt een aneren, dee kéim, sech déi emol erëm eng Kéier all misst erschaffen. Well dat ass jo näischt, wat ee vum selwe kritt.

Mä wéi gesot, ech sinn awer gäre bereet, driwwer ze kucken an ze kucken, wou mer eng aner Plaz fannen, wou se da méi visibel logéiert wieren, fir datt se dann och méi accessibel wieren. Dat ass sécher eng aner Fro.

► **M. le Président.**- Madame Minister, erlaabt Der nach, datt d'Madame Arendt lech eng Fro stellt?

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- All Mënsch ka mir eng Fro stellen, soulaang wéi Är Deputéierten heibleiwen, Här President.

(Hilarité)

► **Mme Nancy Arendt (CSV).**- Ech wollt froen, ob d'Madame Ministesch och den Ombudscomité fir d'Kanner als Ulafstell gesäit fir d'Matwësser?

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Jo, jo, absolut. Also, ech mengen och, dat ass jo just dat, wat ech eigentlech wollt soen. An dat ass dorobber och komm, datt d'Leit dat doten, mengen ech, e bësselchen heiansdo ze vill liichtfankeg huelen.

Ech si fir eng Kéier mam Här Kartheiser d'accord - et ass jo net ganz dacks, wou dat virkënt -,...

► **Plusieurs voix.**- Oh!

(Hilarité)

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Waart emol, waart emol, iwwer wat.

► **Plusieurs voix.**- Ah!

(Hilarité)

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- ...wann e seet, datt een och misst oppassen, datt een net géif iwwerall Hexejuugden ufänken. Dat ass eppes, mer hunn de Mëtteg zu engem Deel Hexejuugden erlieft. Dat muss net sinn.

Mä wann een awer hei e Verdacht huet, da müssen d'Leit wëssen, wann duerno eppes geschitt, datt si da stroffälleg sinn. An ech wëll wierklech hei vun deser Plaz nach eng Kéier profitéieren, fir dat ganz kloer an däitlech ze soen. Et geet net duer, fir ze soen: „Oh, do ass vläicht eppes, an ech wëll awer elo net dee sinn, deen deen do uschäisse geet.“

Wa bis d'Kand am Dreck läit, dann ass et ze spët. An duerfir och fir deen, dee vläicht net sech traute, fir direkt esou éieren hinzugeen, ass et eng gutt Geleeënheet, fir hei bei dee Service ze goen an ze soen: „Mir hunn de Verdacht, datt do vläicht eppes ass. Mir sinn awer net sécher, ob dat eppes ass, a mir wëllen net direkt op de Parquet goen.“ Ech mengen, datt

dat doten och déi Plaz wier, wou een dat duerhaus kéint maachen.

Här President, ech fäerten, datt ech net alles ka soen, wat ech eigentlech wollt soen, mä ech wëll awer och drun erënnere - an de Gesondheetsminister huet elo grad drop higewisen: Mir hu jo nach net virun allze laanger Zäit d'Gesetz gestëmmt iwwert den Office national de l'enfance, wou eng ganz Partie och vu Moosname virgesi sinn, wou et och drëm geet, fir wierklech ze soen, wou ass wat, wat fir eng Preventioun gëtt gemaach; d'Prise en charge précoce an dann awer och déi divers Hëllef, déi kënnen ugebuede ginn. Respektiv awer och, datt déi Risques vu Maltraitance, vun Abus sexuels, déi dann awer och do deem Comité, dem ONE kënnen matgedeelt ginn, an deen dann natierlech, wann en denkt, datt eppes ass, dat da viru bei de Parquet gëtt.

Et kann net sinn, datt Leit, wou e Verdacht do ass, datt dat net bei de Parquet geet. Well mer kënnen keng Situatioun entstoe loossen, wou et ausgesäit, wéi wann et zwou Justicen hei zu Lëtzebuerg géif ginn.

Mat desem Gesetz rechne mer, datt mer e Renforcement kréie vun der Koordination, der Kohärenz an och der Kontinuitéit vun deenen Hëllef, déi müssen ugebuede ginn, ob dat an deem fräiwëllegen oder och vläicht an deem Kontext ass vun där Hëllef, déi d'Famillje brauchen, ouni datt se dat vläicht denken. Duerfir, all Demandé ginn do vun hinne gekuckt, an ob se dann och éligibel sinn, ze kucken, datt och dann déi néideg Hëllef do definéiert ginn. Dat soll e Guichet unique eigentlech si fir all Demanden, déi erakommen, a wou och d'Orientatioun vun deene Leit geschitt.

An da schliesslech och dat, wat vun Ärer Säit gefrot gouf a vu villen aneren, dat ass dann och d'Fro vun de Statistiken. Dat wäerte mer iwwert dat Gesetz an der Zukunft kréien. An dann hänt et natierlech dovun of, ob een da seet: „Ma, et geet eis mat deene Statistiken, déi do gemaach ginn, eleng net duer, a mir hätten nach gären, wann nach zousätzlech d'Universitéit, oder wien nach ëmmer, doriwwer viru Fuerschung mécht.“ Dat ass eppes, wat duerchaus méiglech ass. Mä ech mengen, opgrond vun deem Gesetz hu mer emol endlech d'Chance an d'Méiglechkeet, fir och kënnen iwwerhaupt dorobber Antwerten ze ginn.

An dem Gesetz selwer sinn néng Prozesser eigentlech dran, fir och d'Standarden vun der Qualitéit, déi an deenen Institutiounen ugebuede ginn, fir dat och ze garantéieren.

Ech denken och, datt d'Qualitéit eppes ass, wat wichteg ass. Et geet net nëmme duer, wa mer iwwert déi Virfall geschwat hunn, oder Dir doriwwer geschwat hutt, da muss een och wëssen, ënner wat fir enge Konditiounen dat ganz dacks déi Zäit stattfonnt huet. Mir hunn an deene leschte Jore schon enorm vill Effort gemaach, wierklech fir ze kucken an den Institutiounen och selwer, well och haut geschéien nach esou Saachen.

An haut kommen nach ëmmer, mat all deem, wou Dir oppasst, sinn ëmmer nach och Virfall, déi geschéien, déi selbstverständlech direkt bei de Parquet gemellt ginn. An op där anerer Säit een awer och gesäit, wann ech hei héieren hunn, datt dat nach heiansdo esou en Tabuthema wier, bal all Woch ass jo awer e Prozess an der Zeitung, wou ee vun den Elterendeeler, meeschtens de Papp, mä ech géif gären dee gesinn, dee géif mengen, et géif keng Frae ginn, déi esou eppes och kéinte maachen.

Also, firwat sollen déi eng méi helleg si wéi déi aner? Also, dat ass eppes, wat ech mengen, wat een net kéint soen, datt dat nëmme déi eng wieren, déi esou eppes géife maachen.

Mä wéi gesot, eng ganz Partie och Formation continue, och vu Supervisioun, déi deene Leit do ugebuede gouf, wat och wichteg ass fir all déi Persounen, déi an deenen Institutiounen, an deene Servicer schaffen.



E grouse Fortschrëtt, deen awer gemaach gouf, ass, datt méttlerweil och an der Formation initiale d'Detektioun och vun der Gewalt a besonnesch och vum Abus sexuel virgesinn ass. Well mir kréien et net fäerdeg, fir op all déi Froen eng Äntwert ze fannen, wa mer dat nëmme mat Spezialiste maachen, mä dat ass eppes, wat an der Formation initiale muss dra sinn, well soss gëtt dat näischt.

D'Gesetzer upassen an d'Délaien: Ech géif och hei de Justizminister entschëllegen, deen den Owend net kann hei sinn, mä dee wierklech och do méi zréckhalend ass, fir déi Délaien ze verlängeren, mat och Argumenter, déi, ech denken, net vun der Hand ze weise sinn. Et sinn och déi den Owend hei opgeléicht ginn.

Dat, wat ech net richteg verstanen hunn, datt ass, datt Der wëllt e Schadensersatzfong maachen, wou ech awer net weess, wien dee soll speisen a wien dee soll bezuelen. Wann den Täter dout ass, weess ech net, wien dann herno dofir responsabel ass, fir da mussen ze bezuelen.

Ech sinn och mat lech d'accord, datt se ganz dacks fir d'Éischt d'Affer sinn an duerno Täter ginn. Datt dat elo eng Situation ass, déi sécher a ville Fäll virkënt, wësse mer.

Statistiken, doriwwer hunn ech mäint gesot.

Och Instanzen, fir sech ëm d'Täter ze këmmen, ech denken, datt dat eppes ass, wat mer kennen aus dem Beräich och vun der Gewalt. Et ass sécher och eppes, wat ee misst viruféieren. Och hei, besser Informatioun a Sensibilisatioun, mengen ech, gi virun allem emol doriwwer, datt een net nëmme ëmmer déi Sensibilisatioun an Informatioun mat deene Plakaten do mécht.

Well ech mengen net, datt dat dat ass, mä datt ee wierklech ëmmer erëm probéiert, an dat ass och den Owend méi wéi eng

Kéier gesot ginn, datt ee wierklech och doriwwer diskutéiert a kuckt an ëmmer erëm et am Gespréich behält, fir och ze wëssen, datt do villes geschitt op alle Pläng, an dat ass och hei vun der Madame Dall'Agnol gesot ginn. Et ass net nëmme eppes vu verschiddene Leit a vu verschiddene Familljen. Et ass an alle soziale Schichten, wou dat virkënt. An egal wien datt et ass an egal wéi een et mécht, muss een Hëllef ginn.

Ech denken, datt all déi Servicer, déi mer hunn, wou den Här Berger drop higewisen huet, datt een och do muss kucken, datt déi Leit - ech hoffen, datt mer dat fäerdeg kréien iwwert den ONE - besser matenee vernetzt ginn a sech méi kënnen dorobber spezialiséieren an domadder och méi eng adequat Hëllef kënnen ginn, fir d'Affer, wa se kleng sinn an och wa se méi grouss sinn, respektiv och fir Familljememberen, well et ass jo heiansdo net nëmme deen, deen dat selwer erlieft huet, mä och déi ronderëm, déi domadder bedeelegt sinn, sou datt ech denken, datt mer domadder awer och eng Äntwert op déi Froe kéinte ginn.

An, Här President, domadder sinn ech op 15.03 a géif lech alle gäre Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech géif der Madame Minister Merci soen. Domadder wär och d'Diskussioun eriwwer.

Motion 1 et demande de mise en place d'une commission spéciale sur le phénomène des violences notamment sexuelles sur mineurs

Mir hunn awer hei nach eng Motioun an eng Resolutioun, iwwert déi mer nach kënnen ofstëmmen. Fir d'Éischt d'Motioun. Wëllt nach een...

(Interruptions)

Et ass u sech e Bréif, jo. Et ass e Bréif, wou hei gefrot gëtt, fir eng Kommissioun anzusetzen, wou awer de Plenum hei muss decidéieren, ob en dat wëllt maachen oder net, da géif ech déi Demande mat deem Bréif zum Vote stellen.

Mä fir d'Alleréischt iwwert d'Motioun; wëllt nach een dozou Stellung huelen?

Dat ass net...

Jo, den Här Kartheiser!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här Präsident, mir hu jo elo héieren, datt d'Madame Minister eng Rei Observatiounen hat, déi awer net vun der Hand ze weise sinn, an ier mer vläicht elo Instanzen hei wëllen an d'Liewe ruffen, wier ech awer frou, wa mer kéinten an der Kommissioun eng Kéier doriwwer diskutéieren an dann et nach eng Kéier an de Plenum huelen.

Also, ech géif proposéieren, mir diskutéieren nach eng Kéier a Rou iwwert déi Saachen an dann huele mer et nach eng Kéier an de Plenum.

► **M. le Président.** - Ech gesinn hei keng Majoritéit fir Är Propositioun, Här Kartheiser, da stëmme mer doriwwer of.

Entschëllegt, den Här Hoffmann freet d'Wuert nach.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Ech hat mech zum Thema selwer virdrun, zu den Débaten net zu Wuert gemellt, well ech och wierklech net vill Neies hätt kënnen méi bäidroen. Ech mengen, et war alles gesot. An alle Riedner - ausser engem - kann ech do vollstänneg zoustëmmen.

Ech kann och där Motioun hei zoustëmmen. De Centre d'écoute mat enger ganz spezieller Aufgab, deen ideologesch a reliéis neutral ass, dat schéngt mer eng absolut sënnvoll Iddi ze sinn. An eng Spezialkommissioun, déi zäitweilig tagt a virun allem am preventive Beräich da ka Pisten

opweisen, déi jo dann ënner Ëmstänn an anere Kommissiounen kënnen weidergoen, dat fannen ech och eng absolut vernünfteg Iddi.

► **M. le Président.** - Sou, da stëmme mer elo fir d'Éischt iwwert d'Motioun of.

Vote sur la motion 1

Ech huelen un, de Vote électronique ass gefrot. Da fänkt d'Ofstëmmen un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss, an d'Motioun ass ofgewise mat 31 Nee- géint 17 Jo-Stëmmen an 1 Enthaltung.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 31 voix contre, 17 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: M. Ben Fayot;

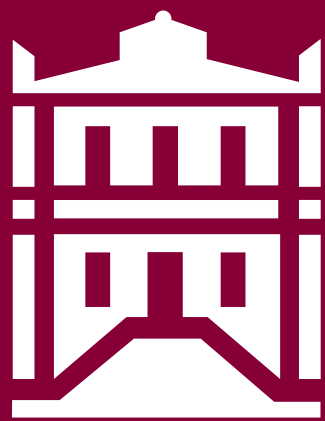
MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par M. Eugène Berger) et Claude Meisch;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mme Sylvie Andrich-Duval, MM. Fernand Boden (par M. Mill Majerus), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Lucien Clement), Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Thiel), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par M. Emile Eicher) et Raymond Weydert (par M. Paul-Henri Meyers);



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

Sommaire des séances publiques n^{os} 18 et 19

Ordre du jour	p. 201-203
6222 - Projet de loi modifiant les articles L.222-4 et L.222-9 du Code du travail	p. 203-207
Dépôt d'une motion par M. Félix Braz	p. 207-208
6196 - Projet de loi portant réforme du système de soins de santé et modifiant:	
1. le Code de la Sécurité sociale;	
2. la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers	p. 208-209
6208 - Projet de loi modifiant la loi du 11 novembre 2009:	
1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes;	
2. modifiant certaines dispositions du Code du travail	p. 209-212
6170 - Projet de loi concernant les organismes de placement collectif et	
- portant transposition de la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) (refonte);	
- portant modification:	
- de la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;	
- de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;	
- de l'article 156 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu	p. 213-215
6183 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée et portant transposition	
- de l'article 3 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;	
- de la directive 2009/69/CE du Conseil du 25 juin 2009 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne la fraude fiscale liée aux importations;	
- de la directive 2009/162/UE du Conseil du 22 décembre 2009 modifiant diverses dispositions de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée;	
- de la directive 2010/66/UE du Conseil portant modification de la directive 2008/9/CE définissant les modalités du remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée, prévu par la directive 2006/112/CE, en faveur des assujettis qui ne sont pas établis dans l'État membre du remboursement, mais dans un autre État membre	p. 215-216
Questions parlementaires - Article 80(5) du Règlement de la Chambre des Députés	
- Question n°2458 du 9 avril 2008 de M. Xavier Bettel relative à l'engagement budgétaire pris par le Ministre du Trésor et du Budget dans le cadre de l'acquisition de terres du Grand-Duc près du Château de Colmar-Berg, adressée à M. le Ministre des Finances	p. 216
- Question n°664 de M. François Bausch du 20 mai 2010 relative aux recettes et dépenses engendrées pour le budget d'État par l'application d'une tranche indiciaire, adressée à M. le Ministre des Finances	p. 216
- Question n°925 de M. Xavier Bettel du 28 septembre 2010 relative au paquet de mesures d'économies, adressée à M. le Ministre des Finances	p. 216-217
Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre des Finances, relative aux mesures décidées lors de la bipartite du 15 décembre 2010	p. 217-222
Discours de fin d'année de M. le Président	p. 222-223

Déclaration du Gouvernement sur les propos d'un membre du Gouvernement dans le cadre d'une enquête policière	p. 224-229
Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés	p. 229
Communications	p. 229
Changement de dénomination de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne	p. 229-230
Ordre du jour	p. 230
Heure de questions au Gouvernement	
- Question n°95 du 25 janvier 2011 de M. Ali Kaes relative à la participation personnelle en cas d'admission en policlinique dans un hôpital, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale	et
- Question n°96 du 25 janvier 2011 de M. Félix Braz relative à la participation de 2,5 euros à charge des assurés pour le passage en «policliniques», adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale	p. 230
- Question n°97 du 25 janvier 2011 de M. Ben Scheuer relative au récent braquage informatique du marché des échanges de quota CO ₂ , adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 230-231
- Question n°98 du 21 janvier 2011 de M. Eugène Berger relative à la situation de l'Administration de la Navigation aérienne, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 231
- Question n°99 du 25 janvier 2011 de M. Roger Negri relative aux travaux préparatifs liés à la mise en place d'un tram léger dans la ville de Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 231
- Question n°100 du 25 janvier 2011 de M. Fernand Kartheiser relative aux récentes prises de position des professeurs de français, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle	p. 231-232
- Question n°101 du 21 janvier 2011 de M. André Bauler relative à la construction des nouveaux bâtiments pour les besoins de l'Administration de la Nature et des Forêts à Diekirch, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 232
- Question n°102 du 24 janvier 2011 de M. Fernand Etgen relative à la construction d'un nouveau hangar pour les besoins de Luxembourg Air Rescue, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 232
Motion de M. Ben Fayot concernant la liberté d'expression et d'information dans l'UE	et
Résolution de M. Ben Fayot relative au soutien de la Chambre des Députés au peuple tunisien	p. 233-235
Motion de M. Félix Braz concernant la prolongation de la mission en Afghanistan	p. 235-236
Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et Télécommunications	p. 236
6221 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi;	
6228 - Proposition de modification de l'article 167 du Règlement de la Chambre des Députés	et
6229 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés	p. 236-237
Heure d'actualité du groupe DP au sujet de la problématique du suicide au Luxembourg	p. 237-240
Heure d'actualité du groupe déi gréng au sujet de la protection des enfants contre la maltraitance et les abus sexuels	p. 240-245

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Claude Haagen (par M. Ben Fayot), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer (par Mme Claudia Dall'Agnol).

Se sont abstenues: Mmes Nancy Arendt et Vera Spautz.

Wëllt een seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da géife mer och elo nach iwwert déi Demande vun där grénger Fraktioun ofstëmmen, fir eng Spezialkommissioun ze instituieren.

Vote sur la demande de mise en place d'une commission spéciale sur le phénomène des violences notamment sexuelles sur mineurs

Ech huelen un, do ass och de Vote électronique gefrot. Da géife mer och hei mam Ofstëmmen ufänken.

D'Maschinn schéngt nach e bëssen ze brauchen. Voilà, de Vote fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss. Och dës Demande ass ofgewise mat 36 Nee- géint 14 Jo-Stëmmen a 4 Enthaltungen.

Résultat définitif après redressement: la demande est rejetée par 37 voix contre, 14 voix pour et 4 abstentions.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Paul Helming (par M. Eugène Berger), Claude Meisch et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz et Mme Viviane Loschetter;

M. Jean Colombera;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Lucien Clement), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marc Lies), Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Mill Majerus), Norbert Hauptert (par Mme Christine Doerner), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Emile Eicher), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul

Schaaf (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Jean-Louis Schiltz), Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Lucien Thiel), Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank) et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par Mme Claudia Dall'Agnol), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri et Ben Scheuer (par M. Marc Angel).

Se sont abstenus: Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ech ginn dovun aus, dass kee wëllt seng Enthaltung begrënnen.

Domadder ass dës Punkt och ofgeschloss, a mir sinn dann och um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënn muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.01 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

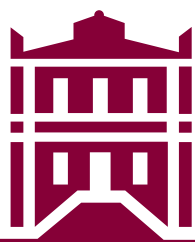
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0898	Fernand Kartheiser	Frais de voyage des membres du Gouvernement
0965	Marc Spautz	Hall des soufflantes
0982	Claude Haagen	Accès des héritiers aux déclarations d'impôt des années précédentes du contribuable décédé
0989	Camille Gira	Acquisition de droits d'émission CO ₂ dans le cadre du Protocole de Kyoto
1012	Félix Braz	Entreprise soupçonnée d'intervenir dans l'exportation d'équipements industriels destinés au programme nucléaire iranien
1013	André Bauler	Pénurie d'enseignants dans l'enseignement secondaire
1015	André Bauler	Projet-pilote «PROCI»
1020	Marc Angel	Délais de candidatures non respectés
1021	Xavier Bettel	Boeing 747 garé depuis longue date sur le tarmac de l'Aéroport de Luxembourg
1022	Eugène Berger	Chargés de cours
1023	Jean Huss	Second plan d'action européen «Environnement et Santé»
1024	Lydia Mutsch	Campagnes de sensibilisation
1025	Jean Colombero	Lutte contre le tabagisme
1026	Ben Fayot	Notariat
1028	Fernand Kartheiser	Respect des droits de l'Homme et des Chrétiens au Pakistan
1029	Gast Gibéryen	«Congé collectif» dans la fonction publique
1030	François Bausch	Vélos et motos à la gare CFL Luxembourg
1031	Marc Spautz	Responsabilité en cas d'accident ou d'incident majeur dans les maisons relais
1033	Roger Negri	Honoraires des notaires
1034	Claude Haagen	«Cluster de droits d'auteur»
1035	Eugène Berger	Concentration d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) autour de l'aciérie électrique à Esch/Beival
1036 cf. 1037, 1038 et 1039	André Hoffmann	Méthodes de surveillance du service de sécurité de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg
1037 cf. 1036, 1038 et 1039	André Hoffmann	Méthodes de surveillance du service de sécurité de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg

1038 cf. 1036, 1037 et 1039	André Hoffmann	Méthodes de surveillance du service de sécurité de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg
1039 cf. 1036, 1037 et 1038	André Hoffmann	Méthodes de surveillance du service de sécurité de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg
1041	Marcel Oberweis	Refonte de la directive sur la performance énergétique des bâtiments de 2002
1042	Jean Colombero	Herbes médicinales
1043	Félix Eischen	Mesures de sécurité à prendre dans l'hypothèse d'une menace terroriste
1046	Nancy Arendt	Recrutement des professionnels de santé
1048	Gast Gibéryen	Augmentation du prix de l'eau et secteur Horesca
1050	Claude Adam	«Innovative School» et «Accord Écoles Microsoft 2010-2013»
1053	Jean Huss	Amélioration d'un nouveau règlement européen sur l'utilisation des biocides, notamment en ce qui concerne les groupes vulnérables (enfants, femmes enceintes)
1054	Camille Gira	Émissions de CO ₂ du secteur ETS (système d'échange de quotas) et surallocations de l'année 2009
1057	Eugène Berger	Rétribution par les sociétés de distribution au groupe audiovisuel livreur de contenus
1058	André Bauler	Sensibilisation des jeunes à la problématique du suicide
1059	Marcel Oberweis	Quotas de CO ₂ alloués à ArcelorMittal pour l'année 2009
1061	Roger Negri	Dérogation partielle des services ferroviaires urbains, suburbains et régionaux de transport de voyageurs aux obligations concernant l'accessibilité et l'assistance dans les gares et à bord pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite
1123 urgente	Félix Braz	Inscription des déclarations de partenariat au répertoire civil
1184 urgente	François Bausch	Mesures visant le gel d'éventuels avoirs et ressources économiques du clan du Président Ben Ali déchu

Question 0898 (15.09.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **frais de voyage des membres du Gouvernement**:

Le Gouvernement ne cesse d'insister sur la nécessité de faire des économies dans la situation économique et financière difficile dans laquelle se trouve notre pays. Monsieur le Premier Ministre a même proposé de limiter l'indexation automatique des salaires. Dans ce contexte, nombre de citoyens s'attendent à ce que les ministres donnent eux-mêmes l'exemple en gérant les deniers publics en bon père de famille et en évitant tout gaspillage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Pendant les années de calendrier 2007, 2008, 2009 et 2010,

des membres du Gouvernement ont-ils loué des avions sur le marché privé pour faire leurs déplacements? Est-ce que chaque ministre est libre de choisir lui-même son moyen de transport, y compris la possibilité de recourir à la location d'un avion? Le cas échéant, quelle est la procédure à suivre?

2. Quels étaient les ministres ordonnateurs des vols affrétés en 2007, 2008, 2009 et 2010, les destinations de chacun de ces vols, le motif du vol, le nombre de passagers par vol et le coût unitaire de chaque vol par passager? Est-ce que les locations ont été faites sur la base d'une procédure de marché public? Quelles sont les firmes ayant fourni les avions pour ces différents vols?

3. Sur le budget total des frais de route et de séjour de l'État pendant ces mêmes années, quelle est la somme absolue dépensée par chaque ministre par exercice budgétaire et la proportion respective dépensée par chacun des ministres sur les crédits budgétaires alloués aux frais de route et de séjour? Quel est par exemple

le pourcentage des dépenses effectuées par le seul Ministre des Affaires étrangères sur le crédit de route et de séjour du Ministère des Affaires étrangères?

4. Les fonctionnaires faisant un voyage de service doivent remettre un décompte détaillé de leurs dépenses avec des pièces justificatives à l'appui pour pouvoir bénéficier du remboursement des frais encourus. Les ministres sont-ils soumis aux mêmes règles? Si non, le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il faudrait contrôler les dépenses des membres du Gouvernement au même titre que et selon les mêmes procédures que celles applicables aux fonctionnaires?

5. Les fonctionnaires qui doivent se déplacer pour des raisons de service sont tenus à respecter des plafonds financiers par exemple pour leurs frais d'hôtel. La même règle vaut-elle pour les ministres? Est-ce que Messieurs les Ministres pourraient-ils par exemple détailler le choix des hôtels, le nom de l'hôtel, le type de chambre retenue et leur prix par Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et Monsieur le Ministre de la Co-

opération pour leurs déplacements à New York pendant les exercices budgétaires 2007, 2008, 2009 et 2010? Y aurait-il eu des ministres ayant choisi des suites dans des hôtels de luxe?

6. Quelle est la classe de voyage choisie par les ministres lors de leurs déplacements en avion de ligne? Est-ce qu'il y a eu pendant les années 2007, 2008, 2009 et 2010 des membres du Gouvernement qui se sont déplacés en première classe? Si oui, lesquels, vers quelle destination et pour quels motifs?

Réponse (25.01.2011) de **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État:

Monsieur le Député souhaite obtenir un certain nombre d'informations concernant les frais de voyage des membres du Gouvernement.

Avant d'entrer dans le détail des questions posées par Monsieur le Député, il convient de rappeler que beaucoup de décisions qui affectent directement ou indirectement le Luxembourg sont prises à l'étranger: Union européenne, Nations-Unies, Conseil de

l'Europe, OTAN, Organisation mondiale du Commerce etc. S'y ajoutent certains cycles de conférences comme par exemple ceux consacrés à la préservation de l'équilibre écologique, à la coopération du développement, aux grandes questions financières.

Cette «délocalisation» d'une partie du processus décisionnel exige que les membres du Gouvernement luxembourgeois, tout comme les représentants des autres corps constitués du Grand-Duché, voire du secteur privé ou de la société civile, se déplacent plus ou moins souvent, plus ou moins loin, vers les endroits où sont prises des décisions qui impactent directement le pays.

Par ailleurs, le Luxembourg se doit également d'entretenir un réseau de relations avec de nombreux gouvernements étrangers importants pour notre pays en termes politiques, économiques et sociaux.

En ce qui concerne les données chiffrées relatives aux déplacements à l'étranger des membres du Gouvernement demandées



par Monsieur le Député (points 2 et 3 de la question), ainsi que divers autres éléments de la réponse, il est renvoyé aux tableaux détaillés annexés à la présente.

Ad 1. En règle générale, les membres du Gouvernement voyagent en avion de ligne. Exceptionnellement, lorsque la situation l'exige ou le justifie, les membres du Gouvernement ont recours à la location d'un avion privé. Ceci est notamment le cas lorsque les obligations nationales et internationales, comportant souvent et au courant d'une seule journée des rendez-vous au Luxembourg et à l'étranger, entraînent un emploi du temps tel que seule l'utilisation d'un avion privé assure la présence du membre du Gouvernement aux endroits et heures souhaités. De même, l'utilisation d'un avion privé s'impose lorsque les avions de ligne ne permettent pas d'aboutir à la destination choisie respectivement de ne pas y aboutir dans des conditions de sécurité suffisantes. À remarquer qu'il est souvent recouru aux avions de l'armée de l'air belge qui sont mis à la disposition du Gouvernement dans le cadre d'un arrangement financier avantageux pour le Luxembourg.

Chaque membre du Gouvernement est libre de choisir son moyen de transport pour un déplacement donné. La procédure afférente ne comporte aucune autorisation spécifique, si ce n'est que le département concerné doit suivre la procédure normale d'engagement des dépenses.

Ad 2. Les locations d'avion pour les membres du Gouvernement se font par recours à la procédure négociée, qui constitue en l'occurrence, conformément à la réglementation en vigueur, la procédure de marché public adéquate. Pour les données chiffrées demandées par Monsieur le Député, il est renvoyé aux tableaux en annexe.

Ad 3. Pour la réponse il est renvoyé aux tableaux en annexe.

Ad 4. Monsieur le Député n'ignore sans doute pas que le cadre réglementaire à observer en l'occurrence diffère légèrement selon le statut de la personne qui voyage.

En vertu de l'article 8 du règlement grand-ducal modifié du 5 août 1993 sur les frais de route et de séjour ainsi que sur les indemnités de déménagement des fonctionnaires et employés de l'État, les membres du Gouvernement ont droit au remboursement de leurs dépenses réelles pour frais de route et de séjour, et cela sur production d'une déclaration motivée.

Les dispositions de la réglementation sur les frais de route et de séjour sont ainsi certes plus contraignantes, notamment en ce qui concerne le montant des frais exposés, pour les fonctionnaires que pour les membres du Gouvernement. Cependant, le Gouvernement est d'avis que ce dispositif a fait ses preuves dans la mesure où toutes les personnes concernées disposent des moyens nécessaires pour se déplacer dans des conditions adéquates et que toutes sont soumises tant au contrôle interne dans l'administration qu'à celui exercé par la Chambre des Députés sur le Gouvernement.

Ad 5. Comme indiqué dans la réponse à la question précédente, les seuils et limites imposés aux dépenses engagées à titre de frais de voyage et de séjour varient, entre autres, en fonction du statut et du rang protocolaire des bénéficiaires.

Tous les déplacements des membres du Gouvernement se font suivant les dispositions du règlement grand-ducal modifié du 5 août 1993 susmentionné.

Le choix d'un hôtel dépend de beaucoup de paramètres. Souvent, il est imposé par l'organisation internationale ou le pays qui reçoit. Lorsque tel n'est pas le cas, les principaux critères entrant en ligne de compte sont la localisation de l'hôtel, la sécurité, l'accès, le confort lorsqu'on est dans le cadre d'un déplacement intercontinental, l'espace disponible quand une délégation a besoin d'un lieu de travail et de réunion, et, bien sûr, le prix. À cet égard, nos ambassades, ou celles de Belgique ou des Pays-Bas, dans les pays dans lesquels le Luxembourg ne dispose pas de représentation diplomatique, négocient systématiquement les prix. Comme les hôtels concèdent des tarifs réduits pour les déplacements professionnels, les frais de nuitée se situent en dessous de ceux normalement en vigueur.

Ad 6. Le choix d'un vol en première classe est l'exception. Il se limite aux vols intercontinentaux et s'explique par la charge que représente pour la santé d'une personne normalement constituée ce type de déplacement, a fortiori lorsqu'il se répète plusieurs fois par mois. Afin de garantir, dans le contexte de tels déplacements sur des distances importantes, des conditions de travail tant soit peu convenables et acceptables, alors que le membre du Gouvernement doit répondre dès l'atterrissage, et en dépit d'un décalage horaire plus ou moins important, à des obligations professionnelles et ceci pendant plusieurs jours, voire nuits, le recours à des vols en première classe est dans ce cas de figure tout à fait justifié.

(*annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire*)

Question 0965 (21.10.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **hall des soufflantes**:

Les deux hauts-fourneaux et l'impressionnant hall des soufflantes seront au cœur du futur quartier universitaire de Esch/Belval. Actuellement la «Gebléishal» connaît un grand succès comme lieu d'organisation de nombreuses manifestations comme par exemple des expositions ou des conférences.

Or, il a été porté à ma connaissance qu'au début de l'année 2011 des travaux seront entamés afin de transformer le hall en vue d'y installer des espaces de stockage et des ateliers.

Vu les développements ci-dessus, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesquelles le hall des soufflantes sera transformé et qui pourra profiter des nouvelles infrastructures?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que la valeur patrimoniale du hall serait mieux mise en évidence si le site restait un lieu

réservé à des manifestations culturelles?

Réponse (25.1.2011) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*:

En réponse aux questions de Monsieur le Député Marc Spautz concernant le hall des soufflantes à Esch/Belval, j'ai l'honneur d'apporter les informations suivantes:

Les analyses et contrôles qui ont été réalisés l'année passée par le bureau d'ingénieurs en charge de la préparation d'une éventuelle future demande d'autorisation d'établissements classés ainsi que par l'organisme en charge des contrôles périodiques de sécurité générale du hall ont montré que l'état du hall s'est dégradé après les derniers aménagements ayant eu lieu pour l'année de la Capitale européenne de la Culture, et qui avaient un caractère provisoire. Des problèmes en relation avec le recouvrement du toit et des éléments de façade apparaissent et des questions de sécurité pour une utilisation permanente surgissent.

Suite à ces avis d'experts, j'ai chargé mes services de mandater une firme spécialisée pour analyser l'état de la structure métallique et du toit. Ce n'est qu'au vu des résultats du bureau d'ingénieurs que l'on pourra tirer les conclusions quant à l'affectation future du hall des soufflantes ainsi que quant aux travaux de transformation et d'aménagement à réaliser le cas échéant.

Question 0982 (29.10.2010) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant **l'accès des héritiers aux déclarations d'impôt des années précédentes du contribuable décédé**:

La déclaration pour l'impôt sur le revenu est un acte administratif qui est souvent perçu par le contribuable comme un devoir obligatoire mais embarrassant, alors qu'il convient, d'une part, de respecter le délai imposé par l'Administration des Contributions directes et, d'autre part, de retrouver voire copier l'ensemble des pièces d'appui qu'il faut joindre à la déclaration d'impôt. Dans de telles situations, le recours aux déclarations des années précédentes peut constituer une aide précieuse, puisque dans de nombreux cas la situation du contribuable ne change guère d'une année à l'autre.

Il arrive qu'en cas de décès du contribuable, les héritiers rencontrent des difficultés pour se retrouver dans les affaires et dans les documents laissés par le défunt, et dès lors aussi pour remplir la déclaration d'impôt du défunt. Il s'avère que les concernés ne possèdent aucun droit d'accès à leur dossier, c'est-à-dire les agents de l'Administration des Contributions directes refusent aux intéressés le droit d'accès à la déclaration pour l'impôt de l'année précédente du contribuable décédé.

La loi du 1^{er} décembre 1978 qui règle la procédure administrative non contentieuse et le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes établissent des règles minimales pour la garantie des droits des administrés. Il est vrai que la procédure administrative non contentieuse ne s'applique pas à la matière des contributions directes, alors que celle-ci reste régie par ses propres règles.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Pour quelles raisons les agents de l'Administration des Contributions directes refusent-ils l'accès aux déclarations d'impôt des années précédentes?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que les administrés devraient disposer de droits au moins équivalents en matière de contributions directes que dans les autres domaines de la sphère administrative, en ce sens que l'administration assiste l'administré dans ses démarches?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que l'accès aux déclarations pour l'impôt des années précédentes pourrait constituer une aide précieuse pour les héritiers pour pouvoir remplir de façon appropriée la déclaration? Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre souhaite-t-il remédier à cette pratique peu utile?

Réponse (20.1.2011) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Les dossiers fiscaux détenus par l'Administration des Contributions directes sont constitués dans l'intérêt d'une bonne et juste administration des impôts et leur gestion n'est autorisée qu'à des fins précisément déterminées par le droit interne.

De plus, les données relatives aux contribuables sont couvertes par le secret fiscal consacré par le paragraphe 22 de la loi générale des impôts et ne sont communiquées que dans des cas expressément prévus par la loi. Plus particulièrement, dans le domaine des successions, en présence d'éventuels intérêts opposés des héritiers, l'utilisation des informations provenant des dossiers fiscaux pourrait avoir d'autres objectifs que le remplissage de la déclaration d'impôt.

Finalement, il y a lieu de souligner que la loi générale des impôts instaure un régime de procédure spécifique en matière d'impôts directs qui est considéré comme une réglementation exhaustive respectueuse des droits du contribuable. Cette qualification a amené le législateur à exclure expressis verbis les contributions directes du champ d'application de la loi du 1^{er} décembre 1978 réglant la procédure administrative non contentieuse à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes.

Question 0989 (8.11.2010) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant **l'acquisition de droits d'émission CO₂ dans le cadre du Protocole de Kyoto**:

En relation avec l'acquisition de droits d'émission de CO₂ dans le cadre du Protocole de Kyoto, Monsieur le Ministre a été saisi de différentes questions parlementaires (n°2722 et n°3010 en 2008 (*cf. comptes rendus n°1/2009-2010 et n°6/2009-2010*), n°0244 (*cf. compte rendu n°7/2009-2010*) et n°0790 (*cf. compte rendu n°3/2010-2011*) en 2009 et 2010).

Malheureusement, les réponses ne permettent pas d'établir avec précision un tableau complet des droits d'émission acquis par le Luxembourg pour la période 2008-2012 et pour la période post 2012.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner en détail sur les droits d'émission acquis par le Luxem-

bourg en y incluant: le nom du projet, le numéro d'enregistrement UNFCCC, le nom du fonds ou du vendeur, les quantités totales des droits d'émission (en incluant les ERPA), le prix par tonne de CO₂, la quantité moyenne de droits émis par an ainsi que les périodes afférentes de ces droits («crediting period») en indiquant la quantité des droits afférente à la période Kyoto et celle afférente à la période post-Kyoto?

- Afin d'assurer la transparence nécessaire dans ce domaine, est-ce que Monsieur le Ministre compte publier régulièrement les données financières afférentes au Fonds Kyoto sur le site du Ministère (en y incluant les données demandées ci-présent)?

Dans sa réponse à la question n°0790 du Député Marcel Oberweis, Monsieur le Ministre estime pouvoir vendre entre 200.000 et 300.000 tonnes de quotas d'émission à partir de 2012, ces droits d'émission ayant été acquis par le Fonds Kyoto pour les émissions du trafic aérien. En même temps, il est indiqué que le prix se situe actuellement à 14 euros par tonne. Tout en gardant à l'esprit que des prévisions de prix dans ce domaine restent très difficiles, ceci revient à une estimation de trois à quatre millions d'euros de recettes financières supplémentaires pour le Fonds Kyoto qui ne se retrouvent pas dans le tableau budgétaire relatif au Fonds Kyoto (Projet de budget 2011, Programme pluriannuel des dépenses en capital 2010-2014, section 50).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Pourquoi les estimations de recettes par la vente aux enchères des quotas d'émission liés au trafic aérien ne sont-elles pas indiquées dans le budget pluriannuel des dépenses en capital du Fonds Kyoto pour la période post 2012?

- Pourquoi est-ce que ce budget inclut cependant une rubrique «vente de crédits d'émissions»? Est-ce que le Gouvernement compte acheter des quantités de droits d'émission supplémentaires à nos besoins pour les revendre par après?

Le Luxembourg s'est engagé à participer au financement d'actions d'atténuation de l'impact du changement climatique sur les populations des pays en voie de développement par une contribution de trois fois trois millions d'euros au cours des années 2010, 2011 et 2012 aux fonds «fast start». Le Gouvernement a déclaré que ces fonds seraient des fonds supplémentaires aux fonds de la coopération et seraient financés à travers le Fonds Kyoto.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Pourquoi les investissements aux fonds «fast start» ne sont-ils pas indiqués dans le budget du Fonds Kyoto pour la période indiquée?

- Est-ce que le Luxembourg compte publier, à l'exemple de nombreux pays membres de l'UE, la mise en œuvre de son engagement à travers l'initiative fast-startfinance.org lancée par le



Gouvernement néerlandais afin de rendre les flux financiers le plus transparent possible?

Réponse (12.1.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse aux différentes questions que me pose l'honorable Député au sujet de nos transactions de droits d'émission de CO₂e, de la vente aux enchères liée au trafic aérien et du «fast start financing» des pays en développement, j'ai l'honneur de l'informer que:

1. Le Luxembourg a actuellement conclu huit transactions bilatérales utilisant le mécanisme pour un développement propre (MDP ou CDM) pour un volume d'achat correspondant à 4.722.000 tCO₂e. Quelques projets indiquent une performance réduite et le volume ajusté de tCO₂e basé sur ces indications de performance est plutôt de 3.790.000 tCO₂e. Entre-temps, 1,40 million de tCO₂e ont été livrées au Luxembourg.

La plupart des transactions CDM sont des transactions à terme avec livraison des tCO₂e dès que les réductions de CO₂e seront générées et certifiées et émises par la UNFCCC. Il est important de noter que les paiements du Luxembourg ne s'effectueront seulement qu'au moment où les tCO₂e sont livrées au Luxembourg par les vendeurs. Pour deux transactions, le Luxembourg a fait quelques paiements en avance pour financer les investissements. Ces paiements en avance sont couverts par des garanties de la part des promoteurs des projets ou de leurs propriétaires, le Luxembourg ne prenant ainsi qu'un risque très réduit.

Toutes les huit transactions utilisant le CDM visent à acheter des tCO₂e qui sont ou seront générées avant la fin de 2012 et qui peuvent être utilisées pour la première période d'engagement Kyoto 2008-2012.

La majorité des réductions d'émission des huit projets CDM proviennent de projets éoliens (43%), suivis par des projets d'efficacité énergétique (23%), des projets de captage et combustion/utilisation du biogaz issu des décharges à ordures ménagères (16%) et des projets de biomasse (8%). Le plus grand nombre des projets sont localisés en Amérique latine et dans la région des Caraïbes (44%), suivi par l'Asie de l'Est, notamment la Chine (43%), et l'Asie du Sud (3%).

Le tableau ci-dessous résume les projets MDP dans lesquels le Luxembourg a participé.

(tableau à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Breve description des projets

1.1. El Salvador

Le projet n°167 «Nejapa Landfill in El Salvador» concerne la récupération de gaz de décharge afin de réduire les émanations d'odeur et les émissions de polluants, et avec le but de construire une installation de production d'électricité à partir des gaz récupérés en 2011. La décharge en question reçoit les déchets de la zone métropolitaine de San Salvador et d'une centaine de municipalités.

1.2. Chine

Ce projet concerne trois parcs éoliens avec une capacité combinée de 147,75 MW et une production combinée de 320 GWh/an. L'électricité produite est injectée dans les réseaux de Chine du Nord, Nord-est et Est. Les parcs éoliens contribuent ainsi à des réductions d'émission de gaz à effet de serre qui auraient autrement été émis par des installations de production d'électricité classiques.

1.3. Mexique

Le projet «Milpillas Landfill Gas Recovery, Temixco, Mexico» concerne la construction et la mise en opération d'un système de collecte et de brûlage de gaz de décharge du site Milpillas-Tetlaxcala. Ce dernier est fermé depuis octobre 2006 après 30 années de fonctionnement et un volume total de déchets estimé à neuf millions de tonnes. Il n'y a à ce stade pas de projets d'utiliser les gaz récupérés pour produire de l'électricité.

1.4. Inde

Le projet est localisé près du village de Chilakapalem et concerne une installation fonctionnant à la biomasse d'une capacité de 6 MW et 38 GWh/an. De l'électricité est ainsi produite à partir d'un surplus de résidus provenant de l'agriculture, qui autrement auraient été brûlés dans les champs ou éliminés (rice husk, jute sticks, saw dust, bagasse). Le projet crée des emplois et par ailleurs génère des revenus supplémentaires pour les agriculteurs locaux en créant une demande pour ces résidus de biomasse qui n'auraient pas de valeur économique en absence du projet CDM.

1.5. Brésil

Ce projet concerne la mise en place d'une installation de collecte et de brûlage de gaz de décharge. La décharge de Lara, située dans la zone industrielle de Maua, est exploitée depuis 1987 et reste ouverte jusqu'en 2014. Actuellement y sont déversés entre 1.500 et 2.100 tonnes de déchets par jour.

1.6. Latin America

Le projet, qui n'est pas encore enregistré, concerne la distribution en deux phases de douze millions de lampes CFL (Compact Fluorescent Lightbulbs) à des ménages pauvres. Chaque ménage signera un contrat qui assurera que les lampes CFL soient utilisées de façon responsable et qu'une revente soit évitée (chaque ménage recevra au plus quatre lampes CFL de 20 Watts, chacune remplaçant une lampe classique de 100 Watts. Les économies en énergie électrique sont estimées à 700 MWh/an pour le projet.

1.7. Brésil

Il s'agit de trois projets visant l'augmentation de l'efficacité de la génération de vapeur dans des unités de cogénération. Cette vapeur supplémentaire est utilisée pour produire de l'électricité. La capacité totale supplémentaire est de 62 MW générant annuellement 170.000 MWh d'électricité. La ressource renouvelable est de la bagasse, un produit dérivé de la production de sucre.

1.8. Ce projet concerne l'acquisition, en deux étapes, de 370.000 CERs à partir de projets éoliens.

Pour les huit transactions CDM, le Luxembourg a payé un prix moyen de 13,25 EUR/tCO₂e. L'information sur les prix/tonne pour chaque projet ne peut pas être

divulguée, car il s'agit de prix négociés, et ils sont considérés comme confidentiels par les vendeurs.

Le Luxembourg s'est par ailleurs engagé dans une transaction de «green AAUs» avec l'Estonie dans le cadre d'un «Green Investment Scheme» pour soutenir des investissements concernant l'assainissement énergétique d'immeubles à appartements pour une valeur totale de 30 millions EUR. Pour de plus amples renseignements à ce sujet, je renvoie l'honorable Député à ma réponse à sa question parlementaire n°1069 (cf. ci-dessus) et à ma réponse à la question parlementaire n°0831 (cf. compte rendu n°3/2010-2011) de 2010.

L'Estonie a lié ses ventes de droits d'émission AAU, dont le volume total est d'ailleurs nettement inférieur à ce qu'elle pourrait légalement vendre, à la mise en place d'un «Green Investment Scheme», c'est-à-dire que les recettes de la vente de AAU doivent être utilisées pour mettre en œuvre des mesures résultant en de véritables réductions d'émission de gaz à effet de serre. Dans le cadre du transfert avec le Luxembourg, les recettes provenant de ce transfert sont destinées à cofinancer des mesures de rénovation d'immeubles à appartements, en particulier:

- isolation thermique de murs, façades, toitures, caves,
- remplacement de fenêtres,
- installation de systèmes de chauffage, en particulier des centrales fonctionnant aux énergies renouvelables,
- rénovation de systèmes de ventilation, nouveaux systèmes de ventilation,
- utilisation d'énergies renouvelables.

Les bénéficiaires sont les associations d'immeubles à appartements et les communautés/coopropriétés de propriétaires d'appartements. L'immeuble doit être soumis à un audit avant qu'une demande d'aide soit introduite. Le projet de rénovation doit être conforme à l'audit et mener à une réduction de la consommation énergétique d'au moins 20%.

Le taux d'aide peut varier de 15% à 35%, selon les économies d'énergie réalisées. À titre d'exemple, pour obtenir une aide de 35% des dépenses effectives, une économie d'énergie de 50% doit être réalisée.

Un comité («implementing committee»), dans lequel le Ministère du Développement durable et des Infrastructures - Département de l'environnement est représenté, a été mis en place pour suivre la mise en œuvre du projet GIS.

Le projet en question renforce un programme de prêts existant («Renovation Loan for Apartment Buildings») mis en place en mai 2009 et cofinancé par le CEB (Council of Europe Development Bank) et les fonds structurels européens. Dans le cadre de ce programme, des associations et communautés de propriétaires de maisons à appartements reçoivent des prêts à long terme et à taux réduits. Toutefois, l'intérêt pour ce programme a été modeste dans la mesure où les requérants ont jusqu'à présent dû couvrir 15% des dépenses par des capitaux propres. Voilà pourquoi un nouveau programme d'aides est mis en place dans le cadre de la coopération avec le Luxembourg pour inciter davantage les propriétaires d'apparte-

ments à la rénovation de leurs immeubles souvent vétustes et datant de l'époque communiste. Le programme de prêts et d'aides est géré par le «Credit and Export Guarantee Fund - Kredex», créé en 2001 par le Ministère des Affaires économiques estonien.

2. En ce qui concerne notre participation dans cinq fonds carbone (BioCarbon Fund de la Banque mondiale, Community Development Carbon Fund de la Banque mondiale, Asia Pacific Carbon Fund de l'ADB, Multilateral Carbon Fund de la BERD, Carbon Fund for Europe de la Banque mondiale et BEI), j'avais déjà fourni de plus amples renseignements à l'honorable Député dans ma réponse à sa question parlementaire n°2722 en 2008 et dans ma réponse à la question parlementaire n°0244 du 10 novembre 2009. J'avais indiqué que notre participation dans les cinq fonds carbone s'élève à +/- 43 millions d'euros et devrait nous procurer quelque quatre millions de tonnes-équivalents de CO₂e. Toutefois, tout dépend de l'avancement des négociations sur lequel le Luxembourg n'a pas d'influence directe, car celles-ci sont menées par les «carbon managers» engagés par les différentes institutions financières internationales gérant les fonds carbone, et en plus les fonds carbone négocient aussi avec des développeurs de projets qui ne sont pas encore enregistrés. Il est dès lors impossible de fournir des informations exactes sur le volume de droits d'émission à transférer par an, beaucoup de projets pour lesquels des contrats ERPA ont été signés n'étant pas encore enregistrés auprès de UNFCCC,

d'autres ayant des performances inférieures à ce qui a été prévu selon les contrats etc. J'avais d'ailleurs informé l'honorable Député sur cet état des choses et sur les différents projets. Rappelons que:

2.1. Le BioCarbon Fund est une initiative publique/privée administrée par la Banque mondiale. Sa «Tranche One», à laquelle le Luxembourg participe avec une mise de cinq millions de dollars US, est opérationnelle depuis mai 2004 avec un capital total de 53,8 millions de dollars US. Les projets concernent le boisement et le reboisement (projets LU-LUCF) et la réduction des émissions de la déforestation et de la dégradation des forêts (projets REDD). Les participants à la «Tranche One» sont: Canada, Espagne, Italie et Luxembourg, ainsi que l'Agence française de développement, Eco-Carbone, les firmes japonaises: Idemitsu Kosan Co., Japan Petroleum Exploration Co., Sumitomo Chemicals, Sumitomo Joint Electric Power Co., Suntory, The Japan Iron and Steel Federation, The Okinawa Electric Power Co., Tokyo Electric Power Co.

Plus de 150 projets ont été soumis au BioCarbon Fund. Il m'est impossible d'informer l'honorable Député sur tous les projets. La Banque mondiale, en concertation avec les participants au fonds carbone, a identifié une vingtaine de projets à retenir. 15 contrats ERPA (Emission Reduction Procurement Agreement) ont pu être finalisés par la Banque mondiale. À ce stade, seulement cinq projets ont été enregistrés auprès de UNFCCC:

Pays/Projet	tCO ₂ e pour le BioCarbon Fund	Réductions tCO ₂ e attendues pour le projet	n°UNFCCC
1. Albanie: Assisted Naturel Regeneration	pm	257.000	2714
2. Chine: Facilitating Reforestation for Guangxi Watershed Management in Pearl River Basin	462.000	462.000	0547
3. Éthiopie: Humbo Assisted Regeneration	165.000	396.000	2712
4. Moldavie: Soil Conservation	600.000	2.227.000	1948
5. Uganda: Nile Basin Reforestation	261.000	295.000	1578
Total	1.488.000	3.637.000	

Il en ressort que 1.488.000 tCO₂e ont été contractées pour le BioCarbon Fund (le volume du premier projet n'étant pas encore connu). La participation du Luxembourg à la «Tranche One» représentant 9,30%, nos droits d'émission s'élèvent en principe à 138.000 tCO₂e.

Les autres projets sont:

Pays/Projet	tCO ₂ e pour le BioCarbon Fund	Réductions tCO ₂ e attendues pour le projet
Colombia: San Nicolas Agroforestry	120.000	994.000
Colombia: Caribbean Savannah	246.000	327.000
Costa Rica: Coopeagri Forestry	557.000	613.000
Honduras: Pico Bonito Forest Restoration	450.000	630.000
India: Improving Rural Livelihoods	276.000	534.000
Kenya: Green Belt Movement	375.000	791.000
Madagascar: Ankheniheny-Zahamena-Mantadia Biodiversity Conservation	200.000	436.000
Mali: Acacia Senegal Plantation Project	190.000	1.400.000
Nicaragua: Precious Woods	174.000	1.206.000
Niger: Acacia Plantation Project	500.000	1.077.000
Total	3.088.000	8.008.000



Si tous ces projets supplémentaires pourront être enregistrés auprès de UNFCCC, nos droits d'émission y relatifs s'élèvent en principe à 287.000 tCO₂e.

2.2. Le «Community Development Carbon Fund-CDCF» a été créé en mars 2003. Entre-temps, neuf Gouvernements et 16 firmes privées y participent avec un capital total de 128,6 millions de dollars US. Notre participation

s'élève à dix millions de dollars US, soit 7,77% du total. Les participants sont:

Autriche, Bruxelles-Région, Canada, Espagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Wallonie, ainsi que les firmes et organisations: BASF, Daiwa Securities SMBC Principal Investments, EdP, Endesa, Fuji Photo Film Co., Göteborg Energi AB, Hidroelectrica del Cantabrico, IBRD as Trustee

of the Danish Carbon Fund, Idemitsu Kosan, KfW, Nippon Oil Corporation, Okinawa Electric Power Co., Rautaruuki, Gas Natural, Statkraft Carbon Invest AS, Statoil ASA, Swiss Re.

À ce stade, pour 31 projets des contrats ERPA ont pu être finalisés, et 13 projets ont été enregistrés auprès de l'UNFCCC. Ces 13 projets sont:

En principe, la participation luxembourgeoise à ces projets supplémentaires s'élève à 264.000 tCO₂e.

2.3. Le «Carbon Fund for Europe-CFE» est un fonds géré conjointement par la Banque mondiale et la Banque européenne d'investissement (BEI). Le CFE est opérationnel depuis mars 2007 et a un capital de 50 millions d'euros. La participation luxembourgeoise s'élève à dix millions d'euros, soit 20% du total. Les participants sont: Flandre-Région, Irlande, Luxembourg, Portugal et Statkraft Carbon Invest SA (Norvège).

Le CFE acquiert des unités de réduction d'émission de gaz à effet de serre qui proviennent de projets pouvant bénéficier du CDM/MDP et du JI/MOC, et qui sont compatibles avec le système communautaire d'échanges de quotas d'émission, afin de faciliter la participation d'entreprises privées qui doivent réduire leurs émissions au titre des normes

fixées par l'UE. En outre, le CFE peut investir jusqu'à 20% de son capital dans des fonds d'investissement verts.

Le CFE prend en considération tous les types de projets qui relèvent des secteurs suivants: énergies renouvelables, efficacité énergétique, récupération du méthane issu de décharges ou de l'épuration des eaux usées, récupération du gaz naturel qui serait autrement brûlé. Le CFE privilégie les projets dont les délais sont relativement courts, de manière à maximiser la création de crédits carbone créés avant 2013. Le CFE a également la possibilité d'acquiescer des crédits carbone qui seront générés par ces projets après 2012, mais dans la limite de 40%.

À ce stade, huit contrats ERPA ont pu être signés, pour un neuvième projet, les procédures sont en cours. Aucun projet n'a encore été enregistré auprès de l'UNFCCC. Il s'agit des projets suivants:

Pays/Projet	tCO ₂ e pour CDCF	Réductions tCO ₂ e attendues pour le projet	n°UNFCCC
1. Argentina: Olavarria Landfill Gas Recovery	131.000	206.000	0140
2. Argentina: Salta Landfill Gas Capture Project	40.000	72.000	2338
3. China: Guangrun Hydropower Project	485.000	687.000	0904
4. Guyana: Skeldon Bagasse Cogeneration Project	165.000	313.000	1458
5. Honduras: La Esperanza Hydro	54.000	441.000	0009
6. India: FAL-G Brick and Block: Micro Industrial Plants	600.000	909.000	0707
7. Kenya: Olkaria II Geothermal Expansion	650.000	1.099.000	3773
8. Moldova: Biomass Heating and Energy Conservation	348.000	472.000	0159, 0160, 0173
9. Nepal: Biogas Program	1.000.000	5.267.000	0136, 0139
10. Pakistan: Community-based Renewable Energy Development in the Northern Areas and Chitral	360.000	612.000	1713
11. Peru: Santa Rosa Bundled Small Hydro	88.000	149.000	0088
12. Philippines: Laguna De Bay Community Waste Management Project	344.000	476.000	1547
13. Uganda: Municipal Waste Compost Project	209.000	911.000	2956
Total	4.474.000	11.614.000	

Étant donné que notre participation s'élève à 7,77% du total engagé, nos droits d'émission s'élèvent en principe à 347.000 tCO₂e.

Les autres projets sont:

Pays/Projet	tCO ₂ e pour CDCF	Réductions tCO ₂ e attendues pour le projet
Bangladesh: Installation of Solar Home Systems	372.000	1.130.000
Bangladesh: Improving Kiln Efficiency in the Brick Making Industry	189.000	580.000
Bolivia: Santa Cruz de la Sierra Wastewater Methane Capture Project	200.000	400.000
China: Animal Manure Management System GHG Mitigation Project, Shandong Province	465.000	868.000
China: Hubei Eco-Farming Biogas Project	370.000	397.000
Georgia: Small Hydro Rehabilitation Project	114.000	190.000
India: Karnataka Municipal Water Pumping Improvements	55.000	136.000
India: AEL Street Lighting Energy Efficiency Project	79.000	302.000
Kenya: Redevelopment of Tana Power Station Project	170.000	260.000
Kenya: Optimization of Kiambere Power Station Project	162.000	249.000
Nepal: Micro-hydro Promotion by Alternative Energy Promotion Project	324.000	343.000
Philippines: Ethanol Plant Wastewater Biogas Project	200.000	681.000
Rwanda: Electrogaz Compact Fluorescent Lamp Distribution Project	156.000	267.000
Senegal: Lighting Energy Efficiency in Rural Electrification	120.000	149.000
Thailand: AEP Livestock Waste Management Program	230.000	597.000
Uganda: Kampala Landfill Gas Project	74.000	532.000
Yemen: Electricity Distribution Loss Reduction Program	125.000	525.000
Total	3.405.000	7.606.000

Pays/Projet	tCO ₂ e pour CFE	Réductions tCO ₂ e attendues pour le projet (durée du contrat)
1. Egypt: Cairo Southern Zone Composting Project	100.000	155.000
2. Jordan: Amman Landfill Gas Project	510.000	581.000
3. Malaysia: Kota Kinabalu Composting Project	135.000	191.000
5. Czech Republic: energy efficiency measures in households and small renewable energy projects	1.000.000	1.000.000
6. Thailand: Small Scale Livestock Waste Management Program	500.000	636.000
7. Russia: Rosneft Associated Gas Recovery Project	pm	pm
8. Nigeria: Earthcare Solid Waste Composting Project	236.000	676.000
9. Colombia: Cartagena Bus Rapid Transit System	pm	pm
Total	2.481.000	3.239.000

Pour les projets où les tCO₂e sont connues, la participation luxembourgeoise s'élève en principe à 496.000 tonnes.

2.4. Le fonds «Asia Pacific Carbon Fund-APCF» de l'Asian Development Bank (ADB) est opérationnel depuis mai 2007. Le capital total est de 151,8 millions de dollars US. La participation luxembourgeoise s'élève à 15 millions de dollars US, soit 9,88% du total. Les participants à l'APCF sont: Espagne, Finlande, Flandre-Région, Luxembourg, Portugal, Suède, Suisse (Climate Cent Foundation).

23 contrats ERPA ont pu être signés (juin 2010) pour les projets suivants:

Pays/Projet	tCO ₂ e pour APCF	Réductions tCO ₂ e attendues pour le projet	n°UNFCCC
1. Chine: Erlongshan Hydropower Project	294.000	741.000	0574
2. Chine: Zhangbei Linaobao Wind Power	154.000	407.000	
3. Chine: Tangcun Hydropower Project	65.000	65.000	
4. Chine: Shandong Zouping Landfill	6.500	8.100	
5. Chine: Datang Wind Power	2.400.000	2.400.000	
6. Chine: CECIC Solar Power Projects (Ningxia, Shizuishan)	98.000	98.000	
7. Chine: CECIC Package Solar PV, Shanghai, Zhejiang			
8. Chine: CECIC Wuhan Railway Station 2,2 MW Solar, Hubei	19.000 (projets 7 et 8)		



9. Indonésie: Gikoko Palembang LFG Flaring	121.000	280.000	
10. Inde: TATA 50,4 MW Wind Power	165.000	318.000	
11. Inde: Mawana Sugars - bagasse cogeneration	308.000	1.042.000	0803, 0804, 0805, 0815
12. Inde: MCGM Gorai Landfill	300.000	740.000	
13. Inde: IWMUST Projects (composting), Tamil Nadu	51.500	162.000	
14. Inde: IWMUST Projects, Jalandhar, Kozikode	48.000	264.000	
15. Inde: Sree Metaliks Limited Project, Energy Efficiency	406.000	406.000	
16. Inde: Tata 50,4 MW Wind Farm Project, Gujarat	81.000	270.000	
17. Inde: Tata 50,4 MW Wind Farm Project, Karnataka	85.000	237.000	
18. Inde: 42,5 MW Wind Power Project, VRL Logistics, Karnataka	342.000	684.000	
19. Inde: 125 MW Wind Power Project, Karnataka	520.000	1.100.000	0315
20. Inde: 7,5 MW bundled small scale wind project, Maharashtra	35.000	35.000	
21. Inde: 5 MW Suman Sarwari Hydro Project, Himachal Pradesh	51.000	51.000	
22. Inde: Coimbatore MSW Composting, Tamil Nadu	44.000	44.000	
23. Inde: Deonar LFG and MSW Composting	80.000	80.000	
Total	5.674.000	9.432.000	

En principe, notre participation à ces projets s'élève à 560.000 tCO₂e.

2.5. Le «Multilateral Carbon Credit Fund-MCCF» de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) est opérationnel depuis fin 2006 et concerne les pays d'Europe centrale et d'Asie centrale, y compris la Russie. Les participants sont: Espagne, Flandre-Région, Finlande, Irlande, Luxembourg, Suède, ainsi que Zeroemissions (Espagne), CEZ (République tchèque), Endesa (Espagne), Gas Natural (Espagne) et PPC (Grèce). Son capital s'élève à 190 millions d'euros (respectivement 208 millions d'euros avec les «promissory notes» émises par plusieurs parti-

cipants), dont 40 millions sont engagés dans des «Green Investment Schemes-GIS». Ainsi, le fonds a favorisé la conclusion d'une opération de 25 millions d'euros entre la Pologne et l'Espagne en 2009 et d'une autre de 15 millions d'euros entre l'Irlande et la Pologne en mai 2010. Sur le capital de 150 millions d'euros, la participation luxembourgeoise (dix millions d'euros) représente 6,67%.

Le Luxembourg participe aux projets suivants, pour lesquels des «ERPA confirmation» ont été signés, mais dont seul un projet est enregistré à ce stade:

Pays/Projet	tCO ₂ e pour le Luxembourg selon ERPA	n°UNFCCC
Arménie/cascade small scale hydro	7.300	
Azerbaïdjan/AZDRES Power Plant Rehabilitation	60.000	
Géorgie/Enguri Hydro	200.000	
Russie/Reconstruction of PERM-CHPP6 Using Combined Cycle Technology Project	31.400	
Russie/Gas Flaring Reduction Project at Yarakta Oil Field	143.000	
Russie/Air Liquide Severstal - Construction of an Air Separation Unit	35.400	
Ukraine/Rehabilitation of Ivano-Frankivsk District Heating System	17.600	
Ukraine/Ukrexim Ivano-Frankivsk Cement	71.600	UA 1000100

Freenergy (Estonie, Lituanie): Mockiai, Tooma I, Tooma II, Aseri, Kunda, Silale Wind Power Farm Project	23.000	
Total	589.300	

3. En ce qui concerne la question relative à la vente aux enchères, le volume exact des quotas qui doit être mis aux enchères pour le trafic aérien à partir de 2012 n'est pas encore connu. D'ailleurs, il est très difficile de faire une prévision de prix. Le budget pluriannuel des dépenses en capital du Fonds Kyoto indiqué au projet de loi budgétaire ne concerne que les années 2009, 2010 et 2011, donc pas la période post-Kyoto. La loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas prévoit déjà la possibilité de l'achat et de la vente de droits d'émission.

4. En ce qui concerne les investissements «fast start» pour les pays en développement, la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas ne permet pas le recours aux crédits du Fonds Kyoto pour cet effet. Voilà pourquoi une modification des dispositions de ladite loi a été faite par la voie de la loi budgétaire, et à l'avenir, la participation luxembourgeoise au «fast start», à savoir trois millions d'euros par an sur la période 2010 à 2012, figurera dans les dépenses du Fonds Kyoto. Avec l'entrée en vigueur de la loi concernant le budget 2011, notre contribution pour 2010 pourra être versée. Une tranche de un million d'euros sera transférée à chacun des fonds/programmes suivants: Fonds d'adaptation de UNFCCC, programme REDD de UNFCCC, Global Facility for Disaster Reduction and Recovery. Finalement, le Luxembourg n'est pas obligé de publier son engagement dans le cadre du «fast start» sur un site mis en œuvre par le Gouvernement néerlandais. Ceci étant, mes services ont communiqué nos engagements aux autorités néerlandaises en septembre 2010, et en principe, ces informations devraient dès lors figurer sur le site en question.

Question 1012 (16.11.2010) de M. Félix Braz (déi gréng) concernant l'entreprise soupçonnée d'intervenir dans l'exportation d'équipements industriels destinés au programme nucléaire iranien:

Selon la presse luxembourgeoise, une société établie au Luxembourg depuis 1997 active dans le commerce des métaux et minerais figurait sur une liste publiée par le Trésor américain le 3 août 2010 et répertoriant des entreprises détenues indirectement par les autorités iraniennes en vue d'alimenter son programme nucléaire. Depuis, la domiciliation de l'entreprise a été dénoncée par son domiciliataire et l'autorisation d'établissement lui a été retirée suite à une demande du Ministère des Classes moyennes. Une instruction judiciaire serait en cours.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants:

1. Quelles sont les contraintes mises en place par le Gouvernement luxembourgeois à l'égard de l'exportation d'équipements industriels de haute technologie à destination finale

de l'Iran? Comment le contrôle à l'égard de ces contraintes est-il exercé?

2. Depuis quand le Gouvernement était-il au courant des soupçons du Ministère du Trésor des États-Unis à l'égard de l'entreprise luxembourgeoise incriminée et qu'est-ce qui a été entrepris dès lors?

3. Est-ce que par le passé le Gouvernement s'est déjà vu contraint de retirer l'autorisation d'établissement à des entreprises soupçonnées d'intervenir dans l'exportation d'équipements industriels à destination finale de l'Iran?

4. Est-ce que le Gouvernement a entamé depuis août des contrôles plus poussés à l'égard d'entreprises établies au Luxembourg et potentiellement impliquées dans des activités commerciales en contradiction avec les contraintes susmentionnées?

5. Est-ce que le Gouvernement est d'avis qu'il faut renforcer la loi sur la domiciliation des sociétés auprès des cabinets d'avocats, d'experts-comptables et des fiduciaires pour ce qui est de l'identification du bénéficiaire et des activités économiques réelles?

6. Quels sont les mécanismes de renseignement et de contrôle à disposition du Gouvernement quant aux bénéficiaires et activités économiques réels de sociétés établies au Luxembourg et impliquées dans le commerce international d'équipements industriels de haute technologie?

Réponse commune (20.12.2010) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, de M. Luc Frieden, Ministre des Finances, de M. François Biltgen, Ministre de la Justice, de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, et de Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

En réponse à la question de l'honorable Député relative à la société active dans le commerce des métaux et minerais qui fait l'objet d'une instruction judiciaire, nous avons l'honneur de fournir les réponses suivantes.

1. Le Luxembourg applique les mesures restrictives à l'égard de l'Iran, décidées dans les résolutions 1737 (2006), 1747 (2007), 1803 (2008) et 1929 (2010) du Conseil de Sécurité des Nations Unies et reprises par l'UE sous forme d'une position commune (2007/140/PESC) et de décisions du Conseil (2010/413/PESC et 2010/644/PESC) ainsi que des règlements du Conseil (n°423/2007 et n°961/2010) directement applicables au Luxembourg. Ces mesures restrictives couvrent, entre autres, l'exportation de matières, équipements, biens et technologies susceptibles de contribuer aux activités liées à l'eau lourde, à l'enrichissement ou au retraitement, ou à la mise au point de vecteurs d'armes nucléaires. Le champ des mesures restrictives a été étendu d'une résolution à l'autre et repris intégralement, parfois avec des mesures d'accompagnement additionnelles, au niveau européen et est d'application au Luxembourg.

Comme les mesures restrictives à l'égard de l'Iran s'articulent dans différents secteurs (entre autres restrictions à l'exportation et à l'importation, restrictions au financement de certaines entreprises, gel des fonds et des ressources économiques, restrictions aux transferts de fonds et aux services financiers, restrictions aux transports, restrictions en matière d'appui financier aux échanges commerciaux, restrictions en matière d'admission) différentes autorités sont compétentes individuellement ou conjointement au niveau national pour assurer la mise en œuvre des mesures restrictives sous forme de contrôle et surveillance des opérateurs économiques ainsi que par la sensibilisation et la vigilance dans les secteurs à risque. Les instances concernées entretiennent un échange régulier dans les domaines où plusieurs autorités sont concernées et sont le cas échéant aussi en contact avec leurs homologues internationaux.

2. L'ambassade du Luxembourg à Washington a été informée en avril 2010 par le US Department of the Treasury que l'entité en question serait incluse dans la liste américaine portant sur des entités contrôlées par le gouvernement iranien et avec lesquelles il est interdit aux entreprises et personnes physiques américaines d'entretenir des relations d'affaires en vertu de l'Iranian Transactions Regulations. Selon le Department of the Treasury, la société en question n'était pas suspectée d'être liée au financement du terrorisme ou impliquée dans des actions d'acquisition d'armes de destruction massive. Ces informations ont été communiquées instantanément aux instances concernées au niveau national pour exercer une vigilance accrue et, pour autant que nécessaire, procéder aux vérifications nécessaires.

3. En ce qui concerne le Ministère des Classes moyennes, il y a lieu de préciser que toutes les entreprises établies au Luxembourg et s'adonnant à une activité commerciale, quelle qu'en soit la nature, doivent être en possession d'une autorisation d'établissement établie par le Ministère des Classes moyennes, conformément à la loi d'établissement modifiée du 28 décembre 1988.

En conséquence, la société luxembourgeoise mentionnée par l'honorable Député, active dans le commerce de métaux et de minerais, détenait une autorisation d'établissement afin de couvrir, d'un point de vue administratif, le volet commercial de son activité.

L'autorisation d'établissement ne dispense cependant en aucun cas son titulaire d'être en possession des autres agréments éventuellement requis, notamment lorsqu'il s'agit de négoce d'un type particulier comme les armes et munitions, les matières dangereuses ou encore d'équipements techniques sensibles.

Le Ministère des Classes moyennes n'a pas connaissance d'une révocation d'une autorisation d'établissement liée spécifiquement à l'exportation d'équipements industriels à destination finale de l'Iran.

Le Ministère des Classes moyennes donne encore à considérer qu'une révocation d'une autorisation d'établissement ne peut être effectuée qu'en présence d'une violation avérée des lois et règlements.

Bien entendu, quand cela s'avère possible - c'est-à-dire lorsque l'information existe, de même que



les éléments d'action juridiques - le Ministère des Classes moyennes fait tout son possible pour prévenir l'octroi ou révoquer une autorisation d'établissement.

4. Indépendamment de la liste américaine publiée en août 2010, suite aux quatre séries de mesures restrictives décidées au niveau du Conseil de Sécurité des Nations Unies depuis décembre 2006 et reprises par des positions communes et décisions au niveau de l'UE ainsi que par des règlements européens directement applicables au Luxembourg, les autorités luxembourgeoises procèdent à un contrôle poussé et une vigilance accrue à l'égard notamment, mais pas exclusivement, des activités commerciales et financières avec l'Iran, et cela surtout dans les domaines à risque, tels qu'indiqués dans les mesures susmentionnées. De manière générale, les différentes instances concernées (Service de Renseignement de l'État, Administration des Douanes et Accises, Office des Licences, Office du Ducroire) entretiennent un échange régulier et sont aussi en contact avec leurs homologues internationaux.

Lorsque le Gouvernement est saisi d'informations permettant de conclure qu'une société intervient dans des activités d'exportation d'équipements industriels non conformes à des obligations conventionnelles ou légales, il en saisit les autorités judiciaires.

5. Il n'est pas nécessaire de modifier la législation luxembourgeoise relative à la domiciliation des sociétés dans la mesure où l'identification du bénéficiaire économique est déjà encadrée à suffisance, notamment dans le cadre de la législation anti-blanchiment qui vient d'être adaptée suite aux recommandations du GAFI.

6. En ce qui concerne les mécanismes de contrôle et de renseignement du Gouvernement, le premier contrôle se fait lors de l'établissement de l'autorisation d'établissement d'une société par le Ministère des Classes moyennes conformément à la loi d'établissement modifiée du 28 décembre 1988. Le Gouvernement suit les activités des sociétés luxembourgeoises par le biais du contrôle fiscal ainsi que par le fait qu'une société exerçant des activités illégales est susceptible de faire l'objet d'une condamnation pénale. L'exportation d'équipements industriels de haute technologie à destination de l'Iran fait par ailleurs l'objet d'une vigilance particulière et systématique de la part de l'Office des Licences. De même, un échange systématique des renseignements relatifs aux exportations de marchandises à double usage vers des destinataires sensibles ainsi qu'aux modi operandi des réseaux proliférateurs se fait entre l'Office des Licences, l'Administration des Douanes et Accises, la Division de la Radioprotection du Ministère de la Santé ainsi que le Service de Renseignement de l'État.

Question 1013 (16.11.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **pénurie d'enseignants dans l'enseignement secondaire**:

Il est un secret de polichinelle que, dans certaines disciplines, le nombre de professeurs est en baisse continue. Ainsi, pour ne donner qu'un exemple, il devient

de plus en plus difficile de recruter des personnes diplômées dans des domaines comme la chimie ou les mathématiques. Or, la réforme projetée dans l'enseignement postfondamental vise entre autres une nette revalorisation de l'enseignement des sciences naturelles et des mathématiques si bien que le recours à des spécialistes en la matière deviendra indispensable durant les années à venir.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Quelles sont les disciplines concernées par une diminution progressive, voire une pénurie de professeurs et de candidats aux examens-concours de recrutement? Quelles sont, selon l'avis de Madame la Ministre, les causes qui expliquent cette régression?

- Par quelle stratégie le Ministère entend-il réagir à cette évolution? Quelles initiatives ont été prises pour orienter davantage d'élèves vers les disciplines visées tout en leur révélant les défis du métier d'enseignant dans ce contexte?

- Le Ministère projette-t-il une révision de l'organisation des examens-concours et des critères de sélection?

- Madame la Ministre peut-elle fournir, le cas échéant, des informations sur l'état des travaux préparatoires précédant la discussion à mener sur la réforme du stage pédagogique des professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur?

- Le Ministère peut-il présenter des statistiques concernant l'évolution du nombre d'enseignants dans nos lycées en indiquant notamment les différentes catégories de personnel et les disciplines touchées par des difficultés de recrutement?

Réponse (27.12.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Tous les ans, une commission d'experts analyse les besoins en enseignants de l'enseignement postprimaire en tenant compte des besoins actuels et des facteurs qui influencent les besoins futurs. Les conclusions qu'elle tire tiennent compte de facteurs qui se sont accumulés par le passé ainsi que de facteurs prévisibles qui influencent les besoins à long terme.

Afin de donner une image fidèle de la situation actuelle en matière de personnel enseignant dans l'enseignement post-primaire, il est opportun de se référer à la planification des besoins pour l'année 2009/2010 et d'analyser le recrutement des enseignants sur cette période.

Le plan de recrutement prévoyait 191 postes à pourvoir, sans compter les instituteurs engagés dans l'enseignement préparatoire. Ces postes étaient répartis sur 31 spécialités. Suite aux épreuves, 166 stagiaires furent recrutés. Ces stagiaires ont intégralement couvert les postes à pourvoir dans 19 spécialités. Les disciplines pour lesquelles les postes vacants n'ont pas tous pu être remplis sont les suivantes: En physique, huit stagiaires furent recrutés pour neuf postes vacants, ce qui correspond à une couverture de 89% des besoins. En mathématiques, dix stagiaires furent recrutés pour 20 postes vacants; en informatique, deux stagiaires furent recrutés pour quatre postes vacants et en doctrine chrétienne, un stagiaire fut

recruté pour deux postes vacants. Le recrutement dans ces trois spécialités a couvert 50% des besoins. Aucun candidat ne fut recruté dans huit spécialités. Ces postes restés vacants se concentrent dans l'enseignement secondaire technique et concernent les maîtres de cours spéciaux (un poste en secrétariat) ainsi que les maîtres d'enseignement technique (deux postes en coiffure et dans les métiers du métal; un poste de cuisinier-traiteur, de mécanicien d'autos, de mécanicien de machines agricoles et de peintre-décorateur).

Les postes restés vacants font-ils pour autant stagner voire baisser le nombre d'enseignants dans ces spécialités? L'évolution des effectifs dans ces disciplines au cours des six dernières années montre le contraire, à une exception près.

De 2004 à 2009, l'effectif des enseignants d'informatique est passé de 58 à 72 personnes (soit une augmentation de 24%); l'effectif des maîtres d'enseignement technique est passé de 236 à 271 enseignants (soit une augmentation de 15%); en mathématiques, l'effectif est passé de 251 à 283 enseignants (+13%); en physique, l'effectif est passé de 80 à 84 personnes (+5%); en secrétariat, l'effectif est passé de 49 à 51 enseignants (+4%). Il n'y a qu'en doctrine chrétienne où l'effectif a baissé de 52 à 49 enseignants (soit une diminution de 6%).

Mise à part la doctrine chrétienne, toutes les spécialités ont donc vu leur effectif augmenter ces dernières années.

L'impression plus forte de besoins en personnel ressentie dans les lycées a une origine démographique, aussi bien au niveau de la population des élèves que de la population des enseignants.

D'une part, nous sommes confrontés à un accroissement de la population scolaire dans les lycées. Celle-ci est passée de 30.178 élèves en 2004/2005 à 35.035 élèves en 2009/2010, soit une augmentation de 16%. Cette population scolaire supplémentaire a été prise en charge par un effectif supplémentaire en enseignants qui est passé de 3.493 en 2004/2005 à 4.045 en 2009/2010, soit également une augmentation de 16%. Nominativement, l'effectif en enseignants a donc bien suivi l'évolution de l'effectif en élèves. Certaines disciplines ont cependant du mal à suivre cette croissance, notamment en mathématiques, en physique, en secrétariat et en doctrine chrétienne.

D'autre part, nous faisons face actuellement au départ à la retraite de la population d'enseignants nés au cours des années «baby-boom» d'après-guerre. Cet effet culmine au cours de l'année 2010/2011. Jusqu'en 2012/2013, cette pression se relâchera de 22%. De plus, le Conseil de Gouvernement a adopté le 6 février 2009 un plan de recrutement quinquennal à la fois supérieur aux mises à la retraite probables et en croissance constante au cours de la période 2008/2009 à 2012/2013, donc notamment au-delà de 2010/2011. Les effets combinés de l'évolution démographique des enseignants et de la décision du Gouvernement auront donc un impact notable sur la résorption de la surcharge actuelle des enseignants.

En ce qui concerne l'orientation des élèves vers les métiers techniques, je voudrais relever quelques points de la réforme qui est actuellement en cours d'éla-

boration dans l'enseignement secondaire et secondaire technique.

Dans les classes inférieures de l'enseignement secondaire technique, le processus d'orientation ne débutera plus en 9^e mais commencera déjà en 7^e. En 8^e et en 9^e, les élèves seront accompagnés dans la formulation de leur projet personnel. Au terme de la 8^e, un projet de formation personnel sera formulé pour chaque élève. À la fin de la 9^e, un profil d'orientation individuel renseignera sur les capacités de l'élève dans chaque domaine de compétences. Il sera nuancé pour permettre l'orientation de l'élève vers une formation des classes supérieures. Depuis la rentrée 2010/2011, le processus de réforme est engagé dans 14 lycées pionniers qui réfléchissent sur la mise en œuvre du parcours d'orientation et qui élaborent les outils nécessaires. En 2011/2012, la réflexion sur la mise œuvre sera étendue à tous les lycées, les outils d'orientation seront testés dans les lycées pionniers et la procédure légale sera entamée. En 2012/2013, tous les lycées seront préparés, les outils seront finalisés et la procédure légale sera achevée. Le système sera réformé à la rentrée 2013/2014.

Dans les classes supérieures, le premier des six champs d'action destinés à adapter nos élèves aux changements, notamment technologiques, est justement la préparation au métier d'étudiant et à la vie professionnelle. Suite à la phase d'information et de consultation qui a démarré en octobre 2009, des groupes de travail se penchent depuis la rentrée 2010/2011 sur les contenus, les méthodes et l'organisation. La procédure législative est prévue à partir de 2012.

En ce qui concerne le recrutement des stagiaires, les résultats aux épreuves du concours ne peuvent pas nous laisser insensibles. Une analyse est en cours pour évaluer les pistes de développement. Des aménagements techniques sont à l'étude et devraient nous mettre en mesure de recruter à court terme plus de stagiaires sans pour autant porter atteinte à la qualité du recrutement.

(*annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire*)

Question 1015 (17.11.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **projet-pilote «PROCI»**:

Le projet-pilote «cycle inférieur», appelé couramment PROCI, avait été lancé à partir de l'année scolaire 2003/2004. Au départ, ce projet était louable en soi puisqu'il avait pour objet de permettre une meilleure orientation de l'élève en classe de 9^e et de le diriger vers une formation correspondant à ses capacités et à ses aspirations.

Or, à l'heure actuelle, un nombre non négligeable d'enseignants sont convaincus que ce projet, tel qu'il a été mis en pratique et évolué ces dernières années, a fini par entraîner les élèves vers un appauvrissement de leurs capacités et savoirs linguistiques, notamment dans la langue française. En mettant l'accent essentiellement sur l'apprentissage du français par l'oral et en limitant le choix du matériel didactique à des manuels par trop élémentaires et ludiques, la maîtrise de l'orthographe et de la grammaire

se verrait nettement mise en question.

De plus, vu que le projet PROCI permet un avancement automatique entre la classe de 7^e et les années subséquentes et qu'il n'y a presque plus de risque immédiat d'échouer, de nombreux élèves se sentiraient incités à laisser-aller. À en croire les critiques, le projet du cycle inférieur pourrait être associé au tronc commun et désavantagerait, voire démotiverait les élèves zélés et doués qui ne connaîtraient plus les défis et satisfactions liés au travail bien fait. En créant des classes très hétérogènes, les élèves faibles ne paraissent guère profiter des connaissances des plus forts et se sentiraient dégradés par rapport à leurs collègues plus forts. À noter également que bon nombre de parents sont d'avis que leur enfant s'ennuie et qu'il s'enlise dans un train-train de démotivation et d'indifférence.

Il en découle que maints enseignants devraient affronter des situations parfois ingérables. En effet, la démotivation des uns et le désintérêt des autres seraient souvent à l'origine d'un climat perturbateur, bien loin d'une atmosphère propice au travail.

Enfin, la plupart des enseignants des différentes branches de promotion des classes de 10^e se verraient contraints d'alléger les programmes officiels prévus par le Ministère, car de nombreux élèves seraient dépassés par les exigences du programme. Même les élèves les plus doués seraient pénalisés par les lacunes accumulées en cours de route.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Dans quels lycées le projet-pilote PROCI a-t-il été mis en œuvre jusqu'à présent?

- Au lieu de recourir à des manuels étrangers, ne serait-il pas plus judicieux de charger un groupe de travail, constitué d'enseignants de l'enseignement secondaire technique, d'élaborer des manuels répondant aux exigences ainsi qu'aux spécificités des élèves de cet ordre d'enseignement?

- Est-il prévu d'organiser une évaluation du niveau de compétences et de connaissances acquis par les élèves ayant parcouru le système PROCI? Dans l'affirmative, un organe externe et neutre procéderait-il à cette évaluation?

- Le Ministère envisage-t-il de réaliser une enquête auprès des parents d'élèves et des enseignants concernés afin de connaître leurs avis, attentes et réactions par rapport à ce projet?

- Pourquoi le nombre d'élèves par classe se situe-t-il souvent autour de 25 élèves, alors que le Ministère avait promis de composer des classes à effectifs réduits pour répondre ainsi aux défis didactiques de classes à populations très hétérogènes?

- Est-il vrai que le Ministère se propose de généraliser le projet susmentionné sans procéder au préalable à toutes les analyses indispensables? Ne serait-il pas irresponsable de généraliser des expériences dont l'efficacité est loin d'être prouvée, voire contestée?



Réponse (15.12.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Les lycées autorisés à participer au projet-pilote «cycle inférieur», connu sous l'acronyme PROCI, sont les suivants:

- Atert-Lycée
- Lycée Aline Mayrisch
- Lycée Josy Barthel
- Nordstad-Lycée
- Lycée du Nord de Wiltz
- Lycée technique Agricole
- Lycée technique de Bonnevoie
- Lycée technique d'Ettelbruck

L'étude PISA 2009 confirme le constat de PISA 2006 que les résultats des élèves issus des classes PROCI sont nettement supérieurs à ceux de leurs camarades des classes parallèles alors même que ces élèves, examinés par PISA à l'âge de 15 ans, n'avaient bénéficié de PROCI que depuis deux années et demie.

Le chapitre dédié au PROCI du rapport national PISA 2009 souligne les bons résultats des élèves PROCI:

«In allen Kompetenzbereichen ergibt sich ein Vorteil zugunsten der PROCI-Schülerinnen und -Schüler. Am deutlichsten fällt dieser in Mathematik aus, wo der Vorsprung 19 Punkte beträgt. Bezüglich der Lesekompetenz beträgt der Abstand 16 Punkte, bezüglich der Grundbildung in Naturwissenschaften noch 15. Betrachtet man die in PISA erfassten Teilkompetenzen Lesekompetenz, ergibt sich ein differenziertes Bild: eine besondere Stärke zeigen die PROCI-Schüler beim „Reflektieren und bewerten“. Der Leistungsvorsprung in den beiden übrigen Teilkompetenzen „Informationen suchen und extrahieren“ und „Kombinieren und interpretieren“ ist geringer, aber immer noch statistisch bedeutsam.

Insgesamt ergibt sich also ein Bild, das deutlich für die Effektivität des Pilotprojektes spricht. Der Leistungsvorsprung entspricht in Mathematik einem knappen halben Schuljahr.»

(PISA 2009. Nationaler Bericht Luxemburg. Page 76)

Le rapport conclut:

«Die Schülerinnen und Schüler des Pilotprojektes PROCI erzielten wie schon 2006 eine signifikant bessere Leistung, als aufgrund ihres soziodemographischen Hintergrundes zu erwarten wäre.»

(PISA 2009. Nationaler Bericht Luxemburg. Page 77)

Rappelons que l'étude précédente avait entériné des constats tout aussi favorables concernant le projet PROCI suivi alors par six lycées:

«Dans tous les domaines d'évaluation, les élèves PROCI devançaient leurs camarades. C'est surtout le cas en mathématiques où leur avance se chiffre à 21 points.

En lecture, l'écart est de 17 points et en sciences de 15 points. Sur les sous-échelles de compétence scientifique, le tableau est plus contrasté: alors que les élèves PROCI n'affichent aucun avantage (statistiquement significatif) en «Identification de questions d'ordre scientifique», ils se révèlent nettement meilleurs en «Utilisation de faits scientifiques»

(écart de 19 points) et ont toujours une avance significative en «Explication scientifique» (13 points).

Globalement, les résultats plaident donc clairement en faveur de l'efficacité du PROCI. En mathématiques et en lecture, l'avance des élèves concernés correspond à environ une demi-année scolaire.»

(Rapport national sur PISA 2006. Page 67)

Étant donné qu'il n'est guère possible de réaliser une analyse plus vaste et plus reconnue au niveau international que PISA, il serait insensé de conclure autrement que par une généralisation au niveau national des caractéristiques du PROCI.

Question 1020 (17.11.2010) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant les **délais de candidatures non respectés**:

Il y a quelques semaines, un institut placé sous la tutelle d'un ministère a annoncé quelques postes à pourvoir. Il m'est parvenu qu'au moins un des candidats ayant postulé à l'un de ces postes a obtenu une réponse négative alors que le délai de candidature n'était pas encore dépassé. En effet, les candidats devaient envoyer leurs candidatures avant le 15 novembre 2010 et le concerné a obtenu un courrier émanant de votre ministère et daté du 9 novembre 2010 l'informant que «(...) notre choix s'est porté sur un(e) autre candidat(e)».

- Le courrier ayant été signé par un responsable du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, j'aimerais savoir de Madame la Ministre déléguée comment son choix peut déjà se porter sur un candidat précis alors que toutes les candidatures ne lui sont pas encore parvenues.

Réponse (15.12.2010) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député Monsieur Marc Angel se réfère à l'annonce de plusieurs postes vacants à pourvoir «dans un institut placé sous la tutelle d'un ministère», ainsi qu'au fait «... qu'au moins un des candidats ayant postulé à l'un des postes a obtenu une réponse négative alors que le délai de candidature n'était pas encore dépassé».

En réponse, je voudrais en premier lieu donner à considérer si la question ne concerne pas plutôt un cas individuel et spécifique, qui ne relève pas du champ d'une question parlementaire. Nonobstant, je voudrais par respect du pouvoir législatif fournir les éléments d'information suivants, en osant rendre attentif l'honorable Député que la formulation de la première partie de sa question n'est pas claire, alors que la deuxième partie en est en partie incorrecte.

D'abord, et suite aux vérifications faites auprès du service recrutement de mon département, je voudrais signaler que dix postes avaient été déclarés vacants en octobre dernier par les administrations et services de l'État comme suite à une circulaire bisannuelle précédant traditionnellement l'organisation de l'examen-concours de décembre 2010. Huit autres postes ont par la suite été ajoutés à la liste, comme suite à des informations supplémen-

taires qui nous étaient parvenues par après. Tous ces postes sont publiés sur le site Internet de mon département, conformément à l'obligation légale de publication de tous les postes vacants inscrite à l'article 2 paragraphe 2 du statut général. Parmi les postes à pourvoir figurent aussi quelques postes vacants dans «un institut placé sous la tutelle d'un ministère», postes auxquels semble se référer l'honorable Député dans la première partie de sa question parlementaire. Je me dois cependant de préciser que la compétence de mon département se limite à tout ce qui touche la publication des postes et l'organisation des examens-concours et ne comprend certainement pas l'engagement subséquent d'un ou de plusieurs candidats dans un institut qui ne relève pas de ma tutelle ministérielle.

Ensuite, il y a lieu de préciser que les procédures de recrutement prévoient que les postes déclarés vacants restent inscrits sur la liste pendant trois ans, dans la mesure où les candidats ayant réussi aux examens-concours pendant cette période restent admissibles pendant trois ans à l'un de ces postes. C'est donc dire que ces postes peuvent aussi être occupés pendant trois ans par un candidat inscrit sur la liste de réserve à condition qu'il ait réussi à un examen-concours précédent. Il est de pratique courante que les administrations et services de l'État ont recours à la procédure d'engagement de candidats sur la liste de réserve, dans la mesure où les admissions au stage se font de manière décentralisée par les bureaux du personnel respectifs.

Or, la même procédure d'engagement a joué pour le recrutement d'un candidat à un poste de la carrière supérieure de mon département. Je me dois de relever à ce sujet que les informations dont dispose l'honorable Député relativement à la date-limite d'occupation de ce poste ne sont pas correctes. La date-limite d'introduction des candidatures à tous les postes déclarés vacants était en effet fixée au 5 novembre, et non pas au 15 novembre 2010 comme il est indiqué par erreur dans la question de l'honorable Député. L'engagement postérieur d'un candidat à partir de la liste de réserve sur le poste vacant de mon département, ainsi que le courrier subséquent du 9 novembre 2010 étaient donc conformes aux obligations légales et aux procédures d'usage en la matière.

Question 1021 (17.11.2010) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **Boeing 747 garé depuis longue date sur le tarmac de l'Aéroport de Luxembourg**:

Selon mes informations, un avion du type Boeing 747 est garé depuis longue date sur le tarmac de l'Aéroport de Findel.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire depuis quand l'engin en question est stationné à cet endroit?

- Pour quelles raisons l'avion est-il garé sur le tarmac depuis si longtemps?

- Qu'est-ce que Monsieur le Ministre entend entreprendre pour retirer l'avion du tarmac?

- Est-ce que les taxes de stationnement ont été payées?

Réponse (27.12.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député s'enquiert à propos du stationnement prolongé d'un avion du type Boeing 747 sur le tarmac de l'Aéroport de Findel.

L'aéronef en question, anciennement immatriculé aux Bermudes, avait été immobilisé par la Direction de l'aviation civile en date du 29 septembre 2008 suite à la détection de déficiences graves lors d'un contrôle SAFA (Safety Assessment on Foreign Aircraft) diligenté en vertu des dispositions communautaires applicables. En effet, il apparaissait qu'un des moteurs défectueux de l'appareil n'avait pas pu être réparé par un atelier de maintenance agréé faute de disponibilités financières, et d'autres actions de maintenance requises n'avaient pas été faites. L'instruction lancée par la Direction de l'aviation civile sur requête ministérielle a révélé que l'exploitant Tesis Aviation Entreprise JSC avait cessé ses opérations aériennes de manière concomitante, étant donné que cette entreprise s'est vue confrontée à une procédure d'insolvabilité en Russie et que le propriétaire, une société trust établie aux Bermudes, avait fait rayer l'avion du registre.

L'aéronef faisait ensuite l'objet d'une saisie-conservatoire initiée par un créancier devant les juridictions civiles luxembourgeoises bloquant toute initiative de démantèlement de l'avion. Suite à la mainlevée de cette saisie-conservatoire, le propriétaire-bailleur de certaines pièces d'équipement a greffé une autre action en justice faisant valoir ses droits réels garantis à première demande lui ayant permis de récupérer deux moteurs intacts de l'aéronef.

À l'issue de ces procédures longues et complexes, caractérisées par des éléments d'extranéité des parties et de mélange d'aspects de droit international public et privé, une procédure en

déclaration d'abandon de l'aéronef a été lancée en conformité avec les dispositions de l'article 7 de la loi modifiée du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'Aéroport de Luxembourg. Cette procédure permettra à son issue, prévue pour début 2011, la remise à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines de ce qui reste de l'aéronef ainsi abandonné en vue de son aliénation, voire enlèvement et destruction, permettant d'assurer, le cas échéant, la liquidation des redevances aéroportuaires non payées.

Les estimations de lux-Airport font état d'un montant de 980.956 € au titre de redevances de stationnement impayées pour la période allant du 1^{er} juin au 30 novembre 2010.

Question 1022 (18.11.2010) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant les **chargés de cours**:

En date du 8 juin 2010, la Chambre des Députés a voté le projet de loi fixant entre autres les conditions d'engagement et de travail des chargés d'éducation à durée déterminée et à tâche complète ou partielle des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Combien de chargés de cours ont été nouvellement engagés lors de la dernière rentrée scolaire dans l'enseignement secondaire et secondaire technique?

- Quelles sont les branches dans lesquelles ces personnes donnent des cours?

- Combien de ces enseignants se sont inscrits aux épreuves de l'examen-concours dans leur discipline respective? Et combien de ces enseignants ont déjà participé à l'examen-concours organisé dans leur discipline respective sans y réussir?

Réponse (17.12.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

De prime abord, je signale que je pars de l'hypothèse que l'honorable Député vise dans ses questions les «chargés d'éducation à durée déterminée», alors que l'engagement de nouveaux «chargés de cours» dans les lycées et lycées techniques n'est plus permis, conformément aux dispositions de l'article 51 de la loi du 20 décembre 1996 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1997.

En effet, comme il a été exposé en détail lors de l'examen du projet de loi n°5787 par la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle de la Chambre des Députés, tant les critères de classement que le volume et les modalités de calcul de la tâche des «chargés de cours» diffèrent profondément de ceux applicables aux «chargés d'éducation».

Au 1^{er} décembre 2010, 146 chargés d'éducation avaient été nouvellement engagés depuis le 15 septembre 2010 dans les spécialités suivantes:



**d'Chamber online op
www.chd.lu**



Spécialité	Effectif	Tâche / leç. / hebdos
Allemand	16	263,80
Anglais	13	215,50
Biologie	14	226,90
Bois	1	24,00
Chimie	9	152,35
Cuisine	1	24,00
Éducation artistique	5	80,50
Éducation musicale	1	10,00
Éducation physique et sportive	4	55,00
Électrotechnique	2	44,00
Environnement	1	24,00
Formation morale et sociale	1	19,00
Français	21	337,45
Géographie	1	11,00
Histoire	5	84,15
Horticulture	1	10,90
Informatique	2	40,00
Instruction religieuse et morale	1	18,00
Italien	1	15,00
Mathématiques	15	233,85
Mécanique	4	65,55
Métal	1	24,00
Pédagogie	1	24,00
Peinture	1	21,00
Philosophie	1	24,00
Préparatoire	7	154,45
Professions de santé	5	74,00
Sciences de la vie	1	24,00
Sciences économiques et sociales	7	108,33
Sciences humaines et sociales	1	13,50
Sciences naturelles	1	44,50
Tourisme, Secrétariat	1	24,00
TOTAL	146	2.490,73

85 de ces chargés d'éducation se sont inscrits aux épreuves de la session 2010/2011-1 de l'examen-concours de recrutement pour enseignants des lycées et lycées techniques, dont cinq chargés d'éducation qui avaient déjà participé à un concours précédent sans avoir pu se classer en rang utile.

Question 1023 (18.11.2010) de **M. Jean Huss** (*déi gréng*) concernant le **second plan d'action européen «Environnement et Santé»**:

Le premier plan d'action «Environnement et Santé» de l'Union européenne viendra à expiration à la fin de cette année. Ce plan est un outil puissant pour inciter les politiques européennes et nationales à œuvrer pour une meilleure protection de l'environnement et de la santé des citoyens. L'Europe se trouve en effet confrontée à une véritable épidémie de maladies chroniques due au moins en partie à la pollution de plus en plus importante de notre environnement.

Malgré l'importance de ce plan d'action, son renouvellement ne figure jusqu'ici pas dans le programme de travail de la Commission européenne 2011. Par conséquent la Présidence belge du Conseil de l'Union européenne a pris l'initiative de proposer l'inscription de l'élaboration d'un second plan d'action dans ce programme de travail.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres supportent-ils l'élaboration d'un second plan d'action européen «Environnement et Santé»?

- Est-ce que cette idée a été soutenue par les représentants luxembourgeois dans le groupe de travail «Environnement» en date du 18 novembre 2010?

- Messieurs les Ministres entendent-ils défendre cette idée au Conseil «Environnement» en décembre?

- Concernant un tel second plan d'action, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il faudrait - à côté des aspects de recherche scientifique - aussi mettre en œuvre une prise en charge des maladies environnementales, l'enseignement de la médecine

clinique environnementale dans les facultés de médecine européennes ainsi que des programmes de formation continue en médecine environnementale tels que préconisés dans la résolution finale de la conférence des Ministres de la Santé et de l'Environnement à Budapest 2004?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'accord pour agir dans ce sens au niveau du Conseil des Ministres européens concernés?

Réponse commune (24.12.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*, et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Le Conseil «Environnement» du 20 décembre 2010 sera appelé à adopter des conclusions sur l'amélioration des instruments de politique environnementale.

Les conclusions en question - qui sont en voie de finalisation - invitent la Commission européenne à promouvoir davantage la santé à travers la politique environnementale. L'un des moyens pour ce faire consiste en la préparation d'un deuxième programme d'action «Environnement et Santé».

Le Luxembourg figure parmi les nombreuses délégations qui ap-

puient l'idée d'un tel plan, qui pourrait porter notamment sur le développement de mesures spécifiques en matière d'évaluation et de gestion des nanomatériaux, y compris une base de données harmonisée afférente, et en matière de perturbateurs endocriniens. En outre, un tel plan pourrait viser l'évaluation des risques cumulatifs liés aux effets cocktails de produits chimiques. Sur ce dernier point, il y a lieu de relever qu'en date du 22 décembre 2009, les ministres de l'environnement de l'Union européenne ont adopté des conclusions en la matière. Estimant que les évaluations de risques effectuées à l'heure actuelle sur chaque produit sont insuffisantes pour identifier les effets combinés, les ministres ont demandé à la Commission européenne d'adapter la réglementation pour couvrir les cocktails de substances.

Le projet de conclusions précitées n'a pas trait aux aspects spécifiques liés à la résolution finale adoptée lors de la conférence des Ministres de la Santé et de l'Environnement à Budapest en 2004. Le Luxembourg appuie et continuera à appuyer les initiatives lancées en la matière aux niveaux communautaire et paneuropéen.

Dans le cadre de la prise en charge des maladies environnementales, le programme gouvernemental prévoit la création d'un «Service de santé environnementale». En ce qui concerne l'enseignement de la médecine clinique environnementale, le Ministère de la Santé avait organisé, il y a quelques années, un cours de formation avec la participation de nombreux experts étrangers.

Question 1024 (18.11.2010) de **Mme Lydia Mutsch** (*LSAP*) concernant les **campagnes de sensibilisation**:

Depuis des années, le Gouvernement poursuit une politique soutenue en matière d'égalité des chances. Ainsi, le Ministère en charge de l'Égalité des femmes et des hommes exerce un rôle de coordinateur des actions politiques nationales alors que les différents ministères assurent la mise en œuvre des actions politiques de leurs départements respectifs.

En outre, le Ministère de l'Égalité des chances est très actif pour promouvoir un changement de mentalité et de comportement en matière de l'égalité de droit des femmes et des hommes notamment par le lancement d'actions de sensibilisation destinées au grand public.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

- En tant que coordinateur des actions politiques nationales, Madame la Ministre peut-elle m'informer sur le contenu des actions politiques des différents départements ministériels?

- Quels étaient le succès et les conclusions de ces actions politiques?

- En ce qui concerne les actions de sensibilisation, Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les moyens financiers investis les derniers trois ans dans cette politique?

- Est-ce que le Ministère a également procédé à une étude d'impact de ces campagnes de sensibilisation?

- Dans l'affirmative, quels sont les

résultats et les conclusions de cette étude?

- Dans la négative, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'une telle étude pourrait apporter des résultats concluants?

Réponse (27.12.2010) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre de l'Égalité des chances*:

Comme l'honorable Députée le soulève à juste titre, le Ministère de l'Égalité des chances (MEGA) est chargé de la coordination du Plan d'action national de l'égalité entre les femmes et les hommes (PAN Égalité). Cette mission lui a été confiée en 2004 et a été reconduite pour la période législative 2009-2014.

La mise en œuvre effective de la grande majorité des actions et mesures retenues par le PAN Égalité se fait cependant sous la responsabilité fonctionnelle d'autres départements ministériels.

Dès l'automne 2009, la Ministre de l'Égalité des chances a eu des entrevues bilatérales avec ses homologues en vue de discuter leurs programmes de travail relatifs aux points tombant dans leurs domaines de compétences respectifs et dépassant de loin le champ d'action du MEGA.

Il a été convenu de mettre en place une collaboration plus intense sur des sujets ponctuels comme

- l'égalité de salaire entre hommes et femmes (ensemble avec le Ministère du Travail et de l'Emploi);

- la création d'entreprise par des femmes (avec le Ministère des Classes moyennes et du Tourisme et le Ministère de l'Économie);

- l'égalité entre hommes et femmes dans l'enseignement (avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle);

- l'extension du programme des actions positives au secteur public (avec le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative);

- le rôle des communes en matière d'égalité entre hommes et femmes (avec le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région);

pour ce ne citer que ceux-ci.

De manière plus générale, la mise en œuvre du chapitre sur l'égalité entre hommes et femmes du programme gouvernemental, qui constitue la base pour le PAN Égalité 2009-2014, est suivie par le Comité interministériel à l'égalité entre femmes et hommes.

Chaque Ministère est représenté au sein dudit Comité. Le MEGA a élaboré et distribué aux membres un tableau reprenant les mesures tombant sous leurs domaines de compétences respectifs. Ce système permettra un suivi régulier des progrès réalisés.

La mise en œuvre du PAN Égalité 2009-2014 fera en outre l'objet d'un accompagnement scientifique par deux experts externes. Ces derniers suivent de très près les travaux qui ont lieu dans les différents départements ministériels, notamment par le biais des contacts qu'ils entretiennent avec les membres du Comité interministériel à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Un résumé de l'évaluation du PAN Égalité 2005-2008 avait été présenté à la Commission parlementaire compétente et peut être consulté à l'adresse

http://www.mega.public.lu/actualites/actu_min/2009/05/presse_plan_egalite/Pan_egalite_FinalFR.ppt

En ce qui concerne les campagnes de sensibilisation, le budget annuel n'a pas été augmenté depuis 2008. Il se chiffre comme suit:

- 2008 à 248.000 euros

- 2009 à 259.000 euros

- 2010 à 249.000 euros

Ce montant inclut tous les produits et services créés et réalisés dans le cadre des campagnes médiatiques, ainsi que les frais de diffusion dans les différents médias (Internet, print, télé, cinéma, affichages).

Une étude d'impact sur les campagnes de sensibilisation a été réalisée en 2006, 2008 et 2010 permettant ainsi un monitoring à moyen et long terme sur la perception grand public des thèmes abordés par le Ministère de l'Égalité des chances.

Une enquête représentative a été réalisée en automne 2010 et est en cours d'analyse. Les premiers résultats de l'enquête 2010 ont été présentés lors d'une conférence de presse le 2 décembre dernier dont voici deux exemples sur le suivi de la perception de l'égalité en général.

(annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1025 (19.11.2010) de M. Jean Colombera (ADR) concernant la lutte contre le tabagisme:

Die Verbannung des Rauchens aus dem öffentlichen Leben scheint in vielen Ländern ihren Weg zu gehen. Finnland setzt auf eine totale Verbannung aus dem privaten Leben seiner Bürger und möchte langfristig ein raucherfreies Land werden.

Nachdem die finnische Regierung bereits im Jahre 1976 die Werbung fürs Rauchen untersagte, wird nunmehr die Öffentlichkeitsarbeit gegen das Rauchen und Tabakprodukte weitergeführt und Tabakwaren sollen generell aus dem Sichtfeld der potenziellen Käufer verschwinden. Zudem wird der Verkauf von Tabakwaren an Minderjährige als streng strafbar angesehen. Neu ist auch das Verbot von Rauchen in privaten Autos, in denen Personen unter dem Alter von 18 Jahren mitfahren.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Sieht der Minister im Beispiel Finnland Nachahmungspotenzial für unser Land und denkt er konkret an die Umsetzung solcher verschärfter Massnahmen zum Gesundheitsschutz seiner Bürger?

2) Von Regierungsseite aus war geplant das Rauchen auch in Diskotheken und Bars zu verbieten. Hält die Regierung an diesem Vorhaben fest oder räumt sie dem Selbstbestimmungsrecht der Bürger eine größere Wichtigkeit ein?

3) Gibt es realitätsnahe Schätzungen, die darauf hinweisen wie viele Zigaretten jährlich an Jugendliche verkauft werden?

4) Ist die Regierung zur Zeit mit Anfragen für die Zulassung neuer, nikotinhaltiger Produkte befasst?

Réponse (15.12.2010) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Le programme gouvernemental prévoit qu'«en vue de renforcer la protection des non-fumeurs, la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac sera évaluée. Le projet «plan tabac» sera mis en vigueur. Un accent particulier sera mis sur la protection des jeunes».

Cela étant, j'entends soumettre endéans les meilleurs délais le bilan de la loi antitabac au Conseil de Gouvernement et présenter à cette occasion des propositions pour le renforcement de la protection des non-fumeurs.

La loi relative à la lutte antitabac interdit de vendre du tabac ou des produits du tabac à des mineurs âgés de moins de 16 ans accomplis.

Par ailleurs, elle oblige tout exploitant d'appareils automatiques de distribution délivrant du tabac et des produits du tabac de prendre des mesures empêchant les mineurs âgés de moins de 16 ans accomplis d'avoir accès à ces appareils.

Mes services ne sont en possession ni de données concernant la vente illégale de cigarettes aux adolescents de moins de 16 ans, ni de chiffres concernant la vente aux adolescents de 16 à 18 ans.

En ce qui concerne la consommation tabagique de la population résidente au Luxembourg, l'ILRES procède annuellement à des enquêtes pour le compte de la Fondation Luxembourgeoise contre le Cancer.

Mes services n'ont par ailleurs pas connaissance de l'existence sur le marché luxembourgeois de produits nouveaux, qui ne seraient pas à considérer comme des produits du tabac, mais qui devraient toutefois contenir de la nicotine.

Question 1026 (19.11.2010) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant le notariat:

La profession de notaire est réglementée par la loi modifiée du 9 décembre 1976. Le notaire est nommé par le Grand-Duc sur la base du principe de l'ancienneté. Les avancements se font aussi sur la base de ce même principe.

L'article 16 de la loi précitée prévoit à cet égard que «la vacance d'un poste de notaire, survenue soit par décès, soit par démission, soit par destitution, doit être publiée au Mémorial. La nomination doit intervenir dans les deux mois de la date de l'événement ayant causé la vacance du poste. Elle est publiée au Mémorial».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner s'il existe une liste d'ancienneté reprenant les candidats-notaires?

2. Dans l'affirmative, cette liste est-elle publiée respectivement les candidats-notaires ont-ils le droit de consulter cette liste pour notamment connaître leur rang d'ancienneté?

3. Au cas où cette liste n'est pas publique, quelles en sont les raisons?

4. Qui s'occupe de l'établissement de cette liste, quelle en est la base légale et qui fait le contrôle de son exactitude?

5. Dans le cadre de la nomination d'un notaire, le principe de l'ancienneté est-il scrupuleusement

respecté ou y a-t-il d'autres critères qui sont pris en considération? Dans ce dernier cas, lesquels?

Réponse (24.12.2010) de M. François Biltgen, Ministre de la Justice:

1) L'honorable Député s'enquiert pour savoir s'il existe une liste d'ancienneté reprenant les candidats-notaires. Une telle liste existe depuis 1979 jusqu'à ce jour auprès du Ministère de la Justice.

2) La liste des candidats-notaires n'est pas publiée, mais toute personne qualifiée et ayant un intérêt à consulter cette liste, en particulier les candidats-notaires voulant postuler ou ayant postulé pour un poste vacant, sont en droit de consulter la liste pré-indiquée pour connaître leur rang d'ancienneté.

3) La liste pré-indiquée, qui peut donc être consultée par toute personne qualifiée et ayant un intérêt à consulter cette liste, en particulier les candidats-notaires voulant postuler ou ayant postulé pour un poste vacant, peut être qualifiée comme étant publique, même si elle n'est pas publiée.

4) Le Ministère de la Justice établit la liste au vu des résultats d'examen de fin de stage notarial, qui sont transmis au Ministère de la Justice par la Commission d'examen de fin de stage notarial, en vertu des articles 28 et suivants du règlement grand-ducal du 21 janvier 1978 portant organisation du stage judiciaire et réglementant l'accès au notariat, tel que modifié par le règlement grand-ducal du 10 juin 2009 portant organisation du stage judiciaire et réglementant l'accès au notariat.

5) La nomination d'un notaire, dans le cadre d'une vacance de poste, se fait suivant les critères suivants:

Le rang des notaires se détermine d'après la date de leur première nomination comme notaire.

Pour les candidats-notaires, le rang se détermine d'après la date de réussite de l'examen de candidat-notaire et, le cas échéant, le classement y obtenu.

Les notaires en fonction ne peuvent obtenir une nomination à un autre poste qu'à condition:

a) d'avoir occupé leur poste actuel depuis au moins trois ans;

b) de ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire.

L'application des critères généraux déterminés ci-avant se fera sous réserve de l'appréciation individuelle de l'honorabilité et de la capacité professionnelle.

Ainsi, il pourrait être dérogé à la condition sub. a) lorsque l'application de ce critère aboutirait à confier une importante étude à un candidat ne bénéficiant pas de l'expérience requise.

Question 1028 (19.11.2010) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le respect des droits de l'Homme et des Chrétiens au Pakistan:

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères n'ignore pas que les droits de l'Homme sont souvent bafoués dans certains pays qui portent le titre de «République islamique». Les défenseurs des droits de l'Homme sont actuellement fort préoccupés par une décision de justice prise en République islamique du Pakistan.

Il y a quelques jours, Madame Asia Bibi vient d'être condamnée

à la mort par pendaison par un jugement du tribunal de Sheikhpura (province du Punjab) sur base d'un article du Code pénal pakistanais punissant le blasphème.

Madame Asia Bibi est une simple paysanne, âgée de 37 ans, maman de cinq enfants, dont le «tort» principal semble être sa foi chrétienne et le fait d'avoir défendu sa foi lors d'une banale «dispute» dans les champs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et à Monsieur le Ministre de l'Immigration:

1. Quelles sont les actions concrètes et à court terme que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères compte prendre pour faire infléchir les autorités de la République islamique du Pakistan dans le cas précis de Madame Asia Bibi?

2. Messieurs les Ministres sont-ils prêts, le cas échéant, à accorder l'asile politique au Luxembourg à Madame Asia Bibi, à son mari et à ses enfants et à faire bénéficier cette famille des dispositions générales qui auraient dû être mises en place pour des anciens détenus de la prison de Guantanamo?

3. Quelles sont, d'une manière générale, les actions concrètes que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères compte prendre - à titre national - pour faire assurer le respect des droits de l'Homme et la liberté de religion dans les pays qui fondent une partie de leur législation sur une stricte interprétation du Coran, cela notamment dans le cadre de l'extension du réseau diplomatique annoncé à la Chambre dans le cadre de la déclaration sur la politique étrangère?

Réponse commune (27.12.2010) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, et de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

1. Je suis atterré par la condamnation à mort pour blasphème prononcée par un tribunal local pakistanais à l'égard de Madame Asia Bibi. Non seulement, j'estime que toute condamnation à mort prononcée dans le monde constitue une violation des droits de l'Homme, et un traitement cruel, inhumain et dégradant, mais cet acte est également contraire à la tendance observée à travers le monde, à savoir qu'un nombre croissant de pays ont rejoint la liste des États - aujourd'hui plus de 140 - qui ont renoncé à la peine de mort et qui, comme nous tous, estiment que l'application de la sentence capitale constitue une atteinte au droit à la vie.

Je me félicite dans ce contexte de constater que cette tendance est reflétée dans les résolutions des Nations Unies 62/149 en 2007 et 63/168 en 2008, ainsi que par la nouvelle résolution qui sera votée par l'Assemblée générale des Nations Unies très prochainement, résolutions qui constituent un succès majeur pour la cause de l'abolition de la peine de mort.

Quant aux actions concrètes à prendre à court terme en faveur de Madame Bibi, j'estime que l'Union européenne doit jouer son rôle et je compte saisir l'opportunité du prochain Conseil Affaires étrangères pour mentionner le cas de Madame Bibi et sensibiliser mes homologues européens, ainsi que la HR/VP Mme Ashton, au cas de Madame Bibi afin de décider ensemble de la meilleure manière d'agir. L'ob-

jectif évident est d'éviter que la peine capitale soit appliquée.

2. Toute demande de protection internationale est examinée en détail quant à son bien-fondé par les services compétents. Le cas échéant, le demandeur, tout comme son conjoint et ses enfants, en tant que membres de famille, pourront se voir reconnaître le statut de réfugié voire bénéficier de la protection subsidiaire, conformément à la législation applicable en la matière.

À noter qu'en principe la demande est introduite soit à la frontière du Grand-Duché, soit à l'intérieur du pays. Le Ministre fait en sorte que les autorités auxquelles est susceptible de s'adresser une personne souhaitant présenter une demande de protection internationale soient en mesure de lui indiquer où et comment elle peut présenter une telle demande.

3. L'honorable Député n'est pas sans savoir que le Luxembourg a l'intention d'étendre son réseau diplomatique dans le Moyen-Orient moyennant l'ouverture d'une Ambassade à Abou Dhabi dans les Émirats arabes unis, ainsi que par l'accréditation d'ambassadeurs non résidents dans d'autres pays de la région. Une présence luxembourgeoise plus directe dans la région permettra à notre pays d'approfondir nos contacts avec ces pays ainsi que de faire passer nos messages sur le respect des droits de l'Homme et la liberté de religion.

Question 1029 (19.11.2010) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant le «congé collectif» dans la fonction publique:

Selon mes informations, la directrice du Lycée technique École de Commerce et de Gestion a ordonné en juillet 2010 la fermeture de l'établissement scolaire pour le mois d'août 2010 avec mise en compte de tous les jours ouvrables à titre de congé de récréation. Étant donné que certains membres du personnel administratif et technique étaient déjà en congé, ils n'ont été informés de cette mesure qu'après leur retour et ont ainsi perdu une grande partie de leurs jours de congé de récréation. Non seulement ils ne disposent plus de congé pour le reste de l'année, mais ils se trouvent en «débit» de congé pour l'année prochaine.

Le congé de récréation des salariés ou agents publics est accordé en principe selon le désir du concerné à moins que les nécessités du service ou les désirs justifiés d'autres salariés ou agents ne s'y opposent. Il ressort par ailleurs des dispositions du Code du Travail qu'en cas de fermeture de l'entreprise, donc pour les branches d'activités dans lesquelles le congé collectif est appliqué, «la période de congé doit être fixée d'un commun accord entre l'employeur et les travailleurs ou les délégations de l'entreprise. Elle doit être notifiée aux salariés au plus tard au courant du premier trimestre de l'année de calendrier».

Le statut des fonctionnaires et employés ne contient pas de dispositions concernant un «congé collectif», sauf pour le cas du «congé de compensation» ou des «jours fériés de rechange collectifs». Il existe toutefois un article selon lequel les dispositions du statut peuvent être complétées par des «instructions plus détaillées par décision du Ministre du ressort sur avis conforme du



Ministre de la Fonction publique», disposition qui laisse une certaine marge de manœuvre.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique:

1) Les membres du Gouvernement étaient-ils au courant de cette décision, respectivement s'agissait-il d'une «instruction» telle que prévue dans le statut de la fonction publique?

2) Est-ce que la procédure apparemment appliquée par la directrice est conforme aux droits des salariés ou agents en question? Sinon, quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour rétablir les droits lésés du personnel concerné et pour prévenir ce genre de décisions à l'avenir?

3) Est-ce que d'autres établissements scolaires ont fermé leurs portes pendant les vacances d'été? Dans l'affirmative, lesquels et selon quelle procédure?

4) D'une manière plus générale: quelle est la procédure applicable lorsqu'un établissement scolaire entend imposer un congé collectif? Cette procédure doit-elle prévoir une information adéquate du personnel selon un mécanisme similaire à celui en vigueur dans le secteur privé?

Réponse commune (24.12.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*:

Le problème soulevé par l'honorable Député a trouvé son origine dans le fait que des travaux d'entretien et de réfection qui devaient normalement avoir lieu pendant le mois d'août au Lycée technique École de Commerce et de Gestion ont été annulés en dernière minute. Cette situation imprévisible a amené la direction du lycée à fermer les locaux pendant le mois d'août et à attribuer d'office à tous les agents concernés autant de jours de congé que nécessaire pour couvrir le mois d'août.

Ce n'est qu'après la rentrée scolaire de septembre 2010 qu'il a été constaté que certains des agents concernés se trouvaient en situation de «débit» du point de vue congé légal.

Cette situation étant le résultat d'une situation particulière au Lycée technique École de Commerce et de Gestion, elle n'était pas la conséquence de l'application d'une instruction du Gouvernement en Conseil ou d'un membre du Gouvernement.

Entre-temps, le problème soulevé a été réglé de façon satisfaisante au sein du lycée; de même, la procédure d'autorisation interne des congés du personnel a été revue de façon à garantir le respect des dispositions légales, réglementaires et contractuelles afférentes.

Si aucun motif externe, comme par exemple des travaux de maintenance, n'oblige à garder ouvert un établissement, il est de tradition de fermer les établissements d'enseignement pendant une période se situant dans les vacances et congés scolaires, à savoir normalement le mois d'août.

Ces fermetures, planifiées à l'avance et de concert avec le personnel concerné, sont décidées par la direction de l'établissement en considération de la situation spécifique de chaque école.

La notion de congé collectif ne se retrouvant pas dans le secteur public, une période de congé obligatoire pour tout le personnel ne saurait être imposée, mais doit résulter de l'accord de tous les intéressés, dans le respect de la législation afférente.

Question 1030 (22.11.2010) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant les **vélos et motos à la gare CFL Luxembourg**:

Depuis des années des emplacements sécurisés pour bicyclettes (boxes pour vélos) à la gare de Luxembourg sont demandés par les utilisateurs des CFL et les associations cyclistes. Suivant nos informations, la Centrale de Mobilité serait en charge d'élaborer un projet national y relatif transférable à d'autres gares ferroviaires suivant des idées conçues par les CFL.

Dans le cadre de ce projet seraient également prévus des emplacements pour motocyclettes qui, suivant nos informations, ne seraient actuellement pas autorisées à utiliser le nouveau parking pour voitures des CFL à la gare de Luxembourg.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est le stade d'avancement du projet «boxes pour vélos» à la gare de Luxembourg et au niveau national? Qui est en charge de faire avancer la planification et la mise en œuvre de ce projet?

- Est-il exact que les motocyclettes ne sont pas autorisées à utiliser le nouveau parking des CFL à la gare de Luxembourg? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de cette mesure?

Réponse (6.1.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En ce qui concerne l'aménagement de boxes pour vélos aux gares et arrêts du réseau ferré luxembourgeois, une étude menée par la Communauté des Transports en collaboration avec la LVI (Lëtzebuurger Vélos-Initiativ) est en cours. Cette étude, lancée suite à la demande de différentes communes, permettra de définir un équipement uniforme à installer sur l'ensemble des gares et arrêts du réseau ferré. Il s'agit d'éviter les utilisations non désirées de ces boxes (stockages divers, entrepôt pour trafics clandestins, etc.) tout en offrant les facilités sollicitées par les cyclistes/clients du rail. Les conclusions de cette étude seront prochainement disponibles. Dans le cadre des travaux d'aménagement des nouveaux gares et arrêts actuellement en cours, des gaires et autres infrastructures destinées à recevoir des boxes pour vélos ont déjà été prévues par les CFL.

En ce qui concerne le nouveau parking des CFL à la gare de Luxembourg, l'accès et l'utilisation par des motocyclettes est interdit en raison des boucles d'induction qui contrôlent le fonctionnement des barrières et portails d'accès et de sortie du site du parking qui ne permettent pas de détecter ce type d'engins en toute sécurité. Ce problème ne se pose pas uniquement sur le site des CFL, mais d'une manière plus générale sur l'ensemble des parkings équipés de barrières

d'entrée et de sortie. Néanmoins, et pour offrir des places de stationnement à ces engins à la gare de Luxembourg, il sera créé dans le cadre de la prochaine phase de travaux, une zone couverte dédiée aux motos aux abords immédiats de celle réservée aux vélos prévue entre la nouvelle gare routière et le nouveau parking CFL. Par ailleurs, et dans le cadre de tout projet de réaménagement de gare et d'arrêt du réseau ferré, ceux-ci seront équipés, outre d'abris pour vélos, également de places de stationnement réservées aux motos.

Question 1031 (22.11.2010) de **M. Marc Spautz** (*CSV*) concernant la **responsabilité en cas d'accident ou d'incident majeur dans les maisons relais**:

En effet, quand bien même l'article 18 du règlement grand-ducal du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maisons relais pour enfants prévoit que «le gestionnaire veille à ce que toutes les précautions garantissant un haut niveau de sécurité aux enfants soient prises lors de la construction et de l'aménagement des infrastructures, de l'acquisition et de la disposition du mobilier, des équipements, des jeux et des jouets (...)», la responsabilité en cas d'accident ou d'incident majeur dans les maisons relais soulève de nombreuses interrogations comme le prouve une affaire récente et très médiatisée. La décision de justice qui vient d'être rendue en première instance n'a pas, au vu des réactions tant des personnes ou professions impliquées que de l'opinion publique, entièrement clarifié la situation. Des zones d'ombre demeurent.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Famille, de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il faille, au nom de la sécurité juridique, intervenir et clarifier une fois pour toutes l'épineuse question de la responsabilité en cas d'accident ou d'incident majeur dans les maisons relais en déterminant notamment de manière plus précise la responsabilité des différents acteurs et intervenants en la matière?

2. Dans l'affirmative, quel serait l'instrument juridique le plus approprié pour ce faire? Un nouveau règlement? Une loi? Ou plutôt une convention d'application générale?

Réponse commune (10.1.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

1. Dans ce contexte, et comme l'honorable Député fait référence à une norme juridique visant l'agrément des maisons relais, il convient d'établir une distinction entre d'une part la question de l'agrément d'une personne physique et morale à entreprendre ou à exercer l'une des activités visées par la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique - loi dite ASFT - et d'autre part la question de la responsabilité qui peut se poser en cas de survenance d'un fait dommageable dans le cadre du fonctionnement d'une structure d'accueil de type «maison relais».

a) La question de l'agrément

Dans sa question parlementaire l'honorable Député fait référence à l'article 18 du règlement grand-ducal du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maisons relais pour enfant, qui a été pris en exécution de la loi dite ASFT.

Selon l'article 1^{er} de la loi ASFT une personne physique ou morale désireuse d'exercer une activité visée par la loi ASFT à titre principal et accessoire, de manière non-occasionnelle et contre rémunération, doit être en possession d'un agrément écrit délivré par le ministre compétent. Il s'ensuit que l'agrément est délivré à une personne physique ou morale désireuse d'entreprendre ou d'exercer une telle activité.

Aux termes de l'article 2 de la loi dite ASFT et en vue de l'obtention de l'agrément le requérant doit remplir cinq obligations, à savoir:

- a. remplir les conditions d'honorabilité;
- b. disposer d'immeubles, de locaux ou de toute autre infrastructure correspondant tant aux normes minima de salubrité et de sécurité;
- c. disposer d'un personnel qualifié en nombre suffisant pour assurer la prise en charge ou l'accompagnement des usagers;
- d. présenter la situation financière et un budget prévisionnel, et
- e. garantir que les activités agréées soient accessibles

(Selon les auteurs de la loi ASFT¹ l'obligation pour un organisme d'obtenir un agrément de l'État pour la création, l'extension et la modification d'un service sociofamilial ou sociothérapeutique, assorti d'un droit de surveillance des pouvoirs publics, constitue pour les usagers d'un service la garantie fondamentale que celui-ci remplit les conditions élémentaires de moralité, d'honorabilité et de qualification des responsables et du personnel ainsi que celles relatives à l'infrastructure nécessaire au fonctionnement d'un tel service.

Au sujet de la genèse de l'agrément délivré dans le cadre des structures ASFT, la Commission parlementaire de la Famille et de la Solidarité sociale fait valoir dans son rapport au sujet du projet de loi n°3571 ce qui suit:

«Le législateur vise par le projet de loi à assurer un niveau de qualité et de sécurité minimale de toutes les prestations posées par les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique. À l'instar de ce qui existe depuis des années dans les pays limitrophes, le législateur soumet ainsi la création, la modification et la gestion de ces organismes à une autorisation du ministre compétent. Cet agrément fixe les conditions élémentaires de moralité, d'honorabilité et de qualification des responsables et du personnel ainsi que celles relatives à l'infrastructure nécessaire au bon fonctionnement et assure ainsi une protection maximale de tous les usagers de ces services.»)

Il s'ensuit que l'agrément constitue une condition *sine qua non* autorisant une personne juridique à exercer une activité dans le domaine des activités ASFT en se conformant à un certain nombre de conditions élémentaires nécessaires au bon fonctionnement du service offert.

¹ Projet de loi n°3571 - exposé des motifs page 3.

Cependant l'agrément ne règle pas la question des responsabilités qui peuvent se poser dans le cadre du fonctionnement d'une maison relais.

b) La question de la responsabilité

Comme l'honorable Député fait référence à une «affaire récente et très médiatisée», le Ministère s'abstient de tout commentaire sur la question de la responsabilité qui soit en rapport avec une affaire qui est pendante devant les juridictions de l'ordre judiciaire.

Sur le plan des principes applicables en matière de la responsabilité, il convient de rappeler que d'un point de vue juridique la responsabilité qu'elle soit civile ou pénale suppose la réunion de trois éléments constitutifs, à savoir la survenance d'une faute (faute civile ou infraction pénale), l'existence d'un préjudice et l'existence d'un lien de causalité entre la faute commise dans le chef de son auteur et le dommage subi par la victime.

Les questions qui se posent dans le cadre de la responsabilité relèvent de l'application des règles de droit commun déjà existantes; c'est-à-dire des règles de droit civil en ce qui concerne le volet de la responsabilité civile, et des règles de droit pénal en ce qui concerne le volet de la responsabilité pénale et du droit social en ce qui concerne la question de l'indemnisation des victimes.

Il appartient aux juridictions de trancher les questions de responsabilité au cas par cas.

2. Le seul instrument juridique approprié pour traiter de la responsabilité est la loi. Or, toute initiative pour apporter une quelconque modification à la législation existante en matière de responsabilité nécessite une étude approfondie de tous les aspects de la responsabilité au préalable.

Question 1033 (23.11.2010) de **M. Roger Negri** (*LSAP*) concernant les **honoraires des notaires**:

Le Gouvernement a développé ces dernières années un large arsenal d'instruments pour intervenir directement dans le jeu du marché immobilier et pour influencer ainsi sur les prix des immeubles et des terrains.

Ces instruments sont surtout le droit de préemption, le droit d'emphytéose et le droit de superficie, l'obligation de construire, différentes mesures administratives et fiscales (p. ex. la taxe communale spécifique d'occupation ou de non-affectation à la construction de certains immeubles) et les nouvelles possibilités de taxation en matière d'impôt foncier. Afin de faciliter l'accès à la propriété, le programme gouvernemental prévoit, entre autres, une révision de la grille des honoraires des notaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si cette révision a déjà été faite et quelles ont été les conclusions?



- Dans la négative, quand est-ce que le Ministre estime procéder à cette révision de la grille des honoraires des notaires?

- Quelle est la part actuelle des honoraires des notaires lors de l'acquisition d'une propriété et de combien Monsieur le Ministre souhaite-t-il faire baisser cette part afin de faciliter de façon substantielle l'accession à la propriété?

Réponse (15.12.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement*:

La révision de la grille des honoraires des notaires n'a pas encore été opérée en raison du fait que l'intervention des notaires dans le cadre de l'introduction d'une assurance obligatoire de responsabilités biennale et décennale pour les «promoteurs-immobiliers» n'est pas encore déterminée. Cette nouvelle mission pour les notaires s'ajoutera à toutes celles introduites dans la législation au fil des dernières années, telles que les missions du notaire dans le cadre du droit de préemption et dans le cadre de l'élaboration du certificat énergétique pour ne citer que ces deux exemples.

En ce qui concerne la détermination des honoraires des notaires dans le cadre d'une vente d'un logement, il y a lieu de citer comme base légale le règlement grand-ducal modifié du 24 juillet 1971 portant révision du tarif des notaires. Aux termes de cette réglementation les honoraires sont à calculer d'après les tranches successives du barème 7 dudit règlement.

Exemple de calcul dans le cas d'un acte de vente d'un logement au prix de 450.000 euros:

Tranches successives	Montants des tranches successives (converties en euros et arrondies)	Barème 7 %	Honoraires
1	3.718,-	4	149,-
2	3.718,-	2	74,-
3	9.916,-	1,5	149,-
4	7.437,-	0,8	60,-
5	49.579,-	0,6	297,-
6	74.368,-	0,5	372,-
7	99.157,-	0,3	297,-
Sous-Total	247.893,-		1.398,-
8	Tranche allant jusqu'à 1 million €	0,1	202,-
Total	450.000,-		1.600,-

Question 1034 (23.11.2010) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant le «**cluster de droits d'auteur**»:

Lors de son discours prononcé à la cérémonie d'ouverture de la foire de printemps 2010 à Luxembourg, Monsieur le Ministre a affirmé que: «Afin de garantir un développement économique durable de notre pays, il est primordial d'identifier des secteurs économiques dont le potentiel est assuré au moins à moyen terme, basé sur l'innovation, en fait l'originalité. Notre nouvelle réglementation fiscale de la propriété intellectuelle crée un cadre très propice pour attirer des activités basées sur un savoir-faire à forte composante de recherche.»

Dans ce contexte, j'aimerais savoir quelles sont les réflexions et intentions du Gouvernement luxembourgeois au niveau de l'économie luxembourgeoise dans le domaine des droits d'auteur.

1) Quels sont les différents taux d'imposition actuels des droits d'auteur au niveau européen?

2) Une fiscalité internationale avantageuse au niveau des droits d'auteur ne favoriserait-elle pas une niche économique pour le moins prometteuse?

3) Est-ce qu'une telle politique de «cluster de droits d'auteur» serait compatible avec les directives européennes?

4) Quel est l'avis de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur concernant la création d'un «cluster de droits d'auteur» comparable avec les clusters Luxembourg Materials Cluster, Luxembourg BioHealth Cluster, Luxembourg Ecolnnovation Cluster, Cluster for Logistics Luxembourg et Cluster Maritime Luxembourg?

5) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le montant total des droits d'auteur prélevés au niveau national voire européen?

Réponse commune (27.12.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*, et de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Il convient tout d'abord de noter qu'en ce qui concerne la fiscalité luxembourgeoise, l'article 50bis, alinéa 1^{er} L.I.R. dispose que les revenus perçus à titre de rémunération pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur des logiciels informatiques, d'un brevet, d'une

marque de fabrique ou de commerce, d'un nom de domaine, d'un dessin ou d'un modèle sont exonérés à hauteur de 80% de leur montant net positif. La couverture très vaste de cet article vise donc également le droit d'auteur sur les logiciels informatiques. Les autres droits d'auteur ne sont pas couverts.

À ce sujet, les propositions d'ordre général du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pour l'amélioration de la compétitivité nationale prévoient en leur point 21 A: «Apporter des modifications ponctuelles à l'article 50bis de la loi sur la propriété intellectuelle et de sa circulaire d'application, qui pourraient encore améliorer l'efficacité de ce régime. Le champ d'application pourrait être élargi aux droits d'auteur autres que les logiciels informatiques.»

Le Gouvernement est en train d'analyser si des incitations fiscales visant les droits d'auteur, sans qu'elles aboutissent à des risques d'abus, pourraient être mises en place. Il est également

tenu compte notamment du potentiel économique d'un concept en cette matière, des enjeux budgétaires et de l'impératif que toute initiative dans ce domaine devra être conforme au droit communautaire

Pour ce qui est de la fiscalité des droits d'auteur dans d'autres pays européens, une telle étude requiert des recherches poussées, étant donné qu'il s'agit d'analyser les systèmes d'imposition de ces pays, en tenant compte des taux d'imposition, des bases d'imposition et d'éventuels crédits d'impôts en matière de droits d'auteur, ainsi que de l'étendue des différentes mesures fiscales et des droits qu'elles visent. Nous nous limiterons donc à ce stade à donner un aperçu de mesures fiscales, telles qu'en place, à notre connaissance, auprès de deux voisins directs du Luxembourg, ainsi qu'en Irlande.

En Belgique, la loi du 16 juillet 2008 modifiant le Code des impôts sur les revenus de 1992 et organisant une fiscalité forfaitaire des droits d'auteur et des droits voisins a introduit un régime spécifique concernant les droits d'auteur et droits voisins ne dépassant pas un plafond de 37.500 € (plafond indexable): le précompte mobilier de 15% s'applique aux revenus en question qui sont attribués à des personnes physiques.

En France, les produits de droits d'auteur perçus par les écrivains ou compositeurs sont rangés dans la catégorie des bénéfices non commerciaux (article 92, 2^o Code général des impôts).

Malgré cette qualification, ces produits sont imposables à l'impôt sur le revenu:

- soit dans la catégorie des traitements et salaires s'ils sont intégralement déclarés par des tiers,
- soit dans la catégorie des bénéfices non commerciaux dans le cas contraire ou en cas d'option pour ce régime.

Ces produits peuvent être imposés sur la base d'un bénéfice moyen (calculé sur trois ou cinq ans) sur la demande de l'auteur ou du compositeur.

En Irlande, il existe depuis 1969 un régime d'exemption spécifique concernant les artistes et écrivains. Dans le cadre du budget 2011, l'exemption des artistes et écrivains est limitée à des revenus de 40.000 €.

Pour ce qui est d'un cluster, il s'agit d'une structure proactive et pratique qui peut regrouper des entreprises de tailles diverses, des laboratoires de recherche public ou privé, unis par une communauté d'intérêts, des complémentarités ou des interdépendances et développant volontairement des relations de coopération dans un ou plusieurs domaines technologiques. Le programme clusters (ou «grappes technologiques») du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur vise à former des partenariats industriels qui se traduisent par un partage de compétences technologiques complémentaires, une recherche collaborative, pouvant conduire à des projets de coopération en matière de R&D et au développement de nouvelles activités économiques (http://www.guichet.public.lu/fr/entreprises/recherche-innovation/R-D-innovation/pourquoi-comment-innovier/renforcer-activite-par-R_D/index.html). Un cluster des droits d'auteur n'est pas envisagé pour le moment, alors que les possibilités de collaboration pour les entreprises concernées par la matière sont peu nombreuses dans

ce domaine souvent plus juridique que technique.

À noter finalement que le montant total des droits d'auteur prélevés au niveau national par les différentes sociétés de gestion collective concernant l'année 2009 s'élève à 13.083.978.01 €.

Question 1035 (23.11.2010) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant la **concentration d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) autour de l'aciérie électrique à Esch/Belval**:

D'après le Mouvement écologique la concentration d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) autour de l'aciérie électrique à Esch/Belval dépasserait de six à neuf fois les valeurs limites autorisées de cette molécule à forte toxicité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces concentrations élevées?

- Quelles sont les valeurs exactes mesurées sur le site d'Esch/Belval?

- Quels effets cette concentration d'HAP a-t-elle sur la population avoisinante?

- Est-ce que la population avoisinante a été informée de la présence d'HAP autour du site d'Esch/Belval?

- Quelles mesures ont été prises, respectivement sont envisagées pour remédier à la situation?

Réponse (29.12.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En ce qui concerne les deux premières questions de l'honorable Député, il convient de préciser en premier lieu que le four électrique de l'aciérie électrique à Esch/Belval est alimenté avec des déchets d'acier correspondant aux spécifications «Steel Scrap Specification» qui disposent, entre autres, que l'apport de matière consommable non métallique doit être réduit à des quantités négligeables. Depuis novembre 2009, l'entreprise est autorisée à enfourner également des pneus, ceci en substitution de l'antracite. L'entreprise enfourne effectivement des pneus depuis février 2010.

Lors des trois campagnes de mesure en avril, juin et septembre 2010, des émissions élevées en hydrocarbures polycycliques aromatiques (HAP, en allemand «polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe - PAK») ont été mesurées à la cheminée du site d'Esch/Belval. Tandis que la valeur limite imposée est de 50 µg/Nm3, les valeurs mesurées étaient de 67.22, 116.40, 366.56, 191.39, 122.72, 981.98, 172.03, 51.68 et 161.77 µg/Nm3.

Il n'est cependant pas possible de conclure à l'existence d'un lien direct entre le dépassement des valeurs limites et l'enfournement des pneus. En effet, la campagne de mesure spécifique menée au moment où un tel enfournement avait eu lieu n'a pas abouti à des résultats différents des deux autres campagnes.

En vue de garantir une information régulière et transparente de la population, l'arrêté 1/07/0231/RG délivré sur base de la législation sur les établissements classés a prévu notamment la constitution, sous la direction de l'Admi-

nistration de l'Environnement, d'un comité de suivi constitué par des représentants de l'exploitant, des communes concernées et du Mouvement écologique ainsi que de la Biergerinitiative «Stop Dioxin». Lors de ces comités de suivi, l'exploitant informe les participants de l'évolution des expériences acquises en matière de revalorisation des pneus usagés.

Ledit arrêté définit encore des conditions spécifiques concernant la gestion des pneus usagés acceptés et traités.

Une nouvelle campagne de mesure est prévue pour la mi-janvier et suite à cela, le comité de suivi précité fera le point pour la mi-février.

Question 1036 (23.11.2010) de **M. André Hoffmann** (déi Lénk) concernant les **méthodes de surveillance du service de sécurité de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg**:

Selon des informations parues dans la presse luxembourgeoise, le service de sécurité de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg aurait observé, voire surveillé durant des années des personnes jugées suspectes en dehors du site de l'ambassade. La porte-parole de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg, Madame Kareen Thorpe, ainsi que l'ambassadrice, Madame Cynthia Stroum, auraient confirmé ces faits.

Les mêmes pratiques d'observation et de surveillance en dehors du territoire de compétence des ambassades des États-Unis ont été révélées jusqu'à présent en Norvège, au Danemark, en Islande, en Finlande et en Suède, ce qui a mené la presse internationale à qualifier cette affaire de «Skandinavia Gate».

Selon mes informations, les ministères de la Justice respectifs des pays précités se sont saisis des dossiers afin de mener une enquête et de clarifier ainsi si ces pratiques sont compatibles avec les lois de ces pays.

Selon l'article 19 du Code d'instruction criminelle, «le Ministre de la Justice peut dénoncer au procureur général d'État les infractions à la loi pénale dont il a connaissance, lui enjoindre d'engager des poursuites ou de saisir la juridiction compétente de telles réquisitions écrites que le Ministre juge opportunes».

Je voudrais donc demander à Monsieur le Ministre de la Justice de répondre aux questions suivantes:

1. L'observation ou la surveillance de citoyens en dehors du territoire de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg n'est-elle pas contraire à la législation luxembourgeoise, notamment à la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel?

2. Confronté à des pratiques d'observation et de surveillance probablement illicites du service de sécurité de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg, Monsieur le Ministre entend-il, à l'instar de ses homologues scandinaves, recourir à l'article 19 du Code d'instruction criminelle et saisir le parquet avec l'affaire, lui demandant de mener une enquête judiciaire?

3. Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur quelles bases légales les pratiques



d'observation et de surveillance du service de sécurité - et confirmées par l'ambassadrice, Madame Cynthia Stroum - se fondent?

Question 1037 (23.11.2010) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant les **méthodes de surveillance du service de sécurité de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg**:

Selon des informations parues dans la presse luxembourgeoise, le service de sécurité de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg aurait observé, voire surveillé durant des années des personnes jugées suspectes en dehors du site de l'ambassade. La porte-parole de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg, Madame Kareen Thorpe, ainsi que l'ambassadrice, Madame Cynthia Stroum, auraient confirmé ces faits.

Les mêmes pratiques d'observation et de surveillance en dehors du territoire de compétence des ambassades des États-Unis ont été révélées jusqu'à présent en Norvège, au Danemark, en Islande, en Finlande, en Suède et en Estonie, ce qui a mené la presse internationale de qualifier cette affaire de «Scandinavia Gate».

Je voudrais donc demander à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères de répondre aux questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations et, le cas échéant, décrire de façon détaillée les pratiques de surveillance du service de sécurité de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg?
2. Monsieur le Ministre était-il informé de ces pratiques de surveillance de la part de l'ambassade des États-Unis?
3. Sur quelle base légale le service de sécurité de l'ambassade des États-Unis a-t-il poursuivi ces missions d'observation?
4. L'observation ou la surveillance de citoyens en dehors du territoire de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg n'est-elle pas contraire à la législation luxembourgeoise, notamment à la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel?
5. Ces pratiques citées dans la presse ne constituent-elles pas une atteinte à la souveraineté du pays?
6. De quelle manière le Gouvernement luxembourgeois entend-il réagir ou intervenir auprès des autorités des États-Unis afin de protéger les citoyens d'actes de surveillance ou d'observation illicites?
7. Cette affaire aura-t-elle un impact sur les relations bilatérales?

Question 1038 (23.11.2010) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant les **méthodes de surveillance du service de sécurité de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg**:

Selon des informations parues dans la presse luxembourgeoise, le service de sécurité de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg aurait observé, voire surveillé durant des années des personnes jugées suspectes en dehors du site de l'ambassade. La porte-parole de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg, Madame Kareen Thorpe, ainsi que l'ambassadrice, Madame Cynthia Stroum, auraient confirmé ces faits.

Les mêmes pratiques d'observation et de surveillance en dehors

du territoire de compétence des ambassades des États-Unis ont été révélées jusqu'à présent en Norvège, au Danemark, en Islande, en Finlande et en Suède, ce qui a mené la presse internationale de qualifier cette affaire de «Skandinavia Gate». Des enquêtes sont en cours à quel niveau les forces de l'ordre de ces pays auraient collaboré, voire participé à de telles pratiques de surveillance.

Selon les déclarations de Madame Kareen Thorpe, les services de sécurité de l'ambassade des États-Unis, qui sont à l'origine de ces pratiques, auraient étroitement collaboré avec les autorités luxembourgeoises: «Ich möchte aber auch hervorheben, dass die US-Botschaft mit den lokalen Sicherheitsbehörden kooperiert.» (tageblatt, 19 novembre 2010)

Je voudrais donc demander à Monsieur le Premier Ministre de répondre aux questions suivantes:

1. Est-ce que le Service de Renseignement de l'État était informé des pratiques d'observation et de surveillance du service de sécurité de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg en dehors de leur territoire?
2. Est-ce que le Service de Renseignement de l'État a soutenu la «Surveillance Detection Unit (SDU)» dans leurs pratiques de surveillance et d'observation en dehors du territoire de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg?

Question 1039 (23.11.2010) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant les **méthodes de surveillance du service de sécurité de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg**:

Selon des informations parues dans la presse luxembourgeoise, le service de sécurité de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg aurait observé, voire surveillé durant des années des personnes jugées suspectes en dehors du site de l'ambassade. La porte-parole de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg, Madame Kareen Thorpe, ainsi que l'ambassadrice, Madame Cynthia Stroum, auraient confirmé ces faits.

Les mêmes pratiques d'observation et de surveillance en dehors du territoire de compétence des ambassades des États-Unis ont été révélées jusqu'à présent en Norvège, au Danemark, en Islande, en Finlande et en Suède, ce qui a mené la presse internationale de qualifier cette affaire de «Skandinavia Gate». Des enquêtes sont en cours à quel niveau les forces de l'ordre de ces pays auraient collaboré, voire participé à de telles pratiques de surveillance.

Selon les déclarations de Madame Kareen Thorpe, les services de sécurité de l'ambassade des États-Unis, qui sont à l'origine de ces pratiques, auraient étroitement collaboré avec les autorités luxembourgeoises: «Ich möchte aber auch hervorheben, dass die US-Botschaft mit den lokalen Sicherheitsbehörden kooperiert.» (tageblatt, 19 novembre 2010)

Je voudrais donc demander à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de la Défense de répondre aux questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre était-il informé de ces pratiques de surveillance et d'observation du service de sécurité de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg?
2. Est-ce que des services de la Police grand-ducale ont collaboré avec la «Surveillance Detection

Unit (SDU)» de l'ambassade des États-Unis?

3. La Police grand-ducale a-t-elle eu connaissance des actes de surveillance et d'observation de la SDU en dehors du territoire de l'ambassade?

4. Dans l'affirmative, la Police grand-ducale a-t-elle soutenu la SDU dans ces missions d'observation?

5. L'observation ou la surveillance de citoyens en dehors du territoire de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg n'est-elle pas contraire à la législation luxembourgeoise, notamment à la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel?

6. Selon les informations de presse, la SDU aurait recruté bon nombre de ces collaborateurs auprès de soldats luxembourgeois ayant achevé leur service militaire. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

Réponse (18.1.2011) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Depuis les attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en 1998, qui ont coûté la vie à 228 personnes et fait des centaines de blessés, les États-Unis ont décidé de renforcer la sécurité de leurs chancelleries à l'étranger, notamment par la création, au sein de la grande majorité de leurs ambassades, d'unités chargées de surveiller l'accès et les abords immédiats des immeubles concernés. Ces unités s'appellent «Surveillance and Detection Unit» (SDU) et sont placées sous l'autorité d'un «Regional Security Officer» (RSO) qui relève lui-même de l'autorité du chef de poste.

À l'ambassade des États-Unis au Luxembourg, la SDU compte actuellement onze personnes. Ce nombre, qui peut paraître élevé, s'explique par le fait qu'il faut assurer le travail de surveillance pratiquement en continu. Au quotidien, trois à quatre agents seulement sont donc en service. À l'exception du RSO, ils ne disposent pas du statut diplomatique, font partie du personnel administratif et technique et sont recrutés sur place, à Luxembourg. Un recrutement parmi d'anciens soldats volontaires n'est donc pas exclu.

L'ambassade des États-Unis a spécifié que la SDU effectuait une mission de surveillance des accès et abords immédiats des locaux occupés à titre officiel par l'ambassade. Les comportements jugés suspects et récurrents dans cette zone sont notés et transmis à la Police grand-ducale. Celle-ci procède à des contrôles qui, s'ils permettent de conclure à l'existence d'une menace au sens pénal du terme, entraînent la saisine du parquet. L'intervention de la Police grand-ducale est strictement limitée à ce niveau. La Police grand-ducale n'intervient que dans le cadre des missions qui lui sont attribuées par la loi. De la sorte, la police ne peut que réagir aux demandes ponctuelles provenant de l'ambassade des États-Unis.

Si on prend comme référence les communiqués que la police a adressés, pour information, aux médias luxembourgeois ces douze derniers mois concernant les événements signalés par la SDU, on se rend compte qu'il s'agit, pour l'essentiel, de véhicules non immatriculés au Luxembourg garés en contravention au Code de la Route sur les

emplacements réservés à l'ambassade. Les autres rares faits signalés à la Police grand-ducale ont trait à des personnes au comportement menaçant.

L'ambassade des États-Unis à Luxembourg n'a jamais cherché à cacher l'existence de son service de sécurité - son site Internet identifie clairement le RSO et indique l'existence d'un dispositif de sécurité. Elle a, par ailleurs, toujours été en contact avec les autorités luxembourgeoises en charge de l'ordre public qui, en fonction du risque pesant sur l'ambassade, ont assuré une surveillance adaptée au niveau de risque.

Pour ce qui est du Service de Renseignement de l'État, celui-ci n'a pas apporté son soutien aux activités de la SDU. Il collecte, dans le cadre des missions dont il est chargé aux termes de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État, des informations relatives à d'éventuelles activités non déclarées de services de renseignement étrangers, dont les services américains, sur le territoire luxembourgeois. D'après les informations dont dispose le Gouvernement, les activités de la SDU ne relèvent pas d'une mission de renseignement, mais se concentrent exclusivement sur la sécurité de l'enceinte et du personnel de l'ambassade.

En ce qui concerne le respect par l'ambassade des États-Unis de la législation luxembourgeoise en général et de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, l'ambassade est évidemment tenue de s'y conformer. Le rôle de l'administration consiste à informer les ambassades sur le cadre légal qui limite leur dispositif de sécurité et à les rappeler à l'ordre s'il apparaît qu'un service de surveillance dépendant d'une ambassade transgresse ces limites. En vertu de ceci, le Ministère des Affaires étrangères a, entre autres, réitéré à l'ambassade des États-Unis qu'en aucun cas son travail de surveillance ne pouvait aller au-delà du périmètre immédiat des bâtiments qu'elle occupe. L'ambassadeur américain a, de son côté, renouvelé cet engagement.

Par ailleurs, une réunion entre les responsables des administrations luxembourgeoises veillant à la sécurité des ambassades et ceux qui ont la même tâche au sein de l'ambassade américaine a eu lieu le 7 décembre 2010. Les différents aspects d'ordre légal touchant à la surveillance des abords de l'ambassade y ont été évoqués et précisés pour garantir le respect de la loi tout comme l'intégrité des immeubles occupés par les services diplomatiques américains à Luxembourg.

Enfin, le Ministre de la Justice a demandé au procureur général d'État de faire vérifier si les faits reprochés aux autorités américaines sont de nature à enfreindre la loi pénale luxembourgeoise. Le procureur général d'État a donné suite à la demande du Ministre de la Justice en ordonnant un examen de cette question.

Je voudrais conclure en soulignant le fait que le Luxembourg et les États-Unis entretiennent d'excellentes relations, fondées sur une histoire commune, une amitié profonde et une reconnaissance mutuelle. Celles-ci prévaudront toujours sur les divergences de vues que nous constatons parfois sur tel ou tel problème d'actualité. Pour ce qui

nous concerne ici, le Gouvernement n'a pas constaté de désaccord entre les États-Unis et le Luxembourg, pas plus qu'il n'existe d'«affaire» pesant sur les relations entre les États-Unis et le Grand-Duché de Luxembourg.

Question 1041 (24.11.2010) de **M. Marcel Oberweis** (*CSV*) concernant la **refonte de la directive sur la performance énergétique des bâtiments de 2002**:

En 2002, le Parlement européen a adopté une directive relative à la performance énergétique des bâtiments. Celle-ci répondait à deux préoccupations de poids, à savoir l'application du protocole de Kyoto et la sécurité de l'approvisionnement afin de réduire la trop forte dépendance énergétique de l'Union européenne.

Sachant que la moitié de l'énergie consommée est importée et que les bâtiments représentent 40% de la dépense énergétique totale, il semble important de réduire les dépenses énergétiques des bâtiments, ce qui nous permettra de diminuer la dépendance énergétique.

Le Parlement européen a adopté le 18 mai 2010 la directive sur la performance énergétique des bâtiments (directive 2010/31/CE). Il s'agit d'une refonte de la directive 2002/91/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002. La nouvelle directive vise à améliorer la performance énergétique des bâtiments dans l'Union européenne et à aider l'ensemble de l'Union européenne à atteindre son engagement de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Dans quel délai Monsieur le Ministre entend-il transposer la directive susmentionnée?
- Quelles seront les démarches en vue d'élaborer un plan national visant à accroître le nombre de bâtiments «à consommation d'énergie quasiment nulle» et dont la consommation d'énergie devrait être très largement couverte par de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, y compris des énergies renouvelables produites sur site ou à proximité?
- Ne devrait-on pas remplacer sous peu la récente certification de la performance énergétique des bâtiments?

Réponse (31.12.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

La directive 2010/31/CE sur la performance énergétique des bâtiments doit être transposée en droit national au plus tard pour le 9 juillet 2012. Certaines dispositions ne doivent être transposées que pour le 9 janvier respectivement le 9 juillet 2013.

Les travaux de transposition ont déjà été entamés et j'estime pouvoir soumettre au Conseil de Gouvernement un projet de texte dans la deuxième moitié de 2011. À cet égard, il convient de préciser que la directive en question n'est pas une directive qui fait table rase des dispositions actuelles, mais qu'il s'agit d'une re-

fonte de l'ancienne directive 2002/91/CE.

Pour ce qui concerne les bâtiments à consommation quasi nulle, il y a lieu de préciser que la directive 2010/31/CE prévoit que les États membres élaborent des plans nationaux pour le 9 juillet 2012 visant à accroître le nombre de bâtiments dont la consommation d'énergie est quasi nulle. Ces plans nationaux comprennent notamment des objectifs intermédiaires visant à améliorer la performance énergétique des nouveaux bâtiments jusqu'en 2015, des informations sur les politiques et sur les mesures financières ou autres adoptées pour promouvoir les bâtiments dont la consommation d'énergie est quasi nulle ainsi que des détails sur les exigences et mesures nationales concernant l'utilisation d'énergie provenant de sources renouvelables dans les nouveaux bâtiments et dans les bâtiments existants faisant l'objet d'une rénovation importante. Je viens de lancer les travaux et compte finaliser le rapport début 2012.

Le plan développera également un échéancier sur une augmentation du niveau des exigences pour le bâtiment neuf et donc aussi une adaptation des classes de performance énergétique. Cet échéancier tiendra compte de la disposition de la directive 2010/31/CE qui prévoit que les États membres veillent à ce que tous les nouveaux bâtiments soient à consommation d'énergie quasi nulle pour le 31 décembre 2020 au plus tard. Les nouveaux bâtiments occupés et possédés par les autorités publiques devront être à consommation d'énergie quasi nulle au plus tard le 31 décembre 2018.

Il n'est actuellement pas prévu et pas nécessaire de remplacer le système de la certification de la performance énergétique des bâtiments, système qui a fait ses preuves. Il n'est pas exclu qu'à l'horizon 2018 voire 2020 il peut s'avérer utile d'ajouter à la catégorisation existante (classes A à I) des classes énergétiquement encore plus performantes (A+ voire A**).

À cet égard, j'aimerais relever que le Luxembourg dispose à l'heure actuelle d'exigences de performance énergétique assez performantes par rapport à nos pays voisins. Dans une étude menée en 2009 par l'Institut allemand «Institut Wohnen und Umwelt» de Darmstadt pour le «Bundesamt für Bauwesen und Raumordnung» intitulée «Energiesparrecht im mitteleuropäischen Vergleich - energetische Anforderungen an Neubauten» et publiée sur le site Internet de ce dernier (www.bbsr.bund.de), la conclusion était que la meilleure performance énergétique des bâtiments résidentiels est atteinte par les réglementations du Luxembourg, des Pays-Bas, de la Suède et du Danemark.

Question 1042 (24.11.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les **herbes médicinales**:

In den letzten Wochen wurden viele Menschen in ganz Europa durch die Ankündigung, dass der Verkauf von Heilkräutern ab dem Jahr 2011 stark eingeschränkt

wird, verunsichert. Eine EU-Richtlinie, die bereits 2004 verabschiedet wurde, regelt den Verkauf von Heilkräutern und Heilpflanzen neu. Die 7-jährige Übergangsfrist, die den EU-Staaten zur Umsetzung dieser Richtlinie gewährt wurde, endet im Jahr 2011. In dieser Richtlinie geht es darum, dass Pflanzen und Kräuter, die eine nachweisliche Wirkung haben, also anerkannte Heilpflanzen sind, nicht von jedem mehr verkauft werden können, da sie laut Richtlinie unter Arzneien fallen. Im Kräutlerladen darf also in Zukunft nicht mehr jedes Kraut angeboten werden.

Auch dürfen Kräuterkundige, wie zum Beispiel Ayurveda-Spezialisten keine Kräutermischungen mehr anbieten, die unter die neue Richtlinie fallen. Das führt auch dazu, dass Biobauern verschiedene, auf Kräuterbasis hergestellte Produkte, nicht mehr verkaufen können, da diese ja von diesem Zeitpunkt an als Arzneimittel gelten.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- 1) Wie ist die Gesetzgebung in Luxemburg hinsichtlich Heilkräuter und Tees, und was wurde bisher unternommen, um dieser Richtlinie gerecht zu werden?
- 2) Wie steht das Ministerium zu dieser europäischen Richtlinie?
- 3) Wie kann diese europäische Richtlinie im nationalen Gesetz abgeschwächt werden, um den vollen Impact auf verschiedene Berufe zu verhindern?

Réponse (21.12.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

L'honorable Député s'enquiert sur l'état de la mise en œuvre en droit luxembourgeois de la directive 2004/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 modifiant, en ce qui concerne les médicaments traditionnels à base de plantes, la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain.

Cette directive qui vise, dans un objectif de santé publique, à régulariser au niveau de l'Union européenne la situation des médicaments traditionnels à base de plantes, garantit la qualité du médicament à base de plantes.

Le médicament traditionnel à base de plantes peut bénéficier de la procédure d'enregistrement simplifiée dans les cas où l'innocuité du produit est démontrée dans les conditions d'emploi spécifiques, et lorsque les effets pharmacologiques ou l'efficacité du médicament sont plausibles du fait de l'ancienneté de l'usage et de l'expérience.

Je tiens à informer Monsieur le Député que ladite directive a été transposée par un règlement grand-ducal du 26 septembre 2006, qui modifie le règlement grand-ducal du 15 décembre 1992 relatif à la mise sur le marché des médicaments.

Question 1043 (24.11.2010) de **M. Félix Eischen** (CSV) concernant les **mesures de sécurité à prendre dans l'hypothèse d'une menace terroriste**:

Depuis quelques semaines, l'Europe occidentale se voit confrontée à des menaces de réseaux terroristes islamistes. Ainsi, deux de nos pays voisins, à savoir l'Allemagne et la Belgique, sont concrètement visés par ces réseaux et ont renforcé leurs mesures de sécurité afin de faire face

à d'éventuelles tentatives d'attentats.

S'y ajoute qu'un colis piégé en provenance d'Athènes aurait dû être expédié début novembre à la Cour de justice de l'Union européenne, qui a son siège à Luxembourg. Heureusement la police grecque a pu intercepter et détruire le paquet en question.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de la Défense:

- Monsieur le Ministre, peut-il me préciser s'il existe des indications concrètes selon lesquelles le Luxembourg pourrait également être visé par des groupements terroristes?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les mesures de vigilance qui ont été ou seront prises éventuellement par les autorités publiques afin de garantir la sécurité de la population?

- Dans la négative, quelle est l'appréciation de Monsieur le Ministre du risque d'attentats au Luxembourg en prenant en compte la situation dans nos pays voisins?

Réponse (27.12.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Dans le cadre des menaces de réseaux terroristes islamistes, le Gouvernement a chargé les services de sécurité de suivre les évolutions en la matière, ce aussi bien au niveau national, qu'euro-péen et international.

À l'heure actuelle, le Gouvernement luxembourgeois ne dispose pas de renseignements sur l'existence d'une menace directe. Néanmoins, il est évident que les autorités sont vigilantes afin de pouvoir garantir la sécurité intérieure au Grand-Duché de Luxembourg.

Question 1046 (26.11.2010) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant le **recrutement des professionnels de santé**:

Depuis plusieurs années, le recrutement des professionnels de santé, que ce soient médecins, infirmiers, thérapeutes, aides-soignants ou autres, se fait en grande partie dans les pays limitrophes du Grand-Duché.

Il a été porté à ma connaissance que certaines unités de soins psychiatriques dans nos hôpitaux fonctionnent en grande partie grâce à du personnel francophone et germanophone ne maîtrisant parfois que de manière rudimentaire la langue luxembourgeoise, ce qui peut causer des problèmes au bon déroulement et au succès de la thérapie des patients dont la langue maternelle est le luxembourgeois. Cet état des choses peut entraver les thérapies adéquates qui nécessitent le plus souvent une communication très étroite entre professionnel de santé et patient. C'est surtout pour les patients dans un état psychique critique qu'il s'avère primordial de pouvoir s'exprimer dans leur langue maternelle.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement peut-il me confirmer les informations susmentionnées?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement entend-il intervenir en la matière?

- Dans l'affirmative, par quelles mesures le Gouvernement entend-il remédier à la situation?

- Le Gouvernement peut-il m'informer sur les conditions d'engagement du personnel de santé dans les unités de soins psychiatriques?

Réponse (31.12.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Il est vrai que le recrutement des professions de santé non médicales, à savoir celles qui sont visées par la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé, se fait en partie dans les régions frontalières des pays limitrophes.

Il m'importe toutefois d'emblée de rassurer l'honorable Députée qu'au cours des dernières dix années aucune plainte ayant fait état d'un échec de thérapie, respectivement de fautes ou d'incidents en relation avec des problèmes linguistiques n'a été ni enregistrée ni signalée auprès des services de mon ministère.

La loi précitée prévoit d'ailleurs que toute personne exerçant une profession de santé doit avoir les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de la profession, soit en allemand, soit en français, et comprendre les trois langues administratives du Grand-Duché de Luxembourg ou acquérir les connaissances lui permettant de les comprendre. De surcroît, lesdits professionnels de santé peuvent engager leur responsabilité si, par suite d'une insuffisance de leurs connaissances linguistiques, ils commettent une erreur dans l'exercice de leur profession.

Parmi les 10.003 professionnels de santé non médicaux, recensés comme étant en activité en 2007 par le service des statistiques de la direction de la Santé, 47% étaient de nationalité étrangère. Parmi ceux-ci on dénombrait 1.663 ressortissants français, 1.465 allemands, 997 belges et 610 citoyens d'autres nationalités; 4.678 de ces professionnels, soit 46,7% étaient des non-résidents,

Sur les 1.919 médecins en activité en 2009, 20% étaient de nationalité étrangère; 381 médecins, soit 19,8%, étaient des non-résidents.

Pour ce qui est des professionnels actifs dans les services et unités de psychiatrie hospitalière et extrahospitalière et auxquels s'intéresse plus particulièrement Madame la Députée, 43% des médecins et 53% des autres professionnels de santé sont de nationalité étrangère.

Toujours est-il qu'une grande majorité d'employeurs encourage, voire incitent leur personnel concerné à participer à des cours de langue luxembourgeoise. Le Ministère de la Santé insiste régulièrement sur la nécessité de cette démarche.

Cela étant dit, et pour autant que les qualifications professionnelles des migrants ressortissants communautaires répondent aux critères du droit communautaire, et plus particulièrement à la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, ceux-ci peuvent librement s'établir sur le territoire de l'Union européenne.

Question 1048 (29.11.2010) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant l'**augmentation du prix de l'eau et secteur Horesca**:

Esou wéi Lëtzebuerg déi europäesch Direktiv iwwert d'Waasser emgesat huet, wäert de Präis vum Waasser an Ofwaasser a praktesch alle Gemenge fir 2011 staark an d'Luucht goen.

Dës staark Erhéijung betrëfft net nëmme Privathaushalter, mä och d'Ekonomie, wou niewent anere Branchen dës Hausse ganz vill Betriber aus dem Tourismus a grouss Schwieregkeete bréngt, zum Beispill d'Hotellerie an d'Campingen. An engem Radios-interview huet de Generalsekretär vun der Horesca geschat, datt fir bestëmmt Betriber d'Rechnung esou staark an d'Luucht geet, dass d'Existenz vun dësen a Fro gestallt ass.

Dofir hunn ech dës Froen un den Här Innenminister an un Madame Ministesch fir de Mëtzelstand an den Tourismus:

1. Ass d'Regierung sech bewusst, wat fir Schwieregkeete fir den Horesca-Secteur entstinn duerch déi nei Waasser- an Ofwaasser-taxen?

2. Ass d'Regierung gewëllt dem Horesca-Secteur eng ähnlech Ausnahm ze bewëllege wéi der Landwirtschaft? Wa jo, wéini kënnen dës Mesuren applizéiert ginn? Wann neen, wat fir aner Moosname kann d'Regierung ubidden, fir dem Tourismussecteur ze hëllefen, trotz deenen neie Präisser kompetitiv ze bleiwen?

3. Ass d'Regierung gewëllt bei enger Léisung och déi regional Differenzen an den Taxen ze berücksichtegen?

Réponse commune (7.1.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*:

D'Regierung ass sech bewusst, wat fir eng Schwieregkeeten a verschidde Gemenge fir den Horesca-Secteur kënnen entstoen duerch déi nei Waasser- an Ofwaasserredévancen. Zu deem Sujet hat den Tourismusministère schonns Entrevuë mat de Responsablen aus der Horesca Föderatioun de 4. November 2010 a mat Verrieder vun der Camprilux den 19. November 2010.

Concernéiert sinn och verschidde Syndicats d'Initiative et du Tourisme, déi e Camping bedriewen, respektiv Gemengen, déi vill touristesch Betriber hunn. Den Tourismusministère hat och mat hinne den 21. Oktober an den 2. November 2010 eng jeeweileg Entrevue.

D'Doléancë vum Secteur goufen dem Innenminister den 19. November 2010 an engem Bréif vun der Madame Minister Hetto-Gaasch matgedeelt.

Am Moment schaffen d'Servicer vum Innenministère u Léisungen, déi alle Secteuren zegutt kommen, fir e gerechte Waasserpräis an alle Gemenge garantéieren ze kënnen. Dës Mesurë ginn an der zweeter Halschent vum Januar 2011 virgestallt. Si baséieren op den Dispositiounen vum Artikel 12, Paragraph 4 vum Waasser-gesetz vum 19. Dezember 2008, a soumat och op de geographesche Konditiounen vun de concer-néierte Regiounen.

Question 1050 (30.11.2010) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant l'«**Innovative School**» et l'«**Accord Écoles Microsoft 2010-2013**»:

La presse nationale avait annoncé en début d'année scolaire que le Lycée Aline Mayrisch faisait désormais partie du programme «Innovative School» initié par une importante société d'édition de logiciels. En parallèle, le Ministère de l'Éducation nationale vient de signer le nouvel «Accord Écoles Microsoft 2010-2013» de la même société. Cet accord est en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2010 et spécifie aussi, outre les conditions de licence, tous les autres avantages que Microsoft réserve à l'enseignement. Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants:

1. Quels sont les écoles et lycées luxembourgeois membres du programme «Innovative School» de Microsoft?

2. Est-ce que les établissements scolaires doivent avoir l'aval du Ministère de l'Éducation nationale pour devenir membre dans ce type de programmes, c'est-à-dire initiés par une société commerciale?

3. Quel est l'objet et l'objectif du contrat «Accord Écoles Microsoft 2010-2013» signé par le Ministère?

4. Est-ce que ce contrat crée éventuellement des obstacles à l'utilisation de logiciels provenant d'autres éditeurs?

5. Dans quelle mesure, respectivement dans quels cycles et filières est-ce que l'école luxembourgeoise promeut l'utilisation de logiciels de type «navigateur web», «office» et de systèmes d'exploitation libres et open-source?

6. Est-ce que Madame la Ministre partage ma conviction que l'école publique devrait familiariser les élèves avec les logiciels libres et open-source?

Réponse (6.1.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

1. Le Ministère n'est pas au courant des établissements adhérant à ce programme.

Si des écoles ou lycées luxembourgeois en sont membres, c'est de leur propre initiative qu'ils le sont.

2. Non, pas nécessairement, si la situation financière de l'école le permet, si le fonctionnement normal n'est pas compromis, et si les programmes scolaires ne s'y opposent pas.

3. L'accord-cadre signé entre Microsoft et le Ministère est un renouvellement des accords signés en 2002 (MSKIS1, 2002-2005) et en 2005 (MSKIS2, 2005-2010). L'objectif de tous ces accords est le même, fixer le cadre dans lequel un droit d'utilisation de certains produits Microsoft peut être acquis - il s'agit en principe d'une location de licences avec accès aux mises à jour pendant la durée du contrat et un droit d'utilisation à domicile pour les produits sous contrat. Les produits visés sont: MS-Office, les mises à jour du système d'exploitation Windows pour desktops, et les Core CAL qui sont nécessaires pour connecter des ordinateurs à un serveur Windows. Payer ces droits d'utilisation (ces locations) revient moins cher que d'acheter de vraies licences qui ne peuvent pas être mises à jour sans frais

supplémentaires. L'accord-cadre signé par le Ministère permet aux établissements scolaires de pouvoir bénéficier des mêmes conditions, s'ils le désirent, en signant de leur part des accords individuels pour la location des produits Microsoft non prise en charge par le MEN/CTE.

4. Non, aucunement, comme en principe seul le produit MS-Office est réellement visé, aucun éditeur de logiciels d'application ne devrait être lésé. Beaucoup de logiciels non Microsoft sont utilisés dans les lycées. Même au niveau du système d'exploitation pour serveurs, il y a des établissements qui n'ont pas de serveurs Windows (22 établissements fonctionnent sous Windows, cinq sous Novell NW/OES et trois sous Linux). Le Ministère a d'ailleurs aussi conclu un contrat-cadre avec Adobe en vue d'avoir de meilleures conditions pour des logiciels comme CS4/CS5.

5. Les logiciels libres Open Office et Firefox sont installés en principe sur tous les ordinateurs dans les lycées. Leur utilisation est recommandée aux programmes des classes du cycle inférieur et du cycle moyen. En outre, les logiciels libres suivants figurent aux programmes de diverses classes des différents cycles: Gimp, Scratch, XMind, BlueJ, Unimozer, Structorizer, P'titStock, VLC, 7-Zip, XnView, InkScape, Kompozer, Geogebra, Thunderbird. D'autres, plus spécifiques, sont installés et utilisés suivant les formations, divisions et sections. Certains essais sont en cours pour offrir des machines en dual boot avec Windows et Linux Desktop.

6. Certainement, pour beaucoup d'applications et dans beaucoup de domaines ceci est possible sans aucune contrainte. Dans quelques domaines pourtant, comme la formation des secrétaires, ceci est moins vrai. Dans ces cas précis, il ne s'agit pas d'apprendre à utiliser un traitement de texte ou un tableur, mais il s'agit bel et bien de familiariser les apprenants avec Word et Excel, afin de les rendre opérationnels sur le marché de l'emploi une fois la formation achevée.

Question 1053 (1.12.2010) de **M. Jean Huss** (*déi gréng*) concernant l'**amélioration d'un nouveau règlement européen sur l'utilisation des biocides, notamment en ce qui concerne les groupes vulnérables (enfants, femmes enceintes)**:

Le Parlement européen a récemment adopté en première lecture un projet de règlement qui modifiera la directive 98/8/CE sur les produits biocides. Selon les organisations non gouvernementales travaillant sur la problématique des biocides, certains points-clé font défaut dans le texte actuel, notamment la notion de groupes vulnérables (enfants, femmes enceintes...).

Aussi, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

Messieurs les Ministres sont-ils d'accord pour introduire dans le texte:

- une définition des groupes vulnérables;

- l'indication que les biocides ne doivent pas avoir des effets néfastes sur les groupes vulnérables;

- exiger clairement des dispositions d'étiquetage pour les

groupes vulnérables pour les articles et les produits traités aux biocides;

- donner aux États membres de l'UE le droit de refuser l'autorisation des biocides pour des raisons de protection des groupes vulnérables;

- surveiller et enregistrer les cas d'empoisonnement par les biocides, en particulier des groupes vulnérables?

En vue de protéger les groupes vulnérables, les biocides à effets neurotoxiques et immunotoxiques sont particulièrement préoccupants. Ces substances peuvent gravement endommager le système nerveux et le développement du cerveau des enfants. La Commission européenne a suggéré dans sa proposition de remplacer les produits biocides par des alternatives plus sûres si celles-ci existent. Cependant, ce principe a été rayé dans la dernière version du texte.

- Est-ce que Messieurs les Ministres sont prêts à intervenir pour le rétablissement dans le projet de règlement du principe de substitution des substances neurotoxiques et immunotoxiques?

Il existe un consensus scientifique et politique de plus en plus fort que certaines substances causent des impacts négatifs en raison de leurs propriétés intrinsèques et que l'application de seuils limites n'apporte aucune protection au consommateur. En vue de protéger la santé des groupes particulièrement vulnérables, il devrait y avoir des critères d'exclusion stricts et rigoureux de ces substances dangereuses. Cependant, les dérogations aux critères d'exclusion qui sont prévues laissent la porte ouverte pour les substances dangereuses sur le marché de l'UE.

- Est-ce que Messieurs les Ministres sont prêts à exiger la suppression des dérogations aux critères d'exclusion?

- Le texte actuel faisant uniquement une référence vague à REACH, Messieurs les Ministres sont-ils en faveur de proposer une définition plus claire pour les perturbateurs endocriniens en conformité avec la réglementation des pesticides?

Contrairement aux directives sur l'utilisation des pesticides, il n'y a actuellement pas de règles pour la durée d'utilisation des biocides. Surtout en raison du danger croissant de la résistance aux antibiotiques due à l'utilisation abusive des biocides, une directive européenne sur l'utilisation durable des produits biocides devrait être envisagée.

- Le Luxembourg soutiendra-t-il l'appel à une telle directive?

De plus en plus de produits contiennent de l'argent nano à des fins biocides. Ces produits sont sur le marché malgré les incertitudes scientifiques sur la sécurité des nanomatériaux pour la santé humaine et l'environnement. La nouvelle loi devrait garantir une protection de la santé et l'environnement contre les risques des nanomatériaux biocides.

- Est-ce que Messieurs les Ministres soutiennent l'instauration d'exigences claires pour l'autorisation des biocides aux nanomatériaux?

Réponse commune (13.1.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

La proposition de règlement communautaire (CE) relative à la mise sur le marché et l'usage de produits biocides, à laquelle se réfère l'honorable Député, a été adoptée par la Commission européenne le 12 juin 2009.

En ce qui concerne le groupe des personnes dites vulnérables, la proposition de règlement attache une grande importance à leur protection.

Toujours est-il que sous l'empire de la directive 98/8/CE¹, transposée dans le droit national par la loi du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides, l'évaluation d'une substance active prend déjà en compte les risques pour les enfants lorsque l'usage à évaluer peut résulter dans une exposition de ce groupe à risque.

Les besoins particuliers de protection accrue de ce groupe de personnes sont pris en compte en ce qui concerne notamment:

- la détermination des substances préoccupantes;

- lors de la première autorisation des produits biocides;

- lors du renouvellement et de l'annulation d'autorisations existantes;

- le cas échéant l'étiquetage du produit doit avertir contre les risques particuliers pour les personnes vulnérables.

Il convient de noter que la proposition de règlement permet aux États membres de faire usage d'une clause de sauvegarde à l'encontre de produits biocides autorisés conformément aux dispositions contenues dans la proposition. Cette clause peut être invoquée lorsque de nouvelles données font apparaître un risque pour la santé humaine ou plus particulièrement pour celle des personnes vulnérables.

En ce qui concerne la surveillance et le recensement des cas d'empoisonnement, le texte prévoit l'obligation pour chaque État membre de se doter d'un centre antipoison.

Concernant l'exclusion des substances actives, la proposition de règlement fixe une liste de critères d'exclusion. Ainsi, une substance ne peut en principe pas être inscrite comme substance active biocide lorsqu'elle est classée comme étant carcinogène, mutagène, toxique pour le système reproductif, ou comme ayant des effets perturbateurs endocriniens.

En ce qui concerne les dérogations aux critères d'exclusion, celles-ci sont limitées à des cas de figure précis, énumérés par ladite proposition. Par ailleurs, même dans l'hypothèse de l'inscription d'une substance active sur base d'une de ces dérogations, celle-ci sera qualifiée d'office de substance candidate à substitution, et la disponibilité d'une substance ou technique alternative sera prise en compte.

D'autres critères entraînant la qualification d'une substance de candidate à substitution sont entre autres:

- l'apport journalier maximal tolérable de la substance est de manière significative moins élevé que pour une substance similaire;

- la substance répond à deux des critères d'identification des substances persistantes, bioaccumulables et toxiques;

- la substance contient une grande proportion d'isomères non actifs ou des impuretés.

Finalement, la proposition de règlement prévoit que lors de la procédure d'inclusion d'une substance active, des tiers intéressés pourront soumettre des informations relatives à d'éventuelles substances de substitution à l'Agence européenne des produits chimiques.

La stratégie d'évaluation à employer pour l'évaluation des risques émanant de ces nanomatériaux est en train de se développer. Un problème majeur lié à l'évaluation scientifique de tels nanomatériaux est l'incertitude quant à la pertinence des méthodes d'évaluation employées jusqu'à présent, respectivement la compatibilité des données classiques.

Dans cette optique, la proposition de règlement précise que toute inclusion d'une substance active ne peut couvrir la forme nano d'une substance donnée qu'à la condition qu'une évaluation des risques liés à la forme nano ait bien été réalisée au préalable selon des critères scientifiques.

Question 1054 (1.12.2010) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant les **émissions de CO₂ du secteur ETS (système d'échange de quotas) et sur-allocations de l'année 2009**:

En relation avec les émissions à effet de serre du secteur soumis au système d'échange de quotas ETS (entreprises industrielles et production d'énergie), «carbon market data» vient de publier le rapport avec les valeurs d'émissions de CO₂ de l'année 2009. Suivant ce rapport, les émissions des installations ETS au Luxembourg auraient augmenté de 4% par rapport à l'année 2008. Ainsi le Luxembourg serait le seul pays de l'UE qui affiche en 2009 une augmentation des émissions par rapport à l'année 2008.

En plus, le rapport indique que les émissions réelles de ce secteur seraient de 310.000 tonnes inférieures aux quotas CO₂ alloués (allocation gratuite). En admettant un prix de vente de 15 euros par tonne CO₂, cette surallocation offre au secteur une plus-value de 4,65 millions d'euros.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les valeurs d'émissions et de surallocation du secteur ETS publiées par «carbon market data»?

- Quelles conclusions Monsieur le Ministre entend-il tirer de ces chiffres?

Réponse (31.12.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Les émissions de gaz à effet de serre des 14 installations luxembourgeoises couvertes par le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (EU ETS) ont en effet augmenté de 2,099 à 2,182 millions de tonnes de CO₂ entre 2008 et 2009, soit un plus de 83.000 tonnes ou l'équivalent de 4%. Sachant que les émissions en provenance de la turbine à gaz

¹ Directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 concernant la mise sur le marché des produits biocides

de la société Twinerg S.A. (production d'électricité) ont à elles seules augmenté de près de 185.000 tonnes de CO₂ dans la même période, il serait erroné de déduire de ces chiffres une augmentation généralisée des émissions pour l'ensemble des installations concernées. Comme la loi des grands nombres ne compte pas au Luxembourg, l'augmentation (ou la réduction) des émissions d'une seule installation peut avoir des impacts considérables sur le total des émissions.

Comme le remarque l'honorable Député, les émissions des années 2008 et 2009 sont inférieures aux quotas d'émission alloués à ces 14 installations, lesquelles bénéficieraient dans leur ensemble d'une allocation annuelle de 2.488.000 tonnes de CO₂ durant la période de cinq ans allant de 2008 à 2012. L'écart entre quotas alloués et émissions vérifiées s'élève à presque 700.000 tonnes sur les deux années, ce qui équivaut à 14% des quotas alloués. Il est principalement dû au ralentissement de l'activité des entreprises industrielles à cause de la crise économique qui les a durement touchées.

Dans ce contexte, il ne faut pas oublier que l'attribution des quotas doit être considérée pour l'ensemble de la période Kyoto (2008-2012). Il se peut que les installations qui bénéficient d'un excédent de quotas après les deux premières années de la période de cinq ans gardent ces quotas en réserve plutôt que de les vendre sur le marché, ceci en prévision d'une accélération des activités de production une fois les difficultés liées à la crise économique auront été dépassées. Je donne à considérer que les émissions de notre secteur ETS ont été de 2,60 millions de tonnes de CO₂ en 2005, 2,71 millions de tonnes de CO₂ en 2006 et de 2,56 millions de tonnes de CO₂ en 2007. L'installation Twinerg ci-dessus mentionnée avait ainsi émis 968.000 tonnes de CO₂ en 2005, 1.015.000 tonnes en 2006 et 919.000 tonnes en 2007, contre 749.000 tonnes de CO₂ en 2008 et 934.000 tonnes de CO₂ en 2009.

Ce n'est qu'en 2013 - donc à l'issue de la période Kyoto - qu'il sera possible de tirer les conclusions dont désire disposer l'honorable Député.

Question 1057 (1.12.2010) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant la **rétribution par les sociétés de distribution au groupe audiovisuel livreur de contenus**:

Il me revient que RTL Group ambitionne d'établir comme règle générale que les grandes sociétés de distribution, en premier lieu les câblo-opérateurs mais également les plateformes satellitaires et les réseaux IPTV, rétribuent à l'avenir le groupe audiovisuel qui livre les contenus, plutôt que l'inverse.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ces projets?

- Quelles répercussions cela pourrait-il entraîner, notamment pour les consommateurs?

Réponse (27.12.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias*:

Je n'ai pas connaissance des prises de position d'RTL auxquelles l'honorable Parlementaire semble faire référence. J'aimerais cependant rappeler que les relations entre distributeurs de programmes et propriétaires de ces programmes sont régies par le droit commercial et la réglementation sur la propriété intellectuelle et plus particulièrement le droit d'auteur.

Aux termes des grands principes applicables à cette matière, le propriétaire des programmes est en droit de demander une rémunération pour les programmes qui sont sa propriété ou sur lesquels il dispose des droits d'exploration.

Au Luxembourg les relations entre distributeurs de programmes et propriétaires et exploitants de ces programmes sont régies par une convention à laquelle l'État n'est pas partie. Cette convention prévoit le paiement d'une certaine somme annuelle en contrepartie du droit de distribuer ces programmes au consommateur.

Question 1058 (1.12.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **sensibilisation des jeunes à la problématique du suicide**:

À en croire les experts, la problématique du suicide constitue au Luxembourg toujours encore un tabou. Il ressort toutefois des chiffres publiés par le Statec que le Luxembourg connaît un des taux de suicide les plus élevés en Europe, les jeunes étant également concernés par ce phénomène tragique.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle me dire quelles initiatives ont été ou vont encore être lancées dans les établissements scolaires de l'enseignement postfondamental en vue d'une meilleure sensibilisation des jeunes et du corps enseignant par rapport à la problématique du suicide?

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur d'éventuelles formations pour les enseignants dans ce contexte spécifique? Est-ce que de telles formations sont prévues dans leur formation continue? Dans la négative, Madame la Ministre serait-elle disposée à intégrer de telles formations dans le planning de la formation continue?

Réponse (29.12.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

En février 2011 aura lieu la 5^e Journée Nationale de Prévention du Suicide qui est organisée à l'Abbaye de Neumünster par le Centre d'Information et de Prévention, qui est une initiative de la Ligue Luxembourgeoise d'Hygiène Mentale. Cette journée se prévaut du Haut Patronage de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

Je me permets de joindre le programme de cette Journée à la présente. J'en profite pour en ci-

ter la préface, de Marie-Jeanne Bremer et du Dr. Fränz D'Onghia:

«La 5^e édition de ces journées est consacrée à la thématique de la prévention du suicide chez les jeunes. Ces jeunes, qui sont sur-représentés dans les statistiques des taux de tentatives de suicide, sont une population à fort risque suicidaire. Sachant que la tentative de suicide est le facteur qui prédit le mieux une tentative de suicide ultérieure et/ou un futur suicide accompli, il est donc primordial de se soucier du malaise des jeunes, tant au niveau familial, que scolaire, parascolaire et associatif.

Au centre de nos efforts en matière de prévention du suicide s'inscrivent les actions qui favorisent le lien de sécurité des enfants et des jeunes avec leur entourage, l'expression de leurs souffrances, le traitement des traumatismes, des angoisses et des dépressions, autant de maux qui risquent de pousser dans l'isolement le jeune devenant adulte.

Dans la mesure où le cadre familial, scolaire et extrascolaire offre un lieu de vie favorable à ce lien, nous avons conçu cette 5^e édition de la Journée Nationale de Prévention du Suicide en tenant compte du rôle que chacun doit jouer dans ce processus de prévention: la prévention n'est pas seulement l'affaire des professionnels, elle concerne tout un chacun, ne fût-ce que par une écoute attentive et respectueuse de l'autre.»

Le Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) qui coordonne les Services de psychologie et d'orientation scolaires (SPOS) des lycées, fait partie de la «Vernetzungsinstitut für Suizidprävention» initiée par le Centre d'Information et de Prévention.

Pour la 5^e édition de la Journée Nationale de Prévention du Suicide, le CPOS s'est engagé à ce qu'une journée entière soit consacrée à la problématique scolaire et a participé à l'organisation d'ateliers à l'attention des enseignants, parmi lesquels figure le workshop intitulé «Et si c'était toi?» (Présentation du film et du matériel pédagogique).

I. Les mesures instaurées par le CPOS et les SPOS se situent sur les plans suivants:

- Élaboration de matériel didactique relatif au film «Et si c'était toi?» qui a été réalisé au Lycée technique du Centre avec un groupe d'élèves. Les enseignants qui souhaitent aborder la problématique du suicide en classe peuvent se procurer le matériel didactique au SPOS afin de préparer une intervention auprès de leurs élèves.

- Participation avec toute la communauté scolaire à des projets de promotion du bien-être de tous les acteurs scolaires et des projets d'amélioration du climat scolaire.

- Consultation au SPOS ou au CPOS et travail psychologique avec des élèves concernés ou signalés par les enseignants avec ou sans passage à l'acte du suicide, qui consiste à prendre en charge ces jeunes et à mettre en œuvre des actions appropriées pour faire face à leur vécu.

- Accompagnement psychologique en milieu scolaire par un groupe de psychologues (GAP) qui peut intervenir dans les établissements scolaires en cas de crise (accident, décès, suicide, Amok...).

II. Le programme de la formation continue organisée par le CPOS

Le programme actuel 2010-2011 de la formation continue organisée par le CPOS comporte:

- Krisenmanagement in Schulaufbaukurs: Umgang mit Suizid

Referenten: Bernhard Meissner und Dieter Glatzer

International School Psychology Association (ISPA) Training Centre

- Le suicide chez l'adolescent: Comment prévenir et comment agir?

Module 1 et module 2.

Le module 1 s'adresse aussi aux enseignants

Formateurs: Centre d'Information et de Prévention (Luxembourg) et Centre de Prévention du Suicide (Bruxelles)

Le programme du CPOS des années précédentes a compris notamment les formations continues suivantes:

- Juin 2009

- Journée d'étude (publique) avec Alain Braconnier: L'agir à l'adolescence (aborde les passages à l'acte impulsifs tels que les tentatives de suicide).

- Octobre 2008: En cas d'événements tragiques

- Volet 1 - Les interventions de crise avec Léon Kraus du groupe de support psychologique de la protection civile (GSP), Pit Recktenwald et Andreas Hueck (Omega 90)

- Volet 2 - L'école, un lieu pour trouver la formule avec Violaine Clément, enseignante et psychanalyste.

- Mars 2007

- Journée d'étude (publique) avec Xavier Pommereau: L'adolescent suicidaire: Que comprendre? Intervention théorico-clinique.

- Conférence publique avec Xavier Pommereau: L'adolescent suicidaire: Que lui dire pour l'aider, l'orienter, l'amener à réfléchir sur sa souffrance?

- Formation avec Xavier Pommereau à l'attention exclusivement du personnel SPOS et CPOS: L'adolescent suicidaire: Que faire en termes de prise en charge? Intervention réalisée à partir d'études de cas.

III. Le programme de la formation continue organisée par le SCRIPT

L'Institut de Formation continue du Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) a organisé les formations suivantes relatives aux problèmes du suicide depuis l'année 2003.

(*annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire*)

Question 1059 (1.12.2010) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant les **quotas de CO₂ alloués à ArcelorMittal pour l'année 2009**:

En 2009, un total de 299.811 tonnes de crédits de CO₂ avait été alloué aux trois sites sidérurgiques d'ArcelorMittal (Schifflange, Differdange et Belval). Selon mes informations, ArcelorMittal a largement dépassé ce volume. En fait, le volume de quotas utilisés s'élève à 409.816 tonnes, soit un dépassement de 110.005 tonnes respectivement 36,7%.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, comment expliquer cette différence?

- L'entreprise a-t-elle acheté des quotas supplémentaires sur le marché de quotas?

- Existe-t-il d'autres entreprises qui ont dépassé leurs quotas et le cas échéant lesquelles?

- Ces dépassements auront-ils une conséquence au niveau du plan national d'allocation?

Réponse (31.12.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Conformément au 2^e plan national d'allocation de quotas d'émissions de gaz à effet de serre qui couvre la période 2008 à 2012, 299.811 tonnes de CO₂ sont en effet allouées annuellement à ArcelorMittal pour les trois installations auxquelles fait référence l'honorable Député, Monsieur Marcel Oberweis.

Cependant la quantité de 409.816 tonnes de CO₂ mentionnée par l'honorable Député, Monsieur Marcel Oberweis, ne correspond pas aux émissions de gaz à effet de serre de la seule année 2009, mais aux émissions cumulées des années 2008 et 2009, de sorte qu'aucun dépassement des quotas d'émission alloués n'a eu lieu.

Il en est de même pour les autres installations concernées par le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre au Grand-Duché.

Question 1061 (2.12.2010) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant la **dérogation partielle des services ferroviaires urbains, suburbains et régionaux de transport de voyageurs aux obligations concernant l'accessibilité et l'assistance dans les gares et à bord pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite**:

Le règlement (CE) n°1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires prévoit entre autres certaines dispositions concernant l'accessibilité, ainsi que l'assistance dans les gares et à bord pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite.

Par règlement grand-ducal du 1^{er} décembre 2009, une dérogation partielle au règlement européen précité est octroyée aux services ferroviaires urbains, suburbains et régionaux de transport de voyageurs au Luxembourg.

Entre autres, les services ferroviaires ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 21 qui stipule que:

1. Les entreprises ferroviaires et les gestionnaires des gares veillent, par le respect des STI pour les personnes à mobilité réduite, à assurer l'accès des gares, des quais, du matériel roulant et des autres équipements aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite.

2. En l'absence de personnel d'accompagnement à bord d'un train ou de personnel dans une gare, les entreprises ferroviaires et les gestionnaires des gares s'efforcent, dans la mesure du rai-



sonnable, de permettre aux personnes handicapées ou aux personnes à mobilité réduite d'avoir accès au transport ferroviaire.

- Monsieur le Ministre peut-il expliquer la raison d'être des dérogations octroyées par le règlement grand-ducal du 1^{er} décembre 2009?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que ces dérogations revêtent un caractère temporaire? Dans l'affirmative, existe-t-il un plan d'action qui permettra, à moyen terme, d'abroger le règlement grand-ducal en question?

Réponse (6.1.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En effet, le règlement européen n°1371/2007 accorde des droits aux voyageurs ferroviaires et notamment aux personnes handicapées ou à mobilité réduite. Ce même règlement CE permet un assouplissement des mesures prévues pour les trajets régionaux ou nationaux, par rapport aux trajets internationaux. Il accorde ainsi aux États membres la faculté de ne pas appliquer certaines des dispositions, se justifiant par l'inadéquation de certaines mesures, élaborées à l'origine pour des transports internationaux et/ou inspirées du marché du transport aérien, à la diversité des situations dans le secteur ferroviaire.

En ce qui concerne plus précisément la situation des personnes handicapées et à mobilité réduite, il convient de dire que l'accessibilité des services ferroviaires pour voyageurs doit profiter à tous de sorte que les personnes handicapées et les personnes à mobilité réduite, du fait d'un handicap, de l'âge ou de tout autre facteur, doivent pouvoir accéder aux transports ferroviaires dans des conditions comparables à celles de tout autre voyageur. De même, il y a lieu de veiller en particulier à ce que les personnes à mobilité réduite reçoivent des informations sur l'accessibilité des services ferroviaires, les conditions d'accès au matériel roulant et les équipements à bord.

Les CFL, en coopération avec les différentes autorités, mettent tout en œuvre pour garantir l'accès au système de transport public en tenant compte des besoins de l'ensemble des passagers. C'est ainsi qu'ils s'efforcent de rendre accessibles à la fois les gares et arrêts du réseau ferré luxembourgeois que le matériel roulant.

En ce qui concerne le matériel roulant, d'énormes progrès ont été réalisés ces dernières années avec la mise en service d'automotrices et de voitures à deux ni-

veaux disposant de rampes d'accès et d'installations sanitaires adaptées aux personnes à mobilité réduite. Pour ce qui est du réseau, le plan de modernisation des gares et arrêts prévoit l'installation de rampes ou d'ascenseurs sous réserve de leur faisabilité technique.

Par règlement grand-ducal du 1^{er} décembre 2009, le Luxembourg a transposé le paragraphe 1^{er} de l'article 22 du règlement européen n°1371/2007 relatif à l'assistance dans les gares. En annonçant leur intention de voyager en train au moins douze heures à l'avance, les personnes à mobilité réduite peuvent bénéficier d'une assistance afin de faciliter leur voyage. Il est prévu de réduire ce délai au cours de l'année 2011. Quelque 40% du personnel d'accompagnement des trains des CFL ont déjà suivi une formation spéciale «PMR» offerte par Info-Handicap et des efforts sont faits afin de former l'ensemble du personnel d'accompagnement des trains. Le personnel de l'équipe d'assistance en gare a également été formé pour garantir l'accueil et le transbordement des personnes à mobilité réduite.

Finalement le site Internet des CFL est tenu à jour systématiquement et des échanges avec Info-Handicap ont lieu régulièrement afin d'assurer l'information à ce sujet de sa clientèle à mobilité réduite.

Question 1123 urgente (27.12.2010) de **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant l'**inscription des déclarations de partenariat au répertoire civil**:

Il me revient que le parquet aurait informé les responsables communaux que l'inscription des déclarations de partenariat au répertoire civil n'est plus garantie depuis le 19 décembre 2010. En outre, dans certain cas, le parquet n'aurait pas encore traité les partenariats conclus depuis début décembre. Par conséquent, en l'absence d'une inscription au répertoire civil avant la fin 2010, inscription qui rend le partenariat opposable aux tiers, les partenaires concernés ne pourraient le cas échéant pas profiter des dispositions fiscales garanties par la loi pour leur déclaration fiscale de 2011.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les inscriptions au répertoire civil n'auraient plus été

garanties depuis le 19 décembre 2010.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que certains partenariats n'auraient plus été inscrits depuis début décembre 2010 ou à partir d'une autre date?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les déclarations de partenariat devraient être inscrites dès leur réception par le parquet?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'en cas de dysfonctionnements au niveau des prises d'inscription par le parquet, il serait remédié à ces dysfonctionnements en ce sens que les déclarations seraient réputées inscrites dès l'expédition ou du moins dès la réception des déclarations d'inscription par le parquet? En effet, en vertu de l'article 3 de la loi du 9 juillet 2004 relative aux partenariats, ces déclarations sont notifiées par les administrations communales par courrier recommandé avec accusé de réception endéans un délai de trois jours ouvrables.

Réponse (20.01.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

La question parlementaire de l'honorable Député Félix Braz donne lieu aux observations suivantes:

À titre préliminaire, il importe de souligner que le service du répertoire civil relève du Parquet général (et non pas du parquet). Ce service ne s'occupe pas exclusivement des déclarations de partenariat, mais assure également la publication d'actes notariés (tels que les contrats de mariage) et de décisions judiciaires (notamment en matière de tutelles ou de modification des pouvoirs des époux résultant de leur régime matrimonial).

Ce service est assuré par un employé de l'État fonctionnarisé, qui est assisté par une personne bénéficiant d'un contrat de travail CER/S, qui effectue un remplacement temporaire et ne travaille qu'à temps partiel.

Le travail à charge du répertoire civil n'a cessé de croître au fil des dernières années et notamment avec l'entrée en vigueur de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats. Non seulement le répertoire civil doit procéder à l'inscription des déclarations de partenariat qui lui sont transmises par les communes luxembourgeoises, mais il doit également délivrer à la fin de chaque année des certificats attestant de l'existence de partenariat, sur demande des partenaires, en vue de leur production à l'Administration des Contributions.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 3 août 2010, le service du répertoire civil doit également inscrire les partenariats enregistrés à l'étranger et susceptibles d'être reconnus au Luxembourg, c'est-à-dire remplissant les conditions prévues à l'article 4 de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats. Cette tâche ne se limite partant pas à un simple enregistrement, mais nécessite un travail de vérification préalable.

En date du 31 décembre 2009, le nombre des partenariats enregistrés était de 2.025.

En date du 31 décembre 2010, le nombre des partenariats enregistrés était de 3.002.

Ainsi 977 partenariats ont donc été inscrits au cours de l'année 2010, dont 289 partenariats inscrits en décembre 2010 (249 partenariats déclarés au Luxembourg et 44 partenariats enregistrés à l'étranger).

Au vu de ces chiffres, il faut constater qu'en raison des modifications intervenues par la loi du 3 août 2010, entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2010, le nombre de partenariats conclus et enregistrés a continué d'augmenter considérablement au cours des derniers mois.

En ce qui concerne plus particulièrement le fonctionnement du service du répertoire civil au cours du mois de décembre 2010:

Pendant tout le mois de décembre 2010, ce service n'était pas fermé pendant une période prolongée. Bien sûr, le service restait fermé les jours fériés légaux et les fins de semaine, et le personnel a pris des jours de congé isolés et espacés (14, 16, 21 et 23 décembre 2010). Pendant ces jours, aucune inscription n'a de ce fait pu être effectuée. Néanmoins, comme ci-dessus indiqué, le nombre total des inscriptions effectuées pendant tout le mois de décembre s'élève à 289 et ce jusqu'au 31 décembre inclusivement.

En ce qui concerne le délai endéans lequel les inscriptions sont effectuées:

Au vu de ce qui précède, il va de soi que toutes les déclarations de partenariat ne peuvent pas être inscrites instantanément ou sur-le-champ. Certaines inscriptions, notamment celles relatives aux partenariats étrangers, nécessitent une vérification préalable.

Néanmoins les partenariats sont inscrits endéans un délai relativement court, qui se situe souvent entre deux et quatre jours, mais il arrive aussi que ce délai soit d'une semaine, tout comme il ar-

rive que l'inscription soit faite le jour-même de la réception.

En tout cas le service du répertoire civil a encore inscrit en 2010 toutes les déclarations de partenariat reçues jusqu'au 31 décembre 2010 inclusivement. En raison du nombre important de déclarations de partenariat reçues par les officiers de l'état civil des communes à la fin de l'année 2010, un nombre impressionnant de partenariats a ainsi encore été inscrit en date du 31 décembre 2010 (même au-delà de 18.00 heures), grâce au travail assidu du personnel du répertoire civil.

On ne saurait dès lors en aucun cas parler d'un quelconque dysfonctionnement du service du répertoire civil auprès du Parquet général.

Question 1184 urgente (20.01.2011) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant les **mesures visant le gel d'éventuels avoirs et ressources économiques du clan du Président Ben Ali déchu**:

Suite au changement politique intervenu en Tunisie, le Conseil fédéral suisse vient de décider le gel des avoirs et des ressources économiques du Président Ben Ali déchu et de son entourage. Il veut ainsi éviter un éventuel détournement des fonds publics tunisiens.

Dans ce contexte, je voudrais poser la question suivante à Messieurs les Ministres:

- Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois a pris une mesure visant le gel d'éventuels avoirs et ressources économiques du clan du Président Ben Ali déchu?

Réponse commune (24.01.2011) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*, et de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Le Gouvernement ne dispose pas d'informations concernant des avoirs et des ressources économiques du Président Ben Ali déchu et de son entourage au Luxembourg.

Le Gouvernement appliquera évidemment les règles qui seront décidées le cas échéant au niveau européen. Sans préjudice de ce qui précède, les établissements financiers sont tenus par la loi de notifier sans délai toute opération suspecte à la cellule de renseignements financiers auprès du Parquet du tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

